

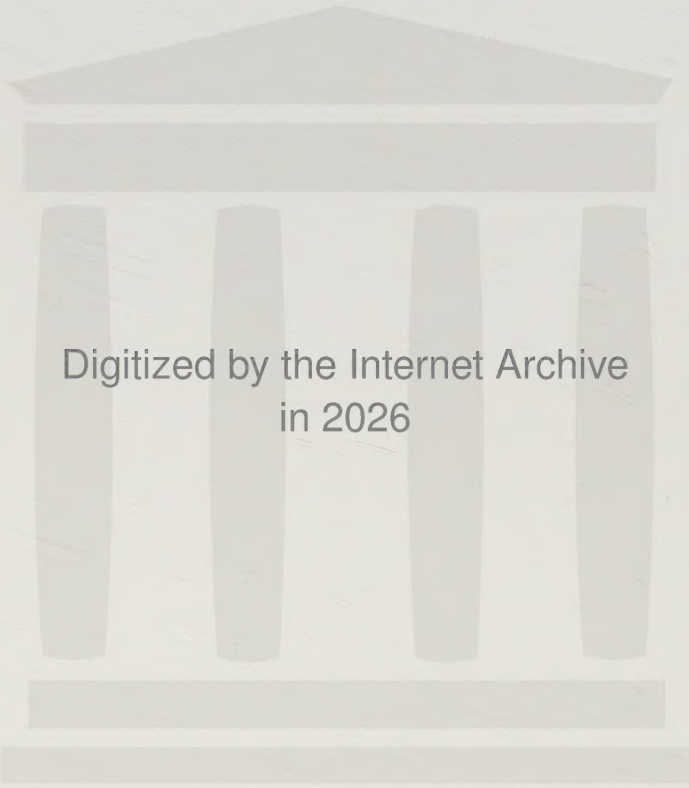
UNIVERSITE DE PARIS I

**L' ACCUMULATION
INTENSIVE
DU CAPITAL**

Bernard BILLAUDOT

1976





Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549910_0018

UNIVERSITE DE PARIS I

L' ACCUMULATION INTENSIVE DU CAPITAL

INTRODUCTION A L'ETUDE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE
D'APRES GUERRE ET DE LA CRISE ACTUELLE

Bernard BILLAUDOT

Thèse pour le doctorat d'état ès sciences économiques
présentée et soutenue publiquement en 1976
sous la présidence de M. B. DUCROS
professeur à l'Université de Paris I



L'Université n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans cette thèse. Ces opinions doivent être con-
sidérées comme propres à leur auteur.



AVERTISSEMENT

Le présent document est une reproduction faite en réduction (33 %) d'un document original fourni par l'auteur

Le Service de Reproduction des Thèses de l'Université des Sciences Sociales (Grenoble II) ne peut être tenu pour responsable de la mauvaise qualité de certaines parties. Seul l'auteur qui n'a pas eu le loisir ou la possibilité de fournir des originaux correspondant aux normes fixées par l'Atelier peut être incriminé

INTRODUCTION

. L'évolution économique d'après guerre et les questions qu'elle pose

Cette thèse a pour point de départ un double constat concernant l'évolution économique qu'ont connue les principales économies nationales, où domine le capitalisme privé, depuis la seconde guerre mondiale et la façon dont a été, ou non, prévue la récession généralisée de 1974/1975.

Le premier constat relatif à l'évolution économique d'après guerre est, sans conteste, que la période ouverte par la dévaluation du dollar en 1971, marquée par l'accélération de la hausse des prix et débouchant sur la récession générale de 1974-1975, tranche avec la longue phase antérieure.

Si l'on s'en tient aux seuls indicateurs globaux de croissance (1) et en considérant chacune des économies nationales séparément (nous retenons : U.S.A., R.F.A., Japon et France), on observe que :

- de 1952 à 1973 le rythme moyen de croissance a été de 3,8 % pour les U.S.A., 5,4 % pour la R.F.A., 10,2 % pour le Japon et 5,8 % pour la France (2). Cette croissance ne s'est certes pas faite sans a-coups : des phases d'expansion rapide ont alterné avec des phases de ralentissement, les périodes de récession - en l'occurrence de baisse réelle de la production industrielle pendant plus de deux trimestres consécutifs - ayant été finalement assez rares. La durée des cycles ainsi observés est variable : de quatre à sept ans ; quant à l'amplitude des fluctuations, il est possible d'en rendre compte à l'aide du tableau suivant :

1) *Indices de la production industrielle et séries de produit national brut à prix constants.*

2) *Ces données statistiques sont tirées des diverses comptabilités nationales et concernent :*

- La valeur ajoutée du secteur privé en \$ 1958 pour les U.S.A.
- La valeur ajoutée du secteur privé en DM 1962 pour la R.F.A.
- La valeur ajoutée du secteur privé en Yens 1965 pour le Japon
- La production intérieure brute en Francs 1963 pour la France.

Croissance de la valeur ajoutée du secteur privé en termes annuels

	U.S.A.	R.F.A.	Japon	France
Plus forte croissance (année et %)	1955: 8,6%	1960: 9 %	1960: 17%	1960: 8,8%
Plus faible croissance (année et %)	1958:-1,5%	1967: 0 %	1965: 4%	1958: 2,9%

L'économie des U.S.A. est la seule pour laquelle chaque phase de ralentissement a été marquée par une récession (en 1954, 1958, 1961, 1967, 1970) (1); pour l'économie japonaise, on a simplement assisté à des périodes de quasi-plafonnement (en 1953, 1958 et 1965) et à une récession réduite en 1971; pour l'économie de la R.F.A., seule l'année 1967 enregistre une baisse sensible de la production industrielle; quant à l'économie française, elle est celle pour laquelle la croissance a été la plus régulière, un plafonnement de la production industrielle n'ayant eu lieu que sur de courtes périodes (en 1953, 1958, 1965).

Sur cette période - à l'exception peut-être de l'année 1958 - il n'y a donc eu aucune phase de récession généralisée : c'est plutôt d'une longue période de croissance quasi-continue et rapide qu'il faut parler si l'on

(1) La diminution totale de la production industrielle a ainsi été de :

1954	: - 7,9 %
1958	: - 11,8 %
1961	: - 7,6 %
1967	: - 1,0 %
1970	: - 5,9 %

Cf. : article paru dans *Statistique et Etudes Financières*, n° 23 (Ministère de l'Economie et des Finances-France) sous le titre : "Pourquoi la récession américaine de 1974-1975 est la plus grave d'après guerre ?"

considère l'ensemble des économies concernées; il convient toutefois de noter que l'économie U.S. ressort sous un jour particulier comparée aux trois autres, quant à cette quasi-continuité de la croissance.

- Par contre, en 1974/1975, l'ensemble des économies du monde occidental, et notamment les quatre auxquelles nous faisons référence, subissent une récession importante : ainsi, la production industrielle baisse, entre le premier trimestre de l'année 1974 et le premier trimestre 1975, de 10,6 % aux U.S.A., de 8,3 % en R.F.A., de 23,1% au Japon et de 9,9 % en France. Il s'agit donc d'une récession généralisée et d'ampleur sans précédent depuis l'après guerre, au point que l'on est en droit de parler d'une remise en cause de la croissance antérieure et qu'un accord général s'est établi pour employer le terme de crise - et non de simple phase d'ajustement au sein d'une tendance générale d'expansion de la production et de réalisation sans problèmes majeurs de celle-ci.

Si l'on prend en compte d'autres aspects de l'évolution économique d'après guerre, cette récession généralisée s'éclaire d'un jour nouveau : elle apparaît comme un moment particulier d'une phase pendant laquelle nombre de contradictions se sont approfondies, se manifestant notamment par la crise du système monétaire basé sur le dollar, l'accélération généralisée de l'inflation (1), le gonflement du

(1) De 1970 à 1974 les prix (à la consommation) ont progressé comme suit :

U.S.A. : + 27 %
R.F.A. : + 27,1 %
Japon : + 53,4 %
France : + 36,3 %.

On note certes une tendance à la décélération de l'inflation au cours de l'année 1975, mais le rythme reste très élevé en pleine période de surproduction potentielle (nous utilisons le terme "potentiel" pour indiquer que la production pourrait être nettement plus élevée, celle-ci ayant été baissée pour éviter un énorme gonflement des stocks).

poids de l'endettement des firmes non financières (1) et une progression rapide du chômage officiellement recensé (2).

Cela conduit à formuler l'hypothèse d'un épuisement progressif des conditions ayant permis la croissance antérieure d'autant que tous les prévisionnistes s'interrogent sur la possibilité d'observer dans l'avenir un rythme moyen d'expansion comparable - et, dans l'immédiat, sur la durée que pourra recouvrir la reprise amorcée à la fin de l'année 1975.

(1) Ainsi le ratio encours des dettes/profits bruts passe

- pour les U.S.A. : de 3 à 4,2 de 1955 à 1965
et de 4,2 à 6,8 de 1965 à 1973

(il s'agit des profits bruts avant impôts et sans ajustement sur stocks du secteur privé).

- pour la R.F.A. : de 1 à 3,5 de 1955 à 1974

(il s'agit d'une part de l'encours des crédits bancaires à l'économie, d'autre part des profits bruts avant impôt du secteur privé).

- pour le Japon : de 4,6 à 7,4 de 1954 à 1965
et de 7,4 à 6,1 de 1965 à 1970

(il s'agit d'une part de l'encours des dettes des sociétés, d'autre part des profits bruts avant impôt du secteur privé).

- pour la France : de 1 à 3,7 de 1954 à 1974

(il s'agit d'une part de l'encours des crédits - y compris obligations - à l'ensemble des entreprises, d'autre part de l'autofinancement brut de celles-ci).

(2) Le nombre de chômeurs recensés a évolué ainsi (en milliers de personnes)

	1970 *	1974 *	Avril 1975
U.S.A.	4 100	5 100	8 180
R.F.A.	150	580	1 800
Japon	500	730	800
France	260	500	800

* moyennes annuelles

Le second constat relatif à la façon dont la récession de 1974/75 a été, ou non, prévue peut être ainsi formulé : en dehors de ceux qui annonçaient la crise depuis vingt ans et dont les analyses furent enfin vérifiées (et nous parlons ici des partis politiques se référant à l'analyse marxiste), force est de constater que cette récession n'a été aucunement prévue par les services officiels de prévision. Certes, à l'exception de ceux pour qui cette crise est apparue comme un accident dans le ciel serein de la croissance régulière et équilibrée, la grande majorité des économistes a pu constater l'amplification d'un certain nombre de dérèglements, ou encore de déséquilibres croissants dans le fonctionnement du système; mais ceux qui, largement inscrits dans l'approche keynésienne, les considéraient comme des éventualités possibles - et non des conséquences nécessaires de la croissance capitaliste - se trouvaient dans l'incapacité d'en prévoir le débouché; quant à ceux qui se référaient à la théorie marxiste, ils n'apportaient pas un dépassement satisfaisant à l'empirisme des précédents dans la mesure même où la période longue de croissance quasi-continue antérieure restait, pour eux, en grande partie inexplicable.

L'objet général de notre thèse est, dès lors, constitué à partir de l'interrogation globale à laquelle conduit ce double constat : comment expliquer, dans un même mouvement, la croissance quasi-continue d'après guerre et son épuisement actuel, dont la récession généralisée de 1974/1975 est la manifestation tangible ?

. Les deux dimensions de la crise actuelle et notre choix d'étudier seulement l'une d'elles

En fait, nous entendons apporter certains éléments de réponse à cette question en ne considérant qu'une des dimensions du développement impulsé par le capitalisme : sa dimension de reproduction interne.

En permanence, la reproduction du capitalisme - en tant que mode spécifique de production - s'est effectuée et s'effectue encore aujourd'hui selon deux dimensions :

- Une dimension d'approfondissement, de transformation interne, et qui concerne à la fois les forces productives (évolution des conditions techniques de production, de la division technique du travail, etc...) et les rapports de production (évolution du rapport entre propriété et possession des moyens de production et concurremment des modes d'exercices du pouvoir, formes de régulation des conflits entre classes, etc...);

- Une dimension d'extension vis-à-vis de l'ensemble des secteurs précapitalistes de production et d'échange aussi bien à l'intérieur des nations impérialistes qu'à l'échelle du monde (cf. notamment la destruction/transformation de l'économie paysanne) (1).

Et cette double dimension s'inscrit dans un cadre international mettant en jeu des nations, en ce sens que se constituent au sein de chaque nation des rapports de classes particularisés (ce que manifeste l'existence d'Etats); se développent entre ces nations des rapports de domination liés à des inégalités de développement et ont lieu entre elles des conflits d'intérêts dans la recherche de débouchés, de sphères de domination, etc... Autrement dit, l'approfondissement interne du règne du Capital revêt des formes spécifiques au sein de chaque nation (liées d'ailleurs aux modalités de son extension intérieure à chacune d'elles) tout en constituant cependant un même mouvement général par suite du développement combiné; et l'extension mondiale des rapports de production capitalistes est le produit de l'affrontement inter-impérialiste.

Toute analyse d'une phase historique de l'évolution du capitalisme - et notamment celle que nous nous proposons d'étudier - doit tenir cette double dimension, c'est-à-dire les liens dialectiques entre elles : et ces liens ne peuvent être dégagés qu'en remontant d'une analyse abstraite de la reproduction du Capital vers le concret de l'affrontement inter-impérialiste, en tenant compte de son caractère hiérarchisé (en l'occurrence de la domination des U.S.A. sur les impérialismes secondaires européens et japonais) et des réactions qu'a provoquées la domination impérialiste sur le tiers-monde (en l'occurrence les luttes de libération nationale,

(1) Nous retenons donc la problématique de R. LUXEMBOURG "Le marché intérieur et le marché extérieur (...) sont des notions non pas de géographie, mais d'économie sociale. Le marché intérieur du point de vue de la production capitaliste est le marché capitaliste, il est cette production elle-même dans le sens où elle achète ses propres produits et où elle fournit ses propres éléments de production. Le marché extérieur pour le capital est le milieu social non capitaliste qui l'entoure, qui absorbe ses produits et lui fournit des éléments de production et des forces de travail" (L'accumulation du Capital (II), Trad. française petite collection Maspéro, p. 38). Nous préférons cependant utiliser les termes "interne/externe" pour spécifier ces deux dimensions, et réserver les termes "intérieur/extérieur" au cas d'une économie nationale géographiquement située.

les ruptures engagées dans certaines formations sociales - Chine, Vietnam, Cuba - l'action concertée des nouveaux Etats qui y ont vu le jour, etc...) (1).

En nous limitant, dans cette thèse, à l'étude des seules contradictions internes à la reproduction du capital telles qu'elles se sont développées pendant la période d'après guerre, nous ne pouvons donc apporter une réponse globale à l'interrogation précédente, c'est-à-dire rendre compte de la crise actuelle dans toutes ses dimensions. Mais, ce faisant, nous avançons déjà une proposition essentielle, à savoir que l'approfondissement de ces contradictions - et notamment le développement des luttes ouvrières et populaires au sein même des formations sociales dominantes - explique pour une part importante (mais non forcément principale) cette crise. Et nous contestons du même coup, aussi bien la thèse selon laquelle cette crise serait liée de façon essentielle à l'épuisement des possibilités d'extension, que les thèses qui entendent en rendre compte à titre principal par les contradictions liées à cette extension : développement des luttes de libération, action des pays producteurs de pétrole, retrécissement du marché mondial capitaliste du fait de l'expansion de l'influence soviétique en Afrique et en Asie, etc...

Mais nous n'entendons pas pour autant ignorer le caractère dialectique du processus global. Les changements intervenus dans la façon dont la classe capitaliste continue à assurer sa domination sur les travailleurs au coeur même du capitalisme se sont effectués en rapport avec cette extension : ainsi la possibilité d'utiliser une main-d'oeuvre immigrée, issue des secteurs de subsistance progressivement détruits, a influé sur l'évolution de la division du travail (cf. : ouvriers spécialisés et travail à la chaîne). Et, à l'inverse, certains aspects de la reproduction interne du capital sont dépendants des modalités de l'expansion impérialiste : ainsi on ne peut expliquer l'évolution de la valeur de nombreux produits de base sans prendre en compte l'abaissement de la valeur reconnue socialement au travail des petits paysans ainsi que le pillage des ressources naturelles du Tiers-Monde et les limites mises progressivement à celui-ci par l'action des nouveaux Etats (cf. notamment la politique de l'O.P.E.P.).

(1) Encore laissons-nous de côté les problèmes posés par l'existence du "bloc socialiste", ou encore du Comecon sous hégémonie de l'U.R.S.S.

. Les problèmes posés par la séparation entre économies nationales

Cependant, dans le seul champ d'analyse ainsi circonscrit, l'on se heurte immédiatement à la difficulté suivante : la notion de reproduction interne du capital est une abstraction face au caractère éclaté de sa réalisation concrète dans le cadre des diverses économies nationales, même si l'on a affaire à un développement combiné largement impulsé par l'émergence des firmes multi-nationales.

La démarche consistant à considérer chaque économie nationale comme une entité autonome s'ouvrant sur l'extérieur par des échanges commerciaux est à notre avis à rejeter : elle conduit à additionner des caractéristiques propres à chacune des économies et donc à nier l'essence commune des contradictions qui s'y développent.

A l'inverse, on ne peut prendre l'économie mondiale capitaliste comme un tout unifié sous hégémonie américaine, dans la mesure où on laisse alors complètement dans l'ombre une des dimensions de l'évolution économique sur la période que nous nous proposons d'étudier, à savoir la réduction progressive des inégalités de développement entre l'économie américaine et les économies européennes et japonaise; ainsi on ne peut comprendre une des dimensions de la crise du système monétaire international basé sur le dollar.

Certes, cette seconde approche permet, contradictoirement à la précédente, de saisir l'unité du procès de reproduction du capitalisme et de comprendre que cette réduction des écarts de développement, et cette crise du S.M.I., ne signifient aucunement la remise en cause de l'impérialisme U.S. comme impérialisme dominant, et n'entraîne pas la négation du rôle du dollar comme monnaie internationale.

Il est clair, en effet, que la croissance plus rapide qu'ont connu les économies (intérieures) européennes et japonaise doit être reliée à la mise en oeuvre dans ces régions des solutions ayant vu le jour aux U.S.A., aussi bien en ce qui concerne les techniques de production que les modalités de gestion de l'antagonisme principal de classes; cette mise en oeuvre a été en partie véhiculée par les investissements directs des firmes U.S. dans ces régions; et la concurrence à laquelle se livrent les firmes des divers pays sur les marchés extérieurs recouvre souvent un déplacement du lieu où une production est réalisée par la même entité industrielle/financière, compte tenu des prises de participation et des accords qui ont été effectués par telle ou telle fraction du capital U.S. au niveau des régions concernées.

Mais une telle approche revient automatiquement à qualifier la crise de "made in U.S.A." et à gommer les oppositions d'intérêts qui subsistent.

C'est à une autre démarche qu'il nous faut faire appel pour tenter de résoudre la difficulté mentionnée ci-dessus. Elle consiste

1°/ à étudier de façon abstraite la façon dont peut se dérouler la reproduction du Capital, lorsque l'on prend en compte les conditions générales de la période (degré de concentration du capital, organisation de la classe ouvrière, extension capitaliste des industries tournées vers la consommation, bouleversements permanents des conditions de production);

2°/ à analyser, toujours d'un point de vue abstrait, à la fois les contraintes particulières qui s'imposent à une économie nationale, et les moyens qu'offre le champ international aux capitaux ayant pour base nationale cette économie, selon sa place dans la hiérarchie;

3°/ à appréhender l'évolution économique effective de chaque économie nationale à l'aide de ces mêmes outils théoriques; on parvient ainsi à une première approche, éclatée, de l'évolution d'ensemble;

4°/ à situer les décalages, les dynamiques d'entraînement en sorte de déboucher sur une réappréciation globale (1) de cette évolution d'après guerre dans laquelle prennent place, d'une part, les facteurs d'épuisement de certaines conditions communes ayant permis une période de croissance rapide, d'autre part les conséquences de la réduction des inégalités de développement entre l'Europe, le Japon et les U.S.A., en tant qu'elles ont aussi contribué à l'épuisement d'autres conditions ayant permis cette croissance.

. La nécessité d'une approche théorique et le thème central de notre thèse

Une telle démarche revient à donner une grande importance à son premier temps : l'analyse des contradictions internes à la reproduction du capitalisme actuel.

En l'occurrence, il s'agit d'étudier si leur développement débouche nécessairement, ou non, sur une crise de surproduction.

Il est en effet primordial d'aborder cette question de la "nécessité de la crise", si l'on entend ne pas en rester à l'addition de constats empiriques, même si cela doit constituer un temps nécessaire de l'analyse. Mais il est tout aussi essentiel de mener cette analyse théorique en introduisant au maximum les divers aspects de la reproduction à l'étape actuelle, et tout particulièrement sa dimension monétaire; ne pas le faire conduit inéluctablement à plaquer un schéma théorique

(1) *Lu moins dans le champ limité que nous avons précédemment circonscrit.*

extrêmement abstrait sur l'ensemble des constats empiriques effectués. La démarche que nous venons de présenter succinctement revient, au contraire, à produire progressivement une connaissance, et donc une compréhension ordonnée, de ceux-ci.

Cependant, nous ne pouvons prétendre développer pleinement dans cette thèse les diverses étapes de cette démarche; l'importance que revêt l'élucidation de son premier temps - dans la mesure même où les débats actuels sur la crise y renvoient toujours implicitement - explique que nous y consacrons en fait l'essentiel de nos développements.

Le sujet central de notre thèse est donc : l'Accumulation intensive du capital à l'étape actuelle.

Nous nous proposons d'étudier à quelles conditions une dynamique d'accumulation peut se développer sans problèmes majeurs quant à l'écoulement global de la production effectuée, en sorte de dégager, à contrario, que la reproduction débouche nécessairement sur une crise de surproduction à partir du moment où ces conditions ne sont plus réunies.

Nous pourrions alors avancer des premiers éléments d'analyse de la croissance économique d'après guerre et de la crise actuelle, grâce à une interprétation des données statistiques relatives à cette période, à la lumière de cette analyse générale.

Mais quelle problématique théorique générale retenir, dès lors que le choix d'un tel thème implique nécessairement qu'aucune des approches développées à ce sujet, tant en référence à la théorie économique dominante qu'au sein du courant marxiste, ne nous ait paru convaincante ?

. A partir de la loi des débouchés : les impasses du débat au sein de la théorie dominante

Il est clair que, cherchant à rendre compte de la façon dont peut s'affirmer une crise de surproduction, nous ne pouvons retenir comme point de départ la loi des débouchés de J.B. SAY.

Adopter celle loi - la production crée ses propres débouchés (1) - conduit à nier non seulement la nécessité, mais encore la possibilité même des crises de surproduction générale. On sait que l'école classique anglaise au début du XIXe siècle le fit et notamment D. RICARDO (2); elle ne niait pas ainsi que l'on puisse avoir des déséquilibres partiels entre l'offre et la demande (c'est par ce biais d'ailleurs qu'elle pensait concilier sa théorie avec la réalité) mais en avançant que "s'il se trouve au marché une denrée ou marchandise dont la quantité soit au-dessus de la demande, il doit s'en trouver quelque autre qui soit au-dessous" (3), elle n'envisageait pas comme possible une surproduction dans toutes les branches à la fois.

Mais le débat qui s'est développé autour de cette loi a-t-il vraiment conduit à fonder la réalisation du produit sur d'autres bases ?

Cette "loi des débouchés" fut contestée à l'époque par MALTHUS et SISMONDI. Enfermés - comme RICARDO d'ailleurs - dans une représentation selon laquelle la production annuelle ne contiendrait que des biens de consommation, ils concluent que l'épargne des classes aisées

(1) "Il est bon de remarquer qu'un produit terminé offre, dès cet instant, un débouché à d'autres produits pour tout le montant de sa valeur. En effet, lorsque le dernier producteur a terminé un produit, son plus grand désir est de le vendre pour que la valeur de ce produit ne chôme pas entre ses mains. Mais il n'est pas moins empressé de se défaire de l'argent que lui procure sa vente, pour que la valeur de l'argent ne chôme pas non plus. Or, on ne peut se défaire de son argent qu'en demandant à acheter un produit quelconque. On voit donc que le seul fait de la formation d'un produit ouvre, dès l'instant même, un débouché à d'autres produits" J.B. SAY : *Traité d'économie politique*, 3e édition, 1817, pp. 141-142.

(2) ... "Cependant M. SAY a prouvé de la manière la plus satisfaisante qu'il n'y a point de capital, quelque considérable qu'il soit, qui ne puisse être employé dans un pays, parce que la demande des produits n'est bornée que par la production. Personne ne produit que dans l'intention de consommer ou de vendre la chose produite et on ne vend jamais que pour acheter quelque autre produit qui puisse être d'une utilité immédiate ou contribuer à la production future" D. RICARDO, *Principe de l'économie politique et de l'impôt* (1847), trad. française, œuvres complètes, p. 269.

(3) J. MILL. *Eléments d'économie politique*, Chap. IV, Sect. III, p. 256.

empêche la vente d'une partie de ces biens de consommation, ou du moins que cette épargne ne sera utilisée à une embauche additionnelle que s'il existe des débouchés préalables assurés; ils avancent en effet, à juste titre, que des débouchés profitables ne sont pas créés par les seuls salaires versés à la main-d'oeuvre supplémentaire embauchée.

C'était oublier que cette embauche supplémentaire peut être effectuée pour produire des machines, et pas seulement des biens de consommation : telle fut la réponse de RICARDO.

On ne peut cependant réduire les analyses de MALTHUS et de SISMONDI à cette erreur; car leur principal apport - malgré de nombreuses ambiguïtés dans leurs écrits résultant justement de cette erreur - est d'avoir explicitement posé le problème en termes dynamiques, en introduisant notamment le rôle de la demande dans la dynamique du développement économique. Mais, à ce sujet, leur point de vue n'est pas exempt de contradictions.

Si l'on se réfère d'abord à l'échange de correspondance entre RICARDO et MALTHUS, on constate que celui-ci introduit seulement la possibilité d'un écart entre le pouvoir et le vouloir d'achat : "il ne suffit pas qu'une population possède le pouvoir d'acheter tout ce qu'elle produit, encore faut-il qu'elle en ait le vouloir" (1). Ainsi, une crise générale de surproduction est possible s'il y a thésaurisation. Une telle formulation ne remet pas en cause le cadre implicite de la dynamique "classique" selon laquelle la demande vient s'inscrire à la suite d'un pouvoir d'achat déjà disponible en argent.

RICARDO a certes raison d'objecter à MALTHUS que la principale explication qu'il donne à ce manque de vouloir d'achat - à savoir des "besoins" et des "appétits" insuffisants - ne tient pas face "aux besoins illimités du genre humain" (2); mais si l'on redresse l'erreur de MALTHUS (c'est-à-dire si l'on considère que le vouloir d'achat des classes aisées ne se réduit pas à leurs besoins propres de consommation), il est clair que la réponse de RICARDO n'épuise pas le problème posé. On a là une première brèche introduite dans le raisonnement qui est à la base de la "loi des débouchés".

(1) Cf. lettre de MALTHUS à RICARDO du 11 Septembre 1814.

(2) Cf. réponse de RICARDO à MALTHUS du 16 Septembre 1814.

Par contre, dans d'autres passages de leurs oeuvres, MALTHUS et SISMONDI donnent l'impression d'avoir renversé les termes de la dynamique classique. Ainsi SISMONDI indique que "de la production naît le revenu, mais ce n'est pas la production elle-même qui est revenu; elle ne prend ce nom, elle n'opère comme telle qu'après qu'elle a été réalisée, qu'après que chaque chose produite a trouvé le consommateur qui en avait le besoin ou le dessein". L'ensemble du pouvoir d'achat potentiellement contenu dans des marchandises ne serait donc disponible qu'après la vente de celles-ci d'où la nécessité mainte fois affirmée par les deux auteurs de débouchés préalables. Le passage suivant de MALTHUS permet, selon nous, de préciser encore mieux ce deuxième aspect de leur pensée :

"Aucune main-d'oeuvre fraîche ne peut être employée dans aucune sorte d'industrie comme simple conséquence de la demande du produit de cette industrie occasionnée par les personnes employées. Aucun fermier ne prendra la peine de diriger le travail de dix hommes supplémentaires simplement parce que son produit global se vendra alors sur le marché à un prix augmenté d'un montant juste égal à ce qu'il a payé à ses travailleurs additionnels. Il doit y avoir quelque chose dans la situation antérieure de la demande et de l'offre de la marchandise en question ou dans son prix, préalablement à la demande occasionnée par les nouveaux travailleurs et indépendamment de cette demande, pour que l'emploi d'un nombre additionnel de personnes dans la production soit garanti" (1).

Le raisonnement effectué retient que seuls les salaires sont distribués avant la vente : des débouchés préalables doivent donc exister pour combler le fait que la seule demande des salariés ne permettrait pas d'écouler la production avec profit. Si par certains côtés il s'agit là d'un retour au mercantilisme, c'est aussi l'amorce d'une nouvelle forme de contestation de la loi de SAY, à laquelle RICARDO n'a pas répondu explicitement.

Cependant, s'il est clair que certaines formulations de la loi des débouchés - en l'occurrence celles qui disent que le pouvoir d'achat disponible en argent est égal à la valeur des marchandises produites - laissent supposer que cet argument a été ignoré, il convient de constater que RICARDO n'emploie pas ce terme de "pouvoir d'achat". Pour lui, celui qui possède une marchandise possède une valeur qui

(1) *Principle of Political Economy*. Nouvelle Edition, New-York 1951, p. 312, trad. de M. DENIS reprise dans "Histoire de la pensée économique", p. 343.

est liée au travail fourni pour la produire et qui préexiste donc à l'échange; il est même assuré en moyenne de faire du profit en la vendant. RICARDO considère de plus que l'argent ne fonctionne, dans le capitalisme, que comme simple moyen de la circulation des marchandises : chaque fermier, chaque manufacturier ne vend donc que pour acheter. Dès lors, on est amené à résumer ainsi le raisonnement de RICARDO : les fermiers et manufacturiers puisent dans la masse monétaire dont ils disposent de quoi effectuer leurs dépenses, ce qui permet aux ventes de se réaliser et à cette masse monétaire d'être réalimentée. Certes, les prix peuvent osciller et avec eux le produit courant des ventes : ils peuvent même, dans leur ensemble, monter ou baisser. Mais comme pour RICARDO il n'existe que des biens de consommation dans le produit final, ces fluctuations des rentrées d'argent sont coextensives aux variations du niveau général des prix et donc à la valeur de la monnaie papier inconvertible : en termes réels, la valeur des marchandises est toujours réalisée. Une baisse ou une hausse du niveau général des prix ne modifie en rien, pour les classiques, la formation du produit réel (1). On comprend, dès lors, pourquoi l'école classique fut conduite à adopter, dans sa formulation initiale, la fameuse loi des débouchés.

Historiquement, K. MARX a développé son analyse critique à la suite de ce débat initial. Pour autant celui-ci s'est poursuivi au sein de la théorie dominante sans référence à cet apport : il importe donc d'analyser dans quels termes cette poursuite du débat a eu lieu afin de voir si elle a débouché sur une explication conséquente des crises, c'est-à-dire sur une approche théorique que nous puissions retenir comme point de départ.

De nombreux économistes ont d'abord repris et développé à la suite de MALTHUS l'argument selon lequel des phénomènes de déséquilibre entre l'offre et la demande sont possibles par suite d'un vouloir d'achat inférieur au pouvoir d'achat. Ce fut le cas de TOOKE, HOBSON et MUMMERY, WICKSELL. Tous cependant ne remirent pas en cause l'égalité fondamentale entre la valeur totale des marchandises offertes à la vente et le pouvoir d'achat.

(1) On peut même ajouter que comme, pour eux, l'intérêt épuisera finalement tout le profit (le taux d'intérêt sera égal au taux de profit à l'équilibre), il est possible à chaque possédant d'estimer à tout moment le montant exact de sa fortune (capitalisée au taux d'intérêt courant) : il ne se livre donc à aucun "overtrading" en puisant dans sa masse monétaire pour effectuer de nouvelles dépenses.

La crise est pour eux un accident possible. Mais si les explications qu'ils donnent à la rupture de la chaîne des échanges (par abstention de dépenser un revenu disponible) sont diverses, elles ont un point commun : il est nécessaire qu'une évolution conjoncturelle antérieure ait eu lieu pour que la thésaurisation se développe et cette évolution particulière n'a pu elle-même se produire que parce que la chaîne des échanges avait été préalablement rompue. Le cycle s'expliquerait donc par le cycle... amorcé par un choc initial dont l'explication n'est jamais fournie ! On ne trouve finalement aucune démonstration de l'existence d'un possible déséquilibre structurel (ou encore tendanciel) seul à même de rendre compte de cette forme cyclique qui n'en serait que la manifestation.

On comprend dès lors pourquoi A. MARSHALL a pu dire que si l'on ne peut exclure a priori, sur la base de l'égalité mathématique entre production et pouvoir d'achat, un dépassement de l'offre sur la demande (1), aucune carence structurelle n'existe cependant qui puisse empêcher la dépense intégrale du revenu (2).

KEYNES fut le premier à avoir posé en d'autres termes l'approfondissement de la critique initiale de MALTHUS. Contrairement à ce qu'admettent les classiques, il avance que la courbe de l'offre globale ne se confond pas avec la courbe de la demande globale : il peut donc exister un équilibre de sous-emploi.

Ce n'est pas la critique qu'il formule à l'encontre de la "loi des débouchés" qui est nouvelle, puisqu'il indique notamment :

"S'il a paru très plausible que les coûts de la production fussent dans leur ensemble toujours couverts par le produit de la vente résultant de la demande, c'est parce qu'il est difficile de distinguer cette proposition d'une autre qui possède une forme analogue et qui, elle, est incontestablement vraie, c'est que dans une communauté la totalité du revenu obtenu par les membres qui participent à une activité productrice a nécessairement une valeur juste égale à la valeur de la production" (3).

(1) Cf. *Economics of Industry*. Mac Millan, Londres 1879.

(2) Cf. *Pure theory of Domestic Values*. Mac Millan, Londres 1927 (8e édition).

(3) J.M. KEYNES. *Théories générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, trad. française, p. 43.

La nouveauté de la pensée de KEYNES réside dans le fait qu'il se place en dehors de la dynamique implicite des classiques en définissant à la fois l'offre et la demande globale comme des montants attendus par les entrepreneurs et en les distinguant nettement. Ils ne sont égaux que pour un niveau donné de l'emploi et non pour tous (comme le suppose la formulation classique de la loi des débouchés). Du coup, le revenu total qui sera effectivement disponible correspond certes, chez KEYNES, à la valeur ajoutée dans la production, mais il s'agit chez lui de la production effective et non de la production qui pourrait être réalisée avec les capacités de production disponibles.

KEYNES déplace donc le problème en passant de la mévente au sous-emploi des facteurs; pour lui, les entrepreneurs sont prêts à offrir un produit réel (donc un volume d'emploi) qui dépend du niveau général des prix auquel il peut être vendue et, en ce qui concerne la demande, ils peuvent aussi prévoir le produit réel qui sera demandé selon le prix auquel il sera vendu, cette prévision s'appuyant sur l'évolution tendancielle du marché : de la sorte, les entrepreneurs ajustent leur production réelle à la demande effective (1). Cet ajustement est tel que le revenu global qui est distribué - et qui donne une certaine consommation sur la base d'une propension à consommer - est justement celui qui résulte de la production offerte et vendue. C'est à notre avis cette focalisation de son raisonnement dynamique qui permet à KEYNES de retenir que le flux de revenu distribué sur une période est égal au flux de production (nette) offerte sur cette période, c'est-à-dire le "noyau dur" de la loi des débouchés.

KEYNES ne rompt donc pas fondamentalement avec ces derniers : comme ceux-ci, il considère que les salaires versés pour une production servent à acheter cette production et que les achats intermédiaires s'épuisent entre toutes les entreprises au sein d'une période; la raison essentielle en est qu'il se limite, comme ses prédécesseurs non marxistes, à raisonner sur le seul produit (salaires plus intérêts plus profit d'entreprise) : dès lors, il ne peut traiter de façon conséquente le problème des stocks; il est obligé de les introduire - à la limite presque subrepticement (2) -

(1) Cet ajustement est d'ailleurs pour une part automatique puisque KEYNES suppose que tous les biens d'équipement ne sont produits qu'après avoir été commandés.

(2) *op. cit.*, p. 95.

comme un des éléments de la demande. Si cela est acceptable pour le stock outil, il est clair, par contre, qu'un stock d'inventus ne peut être considéré comme une demande sans ruiner toute la logique du raisonnement : c'est la raison pour laquelle il suppose un ajustement strict de la production à la demande effective sans qu'il y ait jamais de stockage "excessif" de produits finis aux yeux des entrepreneurs (1).

Ainsi, en mettant en évidence des erreurs internes au raisonnement des classiques, KEYNES peut montrer qu'une situation de sous-emploi est possible lorsqu'à propension à consommer donnée le montant d'investissements jugés rentables est trop faible et/ou la préférence pour la liquidité trop marquée; et il en déduit l'esquisse d'une théorie du cycle économique qui met au premier plan le rôle des fluctuations de l'efficacité marginale du capital (ou pour être précis de sa courbe).

Mais son absence de rupture de fond fait qu'il ne peut avancer aucun argument permettant de comprendre pourquoi cette efficacité marginale baisserait, si ce n'est un argument qui résulte du cycle lui-même, à savoir qu'elle était montée trop haut à la fin de la phase d'essor et que brusquement les entrepreneurs en prennent conscience, ce qui provoque sa chute. Car on ne peut retenir que la tendance de très long terme à la baisse de cette efficacité, à laquelle il croit (cf. sa référence à l'état stationnaire qui serait la suppression indolore des méfaits du capitalisme), joue suffisamment de façon permanente pour provoquer le cycle.

Tous les développements pos-keynésiens sur cette question - et notamment les théories de l'accélérateur et de l'oscillateur - sont, à notre avis, restés inscrits dans cette limite fondamentale. Certes, ils ont permis de systématiser la critique de KEYNES relative à la notion de plein-emploi de la main-d'oeuvre chez les classiques (et aussi les néo-classiques) en montrant que l'économie vient buter sur la barrière du plein-emploi et ne peut s'y maintenir : mais rien n'empêche, comme l'ont montré HARROD-DOMAR avec leur modèle, une croissance régulière d'avoir lieu au rythme de la progression

(1) Le fait que KEYNES se limite par ailleurs à ne traiter, du point de vue de la demande, que de l'investissement correspondant à la seule "addition à l'équipement en capital qui résulte des activités productives de la période" (op. cité, p. 82) et non des commandes (brutes) effectives de la période ne pose pas de problème analogue.

des disponibilités en main-d'oeuvre, sans que jamais ne soit atteinte la pleine utilisation de la population potentiellement disponible. Car, le problème de la "tendance à la surproduction" dans le capitalisme ne se confond pas avec l'absence d'un plein-emploi permanent de la main-d'oeuvre.

Ce déplacement du problème - avec tous ses prolongements concernant le lien entre emploi et type de technique utilisée - revient en fait à ne plus s'interroger du tout sur l'existence, ou non, d'une telle tendance. C'est en fait oublier que, même si la surproduction ne se manifeste plus sous forme d'une masse d'invendus dans la mesure même où les entrepreneurs décident de réduire leur production lorsque la demande fléchit, cette décision de réduire leur production (ou encore de ne pas l'augmenter autant qu'ils le pourraient avec leurs installations fixes en place) n'est prise qu'après avoir constaté un gonflement de leurs stocks même minime (du moins est-ce le cas pour la majorité d'entre eux qui ne produisent pas à la commande). Et c'est de plus oublier que la production n'est pas encore réalisée quand elle se trouve au niveau du commerce : sa réalisation a simplement été anticipée par le commerçant au bénéfice de l'industriel.

Si l'on se tourne vers les économistes qui ont rejeté explicitement la théorie classique de la valeur objective (valeur-travail) - dont nous avons vu qu'elle constituait un des fondements de l'adoption initiale de la loi des débouchés au sein de la théorie dominante - pour retenir la théorie subjective de la valeur (valeur-utilité), il n'en existe, à notre connaissance, qu'un seul à avoir recherché une explication des crises périodiques de surproduction en dehors du cycle lui-même : il s'agit d'A. AFTALION (1). Il pense trouver le fondement d'un déséquilibre structurel de l'économie dans "une baisse générale de l'utilité finale, de la valeur subjective des marchandises" (2).

AFTALION étend donc à l'explication de l'évolution des prix absolus le raisonnement de l'école néo-classique sur la diminution de l'intensité du besoin à mesure que progresse la consommation (ce qu'elle n'utilise que pour rendre compte des seuls rapports de prix) :

(1) A. AFTALION. *Les crises périodiques de surproduction*. Paris, 1913.

(2) *op. cité*, Tome II, p. 283.

"La production ne peut être excessive par rapport à la totalité de nos besoins. Mais elle peut être trop considérable pour la satisfaction des besoins de même intensité que ceux qui étaient consentis auparavant, trop considérable par suite pour que ne fléchissent pas l'utilité finale et le prix des marchandises" (1).

On pourrait s'interroger sur la validité d'une telle extension, si dans le même temps AFTALION refusait certains postulats de base de cette théorie, et notamment le fait que les revenus sont fixés par les prix des services des agents de la production (salaires, intérêts, rente foncière), soit l'égalité : production = revenus. Or, il ne le fait aucunement; dès lors, cette prétendue désutilité globale ne peut conduire à une baisse des prix que si une partie des revenus est thésaurisée. Comme AFTALION refuse aussi cette explication, on serait en droit, comme le fait A. EMMANUEL dans le chapitre qu'il lui consacre (2), de conclure à un défaut de logique interne à son explication.

Pourtant, dans le cours de sa démonstration, AFTALION indique :

"Toute production augmentée de marchandises met entre les mains de ceux qui les écoulent des ressources également augmentées (...). Mais cette progression (compensatrice du pouvoir d'achat) n'a lieu que si les prix n'ont pas fléchi. On fait donc appel, contre la possibilité du recul des prix, à un argument qui ne porte que si la chute des prix ne s'est pas effectuée. Le cercle est visible (...). Les quantités accrues de marchandises (...) satisfont maintenant des besoins de moins en moins intenses (...). Voilà des forces en oeuvre pour pousser les prix vers la baisse. D'autre part, l'influence de ces forces est-elle paralysée par une influence contraire émanant d'autres forces, par une majoration du pouvoir d'achat en argent égale à celle de la production en nature et qui ferait compensation ? On n'a aucune raison de le penser. Une augmentation du pouvoir d'achat en argent n'aurait lieu que si les prix n'avaient pas diminués" (3).

La théorie d'AFTALION retrouve dès lors une certaine cohérence, mais au prix d'une hypothèse que l'on peut ainsi expliciter : les prix des services productifs se déterminent en même temps que les prix des marchandises, sur la base de revenus versés au même moment que la vente, l'ensemble des acheteurs "annonçant" que pour les "choses" qui sont offertes ils n'accepteront d'acheter plus que si les prix baissent.

(1) *op. cit.*, Tome II, p. 398.

(2) A. EMMANUEL. *Le Profit et les Crises*. Coll. *Economie et socialisme* 22, Ed. Fr. Maspéro 1974.

(3) *op. cit.*, T. II, p. 289.

Peut-on retenir une telle abstraction (une telle focalisation à un moment donné d'un processus qui se déroule concrètement dans le temps) et ceci dans le cadre même dans lequel entend se situer AFTALION, c'est-à-dire celui d'un développement tendanciel ? Dans quelle mesure le marché peut-il fournir des indications sur une telle "annonce" ?

Comme ce sont toujours les entrepreneurs qui fixent les prix avant la vente (1) en tenant compte des indications fournies antérieurement par le marché, il faut que, préalablement à la mise sur le marché d'une production augmentée, se soit déjà manifesté le fait que la demande ne suivra pas pour un prix inchangé. Cela ne peut donc avoir lieu que si en permanence les entreprises se trouvent dans l'obligation de baisser leurs prix pour écouler toute leur production. Comment expliquer, dès lors, qu'une quelconque croissance puisse avoir lieu si les "possesseurs des facteurs de production" sont assurés de voir leurs revenus en argent baisser relativement, et en particulier si les actionnaires sont certains que cela entraînera une chute du cours des actions ? Dès lors, si AFTALION avait raison dans son explication, il y a longtemps que le capitalisme ne se serait pas survécu à lui-même ! Ou alors c'est qu'il existe d'autres forces, pour reprendre les termes mêmes d'AFTALION dans la citation précédente, qui jouent en sens inverse. Mais aucune ne peut être mise en évidence lorsqu'on reste enfermé dans l'appareil conceptuel de la théorie néo-classique; et si l'on en sort, on doit aussi abandonner la théorie de la valeur subjective qui en constitue le fondement : du même coup l'explication d'AFTALION tombe.

Ce n'est certes pas le succès remporté par la théorie d'AFTALION qui justifierait l'utilité d'une telle réfutation - personne ne s'y référant aujourd'hui - encore moins un souci de ne pas laisser dans l'ombre un moment de l'histoire de la pensée économique dominante; son intérêt réside dans l'éclairage supplémentaire qu'elle permet de porter sur ce qui constitue finalement le noyau dur de la loi des débouchés, en tant que base commune à l'ensemble des courants de la théorie dominante : les revenus qui sont - ou seront - distribués au titre de la production globale réalisée pendant une certaine période seront ceux-là même qui peuvent permettre la réalisation de cette production. Ce noyau dur est ainsi une certaine façon de ramener le déroulement temporel à la formation d'un

(1) Du moins pour la majeure partie de la production qui ne fait pas l'objet d'une négociation à la commande.

équilibre économique, quitte à dégager les raisons qui peuvent conduire à un déséquilibre global sur une période en rendant dépendantes certaines variables de cette période des conditions dans lesquelles l'équilibre s'est finalement réalisé au cours des périodes passées.⁽¹⁾ Ce noyau commun est bien évidemment à mettre en rapport avec la démarche commune consistant à réduire la production au seul produit net, donc à réduire la réalisation de la production à la seule question de la réalisation en argent du produit net et de la distribution des revenus qui en résulte : les divergences ne portent en fait que sur l'origine de ce produit et les facteurs qui conditionnent son partage. Les entreprises capitalistes sont ainsi représentées comme des coopératives de producteurs associés se répartissant les recettes obtenues, le moment où chacun les reçoit et les règles fixant le montant de chacun n'étant pas les mêmes pour les uns et les autres selon qu'ils sont salariés, rentiers ou entrepreneurs.

Si l'on reste enfermé dans de telles représentations de la vie économique sous le capitalisme, il apparaît que l'on ne peut déboucher sur aucune explication des crises : au mieux peut-on dégager des possibilités de déséquilibres et des dynamiques d'amplification dans le temps; mais leur origine est laissée dans l'ombre ou prétendument expliquée par des facteurs subjectifs dont on ne sait pas pourquoi ils agiraient plus à un moment qu'à un autre.

. La théorie marxiste des crises en débat

En s'attachant à critiquer de telles représentations - en l'occurrence en montrant qu'elles sont le produit des idées que se font les bourgeois sur leur propre rôle et le moyen de masquer aux yeux des travailleurs la réalité de l'exploitation qu'ils subissent - K. MARX a complètement renversé les termes mêmes dans lesquels le débat autour de la loi des débouchés s'est développé au sein de la théorie dominante : il a pu ainsi déboucher sur une explication de ce qui rend les crises nécessaires - la baisse tendancielle du taux général de profit - cette nécessité s'affirmant sur le terrain même qui les rend possibles - le fonctionnement de l'argent comme capital.

Si cette affirmation ne prêtait pas à controverse et s'il n'existait aucune contradiction apparente entre l'inéluclabilité, selon MARX, du débouché de la reproduction du capital sur des crises, et le caractère quasi-continu de la croissance globale d'après guerre, nous pourrions avancer, sans autre forme de procès, que nous retenons le rejet marxiste de la loi des débouchés et l'analyse marxiste des crises comme base théorique de notre thèse. Mais tel n'est pas le cas encore aujourd'hui.

(1) Convenons que telle fut bien l'approche que nous avons retenue lors de l'élaboration d'un modèle de court terme et de cheminement pour l'économie française : le Modèle DECA (Statistiques et études financières, Série orange 1971/1. Ministère de l'Economie et des Finances). L'incapacité de ce modèle à prévoir le déroulement qui s'est effectué au-delà de 1970 est d'ailleurs à l'origine de cette thèse.

D'une part, certains auteurs qui se réfèrent à MARX considèrent que celui-ci n'a pas rompu explicitement avec la loi des débouchés, ou du moins qu'il existe une contradiction entre les parties de l'oeuvre de MARX où il est question de surproduction ou de suraccumulation du capital et le second livre du Capital où celui-ci étudie le processus de réalisation du produit. Ainsi, A. EMMANUEL va jusqu'à affirmer que les schémas de la reproduction présentés dans ce second livre sont la meilleure démonstration de l'égalité entre Production et Revenus. A l'appui de sa position, il fait appel à LENINE qui a avancé : "Plus vite augmente l'accumulation, c'est-à-dire l'excédent de la production sur la consommation, et mieux cela vaut, enseignaient les classiques, qui, s'ils n'ont pas su comprendre le processus de la production sociale du capital, ni se défaire de l'erreur de SMITH, selon lequel le produit social se composait de deux parties (...), ont cependant formulé cette thèse parfaitement juste que la production se crée à elle-même un marché, détermine elle-même la consommation. Et nous savons que MARX a repris aux classiques cette conception de l'accumulation..." (1). R. LUXEMBOURG ne conforte-telle pas d'ailleurs une telle interprétation lorsqu'elle affirme "[...] le schéma est en contradiction avec la théorie du processus capitaliste global et de son développement telle qu'elle est esquissée dans le Livre III du Capital" (2) ?

D'autre part, la loi de baisse tendancielle du taux de profit n'est plus considérée par d'autres comme pouvant s'appliquer à l'étape "monopoliste" du capitalisme : tel est le cas de P. BARAN et M. SWEETZ (3).

Il existe donc aujourd'hui un débat largement ouvert concernant aussi bien l'interprétation de l'oeuvre de MARX que la façon dont il convient d'approfondir son analyse des contradictions internes à la reproduction du capital pour produire une compréhension de l'étape actuelle du développement capitaliste.

(1) LENINE. *Le romantisme économique. Oeuvres complètes*, T.II, p. 144-145.

(2) R. LUXEMBOURG *L'accumulation du capital (II)*. Traduc. fr. petite collection Maspéro, Oeuvres IV, p. 18.

(3) *Le capitalisme monopoliste*. Monthly Review Press, New-York 1966, traduc. fr. économie et socialisme, éditions F. Maspéro, Paris, 1968 (p. 8).

. La problématique théorique et le plan retenus

Ce constat ne remet pas en cause la rupture opérée par MARX vis-à-vis des représentations sur lesquelles repose finalement la théorie économique dominante. C'est la raison pour laquelle nous entendons nous inscrire au sein de sa problématique.

Mais il apparaît tout à fait indispensable :

1°/ de revenir sur l'analyse marxienne de la réalisation afin de dégager si elle rompt effectivement avec la loi des débouchés;

2°/ de soumettre à critique la loi de baisse tendancielle du taux de profit, en tant qu'elle est présentée comme s'appliquant au capitalisme, et pas seulement à l'un de ses stades;

3°/ d'analyser dans quelle mesure la théorie marxienne des crises a été, ou non, approfondie ultérieurement.

Tel sera l'objet de notre premier chapitre ayant pour titre "les limites de la théorie marxiste des crises".

Le second chapitre sera relatif à la première limite finalement dégagée, à savoir : l'absence d'une analyse détaillée des tendances et contre-tendances à l'oeuvre dans la formation de la composition du capital. Nous chercherons notamment à établir le lien qui unit les transformations apportées aux procès de travail, selon la logique capitaliste qui y a présidé au cours de la période étudiée (organisation scientifique des tâches, travail à la chaîne, travail posté) à l'évolution de la composition moyenne du capital : ainsi pourrions-nous dégager que, sous certaines conditions, celle-ci peut ne pas augmenter. Nous disposerons alors des moyens nécessaires pour interpréter les données statistiques disponibles à ce propos (coefficient de capital, productivité "apparente" du travail) pour les quatre économies nationales citées au début de cette introduction (U.S.A., R.F.A., Japon, France).

Le troisième chapitre sera consacré à l'analyse de la dimension monétaire de la reproduction. Nous tenterons principalement de dégager le processus dialectique conduisant à la formation (et à l'évolution) du degré général d'exploitation, ayant constaté, à la fin du premier chapitre, qu'aucune réponse satisfaisante n'avait été donnée à la question "quel rôle jouent les revendications salariales quant à l'alimentation de l'inflation et à l'ampleur de l'élargissement de la consommation des travailleurs ?".

Nous montrerons d'abord que les prix de production ne peuvent plus être définis en niveaux absolus lorsque la monnaie bancaire a complètement remplacé l'or comme moyen de paiement. Puis nous étudierons, en conséquence, le processus de formation de la plus-value (plus-value produite/plus-value réalisée) au travers de la formation des prix de marché, des salaires nominaux et de la transformation continue des conditions sociales de production. Par ailleurs, nous analyserons très succinctement si la logique qui préside aux mouvements de capitaux peut assurer une accumulation disproportionnée lorsque la demande l'est. Nous concluons ce chapitre par la production d'indicateurs retraçant l'évolution du degré d'exploitation et du taux général de profit, pour les quatre économies étudiées; et nous commenterons les évolutions constatées à la lumière de l'analyse théorique précédente.

Dans le dernier chapitre (4e) nous utiliserons les éléments dégagés au niveau des deux précédents pour une analyse synthétique du processus d'accumulation intensive du capital. A partir d'une analyse des contradictions qui se développent - et qui rendent la crise nécessaire - lorsque la reproduction s'effectue de façon simplement extensive, nous montrerons comment ces contradictions se trouvent déplacées lorsque l'on prend en compte son caractère intensif dans le contexte actuel. Nous dégagerons ainsi les divers chemins que peut emprunter la reproduction (croissance tendanciellement régulière, stagflation, croissance inflationniste débouchant sur une crise de surproduction) selon l'évolution concrète de la lutte des classes tant sur le plan des conditions de travail que sur celui de la rémunération de la force de travail. Nous compléterons cette analyse par quelques considérations sur les conséquences du caractère éclaté de la reproduction du capitalisme entre économies nationales aux rapports hiérarchisés. Et nous concluons ce chapitre en appréhendant la croissance économique d'après guerre à l'aide de ces outils théoriques.

Nous pourrions ainsi présenter dans une conclusion générale notre propre explication de la phase actuelle de crise, et la situer au sein de l'histoire du capitalisme, du moins dans le cadre de la seule dimension interne retenue.

CHAPITRE I

LES LIMITES DE LA THEORIE MARXISTE DES CRISES

CHAPITRE I

LES LIMITES DE LA THEORIE MARXISTE DES CRISES

On ne trouve pas chez MARX une théorie achevée des crises, c'est-à-dire une analyse qui englobe et relie le caractère cyclique de la reproduction, avec les crises qui la ponctuent, et les contradictions permanentes, le caractère contradictoire - général et abstrait - de la reproduction du Capital.

En effet, si l'on se réfère aux divers plans qu'il a envisagés pour la "critique de l'économie politique" (*Le Capital*) (1), on peut conclure que MARX ne comptait traiter cette question - de façon globale - qu'à la section finale de son ouvrage, après l'étude du commerce extérieur et du marché mondial : on sait qu'il n'a pu le terminer avant sa mort.

Mais, comme l'indique A. EMMANUEL, "de longs et très nombreux développements sur les déséquilibres structurels du système capitaliste dont découlent les crises et sur les crises elles-mêmes, dont la plus grande partie a tout l'air de n'être que des matériaux collectionnés par MARX en vue justement de la rédaction future de ce chapitre, sont éparpillés le long de ses écrits et dans les contextes les plus divers" (2).

Ceux-ci peuvent être, selon nous, regroupés au sein de quatre rubriques, correspondant en fait aux étapes de la démarche de connaissance suivie par MARX pour rendre compte des crises :

(1) *Préface de la contribution à la critique de l'économie politique; préface aux "Fondements de la critique de l'économie politique" (manuscrits de 1857-1859) (p. 38); cf. aussi celui qui est proposé dans l'avant-propos des théories sur la plus-value E.S. (Tome I) (manuscrit de 1861-1863).*

(2) *Op. cit.*, p. 61.

1°/ Ce qui fonde la possibilité de la surproduction générale;

2°/ La contradiction centrale de la reproduction du Capital dont l'approfondissement provoque périodiquement la crise;

3°/ La façon dont se manifeste plus concrètement le conflit des facteurs antagoniques relevant de cette contradiction, au travers de la concurrence des capitaux (la formation des prix et du profit, les conséquences de l'édification du système de crédit) ce qui permet de saisir les modalités d'enclenchement de la crise;

4°/ L'explication du caractère cyclique de la reproduction et notamment du caractère relativement constant de la durée des cycles.

Si les réponses que MARX apporte pour les deux premières étapes peuvent être considérées comme "achevées" - pour la première dans les deux premiers livres du Capital, pour la seconde, dans le chapitre consacré au "développement des contradictions internes à la loi de baisse tendancielle du taux de profit" (1) - il est clair, par contre, que les deux suivantes ne sont jamais traitées en tant que telles : on dispose simplement de courts passages constituant autant de pistes de recherche soulevées à partir d'une analyse dont ce n'est pas directement l'objet. MARX lui-même était conscient qu'il n'avait pas trouvé encore de réponses satisfaisantes aux questions qu'il se posait : nous en voulons pour preuve le contenu de certaines lettres qu'il écrivait juste avant sa mort à ENGELS (2). Le caractère inachevé de la "théorie des crises" chez MARX n'est donc pas à démontrer.

Mais ce qu'il nous importe d'abord d'analyser concerne justement la partie quasiment achevée de la démarche suivie par MARX - à savoir l'explication qu'il donne du caractère inéluctable de la surproduction générale, comme produit d'une contradiction qui se développe

(1) *Chapitre XV du Livre III du Capital*, publié par ENGELS à partir des manuscrits de MARX.

(2) Nous reprenons ici les indications fournies par A. EMMANUEL (cf. *op. cit.*, p. 60 à 64) : lettres de MARX à ENGELS du 3 Mai et du 31 Mai 1873.

en permanence et non comme produit de la reproduction dans le temps du cycle lui-même (1).

La question à laquelle il nous faut d'abord répondre est en effet la suivante: Comment MARX passe-t-il de la possibilité à la nécessité de la crise dans le capitalisme ?

Et si nous constatons - ce qui sera le cas - que cette explication est discutable, nous n'aurons pas à pousser plus loin l'analyse; nous pourrions immédiatement voir si les apports ultérieurs des théoriciens marxistes ont, ou non, permis de dépasser les propres limites de l'explication initiale de MARX.

Le plan de ce chapitre est dès lors le suivant :

- Dans une première section, nous analysons si MARX effectue bien un dépassement critique du noyau dur de la loi des débouchés et comment il fonde, en conséquence, la possibilité des crises.
- Dans une seconde section, nous étudions l'explication marxienne de la nécessité de la crise, comme produit de la loi de baisse tendancielle du taux de profit, et nous en montrons les limites.
- Dans une troisième section, enfin, nous dégagerons que celles-ci n'ont pas, à notre avis, été suffisamment dépassées, ce qui nous permettra de préciser les termes de l'approfondissement auquel nous entendons nous livrer.

o
o o

(1) MARX constate bien que : "la nature de ce cycle industriel veut que le même circuit doit nécessairement se reproduire périodiquement, mais il n'oublie pas d'ajouter "une fois la première impulsion donnée" (Le Capital, Livre III, Tome II, p. 150-151). C'est à l'analyse de cette impulsion extérieure au cycle lui-même (ou plus précisément, non produite par le cycle lui-même), qu'à notre avis, MARX s'est attaché dans le chapitre consacré à la baisse tendancielle du taux de profit. Il conviendrait d'ailleurs de ne pas simplement parler "d'une première impulsion", mais d'une tendance permanente qui entretient le cycle et qui lui est extérieure.

1. LE DEPASSEMENT CRITIQUE DU DEBAT AUTOUR DE LA LOI DES DEBOUCHES ET LA POSSIBILITE DE LA CRISE CHEZ MARX

L'étude des deux premiers livres du Capital conduit, selon nous, à dégager d'abord trois dimensions de la critique opérée par MARX.

. Premier fondement de la critique de MARX : la valeur préexiste à l'échange

Dans le premier chapitre du Capital, MARX indique :

"La marchandise est valeur d'usage ou objet d'utilité et valeur. Elle se présente pour ce qu'elle est, chose double, dès que sa valeur possède une forme phénoménale propre, distincte de sa forme naturelle, celle de la valeur d'échange; et elle ne possède jamais cette forme, si on la considère isolément(...). Il ressort de notre analyse que c'est de la nature de la valeur des marchandises que provient sa forme, et que ce n'est pas au contraire de la manière de les exprimer par un rapport d'échange que découlent la valeur et sa grandeur" (souligné par nous) (1).

Il s'agit d'une critique des mercantilistes, de ce que MARX appelle "les commis voyageurs du libre échange", et bien évidemment de J.B. SAY, mais non d'une critique à proprement parlé de l'école classique anglaise : pour eux, comme pour MARX, "cette nature de la valeur des marchandises" réside dans le fait que chacune est le produit d'un certain travail social.

Si nous rappelons ici ce premier fondement de l'analyse critique de MARX c'est pour deux raisons :

- d'abord parce qu'elle est toujours actuelle face à tous ceux qui ont rejeté la notion de valeur objective (le courant néo-classique) ou qui considèrent ceci comme un débat métaphysique (l'école néo-keynésienne de Cambridge avec P. SRAFFA et J. ROBINSON);
- ensuite, parce que RICARDO n'a pas clairement distingué cette notion de valeur de celle du prix normal ou du prix naturel (incluant en plus des coûts une marge normale de profit), ce qui renvoie au deuxième fondement de la critique de MARX.

(1) *Le Capital, Livre I, Chapitre 1, p. 591, Traduction française, Editions de la Pléiade.*

Pour MARX, donc, la valeur d'une marchandise préexiste en grandeur à l'échange (1) : toute la question sera de savoir si celui qui la vend à un certain prix en argent réalisera ou non cette valeur.

. Second fondement de la critique de MARX : Le capitalisme transforme les conditions de l'échange simple des marchandises

L'argent en tant que capital fonctionne selon le cycle $A - M - A'$; dans le capitalisme on ne vend pas pour acheter, on achète pour vendre : l'entrepreneur achète des moyens de production et des forces de travail, fait produire des marchandises et cherche à les vendre; "Le dernier terme de chaque cercle $A - M - A'$, acheter pour vendre, est le premier terme d'une nouvelle circulation du même genre. La circulation simple - vendre pour acheter - ne sert que de moyen d'atteindre un but situé en-dehors d'elle-même, c'est-à-dire l'appropriation de valeurs d'usage, de choses propres à satisfaire des besoins déterminés. La circulation de l'argent comme capital possède au contraire son but en elle-même" (2).

Et MARX explique que ce but est la réalisation de la plus-value produite dans le procès de production : la vente devient donc une fin en soi. C'est dans cette "transubstantiation" du produit en marchandise capitaliste, dans ce "saut périlleux" qu'elle doit effectuer (le retour sous la forme argent par la vente) que réside tout le problème de la réalisation et donc l'origine fondamentale de la surproduction.

(1) Nous aurons l'occasion de revenir sur les critiques qui sont portées à l'encontre d'une telle affirmation et qui s'appuient sur la prétendue impossibilité de définir exactement, d'une part, la grandeur de la valeur des moyens de production qui constitue une partie de cette valeur (problème de l'amortissement du capital fixe), d'autre part la grandeur de la valeur ajoutée par le travail vivant (problème de la réduction du travail complexe au travail simple et du champ du travail productif).

(2) *op. cit.*, p. 697 et 698.

Tant que l'on en reste, historiquement, à la circulation simple des marchandises entre producteurs indépendants, disposant chacun de leur outil de production, on ne peut avoir de surproduction : si un des producteurs a trop produit - relativement à l'ancien prix pratiqué - il sera obligé de vendre à un prix plus faible pour se procurer les biens d'usage dont il a besoin pour vivre. Les échanges se feront à des taux différents mais ils auront lieu.

Au contraire, lorsque le capital s'empare de la production (et transforme par là-même tout produit en marchandise), ce qui compte pour le capitaliste c'est de faire du profit : il pourra préférer ne pas vendre s'il doit le faire à perte et surtout ne pas accroître sa production autant qu'il le pourrait (avec ses capacités physiques de production en place et/ou avec l'argent qu'il retire des ventes) si les perspectives de profit ne sont pas suffisantes.

Ainsi se trouve nié l'échange simple des produits du travail : "La forme de circulation par laquelle l'argent se métamorphose en capital contredit toutes les lois développées jusqu'ici sur la nature de la marchandise, de la valeur, de l'argent et de la circulation elle-même" (1). Notamment, la séparation des travailleurs de leurs moyens de production - c'est-à-dire le fait que ce sont des capitaux qui s'affrontent sur le marché - transforme la valeur d'échange en "prix de production" : les rapports d'échange - i.e. les rapports entre les prix en argent des marchandises issues des diverses branches de l'économie - tendent à se former en sorte que la règle "à capital égal profit égal" s'applique (et non plus la règle "à travail égal, revenu égal" (2).

Est-ce à dire que la valeur disparaît purement et simplement ? MARX est très clair sur ce point :

"La nature générale du travail n'est évidemment point du tout modifiée parce que l'ouvrier accomplit son travail, non pour lui-même, mais pour le capitaliste" (3) et encore : "La transformation de l'argent en capital doit être expliquée en prenant pour base les lois immanentes de la circulation des marchandises, de telle sorte que l'échange d'équivalents serve de point de départ" (4).

(1) *op. cit.*, p. 702.

(2) Nous nous référons ici principalement à l'analyse synthétique à laquelle se livre HILFERDING dans le premier chapitre de son "Capital financier" (traduction française, Editions de Minuit), analyse qui, à notre avis, résume bien l'apport fondamental de MARX sur ce point.

(3) *op. cit.*, p. 735

(4) *op. cit.*, p. 713

C'est d'ailleurs dans la note qui s'inscrit à la suite de ce passage que MARX indique un des aspects de sa rupture avec l'école classique et introduit déjà ce qu'il développera pleinement dans le Livre III:

" (...) : Comment le capital peut-il se produire, si les prix sont réglés par le prix moyen, c'est-à-dire en dernière instance par la valeur des marchandises ? Je dis bien "en dernière instance", parce que les prix moyens ne coïncident pas directement avec les valeurs des marchandises, comme le croient A. SMITH, RICARDO et d'autres" (1).

C'est aussi dans cette note que se trouve explicitée la démarche d'analyse du Capital, et fournie la raison pour laquelle la transformation de la plus-value en profit - autre forme d'expression de la transformation de la valeur d'échange en prix de production - n'est abordée qu'au Livre III :

"La formation du Capital doit être possible lors même que le prix des marchandises est égal à leur valeur. Elle ne peut être expliquée par une différence, par un écart entre ces valeurs et ces prix. Si ceux-ci diffèrent de celles-là, il faut les ramener, c'est-à-dire faire abstraction de cette circonstance comme de quelque chose de purement accidentel, afin de pouvoir observer le phénomène de la formation du capital dans son intégrité, sur la base de l'échange des marchandises, sans être troublé par des incidents qui ne font que compliquer le problème" (2).

Il n'y a donc, à notre point de vue, aucune contradiction entre le Livre I et le Livre III : nous rejoignons en cela Ch. BETTELHEIM qui, dans ses remarques théoriques à l'échange inégal (3), indique qu'il n'y a qu' "une forme de la valeur dans le mode de production capitaliste"; si contradiction il y a, celle-ci n'est que l'effet du caractère contradictoire du capital (4), car finalement "la loi de la valeur - ou loi de répartition déterminée du temps de travail socialement nécessaire entre les différentes productions - agit comme loi de formation des prix de production".

(1) *op. cit.*, p. 713-714.

(2) *op. cit.*, p. 713.

(3) *Remarques théoriques à l'Echange inégal* de A. EMMANUEL, Ed. Maspéro.

(4) Celle-ci s'explique ainsi : - d'une part il est produit du travail, travail mort (cristallisé);

- d'autre part, il fait face au travail qui en est la "valeur d'usage" et il le domine (cette domination expliquant la forme "prix de production").

MARX a raison de dire que l'on doit faire "abstraction de cette circonstance" dans un premier temps. Mais il est clair aussi que l'on ne peut en faire totalement abstraction dans l'étude des conditions de la réalisation de la production : la réponse à faire à la question que nous avons posée en conclusion de la sous-section précédente (celui qui vend une marchandise à un certain prix en argent réalisera-t-il ou non la valeur de cette marchandise ?) ne peut être abordée que dans le cadre de la prise en compte de cette transformation de la valeur d'échange en prix de production.

Nous aurons l'occasion de montrer que nombre d'auteurs marxistes (et notamment R. LUXEMBOURG) parviennent à des conclusions contestables sur la question de la reproduction parce qu'ils ne distinguent pas la plus-value créée par un capital du profit qu'il est en droit de réaliser.

D'où l'importance que nous attachons à une analyse détaillée de l'apport de MARX sur cette question.

Qu'en dit-il dans le Livre III du Capital ?

"Chaque capitaliste individuel, tout comme l'ensemble des capitalistes dans chaque sphère de production particulière, participe à l'exploitation de toute la classe ouvrière par l'ensemble du capital et au degré de cette exploitation non seulement par sympathie générale de classe, mais par intérêt économique direct, parce que le taux moyen de profit dépend du degré d'exploitation du travail total par le capital total" (1).

Ce cours passage résume à notre avis l'essentiel : l'articulation des catégories de valeur et de prix de production - dont la première renvoie à la nature sociale de toute marchandise et dont la seconde renvoie au fait que, dans le mode de production capitaliste, le capital domine le travail - permet de bien définir le profit par rapport à la plus-value, le premier étant la forme phénoménale de la seconde, la forme sous laquelle elle apparaît (2) : chaque capital s'approprie, sous forme de son profit particulier, une partie de la

(1) *Le Capital*, Livre III, Tome I, p. 211, Traduction française, Editions Sociales.

(2) *Pour être plus précis, il faudrait dire que le profit lui-même prend les formes concrètes d'intérêts, de dividendes, de bénéfice conservé par les entreprises et de rente foncière (en ignorant encore les prélèvements étatiques et les faux-frais du capital).*

plus-value globale produite par la classe ouvrière; certes, cela lui est permis par le fait que les propres ouvriers qu'il emploie contribuent à créer une fraction de cette plus-value globale, mais cette fraction particulière est sociale en ce sens que le capital qui la fait produire n'a aucun droit sur celle-ci en particulier; ses droits ne proviennent que du fait qu'il est une fraction du capital social, autrement dit que la direction capitaliste concernée est membre de la classe bourgeoise; ces droits se manifestent en ce qu'elle est en droit d'attendre un profit lui rapportant le taux de profit moyen; et ce taux de profit moyen résulte du rapport qui existe entre la plus-value globale créée et le capital qui a été globalement engagé pour la faire produire (ou encore : il résulte du degré général d'exploitation et du niveau de la composition organique moyenne du capital).

Autrement dit, l'exploitation est un rapport de classes et non la simple addition (ou agrégation) de rapports micro-économiques entre chaque capitaliste et les travailleurs qu'il emploie (1); le mode de production capitaliste est un "mode de production concurrentiel de plus-value", pour reprendre l'expression d'A. GRANOÙ (2).

MARX essaie, à l'aide de schémas (cf. Chap. IX), de rendre plus explicite son propos et il en conclut :

"Ceci démontre, avec une exactitude mathématique, pourquoi les capitalistes, bien qu'ils se comportent en faux frères dans leur concurrence entre eux, constituent néanmoins une véritable franc-maçonnerie vis-à-vis de l'ensemble de la classe ouvrière" (3).

(1) Le mode d'appréhension du réel auquel conduit ce type d'analyse se manifeste en particulier lorsque l'on cherche à rendre compte de la situation d'ouvriers qui travaillent dans une entreprise qui ne fait pas de profit. Cette absence de profit ne signifie pas du tout absence d'exploitation... puisque, souvent, les ouvriers concernés sont plus exploités que ceux qui travaillent dans des firmes à hauts taux de profit.

2) A. GRANOÙ, *Capitalisme et mode de vie*, Editions du Cerf.

(3) Livre III, Tome I, Chapitre X, Traduction Française, Editions Sociales.

Nous verrons, à la fin de ce chapitre, le débat qui s'est développé ultérieurement autour de la prétendue "exactitude mathématique" de ces schémas : il ne met cependant pas en cause le fond de l'analyse marxienne.

- . Troisième fondement de la critique de MARX : la reproduction du capital social est le produit de l'entrelacement de la reproduction des capitaux individuels et doit s'analyser comme telle.

Ce troisième apport critique de MARX est développé dans le Livre II du Capital. Disons tout de suite qu'il est "critique" dans la mesure où il conduit à rejeter toute approche de la reproduction sociale, donc de la réalisation de la production globale, effectuée en mettant en rapport le produit brut (ou valeur ajoutée dans la production) et les seuls revenus : "salaires et profits"; or, une telle approche est la base même de la Loi des débouchés et elle a été reprise dans les analyses macro-économiques néo-classiques et keynésiennes; dans l'approche de MARX, l'argent tiré de la vente est au contraire le revenu fondamental. Du moins est-ce ce qu'il nous faut dégager en reprenant de façon synthétique le contenu de ce deuxième livre.

. Reproduction d'un capital individuel

Dans la première partie du Livre II (le Tome I des Editions Sociales), MARX analyse la reproduction du Capital pour ce qu'il nomme un capital individuel ou fragment du capital social (total), tout en montrant dans le même temps que la reproduction de ce capital individuel ne peut s'effectuer que liée à celle de tous les autres capitaux individuels.

La production capitaliste étant un procès de mise en valeur du capital grâce à la production d'une plus-value réalisée dans la production, le capital (chaque capital individuel) se présente sous les formes successives de Capital-Argent, Capital-Productif et Capital-Marchandises au cours du cycle qu'il effectue.

Le premier angle sous lequel ce cycle peut être appréhendé est celui du Capital-Argent, en prenant donc comme point de départ d'un cycle la forme argent. MARX représente ceci à l'aide du schéma :

$$A - M \left\{ \begin{matrix} T \\ M \\ P \end{matrix} \right. \dots P \dots M' - A'$$

La première phase du cycle correspond à la transformation du Capital-Argent (A) en Capital-Productif (M) : achat de marchandises moyens de production (M_p) et forces de travail (T).

La seconde phase est la phase de production, de consommation productive des marchandises achetées : au cours de cette phase, le capital est valorisé, en ce sens que le Capital-Marchandises (M') qui en sort est d'une valeur supérieure à la valeur des entrants (M).

La troisième phase correspond à la transformation du Capital-Marchandises (M') en Capital-Argent (A'), lors de la vente sur le marché des marchandises produites.

Et le point d'arrivée A' apparaît dès lors comme point de départ d'un nouveau cycle, si ce n'est qu'une partie de cette somme n'est pas de nouveau transformée en Capital-Productif, mais va servir à la consommation improductive du capitaliste.

Ainsi "l'accent est mis non pas sur le faire valoir de la valeur, mais sur la forme argent de ce procès, sur le fait qu'on retire finalement de la circulation plus de valeur en monnaie qu'on en avait avancé à l'origine" (1).

C'est en analysant le procès cyclique du Capital sous l'angle du cycle du Capital-Productif et sous celui du Capital-Marchandises que MARX met en lumière les autres aspects de ce procès.

Le cycle du Capital-Productif est représentable selon (2) :

$$P_1 \dots M'_1 - A'_1 \left\{ \begin{matrix} A_1 \\ + \\ a_1 \end{matrix} \right\} \left\{ \begin{matrix} - A_2 - M_2 \\ - m_1 \end{matrix} \right\} \left\{ \begin{matrix} T_2 \\ M_{p2} \end{matrix} \right\} \dots P_2$$

(1) K. MARX, *Le Capital*, Livre II, Tome I (E.S.), p. 58.

(2) K. MARX ne donne de schéma que dans deux cas :

- celui de la reproduction simple du capital individuel considéré (i.e : toute la plus-value créée est consommée improductivement),

- celui de la reproduction élargie maximum (i.e : toute la plus-value est de nouveau transformée en capital productif); et dans l'un et l'autre cas, il fait abstraction de tout transfert (crédit) d'argent entre capitalistes.

Retenant ce dernier point, nous présentons ici un schéma général déduit des précédents et dans lequel une fraction quelconque de A' est retransformée en Capital-Productif.

Il fait ressortir la capitalisation d'une partie de la plus-value produite : il exprime que P_2 rapporté à P_1 se compose de la valeur capital primitive plus la valeur d'un capital accumulé par son mouvement (la fraction non capitalisée de la plus-value se transformant en marchandises (m_1) pour la consommation improductive).

Le cycle du Capital-Marchandises est représentable selon :

$$M'_1 - A'_1 \left\{ \begin{array}{c} A_1 \\ + \\ a_1 \end{array} \right\} \left\{ \begin{array}{c} - A_2 \\ - m_1 \end{array} \right\} - M_2 \left\{ \begin{array}{c} T_2 \\ M_{p2} \end{array} \right\} \dots P_2 \dots M'_2$$

Il fait apparaître que le Capital-Marchandises (M'_1) ne peut ouvrir un cycle pour celui qui en dispose : il doit nécessairement être vendu et cette vente ne peut résulter que des décisions d'autres capitalistes de transformer de l'argent en Capital-Productif (en faisant abstraction de la consommation improductive de la classe capitaliste); si M'_1 est composé, du point de vue de la valeur d'usage, de moyens de production, l'acte $M'_1 - A'_1$ pour le capital individuel concerné correspond pour d'autres à la phase $A - M^M_p$; si M'_1 est composé de biens de subsistance, le même acte $M'_1 - A'_1$ ne peut résulter que d'actes $A - M^T$, effectués par d'autres capitalistes, l'argent reçu par les ouvriers embauchés étant progressivement dépensé par ceux-ci en articles de consommation pour couvrir leurs besoins (1).

(1) "La demande capitaliste de force de travail est indirectement une demande d'objets de consommation entrant dans la consommation de la classe ouvrière (...) (quand l'ouvrier épargne sur son salaire - nous laissons forcément de côté ici toutes les questions de crédit - cela veut dire qu'il thésaurise une partie de son salaire, et cessé dans cette mesure de se présenter en demandeur, en acheteur), K. MARX, Le Capital, Livre II, Tome I (E.S.), p. 109. Mais cette épargne n'est pas du Capital-Argent. Elle retarde simplement le procès de circulation des marchandises. Pour MARX, la classe ouvrière ne peut accumuler globalement : si certains thésaurisent d'autres déthésaurisent dans le même temps (les études faites aujourd'hui en France par l'I.N.S.E.E. sur les comptes des ménages par catégories socio-professionnelles - et qui montrent que l'épargne globale de la catégorie "ouvriers" est négative - sont à notre avis la meilleure illustration de cette position de MARX que nous reprenons à notre compte).

Le cycle total est l'unité effective de ces trois cycles."Mais il ne peut constituer cette unité qu'à la condition que les différentes parties du capital traversent tour à tour les phases successives du cycle, puissent passer d'une phase, d'une forme fonctionnelle à l'autre, c'est-à-dire que le capital industriel, en tant qu'ensemble de ces fractions, soit engagé simultanément dans des phases et fonctions différentes et ainsi décrive simultanément les trois cycles" (1).

Le terme "simultanément" est ici essentiel : il permet de ne pas lire les trois figures comme si chacune était simplement la même que la précédente, décalée d'un "cran" dans le temps; mais au contraire de produire le cycle total par leur superposition. MARX rompt ainsi avec toutes les "représentations" de la vie économique qui réduisent celle-ci à un seul procès linéaire de phases successives.

Et sur cette base, il aborde la question de la rotation du capital, distinguant les notions de capital engagé et de capital avancé (soit encore les notions de flux et de stocks).

Il indique d'abord que "le cycle du capital, défini non pas comme démarche isolée, mais comme procès périodique, s'appelle sa rotation. La durée de cette rotation est donnée par la somme de ses périodes de production et de circulation" (2).. "C'est le laps de temps qui va du moment où la valeur capital est avancée sous une forme déterminée jusqu'au moment où, dans son procès, elle est de retour sous la même forme" (3) (A ou P).

"Il varie donc selon les sphères diverses où les capitaux se placent" (4).

Ainsi, si l'on considère un procès de production particulier, toute marchandise produite nécessite un certain temps de production (celui qui sépare le moment où commence sa production et le moment où sort

(1) *Op. cit.*, p. 95.

(2) *Op. cit.*, p. 143.

(3) *Op. cit.*, p. 141.

(4) *Op. cit.*, p. 143.

le produit fini) (1) auquel s'ajoute un temps (mort) de circulation à l'entrée (celui qui sépare le moment où les moyens de production circulant sont achetés et le moment où ils sont consommés) et surtout un temps (mort) de circulation à la sortie (celui qui sépare le moment où le produit fini sort du procès de production et le moment où celui-ci est vendu).

Si l'on fait abstraction dans un premier temps des moyens de travail (bâtiments, machines, etc...), l'existence de cette durée totale entraîne l'avance d'un certain capital égal au total du flux sur cette période du capital continuellement engagé sous forme de capital constant circulant et de capital variable. Ce capital avancé est ce que MARX appelle le capital circulant (2).

Mais la production nécessite une autre forme d'avance de capital : le capital fixe correspondant à l'utilisation des moyens de travail. Sa valeur n'est transmise que progressivement tout au long de sa durée de vie (3) : "ces moyens de production fonctionnent désormais comme facteur du procès de travail aussi longtemps que dure la forme d'usage spéciale sous laquelle ils y sont rentrés" (4). Ainsi, pour chaque

-
- (1) MARX distingue le temps de travail et le temps de production, celui-ci incluant en plus les "temps morts de production" : les interruptions "indépendantes de la longueur du procès de travail, voulue par la nature même du produit et de sa fabrication, et durant laquelle l'objet de travail est soumis à des processus naturels plus ou moins longs et doit subir des modifications physiques, chimiques, physiologiques, le procès de travail étant totalement ou partiellement suspendu".
- (2) Il convient de noter que ce capital avancé n'est pas égal à la somme d'argent qui est effectivement avancée par la direction capitaliste concernée dans la mesure où
1°/ les salaires ne sont pas payés dès l'embauche,
2°/ les délais de paiement à l'achat et à la vente doivent être pris en compte, pour passer de l'un à l'autre.
- (3) MARX n'introduit pas à ce moment la distinction entre durée de vie physique (possible) et durée de vie économique. Il convient donc de faire abstraction ici de tout aspect de dévalorisation du capital.
- (4) Op. cit., p. 145.

outil de production particulier, y a-t-il nécessité de l'avance initiale d'un capital fixe représentant sa valeur totale, et celle-ci sera progressivement récupérée sous forme d'argent avec la vente des marchandises qu'il permet de produire pendant toute sa durée de vie : ce capital accomplit sa rotation dans un temps spécifique, dépassant de façon générale la durée de rotation du capital circulant. Et les divers outils de production ont des temps de rotation différents. Ainsi, sa valeur circule (c'est le flux de capital engagé qui est transmis dans les marchandises produites), mais il se différencie qualitativement du capital circulant dans la mesure où il ne doit être remplacé en nature qu'à intervalles plus ou moins longs.

Ainsi MARX distingue très nettement le Capital avancé qui se compose de capital fixe et de capital circulant et le Capital engagé (ou encore "dépensé pendant la production") qui est un flux continu se décomposant en capital constant et capital variable (1). Cela lui permet de mettre en lumière les confusions que font A. SMITH et RICARDO, entre ces diverses notions.

Cela lui permet surtout de poser le problème de la rotation du capital variable au point de vue social, problème tout à fait essentiel dans l'analyse de la reproduction d'ensemble du capital. Ainsi, MARX compare deux capitaux individuels (A et B) qui utilisent la même main-d'oeuvre; mais le capital circulant du premier (A) tourne dix fois par an tandis que celui du second (B) ne tourne qu'une fois l'an. "Dans les deux cas les ouvriers sont payés à la semaine et, par conséquent, prélèvent sur la société leurs moyens de subsistance semaine par semaine, jetant dans la circulation, dans les deux cas également, l'équivalent monétaire semaine par semaine" (2).

De même, dans l'un et l'autre cas l'argent versé en salaire paye du travail déjà fourni (celui de la semaine antérieure). Mais A peut payer ses salariés dès la deuxième période de rotation avec "la forme argent de la valeur" qu'ils ont eux-mêmes produit au cours de la première période, tandis que B doit attendre un an pour pouvoir le faire. Il y a donc dans les deux cas avance d'argent pour payer les salaires - même si celle-ci est réduite d'une semaine par rapport au capital variable avancé - cette avance étant beaucoup plus importante pour B

(1) On doit cependant remarquer que MARX ne pousse pas l'analyse jusqu'à distinguer précisément les notions de flux et de stocks pour ce qui concerne le capital avancé, ce qui l'empêche de traiter précisément la question du temps de rotation du capital total. Nous revenons sur cette question dans un chapitre ultérieur dans la mesure où la définition du taux de profit en dépend.

(2) Op. cit., p. 291.

que pour A.

"Mais, en B, l'argent qui sert à retirer les moyens de subsistance du marché et à les payer n'a pas, comme en A, la forme argent d'un produit jeté sur le marché par l'ouvrier dans le courant de l'année : c'est bien de l'argent que l'ouvrier remet au vendeur de ses moyens de subsistance, mais non pas de la marchandise - moyens de production ou de subsistance - que le vendeur puisse acheter avec l'argent reçu, ce qui, au contraire, est le cas en A" (1).

Même si une telle formulation n'est pas entièrement satisfaisante, (nous verrons par la suite qu'elle ne tient pas compte des transferts d'une année sur l'autre), elle montre cependant à l'évidence que, pour MARX, les salaires versés sur une année ne sont pas une des composantes des prix des marchandises mises sur le marché pendant la même année.

. Reproduction du capital social

Dans la seconde partie du Livre II (Tome 2 des E.S.) MARX aborde l'étude de la reproduction et de la circulation de l'ensemble du capital social : "(Dans la première partie) il ne s'agissait toujours que d'un capital individuel, du mouvement d'une fraction du capital social, promue à l'autonomie. Cependant les cycles des capitaux individuels s'entrelaçant se supposent et se conditionnent les uns les autres et c'est précisément cet enchevêtrement qui constitue le mouvement de l'ensemble du capital social" (2).

C'est cette proposition essentielle qui justifie l'étude préalable du capital individuel (avec ses conditions de rotation) et qui permet à MARX de critiquer la façon dont A. SMITH et RICARDO posent le problème de la réalisation de l'ensemble de la production.

MARX indique que : "l'erreur d'A. SMITH c'est d'identifier la valeur des produits de l'année et le produit-valeur annuel. Ce dernier est uniquement le produit du travail de l'année écoulée; la première inclut en outre tous les éléments de valeur consommés pour fabriquer la production de l'année, mais produits eux-mêmes dans l'année précédente ou, pour une part, dans les années d'avant" (3).

(1) *Op. cit.*, p. 292.

(2) *Id. cit.*, p. 9.

(3) *Le Capital*, Livre II, Tome II (E.S.), p. 31.

Et il note plus loin que "RICARDO reproduit assez littéralement la théorie d'A. SMITH" (1).

Ainsi, la valeur d'échange d'une marchandise ne se décompose pas en $(v + p_l)$, mais en $(c + v + p_l)$; la rentrée d'argent qu'un capitaliste obtient en vendant une marchandise ne se réduit pas en "salaires + profits"; elle inclut aussi le reflux en argent de la valeur-capital qu'il a engagé au titre de l'achat des moyens de production (du moins en ce qui concerne le capital fixe, s'agit-il de la seule fraction de celui-ci qui est passée dans la marchandise concernée).

On pourrait croire que cette critique de MARX n'a qu'un intérêt historique : personne aujourd'hui ne confond production et valeur ajoutée et les néo-ricardiens ne justifient l'assertion selon laquelle "la valeur d'échange d'une marchandise se réduit finalement en salaires plus profits" qu'en remontant dans le temps - c'est-à-dire en indiquant que le coût d'achat des moyens de production qui constitue immédiatement une part de cette valeur d'échange a aussi été constitué par "salaires + profits + coût d'achat des moyens de production" et ainsi de suite (2).

Nous considérons au contraire qu'elle est toujours d'actualité : en effet, cette critique ne conduit pas simplement à établir une distinction entre valeur de la production et valeur ajoutée dans la production; elle amène aussi à considérer le flux des ventes comme un revenu. C'est ce que les théories néo-classiques et keynésiennes nient encore, introduisant par là un "no-bridge" entre micro et macro-économie. Pour les premiers, les seuls revenus sont ceux qui résultent de la rémunération des facteurs de production (salaires et intérêts à l'équilibre) : la production globale et sa croissance ne peuvent dès lors être analysées qu'en terme de lien entre la valeur ajoutée globale (ou production nette) et les facteurs qui la permettent, soit $Q = f(K, L)$: une telle fonction de production n'a de sens qu'au niveau macro-économique; il y a un "saut" à effectuer pour passer de la notion de fonction de production micro-économique utilisée dans la théorie de l'équilibre général et cette notion macro-économique.

(1) *Op. cit.* p. 43.

(2) Cf. notamment P. SRAFFA dans "Production de marchandises avec des marchandises", *op. cit.*

Quant à KEYNES, il limite aussi son analyse au seul "revenu total" constitué par le coût des facteurs (salaires plus intérêts) et le "profit de l'entrepreneur" : la demande effectuée conduira à un produit global qui sera égal à ce revenu total, soit la fameuse relation $Y = R$; le "no-bridge" entre ce que l'on peut analyser à partir d'une entreprise et l'approche macro-économique qu'il propose est encore consommé.

Ainsi, tous les courants au sein de l'économie politique dominante conservent le "noyau dur" de la Loi des débouchés : c'est une conséquence inéluctable de leur refus commun de considérer la production capitaliste comme un procès de valorisation, de mise en valeur du capital. Sous cet angle, au contraire, le procès d'ensemble - ou reproduction du capital social - n'est que le produit de la reproduction des divers capitaux individuels : il n'y a dès lors aucun "no-bridge" entre de prétendus champs d'analyse "micro" et "macro-économiques" distincts. Ainsi, la transformation de la forme Capital-Marchandises à la forme Capital-Argent pour certains capitalistes n'est permise que par les décisions d'autres capitalistes de transformer du Capital-Argent en Capital-Productif ou de consommer de façon improductive (1) - dès lors bien sûr que l'on se situe à un niveau d'abstraction où n'est prise en compte que la seule production capitaliste de marchandises, à l'exclusion de toute relation avec des domaines pré-capitalistes.

Tel est le troisième fondement de l'analyse critique de MARX : c'est la seule base possible, à notre avis, pour étudier les conditions de réalisation de l'ensemble de la production. Mais analysons maintenant comment MARX aborde lui-même cette question.

. La synthèse de ces fondements de l'analyse critique de
K. MARX : les schémas de la reproduction

L'étude des conditions de la reproduction du capital social, à la fin du Livre II du Capital, constitue en quelque sorte la synthèse de "l'étude de la formation du capital dans son intégrité" à laquelle MARX entendait d'abord se livrer

(1) En admettant ici que les ouvriers dépensent tout le revenu qu'ils touchent.

Elle lui est donc, à l'évidence, permise par la mise en oeuvre conjointe des apports critiques que nous venons de présenter de façon résumée.

Pourtant, nombreux sont ceux qui considèrent que "les schémas de la reproduction appartiennent à la partie la plus classique de l'oeuvre de MARX" (1).

Aussi, bien que ce soit sans doute la partie de cette oeuvre qui soit la plus connue, nous estimons nécessaire d'en faire une analyse assez détaillée : elle nous conduira à en marquer certaines insuffisances et à constater en conséquence que nombre d'interprétations erronées de ces schémas peuvent être le produit d'une lecture biaisée par celles-ci. Nous aurons ainsi l'occasion de présenter notre propre lecture de ces schémas.

. Reproduction simple du capital social

On sait que MARX procède en deux temps : reproduction simple, puis reproduction élargie. Pour expliquer ce choix, il part en effet de la constatation suivante :

"La question telle qu'elle se pose immédiatement est la suivante : comment le capital consommé dans la production est-il remplacé en valeur par une partie du produit annuel et comment ce processus de remplacement s'enchevêtre-t-il avec la consommation de la plus-value par le capitaliste et du salaire par l'ouvrier ? Il s'agit donc en premier lieu de la reproduction à échelle simple" (2).

MARX justifie de plus son choix - l'étude préalable de la reproduction à même échelle d'une année à l'autre qualifiée par lui "d'abstraction" - en notant que "... du moment qu'il y a accumulation, la reproduction simple en constitue toujours une partie; elle peut donc être étudiée en elle-même et constitue un facteur réel de

(1) Cf. A. EMMANUEL, *op. cit.*, p. 38.

(2) *Op. cit.*, p. 47. Dans le manuscrit vient après "en valeur" :
et en nature.

l'accumulation" (1) (2).

En fait un tel choix s'explique surtout lorsque l'on comprend bien le but qu'il poursuit, but qui transparaît dans l'hypothèse posée au départ : "nous supposons que les produits s'échangent à leur valeur" (3). Autant dire que son objet n'est pas de s'interroger sur les conditions effectives dans lesquelles peut, ou non, s'effectuer la réalisation de la production totale; il apparaît au contraire clairement le suivant : une telle réalisation est-elle possible et quelles en sont les conditions ?

Constatant que "la reconversion en capital d'une partie de la valeur des produits, le passage d'une autre partie dans la consommation individuelle de la classe capitaliste et de la classe ouvrière constituent un mouvement à l'intérieur même de la valeur de ces produits qui sont la résultante de l'ensemble du capital; et ce mouvement est un remplacement non seulement de valeur, mais de matière, et, par suite, il est conditionné aussi bien par le rapport réciproque des composantes de valeur du produit social que par leur valeur d'usage, leur forme matérielle" (4), MARX distingue deux sections dans la production sociale : Section I des moyens de production et Section II des moyens de consommation (5).

Et il prend pour base l'exemple suivant :

$$(I) \quad 4\,000\,c + 1\,000\,v + 1\,000\,p_l = 6\,000$$

$$(II) \quad 2\,000\,c + 500\,v + 500\,p_l = 3\,000$$

(1) *Op. cit.*, p. 48.

(2) Nous aurons l'occasion de montrer ultérieurement que cette assertion n'est valable que si l'accumulation s'effectue de façon uniquement extensive (i.e : sans révolution des procès de travail); et nous verrons aussi que le choix d'une telle progression pédagogique conduit MARX à de nombreuses imprécisions dans son analyse de la reproduction élargie, bien qu'il l'envisage uniquement dans un cas extensif.

(3) *Op. cit.*, p. 47.

(4) *Op. cit.*, p. 48.

(5) MARX distingue ultérieurement deux sous-sections au sein de la Section II : celle des moyens de consommation de la classe ouvrière et celle des moyens de consommation de luxe qui n'entrent que dans la consommation de la classe capitaliste (*op. cit.*, p. 56).

Il s'agit de la valeur totale de la production d'une année exprimée en argent, faisant abstraction, dans un premier temps, de la part de la valeur transférée au produit annuel par l'usure du capital fixe pendant un an, "dans la mesure où ce capital fixe n'a pas été remplacé en nature pendant l'année même" (1).

Cette simplification effectuée provisoirement par MARX mérite d'être discutée; elle est d'abord liée au choix d'une période annuelle; les temps de rotation de certains capitaux fixes étant supérieurs à l'année, il est clair que leur remplacement "en nature" - le seul qui justifie une vente de la part des capitalistes qui font produire les moyens de travail - n'aura pas lieu, pour tous, pendant l'année. Mais alors cela devrait le conduire à faire abstraction de toute la valeur transférée au produit annuel par l'usure du capital fixe, à la seule exception du capital fixe dont la valeur est totalement transmise au cours de l'année et qui est renouvelée au cours de l'année considérée : la proposition de MARX est donc en partie fausse.

MARX ne précise pas, par ailleurs, que - se situant dans le cadre d'une reproduction stationnaire - il n'y a pas lieu de distinguer ce qui est produit au cours d'une année comme moyens de production inter-médiaires, de ce qui en est vendu d'une part, et de ce qui en est consommé d'autre part : ces trois quantités sont en effet alors égales. De façon plus générale d'ailleurs, il semble négliger deux faits :

1°/ Une partie de la production mise sur le marché pendant l'année n'a pas une valeur constituée par le seul travail de l'année (lorsque notamment la durée de rotation du capital circulant est supérieure à l'année);

2°/ Une partie du capital constant circulant et du capital variable engagés pendant l'année considérée ne se trouve pas cristallisée dans des marchandises mises sur le marché pendant l'année.

Autrement dit, il néglige le fait qu'il existe en début d'année des stocks (matières, en cours, produits finis) dans les diverses branches et de même de tels stocks à la fin de l'année. Mais cette négligence lui est permise parce qu'en reproduction simple cela ne conduit à aucun problème : le capital circulant avancé n'a pas à être augmenté (le problème est, par contre, réel en cas de reproduction élargie).

(1) *Op. cit.*, p. 50.

Ceci étant, MARX indique qu'il a retenu, par hypothèse, un schéma adapté à la reproduction simple : la réalisation de la production de la Section II est permise par la consommation des ouvriers (1 500 v) et celle de toute la plus-value (1 500 pl), tandis que parallèlement la production de la Section I est permise par le renouvellement à l'identique du capital constant des deux sections.

Il est donc nécessaire d'étudier successivement :

- l'échange entre les deux : Section I (v + pl) contre II (c)
- les échanges intérieurs à la Section II
- les échanges relatifs au capital constant de la Section I

En ce qui concerne le premier type d'échange, MARX rend compte de la circulation d'argent qui le permet comme suit :

1°/ Les capitalistes de I ont versés pendant l'année à leurs ouvriers pour 1 000 v, ce qui permet la réalisation d'une fraction (1 000) du produit de la Section II; et avec ces 1 000 livres qui refluent dans les caisses des capitalistes de II (1) ceux-ci ont pu acheter pour 1 000 de moyens de production aux capitalistes de I : ces derniers voient ainsi refluer l'argent qu'ils ont avancé pour le paiement des salaires.

2°/ La réalisation de la seconde fraction du capital marchandises de I qui correspond à la plus value globale créée dans cette section (1 000 pl) est permise dans le même temps que celle d'une deuxième fraction de 1 000 du produit de la Section II. Certains capitalistes tirent sur leur fond

(1) MARX a pris soin d'indiquer préalablement (Tome I, p. 104 E.S.) que "nous prenons l'argent sous forme d'argent métallique à l'exclusion de l'argent symbolique, des signes fiduciaires purs, qui ne sont qu'une spécialité de certains Etats, et de la monnaie de crédit, que nous n'avons pas encore développée.

de réserve, achètent et fournissent ainsi à d'autres de quoi acheter ensuite. Grâce à ces fonds de réserve les capitalistes de II achètent finalement pour 1 000 de moyens de production à I et les capitalistes de I achètent pour 1 000 de moyens de consommation à II : les fonds de réserve ne sont pas modifiés finalement.

En ce qui concerne le second type d'échange (à l'intérieur de la Section II), on a :

1°/ Les capitalistes de II ont avancé des salaires à leurs ouvriers (pour une somme de 500 livres) : ceux-ci achètent une partie de leur propre produit, c'est-à-dire des moyens de subsistance pour une valeur globale égale à (500 v). Les capitalistes II recouvrent ainsi leur avance.

2°/ Certains capitalistes puisent dans leur fond de réserve pour lancer les échanges relatifs à leur consommation propre : finalement, ceux-ci permettent la réalisation de la dernière fraction du produit de II (qui a une valeur égale à 500 pv).

En ce qui concerne enfin les échanges à l'intérieur de la Section I, la réalisation de la dernière fraction du produit de cette section (soit 4 000 livres) résulte du renouvellement des moyens de production au sein de cette section (pour 4 000 c), ces échanges se faisant toujours grâce à l'argent puisés par certains dans leur fond de réserve, etc...

Cette analyse étant faite - et elle ne soulève pas à notre avis de problème - MARX revient sur la question du capital fixe. Il constate que la valeur transmise dans les marchandises, et réalisée lors de leur vente, est thésaurisée en argent par le capitaliste concerné jusqu'à ce que le remplacement en nature d'un outil de production soit nécessaire (il ignore la possibilité du crédit). Mais en remarquant que l'année étudiée se situe dans le cours de la production capitaliste, il en résulte que, au sein des diverses branches, les outils ont des âges différents. Et comme on se trouve en reproduction simple, il en résulte finalement que les achats (remplacements en nature) sont strictement égaux à la fraction de valeur du capital fixe incluse dans la valeur des marchandises produites dans les deux sections. Ainsi, bien que MARX se soit trompé dans la formulation de l'hypothèse simplificatrice faite dans un premier temps, il "retombe sur ses pieds" à ce niveau (1).

(1) C'est du moins ce qu'il nous semble possible de conclure à la lecture des pages 98 à 117 consacrées à cette question, bien que le raisonnement de MARX soit particulièrement confus et laborieux.

MARX analyse enfin la question de la "reproduction de la matière monétaire". Il constate que la branche or occupe une place particulière parce que l'or est utilisé comme matière monétaire et que, de ce fait, il n'a pas besoin d'être réalisé comme les autres marchandises. Cependant, si MARX place justement la branche or au sein de la Section I, il ne parvient pas à montrer comment celle-ci s'insère dans le raisonnement global fait précédemment (1). Cela provient à notre avis du fait qu'il ignore "pour simplifier" (2) la demande d'or pour son usage industriel. S'il n'avait pas fait cette simplification, tout à fait contradictoire avec le fait de placer la branche or dans la Section I, il aurait dû parvenir à la conclusion suivante : pour que la reproduction simple puisse s'effectuer sans problème, il faut :

1°/ que la production annuelle d'or ne dépasse pas cette demande pour usage industriel;

2°/ qu'il n'y ait globalement (et au sein de chaque section) aucune thésaurisation d'or, ce qui est cohérent avec le fait que la masse d'or nécessaire pour la circulation dans la reproduction simple n'a pas besoin d'être augmentée dans le temps (en ignorant l'usure des pièces).

L'or jeté dans la circulation par les capitalistes de la branche or (et dont une partie passe par les mains des ouvriers qu'ils emploient) trouve alors sa contrepartie valeur dans les moyens de production renouvelés par les capitalistes de I (utilisation de l'or comme métal industriel) et de II (branche de l'orfèvrerie).

. Reproduction élargie

Dans le second temps de son analyse, MARX aborde la question de la réalisation du produit social annuel lorsque l'on prend en compte l'accumulation du capital à laquelle se livre chaque capitaliste

(1) C'est ce que R. LUXEMBOURG constate dans son livre "L'Accumulation du Capital" (op. cit., p. 83) : mais elle conclut - de façon erronée à notre avis - que la production d'or doit faire l'objet d'une troisième section spéciale.

(2) Cf. op. cit., p. 117.

individuel, c'est-à-dire la transformation en capital productif d'une partie de la plus-value monayée en argent résultant de la vente des marchandises qu'il fait produire.

Il montre d'abord que de nombreux capitalistes au sein de la Section I (A) retirent de la circulation l'équivalent en argent de la plus-value : ils la thésaurisent comme capital-argent virtuel; considérant dans un premier temps qu'il s'agit des capitalistes dont le produit-marchandise est constitué de moyens de production utilisables au sein de la seule Section I, il constate qu'au cours de la même période les capitalistes de I (B) qui ont acheté les moyens de production à d'autres (A) ont jeté de l'argent dans la circulation et n'en retirent que de la marchandise : la thésaurisation des uns (qui vendent sans acheter après) compense la déthésaurisation des autres (qui achètent sans vendre) - du moins pour ce qui va au-delà de la reproduction simple.

Ainsi, "Si le surproduit directement créé et accaparé par les capitalistes (A) (I) est la base concrète de l'accumulation capitaliste, c'est-à-dire de la reproduction élargie, bien qu'il ne fonctionne effectivement en cette qualité qu'entre les mains de B (I), il est, par contre, absolument improductif au cours de sa métamorphose en argent, en tant que trésor et capital-argent virtuel se formant petit à petit" (1).

Puis MARX indique qu'il faut aussi prendre en compte la transformation d'une fraction de la plus-value en capital variable additionnel : mais il ne développe pas ce point.

Il aborde ensuite le fait que les A (I) monayent aussi leur surproduit (c'est-à-dire la fraction de leur production dont la valeur est égale à leur plus-value) auprès de capitalistes de II qui vont élargir leur production. Ceci le conduit finalement à constater que le produit-marchandise de la Section II doit être relativement moins important par rapport à celui de la Section I qu'il ne l'était dans la reproduction simple : sinon la vente unilatérale de (A) empêche la réalisation d'une part du produit-marchandise de II.

(1) *Op. cit.*, p. 144.

Cela lui permet de produire un schéma pouvant servir de base à la reproduction élargie. Et il montre comment l'ensemble du produit peut être réalisé grâce à l'accumulation dans (I) et (II) d'une fraction de la plus-value en capital constant d'une part, en capital variable d'autre part (1). Il note bien en effet "Ce n'est pas le capitaliste I qui achète à II des moyens de subsistance ou les accumule en les destinant à la force de travail supplémentaire qu'il compte employer (...). Ce sont les ouvriers eux-mêmes qui traitent avec II. (...) Sa première opération est d'accumuler le capital-argent nouveau nécessaire à l'achat d'une force de travail supplémentaire. Dès qu'il a incorporé cette force de travail à son capital

(1) Il retient d'abord l'exemple suivant (où les compositions organiques ne sont pas identiques) :

$$I \quad 4\,000\,c + 1\,000\,v + 1\,000\,pl = 6\,000$$

$$II \quad 1\,500\,c + 750\,v + 750\,pl = 3\,000$$

Il admet que, dans I, la moitié de la plus-value est accumulée. Cela conduit donc à ce que la demande adressée à I au titre de l'achat de moyens de production par I soit de 4 000 + 400, et que la demande adressée à II au titre des décisions des capitalistes I soit de (1 000 + 100 + 500). (Les 500 de plus-value accumulée doivent en effet, sans changement de la composition organique, se répartir en + 400 de capital constant additionnel et + 100 de capital variable additionnel).

Il constate alors que, pour que toute la production soit réalisée, les capitalistes de II doivent accumuler pour 150 de leur plus-value, se répartissant en 100 de capital constant supplémentaire et 50 de capital variable supplémentaire, et qu'en conséquence ils doivent consommer 600 de cette plus-value.

On a bien alors :

$$\text{Réalisation du produit de la Section I : } 6\,000 = 4\,000 + 400 + 1\,500 + 100$$

$$\text{Réalisation du produit de la Section II : } 3\,000 = 1\,000 + 100 + 500 + 750 + 50 + 600$$

Et en prolongeant, il parvient à une progression différente des deux sections. On doit noter que, dans cet exemple, le pourcentage de plus-value consommé dans chaque section n'est pas égal. Nous reviendrons ultérieurement sur cette question soulevée par R. LUXEMBOURG.

productif, l'argent devient moyen d'achat de marchandises de II pour cette force travail, qui doit trouver sous la main ses moyens de consommation" (1). Les capitalistes de II accumulent donc en moyens de production l'équivalent du capital variable additionnel de I.

C'est cette constatation finale qui permet à MARX de répondre aux questions qu'il a lui-même posées dans son développement précédent - développement qui justement faisait abstraction du capital variable additionnel devant être engagé par les capitalistes de la Section I.

Cela permet notamment de comprendre comment MARX se sort finalement de la question des stocks. Constatant que l'accumulation d'une partie de la plus-value en moyens de production en I a pour conséquence d'empêcher la réalisation d'une fraction du produit-marchandise de la Section II (à l'étape de son raisonnement où il avait conservé la proportion de la reproduction simple et où il n'avait pas encore considéré qu'une partie aussi de la plus-value devait être transformée en capital variable), il concluait que ce stock était nécessaire pour la continuation de la reproduction - "un élément nécessaire que nous avons négligé jusqu'ici" : en effet, ce sont les biens de subsistance nécessaires pour l'emploi d'un nombre additionnel de travailleurs dans la Section I. Mais MARX va plus loin : il indique qu'il existe toujours des stocks de produits finis non encore vendus en fin d'année, et que s'il reste des produits finis pour II, cela "suppose une provision antérieure de marchandises I". Et il conclut "lorsque nous analysons la reproduction annuelle, prise dans son expression la plus abstraite, nous devons barrer ce stock dans les deux cas : d'une part en laissant à cette année toute sa production, c'est-à-dire en y comprenant le stock de marchandises qu'elle laisse à l'année suivante; d'autre part, en lui retirant la provision de marchandises qu'elle a reçue de l'année précédente. Il nous reste alors comme objet de notre analyse le produit total d'une année moyenne" (2).

Ainsi, est-ce à propos d'une difficulté provenant uniquement d'un "élément négligé jusqu'alors", que MARX donne l'impression de découvrir une difficulté beaucoup plus importante; comme c'est souvent le cas il y répond par une formulation lapidaire qui semble permettre de résoudre cette difficulté (3) : ainsi les produits-marchandises

(1) *Op. cit.*, p. 160.

(2) *Op. cit.*, p. 151.

(3) L'expression "année moyenne" doit être entendue, d'après nous, comme une année dans laquelle les stocks à l'entrée et à la sortie de l'année - qui ne sont pas égaux en reproduction élargie - sont des stocks moyens, résultant uniquement des temps moyens de rotation (temps de production et délais "normaux" de circulation), à l'exclusion de tout stockage excédentaire.

"annuels" dont il est question comprendraient tous les produits dont la production est engagée dans l'année, et ne comprendraient pas ceux qui, bien que mis sur le marché pendant cette année, ont vu leur production débiter avant le début de celle-ci; les échanges considérés ne se résolveraient donc pas tous pendant l'année considérée. Ceci est contradictoire avec de nombreuses autres formulations (du moins pour la reproduction élargie) qui font état de la circulation qui a lieu pendant l'année. Nous nous permettons donc de conclure que MARX n'a pas résolu cette difficulté, ouvrant ainsi la porte à une lecture "classique" des schémas de la reproduction, soit notamment une lecture qui revient à admettre que les salaires versés pendant l'année permettent la réalisation de la production de cette même année - production qui correspondrait au travail fourni pendant cette année et dont les salaires versés seraient la rémunération. Une telle lecture conduit à considérer les schémas de la reproduction comme la meilleure explicitation du "noyau dur de la Loi des débouchés", c'est-à-dire de l'égalité "production = revenus".

Si nous constatons de plus que MARX n'a pas traité des problèmes posés par le capital fixe dans le cas de la reproduction élargie, nous sommes conduits à marquer de façon nette les limites de sa propre analyse. Celles-ci tiennent à notre avis au fait qu'il ne reprend pas, dans le cadre de la reproduction sociale, l'ensemble des éléments qu'il a dégagés au niveau de l'analyse de la reproduction d'un capital individuel - soit plus précisément tout ce qui touche à la diversité des temps de rotation.

En choisissant l'année comme période de référence - pour se situer sur le même terrain que ses prédécesseurs - les physiocrates, Adam SMITH et RICARDO - il "saute" une étape indispensable : certes l'année correspond au temps de rotation du capital dans de nombreux domaines de l'agriculture (1), mais elle n'est pas la période adéquate pour toutes les autres branches. Du moins n'en existe-t-il pas qui conduise à poser le problème soulevé en termes simples. C'est seulement en faisant abstraction dans un premier temps des différences touchant aux temps de rotation que celui-ci peut être d'abord posé dans toute sa pureté.

Il nous paraît donc indispensable de produire dès maintenant une telle phase intermédiaire de l'analyse : elle nous permettra de déboucher sur une lecture particulière des schémas marxistes en termes annuels, ou encore à mettre en lumière en quoi ils reviennent effectivement à envisager la dynamique économique en rupture complète avec la pensée classique.

(1) Cf. *op. cit.*, p. 143.

. Une étape intermédiaire pour comprendre les schémas marxistes de la reproduction

Cette étape intermédiaire revient, comme nous venons de l'indiquer, à faire abstraction des différences touchant les temps de rotation. Elle se décompose en deux volets :

- un premier volet consistant à poser la reproduction sociale en termes de phases successives de production et de dates uniques de réalisation.
- un second volet revenant à franchir une première étape dans l'analyse du caractère permanent de la reproduction.

En plus des simplifications retenues par MARX (la seule monnaie est l'or, il n'y a pas de révolution de valeur, les échanges se font à des prix égaux aux valeurs d'échange) nous ajoutons celles-ci :

- le temps de production est le même dans chaque branche (ou, rappelons-le, il n'existe qu'un seul type de procès de travail).
- toutes les durées de vie des équipements fixes sont égales ; de plus cette durée unique de rotation du capital fixe est égale à la durée des procès de production (1).
- tous les moyens de production intermédiaires, détruits en tant que valeurs d'usage spécifiques au cours du procès de production de la marchandise, doivent être disponibles au début de leur fabrication.
- le paiement des salaires s'effectue à l'embauche et ceux-ci sont versés pour une durée d'emploi de la force de travail égale au temps unique de production.

(1) Autrement dit : chaque procès de travail conduit à la production d'une seule marchandise, cette production entraînant l'usure complète des moyens de travail servant à sa production (on ignore donc les productions continues).

1er Volet : reproduction discontinue du capital social

Nous supposons à cette étape que tous les procès de travail sont mis en oeuvre à une date donnée (t_0) et que toutes les marchandises produites sont mises sur le marché et vendues à la date (t_1), telle que la durée ($t_0 \rightarrow t_1$) soit égale au temps unique de rotation considéré (nous supposons que les temps morts de circulation sont nuls).

La circulation réalisée à la date t_0 a eu pour conséquence :

- de fournir à chaque capitaliste les moyens de production et les formes de travail dont il a besoin.
- de mettre à la disposition des ouvriers embauchés un stock de moyens de subsistance pour vivre pendant la période $t_0 \rightarrow t_1$.
- et aussi de mettre dans les mains des divers capitalistes un stock de moyens de consommation.

Il ne reste plus de capital-marchandise non réalisé.

La production s'effectue pendant la période considérée en sorte qu'à la date t_1 sont mis sur le marché les capitaux-marchandises suivants :

$$\left. \begin{array}{l} \text{(I)} \quad C_I + V_I + PV_I = M_I \\ \text{(II)} \quad C_{II} + V_{II} + PV_{II} = M_{II} \end{array} \right\} \text{ période (1)}$$

La réalisation de ces marchandises est permise par la reprise de la production sur une échelle élargie pour la période (2)

- a) les capitalistes de I se portent demandeurs de moyens de production pour : $C_I(1) + \Delta C_I(1) = C_I(2)$

Les capitalistes de II, pour : $C_{II}(1) + \Delta C_{II}(1) = C_{II}(2)$

on admet que : $C_I(2) + C_{II}(2) = M_I(1)$

- b) les capitalistes de I réembauchent des ouvriers en nombre plus important, ce qui conduit à ce que ceux-ci se portent demandeurs auprès des capitalistes de II pour $V_I(1) + \Delta V_I(1) = V_I(2)$, en admettant que les salaires sont inchangés.

les capitalistes de II réembauchent des ouvriers en plus grand nombre, en rapport avec l'augmentation de leur capital constant : ceux-ci vont donc adresser une demande aux capitalistes II pour : $V_{II}(1) + \Delta V_{II}(1) = V_{II}(2)$.

les capitalistes de I et II se portent demandeurs de biens de consommation individuelle (1) pour la fraction de leur plus-value qu'ils n'ont pas accumulée, soit : $CC_I(2) + CC_{II}(2)$

il en résulte que : $V_I(2) + V_{II}(2) + CC_I(2) + CC_{II}(2) = M_{II}(1)$.

Toute la production a bien circulé (2).

Cette circulation est concrètement permise par l'existence d'une masse d'or disponible à la fin de la circulation de la date t_0 , et par la production d'or de la période 1 : elle est initiée par les capitalistes producteurs d'or (une branche du secteur I) qui achètent des moyens de production, des forces de travail et des objets de consommation, ainsi que par d'autres qui puisent dans leur stock initial avant de vendre (3)

(1) On ignore, comme K. MARX le fait, la consommation improductive collective.

(2) Notre problème n'est pas ici d'étudier les relations nécessaires pour qu'il en soit ainsi.

(3) Nous avons fait ici l'hypothèse que toute la production d'or était utilisée pour des besoins industriels (c'est ce qui résulte de l'égalité $C_I(2) + C_{II}(2) = M_I(1)$, la branche or étant dans la Section I). La même masse de numéraire qu'à la date t_0 sert donc à la circulation d'une valeur capital-marchandise plus importante à t_1 qu'à t_0 . Si l'on voulait tenir compte des nécessités de la circulation - soit, à vitesse de circulation donnée, du fait que chaque capitaliste accroît son propre fond de réserve - il conviendrait de rendre un peu plus complexe notre schéma, en distinguant au sein de $M_I(1)$ la fraction qui se retrouvera finalement en accroissement du fonds de réserve, soit $a.M_{or}(1)$ et en écrivant dès lors :

$$C_I(2) + C_{II}(2) = M_I(1) - a.M_{or}(1)$$

$$CC_I(2) + CC_{II}(2) + a.M_{or}(1) = PV_I(1) + PV_{II}(1) - \Delta C_I - \Delta C_{II} - \Delta V_I - \Delta V_{II}$$

(suite de la note page suivante)

../..

Et ainsi de suite de périodes en périodes.

Les conclusions que nous pouvons tirer d'une telle analyse schématique sont les suivantes, d'une part :

- ce sont les salaires versés au titre de la production faite pendant la seconde période qui permettent la réalisation d'une fraction du produit de la première période, et non les salaires versés au titre de la production de cette première période.
- de même, ce sont les achats de moyens de production pour celle de la seconde période qui permettent la réalisation du produit de la Section I relatif à la première période.

(suite de la note (3) de la page précédente)

Ceci exprime qu'une partie de la plus-value de chaque capitaliste une fois réalisée en or est conservée sous cette forme pour les besoins d'une circulation plus importante, le total étant a.M_{or}(1) : il ne s'agit pas alors d'une "thésaurisation".

Tout le produit est encore bien réalisé.

Comme nous utiliserons ultérieurement cette schématisation en périodes discontinues pour une circulation permise uniquement avec de la monnaie bancaire, nous avons préféré retenir ici cette hypothèse simplificative.

(Ces deux conclusions sont la conséquence de l'existence d'une certaine durée du procès de production) (1).

(1) Ces conclusions permettent, à notre avis, de réfuter totalement la "découverte" que croit faire A. EMMANUEL lorsqu'il avance que "la source de toutes les difficultés de la réalisation dans le système capitaliste" nait du déséquilibre entre "la valeur d'offre de la production et le pouvoir d'achat effectif qui permet de l'acheter", ce qui le conduit à dire que ce déséquilibre "se manifeste dans la réalité comme une tendance structurelle à la surproduction".

Il a certes raison de constater qu'une partie des revenus en argent qui sont issus de la production n'existent pas avant la vente en tant que pouvoir d'achat : en l'occurrence le profit d'entreprise n'est disponible qu'après la vente.

Mais il s'appuie sur une schématisation de la vie économique qui renvoie en fait au noyau dur de la loi des débouchés. Il avance en effet :

"En partant d'une situation d'équilibre dans laquelle notre système dispose d'un stock d'équipements et de matières juste suffisant pour entamer son cycle de production, dans laquelle par conséquent il n'y a, au début du cycle, ni marchandises invendues ni pouvoir d'achat insatisfait; nous pouvons, à la fin du cycle, déduire du nouveau produit qui est mis en vente la première composante de la valeur, celle qui correspond au capital constant consommé, puisque la consommation intermédiaire et l'usure des équipements détruisent autant de valeur qu'elles en créent. Cette partie ne fait que reconstituer le stock initial que nous avons considéré comme indispensable pour la continuation de la production et qui ne donne plus lieu à aucune transaction d'échange. Il s'en suit que, pour ce qui concerne l'équilibre entre l'offre et la demande, cette partie peut être considérée soit comme nulle, soit comme automatiquement réalisée à la fin du cycle par des échanges entre les capitalistes".

"Nous aurons donc à ce moment du produit additionnel mis en vente et offert par ses détenteurs à un prix global égal à $v + pl$, c'est-à-dire à la "valeur ajoutée" dans le processus de production qui vient de se terminer. En face de cette offre, nous aurons au même moment une "demande effective", un pouvoir d'achat, mais - c'est ici le point crucial de la question - ce pouvoir d'achat ne sera point constitué par la somme totale des revenus correspondant à cette production, comme les classiques l'ont imaginé, mais par la seule somme des revenus distribués antérieurement, (...). En d'autres termes, la production nette est supérieure au pouvoir d'achat qu'elle-même a créé, et la différence est égale au "profit d'entreprise" (...). Il faudrait que les capitalistes dépensent (...) leurs profits avant de les réaliser; il faudrait qu'ils fassent ce qu'on appelle communément de l'overtrading" (op. cit., pp. 211, 212, 213).

(suite de la note page suivante)

.../...

2ème Volet : reproduction continue du Capital
Social

Nous considérons maintenant que les procès de travail sont mis en oeuvre à des dates diverses dans le temps. Nous abordons ainsi le caractère continu de la reproduction, en ignorant du même coup les branches pour lesquelles la date de mise en oeuvre est imposée par la nature. Nous ne nous intéressons par ailleurs qu'aux conditions de la réalisation du Capital-Marchandise mis normalement sur le marché pendant une courte période : il n'est donc issu que de certains procès de travail seulement. Nous n'avons dès lors pas à considérer le contenu en nature de ce flux de produit marchand.

Nous admettons seulement que la circulation s'effectue à des prix égaux aux valeurs d'échange en or (inchangées dans le temps). Quelles sont les relations globales qui naissent de la reproduction des capitaux sur cette courte période ?

- + la première relation s'obtient à partir des échanges qui ont lieu sur le marché pendant cette courte période (dt) : le flux en argent des ventes totales (non compris l'or produit) qui ont lieu sur cette courte période est égal à la somme du flux des achats de moyens de production de

(suite de la note (1) de la page précédente)

la position d'A. EMMANUEL selon laquelle à chaque période c'est la fraction du produit correspondant à la plus-value globale (et non au seul accroissement de plus-value) dont la réalisation est problématique sans débouchés extérieurs. Mais justement ce qui est en question chez l'un et l'autre concerne :

1/ Le fait qu'ils admettent le caractère automatique d'une partie de la réalisation sur la base d'un bouclage - pour les achats de moyens de production et les dépenses des travailleurs - entre la production brute globale et les revenus qu'elle crée; ce en quoi ils ne rompent pas avec toute l'économie politique dominante (classique, néo-classique ou keynésienne).

2/ Le fait qu'ils raisonnent comme si la monnaie n'existait pas, comme si c'était un simple voile, en ne distinguant pas flux de revenus et stocks de moyens de paiement : ce n'est jamais directement un flux de revenus qui permet d'acheter, mais l'utilisation d'un stock existant, celui-ci étant continuellement réalimenté par le flux de revenus.

certains capitalistes (moyens de travail et biens intermédiaires), du flux des achats des salariés en biens de consommation et du flux des achats de consommation des capitalistes sur la même courte période (1).

on peut l'écrire :

$$L'(t)dt = Q(t)dt + QS(t)dt + QC(t)dt \quad (i)$$

- + la seconde relation s'obtient en considérant l'équilibre global des comptes de tous les capitalistes : le total de leurs dépenses sur la courte période considérée (flux des achats de moyens de production plus flux des salaires versés plus flux des achats de consommation propre), auquel il convient d'ajouter l'accroissement d'encaisses de leur masse monétaire sur cette courte période, est nécessairement égal au flux d'argent obtenu sur la même période au titre de leurs ventes plus l'or produit (et disponible) sur cette courte période.

on peut l'écrire :

$$\underbrace{Q(t)dt + W(t)dt + QC(t)dt}_{\substack{\text{total des dépenses} \\ \text{des capitalistes sur} \\ (t, t + dt)}} + d\bar{M}_c(t) = L'(t)dt + L \text{ or}(t) \quad (ii)$$

- + la troisième relation s'obtient en considérant l'équilibre global des comptes des ouvriers : le flux total de leurs achats de consommation sur la courte période (t, t + dt) plus l'augmentation d'encours de leurs avoirs monétaires sur cette période est égal au flux de salaires que certains reçoivent.

(1) Nous faisons ici abstraction de l'or acheté pour un usage industriel.

on peut l'écrire :

$$QS(t)dt + d\bar{M}_s(t) = W(t)dt \quad (iii)$$

Remarque : la mise en parallèle de ces trois relations fait clairement ressortir que l'accroissement de l'encours de la masse monétaire (or) est égal aux "ventes" de la branche or :

$$\text{soit : } d\bar{M}_c(t) + d\bar{M}_s(t) = L_{or}(t)dt$$

(avec notre simplification selon laquelle l'or n'est pas utilisé industriellement).

Ces trois relations sont tout à fait générales : elles ne relèvent pas de l'hypothèse faite d'un temps unique de rotation : bien plus ce sont les seules qui peuvent être déduites de l'entrelacement des cycles des capitaux individuels : le flux des ventes y apparaît fondamentalement comme le revenu, tandis que le profit n'y est pas présent en tant que tel.

Elles peuvent par contre être complétées par deux relations de définition : du flux de production et du flux de profit.

Le flux de production sortant sur la courte période considérée peut être mesuré en valeur : il est alors égal aux flux des ventes sur cette courte période (y compris les "ventes" de la branche or) plus l'augmentation du stock de produits finis, celle-ci étant mesurée en valeur (la valeur cristallisée dans ceux-ci).

on peut l'écrire :

$$P(t)dt = L(t)dt + d\bar{S}_2(t) \text{ avec } L(t)dt = L'(t)dt + L_{or}(t)dt$$

(Du moins est-ce le cas puisque nous prenons prix = valeur d'échange).

Le flux de profit (net) réalisé sur la courte période considérée naît du flux global des ventes (y compris "ventes" d'or) qui ont lieu sur celle-ci. Avant il n'existe que potentiellement dans les marchandises produites et non encore vendues. Il est égal à la plus-value contenue dans le flux global des ventes : il est donc égal à la différence entre le flux global des ventes $s_{ur}(t, t + dt)$ et le total des achats de moyens de production et de forces de travail effectués au titre de ces marchandises vendues. C'est à ce niveau que l'hypothèse d'un temps unique de production nous est utile ; encore convient-il de procéder en plusieurs étapes :

1ère étape : nous supposons que les temps morts normaux de circulation à l'entrée et à la sortie sont nuls et que toute la production est vendue : autrement dit, il n'y a pas de stock de produits finis.

Alors le flux de marchandises vendues sur la courte période $(t, t+dt)$ a donné lieu, pour leur production, à des dépenses au titre des moyens de production et des forces de travail égales aux flux globaux d'achats et de salaires sur la courte période antérieure du temps unique de production - soit sur la période $(t-1, t-1+dt)$, si l'on retient comme unité de temps ce dernier.

On a donc comme mesure du flux de profit (plus-value réalisée) :

$$Pf(t)dt = L(t)dt - [Q(t-1)dt + W(t-1)dt]$$

Il est égal à la plus-value produite, et cristallisée, dans le flux de marchandises concernées puisque nous avons supposé que (prix = valeur d'échange) et que la valeur de la force de travail reste inchangée.

De plus la valeur du flux de production est égale à celle du flux des ventes. On a :

$$P(t)dt = L(t)dt$$

On constate que :

- 1°) les revenus finalement distribués au titre du flux de production sortant sur la courte période $(t, t+dt)$ sont bien égaux à la valeur ajoutée dans la production.

On a :

$$Pf(t)dt + W(t-1)dt = P(t)dt - Q(t-1)dt$$

revenus finalement	valeur ajoutée
distribués	dans la production

Cela résulte de la définition même du profit et de l'hypothèse selon laquelle les prix sont égaux aux valeurs d'échange.

Encore convient-il cependant de remarquer que le flux global de profit n'est pas distribué avant la vente : ce n'est en fait qu'un solde, le flux de revenus fondamental étant le produit des ventes.

2°) mais la somme des salaires et profits distribués sur cette courte période n'est pas égale à la valeur ajoutée globale contenue dans le flux de production sortant sur celle-ci.

En effet, cette somme des flux de salaires et de profits est égale à cette valeur ajoutée plus la variation des flux de salaires entre la période $(t-I, t-I+dt)$ et la période $(t, t + dt)$.

On a :

$$W(t)dt + Pf(t)dt = [L(t)dt - Q(t-I)dt] + [W(t)dt - W(t-I)dt]$$

La fameuse égalité "produit = revenus" constituant le "noyau dur" de la Loi des débouchés que même KEYNES n'a pas remis en cause n'est donc pas vérifiée, et ceci ne relève aucunement de l'argument avancé par A. EMMANUEL selon lequel le profit n'est pas distribué avant la vente.

Pour que cette égalité soit vérifiée, il faudrait que l'on ait affaire à une reproduction stationnaire (soit : $W(t) = W(t-I)$; $Q(t) = Q(t-I)$)

Et cette prétendue égalité n'est pas plus vérifiée si l'on totalise les flux considérés sur une période quelconque (1).

(1) Ainsi, le flux annuel de "salaires + profits" sera :

$$\int_t^{t+x} [W(\theta) + Pf(\theta)] d\theta = \int_t^{t+x} L(\theta) d\theta - \int_{t-1}^{t-1+x} Q(\theta) d\theta + \int_t^{t+x} [W(\theta) - W(\theta-1)] d\theta$$

où x représente le nombre de rotations qui ont lieu sur une année (l'unité de temps étant le temps unique de rotation).

Remarquons bien que nous avons parlé de "salaires plus profits" distribués sur la période concernée et non de "pouvoir d'achat distribué" sur cette courte période.

Seul le flux de masse salariale peut être considéré comme un pouvoir d'achat distribué, au sens strict du terme ; le profit n'en est pas un, en ce sens qu'il se calcule après coup comme la différence entre prix de vente et prix de revient (1) :

Pour chaque capitaliste - si nous raisonnons comme MARX en faisant abstraction du capital de prêt - son "pouvoir d'achat" en argent naît du produit de ses ventes, et non de son seul profit.

On pourrait nous objecter que cette négation de l'égalité ($Y = R$) repose sur notre hypothèse de départ selon laquelle le salaire est payé au départ et pour une durée égale à celle du procès de production. En effet, si le flux global de salaires versés sur la courte période ($t, t + dt$) était celui qui correspondait au paiement des salariés au titre de leur emploi pour la production mise sur le marché au même moment, soit s'il n'y avait nulle part avance d'argent au titre des salaires, on retrouverait la fameuse "égalité" : salaires + profit = valeur ajoutée dans la production (tous ces flux étant ceux d'une période donnée).

C'est à notre avis l'inverse qui est vrai à savoir que seule une telle hypothèse contraignante, et niant la réalité même du capitalisme, peut justifier de retenir $Y = R$: on constate en effet que cette "égalité" n'est pas vérifiée dès que les salaires sont versés avant (ou après) la fin du procès de production (et donc, ici, la vente) et ceci, quelque soit la durée pour laquelle ils sont versés.

(1) Les intérêts et dividendes ne sont évidemment pas pris en compte dans ce prix de revient. Ceux-ci sont certes un "revenu distribué" (aux prêteurs) mais il est clair qu'ils n'épuisent pas le profit. Du moins le justifions-nous plus loin.

La seule égalité que nous avons mise en évidence à partir de la relation définissant le reflux de profit peut encore s'écrire :

$$Q(t)dt + W(t)dt + Pf(t)dt = L(t)dt + d\bar{S}_1(t)$$

$$\text{avec } d\bar{S}_1(t) = [Q(t) + W(t) - Q(t-1) - W(t-1)]dt$$

Si l'on décompose de plus le flux d'achat des moyens de production en un flux d'achat des moyens de travail (capital fixe) et un flux d'achat des biens intermédiaires (capital constant circulant), on peut encore écrire cette relation :

$$W(t)dt + QI(t-1)dt + Pf(t)dt = [L(t)dt - QI(t)dt] + d\bar{S}'_1(t)$$

$$\text{avec } d\bar{S}'_1(t) = [W(t) + QI(t) - W(t-1) - QI(t-1)]dt$$

Cette relation signifie que :

le flux de salaires plus le reflux de profit brut est égal au flux des ventes (ou encore de production finie) moins le flux d'achat de biens intermédiaires du même moment, plus l'augmentation en valeur du stock d'en cours de fabrication (soit l'augmentation sur la courte période considérée du capital circulant) (1) (2)

- (1) Ce stock (ou montant du capital circulant à la date t lorsqu'il n'y a pas de temps morts de circulation) est en effet :

$$\bar{S}'_1(t) = \int_{t-I}^t [W(\theta) + QI(\theta)]d\theta$$

$$\text{ce qui donne : } d\bar{S}'_1(t) = [W(t) - W(t-1)] + [QI(t) - QI(t-1)]$$

- (2) Si l'on définit le "flux de production" sur $(t, t+dt)$ par :

$$L(t)dt + d\bar{S}'_1(t)$$

on parvient bien à la relation de base de toute comptabilité nationale, à savoir : salaires + profits bruts = "valeur ajoutée brute".

Mais il faut bien voir que cette notion de "valeur ajoutée brute" sur une période n'a d'autre sens que celui qui résulte de cette définition : c'est une identité qui ne peut en rien nous servir pour l'étude de la réalisation.

On peut d'autre part déduire des trois premières relations (i) (ii) (iii) et de celle qui définit le reflux de profit (net) à cette première étape, l'égalité entre flux d'épargne nette et flux d'investissement net.

On obtient en effet :

$$Pf(t)dt - QC(t)dt + d\bar{M}_s(t) = d\bar{S}_1(t) + L_{or}(t)dt$$

flux d'épargne des capitalistes	flux d'é- pargne des sala- riés	investissement net global
------------------------------------	--	------------------------------

On peut encore l'écrire, en termes bruts :

$$Pf(t)dt + OF(t-1)dt - QC(t)dt + d\bar{M}_s(t) = OF(t)dt + d\bar{S}'_1(t) + L_{or}(t)dt$$

épargne brute des capitalistes	épargne des sa- lariés	flux d'in- vestisse- ment fixe brut	aug. du capital circu- lant	aug. du fond de réserve
-----------------------------------	------------------------------	--	--------------------------------------	-------------------------------

L'égalité "épargne = investissement" ne doit donc pas être remise en cause, dès lors qu'on n'oublie pas d'inclure dans "l'investissement" l'augmentation du capital circulant et celle des fonds de réserve d'argent (du moins à cette première étape de notre analyse)(1)

2ème étape : nous supposons maintenant qu'il existe des délais normaux de circulation à la sortie (tous égaux) et que la production est écoulee sans délai anormal.

(1) Il nous semble que telle est bien la relation que retient KEYNES. Comment peut-il alors retenir aussi $Y = R$? Cela provient, comme nous l'avons montré dans une note précédente, de la définition particulière de Y qui doit en fait être retenue pour pouvoir poser $Y = R$: nous avons vu qu'il ne s'agissait pas de la valeur ajoutée incluse dans la production mise sur le marché.

Le flux de capital-marchandises vendu sur la courte période $(t, t+dt)$ a alors donné lieu, pour sa production, à des dépenses au titre des achats de moyens de production et des salaires égaux aux flux d'achats et de salaires sur la courte période antérieure du temps unique de rotation (temps de production plus délai de réalisation normal).

Le flux de profit est donc :

$$Pf(t)dt = L(t)dt - W(t-1-v_2) - Q(t-1-v_2)$$

Il s'agit bien ici du flux de profit réalisé en argent, et non du flux de plus-value contenue dans le flux de production finie sortant sur la même période.

$$\text{On a en effet : } P(t)dt = L(t)dt + d\bar{S}_{2n}^*$$

où : $P(t)dt$ est le flux de production finie

$d\bar{S}_{2n}^*$ est l'accroissement en valeur du stock de produits finis (1)

Le flux de salaires versés sur $(t, t+dt)$ plus le flux de profit réalisé sur la même période est égal, à cette deuxième étape, à la valeur ajoutée incluse dans la production vendue plus la variation du flux des salaires entre la date $(t-1-v_2)$ et la date t , soit :

$$W(t)dt + Pf(t)dt = [L(t) - Q(t-1-v_2)]dt + [W(t) - W(t-1-v_2)]dt$$

On a donc une extension de notre conclusion précédente concernant la critique de l'égalité $(Y = R)$.

(1) Ce stock a pour valeur à la date t :

$$\bar{S}_{2n}^*(t) = \int_{t-v_2}^t P(\theta) d\theta = \int_{t-1-v_2}^{t-1} [Q(\theta) + W(\theta) + Pl(\theta)] d\theta$$

si $Pl(\theta)$ est la plus-value qui est tirée du capital variable $W(\theta)$. Il ne doit pas être confondu avec le capital circulant supplémentaire qui doit être avancé pour le délai de circulation à la sortie, celui-ci ayant pour montant à la date t :

$$\bar{S}_{2n}'(t) = \int_{t-v_2-1}^{t-1} [QI(\theta) + W(\theta)] d\theta$$

Cette égalité peut être transformée en la suivante :

$$W(t)dt + QF(t-1-v_2)dt + Pf(t)dt = [L(t) - QI(t)]dt + d\bar{S}'_1(t) + d\bar{S}'_{2n}(t)$$

où : $[QF(t-1-v_2)dt + Pf(t)dt]$ est le reflux de profit brut sur dt

$d\bar{S}'_1(t)$ est l'accroissement du capital circulant engagé au titre de la production en cours de fabrication :

$$[d\bar{S}'_1(t) = QI(t) + W(t) - QI(t-1) - W(t-1)]$$

$d\bar{S}'_{2n}(t)$ est l'accroissement du capital circulant engagé au titre des produits finis;

$$[d\bar{S}'_{2n} = QI(t-1) + W(t-1) - QI(t-1-v_2) - W(t-1-v_2)] (1).$$

L'égalité "épargne = investissement" s'obtient comme à la première étape, à partir notamment de cette relation précédente; on a :

$$\underbrace{Pf(t)dt + QF(t-1-v_2)dt - QC(t)dt}_{\text{flux d'épargne brute des capitalistes}} + \underbrace{d\bar{M}_s(t)}_{\text{flux d'épargne des salariés}}$$

$$= \underbrace{QF(t)dt}_{\text{flux d'investissement fixe brut}} + \underbrace{d\bar{S}'_1(t)}_{\text{augmentation du capital circulant au titre des produits en cours de fabrication}} + \underbrace{d\bar{S}'_{2n}(t)}_{\text{augmentation du capital circulant au titre du stock de produits finis}} + \underbrace{L_{or}(t)dt}_{\text{augmentation des fonds de réserve}}$$

-
- (1) On peut, à partir de cette relation, préciser la signification de la notion de "valeur ajoutée brute" de la comptabilité nationale, et mesurer du même coup la contradiction qui naît entre celle qui est obtenue à partir du tableau d'échange interindustriel (production moins consommations intermédiaires) et celle qui est obtenue à partir des revenus. Nous consacrons un addendum à cette question à la fin de ce chapitre.

Elle fait apparaître, comparée à celle dégagée à la première étape, que "l'investissement" contient aussi l'augmentation normale du capital circulant.

3ème étape : Nous admettons maintenant que sur la courte période $(t, t+dt)$ une partie du capital-marchandises devant être normalement vendue ne l'est pas (alors que cela n'avait pas eu lieu jusqu'à la date t) (1)

Le flux de profit réalisé est alors inférieur à ce qu'il était à l'étape précédente (2ème étape).

$$\text{On a : } Pf(t)dt = L(t)dt - \alpha [W(t-1-v_2) + Q(t-1-v_2)]$$

si $L(t)dt$ est le flux effectif des ventes (flux inférieur à ce qu'il était à la 2ème étape) et si α est justement la proportion entre les deux ($\alpha < 1$).

On trouve de nouveau que le flux de masse salariale, plus le flux de profit réalisé n'est pas égal à la valeur ajoutée incluse dans la production vendue.

$$\text{On a : } W(t)dt + Pf(t)dt = [L(t) - \alpha Q(t-1-v_2)]dt + W(t) - \alpha W(t-1-v_2)$$

Cette somme n'est pas non plus égale à la valeur ajoutée incluse dans la production qui pourrait normalement être vendue.

(1) Nous admettons par contre toujours que les prix restent égaux aux valeurs d'échange, bien qu'une telle hypothèse soit contradictoire avec l'évolution supposée.

Comme précédemment on peut écrire :

$$W(t)dt + \alpha QF(t-1-v_2)dt + Pf(t)dt = [L(t) - QI(t)]dt + d\bar{S}'_1(t) + d\bar{S}'_{2n}(t) + d\bar{S}'_{2i}(t)$$

où : $d\bar{S}'_{2i}(t)$ est l'augmentation du capital circulant résultant des invendus (1).

L'égalité "épargne = investissement" devient dans ce cas :

$$\underbrace{\alpha QF(t-1-v_2) + Pf(t)dt - QC(t)dt}_{\text{flux d'épargne brute des capitalistes}} + d\bar{M}_s(t) = QF(t)dt + d\bar{S}'_1(t) + d\bar{S}'_{2n}(t) + d\bar{S}'_{2i}(t) + L_{or}(t)dt$$

Cette égalité reste donc vérifiée, mais à une double condition :

1°) le flux d'épargne brute n'inclut que la fraction du capital fixe transmise dans les seules marchandises vendues : la fraction restante $((1-\alpha)QF(t-1-v_2))dt$ reste engagée ; elle constitue une partie de la valeur des invendus, qui n'est cependant pas incluse dans $d\bar{S}'_{2i}(t)$ puisqu'il s'agit, ici, du seul capital circulant engagé en plus.

2°) on doit faire figurer dans "l'investissement" cet accroissement du capital circulant nécessité par les invendus

Mais cette égalité permet aussi de faire le lien entre invendus et thésaurisation. Un tel stock d'invendus résulte en effet d'un flux de demande globale sur la courte période $(t, t+dt)$, inférieur à ce qu'il était dans le cadre de notre seconde étape .

(1) On a, puisque $\bar{S}'_{2i}(t) = 0$, $d\bar{S}'_{2i}(t) = (1-\alpha)[QI(t-1-v_2) + W(t-1-v_2)]dt$

Il peut donc résulter de deux causes possibles.

Première cause :

les capitalistes ont engagé les mêmes dépenses (en capital productif et consommation propre) mais les ouvriers ont retardé certaines dépenses de consommation. Ayant reçu le même salaire, il y a donc, de leur part, augmentation supplémentaire de leurs encaisses :

$\bar{dM}_s^3(t) > \bar{dM}_s^2(t)$; cela implique que nécessairement il y ait une diminution relative de celle des capitalistes : $\bar{dM}_c^3(t) < \bar{dM}_c^2(t)$, si la production d'or reste la même entre la situation [2] et la situation [3]. Cette diminution s'explique par le fait que les rentrées d'argent au titre des ventes pour les capitalistes ont été inférieures du fait de la diminution relative de la consommation des ouvriers.

Ainsi, si le stock d'invendus est la conséquence d'une thésaurisation supplémentaire des ouvriers, il n'est pas la contrepartie de celle-ci dans la relation "épargne-investissement" (1) : par contre la valeur globale de ce stock est égale à la thésaurisation supplémentaire des ouvriers (2).

(1) On peut préciser ceci de façon quantitative.

$$\text{On a : } QS^2(t)dt - QS^3(t)dt = \bar{dM}_s^3(t) - \bar{dM}_s^2(t) = \Delta$$

$$\text{d'où : } L^2(t)dt - L^3(t)dt = \Delta = (1-\alpha)L^2(t)$$

$$\text{d'autre part : } dS'_{2i}(t) = (1-\alpha)[L^2(t) - Pf^2(t) - QF(t-1-v_2)]dt$$

$$\text{soit : } dS'_{2i}(t) = \Delta - (1-\alpha)[Pf^2(t) + QF(t-1-v_2)]dt$$

c'est l'augmentation de "l'investissement" de (2) à (3);
l'augmentation de l'épargne lui est égale.

(2) La valeur globale de ce stock est : $(1-\alpha)L^2(t)$ (y compris capital fixe et plus-value) elle est donc bien égale à l'augmentation

$$\bar{dM}_s^3(t) - \bar{dM}_s^2(t) = \Delta$$

Seconde cause :

les capitalistes engagent les mêmes dépenses en capital productif mais ils consomment moins en propre, les ouvriers ayant le même comportement de consommation. Leur augmentation d'encaisses ne change pas : celle des capitalistes ne change donc pas non plus. Cela s'explique finalement par le fait que le capital engagé en plus (au titre du capital circulant des invendus et au titre du capital fixe non récupéré) trouve son exacte contrepartie dans le solde entre la diminution relative de la consommation propre et celle du profit net (1). Mais on constate aussi, de nouveau, que la valeur globale du stock d'invendus est égale à la "thésaurisation potentielle" correspondant à la réduction de la consommation propre.

Il n'y a pas d'autres causes possibles avec les hypothèses que nous avons retenues à cette troisième étape (on ne peut envisager le cas où les capitalistes engageraient des dépenses plus limitées au titre du capital productif, puisque nous avons admis que la production était poursuivie dans les mêmes conditions qu'à la seconde étape de notre raisonnement).

Si nous levons cette hypothèse, l'analyse se complique notablement : les achats de moyens de travail, de biens intermédiaires et de forces de travail doivent être diminués dans la même proportion; l'augmentation d'encaisses des salariés sera sans doute aussi réduite. Admettons pour simplifier qu'elle reste inchangée ($d\bar{M}_S^3(t) = d\bar{M}_S^2(t)$), celle des capitalistes le reste aussi, si la réduction relative des dépenses n'est pas le fait des producteurs d'or.

$$(1) \text{ Si : } Q\bar{C}^2(t)dt - Q\bar{C}^3(t)dt = \Delta,$$

$$\text{cela a pour conséquence que : } [L^2(t) - L^3(t)]dt = \Delta = (1-\alpha)L^2(t)dt$$

$$\text{De plus : } [p_f^3(t)dt - Q\bar{C}^3(t)dt] - [p_f^2(t) - Q\bar{C}^2(t)]dt = \\ d\bar{S}_{2i}'(t) + (1-\alpha) QF(t-1-v_2)dt$$

$$\text{soit : } \Delta - [p_f^2(t) - p_f^3(t)]dt = \text{augmentation du capital engagé.}$$

Il se passe en effet ceci : le capital engagé au titre du stock d'in-
vendus n'est pas récupéré sous forme d'argent (pas plus d'ailleurs
que ne l'est la plus-value cristallisée dans ces marchandises), mais,
dans le même temps, moins de capital circulant et engagé (le stock
d'encaisses diminue relativement) et aussi moins de capital fixe

($QF^3(t) < QF^2(t)$); la baisse du profit net est égale à la variation
du capital total finalement engagé (1). Mais on trouve encore que la
"thésaurisation potentielle" correspondant à des décisions de dépen-
ses moins importantes en capital productif a pour exacte contrepartie
la valeur globale du stock d'invendus.

Nous pouvons donc conclure qu'il n'y a aucun stockage de pouvoir
d'achat sous forme d'argent qui soit la contrepartie exacte de ce
stock d'invendus - de ce stock de capital-marchandises pouvant poten-
tiellement servir de capital productif (ou de moyens de consommation
propre pour la classe capitaliste). Seule la thésaurisation des ou-
vriers peut en constituer une part : mais il est clair qu'elle est
toujours très limitée (2). Si donc on l'ignore, on arrive à la con-
clusion que la "tendance à la thésaurisation" de la part des capitalis-
tes conduit à des invendus mais que celle-ci ne se réalise pas effec-
tivement, et cette "tendance à thésauriser" ne signifie pas autre
chose que : les capitalistes, pris globalement, ne décident pas
d'engager de nouvelles dépenses égales à la valeur du capital-marchan-
dises mis sur le marché sur la même courte période.

$$(1) \text{ On a : } [p_f^2(t)dt - p_f^3(t)dt] = [QF^2(t)dt - QF^3(t)dt] + [\bar{dS}_1'^2(t) - \bar{dS}_1^3(t)] - [\bar{dS}_{2i}'(t)dt + (1-d)QF(t-1-v_2)dt]$$

soit : réduction du profit net = réduction du capital fixe nouvel-
lement engagé + réduction du capital circulant nouvellement
engagé - capital engagé antérieurement et non récupéré.

(2) Est-il nécessaire de rappeler que nous n'avons pas pris en compte
ici les fonctionnaires (salariés) du capital, couches qui ont été
développées par l'éclatement progressif des fonctions du capital.

Mais revenons à la situation dans laquelle on a plein écoulement normal de la production (à des prix égaux aux valeurs d'échange en or) et dégageons les conclusions que l'on peut tirer de ce deuxième volet de notre "étape intermédiaire" :

1ère conclusion :

L'égalité $Y = R$ n'est vérifiée qu'en adoptant une définition de la "valeur ajoutée globale" totalement inopérante pour poser le problème de la réalisation de la production; en fait, la somme des flux de salaires et de profit distribués sur une période quelconque n'est pas égale à la valeur ajoutée incluse dans la production normalement mise sur le marché pendant cette même période.

2ème conclusion :

Les dépenses globalement engagées pour l'achat des moyens de production servant à l'obtention d'un flux global de production ne peuvent jamais permettre la réalisation de cette production; ce flux global de dépenses a déjà permis la réalisation d'une production antérieure.

Ou encore : la réalisation - la vente - de la partie de ce flux global de production qui correspond au produit mis normalement sur le marché par la seule Section I est permise par les dépenses engagées par tous les capitalistes pour la poursuite de la production.

On a bien vu, en effet, lors de la seconde étape de notre démarche, que le flux de ventes sur dt est pour partie obtenu grâce au flux global des dépenses $Q(t)dt$ qui donnera lieu à un flux de production sortant sur le marché sur la période $(t+1+v_2, t+1+v_2+dt)$; et qu'à l'inverse le flux des dépenses $Q(t-1-v_2)dt$, engagé pour la production de ce flux de ventes $L(t)dt$, a déjà permis la réalisation d'une part de la production normalement mise sur le marché sur la courte période $(t-1-v_2, t-1-v_2+dt)$.

3ème conclusion :

Le flux global de salaires engagé pour la production d'un flux donné de capital-marchandises ne peut pas servir à la réalisation de ce flux de capital-marchandises lorsqu'il est normalement mis sur le marché; ce flux de masse salariale a déjà permis la réalisation d'une production antérieure.

Si les ouvriers n'avaient aucune encaisse monétaire - c'est-à-dire s'ils dépensaient immédiatement les salaires qu'ils touchent :

$QS(t)dt = W(t)dt$ - il est clair que pas une fraction du flux de salaires, $W(t-v_0)dt$, engagé pour le flux de production mis sur le marché normalement sur la courte période $(t, t+dt)$, ne peut être encore disponible pour acheter cette production. C'est au contraire le flux globalement engagé pour la poursuite de la production - soit $W(t)dt$ - qui permet sa réalisation.

Mais le problème est compliqué par le fait que les dépenses de chaque ouvrier sont continues dans le temps alors qu'il reçoit un salaire à dates fixes : c'est ce qui explique que globalement la classe ouvrière dispose à tout moment d'un certain fond d'encaisses monétaires; le flux de dépenses de chacun est effectué par prélèvement permanent sur son stock d'encaisse, celui-ci étant réalimenté (à échéances fixes) par le flux de salaires. Mais pour l'ensemble de la classe ouvrière, et dans une situation normale (exempte de déthésaurisation), le flux global de dépenses sur une courte période donnée est somme toute payé par le flux de salaire de la même courte période, une faible fraction de ce dernier n'étant pas, en cas de reproduction élargie, dépensé, mais destiné à une augmentation du stock d'encours.

Ainsi, la conclusion avancée est justifiée. Mais elle est dépendante, à la différence de la première, des hypothèses simplificatrices posées au départ - à savoir que les salaires sont payés au départ et pour une période égale à la durée unique de rotation du capital circulant : de telles hypothèses permettent de confondre le capital circulant variable avancé et les salaires payés pour un procès de travail particulier et de parvenir à un flux global de masse salariale $W(t)$ qui est continu (au rythme des procès de travail mis en oeuvre). Nous étudions ci-après comment cette conclusion se trouve transformée lorsque l'on retient des hypothèses simplificatrices moins éloignées de la réalité.

4ème conclusion :

Les dépenses effectuées par les capitalistes sur la courte période $(t, t+dt)$ se font toujours par prélèvement sur le fonds de réserve, celui-ci étant alimenté lorsqu'ils vendent. Mais un tel processus peut être interprété selon deux perspectives dynamiques opposées; première perspective : les capitalistes qui dépensent sur $(t, t+dt)$, le font après avoir vendu, en utilisant en quelque sorte l'argent provenant des ventes effectuées avant la date t ; seconde perspective : ces capitalistes anticipent le fait qu'ils vont pouvoir vendre, anticipent qu'ils feront du profit : ils puisent dans leur fonds de réserve et celui-ci est réalimenté, sur la courte période $(t, t+dt)$ ou ultérieurement, par le produit de leurs ventes. Si ce n'est pas l'observation du mouvement en dents de scie de la masse d'or de chaque capitaliste qui peut nous permettre de choisir entre l'une de ces deux perspectives, on doit, par contre, constater qu'aucune reproduction élargie n'est possible sur la base de la seule première perspective. (Du moins, la seule masse d'argent jetée par les producteurs

d'or dans la circulation n'y suffit pas); considérant qu'en reproduction élargie "régulière", le flux de production mis sur le marché (L(t)) augmente dans le temps, les ventes antérieures ne peuvent en effet permettre d'épuiser le produit-marchandises ultérieur (à prix = valeurs d'échange). Il est donc indispensable que certains capitalistes s'inscrivent quelque peu dans la seconde perspective.

On retrouve ainsi une dynamique keynésienne; le flux de profit permet de couvrir finalement tout ou partie des dépenses supplémentaires engagées : s'il s'avère être supérieur à ce qui était escompté, les dépenses ultérieures s'en trouveront renforcées, mais pour autant celles-ci ne sont pas "payées" avec ce profit antérieur... pour la bonne et simple raison qu'il a déjà permis de maintenir le niveau des encaisses.

L'ensemble de ces conclusions peut être résumé en celle-ci : le flux global de production mis normalement sur le marché pendant une courte période donnée ne trouve en face d'elle - pour être réalisée - aucun "pouvoir d'achat" qui proviendrait des revenus issus de cette production; les flux d'achat de moyens de production et de salaires ont déjà permis la réalisation de marchandises produites antérieurement; quant au profit il n'existe pas avant la vente (1). Sa réalisation est permise par les dépenses engagées par l'ensemble des capitalistes pour poursuivre la production et assurer leur consommation propre; (du moins devrions-nous dire: si cette réalisation a lieu complètement, elle aura été permise par, etc...). Il y a toujours pour partie anticipation de la vente et donc du profit. C'est l'existence d'encaisses or qui permet le processus continu de réalisation, supposé effectif (2).

Remarque 1 : complément à ce deuxième volet concernant le mode de paiement des salaires : ses conséquences sur la conclusion précédente.

L'hypothèse retenue dans ce second volet d'analyse, pour ce qui concerne le mode de paiement du salaire ouvrier, est très éloignée de la réalité : et l'on doit dès lors se demander si la conclusion précédente n'est pas entièrement tributaire de cette hypothèse.

(1) Nous conservons ici l'absence de prise en compte du capital de prêt.

(2) Dans une annexe (n° I) à ce chapitre, nous développons l'analyse de ce deuxième volet au cas où la monnaie bancaire a complètement remplacé l'or dans la circulation.

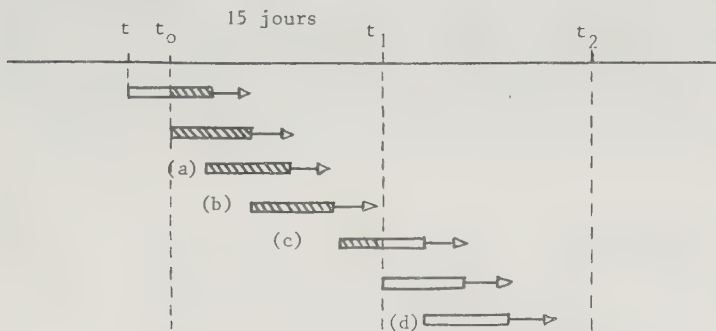
Considérons donc maintenant que le salaire est payé à dates fixes, identiques pour tous les ouvriers : retenons qu'il s'agit du 1er et 15 de chaque mois comme c'est encore le cas aujourd'hui en majorité (1). De plus le salaire versé "rétribue le travail" fourni pendant la quinzaine précédente.

Si nous conservons par ailleurs l'hypothèse selon laquelle les temps de rotation sont identiques, trois situations doivent être envisagées :

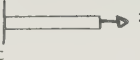
- . ce temps unique de rotation est inférieur à quinze jours;
- . ce temps unique est compris entre 15 jours et un mois;
- . ce temps unique est supérieur à 2 fois 15 jours.

Nous les abordons successivement en nous aidant de schémas pédagogiques.

1ère situation



Légende : * t_0, t_1, t_2 : dates de paiement des salaires

*  : ensemble des procès de travail mis en oeuvre à la date t dans l'économie

 durée du procès de production

 temps mort de circulation à la sortie (1)

*  : part du capital variable engagé dans cet ensemble de procès de travail et qui est payé à la date t_1 .

(1) L'introduction de la "mensualisation" en France depuis 1969 s'est le plus souvent accompagnée du maintien de deux versements par mois.

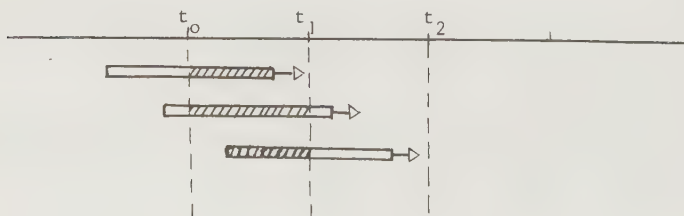
(2) On ignore toujours pour simplifier les temps morts de circulation à l'entrée; et on admet que les ventes se font "normalement".

Un tel schéma, dans lequel la durée unique de rotation est inférieure à 15 jours, fait ressortir que la masse salariale totale versée à la date t_1 correspond à un flux global de capital variable qui, pour une part, s'est cristallisé dans des marchandises déjà vendues avant la date t_1 (cf. procès a) et qui, pour une autre part, est inclus dans des marchandises en cours de fabrication (cf. procès c).

Comme les dépenses de consommation de l'ensemble des ouvriers au cours de la période (t_1, t_2) - dont on a dit qu'elles étaient liées à la seule masse salariale reçue à la date t_1 - permettent la réalisation d'une fraction de la production globale mise sur le marché sur cette période, on parvient à la conclusion suivante : une fraction des salaires versés au titre de la production d'un flux donné de marchandises mise normalement sur le marché sert à la réalisation de ce flux.

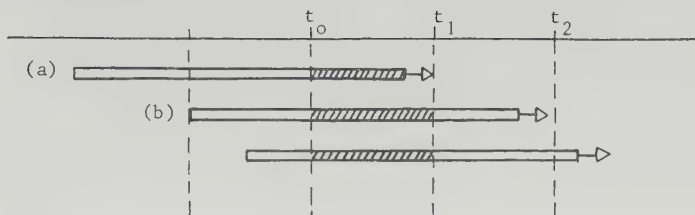
Ainsi : le flux de capital-marchandises sortant de l'ensemble des de travail de type (b) - du moins la partie de ce flux correspondant à des moyens de subsistance des travailleurs - verra sa réalisation permise par les salaires versés au titre de la production de ce flux; pour les procès de travail de type (c) cela n'est vrai qu'en partie; pour les procès de type (d) cela n'est plus vrai; enfin, pour les procès de type (a), ce ne sont pas les salaires versés au titre de leur production qui peut permettre leur réalisation.

2ème situation



Lorsque la durée de rotation est comprise entre 15 jours et 1 mois, nous parvenons à la même conclusion : mais la fraction du capital-marchandises dont la réalisation est permise par les salaires qui ont été versés au titre de sa production est plus limitée.

3ème situation



Lorsque la durée de rotation est supérieure à deux fois la période de paiement du salaire, il y a encore une fraction des salaires versés au titre de la production d'un flux donné de capital-marchandises qui permet sa réalisation (cf. partie hachurée des ensembles (a) et (b)); mais plus la durée de rotation est longue, plus cette fraction est limitée.

Nous devons donc nuancer quelque peu la conclusion générale précédemment avancée en disant qu'une part - mais une part seulement - des salaires versés au titre d'un flux donné de capital-marchandises peut permettre sa réalisation.

Remarque 2 : Nous n'avons pas envisagé dans l'analyse précédente qu'il y avait des productions faites "à la commande" et donnant lieu à un paiement partiel avant que les marchandises concernées soient disponibles : il est possible d'insérer ce cas dans notre analyse en considérant ces paiements anticipés comme des avances relevant du crédit inter-entreprises. Les créances/dettes qui naissent entre capitalistes de telles opérations, où ventes et paiements sont dissociés, ne modifient pas en effet le raisonnement global que nous avons effectué.

. La lecture des schémas marxistes de la reproduction à la lumière des conclusions tirées de cette "étape intermédiaire d'analyse"

Les deux volets de cette étape intermédiaire mettent d'abord en pleine lumière - parcequ'analysé dans sa plus grande abstraction - l'objet même que MARX poursuit.

En retenant au départ les hypothèses : "les prix sont égaux aux valeurs d'échange en or", "il s'agit d'une année moyenne", il entend étudier les conditions d'une reproduction continue et régulière, dans laquelle le flux de capital-marchandises sortant de chaque branche est normalement écoulé. Il part donc de l'hypothèse que cet écoulement régulier a lieu : la réalisation est présupposée dans ces schémas.

Leur objet est dès lors de faire ressortir que la poursuite de la production - à une échelle simple, puis à une échelle élargie simplement extensive - et la consommation improductive des capitalistes, peuvent permettre la réalisation complète du produit, pourvu que la proportion entre les deux sections soit adaptée au rythme d'accumulation et que la demande corresponde, en valeur et en nature, à la production des diverses branches.

Mais nous avons dit surtout que la "lecture" de ces schémas était rendue difficile par la présentation simplifiée que retient MARX, en ignorant tout ce qui concerne les stocks. Quels sont les éclaircissements qu'apporte notre "étape intermédiaire" à cette question ?

On doit d'abord noter que l'économie conjugue deux types de branches :

- Celles dont le produit-marchandise sort sous forme d'un flux quasi-continu au cours du temps : il s'agit notamment de toutes les branches industrielles, dès lors que chacune d'elle inclut un nombre suffisant de procès de travail "individuels"; à tout moment on a dans chacune de ces branches un stock matière, un stock d'encours et un stock "normal" de produits finis; et si la reproduction s'effectue régulièrement, ceux-ci sont strictement liés au flux croissant de production mise sur le marché (1).
- Celles dont le produit-marchandise sort à dates fixes, ou encore sur de courtes périodes de l'année : c'est le cas de la majorité des branches de l'agriculture. Et la réalisation du produit-marchandise de chacune de ces branches a lieu, soit tout au cours de l'année (si c'est le producteur qui porte le stock) (2), soit sur une courte période (si

(1) Pour le stock matière, il convient de faire une exception pour les branches qui transforment au premier stade des produits issus du second groupe de branches noté ci-après.

(2) Nous ignorons ici le capital commercial fonctionnant de façon détachée du capital industriel (y compris agricole).

ce sont les capitalistes industriels utilisateurs qui portent le stock). Si l'on note que pour la majorité de ces branches la production s'effectue selon un cycle annuel (céréales, fourrage, fruits, etc...), on doit nécessairement retenir l'année comme base pour l'étude de la réalisation; et prendre une "année moyenne" : la production de l'année est une production moyenne; quant aux stocks, en début et en fin d'année s'ils existent (cf. blé), ce sont ceux qui résulteraient d'une progression régulière de la production d'année en année : le stock de fin d'année est dès lors un certain pourcentage de la production moyenne retenue.

Si toutes les branches étaient du premier type, on pourrait interpréter les schémas de MARX à partir du second volet de notre étape intermédiaire en franchissant deux étapes de remontée vers le concret :

1°/ les temps de rotation du capital circulant sont différents et les moyens de travail servent au cours de plusieurs procès successifs;

2°/ le plus grand nombre de procès de travail sont le cadre de productions continues

et en intégrant sur l'ensemble de l'année les relations dégagées pour une courte période.

Si toutes les branches étaient par contre du second type, on pourrait les interpréter à partir du seul premier volet (la période unique étant l'année). Il nous faut donc imbriquer ces deux approches préalables pour lire les schémas de MARX : nous n'en indiquons que les conclusions.

Une telle démarche conduit d'abord à refuser certaines lectures des schémas de MARX.

- . La première erreur à ne pas commettre : admettre que MARX raisonne en fait dans le cadre simplifié défini par les hypothèses que nous avons nous-mêmes posées lors du premier volet de notre étape intermédiaire d'analyse.
- . La seconde erreur à ne pas commettre : considérer que la production annuelle, décomposée en deux sections, est celle qui correspondrait aux flux de capital constant, de capital variable et de plus-value liée à ce capital variable, qui ont été engagés pendant l'année considérée. Il s'agit en fait de la valeur du flux de marchandises, décomposée selon ses éléments constitutifs, qui a été mis normalement sur le marché sur l'ensemble de l'année considérée. C'est bien celui qui doit être réalisé.

De cette seconde erreur possible d'interprétation en découlent trois autres :

- . Considérer que la demande de biens intermédiaires qui permet la réalisation d'une part du produit-marchandises de la Section I serait constituée par le flux d'achats de moyens de production intermédiaires, qui ont correspondu à la mise en oeuvre de la production annuelle considérée (selon l'interprétation que nous venons de retenir). Certes, le fait de raisonner sur une période annuelle entraîne que, pour tous les procès de travail des branches du premier groupe (ci-dessus) dont la durée de rotation du capital circulant est nettement inférieure à l'année, cette demande inclut une part notable de ce flux d'achats; mais elle n'en inclut qu'une part et pour tous les autres procès de travail, cette part est d'autant plus limitée que la durée de rotation du capital circulant est plus longue; et pour les branches du second groupe, elle est nécessairement nulle. Il ne s'agit pas en fait de la "réalisation du produit annuel" mais de "la réalisation continue sur l'année de la production marchande" : dès lors, celle-ci n'est jamais permise par les achats de biens intermédiaires nécessaires pour l'obtenir. La demande qui permet sa réalisation résulte toujours de décisions de poursuivre la production à plus ou moins grande échelle.

- . Considérer que la demande de moyens de travail qui permet la réalisation de l'autre part du produit-marchandise de la Section I serait constituée par le total de la valeur transmise au titre du capital fixe dans le produit annuel, lorsque l'on analyse la reproduction simple, ou par celle-ci plus une part de la plus-value en reproduction élargie. Il s'agit au contraire d'une demande en nature, constituée par les nouveaux moyens de travail mis en oeuvre par les divers capitalistes, que ce soit pour remplacer des outils usés ou pour accroître les capacités de production : le fait qu'elle soit - en valeur seulement - égale à celle indiquée ci-dessus ne doit pas conduire à ôter toute signification à l'analyse de la réalisation, comme c'est le cas lorsqu'on parle d'une "demande constituée par les amortissements" (1) : la réalisation n'est alors plus un "problème" mais un jeu de relations comptables.

(1) Cf. la présentation faite par H. DENIS dans son "Histoire de la pensée économique", op. cit., p. 443.

- . Considérer enfin que la demande provenant des salariés, qui permet la réalisation d'une part du produit-marchandise de la Section II, serait constituée par le flux de salaires correspondant au flux total de capital variable inclu dans la production annuelle considérée. Il s'agit au contraire - aux décalages de début et fin d'année près - de celle qui résulte des salaires versés pendant l'année. Ceux-ci l'ont été pour la poursuite de la production; en cas de reproduction élargie, une fraction de la plus-value réalisée doit être utilisée pour le financement des avances supplémentaires nécessaires au titre des salaires -même si ces avances sont décalées par rapport au capital variable circulant effectivement avancé (1).

La mise en évidence de telles erreurs possibles d'interprétation conduit à la conclusion essentielle suivante : les schémas marxistes ne sont aucunement une "démonstration rigoureuse de l'égalité de la valeur créée dans la production et des revenus distribués à partir de cette même production", ou encore la façon de bien démontrer l'égalité qui est à la base de la Loi des débouchés, lorsque l'on ne commet pas l'erreur de réduire la valeur du produit d'une année à la valeur ajoutée qu'il contient. Au contraire, ils constituent la meilleure démonstration du fait que, contrairement à ce qui est supposé dans la Loi des débouchés, les salaires qui permettent une part de la réalisation de la production ne sont pas ceux qui sont distribués au titre de cette production (du moins globalement, puisque l'on a vu qu'une faible part le permettait). Une chose est en effet de considérer que la valeur de toute marchandise est $(c+v+pv)$ - ce qui implique nécessairement que les "revenus" (c), (v) et (pv) sont égaux à la valeur de la production - une autre est de faire dire aux schémas de MARX qu'ils s'inscrivent dans la logique des classiques. Car on ne peut déduire de ces schémas que le profit réalisé en argent est toujours celui qui était contenu dans les marchandises mises sur le marché et qu'en conséquence les divers capitalistes n'ont fait que dépenser un profit sûrement acquis : cette égalité entre la plus-value produite et le profit réalisé en argent n'est en effet qu'une conséquence de l'hypothèse que MARX fait au départ selon laquelle toutes les marchandises s'échangent à leur valeur.

(1) De ce point de vue, la présentation qu'A. EMMANUEL fait de la reproduction élargie à la page 49 de son livre "Le profit et les crises", op. cit., est tout à fait critiquable.

Il est tout à fait erroné de tirer de ces schémas, comme le fait par exemple A. EMMANUEL, que la surproduction partielle, qui pourrait avoir lieu dans une ou plusieurs branches, du fait de l'anarchie de la production capitaliste, sera nécessairement compensée par une sous-production strictement équivalente dans d'autres, parce que la demande globale est égale aux revenus globaux contenus dans la production - proposition qui conduit à nier toute possibilité de surproduction générale. Non seulement un tel raisonnement revient à ignorer la différence qui existe entre "la demande globale liée à la poursuite de la production" et une prétendue "demande globale provenant du pouvoir d'achat issu de cette production" : or, nous venons de l'indiquer, seule la première assure effectivement la réalisation de celle-ci; mais encore il s'appuie sur ce qui, chez MARX, n'est qu'une hypothèse de travail, à savoir que "la demande globale liée à la poursuite de la production" (en incluant dans celle-ci la demande des capitalistes pour leur consommation personnelle) est prise égale à la valeur de la production mise sur le marché pendant l'année. Laisser entendre que les schémas de la reproduction seraient une démonstration du fait que cette demande a toujours ce montant parce que les capitalistes détiennent une telle valeur, dans le capital-marchandises qu'ils cherchent à réaliser, revient à dire que MARX renierait à ce niveau ses propres apports critiques antérieurs.

Au contraire, si l'on comprend bien qu'il s'agit d'une hypothèse de départ, ces schémas sont le moyen pour développer une analyse des crises : non pas sur la base d'une "impossibilité formelle" d'une pleine réalisation, puisque MARX montre justement à l'aide de ses schémas qu'elle n'est pas impossible, mais en étudiant comment le caractère contradictoire de la reproduction du capital peut conduire - ou conduit nécessairement - à une "demande globale liée à la poursuite de la production" qui ne sera pas égale à la valeur de la production mise sur le marché; et tout le débat tourne autour de ce "ou" : est-ce simplement possible ? Est-ce une nécessité ? Si les schémas, en tant que tels, n'apportent aucune réponse à ces questions, ils sont le moyen qu'il faut utiliser pour tenter d'y répondre.

Quand nous disons qu'ils sont le moyen pour tenter d'y répondre, nous associons à ces schémas la dynamique qui les sous-tend, dynamique que nous avons mise en évidence dans le cadre de notre étape intermédiaire, à savoir : la demande des capitalistes résulte toujours pour une part d'une anticipation sur les ventes futures et donc sur le profit

futur. Si nous avons qualifié une telle dynamique de "keynésienne", cela ne doit pas pour autant nous entraîner à dire que KEYNES a finalement explicité ce qui n'est pas toujours clairement précisé chez MARX : au contraire, si KEYNES est finalement conduit à abandonner dans sa théorie générale l'analyse qu'il avait cherché à conduire dans ses oeuvres antérieures en terme de "prévision ex-ante" et de "réalisation ex-post", cela tient au fait qu'il reste inscrit dans le cadre de l'économie politique dominante et qu'en conséquence il ne peut étayer ses notions "ex-ante" sur une quelconque base objective; une telle base objective est par contre fournie par l'analyse de MARX: la valeur préexiste à l'échange, chaque marchandise inclut une certaine plus-value produite avant l'échange, les conditions générales d'exploitation permettent à chaque capitaliste d'escompter un certain profit - ce qu'il escompte subjectivement pouvant bien évidemment différer de cette base objective qui résulte de la formation d'un taux général de profit lié aux conditions d'ensemble de production de la plus-value à ce moment.

Cependant, nous ne pouvons pas considérer simplement qu'ils sont "le" moyen : il nous faut aussi faire ressortir les limites de ce moyen.

Les limites propres aux schémas de MARX comme
moyen d'analyse de la reproduction

Ces limites sont de deux ordres. Les premières tiennent au niveau d'abstraction auquel se situe MARX pour rendre compte de la reproduction sous le capitalisme. Les secondes sont des limites internes à ces schémas.

- Les limites liées au niveau d'abstraction retenu

MARX analyse la reproduction du capital social à un niveau d'abstraction qui ne met en oeuvre que les seules catégories du mode de production capitaliste; il ne prend pas encore en compte l'extension du champ de fonctionnement du capital (différenciation (1) au sein des secteurs précapitalistes et utilisation/destruction/remodelage de ceux-ci); et son analyse se situe "au-dessus" des conditions concrètes de

(1) Nous employons ce terme dans le sens que lui donne LENINE : cf. A propos de la question des marchés, oeuvres complètes, volume I, p. 106 à 112.

cette reproduction, qui s'effectue plus particulièrement au sein de formations économiques nationales, l'accumulation au plan mondial étant dès lors inscrite dans le champ de l'affrontement inter-impérialiste pour la domination du monde.

Il doit donc être clair que l'on peut d'autant plus tirer de conclusions immédiates de ce niveau d'analyse que le capital a envahi toutes les sphères de la production, toutes les régions du monde et qu'il s'unifie au plan mondial (1).

Mais comme une telle évolution n'est pas achevée - si tant est qu'elle le sera - on trouve là la première limite des schémas.

Ils ne permettent pas de répondre totalement aux arguments de MALTHUS et SISMONDI concernant la "nécessité" des débouchés extérieurs.

Certes, la reproduction du capital, conçue comme entrelacement des cycles des capitaux individuels, fait bien apparaître qu'à ce niveau le plus abstrait la notion même de débouché préalable est vide de sens; SISMONDI a donc tort quand il affirme que toute extension de la production capitaliste ne peut que résulter d'une extension préalable des débouchés : du moins ce sont les termes que nous avons soulignés qui sont critiquables.

Mais on ne peut, pour autant, affirmer que les schémas sont la démonstration que des débouchés extérieurs n'ont pas été historiquement et ne sont pas encore aujourd'hui indispensables,

- qu'il s'agisse des "débouchés extérieurs" qu'un capital social national peut trouver au sein de la reproduction d'autres capitaux nationaux;
- qu'il s'agisse des "débouchés préalables" - c'est-à-dire des débouchés qui ne sont pas induits par le capital dans sa dynamique d'accumulation - au niveau des secteurs précapitalistes.

(1) Cependant, il faut dire en sens inverse que les catégories sur lesquelles repose cette analyse sont elles-mêmes de moins en moins adéquates à rendre compte du procès de reproduction sociale du fait de l'approfondissement des contradictions de la loi de la valeur. Nous étudions ce point dans le cours de notre deuxième chapitre.

On doit, au contraire, considérer qu'ils sont inopérants pour poser ce problème (comme ils le sont d'ailleurs pour rendre compte de la production de nouveaux débouchés naissant de la différenciation qui s'est au départ développée au sein de la sphère précapitaliste et qui a correspondu à un approfondissement de la division du travail : les producteurs indépendants les plus riches se transformant en capitalistes, tandis que de nombreux paysans abandonnaient la production propre de certaines valeurs d'usage, exemple : tissage).

A ce niveau d'abstraction, ou encore à cette étape de la remontée de l'abstrait au concret, la reproduction du capital s'analyse comme un processus dialectique mettant en oeuvre deux classes antagonistes et s'effectuant dans le cadre de forces objectives (les lois de l'accumulation) : les schémas de la reproduction permettent simplement l'analyse de ces forces objectives. C'est leur seconde limite. Nous verrons dans la section suivante comment MARX prend en compte la lutte des classes articulée sur ces forces objectives pour avancer dans l'analyse des crises.

La troisième limite liée au niveau d'abstraction retenu relève enfin de l'absence de prise en compte qui en résulte pour ce qui concerne la transformation de la plus-value en profit : elle se trouve résumée dans l'hypothèse "prix = valeur d'échange en or", non point sous l'angle du niveau de la demande qu'une telle hypothèse implique, mais sous l'angle de la non-prise en compte du fait que les prix sont alors égaux aux prix de production et non aux valeurs d'échange.

- Les limites internes aux schémas

La première de ces limites provient du caractère uniquement extensif de la reproduction que MARX analyse; cela lui permet de décomposer en deux temps son raisonnement : reproduction simple, puis reproduction élargie, la première étant une partie de la reproduction élargie. Or, il n'en est plus de même lorsque la reproduction s'effectue, pour une part, de façon intensive, c'est-à-dire dans le cadre "réel", où les forces productives sont continuellement révolutionnées.

La seconde limite provient de l'hypothèse faite par MARX selon laquelle le seul numéraire est l'or : il ne s'agit pas, pour nous, d'une limite tenant au niveau d'abstraction auquel MARX se situe (absence de prise en compte du capital de prêt), car la création de papier-monnaie d'Etat et même de monnaie bancaire peut être abstraitement dissociée du système de crédit de capital proprement dit. Si limite il y a, cela tient à notre avis au fait que les conditions de la réalisation sont profondément (et non fondamentalement) transformées lorsque du numéraire supplémentaire peut être jeté dans la circulation (papier-monnaie d'Etat) ou obtenu par les capitalistes (monnaie bancaire) sans qu'il en coûte un quelconque travail social. C'est cette limite - qui conduit souvent à lire les schémas marxistes d'un point de vue dichotomique - que nous tenterons de lever dans un chapitre ultérieur.

. Conclusion : la surproduction générale est possible

Si les marchandises s'échangeaient contre des marchandises, il ne pourrait y avoir de surproduction simultanée dans toutes les branches; mais nous avons vu comment MARX a critiqué cette conception "classique" des échanges en montrant :

1°/ que la marchandise doit s'échanger contre de l'argent, en sorte que l'échange $M - M'$ doit prendre la forme $M - A - M'$.

2°/ qu'il peut alors se rompre (si personne ne peut vendre sans qu'un autre achète, personne n'a besoin d'acheter immédiatement parce qu'il a vendu);

3°/ que le fonctionnement de l'argent comme capital nie l'échange simple des produits du travail (la vente devient une fin en soi). Dès lors la surproduction générale est possible.

Mais que l'on nous entende bien. Nous refusons catégoriquement de faire dire à MARX que "le pouvoir d'achat étant égal à la valeur de la production offerte à la vente, la condition nécessaire de toute crise dite de surproduction, voire de toute tension dans la réalisation du produit, est une abstention temporaire d'utiliser ce pouvoir d'achat de la part d'un certain nombre ou d'une catégorie de ses titulaires" comme le fait A. EMMANUEL (1) à propos du passage suivant de MARX : "Il est vrai que l'achat est le complément obligé de la vente, mais il n'est pas moins vrai que leur unité est l'unité de contraires. Si la séparation des deux phases complémentaires l'une de l'autre (...) se prolonge, si la scission entre la vente et l'achat (comme action de la même personne) s'accroît leur liaison intime s'affirme par une crise". Nous avons montré que toute lecture de MARX, supposant qu'il admet le "noyau dur" de la Loi des débouchés, était contraire à son analyse de la reproduction du capital social. Dès lors, la thésaurisation ne peut être entendue comme "possibilité de rupture de l'équilibre" (2), c'est-à-dire d'un équilibre qui existerait si le vouloir d'achat était égal au pouvoir d'achat. Une telle problématique est complètement étrangère à l'analyse marxiste en terme de processus de reproduction du Capital.

Rien n'est plus faux que de dire : "La dissociation dans le temps de l'achat et de la vente contredit la nécessité de l'égalité à tout instant de l'offre et de la demande des marchandises" (3).

(1) *Op. cit.*, p. 64.

(2) A. EMMANUEL, *op. cit.*, p. 64

(3) A. EMMANUEL, *op. cit.*, p. 66

Car de quelle "nécessité" s'agit-il ? Il n'y a pas une égalité entre l'offre et la demande qui serait rompue par une thésaurisation de certains. Nous avons au contraire montré que la réalisation sur le marché du flux de capital-marchandises était inscrite dans une dynamique et que toute tendance à thésauriser pour certains capitalistes (toute décision de ne pas se porter demandeur sur le marché pour une somme d'argent égale au montant des ventes qu'il est en droit de réaliser au même moment), qui n'est pas compenser par une tendance égale à déthésauriser d'autres, a pour conséquence de retarder la réalisation normale de ce flux de production marchande : et globalement il n'y aura pas ex-post de thésaurisation effective.

Lorsque MARX dit que la dissociation dans le temps de la vente et l'achat (pour une même personne) crée la possibilité de la crise, il ne fait que dévoiler la contradiction de la marchandise elle-même. "Une marchandise est une contradiction dans les termes. Une marchandise ne peut pas être une marchandise, car pour ce faire elle doit être au moins deux : la marchandise suppose l'échange" (1). Et avec le plein développement des échanges qui fait d'une marchandise la forme générale de la valeur de toutes les autres, "la contradiction entre valeur d'usage et valeur d'échange de la marchandise s'exprime dans la réalité comme contradiction entre marchandise et marchandise-monnaie" (2). Mais ce caractère contradictoire de la marchandise ne produit pas la surproduction générale dans le cadre de la petite production marchande, comme nous l'avons déjà indiqué. Elle ne la crée que dans le cadre capitaliste où la vente devient une fin en soi. C'est, à notre avis, le sens qu'il convient de donner au passage suivant de MARX : "Les contradictions que recèle la marchandise, de valeur usuelle et valeur échangeable, de travail privé qui doit à la fois se présenter comme travail social, de travail concret qui ne vaut que comme travail abstrait, ces contradictions immanentes à la nature de la marchandise acquièrent dans la circulation leurs formes du mouvement. Ces formes impliquent la possibilité, mais aussi seulement la possibilité des crises. Pour que cette possibilité devienne réalité, il faut tout un ensemble de circonstances qui, au point de vue de la circulation simple des marchandises, n'existent pas encore" (3). D'ailleurs, c'est en analysant le développement de cette contradiction entre valeur d'usage et valeur d'échange pour la marchandise force de travail que MARX - nous allons le voir - passe de la possibilité à la nécessité de la crise.

(1) Cf. A. LENNART : *LENINE et la théorie marxiste des crises.*
Revue Critique de l'Economie Politique, n° 11-12.

(2) *Idem* p. 45.

(3) MARX. *Le Capital*, Livre I, Tome I, p. 122 (E.S.)

Cette possibilité de la crise - qui n'en est pas la cause pour autant - se manifeste à contrario dans les conditions qui doivent être réalisées pour que la reproduction s'effectue de façon normale, conditions qui ressortent de l'analyse faite précédemment et que l'on peut résumer ici.

Il y a deux catégories de capitalistes : ceux qui achètent plus qu'ils ne vendent au même moment; et ceux qui vendent plus qu'ils n'achètent au même moment (disons sur une période égale à la semaine si les salaires sont payés sur une semaine); cela résulte des différences de durée des procès de production et de circulation, du caractère discontinu de la mise en oeuvre de procès de travail par chaque capitaliste et surtout de la séparation entre investissement fixe et amortissement.

Dès lors, il y a, sur chaque semaine, des échanges bilatéraux et des échanges unilatéraux :

- des échanges bilatéraux pour ce qui concerne :

a) la part des achats de chaque capitaliste de la première catégorie qui est couverte par le produit de ses ventes;

b) les achats de chaque capitaliste de la seconde catégorie qui correspondent à une fraction de ses ventes.

- des échanges unilatéraux pour ce qui concerne :

a) l'autre part des achats de chaque capitaliste du premier groupe qui prélève pour leur financement sur l'argent qu'il a accumulé progressivement antérieurement;

b) l'autre part des ventes de chaque capitaliste du second groupe dont le produit en argent est conservé sous cette forme pour des dépenses ultérieures.

Si l'on admet que les échanges bilatéraux sont équilibrés en valeur - c'est-à-dire si l'on admet que les parts des ventes et des achats analysées ci-dessus sont définies sur la base de cet équilibre en valeur - le déroulement normal du procès de circulation nécessite que les sommes de valeur des achats unilatéraux et des ventes unilatérales coïncident.

Ainsi, ces conditions particulières "se convertissent en autant de conditions d'un développement anormal, en possibilités de crises, puisque l'équilibre - étant donné la forme naturelle de cette production - est lui-même fortuit" (1). Et par "forme naturelle" il faut

(1) MARX. *Le Capital*, Livre II, Tome II (E.S.), p. 141.

entendre le caractère anarchique/concurrentiel de la production capitaliste. Ainsi, pour MARX, la non-réalisation (ou encore la réalisation retardée) d'une partie du produit-marchandise mis normalement sur le marché peut très bien avoir lieu parce que les conditions qui devraient être réalisées pour qu'il n'en soit pas ainsi ne sont pas automatiquement réalisées dans le cadre capitaliste-marchand; bien plus, si elles le sont, cela sera purement fortuit. Le procès de reproduction est en effet "un procès très compliqué qui inclut trois procès de circulation indépendants les uns des autres et s'enchevêtrant cependant. C'est précisément la complexité de ce procès qui offre autant d'occasions de déroulement anormal" (1).

Mais il ne s'agit là que d'occasions d'une reproduction globalement retardée, laissant d'ailleurs la place à des différenciations importantes au niveau des marchés des diverses branches. Ainsi, pour MARX, le caractère anarchique de la production capitaliste - soit encore le fait que les décisions prises par les divers capitalistes en concurrence le sont sans concertation préalable, seul le marché sanctionnant après coup - peut conduire à ralentir, puis de façon cumulative à bloquer la reproduction, c'est-à-dire conduire à la crise. Mais il n'en déduit pas qu'il en sera nécessairement ainsi; en effet, il faut tenir compte des mécanismes qui mettent en oeuvre des contre-tendances : absorption de faibles disproportions conjoncturelles par la fluctuation des stocks, déplacement de capitaux - d'abord circulant (la production est freinée ici, poussée là), mais aussi fixes dans la mesure où les nouveaux investissements en moyens de travail sont orientés par les différences de taux de profit entre branches -, flexions des prix de marché, etc... Et ces contre-tendances peuvent être suffisantes pour empêcher l'enclenchement de phénomènes cumulatifs.

L'explication générale de la nécessité de la crise, MARX la donne dans la troisième Section du Livre III, consacrée à la "Loi de la baisse tendancielle du taux de profit". C'est cette explication que nous analysons maintenant. Nous verrons qu'elle ne relève pas de l'anarchie de la production capitaliste.

(1) Idem p. 142. Rappelons que les trois principaux procès dont il est question sont les suivants :

- Celui qui concerne l'utilisation de leurs salaires par les ouvriers embauchés dans la Section I, en achats de consommation auprès de la Section II;

- Celui qui concerne la reconversion d'une fraction du capital-marchandise de la Section I en achat de forces de travail;

- Celui qui concerne la reconversion d'une fraction du capital-marchandise de la Section II en achat de moyens de production auprès de la Section I.

2. L'EXPLICATION MARXIENNE DE LA NECESSITE DES CRISES ET SES LIMITES

- . Le caractère inéluctable de la crise pour MARX : le conflit entre l'extension de la production et la mise en valeur du Capital

"La véritable barrière de la production capitaliste c'est le capital lui-même (...) La production n'est qu'une production pour le capital et non l'inverse. (...). Les limites qui servent de cadre infranchissable à la conservation et la mise en valeur de la valeur-capital reposent sur l'expropriation et l'appauvrissement de la grande masse des producteurs; elles entrent donc sans cesse en contradiction avec les méthodes de production que le capital doit employer nécessairement pour sa propre fin, et qui tendent à promouvoir un accroissement illimité de la production, un développement inconditionné des forces productives sociales du travail, à faire de la production une fin en soi. Ce moyen - développement inconditionné de la productivité sociale - entre perpétuellement en conflit avec la fin limitée : mise en valeur du capital existant" (1).

"En même temps que se développe la force productive, s'élève la composition organique : il y a diminution relative de la fraction variable par rapport à la fraction constante" (2).

"Ces diverses influences ont tendance à s'exercer tantôt simultanément dans l'espace, tantôt successivement dans le temps; périodiquement, le conflit des facteurs antagoniques se fait jour dans des crises. Les crises ne sont jamais que des solutions violentes et momentanées des contradictions existantes, de violentes éruptions qui rétablissent pour un instant l'équilibre rompu" (2).

"On ne produit pas trop de subsistances par rapport à la population existante. Au contraire. On en produit trop peu pour satisfaire décentement et humainement la masse de la population (...). Mais on produit périodiquement trop de moyens de travail et de subsistances

(1) MARX - *Le Capital*, Livre III, Tome I (E.S.), p. 263.

(2) *Idem*, p. 262 (souligné par nous).

pour pouvoir les faire fonctionner comme moyens d'exploitation des ouvriers à un certain taux de profit.(...). On ne produit pas trop de richesse. Mais on produit périodiquement trop de richesse sous ses formes capitalistes, contradictoires. La limite du mode de production capitaliste apparaît dans le fait que (...) avec la baisse du taux de profit, le développement de la force productive du travail donne naissance à une loi, qui, à un certain moment, entre en opposition absolue avec le propre développement de cette productivité. De ce fait, le conflit doit être constamment surmonté par des crises" (1).

"Le taux de profit est la force motrice de la production capitaliste, et on n'y produit que ce qui peut être produit avec profit, et pour autant que cela peut être produit avec profit" (2).

Ces passages de MARX synthétisent l'explication générale qu'il donne du caractère inéluçtable des crises : il nous semble inutile de les paraphraser. Par contre l'analyse de cette explication passe par une décomposition des divers moments du processus dialectique qui, selon MARX, conduit à la crise - soit encore par une dissociation des facteurs antagoniques en jeu, suivie d'une étude de leur conflit.

Cela revient à nous poser les deux questions suivantes : Quelles sont les contradictions qui s'approfondissent nécessairement dans le cours de l'accumulation ? Pourquoi la crise est-elle leur seule solution temporaire ?

Le premier facteur pris en compte par MARX est le suivant : la concurrence pousse chaque capitaliste à rechercher une réduction de son prix de revient. Celle-ci, incluse dans la logique capitaliste d'une domination croissante du Capital sur le travail, passe par la mise en oeuvre de procédés techniques nouveaux, pour lesquels le volume matériel des moyens de production s'élève relativement à la quantité des forces de travail qui vont les mettre en oeuvre. Il s'agit donc d'une première loi du capitalisme : celle de l'élévation de la composition technique du capital et donc, à valeurs inchangées et à degré d'exploitation inchangé, celle de l'élévation de la composition organique du capital.

(1) *Idem*, p. 270 (souligné par nous).

(2) *Idem*, p. 271.

Ce seul facteur fait baisser le taux général de profit dès lors que de tels mouvements dans de nombreuses branches conduisent à une élévation - toutes choses égales par ailleurs - de la composition organique moyenne du capital social.

Les facteurs pris en compte ensuite concernent les causes qui contre-carrent cette baisse et qui sont liées à ce premier facteur entraînant la baisse :

- Augmentation du degré d'exploitation du travail : allongement de la durée du travail et accroissement de l'intensité du travail (plus-value absolue) obtenus dans le cadre de la mise en oeuvre de nouveaux procès de travail; mais aussi réduction de la valeur de la force de travail liée à l'élévation de la productivité sociale résultant de l'élévation initiale de la composition organique.
- Baisse de prix des éléments du capital constant (du fait encore des gains sociaux de productivité, la valeur du capital constant augmente moins que son volume matériel) et dévalorisation du capital déjà installé.

Mais ces facteurs induits, s'ils tendent - toutes choses égales d'ailleurs - à relever le taux de profit ne sont pas suffisants, d'après MARX, pour enrayer la baisse du taux de profit; car "si elles freinent sa baisse (... elles) finissent toujours par l'accélérer" (1).

On a donc une baisse tendancielle du taux de profit s'inscrivant dans le court/moyen terme (2).

(1) *Idem*, p. 248. Ce "finissent toujours" ne peut être compris que dans le cadre des contradictions qui se développent au sein du procès de reproduction d'ensemble (production/réalisation).

(2) MARX indique aussi d'autres causes qui contrecarrent la loi :

1°/ La réduction du salaire au-dessous de sa valeur : mais, à juste titre, il dit que l'on doit faire abstraction de cet aspect des choses dans le cadre de l'analyse générale du capital.

2°/ Le commerce extérieur : mais il ne doit pas non plus être pris en compte au niveau d'abstraction retenu.

3°/ L'augmentation du capital par action : mais il faut d'abord raisonner avant de prendre en compte les formes particulières de réalisation de la plus-value (intérêts, dividendes, etc...).

La contradiction centrale apparaît lorsque l'on insère cette loi au sein du procès d'accumulation.

Si chaque capitaliste développe de façon absolue sa production en réduisant relativement le nombre d'ouvriers qu'il emploie :

- d'une part, s'étend, de façon absolue, la valeur du capital-marchandises mis sur le marché par les branches, même si les valeurs unitaires des diverses marchandises baissent;
- d'autre part, se trouvent relativement réduits les débouchés de la Section II et élargis ceux de la Section I.

Il y a disproportion. Et comme le taux de profit baisse, la concurrence est renforcée - donc renforcées la tendance à l'élévation de la composition organique et la contradiction ci-dessus indiquée qui en résulte.

Enfin, cette contradiction ne peut être résolue que par une crise parce que :

1°/ toutes les tentatives faites pour limiter la baisse du taux de profit accentuent encore la disproportion de la demande.

2°/ le capital additionnel ne peut plus être mis en oeuvre avec suffisamment de profit, ce qui entraîne une flexion des anticipations (1).

La conjonction des deux provoque le retournement.

(1) Nous parlons bien de "flexion des anticipations" et non de "thésaurisation", ou encore d'accumulation de trésors comme A. EMMANUEL le fait dire à MARX (op. cit., p. 71-72) : nous pensons avoir justifié, dans la section précédente, l'utilisation du terme "d'anticipation" et dénoncé toute lecture de MARX revenant à traduire "excédent de capital" par excédent de capital-argent alors qu'il s'agit toujours d'un excédent de capital-marchandises n'ayant pas pour contrepartie une thésaurisation effective globale.

Tel est, à notre avis, le "coeur" de l'explication de MARX.

Cette explication ne fait appel à aucune perturbation initiale, en sorte qu'on a bien, comme nous le recherchons, une cause structurelle de la crise non liée au cycle lui-même.

Elle ne prend en compte que les catégories générales du mode de production capitaliste et ne semble pas, en première analyse, liée à une période historique particulière du capitalisme. Elle est donc tout à fait générale, ce qui implique à contrario qu'elle ne peut expliquer les formes particulières, le déroulement spécifique de chaque crise.

Il est d'ailleurs essentiel de noter qu'elle ne fait que développer la contradiction entre valeur d'usage et valeur d'échange de la marchandise, qui est en régime capitaliste la contradiction entre valeur d'usage et valeur d'échange de la force de travail, prise dans sa réalité globale de classe. La valeur d'usage de la force de travail est l'usage qu'en fait le capital : créer de la valeur de façon illimitée; mais en limitant toujours sa valeur d'échange, donc la capacité d'échange des ouvriers.

Si l'on s'en arrête à la demande globale, produit de la demande des divers capitalistes individuels, on masque la réalité de classe de la reproduction qui se manifeste dans le fait que la demande de biens de production ne peut se substituer simplement à la demande de biens de consommation : on ne peut dès lors comprendre l'origine des crises; telle est la limite que KEYNES ne dépasse pas. Et si l'explication de MARX s'appuie au départ sur "le capital individuel, limitant la demande de ses propres ouvriers et développant sans limites sa production" (1), il ne faut pas en tirer la conclusion que MARX développe une problématique au sein de laquelle les rapports de classes seraient absents : car "Quoi qu'il en soit, le rapport général - fondamental - entre le capital et le travail est celui de chacun des capitalistes avec ses ouvriers" (2).

(1) A. LENNART *op. cit.*, p. 55.

(2) K. MARX - *Fondements à la critique de l'économie politique*, *op. cit.*, p. 377.

Enfin, une remarque essentielle s'impose : cette explication ne prend aucunement en compte les conséquences possibles de la lutte des travailleurs pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail. Certes, dans le cours de ses développements, MARX parle de la baisse ou de la hausse du salaire par rapport à sa valeur; il constate que "la réduction du salaire au-dessous de sa valeur" constitue un moyen de contrer la baisse du taux de profit, mais qu'elle accentue encore la disproportion; il note, d'autre part, que la concurrence entre capitalistes peut conduire, dans certaines phases, à une hausse du salaire (1). Mais jamais il n'envisage une modification de cette valeur sous l'effet de la lutte des travailleurs, et il n'envisage pas plus une réduction possible de la durée du travail.

Sans aucun doute, MARX considère que la lutte des ouvriers ne fait qu'ajouter aux contradictions inhérentes à la logique du capital : ce n'est pas elle qui rend la crise nécessaire (2).

. La critique de l'explication marxienne de la nécessité des crises

L'explication donnée par MARX relève d'une dialectique complexe entre la tendance à la baisse du taux de profit, qui caractérise les conditions de production de la plus-value, et le développement de la disproportion qui rend problématique la réalisation de cette plus-value. Elle n'est pas produite simplement par une juxtaposition de ces deux causes : on peut même aller jusqu'à dire que si, pour MARX, la tendance à la baisse du taux de profit finit toujours par se manifester dans la réalité, c'est parce qu'elle s'inscrit dans un processus où la disproportion impose ses propres contraintes à la réalisation.

(1) Cf. *Le Capital*, Livre I, Septième Section (Ed. La Pléiade), p. 1129. "Ou bien, émoussant l'aiguillon du gain, la hausse progressive des salaires commence à retarder la marche de l'accumulation qui va en diminuant, mais cette diminution même en fait disparaître la cause première, à savoir l'excès en capital comparé à l'offre de travail. Dès lors, le taux du salaire retombe à un niveau conforme aux besoins de la mise en valeur du capital, niveau qui peut être supérieur, égal ou inférieur à ce qu'il était au moment où la hausse des salaires eut lieu".

(2) *Idem*, p. 1129. "L'augmentation du salaire n'indique donc au mieux qu'une diminution relative du travail gratuit que doit fournir l'ouvrier; mais cette diminution ne peut jamais aller assez loin pour porter préjudice au système capitaliste".

Toute analyse critique du raisonnement marxien ne peut donc se limiter à tel ou tel aspect, en tant qu'il pourrait être détaché du contexte d'ensemble. Elle doit au contraire suivre les divers moments du processus dialectique décrit par MARX.

Son point de départ est la loi de hausse en volume de la composition organique moyenne du capital, comme produit de la logique capitaliste du développement des forces productives. Lorsque MARX énonce cette loi, il prend bien soin de parler d'un accroissement "du volume de valeur du capital constant" relativement à un capital variable de "volume de valeur donné" (1); il est donc clair :

1°/ qu'il ne prend pas encore en compte le processus de destruction de l'ancien système des valeurs et de production d'un nouveau système des valeurs qui accompagne ce développement des forces productives (processus qui a pour conséquence d'abaisser la valeur du capital constant et celle du capital variable);

2°/ qu'il élimine tout changement qui pourrait affecter la durée, l'intensité du travail et le système de normes de consommation ouvrière relatif aux forces de travail plus ou moins complexes utilisées. C'est le sens de la formule "à taux d'exploitation inchangé", en sorte que par "volume", MARX entend, à notre avis, "à valeurs inchangées" ou encore "aux valeurs antérieures".

Cette loi ne signifie donc pas que, en valeurs courantes, la composition organique augmentera : c'est une autre question que nous abordons ci-après (2).

(1) *Idem*, p. 226.

(2) Nous concevons que l'on puisse nous reprocher de faire une lecture particulière de MARX en séparant ce que nous appelons la "loi" proprement dite (celle de l'élévation initiale (ou en volume) de la composition organique) de celle que MARX retient aussi après avoir pris en compte les contre-tendances induites, à savoir que finalement la composition organique augmente. Dans le Livre I du *Capital* (Chapitre XXV : La loi de l'accumulation; p. 1134/5 Oeuvres I, Pleiade), MARX n'emploie le terme de "loi" que pour caractériser la hausse de la composition en valeur courante; et ceci, après avoir indiqué que la valeur des moyens de production ne s'élève pas au même rythme que leur masse, du fait de l'élévation de la productivité sociale. A ce stade, il n'emploie pas - comme dans le Livre III - le terme de "volume de valeur". Pour la discussion de l'explication marxiste des crises, il nous paraît cependant nécessaire d'effectuer cette distinction, même si elle n'est pas parfaitement claire dans le troisième Livre : rares sont en effet les économistes marxistes qui ne font pas la confusion entre ces deux lois, justifiant ainsi la seconde par le caractère "évident" de la première.

On comprend dès lors pourquoi MARX ne s'intéresse finalement qu'à la seule composition organique du Capital (c/v) : en fait la loi qu'il énonce est d'abord celle d'une augmentation de la composition en volume suivante (volume de valeur du capital constant / volume de valeur ajoutée par le travail vivant), ce qui conduit bien, "à taux d'exploitation inchangé", à une hausse de la composition organique en volume.

Un autre aspect de cette loi doit aussi être précisé; MARX ne dit pas que la composition en volume du capital engagé s'élève, soit encore que le volume de valeur du travail passé, transmis dans une marchandise, s'accroît relativement au volume de travail vivant fourni pour sa production; il dit que la composition en volume du capital avancé s'élève, ce qui peut s'accompagner aussi bien d'une élévation que d'une baisse de la composition en volume du capital engagé. Cependant, MARX en reste à une formulation qualitative de cette question - et d'ailleurs à une expression fautive du taux de profit lorsqu'il rapporte le profit au capital total avancé (pv/C) et plus seulement au capital engagé ($pv/c+v$) : nous avons déjà, en effet, eu l'occasion de montrer que MARX n'avait pas complètement explicité la prise en compte de la rotation différenciée du capital fixe et du capital circulant (1); c'est un point que nous jugeons absolument nécessaire d'approfondir (2).

Ces précisions étant apportées sur la nature exacte de cette loi, il importe d'en apprécier la justesse : MARX n'en donne qu'une justification théorique (la logique capitaliste de la domination du Capital sur le travail) qu'il juge, sans aucun doute, suffisante, tellement est évidente, visible tous les jours à son époque, cette augmentation relative de la masse des moyens de production qu'un même nombre de travailleurs met en mouvement. Mais, avec l'introduction du travail par équipes et le développement des branches à degré plus élevé de complexité du travail, nous ne pouvons plus nous contenter d'une telle évidence : seule une analyse branche par branche, s'appuyant sur les statistiques disponibles, peut permettre de montrer si cette loi se vérifie effectivement dans les faits, non pas comme une tendance, qui pourrait ne pas se manifester pendant toute une période, mais comme une réalité continue de l'accumulation capitaliste.

(1) Cf. p. 39.

(2) *C'est la seule façon de mesurer notamment les conséquences de l'introduction progressive du travail par équipes sur l'évolution du taux général de profit.*

Nous verrons, à la fin du second chapitre - lorsque nous interprèterons les statistiques disponibles sur la période d'après guerre - qu'une telle évolution générale et permanente s'est bien produite.

Pour notre part, nous considérons que ces éléments ne font que confirmer une loi incontestable de l'accumulation, non en tant qu'elle serait universellement vérifiée - ce qui serait le cas si tous les changements techniques revenaient à économiser de la main-d'oeuvre - mais en tant qu'elle est globalement vérifiée.

Le point de départ du processus dialectique retenu par MARX peut donc être considéré comme indiscutable : nous devons alors passer à l'analyse critique des moments ultérieurs qui s'articulent sur une telle progression inéluctable de la composition organique "en volume".

Le second moment à prendre en compte est celui qui concerne les contre-tendances s'opposant à cette cause initiale de baisse du taux de profit.

Nous avons vu que MARX formule, à ce propos, trois propositions :

. L'élévation de la productivité sociale qui signifie une baisse des valeurs unitaires des moyens de production (1) et qui provient d'une hausse continue de la composition en volume du capital dans les branches de la Section I, ne peut que modérer cette hausse : finalement la composition en valeur courante du capital nouvellement installé (capital constant / valeur ajoutée) s'élève nécessairement. Et cela est encore plus vrai pour la composition organique du capital en valeur courante (capital constant / capital variable) parce que le degré d'exploitation s'élève toujours. Cela crée la disproportion.

(1) MARX parle en de nombreux endroits d'une baisse de prix des marchandises : il qualifie en particulier la contre-tendance dont il est question ici comme celle qui résulte de la "baisse du prix du capital constant". Il nous semble qu'il y a ici un dérapage de terme (de valeur à prix) tout à fait criticable ; car ou bien il s'agit d'un "prix" dans sa plus grande abstraction, et alors il n'y a baisse de prix que si la productivité sociale s'élève plus dans la branche concernée que dans la branche or ; ou bien il s'agit du prix de marché et alors il faudrait admettre que l'élévation de la productivité s'accompagne nécessairement d'une baisse du prix : ce que MARX, à notre connaissance, n'a jamais affirmé.

. L'élévation de la productivité sociale a aussi comme conséquence de dévaloriser le capital fixe déjà installé; la valeur de celui-ci ne s'apprécie pas, en effet, à un moment donné, à partir de celle qui présidait à la date de sa mise en place, mais à partir de la valeur actuelle (de remplacement) qui dépend aussi des procès de travail plus productifs mis en oeuvre depuis. Il en résulte une contretendance à la baisse de la composition organique moyenne de l'ensemble du capital; mais celle-ci n'est pas suffisante pour contrer totalement sa hausse : finalement la composition organique moyenne du capital s'élèvera (celle qui rentre en ligne de compte dans la formation du taux général de profit).

. Le processus d'accumulation s'accompagne nécessairement d'une élévation du degré d'exploitation (effets de l'élévation de la productivité sociale sur la valeur de la force de travail, prolongation de la journée de travail et de l'intensification du travail); mais elle ne peut pas compenser totalement l'effet de la hausse de la composition organique moyenne du capital, en sorte que le taux de profit finira par baisser (1).

Ces propositions résultent-elles, pour MARX, de la seule logique capitaliste de production de la plus-value ? Comme il les formule, dans un premier temps, avant d'analyser les limites que le capital dresse devant lui au niveau de la réalisation, on peut être tenté de répondre par l'affirmative à une telle question. Mais comme celles-ci sont reprises, reformulées au sein du processus dialectique prenant en compte les problèmes posés par la réalisation, elles apparaissent alors plus comme une conséquence.

Aussi, entendons-nous montrer d'abord que les arguments que MARX avance, en ne prenant en compte que la seule logique de production de la plus-

(1) En prenant une formulation simple du taux général de profit - qui fait abstraction des différences dans les temps de rotation et des différences de composition organique entre branches (comme nous aurons l'occasion de le montrer dans le chapitre III) - celui-ci s'écrit :

$$r = \frac{p^l}{c+v} = \frac{p^l/v}{c/v+1} = \frac{\tau}{\omega+1}$$

La proposition de MARX est la suivante : la hausse de τ n'est pas suffisante pour compenser la baisse de r provoquée par la hausse de ω .

value, ne constituent aucunement une démonstration de ce qui correspond, en fait, à la synthèse de ces trois propositions, à savoir que la tendance à la baisse du taux de profit finit toujours par se manifester sous forme d'une baisse effective - baisse qui ne peut être résolue que par une crise dont le rôle fondamental est de permettre un relèvement du taux de profit (1).

Mais nous ne pourrions pas considérer cette critique comme définitive, avant d'avoir traité du troisième moment.

En ce qui concerne la première proposition, il semble clair que MARX n'envisage jamais que la composition organique du capital en valeur courante puisse ne pas s'élever : en effet, il n'y aurait aucune disproportion et aucune dialectique cumulative si cette composition organique restait inchangée. Pour autant, on ne trouve aucune justification de cette "loi" d'élévation de la composition organique : serait-ce parce que MARX la considère comme une conséquence inéluctable de la hausse initiale (ou en volume) de celle-ci ? C'est la réponse qu'il nous semble possible de donner dès lors que toute possibilité de hausse, définitivement acquise et non circonstancielle, du volume de la force de travail est exclue par MARX. En effet, quels que soient les gains de productivité dégagés - et à condition qu'ils soient relativement uniformes pour toutes les branches - ils agiront à la fois sur le capital constant et le capital variable en sorte que si la composition organique en volume augmente, il en sera de même de la composition organique en valeur (à volume inchangé de la force de travail). Pour comprendre ceci, on peut aussi passer par la composition du capital (C/VA) : si les gains de productivité sont importants au regard de la hausse de la composition volume (C/VA) qui accompagne ces gains, on peut avoir une baisse de la composition courante (C/VA); certes MARX donne l'impression d'exclure un tel cas; mais, comme il formule toujours sa proposition finale en terme de composition organique, on peut se demander si sa loi de hausse inéluctable de c/v résulte du

(1) Si MARX ne va pas jusqu'à dire que - sous l'effet de cette loi - des crises doivent se succéder à échéances régulières, il est cependant clair, pour lui, que cette loi ne se manifeste pas seulement sous forme d'une baisse effective dans le très long terme. L'interprétation qu'en fait A. EMMANUEL dans "Le profit et les crises" nous parait de ce point de vue tout à fait contestable; il indique (op. cit., p. 69 en note) : "nous faisons abstraction ici de la loi de baisse tendancielle du taux de profit de MARX, laquelle, en tant que mouvement séculaire unidimensionnel, ne peut expliquer les mouvements cycliques de surproduction".

fait que C/VA ne peut baisser ou bien du fait que, si C/VA baisse, cela provient de gains de productivité tels que le degré d'exploitation (à volume inchangé de la force de travail) s'élève notablement et qu'en conséquence la composition organique (C/V) augmentera. Notons bien que nous supposons alors une diffusion du progrès technique au niveau de la grande majorité des branches de la Section II et donc une emprise très marquée du capital sur les secteurs où il ne fonctionne pas encore directement (dans l'Agriculture notamment) - emprise telle que la pression au développement des forces productives y soit forte (i.e : la loi coercitive de la concurrence s'y affirme).

Ainsi, la justification de la première proposition de MARX doit, à notre avis, se trouver au niveau de celle qu'il avance pour exclure une modification, acquise dans le court/moyen terme, de la valeur (volume) de la force de travail; ou plus précisément pour exclure qu'une hausse du salaire au-dessus de sa valeur puisse être définitivement acquise, ce qui correspond à la négation de cette ancienne valeur et à l'émergence d'une nouvelle qui lui est supérieure. On a vu que MARX rejette une telle possibilité parce que cette hausse fait baisser le taux de profit, avive la concurrence et renforce ainsi la réduction relative du travail immédiat (accentuation de la hausse initiale de la composition volume du capital) : ainsi est reconstituée une surpopulation relative qui crée les conditions d'un recul des salaires.

Or, pour que le raisonnement de MARX soit sans faille il faut que cette hausse* qui, prise seule, fait bien baisser le taux général de profit - ne soit pas dans le même temps contre-balancée par une progression suffisante de la productivité : dans ce cas, en effet, disproportion et baisse du taux de profit disparaissent; à moins de considérer que cette hausse des salaires - qui doit être générale pour contrer la hausse de la composition organique moyenne - touche de nombreuses entreprises dont le capital est déjà installé, provoque donc une baisse de leur marge de profit, et en conséquence induit le comportement décrit ci-dessus - même si, dans le même temps, le taux général de profit ne baisse pas. Tel est, nous semble-t-il, l'explication beaucoup plus fine qu'il est nécessaire de faire, et qui se justifie par le fait que, si le taux général ne baisse pas, c'est parce que les quelques entreprises qui ont mis en oeuvre des innovations réalisent, elles, des sur-profits importants. Autrement dit, on ne peut se contenter d'une simple analyse au niveau le plus abstrait, au niveau des seuls éléments globaux en valeur, pour contester celle de MARX (1).

(1) C'est pourtant ce qui est fait par la plupart de ceux qui contestent la loi de MARX, et notamment par F. DANJOU dans : "Sur la baisse tendancielle du taux de profit", *Cahiers du C.E.R.E.L., Université de Lille, n° 3, 1972.*

* des salaires réels

L'explication finale se trouve dès lors dans le recul du salaire réel avec le développement d'une surpopulation relative, soit plus simplement du chômage : c'est admettre que la lutte ouvrière ne revêt pas une ampleur suffisante pour empêcher un tel recul, ce que l'on peut considérer comme admissible à l'époque où écrit MARX, mais qui doit être totalement reconsidéré aujourd'hui avec le renforcement de la concentration du capital, et parallèlement des syndicats ouvriers, qui a eu lieu depuis. C'est en cela que l'explication de MARX est très marquée historiquement.

Avec une pression continue des travailleurs, peut avoir lieu une progression continue du pouvoir d'achat ouvrier apte à résorber les contradictions qui naîtront de la hausse permanente de la composition en volume du capital, pourvu que les gains de productivité soient suffisants pour "l'éponger" au niveau du taux de profit (pas de baisse du degré d'exploitation et pas de hausse de la composition en valeur courante C/VA) (1).

On comprend que dans les conditions qui prévalent à son époque - faiblesse de l'organisation des ouvriers et absence de "prise de conscience" par la bourgeoisie de son intérêt à voir augmenter, dans des limites raisonnables, le pouvoir d'achat ouvrier - MARX ne puisse envisager cela.

Mais alors, pourquoi considère-t-il que l'élévation du degré d'exploitation ne peut pas compenser la hausse de la composition organique - ce qui est la troisième proposition de MARX ? Les longs développements qu'il consacre à cette question ne sont guère convaincants. Il dit par exemple :

"Exception faite de cas isolés (par exemple, lorsque la productivité du travail entraîne une baisse uniforme de tous les éléments du capital constant et variable), le taux de profit baissera..." (2).

(1) Si l'on note $\eta = C/VA$ cette composition, le taux général de profit peut s'écrire - lorsqu'on ignore les différences de rotation -

$$r = \frac{pv/v}{c/va (va/v) + 1} = \frac{\tau}{\eta(1+\tau) + 1}$$

(si η et τ restent constants, r ne baisse pas)

(2) *Le Capital*, Livre III, Tome I (E.S.), p. 240 (souligné par nous).

Ceci est manifestement faux puisque tout dépend de la hausse de la composition en volume du capital; mais le fait que MARX considère ceci comme un cas isolé peut peut-être nous permettre de comprendre un autre passage :

"L'accroissement de la masse des marchandises et la production à meilleur marché de la marchandise isolée, résultats de l'augmentation de la productivité du travail, n'affectent pas directement (dans la mesure où ces marchandises ne sont pas un élément déterminant du prix de la force de travail), malgré la baisse de prix, le rapport du travail payé et non payé dans la marchandise particulière" (1).

Passons sur l'utilisation du mot "prix" au lieu du mot "valeur" dans ce passage et interrogeons-nous sur le sens des deux termes que nous avons soulignés : MARX exclut-il que toutes les marchandises, qui servent à la reproduction de la force de travail, voient leur valeur baisser ? Ne serait-ce pas alors qu'il prend en compte le fait qu'une part importante des moyens de subsistance sont, à son époque, issues de secteurs pré-capitalistes où la productivité sociale ne s'élève que très lentement. Le mécanisme de la plus-value relative ne fonctionne alors que de façon très limitée et une progression uniforme de la productivité peut être considérée, par MARX, comme un cas isolé. Telle est, à notre avis, la limite que voit MARX à la faible compensation qu'opère l'élévation du degré d'exploitation. Elle est donc, de ce second point de vue, encore très marquée historiquement.

Mais, du même coup, nous mettons en évidence un cercle vicieux dans le raisonnement d'ensemble : si la baisse de valeur du capital constant est beaucoup plus marquée que celle du capital variable, il n'est plus du tout "évident" que la composition organique du capital en valeur courante (et à volume donné de la force de travail) s'élèvera parce qu'elle s'élève en volume !

En fait, pour justifier la proposition de MARX, on est obligé de faire appel à des considérants contradictoires.

Dès lors :

- ou bien on admet que la composition organique s'élève toujours parce que le volume de la force de travail ne peut augmenter durablement et que sa valeur courante

(1) *Idem*, p. 244 (souligné par nous).

s'abaisse dans une proportion peu éloignée de celle dont s'abaisse celle du capital constant; mais dans ce cas la troisième proposition n'est aucunement justifiée du seul point de vue de la production de la plus-value;

- ou bien on admet que l'élévation du degré général d'exploitation se heurte à des limites tenant à la faible augmentation de la productivité dans des branches fournissant une part notable de la consommation ouvrière; mais dans ce cas on ne peut exclure une faible progression et même une baisse de la composition organique du capital.

Dans l'un et l'autre cas, il n'est jamais exclu que les contre-tendances l'emportent sur les tendances à la baisse du taux général de profit.

Nous n'entendons pas affirmer par là que, à l'époque de MARX, les gains de productivité étaient concrètement suffisants pour empêcher la hausse de la composition en valeur du capital (C/VA) : nous disons simplement qu'un tel développement des forces productives n'est pas, a priori, inconcevable sous le capitalisme; du moins avant de prendre en compte les conditions de la réalisation.

Le troisième moment à prendre en compte est, en effet, celui qui concerne les problèmes posés, au niveau de la réalisation, par la disproportion.

Si l'on considère que, pour MARX, la disproportion de la demande n'est qu'une conséquence de la hausse de la composition organique (en valeur courante), on ne peut trouver au niveau de la réalisation une quelconque explication de cette hausse. On est donc renvoyé aux limites précédemment évoquées, à savoir que :

- d'une part, MARX ignore dans le moyen terme la possibilité d'une hausse du salaire réel par tête qui ne soit pas la simple conséquence momentanée d'une réduction du sous-emploi;
- d'autre part, une élévation finale de la composition organique n'a pas nécessairement lieu - sous cette hypothèse - lorsque les gains de productivité sont beaucoup plus faibles au niveau de la Section II qu'au niveau de la Section I.

Et l'on doit, de plus, ajouter que, lorsque la hausse finale de la composition organique a sûrement lieu - c'est à dire lorsque, sous la même hypothèse, les gains de productivité sont très proches - la baisse relative de la consommation ouvrière ne s'accompagnera d'une disproportion de la demande que si le taux de profit baisse (ou au mieux reste stable) : s'il s'élève, cette baisse peut, en effet, être compensée par une hausse relative de la consommation improductive de la classe capitaliste, sans réduction du rythme d'accumulation.

Admettons cependant que nécessairement la composition organique s'élève sans hausse du taux général de profit; et discutons le raisonnement de MARX selon lequel la disproportion initiale s'amplifie jusqu'à conduire à une phase de sur-accumulation.

On peut suivre MARX lorsqu'il avance que toute hausse conjoncturelle du pouvoir d'achat ouvrier moyen, seule à même de contrer la disproportion, pousse les directions capitalistes à élever la composition technique de leur capital en sorte que se trouve relancée la disproportion et recréée une surpopulation relative qui pèse sur les salaires. Mais ce processus dialectique ne débouche sur une phase de sur-accumulation que si le taux général de profit baisse; autrement dit, il faut admettre - mais MARX ne l'avance pas explicitement - un épuisement progressif des gains de productivité dégagés à hausse initiale donnée de la composition organique (1).

Mais, il nous faut revenir à notre supposition initiale; bien qu'elle soit le plus souvent admise, il nous semble que telle n'est pas la position de MARX : nous considérons au contraire que, pour lui, la disproportion de la demande est inhérente à la logique de l'accumulation, même lorsque, momentanément, la composition organique n'augmente pas (2). Ignorant la possibilité d'une pression ouvrière conduisant à une hausse permanente des salaires nominaux, MARX a mis en lumière la dissymétrie fondamentale qui existe entre les deux sections, à savoir que l'extension de la seconde section s'effectue en conséquence de celle de la première; dès lors, même lorsque les salaires réels s'élèvent momentanément avec une réduction du sous-emploi, la dynamique d'accumulation a lieu dans le cadre d'une

(1) Il s'agit bien de la seule possibilité : on ne peut, en effet, admettre que, de façon continue, le taux de profit baisse sans transformer la loi marxienne de baisse tendancielle en une loi mécanique de baisse automatique.

(2) Nous parlons ici de la hausse finale (ou en valeur courante) de celle-ci et non de sa hausse initiale qui a lieu en quasi-permanence.

demande plus vive s'adressant à la Section I; cette disproportion est telle que l'on assiste à un déplacement des forces productives vers la Section I et que le plein écoulement de la production de cette section ne peut avoir lieu, sans baisse du sous-emploi, que si la composition organique du capital s'élève, et même s'élève toujours plus vite. Mais, il faut de nouveau admettre que les gains de productivité s'épuisent (i.e. : que ces gains ne suivent pas la hausse initiale, toujours accélérée de la composition du capital) pour que le taux général de profit baisse et que l'on débouche ainsi sur une phase de sur-accumulation. Et cela, MARX ne l'explique pas : car il n'est pas parvenu à une analyse claire du jeu "volume/gains de productivité/valeurs courantes" (1).

. Conclusion : les limites de la théorie marxienne des crises

Au terme de cette analyse critique, l'explication marxienne des crises ressort plutôt comme un théorème : "Si la composition organique du capital augmente et si l'élévation du degré d'exploitation n'est pas suffisante pour empêcher la baisse du taux de profit résultant de cette hausse, alors la crise est la conséquence nécessaire de l'approfondissement des contradictions qui en résultent au niveau de la réalisation". Et la confrontation de ce théorème à la réalité conduit au corollaire suivant : "S'il y a régulièrement des crises, elles ont une explication générale : le jeu dialectique entre la tendance à la baisse du taux de profit et la disproportion de la demande".

Mais pour passer de ce théorème, et de son corollaire, à la loi : "une telle évolution finira toujours par se produire; un développement du capitalisme sans crises est inconcevable" il ne suffit pas de faire appel au génie de MARX; il convient au contraire de dépasser les limites de son analyse inachevée, limites qui se trouvent résumées par la double utilisation du terme "si" dans le théorème précédemment énoncé.

(1) Si l'on se réfère à d'autres passages de MARX, on peut aussi envisager que les possibilités de hausse initiale de la composition organique se trouvent limitées et qu'en conséquence le plein écoulement de la production de la Section I conduit à une réduction du sous-emploi, donc à une progression des salaires réels : il y a sur-accumulation effective (la plus-value produite serait supérieure si une partie seulement des moyens de production produits était mise en oeuvre).

Notre conclusion est donc double :

- d'une part, l'analyse de MARX est bien générale, en ce sens qu'elle concerne la logique de l'accumulation capitaliste pour toute son histoire et non une phase historique particulière; certes, nous avons, à l'occasion, fait appel à des caractères propres à la période historique qu'il a connu : mais c'était toujours pour tenter de justifier certains de ses raisonnements. Et, même dans ce cadre, nous avons dégagé des limites : ainsi lorsque l'on admet une quasi-invariance à moyen terme de la valeur de la force de travail (parce que les gains de productivité au niveau de la production des biens de subsistance sont faibles et qu'il existe encore peu de forces suffisantes pour autoriser une inscription à moyen terme de la dimension historique de celle-ci), il n'est pas automatique que la composition organique s'élève; du moins retombe-t-on sur la nécessité d'un épuisement progressif des gains de productivité; autrement dit, on dégage une limite tout à fait générale. Il n'y a donc aucunes raisons de rejeter la loi marxienne comme étant liée au passé;
- d'autre part, on ne peut adopter cette loi sans un dépassement des limites propres à la façon dont MARX pense la justifier (1) : un tel dépassement revêt alors une dimension générale, renvoyant au caractère général du théorème et de son corollaire, et une dimension spécifique, liée au stade actuel du capitalisme

Résumons, dès lors, les divers domaines essentiels sur lesquels un tel approfondissement devait, selon nous, porter :

- Le premier domaine concerne les modalités du développement des forces productives, quant à leurs conséquences sur l'évolution de la composition organique du capital à taux d'exploitation constant (2); en l'occurrence :

(1) Nous concluons bien à des limites et non à des erreurs ou des incohérences : la seule incohérence que nous ayons un moment dégagee a, en effet, été levée ultérieurement.

(2) Pour être tout à fait précis, c'est-à-dire tenir compte de la rotation du capital, il faut parler de l'évolution du rapport entre le stock de capital avancé (fixe et circulant) et le flux de valeur ajoutée pendant une période par l'ensemble des travailleurs qu'il met en oeuvre.

1°/ rendre compte du processus de destruction/reproduction du système des valeurs qui résulte de ce développement;

2°/ préciser le lien qui unit l'élévation initiale de la composition du capital aux gains de productivité;

3°/ étudier comment se développe la lutte des classes autour de la transformation des conditions de travail.

Seule une telle analyse peut permettre de conclure si, oui ou non, la composition organique du capital (à taux d'exploitation constant) finit toujours par s'élever dans le moyen terme.

- Le second domaine concerne la formation du degré d'exploitation et son évolution; il est relatif à la dimension spécifique dont nous venons de parler, puisqu'il s'agit de prendre en compte les bouleversements qui ont touché à la fois les conditions sociales de production (développement capitaliste de la Section II) et les formes prises par l'antagonisme de classes (montée de la classe ouvrière). Ces bouleversements obligent à considérer aujourd'hui l'inscription, dans le moyen terme, de la dimension historique de la valeur de la force de travail (soit encore la modification tendancielle des conditions de reproduction de la force de travail ouvrière). Ce domaine inclut dès lors l'ensemble des problèmes relatifs à la formation des prix et du profit, soit un dépassement du seul raisonnement "en valeurs" par l'inclusion de la dimension monétaire de la reproduction.
- Le troisième domaine concerne l'approfondissement de l'analyse du procès d'ensemble (production/réalisation) qui devrait résulter des apports dégagés au niveau des deux précédents et de la prise en compte de la consommation improductive de la classe capitaliste, comprenant les faux-frais privés et étatiques.

3. LE DEPASSEMENT DES LIMITES PROPRES A L'EXPLICATION
MARXIANNE DES CRISES CHEZ LES THEORICIENS MARXISTES : SON
CARACTERE PARTIEL

Nous n'entendons pas, dans cette section, reprendre successivement l'étude des écrits des principaux économistes marxistes, de façon à dégager comment chacun a interprété MARX et avancé, sur cette base, sa propre analyse de la reproduction et de la nécessité des crises. Nous n'entendons pas non plus nous livrer à une analyse de l'évolution des positions au sein du courant marxiste, au travers des débats qui ont été déterminés par l'évolution du capitalisme lui-même, c'est-à-dire par les problèmes que soulevait la pratique politique des forces dans lesquelles les protagonistes de ces débats s'inscrivaient.

Comme l'approfondissement de l'analyse marxienne, qui nous est apparu nécessaire, inclut, pour partie, une dimension spécifique à la phase historique récente, nous pouvons nous limiter aux seuls protagonistes du débat actuel - débat qui s'est ouvert à la fin des années cinquante face à la nécessité de comprendre la nouvelle phase de croissance qui se déroulait, débat qui se trouve relancé aujourd'hui autour des explications qu'il convient de donner de la crise actuelle, afin d'en déterminer la nature et d'étayer une stratégie politique en réponse à cette situation.

Pour autant, il nous paraît indispensable de présenter très succinctement la nature des apports des deux principaux protagonistes du débat s'étant déroulé au début du siècle autour des deux questions liées : "le capitalisme peut-il se développer en Russie ?" et "La domination impérialiste du monde par les grandes puissances est-elle une nécessité ?"; nous voulons parler de V.I LENINE et de R. LUXEMBOURG. Ce que nous allons qualifier comme un recul chez R. LUXEMBOURG et un déplacement critiquable chez V.I. LENINE, expliquent, en effet, le caractère limité de l'approfondissement lié au débat actuel et éclairent la façon dont nous entendons nous y inscrire.

. Le recul de R. LUXEMBOURG

Pour R. LUXEMBOURG "non seulement l'accumulation ne peut être expliquée à partir de la domination générale et absolue de la production capitaliste, mais elle est même tout simplement inconcevable à tous égards sans le milieu non capitaliste" (1).

(1) *op. cit.*, Vol. II, p. 37 (souligné par nous).

Elle pense, en effet, avoir montré que les schémas marxien de la reproduction (Livre II du Capital) n'explicitent la possibilité d'une réalisation globale de la production que sous l'hypothèse d'un "impossible transfert" entre les deux grandes sections de l'économie; nous n'avons pas, pour notre part, dégagé une telle conclusion, et pour cause : R. LUXEMBOURG oublie que MARX fait l'hypothèse que les prix sont égaux aux valeurs d'échange en sorte qu'il n'a pas à se soucier du transfert qui doit avoir lieu d'une section à l'autre lorsque la composition organique du capital n'est pas uniforme. Justement, en cas de composition organique différente, les rapports de prix ne tendent pas à être égaux aux rapports de valeurs, mais conduisent à opérer automatiquement le transfert qu'à juste titre R. LUXEMBOURG considère comme nécessaire.

Dès lors, elle interprète l'analyse marxienne des crises (l'accroissement de la contradiction entre les conditions dans lesquelles la plus-value est produite et celles où elle est réalisée) comme si le capital ne pouvait pas trouver de débouchés au niveau interne, ou encore un pouvoir de consommation suffisant : nous avons vu, au contraire, que, pour MARX, ce n'est pas l'absence de débouchés qui rend la crise nécessaire, mais l'absence de conditions profitables d'accumulation suffisantes pour que soit écoulée toute la production de la Section I (et donc de la Section II), non pas que l'extension du capitalisme ne permette pas de créer de telles conditions profitables (ou d'éviter une telle absence interne) : mais il s'agit d'une autre question.

Dès lors, en voulant fonder sa théorie de l'impérialisme sur une nécessité (à savoir que la reproduction interne est impossible), R. LUXEMBOURG a, elle-même, réduit l'importance de ses propres développements concernant cette extension (1), alors qu'ils sont, à notre avis, tout à fait fondamentaux et que paradoxalement ils ne sont pas principalement basés sur une problématique faisant de cette extension une conséquence des contradictions internes, ou encore un moyen de tenter de les résoudre (2). C'est au contraire V.I. LENINE qui a orienté le cours de la théorie marxiste.

(1) Cf. op. cit., Vol. II, Chap. 27 et suivants.

(2) Elle s'inscrit, à notre avis, dans la droite ligne de MARX lorsque celui-ci disait "l'argent étant lui-même la communauté, il ne peut en tolérer d'autres en face de lui", *Fondements de la critique de l'économie politique*, T. I, p. 163, Trad. Fr. Editions Anthropos, Paris, 1969.

. Le déplacement opéré par LENINE

V.I. LENINE, pour sa part, ne se livre à aucune contestation de K. MARX; mais la façon dont il commente l'analyse de ce dernier à propos de l'explication générale des crises comporte à notre avis (1) un déplacement tout à fait discutable : il fait en effet de la contradiction avancée par MARX (expression directe de l'existence du Capital et donc de la force de travail comme marchandise) une contradiction parmi d'autres à côté de ce qu'il considère, lui, comme la contradiction principale expliquant les crises, à savoir "celle qui existe entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation" (2).

Autrement dit, la nécessité de la crise résulte, pour LENINE, de l'anarchie de la production, non pas de l'anarchie au sens général du terme (disproportion entre la production et la demande au niveau des diverses branches), mais de la contradiction qui naît entre l'augmentation absolue de la production et le caractère disproportionné de la demande qui résulte de la recherche du profit (hausse de la composition organique et stagnation relative des salaires).

Certes, LENINE s'appuie sur certains passages de MARX (et notamment "la cause ultime de toutes les crises effectives reste toujours la pauvreté et la limitation de la consommation des masses, face à la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives comme si la seule limite de leur développement était la capacité absolue de consommation de la société" (III, 2, p. 528); mais le "déplacement" dont nous avons parlé s'observe justement dans la façon dont ce passage peut être lu : ou bien on lit "développer les forces productives" sous l'angle principal "développer la production en élevant la composition organique" (ce que fait, selon nous, LENINE), ou bien on y lit "transformer les conditions de production de la plus-value en diminuant relativement la main-d'oeuvre pour peser sur les salaires". Dans le premier cas, on débouche principalement sur la question des techniques de production qui peuvent être progressivement mises en oeuvre; dans le second cas, on débouche principalement sur la lutte des classes autour de la production de la plus-value.

(1) Nous rejoignons en cela A. LENNART (art. cit.).

(2) LENINE. De la caractéristique du romantisme économique. Trad. franç. incluse en annexe du Livre II du Capital, E.S., T. V, p. 176.

Et encore, dans le premier cas, une alternative est possible : ou bien on retrouve une des dimensions de l'explication marxienne des crises (l'épuisement des possibilités de hausse toujours plus importante de la composition organique) ou bien on considère que la production toujours étendue de la Section I ne peut être finalement écoulee sans une certaine extension de la Section II, et l'on est alors sur un tout autre terrain que celui de MARX. Il nous semble bien que LENINE a dans l'esprit la seconde branche de l'alternative, jugeant impossible la production de machines pour faire de l'acier et d'acier pour faire des machines (1). Mais, même s'il avait retenu la première (2), le fait de considérer comme principale cette dimension particulière revient à admettre (à contrario) la suppression de la nécessité des crises si le pouvoir d'achat des masses augmente, ou du moins à voir s'écrouler l'explication avancée s'il en est ainsi.

Ce déplacement opéré par LENINE explique le sens dans lequel a été approfondie l'analyse marxiste au sein du courant "orthodoxe" : dans la logique léniniste, la crise peut en effet être reportée dans le temps grâce à une accélération suffisante des transferts de plus-value, au développement de débouchés bouclés au sein de la Section I, et à la création de débouchés improductifs pour celle-ci (cf. : dépenses d'armement), toutes choses que l'Etat va organiser au profit des seuls monopoles. D'où la notion de "gaspillage monopoliste" à l'étape du C.M.E.. Non pas qu'il s'agisse là d'une analyse fautive : il s'agit bien d'une des dimensions du capitalisme actuel. Mais, le déplacement consiste justement à la considérer comme principale, ce qui, du même coup, conduit à laisser dans l'ombre les modalités du développement de la contradiction principale : Capital/Travail. De plus, cette même logique léniniste

(1) Cf. notamment : *"La fabrication des moyens de production [ne peut] se développer d'une manière absolument indépendante de la fabrication des objets de consommation et sans le moindre lien avec elle"*. Remarque sur la question de la théorie des marchés in *Le Capital*, T. V, E.S., p. 186. A ce propos, nous ne pensons pas que cette contrainte soit pour LENINE la conséquence d'un "impossible transfert de capitaux de la Section II vers la Section I", même si c'est la seule explication possible de cette contrainte.

(2) On peut imaginer celle-ci en disant "il est impossible, à moyen terme, de produire toujours plus de machines outils sans produire plus de machines textiles et plus de celles-ci avec la même production de tissus : le rythme de bouleversement des techniques n'est pas suffisant" (Rien n'empêche, par contre, que ceci soit possible à long terme).

conduit à dire que, si crise il y a, celle-ci provient d'une limitation de la consommation populaire; d'où les propositions consistant à l'augmenter pour "résoudre" la crise, alors que MARX explique bien que l'on tombe ainsi de CARYBE en SYLLA dans le cadre du système capitaliste ! Nous devons cependant convenir qu'il s'agit là d'arguments utilisés sur la scène politique et que même les théoriciens du Parti Communiste Français n'oublient pas cet aspect des choses.

Il n'en reste pas moins que, comme nous allons le voir, l'essentiel des approfondissements qui ont eu lieu a été le résultat d'un certain retour à MARX.

. Le caractère partiel des développements actuels de la théorie marxiste de la reproduction et des crises

Nous étudions maintenant dans quelle mesure les limites, que nous avons situées, ont été dépassées dans le cadre du débat actuel. Nous le faisons en reprenant successivement les trois domaines définis à la fin de la seconde section de ce chapitre, en nous limitant aux apports qui nous sont apparus comme principaux (1).

. La discussion autour de la "loi" de hausse de la composition organique du capital

Cette loi est encore acceptée comme un dogme (i.e. : en ne jugeant pas nécessaire de faire référence à des données statistiques ou qualitatives) par nombre d'auteurs marxistes aujourd'hui.

(1) Nous ne prétendons pas d'ailleurs nous appuyer sur une connaissance de tous les travaux qui ont été publiés; et nous considérons seulement ceux qui comportent une analyse d'ensemble.

Mais d'autres ont dépassé ce dogmatisme grâce à un approfondissement dans l'explicitation des termes du processus : tendances/contre-tendances. Ainsi, M. AGLIETTA indique clairement : "l'accroissement de la composition organique du capital, mesuré à partir d'un état donné du système des valeurs, peut très bien ne pas se manifester par la même évolution dans la composition-valeur une fois les effets induits sur la déformation du système des valeurs pris en compte" (1). Et il en tire une formalisation du lien entre gains de productivité et élévation initiale de la composition organique lui permettant de comprendre pourquoi celle-ci a pu baisser aux U.S.A. pendant toute une période. Cette formalisation est, à notre avis, la seule à ne pas être critiquable. Ch. BETTELHEIM par exemple, dans un article paru en 1959 (2), distingue bien les notions "en volume" et "en valeur courante", mais il considère indépendamment l'une de l'autre la hausse en volume de la composition du capital et la hausse de la productivité; adoptant un trend constant pour cette dernière, et retenant, dans la droite ligne de MARX, que la composition organique en valeur courante dépend du déroulement du procès d'ensemble, il conclut à une hausse ou une baisse de celle-ci selon le pourcentage de plus-value accumulée : on est dès lors en droit de s'interroger sur l'hypothèse implicite qu'il fait en retenant un rythme constant de gains de productivité, interrogation qui ne pourrait être levée que si le lien sus-nommé était explicité chez lui. Quant à A. EMMANUEL (3), il établit bien une telle fonction, mais il ne passe pas par la notion de "volume" en sorte qu'il fait dépendre directement l'augmentation de la productivité de la composition en valeur courante du produit, soit $\dot{S} = f(C/v+pl)$: cette formulation est manifestement fautive puisqu'on pourrait en tirer que les gains de productivité sont nuls lorsque la composition du produit reste finalement inchangée, alors que, justement, une telle invariance n'a lieu que si ces gains sont élevés ! Mais

-
- (1) *Accumulation et Régulation du capitalisme en longue période. Exemple des Etats-Unis (1870-1970)*. Thèse de doctorat d'Etat, Paris I, 1974 (p. 34).
 - (2) "Variation du taux de profit et accroissement de la productivité du travail". *Revue d'Economie Appliquée*, 1959.
 - (3) *op. cit.*, p. 118.

revenons à l'approfondissement de M. AGLIETTA (1) pour constater d'abord qu'il n'en développe pas pleinement les conséquences quant à la transformation dans le temps du système des valeurs (il s'en arrête à un raisonnement semi-global), mais surtout qu'il indique dans son premier chapitre "Nous savons que q_t (2) croît en général avec la composition organique du capital, au moins au-delà d'un certain niveau de celle-ci à partir duquel les progrès de productivité n'arrivent plus à compenser cette hausse par une diminution adéquate de la valeur unitaire des marchandises" (3) : ce savoir dont il parle n'est-il pas la "loi" marxienne ? En tout cas, nous n'avons pas trouvé d'explicitation de cet épuisement dans son étude, tout à fait essentielle, des transformations concrètes ayant touché les procès de travail aux U.S.A.; la cause en est, à notre avis, qu'il n'approfondit pas sa modélisation au point de pouvoir y prendre en compte ces transformations. De plus, il laisse dans l'ombre, d'une part, les effets de l'extension du travail par équipes, d'autre part les problèmes posés par la séparation approfondie entre travail de conception et travail d'exécution (4).

-
- (1) Je dois noter que j'avais personnellement présenté une analyse équivalente du passage volume/valeur dans un cours polycopié interne à l'I.E.P. de Grenoble (1972). Je n'entends pas par là revendiquer un "droit de paternité", mais indiquer que nous avons progressé parallèlement grâce à l'échange de nos réflexions. Et ceci s'applique aussi à d'autres domaines (cf. la référence que M. AGLIETTA fait à mon mémoire de D.E.S. portant sur le problème valeur/prix). C'est la raison pour laquelle - tout en notant dans cette partie les limites que me semble contenir son approfondissement - je présenterai, dans les deux chapitres suivants, ma propre problématique, sans faire référence, pour ce qui concerne des développements communs, à sa thèse.
- (2) A savoir le rapport C/VE entre le capital constant et la valeur du capital-marchandise à la période t .
- (3) op. cit., p. 56.
- (4) Concernant cette dernière question, nous ne pouvons retenir les propositions d'A. EMMANUEL : mettant sur le même plan ingénieurs et ouvriers quant à la création de valeur, il parle d'un accroissement de celle-ci liée à l'élévation de la qualification moyenne; cela revient à abandonner la notion marxienne de travail productif et à nier, ainsi, le développement des contradictions de la loi de la valeur qui résultent de l'extension du travail général.

Il reste donc encore nombre de questions en suspens, au niveau de ce premier domaine spécifique, même si un approfondissement certain a eu lieu : le champ de notre prochain chapitre est ainsi fixé.

. L'approfondissement portant sur la formation
du degré d'exploitation et son évolution

L'élargissement de la consommation marchande ouvrière dans les économies du centre impérialiste ne pouvant plus être nié, même par les plus attachés à la lettre de MARX, la réflexion s'est portée sur la "dimension historique et morale" des conditions de reproduction de la force de travail. Et, de fait, le débat actuel s'est noué autour de trois questions :

1°/ Les hausses de salaires nominaux sont-elles une des causes de la hausse générale des prix, et plus précisément : ont-elles un rôle moteur dans l'enclenchement de l'inflation ou ne font-elles qu'assurer la garantie du pouvoir d'achat ouvrier antérieurement acquis ?

2°/ L'élargissement de la consommation ouvrière est-elle simplement induite par le procès d'accumulation lui-même ou bien doit-on considérer que l'ampleur de la pression ouvrière joue un rôle actif quant à son importance ?

3°/ Y a-t-il une loi de régulation du capitalisme liant la progression du pouvoir d'achat à l'ampleur des gains de productivité ?

Etudions dans quelle mesure les réponses - divergentes - apportées à ces questions ont conduit à l'approfondissement que nous recherchons.

Considérons d'abord celle d'A. EMMANUEL (1) en tant que représentant de ceux qui répondent à la seconde question : oui, la lutte syndicale joue un rôle actif, elle doit être prise en compte de façon exogène.

(1) Cf. *L'échange inégal et le profit et les crises. op. cit.*

Pour lui, les hausses nominales de salaires sont provoquées par cette lutte; grâce aux possibilités offertes par la création monétaire bancaire, celles-ci peuvent être financées par la classe capitaliste sans que soient, dans le même temps, touchés les profits; car les débouchés qui sont ainsi créés autorisent le comportement suivant des diverses directions : appliquer le même taux de profit à des coûts croissants et donc augmenter leurs prix. Cependant, ne s'appuyant que sur une conception néo-cambridgienne des prix de production, il ne peut relier cette apparente "inflation par les coûts" aux transformations touchant, dans le même temps, les conditions même de valorisation du Capital. Et ceci l'empêche d'apporter une quelconque réponse à la troisième question.

Qu'en est-il des réponses apportées par ceux qui, à l'inverse, analysent l'élargissement de la consommation ouvrière comme induit par le procès d'accumulation lui-même ? L'analyse avancée par M. AGLIETTA nous étant apparue beaucoup plus approfondie que celles de S. AMIN (1) et des économistes officiels du Parti Communiste Français (2), nous étudions seulement celle-ci.

En conclusion de son analyse M. AGLIETTA avance les deux propositions suivantes :

"On ne peut dire que l'inflation accroît le taux de plus-value global. Ce dernier est strictement déterminé par les conditions sociales de production" (3).

"La progression du salaire monétaire moyen tend à être inférieure à ce que devrait être celle du salaire nominal de référence qui est compatible avec la norme de consommation qui fait partie des conditions sociales de production historiquement formées. Il en découle une lutte frontale sur la détermination des salaires; mais cette lutte, bien loin d'être la cause de l'inflation, correspond à la sauvegarde du salaire nominal de référence" (4).

Ainsi, il ne nie pas que "la tendance à l'accélération des hausses de prix dans les phases de fléchissement relatif de l'accumulation est généralisée par la rigidité de l'évolution du taux de salaire nominal" (5) comme en rend compte la seconde proposition ci-dessus;

(1) Cf. notamment *l'échange inégal : la fin d'un débat*. Editions Anthropos.

(2) Cf. *Traité marxiste d'économie politique. Le capitalisme monopoliste d'Etat*. T. II, Editions Sociales, Paris 1971.

(3) *op. cit.*, p. 548. Souligné par nous.

(4) *idem* p. 549.

(5) *idem* p. 360 (souligné par nous).

mais, pour lui, cette tendance à l'accélération des hausses de prix trouve son origine dans "les limites rencontrées par la hausse du taux de plus-value dans les conditions sociales de production en vigueur"; celle-ci provoque une lutte des capitaux passant "par les mécanismes du crédit et de sa pseudo-validation pour tenter d'éviter les effets des dévalorisations" provoquées par la nécessité de transformer les conditions de production : ainsi "la régulation par les prix de production ne se manifeste plus".

Une telle analyse soulève, de notre part, deux critiques. La première concerne sa logique interne : nous y décélons pour le moins des imprécisions. La seconde est relative au fondement même de son raisonnement, à savoir que la norme historique de consommation ouvrière évolue tendanciellement sans dépendre des développements de la lutte des classes à court terme.

Si nous considérons la logique interne du raisonnement de M. AGLIETTA, nous constatons d'abord que "l'effet de seuil" qu'il définit (1) ne fonctionne que si l'évolution générale des prix de production actuels est liée à l'évolution générale des prix de marché. Or, lorsqu'il traite du rapport entre prix de production et prix de marché, il nous semble admettre que les niveaux absolus des premiers peuvent être définis à partir des seules conditions de production : cela est certes fondé lorsque les prix de production sont exprimés en poids d'or (la valeur de l'or régle alors la formation des prix de production absolus) et l'on peut aussi parler d'un décolage général des prix de marché vis-à-vis des prix de production, lorsque ceux-ci sont exprimés en monnaie bancaire à l'aide de sa définition légale en or. Pour qu'il n'y ait pas d'incohérence entre ces deux moments de son développement, il faut donc admettre que les "prix de production actuels" figurant dans la définition du salaire minimum sont différents de ces prix de production relatifs à la définition légale en or de la monnaie bancaire : mais M. AGLIETTA ne le dit pas explicitement; du moins, il fait bien état d'une diminution de "la valeur de l'unité monétaire" dans laquelle sont exprimés les prix (2) (c'est-à-dire

(1) "Salaire nominal de référence $\geq$ salaire minimum = prix global - comptabilisé aux prix de production actuels - de la masse des valeurs d'usage composant le contenu de la norme de consommation historiquement formée", *idem*, p. 354.

(2) "La perte de la valeur de la monnaie s'exprime par le fait que son prix effectif en or s'abaisse continuellement par rapport à la définition légale de la monnaie nationale en or", *ibid.* p. 546-547.

de l'équivalent en temps de travail social de l'unité monétaire); mais, il laisse entendre que celle-ci est fournie par la comparaison directe entre le système des valeurs et le système des prix de production (1); on tombe, dès lors, dans un cercle vicieux puisque ceux-ci ne peuvent être définis en niveaux absolus qu'à l'aide du cours légal de la monnaie bancaire en or !

La seule façon de sortir de ce cercle vicieux est, à notre avis, de considérer que le niveau général des prix de production actuels se déduit du niveau général des prix de marché, toute la question étant de définir comment cette déduction s'effectue. Cela nécessite sans doute de prendre en compte une possible inversion de la loi de la valeur à l'encontre de la formation de la valeur de l'or et l'on ne peut plus alors considérer que "la question des écarts entre prix de production et prix de marché est celle de la distribution d'une masse de profit déjà créée" (2), ou du moins qu'elle n'est que cela.

Mais ce n'est pas cette première critique qui nous paraît la plus importante. La seconde, présentée succinctement ci-dessus, est plus fondamentale. Si l'on admet, avec M. AGLIETTA, que l'évolution tendancielle de la norme historique de consommation ouvrière est en quelque sorte donnée, le mécanisme d'ajustement du salaire nominal de référence sur le salaire minimum, évoluant avec cette norme, conduit bien à ce que la hausse des salaires nominaux courants ne fasse que garantir à la classe ouvrière l'obtention de cette norme lorsque la hausse des prix s'accélère. Mais une tendance n'est, en termes marxistes, que le produit d'un processus dialectique : l'évolution de la norme de consommation ouvrière est donc le résultat des forces antagoniques qui sont en jeu dans le déroulement concret du temps.

Dès lors, l'évolution tendancielle du taux de plus-value dépend aussi de la pression des salariés. Cette pression s'exprime d'abord par des revendications au niveau des salaires nominaux; or, une des dimensions des mécanismes de régulation du capitalisme actuel consiste en l'acceptation de hausses salariales par les directions capitalistes et l'augmentation des prix de marché tendant à ramener le volume de la force de travail à un niveau compatible avec la poursuite de l'accumulation.

(1) cf. *ibid.* note p. 280.

(2) *ibid.* p. 491.

Est-ce revenir à la position défendue par A. EMMANUEL ? Non pas. Car l'aspect principal de l'argumentation de M. AGLIETTA doit être, selon nous, conservé, à savoir que :

1°/ l'augmentation des prix, et surtout son accélération, a lieu principalement comme conséquence des contradictions rencontrées dans la production de plus-valeur relative, comme conséquence des pratiques monopolistes visant à limiter les effets, sur la rentabilité, de la dévalorisation accélérée de capital;

2°/ cette hausse est rigidifiée par "l'effet de seuil", c'est-à-dire que l'aspect principal des revendications ouvrières sur les salaires consiste toujours en une défense contre la hausse des prix pour garantir le pouvoir d'achat.

C'est bien au sein de son argumentation qu'un dépassement critique de celle-ci doit être recherché : notre propre analyse devra donc aussi porter sur la formation des prix de production et du profit et tout particulièrement sur les conséquences du remplacement de l'or par la monnaie bancaire comme numéraire. Tel sera l'objet de notre troisième chapitre.

- . Les limites de la théorie de la suraccumulation/dévalorisation du capital comme approfondissement de l'analyse du procès d'ensemble de reproduction interne du capital à l'étape actuelle

N'ayant pas dégagé, au niveau des deux domaines précédents, de réponses pleinement satisfaisantes à nos propres interrogations, il nous paraît possible de conclure : celles-ci ne peuvent être trouvées au niveau des problématiques d'ensemble qui sont avancées de façon divergente. Du moins, n'avons-nous pas à considérer à ce niveau :

- d'une part, celles qui mettent de côté la loi marxienne de baisse tendancielle du taux de profit (en l'occurrence celle de A. EMMANUEL et celle de P. BARAN et M. SWEEZY);
- d'autre part, celles qui reposent sur l'appréciation suivante : "la contradiction principale par laquelle se manifeste pratiquement le conflit entre les forces du capitalisme et les forces du socialisme opérant à l'échelle de l'ensemble du système capitaliste mondial et celle qui oppose le capital des centres impérialistes développés aux peuples exploités de la périphérie dominée" (1) (en particulier celle de S. AMIN).

(1) *La crise de l'impérialisme*, S. AMIN, A. FAIRE, M. HUSSEIN et G. MASSIAH Editions de Minuit, Paris, 1974, p. 7.

Cette conclusion s'applique donc tout particulièrement à la théorie de la suraccumulation/dévalorisation du capital développée au sein du courant lié au Parti Communiste Français.

Cependant, compte tenu de la place qu'elle occupe aujourd'hui, et afin de mieux préciser notre propre problématique, nous jugeons nécessaire d'étayer quelque peu cette conclusion à son sujet.

On sait que cette théorie des modalités actuelles de l'accumulation (interne) du capital a été principalement développée en France par P. BOCCARA. Nous préférons cependant retenir la façon dont M. AGLIETTA l'expose, même s'il ne prétend pas explicitement - dans sa thèse, contribuer à son édification : du fait même des approfondissements que nous avons notés précédemment, elle nous semble mieux fondée que celle de P. BOCCARA. De plus, M. AGLIETTA l'ancre fondamentalement sur le terrain de la production de plus-value, et il n'utilise le terme de suraccumulation globale de capital que pour caractériser la phase d'accélération de l'inflation.

Nous partageons la façon dont M. AGLIETTA caractérise le changement qualitatif qui s'est produit dans l'évolution historique du capitalisme, lorsqu'il avance : "Au stade de la transformation d'existence du salariat qui a émergé de la grande dépression, le procès de production capitaliste a bouleversé de fond en comble les conditions de production dans la Section II. Les deux sections se sont communiquées l'une à l'autre leurs impulsions par une intégration beaucoup plus étroite des branches (...). Ces conditions infra-structurelles ont modifié la séquence accumulation/dévalorisation du capital. Les destructions de capital sont devenues permanentes, structurellement incorporées au rythme de la formation de capital" (2).

Mais, comment justifie-t-il alors le débouché inévitable de la re-production sur une phase de suraccumulation ?

Il nous semble possible de résumer sa conclusion de la façon suivante. Le mouvement général des prix se produit lorsque l'accumulation est arrivée, du fait de son rythme dans la division économique du travail et les procès de travail en vigueur, dans une zone de rupture où l'influence des contre-tendances est annihilée et où, par conséquent, la hausse de la composition organique du capital se fait sentir de plus en plus. Il se produit alors un gonflement du capital, des profits, de la masse du produit mesuré en prix et l'on peut parler d'une sur-accumulation globale de capital. Ce n'est donc pas nécessairement par une baisse du taux de profit apparent, reflétant directement la baisse tendancielle du taux de profit général, qu'est donné le signal de la crise; c'est par la crise financière qui éclate du fait d'un empiement de dettes dont il devient impossible d'assurer la compensation.

(1) Cf. notamment *Etudes sur le capitalisme monopoliste d'Etat, sa crise et son issue*. Paris, Editions Sociales, 1973.

(2) *op. cit.*, p. 201.

Le point de départ est donc, pour lui, la hausse de la composition organique. Pourquoi l'accumulation finit-elle par déboucher sur cette "zone de rupture" ? Nous avons déjà noté les limites des réponses qu'il donne à cette question; mais admettons qu'il en soit bien ainsi.

Si cette hausse est liée à une stagnation de la productivité totale, le processus conduisant à la crise, tel que M. AGLIETTA le décrit, nous paraît fondé : il y a bien inflation sans hausse de la norme de consommation ouvrière et baisse du taux général de profit.

Mais, justement, on ne peut envisager une telle stagnation de la productivité : quelle est la logique qui pousserait, en effet, les firmes à poursuivre une forme intensive d'accumulation si elles n'en retirent finalement aucun avantage ? Et s'il y a, au cours d'une telle phase, accélération des destructions de capital, celles-ci n'ont-elles pas pour effet de relever la productivité sociale moyenne ?

Dès lors, la baisse du taux de profit n'est pas inéluctable : si les salaires ne font que suivre les prix, il y a bien un élargissement des profits réels et non un simple gonflement apparent de ceux-ci. Par contre, si la norme de consommation ouvrière continue à s'élargir, le processus envisagé apparaît bien comme inéluctable; mais nous retrouvons alors les critiques formulées au point précédent.

Finalement, les limites que nous constatons renvoient toutes au fait que, dans cette explication des crises, la lutte des classes ne fonctionne que comme une référence abstraite, impulsant simplement la logique du système; les luttes concrètes des travailleurs - tant en ce qui concerne les conditions de travail que la rémunération de leur force de travail - n'y trouvent place que sous un mode mineur.

Pourtant, dans le cours de son développement, M. AGLIETTA avance : "A la racine du blocage de la production de plus-value relative, on trouve la détérioration des conditions de travail et de vie de la classe ouvrière eu égard aux besoins engendrés par l'universalisation des rapports marchands et la transformation des conditions générales de production, la contradiction s'aiguissant parce que la production de marchandise est de moins en moins capable de répondre à la nature des besoins qu'engendre le procès de production de marchandises" (1).

(1) *op. cit.*, p. 191

Comment ne pas constater une certaine rupture entre cette problématique et la conclusion finale qu'il avance ! Cette rupture n'est-elle pas le produit des limites que nous avons cru dégager ? Telle est finalement la question à laquelle nous chercherons globalement à répondre au cours des trois chapitres suivants; autant dire que la problématique, contenue dans le dernier passage cité, est celle-là même que nous retenons.

CHAPITRE II

DEVELOPPEMENT CAPITALISTE DES FORCES PRODUCTIVES ET
CONTRADICTIONS DE LA LOI DE LA VALEUR :
INTRODUCTION A L'ANALYSE DE L'EVOLUTION
DE LA COMPOSITION DU CAPITAL

CHAPITRE II

DEVELOPPEMENT CAPITALISTE DES FORCES PRODUCTIVES ET CONTRADICTIONS DE LA LOI DE LA VALEUR : INTRODUCTION A L'ANALYSE DE L'EVOLUTION DE LA COMPOSITION DU CAPITAL

Dans ce chapitre nous abordons un certain nombre de problèmes dont l'étude nous permettra, in fine, une analyse de l'évolution de la composition en valeur du capital au cours de la période d'après guerre.

Il s'agit de définir précisément ce que l'on entend par "composition moyenne du capital à un moment donné", et de situer la nature du lien qui unit dans un même mouvement son évolution au développement des forces productives, afin de déboucher sur des bases adéquates

1°/ à une formalisation du procès de reproduction intensive du capital;

2°/ à l'observation statistique.

Pour ce faire, nous cherchons d'abord à définir le lieu où se forme la valeur sociale, et donc la composition organique du capital liée à la production de telle ou telle marchandise : nous situons la dialectique industrie/branche qui résulte du caractère contradictoire de la division capitaliste du travail (Section 1).

Puis nous définissons la notion de "système des valeurs associé à des conditions données de production et d'exploitation"; bien qu'il s'agisse d'un cadre hypothétique, il permet déjà d'aborder nombre de problèmes auxquels il est indispensable d'apporter une solution pour

définir la notion de "grandeur de la valeur sociale d'une marchandise" (problème de la transmission de la valeur du capital fixe; problème de la création différenciée de valeur selon l'activité de travail plus ou moins complexe considérée) (Section 2).

Dans un troisième temps, nous analysons les problèmes posés par la définition d'un "système des valeurs à un moment donné", associé à un système de composantes en valeur pour les diverses branches, lorsque l'on prend en compte le développement des forces productives. Cela nous conduira à définir un système des "valeurs actuelles /tendanciellles" dont on étudiera ensuite les conditions de destruction/reproduction dans le temps. Nous constaterons alors que l'on ne peut comparer dans le temps des niveaux absolus en valeur, mais seulement des grandeurs exprimant des rapports de valeurs (prix, compositions organiques, degré d'exploitation, etc...) (Section 3 et 4).

Dans un quatrième temps, nous dégageons les conclusions que l'on peut tirer de cette analyse en ce qui concerne d'une part le type de schématisation/formalisation à produire pour analyser la reproduction intensive du capital (la notion marxiste de fonction de production), d'autre part les grandeurs statistiques qu'il convient d'élaborer pour obtenir un estimateur de l'évolution de la composition du capital en valeur courante (Section 5 et 6).

Et nous concluons ce chapitre par une étude des statistiques disponibles pour la période 1950-1974 et relatives aux économies nationales : U.S.A., R.F.A., Japon, France (Section 7).

1. LE CARACTERE CONTRADICTOIRE DE LA DIVISION CAPITALISTE DU TRAVAIL :
LA DIALECTIQUE INDUSTRIE/BRANCHE

L'extension du monde des marchandises est le produit de l'approfondissement de la division capitaliste du travail. Mais celle-ci est une unité contradictoire en ce sens qu'elle se divise en deux : division technique du travail d'une part, division sociale du travail d'autre part; la division technique du travail est la face de la division du travail que l'on apprécie sous l'angle des forces productives mises en oeuvre, tandis que la division sociale du travail est l'autre face que l'on apprécie sous l'angle des rapports de production dans lesquels ces forces productives sont mises en oeuvre.

. La notion d'industrie

La division technique du travail a une double dimension : d'une part, celle qui a lieu au sein de chaque "travailleur collectif" fonctionnant dans un procès de travail particulier, d'autre part celle qui résulte de la séparation des divers procès de travail.

De ce second point de vue, chaque procès de travail s'inscrit à une certaine place au sein de l'ensemble du système de production existant à un moment donné : cette place est définie à la fois par les relations qu'il entretient en amont avec d'autres procès de travail (dont sont ou ont été issus les moyens de production utilisés dans ce procès) et par les relations en aval avec les procès de travail qui utilisent son produit - s'il s'agit d'un moyen de production - ou avec la consommation finale de tout ou fraction de la population - s'il s'agit d'un moyen de subsistance. Il est possible de définir le concept d'industrie, comme regroupement de tous les procès de travail qui s'inscrivent à la même place - en ce sens que les relations inter-industrielle (transferts de produits), qui peuvent être définies à partir de ce type de regroupement, conduisent à ce que chaque procès d'une industrie entretienne les mêmes relations (amont/aval) avec les autres industries qu'un autre de cette même industrie; autrement dit tous les procès d'une industrie utilisent des moyens de production venant des mêmes industries et trouvent leur débouché dans les mêmes industries. Cette définition ne s'appuie donc pas sur l'identité de la valeur d'usage sortant des divers procès de travail : au contraire, il existe toute une différenciation des valeurs d'usages concrètes qui sortent d'une industrie (modèles, gammes, etc...); mais elle assure l'unité qui lie ces diverses valeurs d'usages concrètes (à travers l'identité des utilisations) (1) et l'unité des forces

(1) Nous avons conscience de laisser de côté la question des produits fatals.

productives mises en oeuvre (à travers l'identité des moyens de production utilisés).

Une telle définition permet de saisir :

- les processus de transformation d'une industrie lorsque progressivement tous les procès de travail de celle-ci en viennent à utiliser des moyens de production (moyens de travail et/ou biens intermédiaires) provenant d'industries auprès desquelles ils ne se fournissaient pas antérieurement;
- les processus de naissance d'une nouvelle industrie au sein d'une industrie existante lorsqu'une fraction seulement des procès de travail de celle-ci utilisent de nouveaux moyens de production;
- les processus d'intégration partiel ou total d'industries lorsqu'une succession de procès de travail séparés (relevant donc d'industries différentes) font place à un procès de travail unique (une nouvelle industrie).

L'évolution de la division technique du travail, sous l'angle de la division en industries, peut donc être qualifiée par l'évolution du système des relations inter-industrielles, qui revêt une double dimension :

- approfondissement de la division du travail avec l'apparition de nouvelles industries, c'est-à-dire à la fois de nouvelles forces productives mises en oeuvre et de nouvelles valeurs d'usages (en deçà de la différenciation qui peut les caractériser concrètement);
- restriction de celle-ci avec les processus d'intégration d'industries.

Ainsi, le développement des forces productives doit s'analyser en termes :

- d'évolution des conditions de production au sein de chaque industrie en liaison notamment avec la transformation des valeurs d'usages produites par les branches amont;
- de transformation des industries existantes grâce à l'utilisation de "nouveaux" moyens de production (issus d'autres industries);

- de création de nouvelles industries.

. La notion de branche

Mais cette division technique du travail ne peut être comprise qu'en tant qu'elle est impulsée dans le cadre des rapports de production capitalistes; il nous faut donc passer maintenant à l'analyse de la dimension sociale de la division du travail, en l'occurrence à un de ses aspects : la séparation des divers capitaux autonomes les uns des autres et entretenant entre eux des relations marchandes.

Chaque direction capitaliste indépendante transforme en capital productif le capital-argent qu'elle a pu rassembler et met donc en oeuvre un ensemble de procès de travail dont les produits seront soit utilisés dans un autre procès qu'elle contrôle (et l'on ne pourra alors parler de marchandise), soit vendus à l'extérieur du groupe considéré (et il s'agira alors, à proprement parler, de marchandises).

Ainsi, une partie des transferts inter-industriels de produits ne donne pas lieu à des échanges marchands inscrits dans la concurrence des capitaux: même si certains transferts ont lieu entre entreprises juridiquement indépendantes d'un même groupe et s'effectuent donc avec facturation, cela ne doit pas conduire à les considérer comme de véritables échanges marchands.

On a là une des manifestations du caractère contradictoire de la division du travail : il y a division du point de vue des forces productives mises en oeuvre et non-division du point de vue des rapports de production, parce que des procès de travail inscrits dans des industries différentes relèvent d'une même direction; ce n'est qu'en considérant bien le procès dialectique qui en résulte que l'on peut saisir la négation du concept de branche et la tendance à sa reproduction à un niveau supérieur.

De façon théorique on peut, en effet, définir une branche comme étant :

- soit une industrie dont l'ensemble des produits sont des marchandises (le nombre des capitalistes qui se trouvent inscrits dans cette branche importe peu); bien que les marchandises concrètes qui en sortent soient diversifiées du point de vue de leurs valeurs d'usages concrètes, on peut considérer qu'il s'agit d'une seule marchandise (valeur/ valeur d'usage) pour laquelle se forme un prix sur le marché;

- soit un ensemble d'industries dont les produits sont indistinguables par l'utilisateur et qui sont aussi des marchandises; parler de produits indistinguables c'est indiquer que l'acheteur ne peut évaluer aucune différence entre les marchandises/valeurs d'usage vendues sur le marché; selon qu'elles sont issues de telle ou telle industrie (1). Par contre, on aura aussi une certaine différenciation du produit de cette branche/ensemble d'industries.

En laissant de côté ce second aspect, une telle définition implique qu'il y ait concordance complète entre division technique et division sociale du travail; c'est-à-dire qu'il n'existe aucune direction capitaliste indépendante valorisant son capital dans plusieurs industries.

Or, on vient d'indiquer que le développement de la concentration du capital conduit à nier une telle situation et donc à nier le concept simple de branche qui lui est lié. Comment la branche tend-elle alors à être reproduite à un niveau supérieur ?

Définissons d'abord diverses situations limites finales, avant d'envisager les processus qui y conduisent; on peut retenir les cas suivants :

1er cas :

Plusieurs industries fournissant des produits répondant au même besoin social - mais distinguables - sont développées par un ou plusieurs capitaux indépendants; chacun s'articule sur ces industries, en assure une certaine combinaison et livre sur le marché une gamme de produits différenciés, notamment selon l'industrie principale d'origine; mais chacun réussit à imposer à l'utilisateur une autre grille de lecture

(1) On peut donner comme exemple :

- La production d'électricité avec diverses industries (centrales thermiques au fuel, centrales thermiques au charbon, centrales nucléaires, hydroélectricité);

- La production d'acier (hauts fourneaux et convertisseurs; réduction directe, aciéries à oxygène).

A l'inverse, "drap de lit en coton" et "drap de lit en targa" sont distinguables. De même "table en bois" et "table en fer" le sont.

de la différenciation des valeurs d'usages concrètes que celle qui résulte de l'industrie d'origine (1). Ce cas limite ne se conçoit d'ailleurs de façon stable que si cet ensemble d'industries a été monopolisé par un capital, les autres étant de simples "sous-traitants" assurant des phases particulières de la production. Dans un tel cadre, il y a eu négation de la notion de branche pour chacune des industries concernées et recréation de celle-ci au niveau supérieur de cet ensemble.

2ème cas :

Plusieurs industries en chaîne ont été socialement intégrées verticalement, c'est-à-dire que chaque capital tient une chaîne : on a alors reproduction de la branche au niveau de l'ensemble lié de ces industries, les seuls produits qui soient des marchandises étant ceux qui sortent en bout de chaîne (il s'agit souvent d'une étape préalable à une intégration verticale technique) (2).

3ème cas :

Plusieurs industries en "épi" (soit un ensemble dont les divers produits sont utilisés dans une autre industrie) et cette dernière sont mises en oeuvre par un même capital dominant : plus aucun échange marchand ne s'effectue entre les industries amont et l'industrie aval: la notion de branche est recréée au niveau de cet ensemble (3).

4ème cas :

Plusieurs industries, complémentaires pour la fourniture d'un "ensemble marchandise", sont tenues de façon dominante par un même capital: elles sont dès lors socialement intégrées horizontalement, les autres capitaux "autonomes" fonctionnant dans ces industries étant alors de

-
- (1) On peut donner comme exemple ce qui tend à se passer aujourd'hui dans la production d'un grand nombre d'articles textiles, selon les combinaisons laine/synthétique ou coton/synthétique.
 - (2) On peut donner comme exemple concrétisant quelque peu cette définition théorique ce que tend à réaliser P.U.K. dans la chaîne bauxite allumine-alluminium, casseroles en alluminium.
 - (3) Cf. l'exemple de la production des ordinateurs : industries de l'épi (industrie des composants, industrie des appareillages mécaniques, etc...) et industrie finale de la production proprement dite (montage).

simples sous-traitants du capital dominant; la branche se trouve ainsi recréée au niveau de cet ensemble d'industries en lien avec "l'ensemble marchandise" vendu (1).

La nature de ces définitions montre bien qu'il s'agit de situations limites, qui tendent simplement à s'affirmer en sorte que tout état concret d'un système de production s'inscrit à une étape des divers processus qui y conduisent. Ceux-ci sont d'ailleurs le résultat d'un double mouvement :

- d'une part, la création de nouvelles industries n'a lieu qu'à un certain degré de concentration du capital : ainsi, une industrie de substitution (1er cas) est développée par les directions capitalistes qui valorisaient déjà leurs capitaux dans l'ancienne industrie; ainsi des chaînes ou des épis (2ème et 3ème cas) sont globalement développés au sein de groupes déjà existants et, non de façon autonome pour chaque industrie, par des capitaux indépendants (2);
- d'autre part, la concurrence spécifique, qui se développe entre des capitaux autonomes dans le cadre de chacune des dimensions ci-dessus, amène à une concentration entre ceux-ci qui tend à créer les états finaux envisagés.

Ce deuxième aspect nécessite d'être précisé. De façon générale - et en considérant le cas où chaque industrie est bien une branche - la concurrence entre tous les capitaux revêt toujours une dimension spécifique de branche, en ce sens que tous ceux qui se valorisent dans une même branche sont directement en concurrence entre eux. Certes, chacun cherche à échapper à la concurrence directe des autres en tentant de différencier son propre produit (publicité, caractères spécifiques des valeurs d'usages produites : formes, couleurs, emballage

(1) Cf. ce que tendent à réaliser Westinghouse pour la production de "centrales nucléaires" et le groupe Saint Gobain Pont à Mousson dans le domaine des installations industrielles et du logement.

(2) Cf. l'exemple de la chaîne pétrole et dérivés développée par les grands groupes pétroliers.

etc...) (1); mais il cherche surtout à détenir une part suffisante du marché de la branche pour dominer quelque peu la formation des prix concrets (au-delà du prix de la marchandise sortant de cette branche). C'est dans ce cadre que s'effectue la première dimension de la concentration du capital.

Les autres dimensions de cette concentration croissante renvoient aux quatre cas limites envisagés :

- Dans le premier cas, on met en évidence la concurrence spécifique qui se développe entre les capitaux insérés dans une nouvelle industrie dont le produit peut être imposé auprès des utilisateurs comme équivalent - du point de vue de la valeur d'usage - à celui issu de l'ancienne branche. Si la nouvelle industrie réussit à imposer une équivalence pour un prix du nouveau produit relatif à l'ancien lui permettant de dégager un profit sensiblement supérieur, la demande va se déplacer, avivant ainsi la concurrence au sein de l'ancienne branche. Chaque capitaliste inséré dans celle-ci va chercher à entrer dans la nouvelle industrie et de deux choses l'une : ou bien l'ancienne industrie disparaît, ou bien "l'équivalence" ne peut être complètement imposée - elle peut même être remise en cause par une fraction des consommateurs et, dans ce cas, les capitaux les plus gros vont s'articuler sur les deux industries et les combiner dans une certaine mesure, de façon à limiter au maximum les effets néfastes, sur la rentabilité, d'une guerre toujours relancée sur la base de l'instabilité de l'équivalence imposée un moment. D'où un processus qui tend à conduire à la situation décrite.

(1) Cette différenciation d'une même valeur d'usage est donc le produit de l'existence de cette dimension spécifique de branche de la concurrence : c'est ce que note très justement R. BORRELY dans sa thèse "Les disparités sectorielles du taux de profit" (U.II Grenoble, 1972), en critiquant ainsi toute une tendance de l'analyse économique qui considère la notion de branche comme une catégorie dénuée de tout fondement théorique (en retenant comme base, du point de vue du consommateur, la substituableté générale de tous les biens). R. BORRELY a raison de dire qu'il convient de se placer du point de vue de la production : mais elle confond en fait la notion de branche et la notion d'industrie. De plus, elle parle de concurrence des producteurs, d'une part, et de concurrence des capitaux d'autre part, entendant par concurrence des producteurs celle qui a lieu à l'intérieur d'une branche. Cette distinction n'a pas de sens à notre avis (sans discuter de l'utilisation du terme producteurs !). La concurrence est toujours "concurrence des capitalistes entre eux" : c'est elle qui recouvre une dimension particulière de branche.

- Dans le second cas, on met en évidence la concurrence spécifique qui se développe entre les capitaux insérés dans deux branches/industries amont-aval d'une chaîne principale industrielle : tout prix plus élevé pour l'échange entre les deux élève le profit en amont et abaisse le profit en aval : une même direction a donc intérêt à être insérée dans les deux industries de façon à ne pas subir les conséquences néfastes des fluctuations du prix lorsqu'elle se trouve seulement dans l'une ou l'autre. D'où des prises de contrôle en amont ou en aval, et une situation favorable à l'absorption d'autres firmes indépendantes par les capitaux qui sont déjà concentrés verticalement.
- Dans le troisième cas, on met en évidence la dépendance dans laquelle se trouvent les capitaux d'une des industries de l'épi, face à ceux qui sont insérés dans l'industrie finale : ceux-ci tendent à contrôler l'ensemble ... si ce ne sont pas eux-mêmes qui développent les industries de l'épi ! (ce dernier cas relève de la première dimension du mouvement général que l'on a précédemment indiqué).
- Dans le quatrième cas, on met en évidence l'intérêt que représente - pour le capital financier - le fait de tenir des industries complémentaires pour la passation de marchés globaux : d'où une stratégie de contrôle menée par le capital bancaire dans son insertion industrielle directe.

L'évolution de la division technique du travail sous le double mouvement envisagé conduit donc à un ensemble de situations intermédiaires où chaque industrie est, pour certains des procès de travail qui la composent, encore une branche et, pour d'autres, un sous-ensemble d'une branche plus vaste.

Cela rend, à priori, impossible la définition simple d'un ensemble de marchandises/branches indépendantes dont on cherche à étudier les conditions de formation de leurs valeurs sociales; cependant - puisque nous ne nous intéressons pas ici à la formation du profit - nous pouvons considérer tout produit sortant d'une industrie comme une marchandise : la valeur de celle-ci ne sera pas toujours socialement définie, en ce sens que seules les véritables marchandises qui sont portées sur le marché ont une valeur socialement reconnue; mais comme cette valeur contribue finalement à constituer la valeur d'une véritable marchandise (transmission de la valeur du capital constant), elle revêt un sens en tant que valeur socialement validée à une étape ultérieure. Lorsque l'on a, à un moment donné, superposition de procès de travail intégrés et de procès disjoints dont les produits sont des

marchandises, cette hypothèse revient à découper le procès intégré pour inclure chacune de ses phases dans les industries respectives dont relèvent les procès disjoints.

Ainsi est défini un cadre pour l'analyse du lien qui unit le développement des forces productives à la formation des valeurs sociales.

Remarque : Pour préciser complètement ce cadre, il serait nécessaire d'aborder au fond les problèmes posés par les activités du commerce et des services. Nous nous contentons ici des quelques indications suivantes.

+ Commerce

L'activité commerciale, lorsqu'elle est mise en oeuvre par des capitaux de façon détachée du capital industriel, revêt un aspect principal et, dans un certain nombre de cas, un aspect secondaire dominé :

- l'aspect principal est l'achat pour la vente, soit une activité improductive de simple réalisation des marchandises : le capitaliste commerçant permet au capitaliste industriel de vendre plus rapidement, mais la réalisation effective de la marchandise n'a lieu que lorsqu'elle passe aux mains de son utilisateur;
- l'aspect secondaire dominé correspond au fait que, souvent, le capital commercial doit assurer la distribution du produit/valeur d'usage (stockage, manutention, mise à disposition dans des rayons, etc...) pour réaliser sa fonction commerciale pure; il s'agit d'une dimension productive qui est cependant dominée (i.e : le but n'est pas la distribution).

Cette rapide analyse nous conduit à ne pas considérer le commerce comme une branche industrielle; mais au contraire à inclure dans les conditions de production de chaque marchandise :

- d'une part, les temps morts de circulation (y compris ceux qui relèvent du capital commercial fonctionnant de façon autonome du capital industriel);
- d'autre part, l'engagement de capital productif (constant et variable) lié au stockage et à la distribution de la valeur d'usage considérée.

+ Services

Sous ce terme sont regroupées des activités très diverses, le seul point commun étant que, dans le cadre de la division sociale du travail, elles sont mises en oeuvre de façon détachée du capital industriel par des capitaux (1).

Il importe dès lors de distinguer d'abord celles de ces activités qui correspondent simplement à la réalisation d'une fonction du capital industriel, en tant qu'il est capitaliste et non industriel (publicité, sociétés comptables, sociétés de fourniture de main-d'oeuvre industrielle) : ce sont des activités improductives ne relevant aucunement du concept de branche industrielle. Nous devons les traiter au même titre que les services internes au capital industriel.

On peut ensuite considérer toutes celles qui donnent effectivement lieu à la production d'une marchandise (valeur/valeur d'usage), bien que cette dernière ne soit pas toujours matérielle (réparations rendues aux particuliers, P.T.T., Santé, hôtel, café-restaurant, etc...).

Il s'agit là d'activités où s'effectue un certain travail social et qui relèvent de l'extension progressive du règne de la marchandise : nous devons les considérer comme des industries spécifiques.

Dans cet ensemble, un certain nombre d'activités sont prises en charge par l'Etat (cf. enseignement-formation; socio-culturel; etc...); il n'y a pas valorisation d'un capital et vente de marchandises. Si nous voulons comprendre la logique de cette prise en charge, nous devons d'abord considérer la situation où toutes ces activités font l'objet d'une production marchande capitaliste et analyser ensuite en quoi l'intervention étatique apparaît comme une tentative de résoudre des contradictions liées à l'impossibilité de réalisation d'une telle situation pure (i.e. : la non-rentabilité capitaliste de telles activités compte tenu des conditions de formation des salaires). Nous ignorons donc dans un premier temps cette dimension de la socialisation des forces productives .

(1) Nous rappelons que nous ne prenons pas en compte, dans ce chapitre, les secteurs pré-capitalistes.

Restent les services de recherche qui sont liés à l'aspect "industriel" du capital industriel : ils relèvent de la contradiction travail général/travail immédiat; nous les ignorons aussi dans un premier temps en renvoyant leur analyse à celle de la négation du concept de valeur sociale d'une marchandise qui résulte du développement scientifique et technique et de son application industrielle (cf. Section 4 de ce chapitre).

2. SYSTEME DES VALEURS A CONDITIONS DONNEES DE PRODUCTION

Nous nous plaçons d'abord dans le cadre hypothétique où la division du travail reste inchangée dans le temps (1).

Cela revient à admettre que :

- il n'existe qu'un seul type de procès de travail pouvant être mis en oeuvre dans chaque industrie;
- celui-ci n'est pas modifié dans le temps (types de moyens de production utilisés, organisation du travail et intensité du travail restent inchangées);
- chaque industrie est une branche; en particulier une seule industrie s'est imposée dans les branches où peuvent exister plusieurs industries aux produits indistinguables;
- les valeurs d'usages concrètes produites ne sont pas modifiées dans le temps (car toute modification de qualité im-

(1) *Il est sans doute nécessaire de rappeler que nous nous situons à un niveau d'abstraction correspondant à la logique pure du capital:*

- *On ne traite que de la reproduction interne du mode de production capitaliste (en ignorant l'utilisation/domination/destruction des secteurs pré-capitalistes);*
- *On se situe au dessus du fractionnement en économies nationales;*
- *On raisonne avec les seules catégories générales du M.P.C., soit: "les capitalistes" et "les ouvriers" (ce que l'on peut synthétiser dans la formulation : $C + V + PV$). Ainsi ne sont pas pris en compte, en tant que tels :*
 - + *le fractionnement du capital en industriel/commercial/bancaire (et le capital financier comme produit de la fusion industriel/bancaire);*
 - + *l'existence de l'éclatement des fonctions du capital et les faux frais qu'il entraîne au sein des firmes;*
 - + *les interventions économiques de l'Etat;*
- *Aucune périodisation particulière de la reproduction du capital n'est prise en compte; on étudie donc celle-ci de façon générale, en amont des conditions propres à chaque stade, marqué par une certaine correspondance entre forces productives et rapports de production;*
- *On ignore la classe des propriétaires fonciers et la rente foncière (tant absolue que différentielle).*

implique nécessairement que le procès de travail dont sort la valeur d'usage concernée ait été quelque peu transformé). C'est d'ailleurs une des conditions pour que de nouveaux procès de travail ne soient pas mis en oeuvre, si l'on considère bien que de telles créations sont liées à la production de nouveaux moyens de production;

- toutes les industries/branches sont strictement indépendantes, en ce sens qu'il ne se développe aucun processus de substitution : la demande sociale est complètement différenciée entre branches.

Dans un tel cadre, la valeur de la marchandise issue de chaque branche (1) est déterminée par les conditions de production propres à cette branche. Mais, comme cette valeur est formée non seulement par le travail vivant ajouté par le travailleur collectif qui la produit mais aussi par le travail social déjà cristallisé dans les moyens de production qui servent à sa production, elle sera liée aux valeurs sociales de ces moyens de production; donc aussi à celles des moyens de production qui entrent dans la production de ceux-ci, etc... Selon le système des échanges inter-industriels, les valeurs se déterminent donc conjointement : on doit parler d'un système des valeurs correspondant aux conditions de production fixées pour chaque branche (2).

Pour analyser de façon formalisée les conditions de formation de ce système des valeurs à partir de conditions données de production, nous devons d'abord retenir un certain nombre de simplifications (ignorer la diversité des forces de travail et la diversité des temps de rotation) et les lever successivement.

- Système des valeurs simple : force de travail unique et absence de capital fixe

Analysons, dans un premier temps, les conditions de formation du système des valeurs lorsque l'on retient les hypothèses simplificatrices suivantes :

-
- (1) Dans cette partie, nous faisons abstraction de la différenciation des valeurs d'usages concrètes produites dans chaque branche.
 - (2) Nous ne traitons pas des coûts différenciés de transport qui naissent de la localisation géographique des unités de production relativement à celle des marchés.

- Il n'existe qu'un seul type de marchandise force de travail : son usage et sa valeur sont les mêmes partout (intensité du travail, durée du travail-journalière, annuel-le, pendant la vie, norme de consommation, etc...) (1).
- Tout le capital constant (moyens de production) est uniquement du capital circulant : les durées de rotation des divers capitaux fixes et du capital circulant sont identiques pour chaque branche (cela revient à admettre - comme nous l'avons déjà indiqué p. 53 - que les moyens de travail qui sont utilisés pour la production d'une marchandise sont entièrement détruits, en tant que valeurs d'usages, dans le cours du procès de production de cette marchandise particulière).

Si nous notons :

a_{ij} , la quantité de la marchandise j consommée comme moyen de production pour la production d'une unité de la marchandise i (coefficient technique) - d'où la matrice A pour l'ensemble de ces consommations.

n_i , le nombre d'heures de travail fournies par les travailleurs de la branche i pour la production d'une unité de i - d'où $\vec{n}$, vecteur colonne, pour l'ensemble des branches.

m_i , la valeur, ou temps de travail, socialement nécessaire pour produire une unité de valeur d'usage i (d'où $\vec{m}$ vecteur colonne, pour l'ensemble des branches)

le système des valeurs est alors le suivant

$$\left\{ m_i = \sum_j a_{ij} m_j + n_i \right\}$$

soit en notation matricielle :

$$\vec{m} = A \cdot \vec{m} + \vec{n}$$

(1) Une telle hypothèse revient à faire abstraction de la division homme/femme : donc à considérer soit que aucune femme n'effectue un travail salarié, soit que chaque force de travail peut produire des enfants. Nous ignorons donc les contradictions qui naissent du caractère individuel du salaire capitaliste face au cadre familial de la reproduction des forces de travail.

Il fournit l'ensemble lié des valeurs de toutes les marchandises lorsque les conditions de production sont données (par A et n). Chaque valeur est mesurée en nombre d'heures de travail (fournies par la force unique de travail fonctionnant à l'intensité unique considérée ici).

On peut dès lors définir :

$c_{ij} = a_{ij} \cdot m_j$, le capital constant engagé dans la branche i pour la production d'une unité de i, au titre du moyen de production j : c'est l'expression en valeur du coefficient technique a_{ij} ;

$c_i = \sum_j a_{ij} \cdot m_j$, le capital constant globalement engagé dans la branche i pour la production d'une unité de i ;

$\eta_i = \frac{c_i}{n_i} = \frac{c_i}{va_i}$, la composition en valeur du produit i.

A ces conditions de production - qui conduisent à ce système des valeurs sociales - correspondent des conditions données de reproduction de la classe ouvrière, imposées par le rapport de force entre classes. Ces conditions sont définies par :

- la durée de vie moyenne d'un travailleur (1);
- le temps total de travail qu'il effectue à partir du moment où il est salarié du capital (y compris période d'apprentissage);
- l'âge moyen d'entrée des enfants dans la vie active;
- la consommation moyenne pour l'entretien de la force de travail pendant toute son activité (2);
- la consommation moyenne pour élever un enfant;
- le caractère plus ou moins élargi de cette reproduction : elle est simple si chaque famille ouvrière n'élève que deux enfants en moyenne, elle est élargie si elle en élève en moyenne plus de deux (3).

(1) Nous admettons, pour simplifier, que la vie active de chacun s'arrête à sa mort : nous ignorons donc qu'il puisse disposer d'un temps de retraite.

(2) Il s'agit uniquement d'une consommation marchande achetée à des firmes capitalistes, au niveau d'abstraction où nous nous situons.

(3) Sous l'hypothèse faite précédemment (cf. note p.141).

Si le coût social de production et d'entretien d'une force de travail correspond au temps de travail nécessaire pour produire l'ensemble des moyens de consommation utilisés entre sa naissance et sa mort, le coût social de reproduction de la classe ouvrière tient compte, en plus, du caractère éventuellement élargi de cette reproduction. Le concept de "valeur de la force de travail" ou "travail nécessaire" est, à notre avis, relatif à cette deuxième dimension; le salaire total reçu par un travailleur pendant toute sa vie active lui permet en effet d'entretenir sa propre force de travail et d'élever finalement, jusqu'à l'âge d'entrée au travail, un certain nombre d'enfants.

Pour des conditions historiques données, on peut donc parler d'une norme moyenne de consommation, ou panier de consommation qui s'est imposé pour cet entretien et cette production d'un nombre moyen d'enfants. En rapportant ce panier global au temps total de travail fourni pendant la durée de vie active moyenne, on définit une norme de consommation ($b_1, b_2 \dots b_n$) pour une heure de travail. Avec le système des valeurs du momentⁿ, il lui correspond une valeur de la force de travail ou temps de travail socialement nécessaire pour reproduire la classe ouvrière au titre d'une heure de travail,

$$\text{soit : } v = \sum_h b_h \cdot m_h$$

Le degré général d'exploitation (τ) auquel est soumis la classe ouvrière est donc tel que : $(1 + \tau) \cdot v = 1$

Le système des valeurs peut donc encore s'écrire :

$$\vec{m} = A \cdot \vec{m} + n (1 + \tau) \vec{b} \cdot \vec{m}$$

Il ne faudrait pas cependant déduire du mode d'exposition retenu que cette norme de consommation ($\vec{b}$) est fixée préalablement au système des valeurs et donc au degré général d'exploitation. Car, dans l'antagonisme de classes qui préside à la formation de cet ensemble ($\tau, \vec{m}, \vec{b}$) c'est d'abord la valeur de la force de travail qui est fixée et non un panier bien défini de consommation : ce dernier s'inscrit de fait dans la valeur totale imposée par le rapport de force. Ainsi, lorsque la classe bourgeoise réussit à abaisser le salaire perçu pour une heure de travail (1), les ouvriers devront soit accepter

(1) Même s'il s'agit d'un salaire "aux pièces", il lui correspond toujours, pour une intensité moyenne, un équivalent pour une heure de travail.

des horaires plus longs, soit réduire leur consommation, soit envoyer plus tôt leurs enfants au travail, soit en élever en moyenne un moins grand nombre; cet abaissement de la valeur de la force de travail pour une heure de travail modifie tout ou partie des conditions de reproduction de la classe ouvrière et donc, finalement, la norme de consommation. Il peut, s'il s'approfondit dans le temps, entrer en contradiction avec la reproduction, même simple, de la classe ouvrière (cf. notamment l'abaissement de la durée de vie).

Autrement dit, dans l'unité dialectique que constitue l'ensemble "valeur de la force de travail - panier de consommation" le pôle dominant est la nécessité de classe de production de la plus-value (que v soit le plus faible possible par rapport à 1), tandis que la nécessité du renouvellement de la force de travail (que $\bar{v}$ soit suffisant) n'est que pôle dominé.

Cette notion de valeur de la force de travail à conditions données d'exploitation étant ainsi précisée, nous pouvons définir :

- d'une part le capital variable engagé dans la branche i pour la production d'une unité de i :

$$v_i = n_i \cdot v$$

- d'autre part la composition organique du capital engagé, et avancé, dans la branche i :

$$\omega_i = \frac{c_i}{v_i}$$

Une situation "à conditions données de production et d'exploitation" peut dès lors être caractérisée, de façon synthétique, par l'ensemble lié des compositions organiques des diverses branches et le degré général d'exploitation.

Nous aurons l'occasion de montrer dans le chapitre suivant (chapitre 3) que la composition organique moyenne du capital social, qui intervient dans l'expression du taux général de profit, est une somme pondérée de ces compositions organiques des diverses branches, seules les branches "fondamentales" intervenant (1) et dans des proportions qui correspondent à une structure bien définie des niveaux de

(1) Une branche est "non-fondamentale" lorsqu'elle ne concourt pas directement ou indirectement à la production d'un moyen de subsistance des travailleurs.

production des diverses branches (1) .

. Système des valeurs avec prise en compte du capital fixe

En retenant toujours la simplification d'une force unique de travail, nous prenons maintenant en compte la distinction entre capital fixe et capital constant circulant.

Chaque procès de travail représentatif de la norme de production d'une branche est alors caractérisé par la composition technique du capital fixe, par les durées de vie physiques respectives des divers moyens de travail ainsi, bien sur, que par les biens intermédiaires et l'activité directe de travail qui sont consommés dans la production.

Le plus souvent, chaque moyen de travail servira à la production de plus d'une unité marchandable du produit concerné ; c'est le cas, notamment, pour tous les procès continus de production, que celle-ci soit d'une même matière (exemple : acier, tissu, électricité) ou des produits individualisés (exemple : automobile).

Dès lors, la valeur de toute quantité physique marchandable n'inclut qu'une fraction de la valeur de chaque moyen de travail qui a servi à la produire : cette dernière n'est transmise que progressivement tout au cours de sa durée de vie ; il y a dissociation entre le procès d'usure de l'outil concerné et le procès de transmission de sa valeur, si ce n'est que le second s'effectue nécessairement sur sa durée de vie.

Mais qu'entend-on par durée de vie d'un moyen de travail utilisé au sein d'un procès de travail ? Il s'agit d'abord de sa durée normale de fonctionnement, ou espérance physique de vie selon la norme de fabrication de cet outil et les conditions propres d'emploi dans la branche où il fonctionne : s'agissant de procès de travail "représentatifs", il est clair en effet que l'on doit faire abstraction

(1) En l'occurrence, il s'agit d'une structure dans laquelle la production de chaque branche est proportionnelle à la consommation totale qui est faite des produits de celles-ci par l'ensemble des autres branches, cette proportion étant la même pour toutes les branches.

des écarts qui peuvent exister concrètement dans l'évolution du rendement physique d'outils de même fabrication - même s'ils sont utilisés à la même cadence et subissent le même petit entretien courant; et l'on doit aussi considérer qu'un même outil - employé dans deux branches différentes - n'est pas utilisé de la même façon et surtout que, s'inscrivant dans un ensemble complexe, il peut avoir une durée de vie physique imposée par celle de certains moyens de travail essentiels de cet ensemble (en ce sens qu'il sera nécessairement mis à la casse si ceux-ci le sont); sa durée de vie est donc liée à la branche où il fonctionne. Dès lors, si nous considérons les seuls moyens de travail dont la durée de vie fixe celle des autres au sein de chaque procès de travail représentatif, il nous reste à préciser comment celle-ci peut être définie.

Si l'utilisation de tout moyen de travail s'accompagnait d'un rendement quasi-inchangé jusqu'au jour où il casse et que la réparation alors nécessaire était d'un coût tel que l'achat d'une machine neuve identique était en tout état de cause préférable - du point de vue de la rentabilité comparée de ces deux types de dépenses - il n'y aurait pas de problème : la notion de durée de vie physique serait simple.

Mais, en fait, les premières réparations ne portent souvent que sur certaines pièces et sont d'un coût limité : elles permettent de prolonger la durée de vie de l'équipement; cependant, il est certain que le flux cumulé des dépenses qui devraient être faites pour maintenir, à son niveau normal, le rendement technique de l'outil concerné croît de façon exponentielle; il arrive nécessairement une date à laquelle il n'est plus rentable d'effectuer une nouvelle réparation (et ceci quel que soit le taux de rentabilité retenu) (1) : la durée qui court jusqu'à cette date est la durée de vie effective normale, lorsqu'il n'y a aucune révolution des forces productives. Nous pouvons considérer cette durée de vie comme la durée de vie physique recherchée, à condition d'inclure dans la valeur du dit moyen de travail la valeur qui lui sera ajoutée du fait de ces opérations de réparation. Dans la suite, cependant, nous admettrons que ces dépenses sont nulles, pour simplifier la présentation.

(1) Cette remarque est essentielle car elle permet d'aboutir à une définition de la durée de vie qui est indépendante du taux de profit; ce qui permettra, du même coup, de définir celui-ci, en fonction de ces durées de vie, de façon non circulaire.

Soit donc T_{ih} la durée de vie physique normale du moyen de travail h , lorsqu'il est utilisé dans le procès de travail de la branche i ; si nous retenons pour produit unitaire marchand de la branche i - dont nous étudions la valeur - celui qui sort pendant l'unité de temps servant à la mesure des durées de vie des divers équipements, la valeur transmise dans ce flux de production unitaire au titre du capital fixe, et pour l'outil spécifique de production h , sera :

$$\frac{a_{ih}^1 \cdot m_h}{T_{ih}}$$

où : a_{ih}^1 est la quantité du moyen de travail h contenue dans le capital fixe avancé pour le procès de travail de la branche i (à l'échelle de production retenue);

m_h est le temps de travail socialement nécessaire pour produire ce moyen de travail.

En retenant d'autre part que :

- a_{ij}^2 est la quantité du produit intermédiaire j consommé dans la branche i pour la production de l'unité marchande considérée ci-dessus (1);

- n_i est le nombre d'heures de travail (à qualifications et intensité uniformes) fournies dans la branche i pour la production de cette unité;

(1) Nous incluons dès lors dans ces "consommations intermédiaires" tous les moyens de production qui sont entièrement détruits pour la production de l'unité marchande considérée, même s'il s'agit de moyens de travail : cas des marchandises dont la production nécessite l'usure complète de certains de ceux-ci (construction navale; travaux publics, par exemple).

le système des valeurs est alors donné par l'ensemble des relations suivantes (système linéaire) (1) :

$$\left\{ \sum_h a_{ih}^1 \cdot m_h / T_{ih} + \sum_j a_{ij}^2 \cdot m_j + n_i = m_i \right\}, \text{ pour } (i=1 \dots n)$$

A partir de ce "système des valeurs", peuvent être définies :

$cf_{ih} = a_{ih}^1 \cdot m_h$, la valeur du capital fixe avancé (stock) au titre du moyen de travail h , pour l'unité du produit i considéré;

$cf_i = \sum_h cf_{ih}$, la valeur totale du capital fixe avancé (stock) dans la branche i ;

$T_i = \frac{cf_i}{\sum_h \frac{cf_{ih}}{T_{ih}}}$, la durée de rotation moyenne du capital fixe dans la branche i ;

$ci_i = \sum_j a_{ij}^2 \cdot m_j$, la valeur des produits intermédiaires consommés (flux);

$v_i = \left[\sum_k b_{ik} \cdot m_k \right] \cdot n_i$, la valeur de la force de travail du travailleur collectif employé dans la branche i , ou capital variable engagé pour la production de l'unité de produit considéré (flux);

(1) En notation matricielle ce système s'écrit :

$$R \cdot A^1 \cdot \vec{m} + A^2 \cdot \vec{m} + \vec{n} = \vec{m}$$

où : R est une matrice telle que $R \cdot A^1$ ait pour terme a_{ih}^1 / T_{ih}

Si la durée de vie de l'outil est indépendante de la branche i d'utilisation ($T_{ih} = T_h$ quel que soit i), le premier terme s'écrit : $A^1 \cdot R' \cdot \vec{m}$, où R' est une matrice diagonale de termes $(1/T_h)$. Si les durées de vie dans les branches sont indépendantes des outils concernés ($T_{ih} = T_i$ quel que soit h) alors R est une matrice diagonale de termes $(1/T_i)$.

$va_i = n_i$, le flux de valeur ajoutée inclue dans cette unité marchande;

$\eta_i = \frac{cf_i/T_i + ci_i}{va_i}$, la composition en valeur du produit de la branche i; (il s'agit ici d'un rapport entre des flux, qui est indépendant de l'unité physique retenue);

$\omega_i = \frac{cf_i/T_i + ci_i}{v_i}$, la composition organique du capital engagé dans la branche i; (il s'agit encore d'un rapport entre deux flux).

Ainsi, lorsqu'on tient compte de la diversité des temps de rotation, une situation "à conditions données de production" peut encore être définie par l'ensemble des compositions organiques et le degré général d'exploitation; mais une définition complète des divers procès de travail liés nécessite que l'on ajoute :

- les durées moyennes de rotation du capital fixe;
- les diverses décompositions de la composition organique du capital engagé en $cf_i/T_i.v_i$ et ci_i/v_i (ou de la composition en valeur du produit en $cf_i/T_i.va_i$ et ci_i/va_i)

ainsi que la durée de rotation du capital circulant v_i , ce qui permet d'obtenir la structure du capital avancé :

$$\pi_i = cf_i/cc_i$$

où : $cc_i = v_i (ci_i + v_i)$ est le capital circulant (1).

Les procès de travail sont finalement différenciés selon (ω_i , T_i , v_i et π_i); mais le principal facteur de cette différenciation est constitué par les différences touchant : cf_i/va_i - c'est-à-dire le

(1) Il s'agit ici d'une expression simplifiée, où l'on ignore les temps morts de circulation à l'entrée et à la sortie.

rapport entre la valeur du stock de capital fixe et le flux de travail vivant ajouté qu'il contribue à mettre en oeuvre sur l'unité de temps considérée. Et dans le cas présent où l'on considère une seule activité homogène de travail, v_1 est simplement le nombre d'heures de travail fournies pendant cette unité de temps.

Nous montrerons, dans le chapitre suivant, que les composantes moyennes du capital social, qui interviennent dans la formation du taux général de profit, sont des sommes pondérées de ces diverses composantes .

. Système des valeurs avec prise en compte de la diversité des forces de travail

Nous prenons maintenant en compte la diversité des forces de travail (sans toutefois introduire la division hommes/femmes). Il est clair en effet que l'on ne peut réduire la classe ouvrière à une catégorie unique de force de travail : non seulement le capital impulse une division du travail interne à chaque collectif de travail et caractérisée par l'existence d'une grande diversité de qualifications/postes de travail (1), mais encore l'usage qu'il fait d'un ouvrier pouvant trouver du travail dans des branches diverses n'est pas le même selon ces branches (i.e. : intensité et durée du travail sont différentes).

Cette division/diversification de la classe ouvrière se manifeste concrètement dans le fait que le salaire finalement perçu pour une heure de travail - quelle que soit sa base d'estimation : à l'heure, aux pièces, au mois, etc... - n'est pas le même pour tous les "ouvriers".

Notons bien que, étudiant la formation de la valeur de la production marchande dans le cadre de la domination du capital, nous ne prenons en compte que les seuls travailleurs productifs : nous excluons donc tous ceux qui, dans la division capitaliste du travail, effectuent uniquement une partie des tâches de la direction en tant qu'elle est capitaliste et non industrielle : acheter, vendre, calculer le profit, encadrer le travailleur collectif productif, etc... Nous ne nous intéressons donc pas aux disparités salariales qui existent entre telle couche de salariés improductifs (employés d'exécution, cadres moyens etc...) et telle autre, comme à celles qui existent entre ces couches et telle ou telle couche au sein de la classe ouvrière.

(1) Cf. ajusteur, soudeur, métreur, dessinateur, etc...

Nous parlons donc uniquement des disparités qui sont créées en son sein (1). Analysons plus précisément ce qu'elles sont et quels problèmes nouveaux sont soulevés par leur existence dans le cadre abstrait retenu pour cette section à savoir : des conditions données de production pour chaque branche.

Le procès de travail, représentatif de la situation donnée des forces productives dans une branche, met en oeuvre un collectif de travailleurs aux qualifications diverses, le terme de "qualification" renvoyant à la fois à un certain usage de la force de travail (poste de travail, intensité du travail à ce poste, durée de vie possible, etc..) et à la façon dont cette force de travail est payée (place de chaque "qualification" dans une grille hiérarchique). L'activité de travail de chacun, au sein de ce collectif, est certes - en substance - du travail abstrait : cela fonde la commensurabilité des valeurs créées par les divers travailleurs parcellaires. Mais celles-ci ne peuvent être considérées comme égales, en grandeur : si tel est bien le cas pour chaque sous-ensemble de travailleurs qui occupent le même poste de travail, puisque nous n'avons à tenir compte que de l'intensité moyenne du travail (au-delà des différences d'habilité et de volonté d'effectuer un rendement élevé), il n'en est plus de même entre de tels sous-ensembles. L'existence d'une grille hiérarchique consacre, au contraire, la reconnaissance par chacun que son travail concret est différent de celui d'un autre situé à un niveau différent dans cette grille.

Si nous comparons maintenant les branches entre elles, nous devons constater que chaque collectif de travailleurs a une composition concrète particulière qui est liée au procès matériel effectué. Certes, avec l'approfondissement général de la division du travail, et notamment de la parcellisation des tâches, il existe de nombreuses qualifications communes à tout ou partie des branches (i.e. : un même ouvrier peut se faire embaucher dans diverses branches sans qu'un apprentissage préalable soit nécessaire); mais la durée du travail et surtout l'intensité du travail ne seront pas les mêmes d'une branche à l'autre. Si l'on peut admettre que, à durée et intensité du travail égales, on a une tendance à l'égalisation du salaire (pour une heure

(1) Nous revenons, par contre, en fin de ce chapitre, sur les contradictions qui se font jour avec le développement du travail général (recherche scientifique et technique) et la réduction relative du travail productif immédiat : les bases mêmes sur lesquelles s'est édifié le capital tendent ainsi à être niées et, par là même, niée la distinction simple productif/improductif utilisée ci-dessus.

de travail) entre branches pour une même qualification, il n'existe pas, cependant, de loi de tendance à l'égalisation de la durée et de l'intensité du travail. Des disparités subsistent, qui se retrouvent en disparités de salaires, en ce sens qu'un ouvrier pouvant trouver place dans plusieurs branches acceptera un salaire global plus faible ici que là si la durée du travail et/ou l'intensité du travail y sont plus faibles (1). Cela ne veut pas dire qu'à tout moment les disparités de salaire horaire entre branches reflètent uniquement les différences dans l'usage qui est fait d'une même force de travail/qualification entre celles-ci : leurs situations relatives dans la concurrence (branche en expansion, branche en régression) influent aussi sur ces disparités (2). Mais, dans le cadre où nous nous plaçons, nous pouvons admettre que les obstacles à une égalisation des salaires - toutes choses égales d'ailleurs - sont finalement levés. Aussi est-on conduit à la conclusion que la valeur créée dans chaque branche par le collectif de travail utilisé est différente en grandeur, même si la structure des qualifications utilisées et le nombre d'heures de travail fournies sont identiques; pour autant, l'activité concrète de travail de chaque collectif d'une branche est bien "activité abstraite de travail" et, à ce titre, les valeurs créées sont commensurables.

La question qui se trouve posée, du point de vue de la formation du système des valeurs, est donc celle de la réduction à une même unité du travail plus ou moins complexe qui est fourni d'une branche à l'autre et au sein d'une même branche.

Dans le cadre de la petite production marchande caractérisée par l'échange entre producteurs indépendants possédant leurs moyens de production, et donc maîtres du produit de leur travail, cette réduction s'opère directement au travers des rapports sociaux sous-jacents aux échanges; derrière les valeurs d'échange qui se forment en tendance, au-delà des fluctuations des prix de marché, se manifeste la reconnaissance mutuelle des valeurs créées par le travail de chacun : si le taux d'échange, qui s'établit entre deux marchandises, permet

(1) Par salaire global nous entendons celui qu'il recevra pendant toute son existence au travail et par durée du travail celle qu'il effectuera - dans les conditions données de production - sur toute sa vie active de salarié.

(2) Ainsi, les capitalistes d'une branche dominée peuvent contraindre les travailleurs qu'ils emploient à accepter une durée du travail plus longue pour obtenir le même salaire global. De telles situations rendent très difficiles, dans la pratique, des estimations de disparités salariales "à même usage de la force de travail".

finalement à celui qui produit la première en un certain temps de travail d'obtenir un revenu en argent supérieur à celui qu'obtient le producteur de la seconde, lorsque celui-ci fournit un temps de travail au moins égal, on pourra dire que le travail du premier est socialement reconnu plus complexe que celui du second. Quelles furent les bases d'une telle reconnaissance sociale, d'une telle formation de préjugés sociaux attachés à tel ou tel métier ? Si le temps passé à acquérir un métier peut être considéré comme un des critères objectifs acceptés, il est clair aussi que ces préjugés relevaient de considérants idéologiques (le caractère plus ou moins "noble" de telle ou telle activité) dont la formation historique fut liée à l'ensemble de la structure sociale et évolua avec celle-ci (cf. par exemple : l'opposition ville/campagne qui s'affirme au Moyen-Age).

Mais, avec l'avènement du capitalisme (avec la séparation des travailleurs directs de leurs moyens de production) l'échange simple des marchandises se trouve nié, et le développement de la parcellisation des tâches s'accompagne de la destruction des métiers antérieurs; aussi :

- d'une part, il n'y a plus de mesure directe, au travers des rapports d'échange, de l'échelle de réduction des travaux plus ou moins complexes : ce sont des capitaux, à la recherche du meilleur rendement qui s'affrontent sur le marché; seul compte alors l'argent qui a été avancé pour payer tel ou tel travailleur;
- d'autre part, les grilles de qualification, consacrant la division capitaliste du travail, ont comme objet social dominant de servir de base à la détermination de l'échelle des salaires.

Ce renversement est pleinement réalisé au stade du machinisme et surtout de la grande industrie, ceux-ci étant le produit de l'appropriation réelle par le capital des forces productives. On ne peut alors parler de qualifications diverses, de travaux plus ou moins complexes, que parce qu'il existe une hiérarchie des salaires : c'est bien parce que les divers travailleurs ne touchent pas le même salaire - ou rémunération de leur force de travail - que le problème de la réduction se trouve posé.

Et l'on doit en conclure que l'échelle de réduction est induite par la domination du Capital sur le Travail : comme le même taux de profit tend à s'appliquer aux salaires des différentes catégories de travailleurs cette échelle induite est celle des valeurs respectives des diverses forces de travail.

Autrement dit, la Loi de tendance à l'égalisation des salaires (pour chaque qualification) (1) et des taux de profit a pour conséquence induite la Loi de tendance à l'égalisation des taux d'exploitation; ce degré unique d'exploitation implique que la valeur créée par une force de travail de telle valeur sera proportionnelle à celle-ci.

On peut aussi parvenir à cette conclusion en constatant :

1°/ que l'exploitation est un rapport de classe et non la simple addition de rapports individuels (la tendance à la formation d'un taux unique de profit indique bien ce caractère de classe);

2°/ que, dans chaque unité de production, il existe certes une division du travail, mais chaque travailleur parcellaire trouve sa place au sein du travailleur collectif : de même que cela n'a aucun sens de considérer une productivité attachée à chaque travailleur parcellaire, de même on ne peut poser que certains pourraient être plus exploités que d'autres (si l'on élimine les inégalités de salaires au sein d'une même qualification);

3°/ que les différences d'intensité et de durée du travail, dans le cadre d'un même travailleur collectif et surtout entre branches, ont pour conséquences, en tendance, une diversification des valeurs des forces de travail (2).

Cela ne veut pas dire qu'à tout moment le degré d'exploitation auquel est soumis chaque travailleur (d'une certaine qualification, travaillant pendant un certain temps et à une certaine intensité) est le même pour tous : il sera, au contraire, différent; mais il y a tendance à son uniformisation.

(1) Aux différences d'intensité et de durée du travail près.

(2) Plus précisément cela revient à dire : la valeur créée pendant une heure de travail par un ouvrier pouvant s'inscrire à plusieurs postes d'un même procès de travail et/ou dans plusieurs branches sera différente dans la mesure même où l'intensité et/ou la durée différente du travail ne s'apprécie finalement - sous le capitalisme - que sous forme d'une valeur de la force de travail, pour une heure de travail, différenciée selon celles-ci. Ainsi, pour une même durée totale du travail, une activité de travail de nuit créera plus de valeur qu'une activité de travail de jour dans la mesure même où la différence de salaire manifeste ce qui est socialement reconnu comme différence dans les conditions de reproduction de la même force de travail selon qu'elle travaille de jour ou de nuit.

Comment, dans ces conditions, se forme le système des valeurs à conditions données de production et d'exploitation ?

L'ensemble de la classe ouvrière est divisée finalement en un certain nombre de qualifications, dont chacune possède une certaine structure de consommation rapportée à une heure de travail; et pour une même qualification, cette dernière se trouve diversifiée selon l'usage précis qui est fait de cette force de travail (durée du travail, intensité du travail, pénibilité, activité de jour ou de nuit, etc...).

En considérant, pour simplifier la présentation formalisée, que le terme "qualification" prend aussi en compte ces diversités d'usage, nous pouvons noter :

- n_{ik} , le nombre d'heures de travail fournies par les travailleurs de qualification k employés dans la branche i , par unité produite dans cette branche;
- b_{kl} , la quantité de la marchandise l consommée par le travailleur de qualification k pour la reproduction de sa force de travail au titre d'une heure de son fonctionnement;
- d_k , la valeur créée par un travailleur de qualification k pendant une heure de son emploi.

En ignorant les différences touchant les temps de rotation, le système des valeurs est alors défini, à une constante près, par l'ensemble des relations suivantes :

$$(I) \left\{ \begin{array}{l} \left\{ \sum_j a_{ij} \cdot m_j + \sum_k n_{ik} \cdot d_k = m_i \right\} \quad \text{pour } (i = 1, \dots, n) \\ \frac{d_k}{\sum_l b_{kl} \cdot m_l} = \frac{d_h}{\sum_l b_{hl} \cdot m_l} = \dots \end{array} \right.$$

Pour définir une unité de mesure des d_k , nous considérons la classe ouvrière qui fonctionne lorsque la production des diverses branches est $\{q_i\}$. Pour ce vecteur de production :

- le nombre d'heures de travail fournies (sans réduction)
est : $\sum_{ik} n_{ik} \cdot q_i$;

- la consommation globale en produit 1 est donnée par :

$$\beta_e = \sum_{ik} b_{ke} \cdot n_{ik} \cdot q_i;$$

- la valeur créée est : $\sum_{ik} n_{ik} \cdot d_k \cdot q_i$

Nous pouvons retenir un niveau absolu de production tel que le nombre d'heures de travail fournies par la classe ouvrière pour la production globale soit de une heure, soit :

$$\sum_{ik} n_{ik} \cdot q_i = 1$$

Nous définissons alors le niveau absolu des d_k en considérant que la valeur créée par la classe ouvrière est égale à l'unité, soit :

$$\sum_{ik} n_{ik} \cdot d_k \cdot q_i = 1$$

On a alors : $d_k = \sum_e b_{ke} \cdot m_e / \sum_e \beta_e \cdot m_e$

La valeur créée par une heure de travail de la force de travail de qualification k est ainsi rapportée à celle que crée la "force de travail moyenne" qui a comme norme de consommation, pour une heure de travail, le vecteur (β) .

Nous aurons l'occasion, ultérieurement, de retenir une proportion particulière : le vecteur de production tel que l'on ait sur cette base une reproduction simple du capital; notons, pour l'instant, que, si les rapports de valeurs qui ressortent des relations (I) précédentes ne dépendent pas de la proportion $\{q_i\}$ retenue, il n'en va pas de même de leurs niveaux absolus.

Le degré général d'exploitation auquel sont soumis les travailleurs est aussi celui auquel est soumise "la force de travail moyenne" retenue, soit :

$$(1 + r) \cdot \sum_e \beta_e \cdot m_e = 1$$

Le système des valeurs s'obtient donc encore avec l'ensemble des relations suivantes (I) :

$$(II) \left\{ \begin{array}{l} \left\{ \sum_j a_{ij} m_j + (1+\tau) \sum_k n_{ik} \left(\sum_l b_{kl} m_l \right) = m_i \right\} \\ (1+\tau) = 1 / \sum_l \beta_l \cdot m_l \\ \beta_l = \sum_{ik} b_{kl} n_{ik} q_i \\ \sum_{ik} n_{ik} q_i = 1 \end{array} \right.$$

Si l'on s'attache à la première forme (I) de détermination du système des valeurs, on constate que celui-ci s'obtient de façon simple (ensemble de relations linéaires) dès lors que l'échelle de réduction est donnée; il n'est absolument pas nécessaire de connaître les degrés effectifs d'exploitation auxquels sont soumis les travailleurs (dont on a dit qu'ils n'étaient égaux qu'en tendance) pour obtenir les valeurs : ceux qui existent à un moment donné se déduisent au contraire des valeurs ainsi définies et des valeurs effectives des forces

(1) Le premier groupe de relations linéaires peut s'écrire en notation matricielle $A \cdot \vec{m} + (1+\tau) N \cdot B \cdot \vec{m} = \vec{m}$

soit encore $(N \cdot B)^{-1} \cdot (I - A) \cdot \vec{m} = (1+\tau) \cdot \vec{m}$

On sait, par application du théorème de FROBENIUS, que ce système a une solution $(\lambda, \vec{m}, \tau)$, $(1+\tau)$ étant valeur propre de la matrice $(N \cdot B)^{-1} (I - A)$. La discussion mathématique des conditions que doit vérifier cette matrice pour que cette valeur propre soit réelle et positive ne nous importe pas ici : nous ne cherchons pas en effet à calculer les valeurs et le degré d'exploitation pour des normes de production et de consommation "hypothétiques", mais à indiquer que - la situation économique étant telle que la valorisation du capital s'effectue réellement avec l'ensemble des normes de production retenues, c'est-à-dire telle qu'une plus-value est bien dégagée - les valeurs et le degré d'exploitation se forment, en fait, selon cet ensemble de relation : elles les vérifieront.

de travail (1).

Si l'on prend en compte la seconde forme (II) de définition du système des valeurs, on parvient aux autres conclusions suivantes : les différentes qualifications (y compris les écarts concernant l'usage d'une même qualification) apparaissent comme des différenciations au sein d'une classe ouvrière qui doit être globalement reproduite; cette reproduction nécessite une norme moyenne de consommation ($\bar{p}$) qui permet un certain degré d'exploitation (τ), selon le système de valeurs ($\vec{m}$); ou encore : l'antagonisme de classes trouve son point d'équilibre à un certain degré d'exploitation qui laisse place à une certaine norme de consommation de la classe ouvrière.

Et le principe qui préside à la reproduction de cette classe est de laisser à chacun, selon sa qualification et l'usage concret qui est fait de sa force de travail, de quoi reproduire cette force de travail spécifique avec une norme de consommation différenciée ($\vec{b}_k$) par rapport à la norme moyenne de la classe ouvrière ($\bar{p}$).

La question qui reste posée est, en définitive, la suivante : sur quelles bases s'effectue cette différenciation des normes de consommation ? La réponse à une telle question nécessiterait que soit produite une analyse approfondie, à la fois de la logique capitaliste qui impose une telle division des travailleurs et de la façon dont elle est reproduite dans le temps. Comme ce n'est pas notre sujet principal, nous n'avons ici que quelques éléments de réflexion pour une telle analyse.

Nous refusons d'abord de retenir l'explication "classique" qui est souvent avancée (2) : le coût social de production et d'entretien des diverses forces de travail n'est pas le même. Certes, une telle explication permet de rendre compte de certaines différenciations qui naissent de l'usage différent d'une force de travail de même qualification; mais pour ce qui concerne l'aspect principal de la différenciation, soit la hiérarchie des qualifications, on est conduit au constant suivant : ou bien ceux qui avancent une telle explication font référence

(1) Cela permet du même coup de bien voir que les différences touchant le degré d'exploitation dépendent des écarts de salaires et aucunement des écarts sur les taux de profit.

(2) Cf. notamment : *Traité marxiste d'économie politique. Le capitalisme monopoliste d'Etat*. Ed. Sociales, Paris, 1971.

à la seule différence objective de coût social de production, c'est-à-dire au fait que chacune nécessite un temps et un contenu de formation différent, mais alors ils semblent oublier que le salaire reçu par un "ouvrier" lorsqu'il travaille permet de payer non pas sa propre formation, mais celle de ses enfants; ou bien ils entendent simplement constater que, dans les faits, les valeurs des forces de travail sont différentes, mais alors il s'agit d'une tautologie et non d'une explication.

Nous considérons au contraire :

1°/ que le capital s'appuie sur cette différence objective pour imposer aux travailleurs la reconnaissance de préjugés professionnels attachés à telle ou telle qualification;

2°/ que ceux-ci sont acceptés et reproduits par les travailleurs eux-mêmes dans les négociations qu'ils engagent avec le patronat pour la fixation des salaires (1);

3°/ qu'une telle hiérarchisation au sein de la classe ouvrière correspond aux intérêts du capital d'un double point de vue :

- . diviser la classe ouvrière;
- . obtenir un mode global de reproduction de celle-ci tel que chaque couche reproduise ses enfants au même niveau (2).

(1) On pourrait ajouter qu'ils tendent aussi à se former historiquement en fonction de la capacité dans laquelle se trouve telle ou telle couche de travailleurs à imposer au patronat un certain niveau de rémunération (cf. la dialectique lutte corporatiste/lutte syndicale de classe).

(2) Dans le cas où l'accumulation du capital est principalement extensive, soit dans celui où les diverses branches s'étendent au même rythme sans bouleversement de la division technique du travail; on constate que cette logique présidant à la reproduction différenciée des forces de travail conduit bien à fournir le marché du travail en accord avec la demande qui s'y adresse : il n'y a pas de contradiction autre que celle qui peut naître d'un écart entre le rythme d'accumulation et l'élargissement de la population ouvrière. A partir du moment où l'accumulation du capital s'effectue de façon intensive, la division technique du travail est bouleversée, mais il y a reproduction de la division sociale du travail : toute nouvelle qualification vient trouver sa place dans l'ancienne hiérarchie des préjugés professionnels; la reproduction de chaque couche au même niveau s'entend alors du point de vue de la hiérarchie sociale, et non du seul point de vue d'une hiérarchie de qualifications inchangées.

Ainsi, se trouve développée et reproduite une hiérarchie des niveaux de vie, sous l'angle des seules dépenses marchandes permises par tel ou tel salaire (du manoeuvre à l'ingénieur) : on a bien, pour chaque force de travail, une valeur de celle-ci qui est le temps de travail socialement nécessaire pour la reproduire; mais l'adjectif "socialement" prend justement en compte le préjugé professionnel qui s'attache à chacune, à une certaine étape historique.

On ne peut donc tirer une quelconque justification de la hiérarchie des salaires du double constat effectué, à savoir que :

1°/ Les préjugés professionnels s'édifient sur les différences touchant le coût social de production de chaque force de travail;

2°/ La valeur créée pour chacune est proportionnelle à sa valeur.

Ce constat ne fait que traduire la logique du capital. C'est cette logique qui nous a conduit à avancer qu'un manoeuvre n'était pas plus exploité qu'un ouvrier professionnel ou qu'un technicien supérieur; mais on met aussi en pleine lumière qu'un manoeuvre subit beaucoup plus durement la domination du capital qu'un technicien lorsque l'on constate notamment que cette logique conduit à ce qu'un manoeuvre ne puisse reproduire ses enfants qu'en manoeuvres alors qu'un technicien pourra les reproduire en techniciens.

Il nous semble, au contraire, que ce double constat permet de contester la hiérarchie capitaliste des salaires : les revendications posées par la classe ouvrière au cours de la dernière période - hausses uniformes des salaires, unification et refonte des grilles hiérarchiques dans le sens d'une réduction de l'éventail - sont le signe de cette contestation des préjugés professionnels qui ont pu paraître un moment très largement acceptés. Il faut dire aussi que la socialisation croissante de la formation initiale élargit les bases d'une telle contestation. Mais c'est une question sur laquelle nous devons revenir ultérieurement dans ce chapitre : car jusqu'à présent, nous nous situons en amont de la prise en compte des interventions étatiques. Nous admettons, en l'occurrence, que la reproduction des forces de travail s'effectue grâce aux seuls salaires versés et aux achats de marchandises qu'ils permettent tandis que l'essentiel de la formation professionnelle s'acquiert sur le tas : temps d'apprentissage initial et élévation progressive ultérieure au sein de l'entreprise .

Nous pouvons donc conclure que le système des valeurs qui se forme "à conditions données de production et d'exploitation" est dépendant de la différenciation qui s'est imposée pour les normes de consommation des divers qualifications - cette différenciation étant liée aux

préjugés professionnels qui s'attachent à la division du travail correspondant à ces normes de production.

Mais - comme nous l'avons déjà indiqué lorsque nous n'avons considéré qu'un seul type de force de travail - il s'agit d'une détermination d'ensemble où les normes de consommation ne sont pas des données préalables. On doit, au contraire, analyser celle-ci de la façon suivante : l'antagonisme de classe, différencié par qualification, conduit à un degré général d'exploitation et à un ensemble de valeurs des forces de travail dans lesquelles doivent s'inscrire les normes de consommation; celles-ci constituent une base acquise à partir de laquelle se développe la lutte des classes (pour son élargissement du point de vue ouvrier, contre un tel élargissement du point de vue capitaliste).

A la limite, on pourrait dire que le système des valeurs, à conditions données de production, n'est pas dépendant du niveau de l'exploitation: si $\mathcal{U}$ change, à mêmes conditions de production - soit, en particulier, à même structure des qualifications et mêmes préjugés professionnels - cela laissera place à d'autres normes de consommation, mais l'échelle de réduction ne sera pas modifiée.

Mais, dans une large mesure, il s'agit là d'un faux problème : on ne peut penser, en effet, une modification du rapport de force entre classes qui ne soit pas le produit d'une transformation des conditions de production (ne serait-ce que dans l'échelle de la production) et/ou qui n'impulse pas une telle transformation. En fait, le cadre dans lequel nous nous sommes situés - celui de conditions données de production - implique qu'il soit articulé à un niveau donné du rapport de force entre classes antagoniques : c'est en cela qu'il est pure hypothèse de travail ou encore étape intermédiaire et formelle dans l'analyse du procès dialectique de reproduction du capital marqué par un bouleversement continu des conditions de production et de reproduction de la force de travail collective ouvrière; nous allons voir, en effet, en abordant maintenant l'étude de ce procès, quelle utilisation nous pouvons faire de cette première étape, ou encore de ce premier modèle formel.

3. DEVELOPPEMENT DES FORCES PRODUCTIVES ET PROBLEMES POSES PAR LA DEFINITION D'UN SYSTEME DES VALEURS A UN MOMENT DONNE

S'il est clair que le développement capitaliste des forces productives, mu par la concurrence des capitaux et la pression des travailleurs, conduit à un bouleversement continu des conditions sociales de production et donc des valeurs, nous devons cependant nous demander s'il est possible de définir un modèle représentant "la formation du système des valeurs d'un moment donné".

Pour ce faire, il convient d'abord d'analyser ce que sont les conditions sociales moyennes de production et de reproduction des forces de travail au moment considéré, puis d'étudier les conditions qui devraient être vérifiées pour que l'ensemble lié des valeurs sociales, qui en résultent, soit effectivement défini. En constatant que ces conditions ne sont pas réunies - ce qui ôte tout caractère de "modèle d'équilibre" au modèle considéré - nous pourrions mettre en lumière le caractère dialectique du processus de formation des valeurs sociales, et définir, dans ce cadre, la notion de système des valeurs actuelles tendancielle et celle de système des valeurs actuelles de marché qui s'en déduit.

. Conditions sociales moyennes de production dans une branche à un moment donné

Si nous nous référons à l'analyse faite dans la première section de ce chapitre, et aux propositions retenues in fine, chaque branche est à tout moment caractérisée par un empilement de procès de travail différenciés : ceux-ci relèvent d'une industrie ou de plusieurs lorsque leurs produits respectifs sont indistinguables. Les différences touchant les procès de travail en fonctionnement à un moment donné dans une industrie portent sur la nature des équipements en place, le mode d'organisation du travail, les qualifications utilisées, etc... (1). Certes, il existe une tendance à l'homogénéisation des conditions de

(1) Nous laissons volontairement de côté dans toute notre analyse les problèmes posés dans les industries où le sol, le sous-sol, l'eau et/ou l'air sont utilisés comme objet de travail : autrement dit nous ne traitons pas de la rente différencielle.

production au sein de chaque industrie : une méthode de fabrication/organisation du travail/division des tâches est progressivement acclimatée par de nombreuses directions capitalistes et s'impose pendant toute une période tandis que tout procès de travail antérieurement installé peut être remodelé, notamment à l'occasion du renouvellement de certains moyens de travail; etc.... Mais on assiste aussi à des modifications continues (même limitées) des moyens de travail disponibles pour être investis dans l'industrie concernée, à des décalages d'une firme à l'autre, d'un procès de travail à l'autre, dans l'adoption de transformations des conditions de production, et surtout à la mise en oeuvre de procédés de fabrication profondément modifiés alors même qu'il existe encore des procès de travail qui n'ont pas été homogénéisés au niveau de la technique antérieurement dominante.

On ne peut donc en aucune façon considérer qu'une industrie est, à un moment donné, caractérisée par un seul type de procès de travail - ce qui est à fortiori vrai pour une branche dès lors qu'elle peut inclure plusieurs industries aux produits indiscernables. On a, au contraire, un empilement qui est continuellement transformé dans le temps - ces transformations étant la double conséquence des décisions internes à l'industrie (ou à chaque industrie) et des changements de gammes de production qui ont lieu au niveau des branches fournisseuses.

Mais puisque l'on parle d'une branche, à laquelle correspond un marché sur lequel se forme un prix (1), il en découle nécessairement l'unicité de la valeur sociale de la marchandise concernée (ou temps de travail socialement nécessaire pour la produire) au delà de la dispersion des valeurs individuelles qui correspondent à chacun des procès de travail de l'empilement caractérisant la branche (2).

(1) Nous raisonnons, comme dans la seconde section, en deça de la prise en compte de la différenciation concrète des produits issus d'une branche : nous considérons donc qu'il ne sort de la branche qu'un seul type de marchandise/valeur d'usage, celui-ci pouvant par ailleurs être modifié dans le temps. Nous ignorons donc aussi les produits liés (ou "fatals" pour reprendre le terme utilisé dans la comptabilité nationale française).

(2) Il doit être clair à notre lecteur que ce paragraphe ne constitue qu'une étape de notre raisonnement et qu'en conséquence - lorsque nous parlons de valeur sociale et/ou de valeurs individuelles - nous faisons comme si les valeurs de toutes les autres marchandises étaient bien définies et indépendantes de celle de cette branche. Les limites liées à une telle simplification seront levées dans la sous-section suivante : "la formation du système des valeurs actuelles".

Quel est dès lors le procès de travail particulier, ou l'ensemble pondéré de procès de travail concrets, auquel correspond cette valeur sociale ? ou encore : quelle est la base sur laquelle tend à se former cette valeur ?

Pour répondre à une telle question, il convient de partir de l'analyse de la procédure sociale au cours de laquelle cette valeur sociale émerge, en l'occurrence le fonctionnement du marché, avec la concurrence des capitaux qui le caractérise (1).

Une telle approche permet d'abord de rejeter toute réponse du type de la "tangency solution" de CHAMBERLAIN, dans laquelle toutes les firmes d'une branche auraient finalement la même courbe de coût (celle que les forces économiques tendraient à faire apparaître dans le long terme). En effet, la concurrence des capitaux, dans sa dimension interne à une branche, provoque une révolution continue des forces productives en sorte qu'aucune loi de tendance à l'égalisation des taux de profit au sein d'une branche ne peut être retenue : c'est au contraire la loi inverse qui s'applique.

Elle permet aussi de dire qu'il ne peut s'agir ni d'un processus "de pointe", ni d'un processus "marginal", parce que les uns et les autres ne fournissent qu'une faible part du marché.

Au contraire "d'une manière générale", ce sont les techniques grâce auxquelles la plus large part de la production est obtenue qui tendent à déterminer la valeur sociale de la marchandise et dans la plupart des cas concrets ce sont les entreprises en condition moyenne qui fournissent effectivement la part la plus considérable" (2).

On a là un premier élément de réponse. Nous refusons cependant d'en conclure simplement que le processus représentatif est un processus "moyen", parce qu'il n'existe que rarement à l'intérieur d'une branche un ensemble d'unités de production identiques fournissant une part importante du marché; on a, au contraire, le plus souvent un ensemble relativement continu de procès différenciés en sorte que la notion de processus "moyen" perd toute signification.

(1) Comme nous n'étudions ce fonctionnement que dans le prochain chapitre, le développement qui suit ne sera pleinement justifié qu'à ce moment.

(2) R. BORRELY, *op. cit.*, p. 59.

En fait, on peut d'abord définir une notion de valeur ex-ante relative à la seule production (avant toute confirmation par le marché). Il s'agit du temps total de travail effectivement passé dans la branche pour produire la masse de marchandises mises normalement sur le marché au moment considéré; du moins, si l'on divise ce temps total par le nombre d'unités produites (et l'unité de mesure retenu alors importe peu), on obtient une valeur ex-ante unitaire.

C'est donc une certaine moyenne de valeurs individuelles

$$m_{a_i} = \sum_p y^p m_i^p$$

où : $y^p = \frac{q_i^p}{q_i}$, est la part du marché fournie par le procès particulier p (1).

Cette valeur ex-ante de production reçoit ou non validation sur le marché; celanous conduit donc à définir une seconde notion : celle de valeur sociale ou valeur de marché (ex-post).

Il s'agit du temps de travail socialement nécessaire pour produire la marchandise considérée, le terme socialement s'appréciant alors y compris du point de vue de la demande.

Il s'agira encore d'une moyenne $= m_i = \sum_p x^p m_i^p$; mais elle sera le plus souvent différente de la précédente (i.e. : x^p est différent de y^p).

On a une tendance à l'ajustement de la valeur ex-ante de production sur la valeur de marché, celle-ci étant alors relative à l'évolution tendancielle de l'intensité du travail et à un fonctionnement normal des procès de travail. En ignorant, à ce niveau, les procès de domination/substitution qui peuvent se développer (car alors la valeur de marché est fixée par d'autres branches), on peut préciser ce mécanisme d'ajustement ainsi :

(1) Notons bien que cette valeur (ex-ante) de production ne prend en compte que les procès qui fournissent effectivement le marché, à l'exclusion, donc, des nouveaux procès qui ne le fourniront qu'ultérieurement et des procès arrêtés à ce moment (et non encore mis au rebut).

- Si l'offre est supérieure à la demande tendancielle (c'est-à-dire si la production mise sur le marché, et ayant la valeur ex-ante de production définie ci-dessus, ne peut être écoulee normalement à un prix tel que le taux moyen de profit dans la branche soit égal au taux général de profit), la valeur sociale (de marché) est inférieure à la valeur ex-ante de production ($m_i < m_{ai}$) en ce sens que la norme x^p définissant la valeur de marché ne contient pas les procès marginaux pourtant utilisés : ceux-ci vont être mis au rebus, d'où l'ajustement indiqué.
- A l'inverse, si l'offre est inférieure à la demande tendancielle, alors la valeur sociale (de marché) est supérieure à la valeur ex-ante de production ($m_i > m_{ai}$) en ce sens que trop de procès marginaux ont été mis au rebus : x^p inclut une proportion plus importante de ceux-ci que y^p .

Nous avons fait ci-dessus référence à l'évolution tendancielle de la demande. Si l'on tient compte des fluctuations conjoncturelles de celle-ci, on peut ajouter :

- en cas de flexion conjoncturelle de la demande, certains procès sont arrêtés, des baisses d'horaires ont lieu, ainsi qu'une sous-utilisation de certaines installations : celles-ci influent sur la formation de la valeur ex-ante de production sans modifier la valeur de marché : $m_{ai} < m_i$, le plus souvent;
- en cas de poussée conjoncturelle de la demande, il y a accélération des cadences et certains procès antérieurement arrêtés sont remis en service : la valeur de production s'en trouve affectée sans que par ailleurs la valeur de marché le soit; le plus souvent on aura $m_{ai} > m_i$.

Ainsi, peut-on dire qu'à tout moment il existe une norme théorique de production caractérisant le niveau moyen des forces productives dans chaque branche.

Cette norme est, en l'occurrence, une somme pondérée de procès concrets de production en sorte que, si les composantes techniques de chacun sont bien définies, ce n'est pas le cas pour la norme considérée. (Seules les composantes en valeur de celle-ci pourront être définies lorsque, dans la suite, nous considérons le système des valeurs qui se forme à partir de l'ensemble de ces normes pour les diverses branches). On doit aussi noter que sa définition ne fait aucunement entrer en ligne de compte la structure par âge des capitaux fixes engagés : seule importe la connaissance des durées de vie physiques des moyens de travail employés dans

chacun des procès concrets qui entrent dans l'agrégat considéré (1).

. Normes tendancielles de consommation des travailleurs à un moment donné

Le procès d'accumulation du capital s'accompagne, à la fois, d'une transformation des conditions de vie des travailleurs (développement de la vie urbaine principalement), d'un bouleversement de la division technique du travail et d'un changement continu de l'état du rapport des forces entre classes.

Il en résulte une modification dialectique - au cours du temps - de la norme de consommation correspondant à la reproduction de l'ensemble de la classe ouvrière (celle que nous avons noté β , dans la section précédente); et, plus précisément, de l'ensemble des normes relatives aux diverses qualifications, incluant ici celles qui se forment pour les nouvelles qualifications trouvant leur place dans l'ancienne grille.

Il semble donc possible de retenir à un moment donné comme normes, celles qui correspondent à l'évolution tendancielle de la consommation ouvrière : elle caractérisent les conditions actuelles de reproduction des forces de travail.

Et par évolution tendancielle nous entendons celle qui résulte finalement des mouvements conjoncturels de montée et de recul accompagnant le jeu des prix et des salaires; autrement dit, la norme de consommation se modifie dans le temps du fait, d'une part, de l'action des diverses directions capitalistes cherchant à maintenir et/ou accroître leurs profits en augmentant leurs prix (ces augmentations étant différenciées d'une branche à l'autre), d'autre part de l'action des travailleurs qui cherchent, par des revendications touchant les salaires nominaux, à garantir, et si possible à étendre, la norme de consommation antérieurement acquise.

(1) Nous nous écartons donc de la plupart des approches de la théorie du capital qui ont besoin de poser l'existence d'une structure donnée et invariante des équipements fixes par "âge". Nous aurons l'occasion, dans le chapitre suivant, de montrer que le taux général de profit ne peut être défini à partir des conditions de production de la valeur - et donc de la plus-value - que si la formation des valeurs est bien définie indépendamment de tout aspect touchant à l'âge effectif des équipements en place - soit, précisément, au degré déjà atteint de transmission de leur valeur.

On ne peut donc considérer comme une modification acquise des conditions de l'exploitation une modification conjoncturelle de certains prix des biens de subsistance, bien qu'à salaires nominaux inchangés il en résulte à très court terme une plus grande (ou plus faible) consommation ouvrière de ces produits et d'autres. Mais, en sens inverse, la plus-value produite dans l'ensemble des procès immédiats de production n'est aucunement quantifiée à ce niveau, car le mouvement général des prix auxquels les marchandises sont réalisées (et non tel ou tel mouvement particulier) est significatif de la façon dont la bourgeoisie réussit, ou non, à maintenir et à fortiori à élever le taux d'exploitation, face à la tendance générale d'évolution des salaires nominaux (et non à tel ou tel mouvement particulier) (1).

Le seul problème que pose cette définition provient des processus concrets de substitution qui sont en cours de réalisation : de "nouveaux" produits (issus de nouvelles industries) sont déjà consommés par certains travailleurs en remplacement de produits "anciens" répondant strictement au même besoin, ceux-ci étant pour autant encore produits et, par le fait même, encore consommés par d'autres travailleurs.

De tels processus de substitution ne doivent pas être confondus avec ceux qui correspondent simplement à la modification dans le temps de la gamme des valeurs d'usages concrètes sortant d'une même branche (raisonnant avec la notion abstraite d'une valeur d'usage unique produite par chaque branche, il n'existe donc à un moment donné qu'un seul type de valeur d'usage consommée par tout ou partie des travailleurs en provenance de cette branche, même si sa qualité évolue dans le temps).

Ils ne doivent pas non plus être confondus avec les modifications de la structure de la consommation ouvrière qui naissent à la fois de son possible élargissement (en rapport avec une augmentation acquise de pouvoir d'achat) et de l'évolution des prix relatifs.

Les processus dont il est question sont ceux qui ont lieu - nous l'avons déjà indiqué dans la première section de ce chapitre - lorsque des directions capitalistes, valorisant leurs capitaux dans une nouvelle industrie, réussissent à imposer aux consommateurs potentiels que leur produit est équivalent à un autre issu d'une autre industrie, pour la satisfaction d'un même besoin; ou, plus précisément, que le prix auquel ils le proposent se compare avantageusement, du point de vue de la différence de qualité, à celui du produit d'une autre industrie, alors même qu'ils peuvent, à ce prix, dégager un taux de profit nettement plus élevé que celui réalisé en moyenne dans cette industrie "ancienne" (2).

(1) Cette problématique, déjà introduite lors de l'analyse critique de la position de M. AGLIETTA au Chapitre I, sera pleinement explicitée dans le prochain chapitre (III).

(2) On peut donner l'exemple de la substitution des chaussures de ski en cuir par celles en matières plastiques.

Quant à leur déroulement, plusieurs cas peuvent se présenter : ou bien la substitution a lieu de façon complète et l'industrie dominée disparaît; ou bien celle-ci n'a lieu que partiellement parce qu'une partie des consommateurs ne considère pas finalement les deux produits comme équivalents et accepte de payer plus cher l'ancien produit en sorte qu'une fraction des capitaux continue à se valoriser dans l'industrie qui fut un temps dominée (1); ou bien la situation tend à s'équilibrer - et même à se renverser - lorsqu'un développement important des forces productives dans l'industrie dominée (et dans certaines de ses branches amont) permet aux capitalistes de celle-ci de rattraper leur retard (2). Et nous avons déjà indiqué que l'évolution effective dépendait très largement de la division sociale du travail caractérisant la mise en oeuvre des procès de travail dans ces deux industries (i.e. : selon l'autonomie/dépendance des capitaux engagés).

Comment, dès lors, définir la norme de consommation ouvrière à un moment qui s'inscrit dans le cours d'un procès de substitution ? Dans le cas où la substitution est complète, il nous semble possible de nous référer aux conditions mêmes de formation des prix de marché des deux produits considérés à savoir que : dans une première phase, l'offre de la nouvelle branche est limitée et le prix des marchandises qui en sortent est aligné sur celui des produits de l'ancienne, tandis que lorsque le procès est déjà largement engagé, les capitaux encore immobilisés dans la branche dominée doivent vendre à un prix imposé par celui de la branche dominante; ainsi est-on conduit à n'inclure que le produit ancien dans la première phase, que le nouveau produit dans la dernière et une pondération des deux dans la phase intermédiaire : en fait, on a ici un "saut", une rupture dans l'évolution de la valeur de la force de travail ouvrière au titre du besoin considéré. Dans les autres cas, on peut raisonner de façon analogue.

Mais, de toutes façons, il est clair que cette question doit être réétudiée à la lumière de l'analyse des conditions de formation de l'ensemble des valeurs liées.

(1) Cf. l'exemple du drap de lit en coton relativement au drap de lit en tégol.

(2) On doit parler alors de développement combiné des deux industries, produit par le développement inégal : c'est un aspect essentiel de la dialectique du développement des forces productives mue par la concurrence des capitaux.

. Un système des valeurs actuelles/tendancielles à partir de ces normes actuelles

Un premier modèle représentant la formation du système lié des valeurs sociales actuelles des marchandises peut être obtenu à partir de ces normes de production et de reproduction, en étendant les résultats dégagés dans la section précédente (à conditions données de production).

Il s'écrit (en ne retenant pas, pour simplifier sa présentation, la diversité des qualifications/intensité) :

$$\left\{ \sum_p x^p \cdot \left[\sum_h a_{ih}^{1p} \cdot m_h / T_{ih}^p + \sum_j a_{ij}^{2p} \cdot m_j + n_i^p \right] = m_i \right\}$$

(pour $i = 1, \dots, n$)

où x^p est la proportion dans laquelle se trouve, au sein de la norme caractérisant la branche i , le procès concret caractérisé par les composantes techniques

$$\left\{ a_{ih}^{1p}, T_{ih}^p \right\}, \left\{ a_{ij}^{2p} \right\}, n_i^p$$

Quant au degré général d'exploitation à la date considérée, il vérifie la relation :

$$(1 + r) \sum_e \beta_e \cdot m_e = 1$$

Mais les valeurs ne sont définies par un tel modèle que si l'ensemble des moyens de production qui figurent dans les normes de production et de consommation sont effectivement produits à la date considérée.

Si cela est nécessairement le cas pour les biens intermédiaires (puisque tout procès de travail concret en fonctionnement ne peut utiliser que des moyens de production intermédiaires actuellement produits) et aussi pour les moyens de subsistance des travailleurs (selon ce que nous avons retenu précédemment), il est clair que ce ne peut être le cas pour les moyens de travail : une fraction de ceux qui relèvent de procès de travail mis en oeuvre antérieurement à la date considérée ne sont plus produits, soit que les branches fournisseuses aient disparu, soit que les marchandises/valeurs d'usages qu'elles produisent actuellement aient subi des transformations.

Nous parvenons donc à une conclusion essentielle : le processus de formation du système des valeurs actuelles ne peut être représenté par un "modèle d'équilibre" relevant de la logique formelle (comme c'est le cas de celui que nous venons de produire).

On parvient aussi à cette conclusion en prenant un autre angle d'approche.

Les normes de production de chaque branche ont été définies en considérant l'adéquation de la production à la demande sociale tendancielle, qui, elle-même s'affirme à partir des valeurs sociales du moment; or, à tout moment, des processus de substitution sont en cours de développement : certaines branches se trouvent donc dominées par d'autres. Nous avons indiqué précédemment ce qu'il en était de tels processus lorsqu'il s'agit de branches produisant pour la consommation finale des travailleurs. En ce qui concerne les autres branches, il convient d'abord de mettre de côté toutes celles qui, directement ou indirectement, ne répondent qu'à la consommation improductive de la classe capitaliste : ces branches "non-fondamentales" n'interviennent pas dans la formation du degré général d'exploitation, et par voie de conséquence, comme nous le verrons ultérieurement, dans celle du taux général de profit : elles sont donc inintéressantes de notre point de vue. Reste donc les branches fondamentales produisant des moyens de production. Deux types de processus de substitution sont alors à envisager :

- Premier type : ceux qui sont directement liés aux processus qui touchent les branches de consommation : les principales branches fournissant respectivement les deux branches de consommation, dont l'une substitue son produit à celui de l'autre, se trouvent dans une même relation dominante/dominée (1);
- Second type : lorsqu'une branche à plusieurs industries déplace sa demande par suite de l'extension plus rapide d'une industrie que d'autres en son sein, les principales branches fournisseuses des industries en régression se trouvent dominées par celle dont les produits sont consommés par l'industrie en rapide expansion (2).

(1) Cf., pour poursuivre l'exemple donné ci-dessus, la domination de la branche "matières plastiques" sur la branche "cuir".

(2) On peut donner comme exemple celui de la domination de la branche "pétrole" sur la branche "charbon", par suite de l'extension plus rapide de l'industrie "centrales au fuel" que de l'industrie "centrale au charbon", au sein de la branche "production d'électricité". Et l'on peut constater que, le charbon n'étant pas uniquement utilisé comme source d'énergie, cette domination ne durera qu'un temps, sans conduire à la disparition totale de la branche "charbon".

De tels processus, qui sont la conséquence du développement inégal des branches (et surtout de l'émergence de nouvelles industries), peuvent conduire à la disparition totale d'une branche dominée lorsque son seul débouché est constitué par l'industrie concernée et que celle-ci disparaît; mais il peut y avoir simplement extinction progressive de la domination lorsque la branche dominée conserve d'autres débouchés auprès d'autres industries.

Il n'en reste pas moins que, tant que durent les processus de substitution, on ne peut penser une quelconque égalisation des taux de profit entre les diverses branches - même si l'on ne retient que les procès les moins productifs au sein de la norme de production de la (nouvelle) branche dominante et les plus productifs pour la branche déjà dominée. Le plus souvent, il existe une situation de sur-profit pour les premiers et une situation de sous-profit pour les seconds.

On ne peut donc, non plus, penser un système de normes théoriques de production indépendantes les unes des autres, ou encore un ensemble de normes qui correspondent à la formation de valeurs sociales indépendantes les unes des autres.

On peut certes ne pas prendre en compte, dans ce modèle, les nouvelles branches dominantes, tant que les processus de substitution sont faiblement engagés, et de même éliminer dans les normes de production tous les procès concrets qui utilisent déjà les produits de ces branches : ce qui revient à dire que ces branches n'interviennent pas encore dans la formation du système des valeurs actuelles (1).

(1) Par contre, on peut définir, à partir de ce système, les valeurs individuelles extrêmes des produits qui sortent de ces nouvelles branches : cela fournit une base objective pour comprendre les procès de substitution. Si j est une nouvelle branche en voie de dominer une branche i , la valeur individuelle extrême m_j (soit celle relative au procès le moins productif) ainsi définie se compare à la valeur sociale m_i du moment selon le taux de substitution qui existe entre les deux produits en termes de quantités de valeurs d'usages; autrement dit, si m_i et m_j sont les valeurs de quantités jugées équivalentes, on constatera que $m_j < m_i$. (Notons cependant que nous faisons ici abstraction de la transformation valeurs d'échange/prix de production).

On peut aussi ne pas prendre en compte, dans ce modèle, les branches dominées, lorsque les processus de substitution sont déjà largement acquis - et, de même, éliminer dans les normes de production tous les procès concrets qui utilisent encore les produits de ces branches dominées : cela revient à dire que ces branches n'interviennent plus dans la formation du système des valeurs actuelles (1).

Mais on ne peut trouver de solution positive en ce qui concerne la période centrale de substitution. Et, de plus, le fait de supprimer certains procès concrets de travail parmi ceux qui entrent dans les normes de production des diverses branches, tant en amont qu'en aval de cette période centrale, entre en contradiction avec la définition même de ces normes.

Il n'y a pas, à notre avis, de moyen formel de se sortir de cette contradiction : il s'agit, au contraire, d'un aspect essentiel du caractère contradictoire de la loi de la valeur, ou encore d'une des manifestations de la contradiction que MARX a bien mise en lumière, à savoir que le capital ne se reproduit qu'en se niant lui-même.

On est donc conduit à transformer le modèle initial :

- en éliminant les branches dominées et, dans les diverses normes de production des branches, les procès concrets de travail qui utilisent les produits de ces branches dominées;
- en éliminant les nouvelles branches qui tiennent encore une place trop faible pour être déjà qualifiées de dominantes et, de même, les procès de travail qui mettent déjà en oeuvre les produits qui sortent de ces branches.

(1) Par contre, on peut définir, à partir de celui-ci, les valeurs individuelles (relatives à la gamme des procès les plus productifs) des branches dominées : on a ainsi une base objective pour comprendre pourquoi elles l'ont été et continuer à l'être. Mais, la valeur individuelle extrême d'une branche dominée n'est pas la valeur sociale des marchandises qui en sortent : celle-ci est, au contraire, fixée par les conditions sociales de production qui président à la formation de la valeur sociale dans la branche qui domine déjà largement.

Ce nouveau modèle ne fixe plus de prétendues valeurs actuelles d'équilibre, mais le système des valeurs qui tendent à se former avec la disparition des branches dominées.

Une partie du problème initialement soulevé - à savoir la non-production actuelle de certains moyens de travail inclus dans des procès de travail concrets qui entrent dans les normes de production de certaines branches - est ainsi résolu : on a, en effet, éliminé du modèle tous les procès concrets de travail qui utilisent des moyens de travail produits par des branches dominées et donc aussi tous ceux qui avaient été produits par des branches/industries qui ont totalement disparu.

On fait ainsi apparaître clairement le lien qui existe entre ce problème formel (i.e. : les conditions d'une solution mathématique du modèle initial) et la réalité des processus de domination analysés dans un deuxième temps; et l'on justifie du même coup, a posteriori, que l'on soit parvenu à la même conclusion : la négation de tout modèle d'équilibre.

Reste seulement, au niveau du nouveau modèle construit, un autre aspect de ce problème initialement soulevé : celui qui est lié au fait que, dans le temps, la valeur d'usage produite par chaque industrie/branche a pu subir des transformations; les moyens de travail qui sont actuellement produits ne sont pas exactement les mêmes que ceux qui sont déjà installés et qui avaient été produits par la même industrie (non transformée).

Encore convient-il de bien situer la nature de ce problème. Si nous supposons, en effet, que de telles transformations n'ont pas eu lieu et si nous analysons alors comment le modèle construit définit les conditions de formation des valeurs sociales actuelles/tendanciennes, nous parvenons à la conclusion essentielle suivante : la valeur de tout moyen de travail, au moment où il a été produit, n'intervient aucunement dans la formation des valeurs actuelles; la fraction de sa valeur qui est transmise dans les marchandises qu'il contribue à produire au moment considéré n'est pas fixée par sa valeur d'origine et sa durée de vie physique, mais par la valeur actuelle de ces moyens de travail et cette durée de vie physique (celle-ci n'ayant pas changé, même s'il y a des mises au rebut avant usure physique). Autrement dit, ce sont les conditions sociales actuelles de production de ces moyens de travail qui interviennent : s'il y a eu transformation de ces conditions au niveau de la branche fournisseuse et en amont de celle-ci, il en résulte une "dévalorisation" du capital antérieurement installé (1).

(1) Nous reviendrons plus longuement sur cette question lorsque nous étudierons, dans le chapitre suivant, la formation du profit. Notons cependant, à cette étape, que ce type d'approche conduit à une critique des conceptions néo-ricardiennes (recherche d'une solution dans une remontée du temps) et des conceptions néo-classiques (recherche d'une solution dans les services futurs de ces équipements).

Tel est, à notre avis, le sens précis de la notion marxiste de dévalorisation du capital fixe - celle-ci pouvant de même être étendue à la dévalorisation du capital marchandise (stock) (1).

Cette conclusion s'applique aussi aux moyens de travail qui, sous l'angle de leur valeur d'usage concrète, ne sont plus produits. Il suffit donc que l'on puisse déterminer un taux d'équivalence entre telle quantité de la marchandise actuellement produite par la branche et telle quantité de la marchandise antérieurement produite par cette même branche, pour que le modèle considéré ait une solution. Cela renvoie à l'analyse du procès temporel dans lequel valeurs et valeurs d'usage des marchandises produites se trouvent transformées - analyse que nous menons dans la section suivante.

Nous montrerons qu'un tel taux d'équivalence entre quantités est égal au rapport des valeurs sociales des deux valeurs d'usages concrètes considérées au moment où elles sont conjointement produites dans la branche considérée : ce taux n'a rien à voir, en effet, avec les différences d'utilité, mais correspond seulement à la différence de coût social de production, abstraction faite de l'évolution de la productivité sociale dans la branche.

Dès lors, à partir de l'ensemble des valeurs sociales indépendantes dont le dernier modèle construit décrit les bases de formation, peuvent être tirées :

- d'une part, les composantes en valeur des procès de production représentatifs des diverses branches (composition organique du capital engagé, durée de rotation moyenne du capital fixe, durée de rotation du capital circulant, composition en valeur du capital avancé); ce sont elles qui définissent finalement ces normes de production. Avec leur connaissance, et celle du degré général d'exploitation, sont entièrement déterminées les conditions actuelles/tendancielles de valorisation du capital social. Nous montrerons, dans le chapitre 4 suivant, qu'elles permettent de définir le taux général de profit.
- d'autre part, la hiérarchie des valeurs individuelles relatives aux procès concrets de production inclus dans la norme de chaque branche : chacune résulte des valeurs actuelles/tendancielles des moyens de production utilisés dans le procès considéré et des conditions propres de production dans celui-ci, soit :

(1) Elle ne doit en aucune façon être confondue, comme le font les théoriciens du P.C.F. dans leur analyse du "Capitalisme monopoliste d'Etat", avec le faible taux de rentabilisation auquel sont soumis certains capitaux dans des entreprises publiques.

$$m_i = \sum_j a_{ij}^p \cdot m_j + n_i^p \quad (\text{en retenant la formulation simple}).$$

(Cet ensemble conduisant à la valeur sociale

$$m_i^p = \sum_p m_i^p \cdot x^p \quad (1)$$

Ainsi se trouvent définies les conditions sociales tendancielle de production, en sorte que l'on peut effectuer le cheminement inverse de celui qui nous avons conduit, dans un premier temps, des valeurs actuelles aux valeurs actuelles/tendancielle.

. Valeurs actuelles/tendancielle et valeurs actuelles de marché

Disposant des valeurs actuelles/tendancielle, nous pouvons remonter vers le concret des valeurs actuelles de marché.

On peut d'abord définir, pour toutes les branches concernées, la valeur de marché actuelle des marchandises issues d'une nouvelle branche non encore prise en compte : elle est fixée à partir de celle de la marchandise à laquelle elle va se substituer (ce qui correspond aux conditions de formation de son prix de marché tant que l'offre se trouve limitée); elle est supérieure à la valeur individuelle la plus élevée, relevant des conditions propres de production dans cette nouvelle branche.

On peut ensuite définir, pour toutes les branches concernées, la valeur de marché actuelle des marchandises issues d'une branche dominée (qui a été éliminée dans le modèle) : elle est fixée à partir de celle de la marchandise qui la remplace (ce qui correspond aussi au fait que les directions capitalistes inscrites dans cette branche sont obligées d'aligner leur prix sur celui de cette marchandise); elle est le plus souvent inférieure à la valeur individuelle la plus faible, relevant des conditions propres de production dans cette branche dominée.

On peut alors définir la valeur de marché de toutes les autres branches retenues dans le modèle initial en considérant l'ensemble des procès de travail qui ont été supprimés dans le modèle final :

(1) Il s'agit ici de nouvelles proportions une fois effectuées les éliminations définies ci-dessus.

la valeur individuelle relative à chacun de ces procès se forme à partir de celles définies ci-dessus pour les moyens de production issus tant des premières (nouvelles branches) que des secondes (anciennes branches); de la sorte, la valeur de marché est :

$$m_i = \sum_p m_i^p \cdot x^p$$

Ces valeurs de marchés sont les seules que l'on puisse considérer comme définies à tout moment (d'où le terme de valeur "actuelle" de marché) : en l'absence de processus de domination/substitution, elles correspondent aux valeurs tendanciennes; et dans le cadre concret où de tels processus se développent, l'évolution continue de la valeur de marché est régulée par celle discontinue de la valeur actuelle/tendancielle.

Pour clore cette partie relative à la recherche d'un modèle servant à décrire les conditions de formation du système des valeurs d'une date donnée, nous devons donc avancer les conclusions suivantes :

- Dès lors que des processus de domination/substitution de branche à branche sont en cours de développement à la date considérée - ce qui est le cas généralement - il n'est pas possible de définir un ensemble de valeurs sociales actuelles "indépendantes" (ces valeurs étant bien considérées comme les temps de travail socialement nécessaires à ce moment tant du point de vue des conditions de production que du point de vue de la demande, le déroulement de procès de substitution empêche que l'on puisse affecter la demande de façon indépendante entre les diverses branches).
- On peut seulement définir des valeurs sociales actuelles/tendanciennes, ou système des valeurs qui tend à se former sur la base des structures actuelles de production et de la demande séparable qui est liée à l'échelle de ces valeurs.
- A partir de celles-ci se forment des valeurs actuelles de marché qui prennent en compte les relations de domination.
- Au système des valeurs actuelles/tendanciennes correspond au même moment un degré général d'exploitation tendanciel, lorsque l'on considère l'ensemble lié (valeurs, normes tendanciennes de consommation); et aux valeurs actuelles de marché correspond un degré général d'exploitation courant dont l'évolution est réglée par celle du degré tendanciel.

Comment l'ensemble de ces données actuelles se trouvent-elles transformées dans le temps avec le développement des forces productives ? Telle est la question à laquelle il nous faut maintenant répondre.

4. LE PROCESSUS DE DESTRUCTION/REPRODUCTION DU SYSTEME DES VALEURS
ACTUELLES/TENDANCIELLES DANS LE TEMPS : LES CATEGORIES DE VOLUME
ET DE PRODUCTIVITE ET LA NEGATION DE LEUR MESURE

Le procès de développement des forces productives s'apprécie concrètement par la mise en oeuvre de nouveaux procès de travail et la transformation partielle de procès déjà installés : la notion de "forces productives" ne doit pas, en effet, être considérée comme la simple somme des moyens de production, des connaissances techniques et scientifiques et des forces de travail humaines utilisées mais comme la combinaison moyens de production/forces de travail qui a lieu dans tout procès de travail et qui relève d'une application du savoir accumulé à la production.

Si nous ignorons dans un premier temps le travail général de recherche scientifique et technique, et ne considérons que le travail immédiat fourni au sein de chaque procès de travail, il est possible de distinguer, d'un point de vue strictement descriptif, quatre types de transformations - même si certaines ont lieu conjointement.

- Le premier type concerne les processus de "rationalisation capitaliste du travail" qui, au sein de chaque procès de travail, visent à réduire les temps morts, à élever l'intensité du travail, à éliminer certaines pertes ou déchets, et ceci sans qu'un quelconque nouveau moyen de production (et surtout de travail) ne soit introduit (les remplacements se faisant strictement à l'identique).

A ce premier type doit être notamment rattachée la transformation suivante : mise en place d'équipes successives sur un même outil de production alors qu'il n'y en avait qu'une antérieurement (avec toutes les formules possibles : travail en continu avec des équipes qui tournent ; deux ou trois équipes par 24h avec arrêts hebdomadaires, etc...).

- Le second type correspond à l'introduction dans des procès de travail déjà existants (à l'occasion des renouvellements pour ce concerne le capital fixe) de moyens de production issus des mêmes branches/industries fournisseuses, mais dont les valeurs d'usages ont été changées par celles-ci ; à cette occasion, la division technique du travail interne au collectif de travail peut être modifiée (la création de nouveaux procès de travail identiques aux précédents, à l'utilisation de ces nouveaux produits près, relève de ce second niveau : cf. notamment la mise en oeuvre de procès à plus grande échelle).

- Le troisième type relève des décisions conduisant à transformer un procès de travail grâce à l'introduction de machines supplémentaires (machines transfert permettant de supprimer des tâches de manutention) ou de nouvelles machines (issues de nouvelles industries) ou encore d'installations complexes; à cette occasion, la structure des qualifications/postes de travail se trouve toujours bouleversée et la main-d'oeuvre relativement réduite. Avec ce troisième type, on prend donc en compte les processus de transformation interne à chaque industrie, sous l'angle de la modification des relations inter-industrielles amont.

- Le quatrième type correspond à la création de nouvelles industries qui trouvent leur origine au sein d'anciennes, soit comme prolongement aval (nouvelle utilisation d'un produit) (1), soit comme industrie parallèle s'ouvrant de nouveaux marchés totalement différenciés des précédents (2), soit enfin comme industrie concurrente de celle dont elle est issue (3). Les procès de travail relatifs à ces nouvelles industries peuvent être, selon les cas, assez proches de ceux mis en oeuvre dans l'industrie initiatrice ou, au contraire, radicalement nouveaux.

Nous pouvons dès lors apprécier les conséquences du développement des forces productives sur la formation du système des valeurs sociales selon ces quatre dimensions.

En considérant le seul premier type, on met en évidence un ensemble de processus internes à chaque branche qui sont la conséquence de la recherche, par chaque direction capitaliste, de la meilleure rentabilité possible des procès en place. Même si, dans tous les cas, il en résultera une évolution continue des bases de formation du système des valeurs actuelles/tendancielles, il est nécessaire d'apprécier séparément l'effet de chaque processus :

(1) Cf. exemple de la production des dérivés du pétrole.

(2) Cf. exemple de la production de machines à laver la vaisselle parallèlement à la production de machines à laver le linge.

(3) Cf. exemple de la production de machines outils à commande numérique, concurrentes des machines à commande manuelle.

- Aménagement de l'organisation du travail, suppression de pertes liée à l'habitude, etc... (sans élévation de l'intensité du travail) : on a, dans ce cas, diminution soit de la valeur ajoutée unitaire, soit du capital constant unitaire, soit des deux à la fois.
- Elévation de l'intensité du travail (réduction des temps morts de la journée de travail, augmentation des cadences) : en admettant que l'usure de tout équipement est proportionnelle à sa durée d'utilisation, une telle élévation ne modifie ni la composition du capital engagé, ni la valeur ajoutée unitaire des marchandises produites (la masse produite en une heure s'élève avec le travail fourni en une heure)(1). Il n'y a donc pas de modification des valeurs sociales (2). Par contre, la composition du capital avancé (stock de capital fixe/flux de valeur ajoutée) est abaissée.
- Passage d'une équipe à deux ou trois équipes : si l'on considère encore que l'usure de tout équipement est proportionnelle à sa durée d'utilisation, il n'y a aucun changement du capital constant transmis dans chaque marchandise produite; mais la valeur créée "de nuit" n'est pas la même - nous l'avons vu - que la valeur créée "de jour" pour un même temps de travail. Tant que le nombre de procès où le travail par équipes successives est limité la valeur se forme dans la branche à partir des seuls procès "de jour" : la valeur individuelle relative aux procès par équipes est donc plus élevée. Mais - pour ceux-

(1) En fait, le mouvement tendanciel dans une branche résulte de l'avance prise par certains capitalistes et du rattrapage auquel se livrent les autres. Celui qui a de l'avance fait créer à ses ouvriers de la plus-value extra qu'il pourra réaliser en propre sous forme de profit. Notons, cependant, que cette plus-value extra (et ce profit) sont quelque peu réduits si la direction verse des primes de rendement pour "contraindre" ses ouvriers à une plus grande intensité.

(2) Encore convient-il de préciser ceci: il est clair que, d'une branche à l'autre, l'évolution moyenne de l'intensité du travail n'est pas la même à court terme, et que les salaires ne se différencient pas dans les mêmes proportions ; on aura donc à tout moment une inégalité du degré d'exploitation. En tendance, il n'y a aucune raison pour que l'écart de salaire accepté soit égal à l'écart d'intensité en sorte que le système des valeurs reste inchangé dans le seul cas où l'on a une telle égalité, et, bien évidemment, dans le cas où la progression de l'intensité du travail est uniforme.

ci - la composante (stock de capital fixe/ flux de valeur ajoutée) se trouve réduite fortement (de plus de la moitié pour le passage 1x8h à 2x8h; de plus des deux tiers pour le passage de 1x8h à 3x8h).

On comprend donc l'avantage qu'en tire une direction capitaliste : certes, le prix de revient de chaque marchandise est plus élevé, mais son taux de profit s'en trouve relevé (i.e. : une masse de profit but quelque peu réduite est récupérée sur une durée beaucoup plus courte pour l'avance initiale d'un même capital argent) (1). Et lorsque le travail par équipes successives s'impose de ce fait largement dans une branche, la valeur sociale tend à se former selon une moyenne entre la valeur individuelle de jour et la valeur individuelle de nuit. On a donc finalement une certaine élévation de la valeur sociale, compensée par des conditions bouleversées de valorisation du capital (composition du capital - stock/flux - réduite).

Les transformations du second type doivent s'analyser d'un double point de vue : branche fournisseuse / branche utilisatrice (2). Au niveau de la branche fournisseuse d'abord : il peut s'agir, soit de la sortie de nouveaux modèles s'ajoutant à la différenciation existante, soit de changements apportés aux modèles existants; quant à la décision de production, elle peut résulter soit de la branche utilisatrice (commande de tel équipement), soit de la branche fournisseuse (décision de telle ou telle direction de mettre sur le marché de "nouveaux" modèles pour gagner du marché et/ou réaliser plus de profit sur ceux-ci); il n'en reste pas moins que la valeur du "nouveau" modèle est, toutes choses égales d'ailleurs, différente de celle d'un ancien modèle; et par "toutes choses égales d'ailleurs" nous entendons ignorer les changements des conditions de production qui peuvent, dans le même temps, intervenir et modifier les valeurs. Au niveau de la branche utilisatrice ensuite : l'objectif poursuivi par une direction capitaliste, qui achète le nouveau modèle, est soit de

-
- (1) Si l'on prend de plus en compte que nombre d'équipements sont mis au rebut avant usure physique du fait de la dévalorisation à laquelle ils sont soumis, on constate aussi qu'une telle introduction du travail par équipes (donc du travail de nuit avec toutes les conséquences qu'il a) permet de réduire énormément les pertes en capital.
- (2) Dans le concret, nombre des modifications apportées aux outils de production sont effectuées au sein même des branches utilisatrices (cf. le poste "travaux faits par l'entreprise pour elle-même" dans la comptabilité d'une entreprise) : nous faisons ici comme si ceux-ci étaient réalisés par la branche fournisseuse.

réduire son prix de revient unitaire, soit de produire elle-même un nouveau modèle; si l'on s'intéresse à la seule valeur des marchandises concrètes qui vont sortir de la branche utilisatrice - soit si l'on considère la valeur d'usage abstraite qui en sort - il est clair que l'usage d'un nouveau moyen de production s'accompagne d'un changement de la valeur unitaire de cette marchandise, indépendamment du fait que ce moyen de production modifié est d'une valeur différente : la durée de vie physique peut avoir changée, des économies de main-d'œuvre peuvent être réalisées - notamment dans le cas d'une production à plus grande échelle - des forces de travail moins qualifiées (1) ont pu être utilisées et une plus grande intensité du travail imposée à l'occasion de ce changement. Au total, le système des valeurs se modifiera progressivement à mesure que le nouveau moyen de production est introduit dans les procès de travail de la branche utilisatrice. Du moins, faut-il bien considérer que, si l'on a affaire dans le temps aux mêmes industries/branches, la marchandise "abstraite" qui sort de chacune et dont on étudie la valeur, voit aussi sa valeur d'usage se modifier : c'est d'ailleurs par ce biais que le système des valeurs évolue.

Avec ces deux premiers types, on rend compte des transformations qui ont lieu à structure inchangée des échanges inter-industriels.

Au contraire, dans le cadre des troisième et quatrième types définis ci-dessus, cette structure se trouve bouleversée.

Si l'on envisage le seul troisième type - c'est-à-dire si l'on fait abstraction du fait que la transformation interne d'une industrie s'opère souvent avec l'utilisation de produits de nouvelles industries - on peut encore parler d'une modification progressive du système des valeurs, à mesure que la nouvelle technique est introduite dans l'industrie considérée (sans oublier le fait que c'est le plus souvent à cette occasion que la structure du travailleur collectif est bouleversée). Cette révolution progressive des valeurs résulte donc aussi de la déqualification qui accompagne ce bouleversement : on pourra encore parler à cette occasion d'une plus-value extra produite par les directions qui ont les premières adopté les transformations, lorsqu'elles réussissent à élever l'intensité du travail au-dessus de la moyenne antérieure - sans que, pour autant, elles accordent des salaires plus élevés. (Par contre, le profit supérieur

(1) Par "moins qualifiées" on entend que la direction concernée pourra faire entrer le nouveau poste de travail à un niveau inférieur dans la grille des salaires/qualifications.

qu'elles retireront d'une productivité individuelle supérieure - donc indépendamment de cette élévation de l'intensité du travail - ne relève d'aucune création de plus-value extra). Cette évolution progressive du système des valeurs résulte encore du fait que l'ensemble des marchandises dont on étudie les valeurs reste inchangé : seule de nouveaux échanges inter-industriels apparaissent.

Par contre, avec le quatrième type de transformations envisagé, cet ensemble se trouve modifié : de nouvelles branches/industries auxquelles sont liées de nouvelles marchandises voient le jour. Si certaines s'inscrivent de façon indépendante des anciennes - et l'on a alors une nouvelle valeur dans le système des valeurs (1) - d'autres, par contre, vont s'imposer en substituant leurs produits à ceux d'anciennes. Dès lors, si l'on considère un procès de domination/substitution particulier, et en supposant qu'il soit le seul à se développer, on a d'une part le système des valeurs qui se formait avant l'apparition de la nouvelle industrie et, d'autre part, celui qui va se former avec l'utilisation du produit de cette nouvelle industrie : le premier système se trouve nié dans le même temps où le second s'affirme. Ainsi, dans le même temps où les bases antérieures de formation du système des valeurs sont détruites, émergent de nouvelles bases - d'où le terme de "système des valeurs actuelles/tendancielles" retenu dans la sous-section précédente. De façon générale, on doit parler d'un processus de destruction/reproduction qui n'est absolument pas continu : il n'y a plus, comme avec les trois premiers types, d'évolution progressive des valeurs, mais au contraire une évolution par sauts, la continuité se retrouvant au seul niveau des valeurs de marché.

Cette analyse qualitative des diverses dimensions du développement des forces productives, et de leurs conséquences en terme de révolution du système des valeurs, montre à l'évidence qu'il s'appuie sur le caractère contradictoire de toute marchandise : être à la fois valeur et valeur d'usage (2). C'est principalement à travers la transformation des valeurs d'usages produites que passe le bouleversement des conditions sociales de production et donc des valeurs sociales.

(1) Cf. notamment la production de nouveaux biens durables de consommation (télévision, réfrigérateur, etc...).

(2) Et ceci est vrai aussi pour les marchandises "forces de travail".

C'est à partir de cette conclusion que l'on peut engager l'analyse quantitative de ce développement; autrement dit, cette conclusion engage à la démarche suivante :

- Envisager d'abord le développement des forces productives sous l'angle de la transformation des valeurs d'usages produites et consommées, en faisant abstraction des changements affectant les valeurs, et définir ainsi la notion d'évolution dans le temps du volume (de la production marchande d'une branche, de l'ensemble de la production, des forces de travail, etc...).
- Envisager ensuite le développement des forces productives sous l'angle des seules transformations des conditions sociales de production, en faisant abstraction des changements affectant les valeurs d'usages, et définir ainsi la notion de gains sociaux de productivité.
- Montrer enfin que, étant unies dans un même mouvement impulsé par le capital selon une logique qui voit la valeur dominer la valeur d'usage, ces transformations conduisent à la négation de toute mesure tant de la catégorie volume que de la catégorie productivité : seuls sont mesurés des rapports de valeur et leurs évolutions dans le temps.

On retrouvera ainsi le fait que la marchandise n'apparaît que sous la forme de valeur d'échange (soit une notion relative).

. La notion de volume

Nous considérons dans cette sous-section la croissance impulsée par le capital sous l'angle des seules transformations touchant les valeurs d'usages produites et consommées.

Il convient d'étudier successivement :

- Les transformations qui affectent le produit marchand de chaque branche.
- Les transformations touchant les conditions de production de chaque branche.
- Les transformations qui affectent les conditions de reproduction des forces de travail.

. La transformation des valeurs d'usages produites
et la notion d'évolution du volume de la produc-
tion d'une branche

Il n'existe, à la limite, pas de branches dans lesquelles les marchandises/valeurs d'usages produites ne subissent pas de modification de qualité : même la production de courant électrique d'un certain voltage s'apprécie aussi en fonction des variations de tension et des risques de coupure qui peuvent avoir lieu dans sa fourniture.

Et, de fait, nous sommes en face de trois types de transformation :

- Celles qui sont simplement la conséquence - non recherchée a priori - des changements introduits dans les conditions de production de mêmes produits ou de mêmes modèles (cf. l'utilisation d'engrais chimiques pour la production de céréales, ce qui modifie leur qualité nutritive; cf. le remplacement des vis par des rivets ou des soudures, ce qui empêche ensuite le démontage, etc...).
- Celles qui sont apportées par chaque direction capitaliste à sa propre gamme de production, les nouveaux produits étant purement et simplement substitués aux anciens.
- Celles qui correspondent à la mise sur le marché de nouveaux modèles par tout ou partie des entreprises de la branche, ceux-ci venant s'ajouter aux gammes antérieurement existantes.

Avec ce troisième type, on met en évidence que l'existence à tout moment d'un ensemble diversifié de marchandises concrètes sortant d'une industrie/branche est le produit de transformations temporelles et doit s'analyser dans ce cadre.

Face à de telles transformations, la question qui se trouve posée est la suivante : quelle est la relation d'équivalence entre marchandises qui, produite par le capitalisme, permet de définir de façon continue, dans le temps, la production d'une branche ?

Les seuls rapports qui s'établissent sont les rapports de prix de marché : c'est la seule base d'équivalence que produira le capitalisme (1); de la sorte, on doit se demander ce qui contribue à fixer ces rapports.

(1) Il n'y a aucun processus social de planification qui conduise à comparer directement des valeurs d'usages pouvant être produites et à fixer des préférences sociales.

Avec les deux premiers types de transformation envisagés - qui se ramènent finalement à une évolution dans le temps de la valeur d'usage d'une marchandise unique produite - il est clair que l'utilisateur n'a pas le choix entre plusieurs qualités : la variation dans le temps de la valeur d'usage n'intervient aucunement dans l'évolution temporelle du prix de marché : seule entre en ligne de compte lors d'un changement de qualité la différence entre les valeurs de l'"ancienne" et de la "nouvelle" valeur d'usage, dès lors que nous raisonnons à niveau inchangé des forces productives. Ceci nous permet, en effet :

1°/ d'ignorer une possible évolution de la valeur de la marchandise particulière qui fait office de numéraire (nous nous situons en amont de la prise en compte du remplacement de celle-ci par la monnaie bancaire);

2°/ d'ignorer une possible modification des compositions organiques qui introduirait alors un deuxième facteur de différence entre les conditions de formation des deux prix de marché;

3°/ de préciser que cette différence ne tient pas compte du fait que, dans le même temps où la valeur d'usage est modifiée, les bases de formation des valeurs le sont aussi.

Avec le troisième type de transformation la réponse est a priori moins simple car on prend alors en compte un aspect de la concurrence que se livrent entre eux les capitaux inscrits dans une même branche. Ce type peut se ramener au cas simple où un nouveau modèle est produit à partir d'une date donnée par une direction alors que jusqu'à cette date un seul modèle était produit dans la branche, les autres directions continuant à produire cet ancien modèle. Le changement de qualité qui a lieu entre l'ancien et le nouveau modèle peut être apprécié par les utilisateurs, en sorte que le nouveau produit peut être vendu à un prix de marché supérieur à ce qu'il serait s'il ne prenait en compte que la différence de valeur entre l'ancien et le nouveau (1). Mais, si la direction qui sort le nouveau modèle

(1) S'il s'agit d'un moyen de production, cette appréciation relève du gain que l'acheteur retire de l'utilisation productive du nouveau modèle relativement à l'ancien. Ainsi, la direction capitaliste qui livre sur le marché un nouveau modèle, mettra en valeur le gain relatif, en terme de prix de revient, qu'assure son utilisation ou encore l'amélioration de la qualité du produit fabriqué avec ce nouveau moyen de production; mais, comme cette direction cherche avant tout à dégager plus de profit avec le nouveau modèle, il n'est pas certain que l'utilisateur soit à même de juger objectivement des arguments publicitaires avancés. S'il s'agit d'un moyen de consommation, il est encore plus clair que l'appréciation de la différence de qualité par le consommateur éventuel sera en grande partie dictée par le producteur lui-même, et de façon plus générale par le contexte idéologique général créé par la publicité; certains changements réels ou d'apparence seront mis en avant et d'autres masqués pour justifier un prix différent.

entend élargir son marché, elle devra abaisser son prix de vente relativement à ce niveau initial; et dans le même temps d'autres concurrents vont chercher à produire le nouveau modèle. C'est donc bien finalement la valeur du nouveau modèle qui va s'imposer comme régulateur de son prix de marché.

Ainsi, les divers types de procès de transformation des marchandises/valeurs d'usages produites au sein de chaque branche apparaissent bien inscrits dans la logique de la recherche du profit : dès lors, la seule relation d'équivalence qui soit produite est celle qui correspond à la différence entre les valeurs respectives des marchandises concrètes concernées, pour des conditions sociales de production inchangées.

Cette "équivalence" qui est produite par le capitalisme n'a rien à voir avec les différences de qualité, quels que soient les critères retenus pour apprécier celles-ci. Toute tentative de mesurer un "effet qualité" (positif ou négatif) s'appuyant sur une comparaison entre valeurs d'usages est une opération qui ne peut être menée à partir d'aucunes bases produites socialement : les seules qui soient produites concernent les valeurs d'échange en argent, c'est-à-dire en dernière analyse les valeurs et non les valeurs d'usages (1).

La mise en évidence de ce procès de domination de la valeur d'échange sur la valeur d'usage nous permet de définir la seule notion de "volume de la production d'une branche" qui ait un sens : il s'agit de la valeur (en terme de temps de travail social) de la production marchande complexe considérée, au cas où les conditions de production n'auraient pas changées. Cette notion se définit donc toujours à

(1) Un exemple caricatural peut être donné : il concerne les transformations qui ont été apportées au cours des dernières années à la qualité du lait vendu à la consommation. Les producteurs ont avancé qu'il était de meilleure qualité parce que, contenant moins de matières grasses, il était plus digeste. Cherchant à apprécier l'évolution du prix du lait, les statisticiens allemands ont retenu ce critère; mais leurs homologues français de l'I.N.S.E.E. ont jugé au contraire qu'il avait baissé de qualité, considérant sans doute que la logique, qui avait présidé à cette évolution, relevait principalement de la recherche du meilleur rendement financier (retirer plus de matières grasses au lait sortant de la ferme pour faire d'autres produits), et avait somme toute conduit à abaisser la valeur du lait (toutes choses égales d'ailleurs).

partir d'une période de référence et lui est contingente (1). Ainsi:

- lorsque l'on a affaire à un seul produit, dont la qualité peut avoir été modifiée par la transformation des conditions de production, le volume de la production réalisée sur une période $(t, t + dt)$ - soit encore la valeur de cette production au cas où les conditions de production n'auraient pas changé depuis une période de base $(o, o + dt)$ - est définie par : $m(o) \cdot q(t)$

où : $m(o)$ est la valeur unitaire de la marchandise considérée à la période de base

$q(t)$ est la quantité physique du flux de production sur la période $(t, t + dt)$;

- lorsque l'on remonte vers le concret d'un ensemble de produits diversifiés - mais où chacun relève du cas précédent - le volume de la production doit être défini par :

$$\sum_i m_i(o) \cdot q_i(t)$$

- lorsque l'on passe d'un modèle unique à un autre modèle unique, ce volume se définit par :

$$m_1(o) \cdot \frac{m_2(t_1)}{m_1(t_1)} \cdot q_2(t)$$

où : $m_1(o)$ est la valeur unitaire du premier modèle à la période de base

$m_1(t_1)$ est la nouvelle valeur qu'il a à la date t_1 ultérieure où se fait le changement

$m_2(t_1)$ est la valeur unitaire du second modèle à cette même date

(1) C'est ce que remarque à juste titre J. ROBINSON (dans *L'Accumulation du Capital*. Traité. fr., Editions Dunod, p. 20). Notons, cependant, qu'elle raisonne sur la notion transformée (passage valeurs/prix de production) de celle que nous définissons.

$q_2(t)$ est le flux de production physique du second modèle, sur la période $(t, t + dt)$, dont on estime le volume; (1)

- lorsque l'on prend en compte la diversification des modèles et son approfondissement dans le temps, il convient de rattacher chacun de ceux qui sont produits à la date t à ceux qui étaient produits à la date (o) , en reconstituant des chaînes ponctuées par les dates auxquelles ont eu lieu des substitutions et/ou des apparitions en supplément.

En fait, cette notion de volume permet surtout d'apprécier le mouvement temporel, en l'occurrence l'évolution du volume de la production d'une branche, c'est-à-dire de la valeur de celle-ci avant prise en compte des effets de la révolution des forces productives.

Il est possible, de plus, d'étendre cette notion à tout agrégat de marchandises issues de branches diverses : on parlera du volume d'un ensemble de marchandises (aux valeurs unitaires d'une période de base). Lorsque cet agrégat inclut des marchandises issues de branches qui n'existaient pas encore à cette période de base, l'hypothèse d'un niveau constant des forces productives revient à admettre que l'on peut rattacher toute nouvelle branche à celle qui lui donne naissance et qu'en conséquence la valeur unitaire de la marchandise abstraite de la nouvelle branche, au cas où le niveau des forces productives serait celui de la période de base, peut être définie.

. Les transformations touchant les conditions de production d'une branche et la notion de composition en volume

Si l'on s'intéresse maintenant aux transformations qui affectent les conditions de production dans une branche, sous l'angle des valeurs d'usages mises en oeuvre, il est possible de caractériser chaque procès de travail en fonctionnement à une date donnée :

(1) On admet donc qu'il est possible de définir conjointement $m_1(t_1)$ et $m_2(t_1)$ pour le même niveau de développement des forces productives à cette date.

- d'une part, à l'aide du stock de capital fixe en volume mis en oeuvre, et du flux de capital constant en volume engagé, pour la production d'un volume donné de production sur une période de temps prise comme unité;
- d'autre part, à l'aide du flux de valeur ajoutée sur cette période et pour ce volume de production par le travailleur collectif employé (en prenant comme valeur ajoutée pour une heure de travail d'une force de travail d'une certaine qualification celle que cette même force de travail crée à la période de base pour la même intensité de fonctionnement); il s'agit donc d'une "valeur ajoutée à structure des préjugés professionnels inchangés" (1) (2).

Ainsi, les divers procès de travail d'une même branche peuvent être comparés dans le temps et dans l'espace selon les deux composantes principales :

- Volume de capital constant engagé/valeur ajoutée^(o)
- Stock de capital fixe en volume/valeur ajoutée^(o).

Les différences d'un procès à l'autre relèvent uniquement des changements dans les valeurs d'usages utilisées (moyens de production, type de forces de travail et mode de mise au travail de celles-ci).

Et l'on peut d'ailleurs constater que tous les procès de travail concrets des diverses branches peuvent être ainsi comparés : un procès sera considéré comme "plus capitalistique" qu'un autre si la seconde composante est plus élevée.

(1) On admet donc que toute nouvelle qualification peut être rattachée à la grille qui existait à la période de base retenue.

(2) Cette valeur ajoutée à échelle de réduction constante (que nous noterons "valeur ajoutée^(o)") doit bien être distinguée du volume de valeur ajoutée qui se définit comme la différence entre le volume de production réalisé et le volume du capital constant engagé.

. Les transformations touchant les conditions de reproduction des forces de travail et la notion de volume d'une force de travail

Si l'on considère d'abord une force de travail d'une certaine qualification et travaillant à une certaine durée/intensité, la composition du panier de consommation correspondant à sa reproduction évolue dans le temps sous le double effet du changement apporté aux valeurs d'usages de consommation qui sont mises sur le marché et de la pression ouvrière qui vise à élargir ce panier : au total on peut constater une certaine évolution du "volume de la force de travail" ou volume des marchandises historiquement nécessaires à sa reproduction (en se reportant à la définition précédemment donnée du volume de tout agrégat). Une augmentation dans le temps de ce volume traduira simplement le fait que - toutes choses égales d'ailleurs - la reproduction de cette force de travail coûte plus de travail social. Elle ne peut aucunement signifier une élévation de la quantité/qualité de la consommation, compte tenu de ce que nous avons précédemment avancé concernant le type d'équivalence que le capital produit entre les marchandises et sur laquelle est construite la notion de volume. Si l'on se réfère à l'appréciation imposée en grande partie par la classe dominante, on constate que cette dernière a intérêt à faire croire à un maintien (ou une élévation de la qualité) pour vendre au même prix (ou plus cher) des valeurs d'usages transformées, alors même qu'elles sont - toutes choses égales par ailleurs - d'une valeur moindre (ou égale) : le profit dégagé sera plus élevé; il en résulte que les consommateurs croiront à un maintien (ou une élévation) de leur niveau de vie (au titre des consommations marchandes) dans une période où, de fait, la classe dirigeante aura abaissé (ou maintenu égal) le volume de la force de travail. Si l'on se réfère au contraire à un certain nombre de critères objectifs de qualité (degré nutritif pour les produits agricoles et alimentaires, durée de vie pour les biens durables, etc...), il n'est pas impossible que l'on parvienne à constater une baisse de la quantité/qualité de la consommation lorsqu'on constate même que le volume de la force de travail ne baisse pas (1).

Ainsi, la seule appréciation possible de l'évolution du pouvoir d'achat ouvrier est celle qui correspond à la définition du volume de la force de travail : mais elle ne peut servir d'indicateur de l'évolution du niveau de vie. Toute tentative qui vise à déduire de l'évolution des prix un "effet qualité" lié aux critères d'appréciation idéologiquement dominant, pour parvenir à un indicateur de l'évolution du "pouvoir d'achat comme synonyme de niveau de vie", conduit en fait à masquer une accentuation de l'exploitation : comme c'est ce qui tend à être

(1) Cet aspect est analysé dans des termes équivalents par B. ROSIER "Croissance et crise capitalistes", P.U.F., p. 230 à 235.

réalisé couramment dans la production des indices officiels de prix, on met en évidence le fait que le processus de transformation des valeurs d'usages produites répond globalement pour la classe dominante à la nécessité d'élever, de façon "indolore", la plus-value relative (il n'est que l'autre face du procès global de transformation des marchandises dont l'aspect principal est l'abaissement de leurs valeurs).

Si l'on considère maintenant les conditions globales de reproduction de la classe ouvrière - et si l'on élimine les changements touchant les valeurs d'usages produites analysés ci-dessus - on a affaire à un double mouvement qui conduit finalement à une évolution du volume de la force de travail moyenne, $\overline{P.H.m(o)}$:

- d'une part, la structure des forces de travail se trouve modifiée avec une progression relative des forces de travail moins qualifiées (à ce titre, le volume diminue d'où le terme de dévalorisation de la force de travail ouvrière qui peut être employé) ;
- d'autre part, le volume de la force de travail de chaque qualification évolue sous l'effet de la pression revendicative, celle-ci pouvant entraîner une modification de l'échelle des préjugés professionnels (reclassements, progression plus rapide des bas salaires, etc...) et donc une évolution différenciée des divers volumes.

Telles sont les notions de volume que l'on peut définir en faisant abstraction des révolutions de valeurs consécutives au développement des forces productives.

. La notion de productivité sociale

Nous considérons maintenant la croissance impulsée par le capitalisme sous l'angle des seules révolutions de valeurs, en faisant comme si elles ne passaient pas par des transformations des valeurs d'usages produites et consommées. Cela revient notamment à ingérer celles qui concernent les forces de travail en tant qu'elles sont valeurs d'usage du capital lors de leur fonctionnement sous sa direction : ainsi on fait, dans cette sous-section, comme si il n'y avait aucun bouleversement des qualifications, aucun changement dans l'intensité du travail et aucune modification des normes de consommation relatives à chaque qualification.

Un tel angle d'approche va nous permettre de dégager la notion de productivité sociale.

Nous avons vu comment le développement des forces productives conduisait à modifier dans le temps les bases sur lesquelles se forme le système des valeurs actuelles-tendanciennes : celles-ci évoluent donc dans le temps. La productivité sociale à un moment donné est caractérisée par cet ensemble de valeurs sociales unitaires relatives aux diverses valeurs d'usages produites.

On pourra parler d'une élévation de la productivité sociale dans une branche/industrie lorsque d'une date t à une date ultérieure ($t+dt$) la valeur unitaire de la marchandise considérée a baissé (rappelons que nous raisonnons, ici, comme si la valeur d'usage de cette marchandise restait inchangée).

La question qui se trouve d'abord posée est, dès lors, la suivante : dans quelle mesure peut-on comparer le système des valeurs sociales qui tend à se former à la date ($t+dt$) à celui qui tendait à se former à la date t ?

Et après avoir apporté des éléments de réponses à cette question, nous pourrions aborder la seconde question suivante : le développement capitaliste des forces productives conduit-il toujours à élever la productivité sociale ?

Concernant la première question, il nous faut partir de l'analyse faite dans la deuxième section de ce chapitre (un système des valeurs à conditions données de production) ainsi que du cadre défini ci-dessus.

Si l'on pouvait considérer qu'il n'existe qu'un seul type de force de travail, l'hypothèse faite qu'elle travaille à la même durée/intensité de (t) à ($t+dt$) fournit, de façon simple, un lien entre les deux systèmes de valeurs : la valeur créée en une heure de son fonctionnement reste la même.

Mais une telle hypothèse ne peut être retenue : elle est plus contraignante que celles faites dans cette sous-section.

Il est donc nécessaire de prendre en compte l'ensemble différencié des forces de travail même si chacune reste inchangée dans le temps; comment, dès lors, définir un tel raccord ?

Une première solution formelle au problème posé consisterait à supposer qu'il existe au moins une branche dans laquelle aucun changement n'a été apporté : ceci assurerait que la composition du travailleur

collectif (structure par qualifications) n'a pas été modifiée et qu'il travaille pendant la même durée et à la même intensité; il produirait dès lors, par son activité productive, le même quantum de valeur. On aurait ainsi une base de raccord entre les deux systèmes de valeurs. Mais la nature du procès que l'on étudie empêche que l'on puisse penser une telle constance : si elle a lieu dans une branche, on devrait aussi admettre qu'elle a lieu dans toutes les autres (1).

Une seconde solution consisterait à considérer une force de travail particulière et à établir un raccord sur la base de la constance de son usage. Mais on constate alors que l'on ne parvient pas au même raccord selon la qualification particulière retenue : ce raccord n'est le même que si l'échelle de réduction ne change pas, c'est-à-dire - avec nos hypothèses - si les valeurs unitaires des moyens de subsistance évoluent toutes parallèlement. (Dès lors, en effet, que la norme de consommation de chaque qualification ne change pas, les rapports entre les d_k ne changent pas, si les rapports entre les diverses valeurs unitaires des moyens de consommation ne sont pas modifiés, Cf. le système I p.155). Or, on n'a aucune raison de retenir une telle homogénéité de l'évolution de la productivité sociale entre les diverses branches de consommation. Cela nous conduit donc à rejeter la notion de "production de valeur constante pour un travailleur parcellaire" : elle résulte au contraire, à un moment donné, de la structure de la classe ouvrière dans laquelle il s'inscrit; et celle-ci se trouve, de fait, modifiée. C'est une autre façon de revenir au constat que nous avons fait dans la deuxième section de ce chapitre, à savoir que "le système des valeurs à conditions données de production" ne définit pas des niveaux absolus, mais seulement des niveaux relatifs (des valeurs d'échange). Il nous faut donc partir de ce constat.

Nous pouvons définir à la date t la "force de travail moyenne" qui correspond à un vecteur de production assurant les bases d'une reproduction simple du capital; il est tel que (2) :

(1) Notre objet n'est pas ici de reconstruire pédagogiquement ce procès en dissociant les transformations qui touchent les branches - ce que nous tenterons dans la section suivante - mais d'analyser les conséquences de son déroulement.

(2) Retenir les bases d'une reproduction simple, revient à admettre que le vecteur de production est tel que : $M_I = C_I + C_{II}$

$$\text{d'où } M_{II} = (1 + r) (V_I + V_{II}) = (1 + r) V$$

et que ceci est vérifié pour chaque branche interne à chaque section, ce qui conduit notamment à ce que :

$$q_l \cdot m_l = (1 + r) \sum_{ik} b_{kl} n_{ik} q_i m_i$$

$$\text{soit finalement : } q_l = (1 + r) \beta_l$$

$$q_1(t) = [1 + \tau(t)] \beta_1(t)$$

$$\text{avec : } \beta_1(t) = \sum_{ik} b_{k1} \cdot n_{ik}(t) q_i(t)$$

Et l'on retient un niveau absolu tel que : $\sum_{ik} n_{ik}(t) \cdot q_i(t) = 1$

On a vu que cela permettait de définir - sous l'hypothèse que cette force de travail crée une valeur unité pour une heure de son fonctionnement - la valeur créée par une force de travail de qualification k, selon :

$$d_k(t) = \sum_1 b_{k1} m_1(t) / \sum_1 \beta_1(t) \cdot m_1(t)$$

De la date (t) à la date (t + dt), on a, pour chaque branche, une modification de la composition du travailleur collectif $\{n_{ik}(t)\} \rightarrow \{n_{ik}(t+dt)\}$; par contre nous admettons que l'ensemble des normes de consommation $\{\vec{b}_k\}$ reste inchangé.

Si l'on retient à la date (t + dt) un vecteur de production assurant aussi les bases d'une reproduction simple du capital, et si l'on admet que la nouvelle force de travail moyenne ainsi obtenue crée encore une valeur unité pour une heure de son fonctionnement, on définit alors un ensemble $\{m_i(t+dt)\}$ en niveaux absolus.

L'évolution de la productivité sociale ne peut, dès lors, donner lieu qu'à deux types d'observation :

- d'une part, constater des évolutions différentes de la productivité d'une branche à l'autre : la valeur d'échange d'une marchandise i contre une marchandise j évolue de t à t+dt;
- d'autre part, noter la modification qu'a subi le degré général d'exploitation : on pourra alors parler d'une élévation générale de la productivité sociale si le degré d'exploitation s'est accru. Elle ne sera mesurée que par ce changement (1).

(1) Et en fait par l'évolution de $1 + \tau(t)$; l'élévation moyenne de la productivité sociale est :

$$\psi_t^{t+dt} = 100 \cdot \frac{1 + \tau(t+dt)}{1 + \tau(t)} \quad (\text{en indice}).$$

Exemple

: Pour éclairer ceci, nous présentons l'exemple suivant:

- l'économie est constituée de trois industries dont les produits sont : une machine, du blé, un habit.
- il existe deux types de forces de travail.

1°/ A une période donnée, les conditions de production moyennes dans les branches sont (1) :

branche n° 1	: 2 machines + 50 htr ₁ + 25 htr ₂	→	3 machines
branche n° 2	: 1 machine + 300 htr ₁ + 50 htr ₂	→	500 kg de blé
branche n° 3	: 1 machine + 50 htr ₁ + 75 htr ₂	→	10 habits.

Et à ce même moment, les conditions sociales de reproduction des forces de travail sont :

$$\begin{aligned} \text{1er type (et pour 1 htr)} &= \begin{cases} 2/5 \text{ kg de blé} \\ 1/150 \text{ d'habit} \end{cases} \\ \text{2e type (et pour 1 htr)} &= \begin{cases} 3/5 \text{ de kg de blé} \\ 1/50 \text{ d'habit} \end{cases} \end{aligned}$$

En résolvant le système qui en résulte, on obtient comme solution :

- d'une part : $d_2/d_1 = 2$ où d_1 est la valeur créée par une heure de travail du 1er type de force de travail

d_2 est la valeur créée par une heure de travail du 2e type de force de travail.

- d'autre part $\left\{ \begin{array}{l} m_1 = 100 \text{ htr}_1 \\ m_2 = 1 \text{ htr}_1 \\ m_3 = 30 \text{ htr}_1 \end{array} \right\} = \text{comme système des valeurs absolues exprimées en temps de travail du 1er type, soit pour } d_1 = 1$

- enfin : $\tau = 2/3$ comme degré général d'exploitation (1).

(1) On admet une durée identique de rotation dans toutes les branches.

(2) On retrouve bien que les deux forces de travail sont soumises au même degré d'exploitation : on a $v_1 = 3/5 \text{ htr}_1$, $v_2 = 6/5 \text{ htr}_1$

$$\text{donc } pv_1/v_1 = \frac{5/5-3/5}{3/5} = pv_2/v_2 = \frac{10/5-6/5}{6/5} = \frac{2}{3}$$

Définissons maintenant le vecteur de production assurant les bases d'une reproduction simple du capital; on trouve finalement que (1) :

$$\vec{q} = \lambda \cdot (q_1 = 64,5 \text{ machines, } q_2 = 5\,000 \text{ kg de blé, } q_3 = 115 \text{ habitants}).$$

Pour le niveau de production correspondant à $\lambda = 1$, le nombre d'heures effectives de travail fournies ($\sum_{ik} n_{ik} q_i$) est de : 6 550 ht.

Pour que la valeur créée par la classe ouvrière, de structure ainsi définie, et pour une heure de travail, soit égale à l'unité cela conduit à retenir (2) :

$$\begin{cases} d_1 = 0,7751 \\ d_2 = 1,550 \end{cases}$$

La norme de consommation de la force de travail moyenne équivalente à la classe ouvrière pour cette structure de production est :

$$\begin{cases} \beta_2 = 2,29/5 \text{ kg de blé} \\ \beta_3 = 1/95 \text{ d'habit.} \end{cases}$$

(1) On peut plus simplement considérer les chiffres q'_i par lesquels multiplier les procès de base définis ci-dessus (cf. conditions moyennes de production dans les branches). Ces coefficients doivent vérifier le système linéaire suivant :

$$q'_1 = 2q'_1 + q'_2 + q'_3$$

$$500 \cdot q'_2 (1 + \tau) = (50 \times 2/5 + 25 \times 3/5)q'_1 + (300 \times 2/5 + 50 \times 3/5)q'_2 + (10 \times 2/5 + 75 \times 3/5)q'_3$$

$$10 \cdot q'_3 (1 + \tau) = (50 \times 1/150 + 25 \times 1/50)q'_1 + \dots$$

La première relation exprime que la production de machines doit être égale à la consommation de celles-ci par les diverses branches.

La seconde exprime que la production de blé est proportionnelle (selon le degré général d'exploitation) à la consommation de blé effectuée par la classe ouvrière.

La troisième exprime la même chose pour le moyen de subsistance habit.

On trouve $\vec{q}' = \lambda (21,5 - 10 - 11,5)$, d'où $\vec{q}$

(2) On doit avoir : $\sum n_{ik} d_k q_i = 6\,550$.

Si l'on exprime le système des valeurs en terme de temps de travail fourni par cette force de travail moyenne (valeur unité créée en une heure), ce système est :

$$\left| \begin{array}{ll} m_1 = 77,51 \text{ htm} & (\text{valeur d'une machine}) \\ m_2 = 0,775 \text{ htm} & (\text{valeur d'un kilo de blé}) \\ m_3 = 23,25 \text{ htm} & (\text{valeur d'un habit}) \end{array} \right.$$

Et l'on retrouve bien que la valeur de cette force de travail moyenne est de $3/5$ htm : elle est donc bien exploitée à un degré $\tau = 2/3$.

2°/ A une période ultérieure, les conditions moyennes de production sont devenues :

$$\left\{ \begin{array}{ll} 2 \text{ machines} + 50 \text{ htr}_1 + 20,4 \text{ htr}_2 \longrightarrow & 3 \text{ machines} \\ 1 \text{ machine} + 300 \text{ htr}_1 + 92 \text{ htr}_2 \longrightarrow & 600 \text{ kg de blé} \\ 1 \text{ machine} + 40 \text{ htr}_1 + 61,3 \text{ htr}_2 \longrightarrow & 10 \text{ habits.} \end{array} \right.$$

On admet ici que les normes de consommation des forces de travail n'ont pas été modifiées.

En effectuant les mêmes calculs que précédemment, on obtient :

$$d_2/d_1 = 1,957$$

$$\vec{q} = \lambda \cdot (72,6 \text{ machines, } 6\,000 \text{ kg de blé, } 142 \text{ habits}).$$

La classe ouvrière, pour cette proportion, a comme structure de consommation (pour une heure de travail effective) :

$$\left| \begin{array}{ll} \beta_2 = 2,03/5 \text{ kg de blé} \\ \beta_3 = 1/104 \text{ d'habit;} \end{array} \right.$$

$$\text{et l'on a : } \left| \begin{array}{ll} d_1 = 0,8735 \\ d_2 = 1,713 \end{array} \right.$$

pour qu'elle crée une valeur unité en une heure de travail.

Le système des valeurs absolues exprimées en temps de travail de cette force de travail moyenne est :

$$\begin{cases} m_1 = 78,6 \\ m_2 = 0,83 \\ m_3 = 21,8 \end{cases}$$

Quant au degré général d'exploitation, il est de ($\tau = 0,828$).

3°/ D'une période à l'autre, on constate donc :

1- que la productivité sociale s'est plus élevée que la moyenne dans la troisième branche (la valeur passe de 23,25 à 21,8), alors qu'elle s'est moins élevée dans les deux premières branches (la valeur passe de 77,5 à 78,6 dans la première branche et de 0,775 à 0,83 dans la seconde);

2- que la productivité sociale s'est globalement élevée puisque le degré général d'exploitation passe de 0,666 à 0,828;

3- que le rapport d_2/d_1 a été modifié;

4- qu'exprimées en nombre d'heures de travail de la qualification 1, les valeurs absolues sont respectivement :

<u>1ère période</u>	<u>2ème période</u>	<u>augmentation de "productivité"</u>
$m_1 = 100 \text{ ht}_1$	$m_1 = 90 \text{ ht}_1$	+ 11 %
$m_2 = 1 \text{ ht}_1$	$m_2 = 0,95 \text{ ht}_1$	+ 5,3 %
$m_3 = 30 \text{ ht}_1$	$m_3 = 25 \text{ ht}_1$	+ 20 %

tandis qu'exprimées en nombre d'heures de travail de la qualification 2, celles-ci sont :

<u>1ère période</u>	<u>2ème période</u>	<u>augmentation de "productivité"</u>
50 ht_2	46,0 ht_2	+ 8,7 %
0,5 ht_2	0,485 ht_2	+ 3,1 %
15 ht_2	12,8 ht_2	+17,2 %

On constate que, dès lors que d_2/d_1 a changé, on ne parvient pas à la même mesure des gains sociaux de productivité selon la base retenue.

En fait, la seule mesure de l'élévation de la productivité sociale est donnée par la modification du degré général d'exploitation, soit en fait par : $1 + \tau(2) / 1 + \tau(1) = 109,7$

On peut donc dire que la productivité sociale s'est élevée en moyenne de 9,7 %, mais on ne peut en définir une mesure pour chaque branche.

(fin de l'exemple)

Ainsi, "élévation de la productivité sociale" et "augmentation de la plus-value par la méthode de la plus-value relative" apparaissent comme des notions identiques.

Mais, si l'on met bien ainsi en évidence que, pour la classe capitaliste, l'élévation de la productivité sociale n'a pas d'autre raison d'être que de permettre le dégagement d'une plus-value relativement plus élevée, encore faut-il se demander si les décisions dispersées prises par chaque direction conduisent toujours à une telle élévation.

Car l'objectif poursuivi par chaque direction, lorsqu'elle met en oeuvre de nouvelles forces productives, est la recherche d'une meilleure rentabilité propre : il n'est pas, en se concertant avec toutes les autres, de parvenir à une meilleure productivité sociale.

En faisant toujours abstraction des transformations qui touchent l'intensité du travail et la nature des valeurs d'usages produites, nous devons dès lors analyser si cette recherche d'une meilleure rentabilité propre conduit nécessairement à une élévation de la productivité sociale.

Toute modification d'un procès de travail existant, toute mise en oeuvre de nouveaux processus de fabrication, a lieu dans le contexte des prix et des salaires du moment. Si cette transformation conduit bien à une rentabilité actuelle supérieure, elle implique aussi une valeur individuelle plus faible que la valeur sociale du moment :

- si la transformation considérée consiste uniquement en une économie sur les consommations intermédiaires et/ou sur le nombre de personnes employées, il est clair que l'on a abaissement de la valeur individuelle;
- si cette transformation passe par une augmentation du volume des moyens de travail utilisés et une réduction de la charge salariale, cette dernière doit être supérieure à l'amortissement économique supplémentaire (y compris intérêts sur les fonds avancés) pour que la rentabilité s'élève : on a donc aussi une valeur individuelle plus faible (1).

L'insertion, dans l'empilement qui caractérise chaque branche, de procès de travail à valeur individuelle plus faible conduit à modifier les valeurs sociales et donc, tous effets induits pris en compte, à élever la productivité sociale. Celle-ci a donc nécessairement lieu si les prévisions effectuées par chaque direction relativement à la rentabilité actuelle des nouveaux procès mis en oeuvre s'avèrent exactes, c'est-à-dire si - indépendamment des mouvements ultérieurs des prix et des salaires - il s'avère bien que la transformation introduite conduit à un prix de revient économique inférieur (2).

Nous ne pouvons donc pas conclure à une élévation certaine de la productivité sociale, dans la mesure même où de nouveaux procédés de fabrication peuvent s'avérer finalement beaucoup plus coûteux que ce qui était prévu au départ : notre conclusion n'est que relative.

-
- (1) La limite est plus étroite qu'entre "accroissement relatif du capital constant et réduction relative de la valeur ajoutée", cf. MARX, *Le Capital*, Livre I, Chapitre XV, p. 937 (Editions Pleiade).
- (2) C'est une toute autre question de savoir si, compte tenu des changements touchant les prix et les salaires, la direction considérée n'aurait pas eu intérêt à prendre d'autres décisions - et en particulier si elle n'aurait pas dû, tout compte fait, conserver le mode de fabrication antérieur (cf. le cas où l'on aurait une baisse générale des volumes des forces de travail).

. La négation de toute mesure possible des catégories
"volume" et "productivité sociale"

S'il est possible de séparer au niveau de l'analyse les deux faces de la croissance capitaliste et de définir, comme nous venons de le faire, les catégories de "volume" et de "productivité sociale", il n'en résulte pas, pour autant, qu'une mesure de celles-ci soit possible.

Au contraire, les transformations conduisant aux révolutions de valeur s'effectuent dans le même mouvement que celles qui touchent les valeurs d'usages produites et inversement.

Dès lors, puisque les prix de marché (y compris les prix courants des forces de travail) sont les seules grandeurs que le fonctionnement du capitalisme fournisse, et à partir desquelles les décisions sont prises, on est conduit aux constatations suivantes :

1°/ Pour que la catégorie volume soit mesurable, il faudrait que la production de toute nouvelle valeur d'usage concrète s'effectue dans des conditions identiques à une ancienne : le rapport entre leurs prix refléterait alors le rapport entre leurs valeurs. Or, on ne peut penser cette notion "à conditions identiques de production" :

- soit parce que la modification de qualité est justement la conséquence directe de changements introduits dans le mode de fabrication;
- soit parce que la décision de produire une nouvelle valeur d'usage implique automatiquement la mise en oeuvre d'autres forces productives et que celles-ci relèveront des techniques les plus avancées du moment.

Dès lors, le rapport des prix prendra aussi en compte le niveau différent des forces productives qui préside à la production de l'une et de l'autre.

2°/ Pour que la catégorie productivité sociale soit mesurable, il faudrait non seulement que les valeurs d'usages produites soient inchangées, mais encore que les conditions de reproduction des forces de travail ne subissent aucun bouleversement; dans un tel cadre, en effet, on pourrait tirer de l'évolution relative des divers prix (y compris ceux des forces de travail) les indications suivantes :

- si le prix d'une marchandise (de valeur d'usage inchangée) évolue plus rapidement que celui d'une autre marchandise, cela implique, en dernière analyse, que la productivité sociale s'est moins élevée dans la première branche que dans la seconde (1);
- si le taux de partage entre profits et salaires, pour des montants globaux relevant à chaque moment d'une proportion des branches adaptée à la reproduction simple, évolue dans le sens d'une diminution relative de la part de la masse salariale, cela correspond à une élévation de la productivité sociale (2).

Or, ces conditions ne sont pas réalisées :

- Les modifications touchant, dans le temps, les valeurs d'usages produites dans chaque branche empêchent que l'on puisse suivre l'évolution du prix moyen des marchandises concrètes qui en sortent (on ne le pourrait que si l'on savait mesurer le volume); on ne peut donc a fortiori comparer l'évolution relative de ces prix;
- Les changements affectant la structure et le niveau de la consommation de chaque qualification interdisent que l'on

(1) On ne peut, par contre, tirer aucune indication directe de l'évolution dans le temps du prix d'une marchandise. Même si on se place dans le cadre où le numéraire est une marchandise particulière (en l'occurrence l'or ou l'argent métal), le prix d'une marchandise est lié - non pas à sa valeur - mais au rapport entre cette valeur et celle de l'unité monétaire : dès lors, si le prix diminue en tendance, cela signifie seulement que la valeur de la marchandise considérée diminue relativement à celle de l'unité monétaire; il n'y a donc pas nécessairement baisse de prix parce que la productivité sociale s'élèverait dans la branche; car, dans le même temps, la productivité sociale peut aussi s'élever d'autant dans la branche où l'unité monétaire est produite. Et lorsque l'on se place dans le cadre, actuel, où le numéraire est un simple signe (la monnaie bancaire), une hausse de la productivité sociale dans toutes les branches peut très bien s'accompagner d'une élévation de tous les prix absolus (Nous revenons en détail sur cette question dans le chapitre suivant).

(2) En avançant cette proposition, nous anticipons quelque peu sur la démonstration que nous effectuons dans le prochain chapitre à savoir que, pour une proportion adaptée à la reproduction simple, le rapport (profits/salaires) est égal au degré général d'exploitation (plus value globale/valeur de la force de travail de la classe ouvrière).

puisse considérer l'évolution du taux de partage entre profits et masse salariale globale, défini ci-dessus, comme résultant uniquement de l'évolution de la productivité sociale. S'il y a eu élévation de tout ou partie du volume des forces de travail, celui-ci sera - pour cette cause - en baisse. Pour que l'on puisse distinguer le facteur qui l'élève (l'élévation de la productivité sociale) de celui qui peut l'abaisser (l'élévation des volumes des forces de travail), il faudrait que ces volumes soient mesurables : comme nous venons de le voir, ce n'est pas le cas. Et encore faisons-nous abstraction jusqu'alors des changements possibles de l'intensité du travail : toute élévation tendancielle de celle-ci conduit aussi, en effet, à élever le taux de partage.

Ainsi, dans son mouvement pour se reproduire, le capital détruit les bases à partir desquelles pourrait être produite une mesure de la croissance, sous ses deux aspects : évolution du volume de la production, évolution de la productivité.

Il n'y a aucun point fixe, aucune base inchangée : on ne peut le trouver ni du côté du travail fourni puisque l'intensité du travail évolue et que la classe ouvrière est continuellement remodelée dans sa composition, ni du côté du volume de la force de travail, puisque - même en la supposant unique - celle-ci inclut une dimension historique qui la fait évoluer avec la pression des travailleurs et la transformation de leurs conditions de vie, ni enfin du côté de l'unité monétaire, puisque - même s'il s'agit encore d'une marchandise matérielle - ses conditions de production changent.

On ne fait ainsi que constater une chose : la croissance n'est pas un objectif poursuivi par le capital. Car "le système a pour but la conservation de la valeur capital existante et sa mise en valeur au degré maximum (c'est-à-dire un accroissement sans cesse accéléré de cette valeur)" (1); ce qui est un but contradictoire puisque la "mise en valeur au degré maximum" conduit le capital à révolutionner de façon absolue les forces productives et en conséquence à ne pas "conserver la valeur capital existante".

Cette contradiction se manifestera encore mieux lorsque, dans le chapitre suivant, nous constaterons que le capitalisme n'a pu se développer qu'en niant l'argent en tant que marchandise, c'est-à-dire en remplaçant l'or par des signes continuellement dépréciables.

(1) K. MARX, *Le Capital*, Livre III, Tome II (E.S.), p. 262.

En conséquence, les seules grandeurs qui soient théoriquement mesurables sous le capitalisme sont des rapports de valeurs - prix (1), compositions organiques, degré d'exploitation, taux de profit (2). Si leurs évolutions manifestent le développement des forces productives, on ne peut cependant établir de lien direct entre celles-ci et celui-là. En particulier, l'évolution de la composition organique d'une branche (en terme de flux/flux et/ou de stock/flux) ne peut être prise comme un indicateur de l'évolution de la productivité sociale dans celle-ci, bien que ce soit la seule façon dont elle se manifeste (3). Par contre, il est possible de décomposer le processus qui les lie (élévation initiale de la composition organique $\Rightarrow$ gains propres de productivité $\Rightarrow$ effets de diffusion à travers le système des échanges interindustriels $\Rightarrow$ plus modification des conditions de reproduction des forces de travail $\Rightarrow$ niveau final de la composition organique), même si l'on ne peut mesurer chacune des catégories intermédiaires que l'on produit ainsi : c'est ce que nous tentons dans la section suivante. Mais nous devons préalablement aborder une dernière dimension des contradictions de la loi de la valeur : celles qui résultent du développement du travail général.

. Développement du travail général à côté du travail immédiat, et nouvelles contradictions de la loi de la valeur

Jusqu'à présent, nous avons ignoré deux aspects du développement capitaliste des forces productives qui occupent une place essentielle aujourd'hui : la création de nouveaux procédés de fabrication, de nouvelles industries s'effectue de plus en plus à la suite d'un travail important de recherche en amont du travail immédiat fourni dans les procès de travail et séparé de celui-ci;

la production d'une partie des forces de travail utilisées nécessite un temps de formation préalable à tout apprentissage progressif, sur le tas - cette formation faisant l'objet d'une prise en charge étatique et nécessitant elle-même un travail général.

-
- (1) Dans le sens le plus abstrait de "valeur d'échange d'une marchandise dans une autre".
 - (2) En terme actuel/tendanciel et actuel/conjoncturel de marché comme déjà indiqué.
 - (3) Est-il nécessaire d'ajouter que cela n'a, de même, aucun sens de penser la notion de différence de productivité sociale entre deux industries/branches indépendantes, même si l'on peut comparer les niveaux respectifs de la composition organique de ces deux branches ?

Ces deux aspects sont d'ailleurs intimement liés puisqu'une part de la recherche fondamentale s'effectue en rapport avec l'enseignement et que celui-ci concourt à former l'ensemble des ingénieurs, chercheurs, techniciens, enseignants, qui fourniront ultérieurement ce travail général.

Notre objet n'est pas d'en traiter sur le fond : il est simplement de préciser comment ils doivent être pris en compte dans l'analyse de la reproduction intensive du capital.

Le point de départ d'une telle analyse doit être, à notre avis, le texte suivant de MARX, tiré des *Fondements à la critique de l'économie politique* (1) :

"A mesure que la grande industrie se développe, la création de richesses dépend de moins en moins du temps de travail. L'énorme efficience de ces agents est, à son tour, sans rapport aucun avec le temps de travail immédiat que coûte leur production. Elle dépend bien plutôt du niveau général de la science et du progrès, de la technologie, de l'application de la science à la production"...

"Avec ce bouleversement, ce n'est ni le temps de travail, ni le travail immédiat effectué par l'homme qui apparaissent comme le fondement principal de la production de richesse; c'est l'appropriation de sa force productive générale, son intelligence de la nature et sa faculté de la dominer..."

"Le travail ne se présente pas tellement comme une partie constitutive du procès de production. L'homme se comporte bien plutôt comme un surveillant et un régulateur vis-à-vis du procès de production. Cela vaut non seulement pour la machinerie, mais encore pour la combinaison des activités humaines et le développement de la circulation entre les individus..."

"Le travailleur lui-même trouve place à côté du procès de production, au lieu d'en être l'agent principal... Le vol du temps de travail d'autrui sur lequel repose la richesse actuelle apparaît comme une base misérable par rapport à la base nouvelle créée et développée par la grande industrie elle-même..."

(1) Tome II, pp. 220 à 222. Editions Anthropos.

"Le capital est une contradiction en procès"...

- "D'une part, il éveille toutes les forces de la science et de la nature ainsi que celles de la coopération et de la circulation sociale, afin de rendre la création de la richesse indépendante (relativement) du temps de travail utilisé pour elle".
- "D'autre part, il prétend mesurer les gigantesques forces sociales ainsi créées d'après l'étalon du temps de travail et les enserrer dans les limites étroites, nécessaires au maintien, en tant que valeur, de la valeur déjà produite. Les forces productives et les rapports sociaux - simples faces différentes du développement de l'individu social - apparaissent au capital comme des moyens pour produire à partir de sa base étriquée. Mais en fait, ce sont les conditions matérielles capables de faire éclater cette base".

Il s'en dégage en effet :

- d'une part, que les catégories, qui permettent de rendre compte de la logique du capitalisme (capital constant, capital variable, plus-value et valeur d'une marchandise) et qui correspondent à cette "base étriquée" dont parle MARX, tendent à être niées par son développement même : elles ne sont donc pas suffisantes pour analyser le capitalisme à son stade mûrissant.
- d'autre part, qu'il s'agit simplement de tendances : tant que les rapports de production capitalistes dominent, le capital enserre toujours, dans cette "base étriquée", les "nouvelles conditions matérielles" qu'il crée.

Et, par là même, ce texte fournit une clef pour répondre à la question posée : il suffit de concrétiser quelque peu cette analyse générale du caractère contradictoire du capital pour s'en rendre compte.

Considérons d'abord les opérations de recherche menées au sein même des groupes industriels. Elles ont pour objet de déboucher sur des applications industrielles (nouveaux produits, nouveaux procédés de fabrication). Sous le premier angle indiqué ci-dessus, les dépenses correspondantes ne sont ni du capital constant (pour les installations), ni du capital variable (pour le personnel employé) : elles ont lieu, au contraire, préalablement à la mise en oeuvre de procès de travail pour lesquels ces catégories ont un sens. Mais, sous le second angle, elles constituent pour les firmes des coûts de production au même titre que les dépenses directement liées à la mise en oeuvre des procès de travail. La contradiction apparaît notamment dans le fait que

l'affectation de ces dépenses au prix de revient de telle ou telle marchandise produite ne peut, le plus souvent, être effectuée à partir de bases objectives (surtout lorsqu'une même opération de recherche débouche sur plusieurs industries à la fois). On ne peut, pour autant, les considérer comme des simples faux-frais, au même titre que les dépenses improductives liées à la seule nécessité de la réalisation de la plus-value : l'évolution de la productivité sociale immédiate en dépend essentiellement, et, en ce sens, elles sont productives. Il convient au contraire de les traiter comme un engagement spécifique de capital, à côté du capital productif au sens simple du terme (c+v), soit encore une forme particulière que prend, à l'étape actuelle, la transformation "argent - capital productif" dans le cours de l'accumulation. Ce capital n'est ni transmis pour constituer une part de la valeur des marchandises produites, ni valorisé (il n'y a pas de plus-value créée par les travailleurs des services et laboratoires de recherche) : son financement s'effectue par prélèvement sur la plus-value produite et sa rentabilisation est liée aux gains de productivité qu'il permettra ultérieurement (1).

Il est donc nécessaire de conserver la notion simple de composition organique du capital, sans y inclure ce capital spécifique d'une façon ou d'une autre (soit sous forme d'une addition globale au capital constant, soit sous celle d'une répartition entre capital constant et capital variable selon la nature des dépenses engagées). Ainsi, l'on fait clairement ressortir que la catégorie "valeur d'une marchandise" tend à être niée : à mesure que reflue le travail immédiat, avec le développement généralisé des procédés automatiques de production, cette valeur tend vers zéro (du moins si l'on fait abstraction du travail de surveillance et d'entretien des installations) : loin d'augmenter à l'infini, comme d'aucuns l'avancent, la composition organique n'a aucune limite définie; le numérateur et le dénominateur ayant l'un et l'autre tendance à s'annuler.

Considérons maintenant la recherche fondamentale réalisée dans le cadre étatique. Le caractère socialisé des dépenses ainsi faites manifeste clairement qu'elles ne sont pas une des composantes du capital directement productif (c et v) engagé dans une industrie particulière. Mais,

(1) Cette approche théorique est, à notre avis, la seule qui permette de rendre compte du caractère souvent étatique du financement de la recherche réalisée au sein même des firmes privées (subventions, déductions fiscales, etc...) : si ce capital était, en tant que tel, valorisé, il n'y aurait aucune contradiction dont le développement expliquerait cette intervention étatique.

leur insertion dans un système qui reste dominé par les relations marchandes se manifeste en ceci que l'Etat doit prélever des impôts pour financer ces dépenses et donc les imputer - directement ou indirectement - dans les coûts de production des diverses marchandises (1). La contradiction apparaît dans le fait que les industries qui bénéficient des retombées de cette recherche fondamentale ne sont pas imposées dans une proportion équivalente. Il convient donc de considérer les dépenses correspondant à ce travail général comme une forme que doit prendre l'accumulation du capital à l'échelle sociale : la classe capitaliste est obligée d'affecter une partie de la plus-value à des activités qui, du moins l'espère-t-elle, permettront d'élever la productivité sociale globale soit encore, comme nous l'avons vu, le degré général d'exploitation.

Considérons enfin la formation initiale des forces de travail à "haut" degré de qualification, telle qu'elle est réalisée dans le cadre d'un système d'enseignement étatique.

Certes, une partie du coût social de cette formation se retrouve dans les salaires : il s'agit du coût d'entretien des enfants par leurs parents pour toute la durée de leurs études. (Nous avons, en effet, déjà indiqué que la logique qui préside à la formation de la hiérarchie des salaires assure la reproduction de la division sociale, et donc que le salaire d'un ingénieur lui permet de faire suivre des études à ses enfants, tandis qu'un manoeuvre ne le pourra pas, sauf à s'imposer des sacrifices importants (2)). Mais, l'autre part de ce coût social correspond justement aux dépenses étatiques (investissements en établissements scolaires et universitaires, coûts de fonctionnement, et surtout salaires au personnel enseignant) et ne peut être considéré comme inclus dans

(1) Cette imputation est directe si l'on considère la "taxe à la valeur ajoutée"; elle est indirecte si l'on considère les impôts sur les salaires et les profits. En effet, si le mode de prélèvement, en dynamique, peut permettre de modifier le degré d'exploitation (ex: une élévation du taux de T.V.A. répercutée dans les prix permet, toutes choses égales d'ailleurs, d'abaisser le pouvoir d'achat ouvrier), il n'en reste pas moins que tout impôt est un prélèvement sur la valeur ajoutée dans la production se répartissant en salaires nets d'impôts, impôts et profits nets d'impôts.

(2) Il ne faudrait pas que notre lecteur en conclut que nous ignorons les aspects non directement économiques de cette question (cf. le niveau culturel du milieu familial, le contenu de l'enseignement adapté précisément aux enfants des couches supérieures de la hiérarchie sociale, etc...). Ils ont certes leur importance, mais il ne faut pas les couper de leur base matérielle.

le capital variable (v). Autrement dit, la catégorie "capital variable" étant produite dans le cadre d'une base étriquée où le capital utilise des forces de travail qu'il forme "sur le tas", si l'on cherche à inclure dans (v) le coût social de la formation initiale, on la transforme en une catégorie vide de sens, c'est-à-dire en une catégorie qui ne permet plus de comprendre quoique ce soit. Par contre, l'insertion, dans cette base étriquée, de ce type d'intervention étatique conduit à imputer forfaitairement son financement au niveau des coûts de production des diverses marchandises, à travers les mécanismes d'imposition. On retrouve, ici, ce que nous avons indiqué au paragraphe précédent relatif à la recherche fondamentale. La contradiction se manifeste aussi dans le fait que les industries qui utilisent une main-d'oeuvre relativement plus qualifiée ne sont pas imposées dans la même proportion. Toute analyse de la reproduction intensive du capital doit donc prendre en compte, de façon spécifique, cette forme d'utilisation de la plus-value sociale globale (1).

Les nouvelles contradictions de la loi de la valeur qui sont liées à ces deux aspects du développement actuel des forces productives se manifestent finalement en ceci que les rapports de prix reflètent de moins en moins les rapports des coûts sociaux de production des marchandises : le maintien des rapports marchands conduit certes à affecter les coûts généraux aux prix de revient concrets des diverses marchandises; mais les modes d'affectation sont par nature forfaitaires. Dès lors, les prix tendent à n'être que de simples variables d'accaparement du montant le plus important possible d'argent (et donc de profit); ils ont de moins en moins de bases objectives. Il ne s'agit certes que d'une tendance : la substitution du principe de l'automatisation de la production à celui de la mécanisation parcellaire n'est encore que faiblement engagé, et de façon inégale entre industries. Cela a donc encore un sens d'utiliser les catégories de capital constant/capital variable/composition organique pour rendre compte de l'accumulation intensive du capital à l'étape actuelle : mais à la condition de ne pas chercher à inclure dans ces catégories les nouvelles

(1) En ce qui concerne la socialisation des dépenses de santé (Sécurité Sociale), le problème qui se trouve posé n'est pas de même nature : il s'agit simplement d'une péréquation et l'on peut considérer que les cotisations sociales (patronales et salariales) constituent une fraction de la valeur de la force de travail, en tant qu'elles reflètent les dépenses moyennes effectuées par chaque "ouvrier". Une telle approche conduit cependant à faire abstraction du fait suivant : l'usage fait de telle force de travail dans telle industrie (caractère pénible ou dangereux du travail, risque d'intoxications, etc...) conduit à un montant moyen de dépenses différent de ce qui est effectivement imputé au coût de production de cette industrie par le biais du taux uniforme qui s'applique au salaire.

dimensions liées au travail général et, au contraire, de les prendre en compte de façon spécifique sous forme de nouvelles catégories. Celles-ci peuvent encore s'apprécier en terme de valeur; et si l'on ne retient que les seules dépenses salariales d'embauche de personnels de recherche et d'enseignement, cela revient à les traiter comme un engagement spécifique de capital financé sur la plus-value globale et donnant lieu à une demande auprès de la Section II des moyens de subsistance, à côté de celle provenant de l'ensemble des capitaux variables engagés dans les diverses branches. Ainsi, se trouve pour partie compensée la disproportion qui peut naître d'une élévation de la composition du capital en valeurs courantes; mais, à l'inverse, un tel engagement spécifique de capital pèse sur le taux général de profit.

5. UNE FORMALISATION DU PROCES D'ELEVATION DE LA PRODUCTIVITE SOCIALE: LA NOTION MARXISTE DE FONCTION DE PRODUCTION

Dans cette section, nous cherchons à formaliser la liaison entre l'élévation initiale (ou en volume) de la composition du capital et les gains sociaux de productivité qui résultent des transformations apportées aux procès de travail et dont cette élévation du volume de la composition du capital est la traduction.

Le point de départ d'une telle formalisation réside dans le lien que l'on peut établir, à chaque moment, entre l'échelle des valeurs individuelles relatives aux divers procès de travail constituant la norme de production d'une industrie à ce moment et l'échelle des compositions du capital de ces mêmes procès.

Encore convient-il de remarquer que - jusqu'à présent - nous n'avons défini quantitativement que les valeurs sociales sur la base des normes moyennes de consommation pour chaque qualification. L'échelle des valeurs individuelles n'a été spécifiée que qualitativement, dans la mesure où la valeur créée par le fonctionnement d'une force de travail de qualification donnée n'a été définie qu'en moyenne et non pour tel ou tel procès de travail de l'empilement d'une industrie; ainsi, les disparités qui existent toujours dans l'usage des forces de travail constituent un des éléments de différenciation des valeurs individuelles.

Il importe donc de spécifier quantitativement le lien, à état des techniques données, entre niveau relatif de productivité (valeur individuelle/valeur sociale) et niveau de la composition du capital aux valeurs sociales du moment : on a ainsi une notion de fonction de production caractérisant la branche à ce moment.

Nous pourrions alors considérer le développement des forces productives sous l'angle d'une déformation dans le temps de la fonction de production de chaque branche et traiter, dans ce cadre, des effets induits d'une branche sur l'ensemble des autres.

- . La notion de fonction de production liée à l'empilement des procès de travail caractérisant une branche à un moment donné

A la date considérée, la norme de production d'une branche est caractérisée par un ensemble $\{j\}$ de procès de travail concrets. Le système des valeurs du moment étant donné, la valeur individuelle relative au procès j s'écrit (1) :

$$m(j) = c(j) + va(j)$$

où $c(j)$ est le montant, aux valeurs sociales du moment, du capital constant engagé dans le procès j pour la production d'une unité du produit considéré;

$va(j)$ est la valeur ajoutée par le travailleur collectif employé au titre de la production d'une unité.

Cette dernière peut s'écrire : $va(j) = \sum_k n_k(j) \cdot d_k(j)$

où $n_k(j)$ est le temps de travail fourni par les forces de de travail de qualification k ;

$d_k(j)$ est la valeur créée pendant une heure de fonctionnement de la force de travail de qualification k au titre de son usage spécifique au sein du procès de travail j sachant par ailleurs que, en moyenne, elle crée d_k .

Retenir que l'intensité de son emploi est différente de la moyenne, lors même que cette force de travail dispose du panier moyen de consommation de la qualification dont elle relève, revient à admettre qu'elle est soumise à un degré d'exploitation différent du taux général.

(1) Pour simplifier, nous ne faisons pas figurer d'indice i relatif à la branche dont on parle.

A chaque procès j correspond donc :

- une composante : $\eta(j) = \frac{c(j)}{va(j)}$ que nous appellerons désormais "composition-travail" (1);

- un niveau relatif de productivité (2) : $\frac{m}{m(j)} = \varphi(j)$

A l'ensemble des procès $\{j\}$ correspond donc une fonction de production :

$$\varphi(j) = \varphi[\eta(j)]$$

En retenant le seul sous-ensemble des procès de travail tels qu'il n'existe aucun autre procès conduisant à une productivité supérieure pour la même composition-travail, on obtient la frontière du champ des méthodes de production qui sont mises en oeuvre à la date considérée. Il s'agit du sous-ensemble des procès les plus efficaces.

On peut représenter ce champ et sa frontière de façon graphique.

(1) Nous retenons ici une présentation simple, basée sur la seule composition-travail engagé (travail passé/travail vivant). En fait celle-ci se décompose en : $\frac{cf}{T.va} + \frac{ci}{va}$, où cf est le travail cristallisé dans le capital fixe avancé au départ, T est sa durée moyenne de rotation et ci le travail cristallisé dans le flux de biens intermédiaires utilisés. Nous appellerons la composante cf/va , la composition-travail avancé. Nous conservons les notions de composition organique du capital engagé pour c/v et avancé pour cf/v .

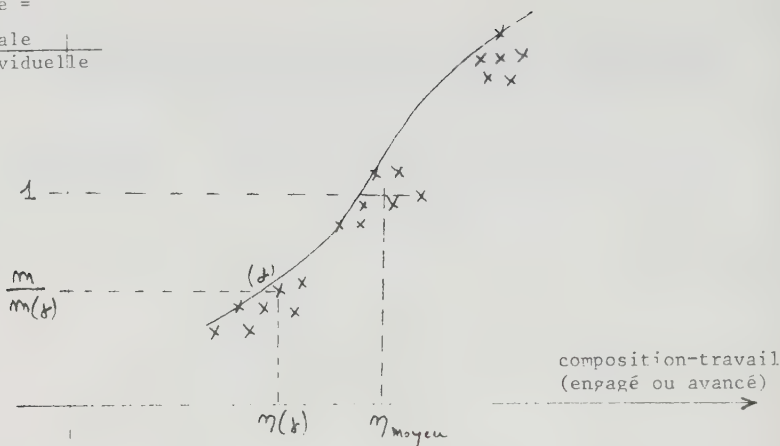
(2) Pour être tout à fait précis, il faudrait écrire :

$\varphi(j) = 100 \cdot \frac{m}{m(j)} - 100$, si celui-ci est mesuré en pourcentage de variation; ou encore $\varphi(j) = 100 \cdot \frac{m}{m(j)}$ si on le mesure en indice de base 100 à l'état moyen.

Niveau relatif de
productivité =

$\frac{\text{Valeur sociale}}{\text{Valeur individuelle}}$

- 216 -



Dans la suite nous admettrons, pour simplifier, que tous les procès concrets se trouvent sur la frontière et qu'en conséquence le champ des techniques pouvant être mises en oeuvre à un moment donné peut être représenté par une fonction continue et croissante. La norme de production relative à la valeur de marché dans la branche est alors un point particulier de cette fonction : celui pour lequel $\varphi = 1$.

[Si l'on tient compte du capital fixe et si l'on admet que le niveau relatif de productivité varie uniquement avec la composition-travail avancé, cette fonction de production doit s'écrire :

$$\varphi = \varphi(\xi')$$

$$\text{avec : } \xi' = \frac{cf}{va}$$

Ainsi, une élévation, d'un procès à l'autre, de l'intensité du travail - toutes choses égales d'ailleurs - conduit au même niveau relatif de productivité pour une composition-travail engagé plus faible.]

Dans la suite, nous aurons l'occasion d'utiliser une fonction déduite de celle que nous venons de définir.

On peut, en effet, retenir qu'à chaque procès j correspond un volume de valeur ajoutée : $va(j) = m - c(j)$.

Il s'agit du travail vivant qui devrait être ajouté, dans le procès j , pour que la valeur individuelle dans ce procès soit égale à la valeur sociale.

L'évolution de la productivité en passant du procès moyen (dont la valeur individuelle est m) au procès j peut encore s'apprécier, de façon indirecte, par le rapport entre ce volume de valeur ajoutée et la valeur ajoutée courante, soit :

$$\varphi_a(j) = \frac{\overline{va(j)}}{va(j)} = \frac{m - c(j)}{m(j) - c(j)}$$

Comme on a : $m = m(j) \cdot \varphi(j)$

on en déduit que :

$$\varphi_a(j) = \varphi(j) [1 + \eta(j)] - \eta(j)$$

Nous l'appellerons "niveau relatif de productivité apparente du travail". Il s'agit bien d'un indicateur global, en ce sens qu'il tient compte de l'élévation possible du capital constant engagé (1).

. Révolution des forces productives dans le temps et déformation de la fonction de production d'une branche

La révolution des forces productives au sein d'une branche peut être caractérisée par la déformation que subit le champ des procès de travail disponibles à un moment donné.

Tout procès précédent transformé, toute mise en oeuvre d'une technique nouvelle aura pour correspondant un nouveau "point" dans le champ précédemment défini.

A chaque procès j , mis en oeuvre à la date t , peuvent en effet être associés :

(1) Il doit être nettement distingué du "niveau relatif de productivité apparente du seul travail vivant" qui s'apprécie avec le rapport : $va/va(j)$. Celui-ci indique simplement que le temps de travail immédiat fourni pour la production d'une unité avec le procès j - $(va(j))$ - est différent du travail immédiat fourni en moyenne dans la branche, pour produire la même quantité physique (va). Si $c(j)$ est supérieur et à c et $va(j)$ inférieur à va , il est clair que la productivité s'élève moins que ne le l'indiquerait cet indicateur.

- un volume du capital constant engagé, où valeur que celui-ci aurait au cas où le système des valeurs serait celui de la date de base précédemment considérée : soit $\bar{c}(j, t)$;
- une valeur ajoutée à échelle de réduction de la date de base (o), ou montant que celle-ci aurait si la valeur créée par chaque travailleur du collectif de travail du procès (j,t) - à la durée et l'intensité auxquels il est employé dans ce procès - était appréciée à partir du système de réduction existant à la date (o) : soit $va^o(j, t)$.

Cette valeur ajoutée (o) doit être distinguée du volume de valeur ajoutée correspondant à ce procès, soit : $va(j, t) = m(o) - \bar{c}(j, t)$. Cette dernière est le travail qui devrait être ajouté dans le procès (j,t) pour que la valeur unitaire du produit qui sort de ce procès soit égale à celle qu'il a socialement à la date (o), lorsque le capital constant engagé est mesuré " aux valeurs initiales ".

Ainsi, à chaque procès (j,t) peut être associée une valeur individuelle exprimée dans le système des valeurs initiales :

$$m_i^o(j, t) = \bar{c}(j, t) + va^o(j, t)$$

Elle est directement comparable à la valeur individuelle de tout autre procès mis en oeuvre à la même date ou à une date différente et donc à la valeur sociale de la date de base $m(o)$.

On peut donc encore définir le niveau relatif de productivité propre lié à ce procès par :

$$\varphi(j, t) = \frac{m(o)}{m_i^o(j, t)}$$

Nous précisons cette notion à l'aide de l'adjectif "propre", dans le but de faire ressortir qu'il s'agit des seuls effets sur la productivité du changement apporté par la mise en oeuvre de ce procès, à l'exclusion de tous les effets induits qui s'ajoutent : passage du capital constant en volume au capital constant aux valeurs courantes de la date t; et passage de la valeur ajoutée (o) à la valeur ajoutée courante.

Ce niveau relatif de productivité propre peut être rattaché à la composition-travail (engagé ou avancé) en volume qui caractérise le procès (j,t) :

$$\text{soit : (engagé)} \quad \bar{\eta}(j, t) = \frac{\bar{c}(j, t)}{va^o(j, t)}$$

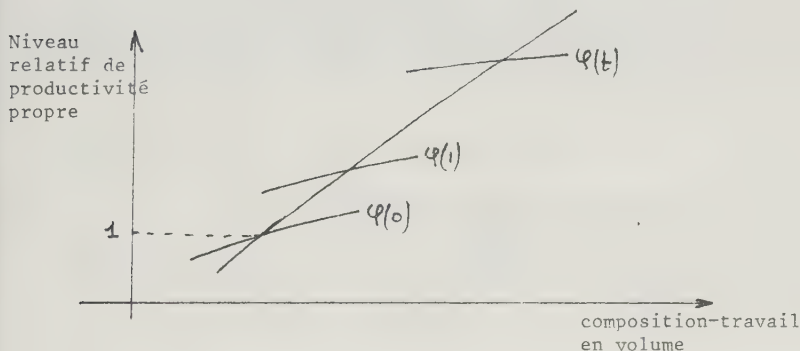
(avancé) $\bar{z}'(j, t) : \frac{\overline{cf}(j, t)}{va^0(j, t)}$

A chaque date t peut donc être définie une fonction de production :

$$\varphi(t) = \varphi[\bar{z}'(t)]$$

La norme de production caractérisant les conditions sociales de production à la date t , dans la branche considérée, correspondra à un "point" particulier de cette fonction.

Sous l'hypothèse que chaque champ, à une date donnée, est réductible à une fonction continue, la révolution des forces productives dans la branche considérée peut être représentée à l'aide du graphique suivant (1) :



(1) On parvient à cette représentation formelle en constatant que le champ à la date t inclut :

- le champ à la date $(t-1)$;
- les déplacements qui ont lieu de $(t-1)$ à (t) pour les procès déjà en place, ceux-ci s'effectuant dans trois sens possibles :

- pour toute augmentation de l'intensité du travail
- ↑ pour une économie de matières premières
- ↗ pour une réduction relative de main-d'oeuvre

- l'adjonction possible de procès relevant d'une technique nouvelle et pour lesquels on a, le plus souvent, à la fois η et φ plus élevés.

Cela implique bien le type de déplacement de la frontière que nous retenons dans ce graphique.

La courbe, qui joint les points relatifs aux conditions moyennes de production à chaque date t , traduit le lien qui unit dans le temps l'élévation de la composition-travail en volume et le niveau relatif de productivité propre sociale, dans chaque branche/industrie.

Cette représentation inclut le cas où l'industrie est progressivement transformée de l'intérieur.

Et, pour ce qui concerne l'apparition d'une nouvelle industrie, il est toujours possible de définir les composantes-travail en volume relatives aux procès de cette nouvelle industrie à chaque moment.

Le seul problème posé est le suivant : qu'entend-on par valeur initiale (à la date 0) d'une marchandise issue d'une industrie qui n'existait pas à cette date ?

Nous avons déjà avancé des éléments de réponse à cette question dans la section précédente lorsque nous avons noté que toute nouvelle industrie émergeait de fait d'une ancienne.

Si (i) est la nouvelle industrie et (h) celle dont elle est issue, on peut retenir :

$$m_i(0) = m_h(0) \cdot \frac{m_i^0(t_0)}{m_h^0(t_0)}$$

où t_0 est la date à laquelle la séparation s'effectue.

Enfin, il est possible de définir, dans le temps, la notion de niveau relatif de productivité apparente du travail. Pour le procès j d'une branche à la date t on a :

$$\varphi_a(j, t) = \frac{\overline{va}(j, t)}{va^0(j, t)} = \frac{m(0) - \bar{c}(j, t)}{m^0(j, t) - \bar{c}(j, t)}$$

soit
$$\varphi_a(j, t) = \varphi(j, t) [1 + \bar{\eta}(j, t)] - \bar{\eta}(j, t)$$

Une telle catégorie présente l'avantage d'être extensible à un agrégat de branches dont les niveaux physiques des productions ont pu évoluer en structure. On pourra parler de l'évolution moyenne de la productivité apparente du travail selon l'indicateur :

$$\frac{\sum_i \overline{va}_i(t) \cdot q_i(t)}{\sum_i va_i^0(t) \cdot q_i(t)}$$

. De la composition-travail en volume à la composition-travail en valeur courante : analyse formalisée des effets induits de productivité

Il nous reste à formaliser le processus de transmission des gains propres de productivité qui, à travers l'existence d'une matrice des échanges inter-industriels, conduit à des gains globaux de productivité.

Du moins, n'est-ce que l'une des faces du problème lorsque l'on fait abstraction des changements qui peuvent affecter l'échelle de réduction des travaux plus ou moins complexes.

L'autre face renvoie, en effet, au fait que cette échelle se trouve toujours bouleversée.

A une date t quelconque nous avons vu en effet que le système des valeurs était défini à partir des données actuelles de production et de reproduction. En l'occurrence, la valeur courante unitaire de la marchandise sortant de la branche i est :

$$m_i(t) = c_i(t) + va_i(t) = [\eta_i(t) + 1] va_i(t).$$

Pour analyser comment l'on passe de la composition-travail en volume $\eta_i(t)$ (définie comme une moyenne des $\overline{\eta}_i(j,t)$) à la composition-travail en valeur courante $\eta_i(t)$ (qui est la même moyenne relative aux transformés $\eta_i(j,t)$ des $\overline{\eta}_i(j,t)$), il importe d'étudier :

1°/ comment s'effectue la transmission des gains propres de productivité qui conduit finalement à passer de $\overline{c}_i(t)$ à $c_i(t)$;

2°/ comment se modifie l'échelle de réduction, ou encore comment $va_i^0(t)$ se change en $va_i(t)$.

Cela implique de retenir une démarche progressive.

Dans un premier temps, nous abordons le seul processus de transmission des gains propres de productivité, en supposant qu'il n'existe qu'un seul type de force de travail soumise au même usage dans le temps; et dans ce cadre, nous retenons une succession de schématisations de la vie économique.

Dans un second temps nous traitons de la modification de l'échelle de réduction.

. Effets induits avec force de travail unique
et schématisation de la vie économique en périodes
des successives de production

L'hypothèse faite d'une seule catégorie de force de travail dont l'usage n'est pas modifié dans le temps assure :

- d'une part, que la valeur ajoutée à l'échelle de réduction de base est égale à la valeur ajoutée courante

$$va_i^0(t) = va_i(t);$$

- d'autre part, que le système des valeurs sociales courantes à la date t est mesuré avec la même unité que le système des valeurs de base; en l'occurrence, cette unité est la valeur créée par le fonctionnement pendant une heure de la force unique de travail puisque son usage (durée, intensité, etc...) est le même.

Le "niveau relatif de productivité globale dans une branche" - tous effets induits compris - peut être obtenu en comparant le niveau de la valeur sociale $m_i(t)$ à la date t au niveau qu'elle avait à la date de base :

$$\text{soit } \varphi_{g_i}(t) = \frac{m_i(0)}{m_i(t)}$$

Retenir de plus le cadre schématique d'une succession de périodes de production entrecoupées de dates de réalisation (cf. sa présentation p. 53) permet de caractériser le procès de travail représentatif d'une branche par une seule composante : la composition-travail engagé qui est la même que la composition-travail avancé. Capital fixe et capital constant circulant sont ainsi traités comme une catégorie unique.

Prenons comme unité de temps la durée unique de la période de production : la production réalisée au cours de la période $(t-1, t)$ est mise sur le marché et réalisée à la date t .

Le système lié des valeurs sociales des marchandises mises sur le marché à cette date est relatif aux conditions de production de la période $(t-1, t)$ et de réalisation à la date t . On a :

$$m_i(t) = c_i(t) + va_i(t)$$

où : $c_i(t)$ est le capital constant unitaire engagé (et avancé) à la date $(t-1)$ dans la branche i , aux valeurs courantes de la période : il ne doit aucunement être mesuré aux valeurs de la période antérieure car cela serait en contradiction avec le constat effectué que les valeurs se forment comme un ensemble lié relatif aux conditions actuelles de production (1);

$va_i(t) = n_i(t)$ est le nombre d'heures de travail vivant socialement nécessaire par unité produite.

On a d'autre part : $va_i(t) = v_i(t) [1 + \tau(t)] = v_i(t) + pv_i(t)$

où : $v_i(t) = n_i(t) \cdot v(t)$.

La valeur unique de la force de travail - $v(t)$ - est définie à partir de la norme moyenne de consommation qui se forme à la date $(t-1)$ en fonction du rapport de force existant à cette date unique de vente de la force de travail et à partir du système des valeurs liées aux conditions de production de la période $(t-1, t)$ et de réalisation à la date t (si valeur de marché $\neq$ valeur ex-ante de production). Ainsi, le degré d'exploitation $\tau(t)$ fixant la plus-value qui est produite au cours de

(1) Nous rejetons donc les analyses qui, dans le cadre de cette schématisation de la vie économique, retiennent que $c_i(t)$ est mesuré aux valeurs de la période de production antérieure à son engagement, celles-ci étant elles-mêmes obtenues sur la base d'une telle remontée dans le temps. Dans les schémas de la reproduction intensive qu'ils produisent, la plupart des auteurs (V. LENINE, O. BAUER, Tougan BARANOVSKY, A. EMMANUEL, etc...) procèdent pourtant de cette façon : c'est à notre avis une des principales raisons pour lesquelles ils ne parviennent pas à traiter au fond de la reproduction intensive.

cette période intègre les effets du mécanisme de la plus-value relative qui abaisse, de la période (t-2, t-1) à la période (t-1, t), les valeurs unitaires des marchandises/moyens de subsistance.

Soit $\{m_i(o)\}$ le système des valeurs sociales de base correspondant aux conditions de production de la période (o-1, o) et de réalisation à la date o.

Nous avons précédemment défini le niveau relatif de productivité propre:

$$\varphi_i(t) = \frac{m_i(o)}{m_i^o(t)}$$

avec : $m_i^o(t) = \bar{c}_i(t) + va_i^o(t) = \bar{c}_i(t) + va_i(t)$

Le niveau relatif de productivité globale dans la branche i prend en compte, en plus, le passage de $\bar{c}_i(t)$ à $c_i(t)$,

$$\varphi_{pi}(t) = \frac{m_i(o)}{m_i(t)}$$

avec : $m_i(t) = c_i(t) + va_i(t)$

Le capital constant en valeur courante engagé (et avancé) dans la branche i est inférieur à son volume du fait des gains globaux de productivité qui ont eu lieu au niveau des branches ayant fourni ce capital constant.

On peut écrire : $\varphi_{pi}(t) = \varphi_i(t) \cdot \frac{m_i^o(t)}{m_i(t)}$

d'où : (1) :

$$\varphi_{pi}(t) = \varphi_i(t) \cdot \frac{1 + \bar{\eta}_i(t)}{1 + \eta_i(t)}$$

Cette relation entre le niveau relatif de la productivité globale et le niveau relatif de la productivité propre fait clairement ressortir que le premier est supérieur au second parce que l'élévation de la productivité sociale dans toute l'économie a abaissé la composition-travail en valeur courante ($\eta_i(t)$) relativement à son montant en volume $\bar{\eta}_i(t)$.

(1) Comme : $m_i^o(t) = [\bar{\eta}_i(t) + 1] va_i(t)$ et $m_i(t) = [\eta_i(t) + 1] va_i(t)$, cette liaison s'en déduit simplement.

On a :

$$\gamma_i(t) = \bar{\gamma}_i(t) \cdot \frac{\sum_h c_{ih}(t)}{\sum_h c_{ih}(t) \cdot \varphi_{g_h}(t)}$$

pour l'ensemble $\{h\}$ des branches fournisseuses.

Et comme chaque niveau relatif de productivité globale dans une de ces branches peut s'exprimer en fonction du niveau relatif de productivité propre à cette branche et des effets induits des branches amonts, il en résulte que l'on peut exprimer tout niveau relatif de productivité globale en fonction des niveaux relatifs de productivité propre (et des composition-travail en volume) de toutes les branches qui fournissent directement et indirectement, en moyen de production, la branche considérée (1), soit :

$$\varphi_{g_i}(t) = \varphi_i(t) \cdot f[\{\varphi_h(t)\}, \{\bar{\gamma}_h(t)\}, \bar{\gamma}_i(t)]$$

Nous pouvons expliciter une telle liaison pour deux cas simples.

1er cas :

La composition-travail a , en volume, le même niveau dans toutes les branches à toute période et les grains propres de productivité sont uniformes.

On a donc :

$$\begin{cases} \gamma_i(o) = \gamma(o) & \text{quelque soit } i \\ \bar{\gamma}_i(t) = \bar{\gamma}(t) & \text{quelque soit } i \\ \varphi_i(t) = \varphi(t) & \text{quelque soit } i. \end{cases}$$

Cette hypothèse d'uniformité entre toutes les branches assure que la productivité globale variera de la même façon dans toutes les branches,

(1) Nous rappelons que, dès lors que la norme de production d'une branche ne se réduit pas à un seul procès de travail, il n'est pas possible d'exprimer ceci en utilisant une matrice simple de coefficients techniques (i.e. : mesurés en unités physiques).

soit : $\varphi_{\sigma_i}(t) = \varphi_{\sigma}(t)$ quelque soit i.

Le volume du capital constant engagé dans la branche i (par unité produite) et sa valeur courante sont alors liés par la relation suivante :

$$\bar{c}_i(t) = \varphi_g(t) \cdot c_i(t)$$

d'où $\bar{\eta}(t) = \varphi_g(t) \cdot \eta(t)$

On en déduit donc :

- d'une part, l'expression du niveau relatif de productivité globale en fonction du niveau relatif de productivité propre et du montant en volume de la composition-travail, soit :

$$\varphi_g(t) = \varphi(t) [\bar{\eta}(t) + 1] - \bar{\eta}(t)$$

- d'autre part, l'expression donnant le montant de la composition-travail en valeur courante en fonction du montant de celle-ci en volume, et des gains propres de productivité, soit :

$$\eta(t) = \bar{\eta}(t) / [\varphi(t) [1 + \bar{\eta}(t)] - \bar{\eta}(t)]$$

La condition qui doit être vérifiée pour que, finalement, la composition-travail en valeur courante n'augmente pas, s'obtient facilement dans ce cas simple : il faut que le gain homogène de productivité globale soit égal à l'augmentation en volume de la composition-travail. Et cette condition, qui doit être exprimée en termes de lien entre l'élévation de la composition en volume et le gain propre uniforme de productivité, s'écrit :

$$\eta(t) = \eta(o) \quad \text{si :} \quad \varphi(t) = \frac{\bar{\eta}(t)}{\eta(o)} \cdot \frac{\eta(o) + 1}{\bar{\eta}(t) + 1}$$

Si le gain propre est supérieur, la composition baisse; s'il est inférieur, elle s'élèvera.

En ce qui concerne la composition organique du capital, son évolution finale dépendra, en plus, de l'évolution du degré d'exploitation. On a en effet :

$$\omega(t) = \gamma(t) [1 + \tau(t)]$$

La valeur créée par une heure de travail étant la même dans le temps, on aura :

$$v(t) [1 + \tau(t)] = v(0) [1 + \tau(0)]$$

Comme, d'autre part, les gains de productivité sont uniformes, on aura :

$$\bar{v}(t) = v(t) \cdot \varphi_g(t)$$

En utilisant ces trois relations, on constate que, si la composition-travail n'augmente pas finalement et que le volume de la force de travail croît comme le gain uniforme de productivité globale (soit : $\bar{v}(t)/v(0) = \varphi_g(t)$) alors la composition organique du capital n'augmente pas en valeur courante.

Dans ce premier cas simple, le niveau relatif de productivité apparente du travail - qui est uniforme - est égal au niveau relatif de productivité globale. Il suffit pour s'en convaincre de comparer les relations donnant chacun de ces niveaux en fonction de celui de la productivité propre ($p...$ pour φ_a et $p...$ pour φ_g), soit :

$$\varphi_a(t) = \varphi_g(t).$$

Le volume de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie, quels que soient les niveaux de production des diverses branches, est donc lié à sa valeur courante par la relation :

$$\overline{VA}(t) = \varphi_a(t) \cdot VA(t)$$

En notant que le niveau relatif de productivité apparente est une fonction de la composition-travail en volume (unique) et en retenant les notations utilisées dans le cadre de la théorie néo-classique des fonctions de production macro-économiques, cette relation peut s'écrire :

$$Q(t) = \varphi_a \left[\frac{K(t)}{L(t)}, t \right] \cdot L(t)$$

où : $Q(t) = \overline{VA}(t)$ est le volume du produit net
 $K(t) = \overline{C}(t)$ est le volume du capital constant (stock=flux)
 $L(t) = VA(t)$ est le nombre d'heures de travail fournies.

La notion de fonction de production que nous avons retenue est donc formellement identique à celle qui est définie, "à rendements d'échelle constants", dans la théorie néo-classique.

L'hypothèse d' "adaptabilité" du capital, qui doit être posée, dans ce corps théorique, pour que la notion de stock du capital en unités physiques ait un sens, trouve, à la lumière de notre apport critique, sa signification exacte : elle n'est autre que l'hypothèse d'homogénéité des compositions organiques et des fonctions de production que nous avons dû retenir pour parvenir à cette expression simple. Mais il est clair qu'elle ne peut être explicitée en ces termes par les théoriciens néo-classiques puisqu'ils masquent la réalité de l'exploitation derrière de prétendus facteurs de production distincts et incommensurables (1).

2ème cas

L'hypothèse d'homogénéité n'est retenue qu'au sein de chacune des deux grandes sections de l'économie. On a donc :

$$- \text{d'une part} \left\{ \begin{array}{l} \eta_i(0) = \eta_I(0) \\ \overline{\eta}_i(t) = \overline{\eta}_I(t) \\ \varphi_i(t) = \varphi_I(t) \end{array} \right\} \quad \begin{array}{l} \text{quelle que soit la branche} \\ i \text{ incluse dans la section I des moyens de} \\ \text{production} \end{array}$$

(1) Si l'on peut définir des "productivités marginales du travail et du capital"

$\frac{\partial Q}{\partial K}$ et $\frac{\partial Q}{\partial L}$, celles-ci se ramènent en fait à une seule catégorie qui est la "productivité marginale des forces productives" où : $d\varphi_a(\overline{\eta})/d\overline{\eta}$, dérivée de la fonction φ_a par rapport à $\overline{\eta}$ (de combien s'élève la productivité lorsqu'on élève quelque peu la composition-travail ?)

$$\text{-- d'autre part } \left\{ \begin{array}{l} \eta_i(o) = \eta_{II}(o) \\ \text{etc...} \end{array} \right\} \begin{array}{l} \text{quelle que soit la branche} \\ i \text{ incluse dans la section} \\ \text{II des moyens de subsis-} \\ \text{tance} \end{array}$$

Sous une telle hypothèse, la productivité globale est unique au sein de chacune des sections, et notamment au sein de la section I, ce qui permet de constater que :

$$\bar{c}_i(t) = \varphi_{g_I}(t) \cdot c_i(t) \quad \text{quelque soit } i$$

On en déduit que :

$$\left\{ \begin{array}{l} \bar{\eta}_I(t) = \varphi_{g_I}(t) \cdot \eta_I(t) \\ \bar{\eta}_{II}(t) = \varphi_{g_{II}}(t) \cdot \eta_{II}(t) \end{array} \right.$$

$$\left\{ \begin{array}{l} \varphi_{g_I}(t) = [\bar{\eta}_I(t) + 1] \varphi_I(t) - \bar{\eta}_I(t) = \varphi_{a_I}(t) \\ \varphi_{g_{II}}(t) = [\bar{\eta}_{II}(t) + 1] \varphi_{II}(t) \cdot \frac{\varphi_{g_I}(t)}{\varphi_{g_I}(t) + \bar{\eta}_{II}(t)} = \end{array} \right.$$

$$\varphi_{a_{II}}(t) \cdot \frac{\varphi_{a_{II}}(t) + \bar{\eta}_{II}(t)}{\varphi_{a_I}(t) + \bar{\eta}_{II}(t)}$$

Le niveau relatif de productivité globale dans la Section I est encore égal au niveau relatif de productivité apparente; mais ce n'est plus le cas pour la Section II.

La condition pour que, finalement, la composition-travail moyenne n'augmente pas, ne s'exprime plus de façon simple : une élévation relative dans l'une des sections peut, en effet, être compensée par un abaissement dans l'autre. Mais, si la composition-travail s'élève, en volume, de façon uniforme dans les deux sections (soit $\bar{\eta}_I(t) / \eta_I(o) =$

$\bar{\eta}_{II}(t) / \eta_{II}(o)$) il suffit que le gain global et uniforme de productivité dans la Section I soit égal à cette élévation en volume, pour que la composition-travail de l'ensemble de l'économie n'augmente pas.

En ce qui concerne l'évolution de la composition organique du capital, on peut avancer la même conclusion que dans le premier cas. L'homogénéité au sein de la Section II assure, en effet, que la valeur courante de la force de travail sera proportionnelle à son volume selon le gain uniforme de productivité globale dans cette section. Le degré d'exploitation reste donc constant si le volume de la force de travail croît comme ce gain.

Dans ce second cas, le volume de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie n'est plus lié de façon simple à sa valeur.

En notant $q(t) = VA_I(t) / VA(t)$, la proportion entre l'emploi dans la Section I et l'emploi dans l'ensemble de l'économie à la date t , on peut écrire :

$$\overline{VA}(t) = \overline{VA}_I(t) + \overline{VA}_{II}(t) = \left\{ q(t) \cdot \varphi_{a_I}(t) + [1 - q(t)] \varphi_{a_{II}}(t) \right\} V$$

Cette forme ne se réduit pas à une fonction simple du type :

$$Q/L = \psi(K/L).$$

Que peut-on tirer de l'étude de ces deux cas simples relativement au cas général où il n'y a pas homogénéité entre branches? Si aucunes indications quantitatives précises n'en sont directement déductibles (1), il est cependant possible d'étendre, de façon qualitative certaines conclusions; et notamment le fait que la composition-travail (d'une branche, du capital social...) en valeur courante peut très bien rester inchangée dans le temps et même s'abaisser, même si elle s'est élevée en volume. Tout dépend de l'importance des gains propres de productivité relativement au "coût" de ces gains en terme d'élévation initiale de la composition en volume.

Ainsi, en se situant au niveau du capital social et en analysant l'évolution qui a lieu du point de vue de la classe dominante, on pourra parler :

(1) Une exception seulement; on a : $\frac{\overline{VA}(t)}{VA(t)} = \sum_i q_i(t) \cdot \varphi_{a_i}(t)$

- d'une révolution efficace des forces productives, de o à t, si la composition-travail moyenne en valeur courante (η^*) s'abaisse finalement;
- d'une révolution neutre des forces productives, si la composition-travail moyenne reste inchangée;
- d'une révolution coûteuse des forces productives, lorsque celle-ci augmente finalement.

(Nous n'envisageons, bien évidemment, que les seules transformations des forces productives qui élèvent la productivité sociale, c'est-à-dire le degré d'exploitation à volume donné de la force de travail).

Une telle typologie du "progrès technique" ne relève en rien du mouvement qui peut, dans le même temps, affecter ce degré général d'exploitation : il est essentiel, en effet, de bien distinguer ce qui relève des conditions d'obtention d'un gain donné de productivité sociale (i.e. : sera-t-il obtenu de façon efficace, neutre ou coûteuse ?) du fait que la classe ouvrière peut imposer (ou non) une élévation de son pouvoir d'achat. C'est au niveau de l'évolution du taux général de profit que s'articulent ces divers aspects, ce qui marque bien la distinction qu'il convient de faire entre productivité et rentabilité.

. Effets induits avec force de travail unique et reproduction continue

Nous abandonnons maintenant le cadre schématique d'une succession de périodes de production afin de traiter du capital fixe et de la dévalorisation du capital déjà installé.

Dans le cadre du procès continu de reproduction du capital, chaque flux d'investissement brut en capital fixe réalisé sur une courte période dt , et dans une branche i , inclura :

1°/ le remplacement à l'identique d'outils de production entrant dans des procès de travail déjà installés;

2°/ l'introduction de nouveaux outils de production dans de tels procès;

3°/ la mise en oeuvre de nouveaux procès de travail.

Il ne relève donc pas d'une composition-travail en volume unique.

Pour simplifier l'analyse nous envisageons le seul cas particulier où les durées de vie physique de tous les outils de production sont identiques et inchangées dans le temps : une telle hypothèse assure que tous les outils de production relatifs à un procès de travail donné - et qui ont été mis en oeuvre dans le cadre d'un flux donné d'investissement brut - sont tous usés au même moment; elle assure donc que tout flux d'investissement en capital fixe productif correspond à la mise en oeuvre de nouveaux procès de travail (identiques ou non à des procès précédents).

Dès lors, nous pouvons considérer que tout flux d'investissement fixe brut réalisé dans une branche i sur la courte période $d\theta$ - soit $\bar{T}_i(\theta)d\theta$ en volume - relève d'une composition-travail avancée moyenne à laquelle correspond un niveau relatif de productivité propre donné.

Soit : $\bar{\Sigma}_i^{\theta}(\theta)$ la composition-travail avancée en volume relative à ce flux d'investissement (1);

$$\bar{\eta}_i^{\theta}(\theta) = \bar{\Sigma}_i^{\theta}(\theta) + \bar{\Sigma}_i^{\theta}(\theta) \quad \text{la composition-travail engagé(2)}$$

$$\varphi_i^{\theta}(\theta) \quad \text{le niveau relatif de productivité propre correspondant.}$$

On a :

$$\varphi_i^{\theta}(\theta) = \varphi[\bar{\Sigma}_i^{\theta}(\theta)]$$

(1) Nous retenons la notation $\bar{\Sigma}_i^{\theta}(\theta)$ pour indiquer qu'il s'agit de la composition correspondant i à l'investissement brut réalisé à la date θ et pour la différentier de $\bar{\Sigma}_i^{\theta}(\theta)$ qui est, à la même date, la composition moyenne dans la branche.

(2) Comme, sous l'hypothèse d'une force unique de travail, on a $va^0 = va$ la valeur 0 d'une marchandise s'écrit :

$$\frac{cf}{T} + \bar{c}i + va_i = m_i^0$$

$$\text{soit : } (\bar{\Sigma} + \bar{\Sigma} + 1) va_i = m_i^0$$

$$\text{d'où : } \bar{\eta} = \bar{\Sigma} + \bar{\Sigma}$$

$$\text{On rappelle que : } \bar{\Sigma}' = \bar{\Sigma} / T$$

Il nous importe maintenant d'en déduire quelle est la situation moyenne dans chaque branche à la date t (compositions-travail moyennes et niveau relatif de productivité propre moyenne).

Cette situation moyenne dépendra nécessairement de la durée de vie effective des équipements : or, avec l'élévation de la productivité, on aura des mises au rebut avant usure physique. On ne peut donc considérer que la durée de vie effective sera la durée de vie physique.

Cependant, il est utile pédagogiquement de faire d'abord comme si cette durée n'était pas le plus souvent inférieure pour analyser ensuite les causes et les conséquences d'une telle réduction.

Admettons donc que les durées de vie de tous les moyens de travail sont égales à la durée de vie physique unique.

Le stock de capital fixe brut en volume, existant dans une branche i (1) à la date t , est alors :

$$\overline{CF}(t) = \int_{t-T}^t \overline{I}(\theta) d\theta$$

Soit $\overline{S}'(t)$, $\overline{S}(t)$, $\overline{Z}(t)$ et $\overline{\eta}(t)$ les compositions-travail moyennes à la date t .

Si $VA(t)$ et $\overline{CI}(t)$ sont les flux de valeur ajoutée et de volume des consommations intermédiaires à la date t , mesurés sur la période unité servant à estimer la durée de vie T , et correspondant à ce stock de capital fixe, on a :

$$\overline{S}'(t) = \frac{\overline{CF}(t)}{VA(t)}, \quad \overline{S}(t) = \frac{\overline{CF}(t)}{T \cdot VA(t)}, \quad \overline{Z}(t) = \frac{\overline{CI}(t)}{VA(t)}$$

$$\text{et } \overline{\eta}(t) = \overline{S}(t) + \overline{Z}(t)$$

Soient $\overline{VA}^{\theta}(t)$ et $\overline{CI}^{\theta}(t)$ les fractions de ces flux qui sont relatifs à la fraction du stock de capital correspondant au flux d'investissement $\overline{I}(\theta) d\theta$

(1) Pour simplifier la présentation, nous ne faisons pas figurer l'indice i de la branche.

On a donc : $VA(t) = \int_{t-T}^t VA^{\theta}(\theta) d\theta$ et $\overline{CI}(t) = \int_{t-T}^t \overline{CI}^{\theta}(\theta) d\theta$

En posant $\mu(\theta) = VA^{\theta}(t) / VA(t)$, tel que $\int_{t-T}^t \mu(\theta) d\theta = 1$

on en déduit les résultats suivants :

$$\overline{\Sigma}(t) = \int_{t-T}^t \overline{\Sigma}^{\theta}(\theta) \cdot \mu(\theta) d\theta$$

$$\overline{\Xi}(t) = \int_{t-T}^t \overline{\Xi}^{\theta}(\theta) \cdot \mu(\theta) d\theta$$

d'où $\overline{\eta}(t) : \int_{t-T}^t \overline{\eta}^{\theta}(\theta) \cdot \mu(\theta) d\theta$

En ce qui concerne enfin le niveau relatif de productivité propre moyenne à la date t , il est utile, pour le définir, de déterminer d'abord le niveau relatif de productivité apparente moyenne.

On a en effet : $\varphi_a(t) = \overline{VA}(t) / VA(t) = \int_{t-T}^t \varphi_a^{\theta}(\theta) \cdot \mu(\theta) d\theta$

Il en résulte que : $\varphi(t) = \frac{\int_{t-T}^t [1 + \overline{\eta}^{\theta}(\theta)] \varphi^{\theta}(\theta) \cdot \mu(\theta) d\theta}{1 + \int_{t-T}^t \overline{\eta}^{\theta}(\theta) \cdot \mu(\theta) d\theta}$

puisque : $\varphi_a(t) = [1 + \overline{\eta}(t)] \varphi(t) - \overline{\eta}(t)$

soit encore : $\varphi(t) = \int_{t-T}^t \varphi^{\theta}(\theta) \cdot \Xi(\theta) d\theta$

Ces expressions indiquent les systèmes de pondérations $[\mu(\theta)$ et $\Xi(\theta)]$ qui s'appliquent aux niveaux relatifs de productivité

(propre et apparente) liés aux investissements successifs réalisés, pour parvenir aux productivités moyennes. Il en ressort que si la productivité propre moyenne n'est pas obtenue avec le même système que la composition-travail moyenne ($\bar{z}(\theta) \neq \mu(\theta)$), il est par contre le même pour la productivité apparente moyenne et la composition-travail moyenne ($\mu(\theta)$).

Mais, à l'inverse, si $\varphi^\theta(\theta)$ n'est fonction que $\bar{z}'^\theta(\theta)$, on constate que $\varphi_{\alpha'}^\theta(\theta)$ est aussi fonction de $\bar{z}'^\theta(\theta)$ et de T .

Il n'est donc pas possible d'écrire que le niveau relatif de productivité propre moyen est une fonction simple de la composition-travail avancé moyenne :

$$\varphi(t) \neq f[\bar{z}'(t), t]$$

même si l'on admet que l'on a : $\varphi^\theta(\theta) = f[\bar{z}'^\theta(\theta), \theta]$

En ce qui concerne maintenant les compositions-travail en valeur courante, on peut reproduire le raisonnement effectué dans le cadre de la schématisation en périodes successives dans la mesure où, à toute date t et dans chaque branche, le niveau relatif de productivité globale (qui n'a de sens qu'en moyenne) est toujours donné par la relation :

$$\varphi_{g_i}(t) = \varphi_i(t) \frac{1 + \bar{\eta}_i(t)}{1 + \eta_i(t)}$$

Plaçons-nous d'abord dans le cas où il y a complète uniformité dans toutes les branches.

Une telle hypothèse n'est compatible qu'avec une répartition inchangée dans le temps du volume d'investissement entre les branches et une identité des compositions-travail relatives aux investissements réalisés, à un même moment, dans les diverses branches, soit :

$$\begin{cases} \bar{z}_i^\theta(\theta) = \bar{z}^\theta(\theta) & \text{quel que soit } i, \text{ etc..} \\ \varphi_i^\theta(\theta) = \varphi^\theta(\theta) & \text{quel que soit } i \end{cases}$$

Dans ces conditions le niveau relatif de productivité globale est unique et l'on a :

$$\varphi_g(t) = \varphi_a(t)$$

Comme, pour chaque branche, le stock de capital fixe en valeur courante est lié à son volume par :

$$\overline{CF}_i(t) = \varphi_g(t) \cdot CF_i(t)$$

$$\text{on a } \sum_i(t) = \sum(t) = \overline{\sum}(t) / \varphi_g(t)$$

Comme on a de même, pour le flux de capital constant circulant :

$$\overline{CI}_i(t) = \varphi_g(t) \cdot CI_i(t)$$

$$\text{il en résulte que } \sum_i(t) = \sum(t) = \overline{\sum}(t) / \varphi_g(t)$$

$$\text{d'où } \eta(t) = \overline{\eta}(t) / \varphi_g(t)$$

Pour apprécier comment ces composantes auront tendance à évoluer, nous retenons l'hypothèse d'une reproduction régulière au cours de laquelle :

1°/ le volume de l'investissement augmente régulièrement

$$\overline{I}(t) = I(0) \cdot e^{xt}$$

2°/ la composition-travail avancé croît aussi régulièrement

$$\overline{\sum}^{\theta}(\theta) = \sum^{\circ}(0) \cdot e^{a\theta}$$

3°/ la composition-travail en volume $\overline{\sum}^{\theta}(\theta)$ progresse aussi régulièrement, soit :

$$\overline{\sum}^{\theta}(\theta) = \sum^{\circ}(0) \cdot e^{\beta\theta}$$

On en déduit que :

$$\overline{CF}(t) = \frac{I(0)}{x} (1 - e^{-xt}) e^{xt}$$

$$VA(t) = \frac{I(0)}{T \cdot \sum^{\circ}(0)} \cdot \frac{1 - e^{-(x-\alpha)T}}{x - \alpha} e^{(x-\alpha)t}$$

$$\mu(\theta) = (x - \alpha) \frac{e^{(x-\alpha)(\theta-t)}}{1 - e^{-(x-\alpha)T}}$$

$$\bar{Z}(t) = \frac{x - \alpha}{x} \cdot \frac{1 - e^{-xT}}{1 - e^{-(x - \alpha)T}} Z^0(o) \cdot e^{\alpha t}$$

$$\bar{Z}(t) = \frac{x - \alpha}{x + \beta - \alpha} \cdot \frac{1 - e^{-(x + \beta - \alpha)T}}{1 - e^{-(x - \alpha)T}} Z^0(o) \cdot e^{\beta t}$$

Ainsi : - le volume du stock de capital fixe croît au même rythme que l'investissement;

- la valeur ajoutée courante (ou rythme d'augmentation de l'emploi) progresse à un rythme régulier inférieur : $(x - \alpha)$

tandis que les deux compositions-travail moyennes progressent aux rythmes régulier α et β précédemment définis.

La composition-travail engagé moyenne ($\bar{\eta} = \bar{Z} + \bar{Z}$) ne progressera pour sa part à un rythme régulier que si $\alpha = \beta$.

Admettons enfin que le niveau relatif de productivité apparente du travail lié à chaque investissement réalisé croisse aussi à un rythme constant; soit :

$$\varphi_a^t(t) = e^{\gamma t} \quad (\text{pour } \varphi_a^0(o) = 1) \quad (1).$$

Dans ce cas, le niveau relatif de productivité apparente moyenne croît aussi à ce rythme γ ; on a en effet :

(1) Il convient de noter qu'une telle hypothèse n'est pas équivalente à celle qui consisterait à retenir un rythme constant de croissance du niveau relatif de productivité propre; s'il en était ainsi la productivité apparente ne s'élèverait de façon régulière puisque :

$$\varphi_a^t(t) = [1 + Z^0(o)e^{\alpha t} + Z^0(o)e^{\beta t}]e^{\gamma t} - [Z^0(o)e^{\alpha t} + Z^0(o)e^{\beta t}]$$

pour $\varphi_a^t(t) = e^{\gamma t}$

Donc, à l'inverse, si $\varphi_a^t(t) = e^{\gamma t}$ on aura $\varphi_a^t(t) \neq e^{\gamma t}$. Et ceci, même si les rythmes α et β sont égaux.

$$\varphi_a(t) = \frac{x - \gamma - \alpha}{x + \gamma - \alpha} \cdot \frac{1 - e^{-(x + \gamma - \alpha)T}}{1 - e^{-(x - \alpha)T}} e^{\gamma t}$$

Il en résulte que :

- la productivité globale ($\varphi_g = \varphi_a$) croît à ce rythme;
- le volume de la valeur ajoutée globale croît à un rythme constant : $(x - \alpha + \gamma)$.

On a : $\overline{VA}(t) = \varphi_a(t) \cdot VA(t)$

soit : $\overline{VA}(t) = \frac{I(0)}{T \cdot \sum^*(0)} \cdot \frac{1 - e^{-(x + \gamma - \alpha)T}}{x - \alpha + \gamma} e^{(x - \alpha + \gamma)t}$

Ainsi, la composition-travail engagé en valeur courante ne restera inchangée dans le temps que si le rythme de croissance de la productivité est égal au rythme de croissance de la composition-travail engagé en volume :

$$\sum'(t) = c^{\alpha t} \quad \text{si} \quad \alpha = \gamma$$

De même, la composante $\sum(t)$ restera constante si $\beta = \gamma$

En admettant enfin que $\alpha = \beta$, c'est-à-dire que le volume du capital constant circulant par unité produite s'élève dans la même proportion que le volume du capital fixe avancé (et engagé puisque $T = c^{\alpha t}$), la composition-travail engagé en valeur courante $[\eta(t)]$ restera inchangée si $\alpha = \gamma$.

On ne fait donc que retrouver les conclusions que nous avons dégagées à partir d'une schématisation en périodes successives, et qui nous avaient permis de parler de révolution efficace, neutre ou coûteuse des forces productives.

Notre lecteur est alors en droit de se demander quel intérêt particulier présente une telle analyse en régime continu : cette utilité apparaîtra clairement lorsque nous aborderons la question de l'observation statistique dans la section suivante, et donc celle du type de fonction de production (et de déformation dans le temps de cette fonction) que l'on ne peut retenir.

C'est dans ce cadre que nous aborderons le cas où les durées de vie physique ne sont pas identiques.

Mais il nous faut maintenant traiter des conséquences de la révolution des forces productives sur la durée de vie effective des équipements déjà installés.

Dès lors, en effet, qu'il y a "progrès technique", que le pouvoir d'achat ouvrier augmente et que le prix de marché dans une branche tend à se former à partir de la valeur sociale du moment, on aura pour chaque procès de travail installé une diminution dans le temps du reflux de profit brut (avant amortissement). Il est donc possible qu'il arrive un moment où celui-ci ne permettra plus de rentabiliser le capital circulant continuellement réengagé, bien que la durée de vie physique de certains équipements ne soit pas atteinte. La direction capitaliste de ce procès de travail a alors tout intérêt à l'arrêter. La durée de vie économique peut donc être inférieure à la durée de vie physique.

Notons bien que ce n'est pas la baisse de valeur des équipements nouvellement produits, et identiques à ceux déjà installés, qui peut provoquer une telle mise au rebus avant usure physique. Cette dévalorisation ne se manifeste qu'au niveau du profit net, après amortissement au prix d'achat initial. C'est au contraire la mise en oeuvre, dans la branche considérée, de procédés de fabrication nouveaux et plus productifs (en volume) qui la provoque (en ignorant ici les processus de domination qui peuvent se produire). A partir du moment où l'achat d'un équipement a déjà été effectué, seul compte en effet pour une direction le reflux de profit brut rapporté au capital circulant qui, lui, est continuellement réinvesti.

(Si nous supposons que la durée de vie physique est unique, nous pouvons ignorer le fait que la question de la mise au rebus possible se pose aussi lors du remplacement de certaines machines à durée de vie plus faible).

Dans le cadre des hypothèses faites dans cette sous-section (durée de vie physique unique, uniformité des compositions-travail et des gains de productivité entre branches, rythme de croissance régulier) nous pouvons chercher à préciser à quelles conditions la durée de vie économique, unique dans ce champ d'hypothèses, pourra être inférieure à la durée de vie physique.

Soit T' cette durée de vie économique unique.

Pour la même chronique d'investissement fixe en volume ($\bar{I}(t) = I(0)e^{xt}$) le stock global de capital fixe brut en volume à la date t sera inférieur au montant précédemment défini si $T' < T$.

$${}^A\overline{CF}(t) = \frac{\bar{I}(t)}{x} (1 - e^{-xT'}) = \frac{\overline{CF}(t)}{g} \quad \text{avec} \quad g = \frac{1 - e^{-xT}}{1 - e^{-xT'}} > 1$$

D'autre part, à la date t , le niveau relatif de productivité globale et les compositions-travail moyennes en volume sont différents : le système des valeurs actuelles l'est donc aussi. Rappelons que celui-ci se définit toujours à partir des durées de vie physique.

Prenons comme base, pour l'appréciation des volumes, le système des valeurs qui correspondrait au cas où toute la production est réalisée avec les compositions relatives à l'investissement $I(o)$.

On trouve que :

- la valeur ajoutée globale : ${}^1VA(t) = VA(t) / h$

$$\text{avec } h = \frac{1 - e^{-(x-\alpha)T}}{1 - e^{-(x-\alpha)T'}} > 1$$

- la composition-travail engagé en volume :

$${}^1\bar{\Sigma}'(t) = \bar{\Sigma}'(t) h/g$$

et de même :

$${}^1\bar{\Sigma}(t) = \bar{\Sigma}(t) h/g \quad \text{où : } h/g > 1$$

- le niveau relatif de productivité globale :

$${}^1\varphi(t) = \varphi(t) h/g$$

Ainsi, l'emploi global est plus limité, la productivité est plus élevée, mais les compositions-travail en valeur courante restent inchangées.

Admettons que le degré d'exploitation reste inchangé dans le temps (1), et que les compositions-travail restent constantes dans le temps (2).

(1) Cette hypothèse consiste à supposer que le pouvoir d'achat (ou volume de la force de travail) croît comme les gains de productivité.

(2) Il faut, pour ce faire, que $(\alpha = \beta) = \gamma$, c'est-à-dire que les gains de productivité équilibrent la hausse constante de la composition-travail (qui est unique si $\alpha = \beta$). Cette hypothèse, jointe à la précédente d'un degré inchangé d'exploitation, assure que le taux général de profit reste constant : elle est finalement cohérente avec l'hypothèse d'une progression régulière de l'investissement brut en volume.

Dans ce cadre, nous pouvons déterminer comment la durée de vie effective T' variera en fonction du rythme α des gains globaux de productivité.

Soit, en effet, un investissement réalisé à la date θ . Le reflux de profit brut qui peut être dégagé à la date t du procès de travail ainsi mis en oeuvre, dépend du système des valeurs en vigueur à la date t ; soit ${}^1pfb'_t(\theta)$ ce profit brut.

En supposant, pour simplifier, que le capital circulant avancé est nul, ce procès de travail sera arrêté et mis au rebus à partir de la date où ce profit brut courant devient nul.

Comme on a uniformité des compositions organiques, on peut écrire :

$${}^1pfb'_t(\theta) = {}^1M'_t(\theta) - {}^1V'_t(\theta) - {}^1CI'_t(\theta)$$

sachant, d'autre part, que la valeur ajoutée courante est, pour ce procès de travail, la même dans les deux situations (T et T'), soit :

$${}^1VA'_t(\theta) = VA'(t)$$

Comme on a :

$${}^1V'_t(\theta) = \frac{VA'(\theta)}{1 + {}^1\tau}$$

$${}^1CI'_t(\theta) = \frac{{}^1CI'(\theta)}{{}^1\varphi_g(t)} = \frac{\bar{\Sigma}^\theta(\theta)}{{}^1\varphi_g(t)} \cdot VA'(t)$$

$$\begin{aligned} {}^1M'_t(\theta) &= \frac{\bar{M}'(\theta)}{{}^1\varphi_g(t)} = M'(\theta) \cdot \frac{\varphi_g(\theta)}{{}^1\varphi_g(t)} = \\ &= \frac{\bar{\eta}^\theta(\theta) + \varphi_g(\theta)}{{}^1\varphi(t)} \cdot VA'(t) \end{aligned}$$

il en résulte que le reflux de profit brut peut devenir nul lorsque :

$$\bar{\eta}^\theta(\theta) + \varphi(\theta) = \bar{\Sigma}^\theta(\theta) + \frac{{}^1\varphi(t)}{1 + {}^1\tau}$$

Et l'on aura alors $T' = t - \theta$, puisque à cette date t l'investissement réalisé à la date θ est mis au rebus.

En admettant, enfin, que le pouvoir d'achat ouvrier est le même, soit $\frac{1}{\bar{v}}(t) = \bar{v}(t)$ (1), il en résulte que le lien entre α et T' est donné par la relation suivante (2) :

$$\boxed{\zeta^0_{(0)} + 1 = \frac{e^{\alpha T'}}{1 + \tau}}$$

On peut donc conclure que :

- la durée de vie économique sera égale à la durée de vie physique tant que le rythme de croissance des gains de productivité est inférieur à α_1 , tel que

$$e^{\alpha_1 T} = (1 + \tau) [\zeta^0_{(0)} + 1]$$

- si ce rythme de croissance est supérieur ($\alpha > \alpha_1$), la durée de vie économique sera inférieure à la durée de vie physique;
- la durée de vie effective est indépendante du rythme α de croissance en volume de l'investissement fixe.

. Effets induits avec révolution de l'échelle de réduction

Si l'on ne fait plus l'hypothèse d'une force unique de travail soumise au même usage dans le temps, on sait que l'on ne peut rattacher directement l'échelle des valeurs courantes d'une date quelconque à celle des valeurs initiales. On ne peut donc définir simplement le niveau relatif de productivité globale dans chaque branche par $m_1(0) / m_1(t)$ puisque l'une et l'autre valeurs sont relatives à deux ensembles définis à une constante près.

(1) Une telle hypothèse conduit à ce que l'on ait : $1 + \frac{1}{1 + \tau} = h/g$ ou encore que : $\frac{1}{1 + \tau} \varphi(t) = \varphi(t) / 1 + \tau$

(2) Pour $\varphi^0(0) = 1$.

Seule l'évolution du degré général d'exploitation traduit l'élévation de la productivité sociale, et dans une branche particulière, on peut seulement parler d'une progression plus (ou moins) importante de la productivité globale relativement à une autre branche. Toutefois, pour que l'évolution effective du degré d'exploitation ne reflète que les effets de l'élévation de la productivité sociale, encore faut-il, nous l'avons vu, que l'on raisonne à "valeurs d'usages inchangées" (c'est-à-dire, à normes de consommation, ou volumes des forces de travail, inchangées et à intensité et durée inchangées). Or, il n'y a strictement aucune raison pour qu'il en soit ainsi.

Ce constat marque les limites d'une démarche de formalisation qui revient toujours à utiliser les outils de la logique formelle.

Nous pouvons seulement traiter de quelques cas hypothétiques où un raccord dans le temps peut être établi.

1er cas :

Considérons d'abord le cas où les forces de travail utilisées à la date t se ramènent à une catégorie unique qui ne diffère de la catégorie unique utilisée à la date 0 , que par l'intensité de son fonctionnement.

On peut alors rattacher les valeurs courantes (t) aux valeurs courantes (0), en considérant qu'une heure de travail crée une valeur unitaire à la date (0) et une valeur $\delta(t)$ à la date t . Et l'on aura :

$$va_i(t) = va_i^0(t) = n_i(t) \cdot \delta(t).$$

On parvient ainsi aux mêmes expressions pour les niveaux relatifs de productivité globale et les liens entre composition-travail en volume et composition-travail en valeur courante.

Dans le cas de complète homogénéité, la fonction unique de production s'écrit toujours : $VA(t) = \varphi_a(t) \cdot VA(t)$; mais la valeur ajoutée courante ne s'exprime plus simplement en nombre d'heures de travail. On aura $VA(t) = \delta(t) \cdot L(t)$.

Ainsi, le volume de produit net par heure de travail, $Q(t) / L(t)$, s'élèvera dans le temps, non seulement du fait des gains propres de productivité liés à l'élévation de la composition-travail en volume, mais aussi du fait de l'élévation de l'intensité du travail.

Quant à la composition-travail en volume, elle s'écrit :
 $K(t) / L(t) = \delta(t)$. Son élévation est donc inférieure à ce qui en est mesuré par le seul indicateur $K(t) / L(t)$.

Nous aurons à tenir compte de ce double constat dans la section suivante.

2ème cas :

Considérons maintenant le cas où la nature des forces de travail utilisées à la date (t) est identique à celle de la date (o), en ce sens que chaque force de travail d'une qualification donnée est soumise au même usage à la date (o) et à la date (t).

La variation du volume de la force de travail d'une qualification k ne reflète dès lors que la variation du pouvoir d'achat de celle-ci.

L'échelle de réduction à la date (t) sera identique à l'échelle de réduction à la date (o) si les divers volumes varient dans la même proportion et si les gains globaux de productivité sont uniformes.

Si nous nous plaçons dans ce cadre particulier d'hypothèses, on aura :

$$\bar{v}_k(t) = z(t) \cdot v_k(o)$$

$$\bar{v}_k(t) = \varphi_g(t) \cdot v_k(t)$$

$$\text{d'où} \quad v_k(t) = v_k(o) \cdot z(t) / \varphi_g(t).$$

$$\text{Comme :} \quad \frac{d_k(o)}{v_k(o)} = c^{At} \quad \text{et} \quad \frac{d_k(t)}{v_k(t)} = c^{At},$$

on peut écrire : $d_k(o) = d_k(t)$, pour fixer le rapport entre les niveaux absolus des valeurs.

$$\begin{aligned} \text{Ceci est bien possible car :} \quad d_k(o) &= [1 + \tau(o)] v_k(o) \\ d_k(t) &= [1 + \tau(t)] v_k(t) \end{aligned}$$

$$\text{d'où :} \quad \frac{1 + \tau(t)}{1 + \tau(o)} = \frac{v_k(o)}{v_k(t)} = \frac{\varphi_g(t)}{z(t)}, \text{ qui est bien indépendant de } k.$$

Le niveau relatif uniforme de productivité globale est tel que :

$$\varphi_g(t) = z(t) \cdot \frac{1 + \tau(t)}{1 + \tau(0)}.$$

Pour chaque branche on a : $va_i(t) = \sum_k m_{ik}(t) \cdot d_k(t) = va_i^0(t) = \sum_k n_{ik}(t) \cdot d_k(0).$

Sur la base de cette invariance ($va_i(t) = va_i^0(t)$), on peut dégager les mêmes résultats que dans l'hypothèse d'une force unique de travail.

Si la fonction unique de production s'écrit toujours :

$$\overline{VA}(t) = \varphi_a(t) \cdot VA(t)$$

on doit cependant remarquer que la valeur ajoutée globale courante n'est plus égale à $L(t) = \sum_k L_k(t)$ mais à $\sum_k L_k(t) \cdot d_k.$

L'augmentation dans le temps du produit net par heure de travail, soit $Q(t) / L(t)$, ne reflète donc qu'en partie l'élévation de la productivité apparente (ou globale ici) du travail lorsque la composition du travailleur collectif, en termes de qualifications utilisées, évolue dans le temps.

De même, l'indicateur de composition $K(t) / L(t)$ ne reflète qu'imparfaitement la composition-travail en volume $K(t) / \sum_k L_k(t) \cdot d_k$

Nous devons aussi tenir compte de ce double constat dans la section suivante.

Les conclusions tirées de l'analyse de ces deux cas particuliers peuvent être combinées et étendues afin d'apprécier toute évolution réelle dans laquelle intensité et structure des qualifications changent.

On peut d'abord définir l'évolution de la productivité globale générale. Si $\delta(t)$ est l'évolution moyenne de l'intensité du travail et $\tilde{g}(t)$ l'évolution moyenne du pouvoir d'achat, on aura :

$$\tilde{\varphi}_{g(t)} = \frac{\tilde{\gamma}(t)}{\tilde{\delta}(t)} \cdot \frac{1 + \tau(t)}{1 + \tau(o)} \quad (1)$$

Par contre, nous avons vu que l'on ne pouvait définir le niveau absolu de la productivité globale d'une branche particulière. Seuls sont répertoriés quantitativement les écarts relatifs d'évolution, soit pour deux branches i et j :

$$\varphi_{g_i}(t) / \varphi_{g_j}(t) = \lambda_{ij}(t) = \frac{m_i(o)}{m_i(t)} \cdot \frac{m_j(t)}{m_j(o)}$$

(1) Soit $g_k(t) = \frac{\sum b_{kl}(t) m_l(o)}{\sum b_{kl}(o) m_l(o)}$, l'augmentation du pouvoir d'achat de la qualification k .

Soit $\delta_k(t) = \frac{d_k^o(t)}{d_k^o(o)}$, l'augmentation de l'intensité du travail pour cette qualification.

$$\text{On doit avoir : } \frac{\delta_k(t)}{g_k(t)} = \frac{\delta_h(t)}{g_h(t)} = \dots$$

puisque les différences d'évolution de l'intensité se retrouvent nécessairement en différences d'évolution du pouvoir d'achat.

Posons : $\tilde{\gamma}(t) = \sum_{ik} d_k^o(t) \cdot n_{ik}(o) q_i(o)$ pour $\sum_{ik} n_{ik}(o) q_i(o) = 1$

$$\text{et } \beta_l^o(t) = \sum_{ik} b_{kl}(t) \cdot n_{ik}(o) q_i(o)$$

L'augmentation moyenne du pouvoir d'achat est alors :

$$\tilde{g}(t) = \frac{\sum \beta_l^o(t) \cdot m_l(o)}{\sum (\beta_l^o(o) \cdot m_l(o))}$$

Il en résulte que :

$$\frac{1 + \tau(t)}{1 + \tau(o)} = \frac{\sum \beta_l^o(t) \cdot m_l(o)}{\sum \beta_l^o(t) \cdot m_l(t)} = \frac{\tilde{\delta}(t)}{\tilde{g}(t)} \cdot \frac{1 + \tau(t)}{1 + \tau^o(t)} = \frac{\tilde{\delta}(t)}{\tilde{g}(t)} \cdot \tilde{\varphi}_{g(t)}$$

c.q.f.d.

Ce rapport peut encore s'écrire :

$$\varphi_{g_i}(t) / \varphi_{g_j}(t) = \frac{\varphi_i(t)}{\varphi_j(t)} \cdot \frac{1 + \bar{\eta}_i(t)}{1 + \bar{\eta}_j(t)} \cdot \frac{1 + \eta_j(t)}{1 + \eta_i(t)} \cdot \mu_{ij}(t)$$

$$\text{où : } \mu_{ij}(t) = \frac{va_i^o(t)}{va_j^o(t)} \cdot \frac{va_j(t)}{va_i(t)}$$

Mais si l'on pose $\frac{va_i(t)}{va_i^o(t)} = \mu_i$, on peut toujours écrire :

$$\varphi_{g_i}(t) = \frac{\lambda}{\mu_i} \cdot \frac{1 + \bar{\eta}_i(t)}{1 + \eta_i(t)} \varphi_i(t)$$

formule indiquant que φ_{g_i} n'est défini qu'à une constante près.

Et l'on peut encore écrire $\mu_i = \lambda \cdot \mu_i^*$, où μ_i^* ne dépend plus de la force de travail particulière qui, à la date t , sert à définir le niveau absolu des valeurs. Il ne tient compte que de la déformation particulière du travailleur collectif de la branche i relativement à la déformation moyenne de la classe ouvrière. Finalement on a :

$$\varphi_{g_i}(t) = \frac{\varphi_i(t)}{\mu_i^*(t)} \cdot \frac{1 + \bar{\eta}_i(t)}{1 + \eta_i(t)}$$

A partir de cette formule générale peut être compris le passage de la composition-travail en volume à la composition-travail en valeur courante.

$$\text{On a : } \eta_i(t) = \frac{C_i(t)}{va_i(t)} = \frac{\bar{\eta}_i(t)}{\mu_i(t)} \cdot \frac{C_i(t)}{\bar{C}_i(t)} =$$

$$\frac{\bar{\eta}_i(t)}{\mu_i^*(t)} \cdot \frac{\sum_k \bar{C}_{ik}(t) / \varphi_{g_k}(t)}{\bar{C}_i(t)}$$

. De quelques fonctions de production particulières

Nous traitons maintenant des formes que peut revêtir la fonction de production et sa déformation dans le temps.

(Il s'agit de la fonction de production d'une branche particulière; mais sous l'hypothèse de complète homogénéité, il s'agit alors d'une fonction globale unique).

Nous avons constaté que, lorsqu'on abandonne l'hypothèse de périodes successives de production où capital constant engagé et avancé sont confondus, il n'était pas possible de représenter la fonction de production d'une branche comme une fonction de la seule composition-travail avancée (ou encore de la seule composition-travail engagée).

Retenir une fonction $\varphi(\xi')$, revient en fait à ignorer les transformations qui affectent les moyens de production intermédiaires; et cela est aussi vrai pour la productivité apparente.

Nous ne traitons pour autant que de ce seul cas.

. Fonction de production à état des techniques
donné

L'hypothèse généralement admise est que l'on peut retenir la forme mathématique suivante :

$$\varphi = x^\alpha \quad (\text{où } x = \xi' \text{ pour simplifier la notation}).$$

On en déduit que $\frac{d\varphi}{\varphi} = \alpha \frac{dx}{x}$. Si l'on retient $\alpha < 1$, on admet que les gains de productivité, obtenus en passant d'une technique à une autre dont la composition est plus élevée, sont inférieurs à cette augmentation nécessaire pour les obtenir.

Comme les divers points de la courbe sont relatifs à des "techniques" essentiellement différentes de par leur date de mise en oeuvre initiale (ou encore : de par l'époque à laquelle ont été produits les équipements utilisés), on est en droit de contester un tel choix : il revient en fait à admettre qu'un déplacement progressif vers les techniques plus capitalistiques conduirait nécessairement à un développement "coûteux", si tel est le cas dans toutes les branches (i.e. : la composition en valeur courante s'élève).

En fait, une telle fonction inclut déjà le "progrès technique". On ne peut la dissocier de sa déformation dans le temps : c'est uniquement à ce niveau général que l'on peut analyser la signification de telle ou telle formulation mathématique simple.

. Fonction de production dans le temps

On a :

$$\varphi = \varphi [x(t), t]$$

Retenir une fonction $\varphi = \varphi [x(t)]$ dans laquelle le niveau relatif de productivité n'est fonction que de la composition en volume revient à ne prendre en compte que les changements de procédés de fabrication (cf. les deuxième et troisième types définis dans la section précédente), à l'exclusion des changements internes à chaque procès de travail (cf. le premier type défini précédemment).

On ignore alors les processus d'apprentissage, d'évolution de l'organisation du travail, d'élévation de l'intensité du travail, d'introduction du travail en continu, et de simple changement d'échelle de la production.

Il est possible, dans un tel cadre, de retenir :

$$\varphi [x(t)] = x(t)^{\alpha}$$

et le coefficient α , selon sa place par rapport à 1, caractérise un développement coûteux, neutre ou efficace (au titre de la branche considérée).

Pour tenir compte des processus du premier type qui se déroulent toujours de façon progressive dans le temps pour chaque technique, on peut simplement ajouter à la fonction précédente un trend du temps, soit finalement :

$$\varphi = a(t) \cdot x(t)^{\alpha}$$

Mais un tel trend synthétique masque en fait trois types de mouvements :

- pour l'apprentissage d'une technique δ , dans le temps, la productivité s'élève sans variation de $x_j(t)$;
- pour l'organisation du travail et les changement d'échelle, on a hausse dans le temps de $x_j(t)$ et élévation de la productivité;
- pour l'intensité du travail et le travail en continu, on a baisse dans le temps de $x_j(t)$ et stabilité (ou baisse) de la productivité.

Le terme α perd alors la signification initiale que l'on pouvait lui donner lorsqu'on ignorait de tels processus.

Si l'on envisage la seule évolution de la situation moyenne dans la branche, celle-ci étant caractérisée à chaque époque par un niveau de la composition en volume $x(t)$, on aura :

$$\frac{\varphi(t_2)}{\varphi(t_1)} = \frac{a(t_2)}{a(t_1)} \left[\frac{x(t_2)}{x(t_1)} \right]^\alpha$$

soit :

$$\psi = a \cdot \rho^\alpha$$

pour $t_2 = t_1 + 1$ et $a(t) = a^t$

Le développement des forces productives est donc :

- neutre, si $\psi = \rho$ soit : $a \cdot \rho^{\alpha-1} = 1$
- efficace, si $\psi > \rho$ soit : $a \cdot \rho^{\alpha-1} > 1$
- coûteux, si $\psi < \rho$ soit : $a \cdot \rho^{\alpha-1} < 1$.

On fait ainsi ressortir qu'un même développement peut renvoyer à un ensemble de couples (a, α) , ce qui rend, par là-même, impossible toute détermination significative de ces coefficients par la méthode d'un test économétrique basé sur une chronique de situations moyennes (i).

(1) Nous montrons, d'autre part, dans l'annexe déjà signalée, que la méthode consistant à retenir que α est égal à la part des salaires dans la valeur ajoutée repose sur une hypothèse contestable : même si la fonction de production est concave ($\alpha < 1$) il n'y a aucune raison pour que $x(t)$ à la date t soit précisément celui pour lequel le taux général de profit soit maximum.

6. PROCES DE TRANSFORMATION DES FORCES PRODUCTIVES ET OBSERVATIONS STATISTIQUES

L'analyse faite jusqu'à présent dans ce chapitre conduit à avancer qu'on ne peut déduire de la logique du développement capitaliste des forces productives quelque conclusion que se soit concernant l'évolution finale de la composition organique du capital.

Certes, cette analyse est encore partielle, puisque l'on se doit d'insérer une telle logique dans le procès d'accumulation d'ensemble : la pression à une substitution travail mort/travail vivant étant d'autant plus forte que les salaires nominaux sont à la hausse, elle dépendra donc de l'évolution du chômage et, par voie de conséquence, du rapport qui s'établit entre la croissance de la population employée et celle de la population active disponible.

Ainsi, l'évolution en volume de la composition-travail sera dans une large mesure inscrite dans le champ défini par le rythme global d'accumulation, et par l'évolution des disponibilités en main-d'oeuvre : c'est ce que nous avons déjà fait ressortir en analysant l'explication marxiste de la loi de baisse tendancielle du taux de profit et l'approfondissement qu'en a donné Ch. BETTELHEIM. Et nous abordons cette question au fond dans le chapitre que nous consacrons ultérieurement (Chapitre IV) à la reproduction intensive.

Mais le lien qui unit les gains de productivité à cette hausse en volume de la composition-travail n'est absolument pas fixé par ce champ. Seule l'observation statistique peut donc permettre d'apprécier si le développement des forces productives est finalement efficace, neutre ou coûteux.

La question à laquelle il nous faut répondre, dans cette section, est donc la suivante : quels sont les indicateurs statistiques qu'il est possible d'élaborer pour parvenir à caractériser ce développement ?

Nous avons vu qu'en théorie, il convient d'apprécier pour chaque branche :

- d'une part l'évolution des diverses compositions-travail moyennes;
- d'autre part, celle du niveau relatif de productivité propre (ou apparente).

En faisant abstraction des problèmes posés par la diversité des forces de travail, nous entendons d'abord montrer que :

- l'évolution de la composition-travail avancé moyenne en volume peut être suivie à l'aide de l'indicateur : $K_i(t) / L_i(t)$

où : $K_i(t)$ est le stock de capital fixe brut en volume qui se trouve, de fait, installé dans la branche au début d'une année (t);

$L_i(t)$ est le nombre d'heures de travail fournies dans la branche concernée pendant l'année t;

- l'évolution du niveau relatif moyen de productivité apparente du travail peut être suivie à l'aide de l'indicateur : $Q_i(t) / L_i(t)$

où : $Q_i(t)$ est le montant sur l'année t du flux de volume de valeur ajoutée nette dans la branche i.

Puis nous analyserons comment il est possible de déduire de ces indicateurs des estimations de l'évolution de la composition-travail avancé en valeur courante.

Nous pourrions alors étudier dans quelle mesure ces indicateurs, basés sur le seul nombre d'heures de travail, doivent être corrigés - et de quelle façon - pour fournir une meilleure estimation des évolutions que l'on entend observer (à travers une meilleure estimation de la valeur ajoutée courante).

. L'estimation de l'évolution de la composition-travail engagé moyenne en volume

Nous avons défini le capital fixe avancé dans un procès de travail comme la somme des valeurs des divers outils de travail qui sont utilisés dans ce procès : la composition-travail avancé relative à ce procès est obtenue en divisant ce montant par le flux de valeur ajoutée par le travailleur collectif pendant une certaine période.

A partir de l'empilement caractérisant une branche à un moment donné, nous avons ensuite défini la composition-travail avancé moyenne, soit:

$$\overline{cf}/va \quad \text{où} : \quad \overline{cf} = \sum_j \overline{cf}_j$$

$$va = \sum_j va_j$$

Considérons maintenant l'indicateur statistique obtenu de la façon suivante :

- Chaque investissement brut réalisé dans la branche sur une année est décomposé en un nombre limité de catégories homogènes relativement à la durée de vie physique des équipements concernés (par exemple : machines, installations, matériel de transport);
- Chaque fraction de cet investissement brut annuel est estimée en volume à l'aide d'un indice des prix relatif au type des moyens de travail considéré (on passe ainsi de l'investissement en prix courants à l'investissement aux prix moyens d'une année de base);
- Le volume du stock de moyens de travail de chacune de ces catégories en place au début d'une année est alors déterminé, à l'aide de la chronique d'investissements, sous l'hypothèse d'une durée moyenne de vie réelle donnée et inchangée dans le temps (1) :

$$\text{soit : } K_j(t) = K_j(t-1) + \overline{I}_j(t) - \overline{I}_j(t-T_j)$$

- Le stock de capital fixe en volume au début de l'année t est alors $K(t) = \sum_j K_j(t)$.
 - Si $L(t)$ est le nombre d'heures de travail effectivement fournies dans la branche considérée durant l'année t , on produit finalement l'indicateur statistique suivant :
- $$K(t) / L(t).$$

Dans quelle mesure peut-on considérer cet indicateur comme une estimation acceptable de l'évolution de $\overline{cf}/va$, en faisant abstraction de la diversité des forces de travail ?

(1) Lorsque l'on dispose d'une chronique suffisamment longue au regard de la durée T_j , le stock $K_j(t)$ est théoriquement indépendant du stock initial retenu $K_j(0)$.

Notons bien d'abord que cet indicateur statistique, exprimé en francs/heures de travail, ne permet pas d'estimer le niveau de cf/va à un moment donné puisque ce dernier est un nombre pur (franc/franc ou heures de travail/heures de travail). La question posée n'est relative qu'à son évolution (1).

Nous pouvons laisser de côté les problèmes proprement statistiques qui concernent la qualité des informations utilisées pour déterminer :

- 1°/ la chronique des investissements bruts annuels;
- 2°/ les durées de vie réelles moyennes aux prix courants;
- 3°/ les montants annuels d'heures de travail fournies.

Nous pouvons aussi admettre que la structure des prix de marché de l'année de base considérée est un indicateur acceptable de la structure des valeurs sociales moyennes de cette même année : $K(t)$ aux prix de marché de base n'est pas significativement différent de $\bar{cf}(t)$ aux valeurs de base; ou, du moins, le biais introduit ne doit pas poser de problèmes quant à la comparaison des évolutions.

Restent quatre types de problèmes : celui posé par l'élaboration d'un indice de prix; celui posé par l'utilisation d'une durée de vie effective inchangée; celui posé par les fluctuations conjoncturelles.

En ce qui concerne le premier : nous avons déjà indiqué qu'il n'était pas possible de mesurer l'évolution des prix ou encore de la catégorie volume n'était pas de l'ordre de la mesure à partir du moment où les valeurs d'usages produites étaient transformées. Même si les méthodes utilisées pour élaborer un indice de prix visent bien à rechercher, à chaque fois, quel est le prix auquel devrait être vendu un nouvel équipement pour que l'écart entre ce prix et le prix de marché d'un équipement antérieurement produit ne reflète que l'écart entre leurs coûts de production "à mêmes conditions de production", on aura toujours un indicateur biaisé. Et l'on ne peut connaître le signe de

(1) Par contre, lorsque l'on effectue une comparaison entre branche/industries, l'échelle des coefficients K_i/L_i peut être prise comme un premier estimateur de l'échelle des compositions-travail avancé cf_i/va_i .

Nous abordons, d'autre part, dans le chapitre suivant, la question du rapport entre l'unité monétaire et la valeur créée par une heure de travail moyen : il nous sera alors possible de dire dans quelle mesure le nombre d'heures de travail $L_i(t)$ peut être transformé en un montant en argent.

ce biais. Rien n'empêche qu'il soit toujours dans le même sens. On a là une première limite concernant l'utilisation de l'indicateur $K(t)$ pour estimer l'évolution de $\overline{CF}(t)$; mais nous aurons l'occasion de constater que la détermination du volume de valeur ajoutée repose aussi sur l'utilisation d'indices de prix : les indicateurs $K(t) / L(t)$ et $Q(t) / L(t)$ seront donc biaisés dans le même sens (on majorera - ou minorera - à la fois le rythme de progression de la composition-travail engagé en volume et le rythme de croissance de la productivité apparente du travail pour toutes les branches); les biais auront donc tendance à se compenser au niveau de l'estimation d'évolution de la composition-travail engagé en valeur courante.

En ce qui concerne l'utilisation de durées de vie inchangées dans le temps, le biais introduit peut résulter à la fois d'une progression non régulière, en tendance, des gains de productivité et d'une progression de l'intensité à laquelle les équipements en place sont utilisés (extension du travail par équipes successives, élévation de l'intensité du travail). Abstraction faite de ce second aspect, nous pouvons déduire du modèle simplifié présenté dans la section précédente que la durée effective de vie dépend du rythme de croissance des gains de productivité. Si ceux-ci fluctuent autour d'un trend assez régulier, on peut retenir une durée moyenne inchangée; par contre si, sur la période étudiée, celui-ci tend à s'accélérer, il en résulte nécessairement des mises au rebus relativement plus importantes : d'où un stock de capital fixe brut plus faible que ne l'indique $K(t)$ calculé à durée de vie inchangée. (Et l'on a la situation inverse si ce rythme se ralentit). En ce qui concerne le second aspect, on ne pourra considérer l'indicateur $K(t)$ comme un bon estimateur, que si la réduction de durée de vie physique occasionnée par une utilisation tendanciellement plus intense ne conduit pas à un temps inférieur à la durée moyenne de vie effective. Sur toute période marquée par une extension du travail en continu, il est à craindre que l'on introduise un biais systématique en ne réduisant pas progressivement les durées de vie effectives.

En ce qui concerne enfin le problème posé par l'utilisation de données courantes (investissement et emploi) : l'indicateur $F(t) / L(t)$ tient compte des conditions conjoncturelles d'utilisation des capacités en place alors que la grandeur que l'on cherche à estimer est une pondération de coefficients relatifs aux procès en place pour une utilisation normale de ceux-ci. Certes, la méthode utilisée pour calculer $K(t)$ assure bien, au problème précédemment évoqué, que l'on dispose du montant total des moyens de travail installés dans l'ensemble des procès de travail utilisables dans la branche au cours de l'année

t (1); mais l'indicateur $L(t)$ est fonction des conditions d'utilisation concrètes de l'année (durée du travail, non fonctionnement de certaines installations); si, en tendance, il intègre bien certaines transformations tendanciellles (introduction progressive du travail par équipes tournantes notamment), il intègre aussi des variations conjoncturelles qu'il conviendrait pourtant d'éliminer. Il est possible, pour ce faire, d'utiliser un indicateur tiré des enquêtes auprès des industriels : le taux d'utilisation des capacités en place.

Nous pouvons donc répondre à la question posée de la façon suivante : l'indicateur statistique $K(t) / L(t)$ peut être retenu comme un estimateur de l'évolution de la composition-travail engagé moyenne sur toute période marquée par une progression tendancielllement régulière de la productivité, sachant cependant qu'il peut inclure un biais systématique lié à une minoration constante de la progression des prix et à la réduction possible des durées de vie effectives.

. L'estimation des gains apparents de productivité

Sur une année donnée, le volume de valeur ajoutée dans une branche peut d'abord être déterminé en termes bruts comme la différence entre le volume de production et le volume de consommations intermédiaires :

$$Q_i^j(t) = P_i(t) - QI_i(t).$$

On sait que les sources statistiques disponibles permettent de calculer le volume de la production par la conjonction de deux approches,

-
- (1) Nous laissons de côté le problème posé par l'existence de délais souvent importants entre la période pendant laquelle s'effectuent les travaux d'installation de nouveaux procès de travail et le moment où ceux-ci fonctionnent normalement. Une partie de ce problème renvoie d'ailleurs à la définition du flux d'investissement. Celui qu'il convient d'utiliser doit inclure le total des dépenses, celles-ci étant imputées à l'année où les travaux d'installation sont terminés; il ne doit donc pas prendre en compte les facturations progressives. Par contre, l'étude du financement des investissements nécessite d'utiliser une notion de flux d'investissement brut relative à ces facturations, on met ainsi en évidence qu'une comptabilité nationale devrait distinguer ces deux notions. Mais, on sait que les sources statistiques utilisées ne permettent pas, le plus souvent, d'y parvenir. Le montant unique qui est calculé correspond, selon les cas, à l'une ou à l'autre catégorie, sans que l'on sache le dire.

en défalquant les ventes aux prix courants à l'aide d'un indice de prix (et en ajoutant les mouvements des stocks) d'une part, en appliquant un indice de volume déduit de données en quantités physiques à la production en francs courants d'une année de base d'autre part.

L'estimation du volume des consommations intermédiaires est plus complexe dans la mesure où les informations disponibles pour fixer la clef de répartition entre branches du montant global donné, pour chaque produit, par le niveau de la production en volume sont diverses (1). On ne peut donc simplement considérer qu'il s'obtient en appliquant des indices de prix aux montants en prix courants des achats (corrigés de l'évolution des stocks matières).

Il n'en reste pas moins que, de façon générale, on peut considérer les volumes de valeur ajoutée brute comme résultant de données en prix courants et d'indices de prix (2).

Tout biais systématique dans l'appréciation de l'évolution des prix se retrouve donc dans l'évolution de ce volume.

Cependant, l'indicateur $q'(t) = \rho'(t)/L(t)$ n'est un estimateur acceptable des gains de productivité apparente - à la remarque précédente près et en ignorant toujours la diversité des forces de travail - que si l'on peut considérer comme négligeables les effets liés à l'absence de prise en compte des amortissements.

En principe, il convient en effet de calculer un volume de la valeur ajoutée nette : $Q_i(t) = P_i(t) - QI_i(t) - Am_i(t)$, où $Am_i(t)$ représente la part du volume de capital fixe transmis pendant l'année, celle-ci étant déterminée à l'aide des durées de vie physiques des outils concernés. Elle n'est pas égale à $\sum_j K_j(t) / T'_j(t)$, où $T'_j(t)$ est, pour

chaque catégorie j , la durée moyenne de vie effective précédemment retenue. Il faut, au contraire, l'apprécier avec les durées moyennes de vie physique $T_j(t)$.

(1) Encore convient-il de noter que pour un certain nombre de branches, une fraction de la production fournit directement la demande finale.

(2) Cette assertion s'applique principalement aux séries des comptes nationaux définitifs qui sont élaborés entre deux bases pour lesquelles on dispose du maximum d'informations en prix courants.

L'estimation de telles durées de vie est, dans la pratique, tout à fait problématique, surtout si l'on tient compte de l'aspect précédemment évoqué qui empêche dans de nombreux cas de retenir une durée uniforme sur toute une période. Il convient donc plutôt de calculer celles-ci à partir des durées de vie effectives et du modèle théorique précédemment défini, en tenant compte, d'autre part, des indications dont on dispose sur l'évolution moyenne de l'intensité d'utilisation des matériels (1).

Ainsi peut être défini un indicateur :

$$k(t) = \frac{K(t)}{T(t) \cdot L(t)} = \frac{k'(t)}{T(t)}$$

d'où l'on déduit l'indicateur recherché : $q(t) = q'(t) - k(t)$.

Notons enfin que l'indicateur $q'(t)$, même s'il est estimé à partir de données conjoncturelles, ne présente pas le même inconvénient que l'indicateur $k(t)$, dans la mesure où numérateur et dénominateur subissent les contre-coups des fluctuations à court terme.

. L'estimation des gains globaux de productivité et de l'évolution de la composition-travail engagé en valeur courante

Dans la section précédente nous avons montré que le niveau relatif de productivité globale dans une branche i pouvait être lié au niveau relatif de productivité propre, lorsque l'on faisait abstraction de la diversité des forces de travail dans l'espace et le temps :

$$\varphi_{g_i} = \varphi_i \frac{1 + \bar{\eta}_i}{1 + \eta_i}$$

Et l'on a d'autre part :

$$\varphi_i = \frac{\varphi_{a_i} + \bar{\eta}_i}{1 + \bar{\eta}_i}$$

Il importe d'abord de déterminer un indicateur de l'évolution de la composition-travail engagé en volume $\bar{\eta}_i(t)$.

(1) Ce problème ne se pose pas pour les bâtiments.

Si l'on note $ki_i(t)$, l'indicateur de la composition-travail en volume relative aux seules consommations intermédiaires, soit :

$$ki_i(t) = \frac{QI_i(t)}{L_i(t)} \quad \text{estimateur de l'évolution de } \overline{\sum}_i(t),$$

on dispose, alors d'un estimateur de l'évolution de la composition-travail engagé moyenne en volume $\overline{\eta}_i(t)$ par : $k_i(t) + ki_i(t) = h_i(t)$.

Ceci étant, la forme même de l'expression donnant la productivité propre en fonction de la productivité apparente ne permet pas de déduire des indicateurs $q_i(t)$ et $h_i(t)$, un indicateur de l'évolution du niveau relatif de productivité propre.

Cela nécessiterait de déterminer un estimateur du niveau, $\eta_i(o)$, de la composition-travail engagé de l'année de base.

De même, si l'on exprime φ_{g_i} en fonction de φ_{a_i} , soit :

$$\varphi_{g_i} = \varphi_{a_i} \frac{1 + \overline{\eta}_i / \varphi_{a_i}}{1 + \eta_i}$$

on constate que l'on ne peut en déduire directement un estimateur, même si l'on fait abstraction du fait qu'y figure la composition en valeur courante.

Seule une analyse qualitative est possible.

Si, dans toutes les branches, la progression de la productivité apparente mesurée par $q_i(t) / q_i(o)$ est égale à la progression de la composition en volume mesurée par $h_i(t) / h_i(o)$, on parvient aux résultats simples suivants : la productivité globale progresse comme la productivité apparente et les compositions en valeur courante restent inchangées :

$$\varphi_g = \varphi_a \quad ; \quad \eta_i(t) = \eta_i(o) \quad \text{quel que soit } i.$$

S'il n'en est pas ainsi, on peut procéder de la façon suivante :

- Admettre, dans un premier temps, que, pour toutes les branches inscrites dans la Section I des moyens de production, productivité globale et productivité apparente

progressent de la même façon : on peut alors, pour chaque branche, observer les écarts qui existent entre les gains apparents de productivité des branches fournisseuses;

en notant $x_{ij} = \frac{\bar{c}_{ij}}{\bar{c}_i}$, la part du volume du capital

constant engagé au titre de la branche fournisseuse j dans le volume total, on obtient un estimateur de l'évolution moyenne de la productivité avec :

$$\frac{1}{\tilde{\varphi}_i} = \sum_j \frac{x_{ij}}{\varphi_{a,j}}$$

et tel que : $\eta_i = \bar{\eta}_i / \tilde{\varphi}_i$

Si $\bar{\eta}_i$ augmente plus rapidement que $\tilde{\varphi}_i$, alors la composition courante s'élève; si, d'autre part, $\tilde{\varphi}_i$ progresse plus rapidement que la productivité apparente de la branche i ($\varphi_{a,i}$), alors la productivité globale, dans cette branche progresse aussi plus rapidement que cette productivité apparente (1);

- Reprendre pour chaque branche la même analyse en retenant comme montants initiaux des niveaux relatifs de productivité globale des branches fournisseuses, ceux qui ressortent de l'étape précédente;
- Etc... jusqu'à ce que d'une phase à l'autre les niveaux obtenus soient non-significativement différents de zéro.

(1) On peut écrire : $\varphi_{g,i} = \varphi_{a,i} \frac{1 + \bar{\eta}_i / \varphi_{a,i}}{1 + \bar{\eta}_i / \tilde{\varphi}_i}$ et l'on constate que si $\varphi_{a,i} < \tilde{\varphi}_i$, alors $\varphi_{g,i} > \varphi_{a,i}$, quel que soit $\bar{\eta}_i$.

Pour obtenir une estimation de cet écart, il est nécessaire de se donner une estimation de $\eta_i(0)$, par exemple avec

$\frac{F(1) - F(0)}{f(0)}$ qui est bien un nombre (fr/fr).

Finalement, si l'on a estimé pour chaque branche la composition-travail engagé initiale par $P(o) - Q(o) / Q(o)$, on parvient à des niveaux relatifs de productivité globale, d'où l'on peut déduire les composantes courantes.

Chaque branche peut être classée dans une catégorie :

1ère catégorie

Celles pour lesquelles la productivité apparente et la composition volume croissent plus rapidement que la productivité globale moyenne des branches amont; alors $\varphi_{g_i} < \varphi_{a_i}$ et η_i s'élève.

2ème catégorie

Celles pour lesquelles la productivité apparente et la composition volume croissent moins rapidement que la productivité globale moyenne des branches amont; alors $\varphi_{g_i} > \varphi_{a_i}$ et η_i baisse.

3ème catégorie

Celles pour lesquelles la productivité apparente croît plus rapidement que la productivité globale moyenne des branches amont, tandis que la composition volume s'élève moins que celle-ci; alors :

$$\varphi_{g_i} < \varphi_{a_i} \quad \text{et} \quad \eta_i \text{ baisse.}$$

4ème catégorie

Celles pour lesquelles la productivité apparente croît moins rapidement que la productivité globale moyenne des branches amont, tandis que la composition volume s'élève plus que celle-ci; alors :

$$\varphi_{g_i} > \varphi_{a_i} \quad \text{et} \quad \eta_i \text{ s'élève.}$$

Remarque 1

En ce qui concerne la seule composition-travail avancé, son évolution en valeur courante se déduira de celle en volume, en ne prenant en compte que la productivité globale moyenne des seules branches amont fournissant les biens d'équipement.

Et, en première approximation, l'évolution de la composition-travail avancé du capital social en valeur courante s'appréciera en comparant son évolution en volume, donnée par l'indicateur global $K(t)/L(t)$ pour toute l'économie, à la progression de la productivité globale

moyenne relative à l'ensemble des branches/industries de biens d'équipement (progression que l'on peut d'abord tirer des seules productivités apparentes).

Remarque 2

Nous nous limitons volontairement à ces quelques indications concernant l'appréciation statistique du processus de transmission des gains propres de productivité; nous ne développons pas, en l'occurrence, la critique que l'on peut mener à partir de là des analyses en termes de "comptes de surplus" (1).

Remarque 3

Dans les analyses statistiques de la croissance qui sont menées à partir de la théorie des "facteurs de production", les catégories suivantes sont utilisées :

- . productivité du travail : $\frac{\text{Volume de la production}}{\text{Volume du travail}}$
- . productivité du capital : $\frac{\text{Volume de la production}}{\text{Volume du capital fixe productif}}$
- . productivité des consommations intermédiaires : $\frac{\text{Volume de la production}}{\text{Volume des consommations intermédiaires}}$

d'où est tirée une prétendue "productivité totale des facteurs"

$$\frac{\text{Volume de production}}{\text{Volume } (\text{travail} + \text{Capital consommé} + \text{Consommations intermédiaires})}$$

On peut aisément constater que cette dernière catégorie n'est autre qu'un indicateur de la notion de "niveau relatif de productivité propre" que nous avons définie pour notre part.

(1) Cf. notamment : *"Fresque historique du système reproductif"*, Collections de l'I.N.S.E.E. E 27/1974, p. 135 et suivantes.

Si nous notons : $M^0(t) = VA(t) + \overline{CI}(t) + \overline{CF}(t)/T$, le montant de la production appréciée aux valeurs $m_1^0(t)$ précédemment définies et :

$$\overline{M}(t) = \overline{VA}(t) + \overline{CI}(t) + \overline{CF}(t)/T$$

le montant de celle-ci, aux valeurs de l'année de base, nous avons défini le niveau relatif de productivité propre par :

$$\varphi = \frac{\overline{M}(t)}{M^0(t)}$$

Il peut donc s'écrire :

$$\varphi = \frac{\overline{M}(t)}{\overline{VA}(t)} \cdot \frac{VA(t)}{M^0(t)} + \frac{\overline{M}(t)}{\overline{CF}(t)/T} \cdot \frac{\overline{CF}(t)/T}{M^0(t)} + \frac{\overline{M}(t)}{\overline{CI}(t)} \cdot \frac{\overline{CI}(t)}{M^0(t)}$$

En prenant comme indicateur :

- de l'évolution de $\overline{M}(t)/VA(t)$, la catégorie "productivité du facteur travail", soit $P(t)/L(t)$;
- de l'évolution de la composition $\overline{M}(t)/\overline{CF}(t)/T$, la prétendue "productivité du facteur capital fixe", soit $P(t)/K(t)$ (1);
- de l'évolution de la composition $\overline{M}(t)/\overline{CI}(t)$, la prétendue "productivité du facteur consommations intermédiaires", soit $P(t)/QI(t)$,

et en admettant que les trois coefficients de pondération dont la somme est égale à un sont estimés à l'aide d'une structure moyenne de la production en volume : $P = Q + QI + K/T$, sur la période étudiée, on définit bien l'estimateur appelé "productivité totale des facteurs".

Cette notion n'a donc rien de "totale" puisqu'elle ne prend pas en compte les effets induits de productivité.

(1) Cela revient à admettre que la durée moyenne de vie physique reste inchangée.

Lorsque l'analyse de la croissance est menée, dans ce même cadre de la théorie des "facteurs de production", au seul niveau des deux facteurs : "travail" et "capital fixe", les catégories suivantes sont utilisées :

- . productivité du travail : $\frac{\text{Volume de valeur ajoutée}}{\text{Volume du travail}}$
- . productivité du capital : $\frac{\text{Volume de valeur ajoutée}}{\text{Volume du capital fixe}}$

On doit alors constater que la première catégorie n'est autre que l'estimateur de notre notion de productivité apparente du travail; quant à la prétendue "productivité du capital", elle n'est finalement qu'un indicateur de l'inverse de l'évolution de la composition-travail avancé en valeur courante lorsque l'on admet que la productivité globale dans les branches amont est égale à la productivité propre de la branche considérée. On a en effet : $K/Q = K/L \cdot L/Q$

où : K/L est l'indicateur de l'évolution de la composition en volume
 Q/L est l'indicateur du niveau relatif de productivité apparente.

Une baisse de la prétendue "productivité du capital" ne signifie donc pas autre chose, en première approximation, qu'un développement "coûteux" des forces productives.

Et, à l'inverse, une hausse de celle-ci caractérise un développement "efficace".

. Du travail fourni à la valeur ajoutée

Jusqu'à présent nous avons fait comme si la classe ouvrière était constituée d'une seule qualification et que, dans le temps, son usage n'était pas modifié.

Cela nous a permis de considérer que le volume d'heures de travail fournies estimait directement la valeur ajoutée (o) et la valeur ajoutée courante, qui lui est alors égale.

Comme il n'en est pas ainsi, notamment parce que l'intensité du travail tend continuellement à être élevée par les directions sans que les travailleurs puissent toujours s'y opposer efficacement, les indicateurs retenus sont fortement biaisés.

Le problème se pose d'abord au niveau de l'estimation de la valeur ajoutée (o). Il est certes possible de décomposer le volume de travail fourni par qualifications (c'est-à-dire, compte tenu des statistiques disponibles, en un nombre limité de strates : manoeuvres, OS, OP, techniciens), et d'appliquer des coefficients de pondération déduit de l'échelle des rémunérations; ainsi est obtenu un indicateur corrigé $L^*(t)$. Mais, on ne résoud, par ce biais, qu'un aspect du problème. L'autre aspect renvoie à la variation de l'intensité du travail; et l'on ne dispose d'aucunes informations statistiques pour l'estimer.

Ne pas en tenir compte revient à considérer comme "progrès de productivité" ce qui n'est en fait que "progrès d'intensité", et dans le même temps à majorer le rythme de croissance de la composition en volume (estimé à l'aide de : $K(t)/L^*(t)$) (1).

Certes, ces deux biais systématiques se compensent au niveau de l'appréciation de l'évolution de la composition en valeur courante, mais on ne peut se contenter d'un tel constat.

Un même gain apparent de productivité/intensité mesuré par l'évolution de $q(t)$ n'a pas du tout le même sens, en ce qui concerne l'analyse de la croissance, selon qu'il relève de l'une ou de l'autre. Et ceci d'autant plus que la réduction des pores de la journée de travail, l'élévation des cadences, etc... rencontrent des limites qui ne peuvent pas être repoussées à l'infini en modifiant l'organisation du travail et les machines (2).

-
- (1) Ainsi, lorsque l'on retient comme forme de la fonction de production : $\varphi = a(t) \cdot g[x(t)]$ et lorsque l'on estime le dénominateur de $x(t)$ à l'aide de $L(t)$, le prétendu "trend autonome de progrès technique, $a(t)$ ", peut recouvrir surtout la progression de l'intensité du travail.

Un des aspects principaux du contenu de classe de la théorie dominante est, à notre avis, cette façon de faire croire à un "progrès" pour ce qui n'est qu'une détérioration des conditions de travail... même si, par ailleurs, elle permet d'élever la production/tête et donc, à la classe dirigeante, de fléchir quelque peu face aux revendications salariales.

- (2) Notons cependant, à l'inverse, que la mise en oeuvre de procédés automatiques de fabrication où les "ouvriers" n'assurent plus qu'une surveillance, tend à ôter une grande partie de sa signification au terme d'intensité du travail.

Il apparaît donc indispensable d'étendre le champ actuel des investigations statistiques afin de disposer d'informations qualitatives sur les conditions de travail : c'est à cette seule condition que peuvent être interprétés les estimateurs précédemment définis.

Cette difficulté rencontrée au niveau premier de l'appréciation de la valeur ajoutée (o) permet, à notre avis, de considérer comme négligeable le problème de l'appréciation de la valeur ajoutée courante relativement à celle-ci.

7. L'EVOLUTION DE LA COMPOSITION-TRAVAIL AVANCE SUR LA PERIODE
D'APRES GUERRE (U.S.A., R.F.A., JAPON, FRANCE)

Nous utilisons maintenant les conclusions de la section précédente pour étudier l'évolution de la composition-travail avancé au cours de la période d'après guerre, et ceci pour les économies nationales : U.S.A., R.F.A., JAPON et FRANCE.

Ces conclusions - relatives aux indicateurs qu'il convient de construire à partir des statistiques disponibles et aux limites des estimations qu'ils fournissent - doivent être toutefois complétées.

Si l'on considère en effet une économie nationale, on ne peut faire comme s'il s'agissait d'un Capital Social dont la reproduction serait régie par une loi de la valeur intérieure autonome; son insertion dans l'économie mondiale se traduit notamment par des importations de marchandises, en sorte que l'évolution de la productivité intérieure ne reflète pas totalement la baisse de valeur des produits consommés :

- Lorsque les produits importés concurrencent directement une production intérieure et que celle-ci se maintient, on peut certes admettre que l'évolution des prix intérieurs soit celle des prix à l'importation (et réciproquement) : l'insertion des marchandises importées en terme de travail social intérieur - insertion qui passe par le taux de change et s'exprime par le niveau du prix à l'importation en monnaie nationale relativement aux autres prix intérieurs - s'effectue donc sensiblement au rythme de l'évolution de la productivité intérieure (pour la branche considérée); celle-ci peut donc être appliquée aux produits de cette branche qui sont consommés par d'autres branches.
- Mais, lorsque l'industrie intérieure est progressivement dominée, ceci ne peut plus être admis : la baisse de valeur des produits consommés (dont l'essentiel provient progressivement de l'extérieur) s'effectue à un rythme plus rapide que celle des seuls produits intérieurs - ce que traduit l'écart se creusant entre prix à l'import (en monnaie nationale - y compris effets de dévaluation possibles) et prix intérieur propre.
- Et surtout, lorsqu'il s'agit de marchandises importées strictement complémentaires au système industriel national, il n'existe aucune branche/industrie intérieure dont l'évolution des conditions sociales de production

pourrait être considérée comme fournissant celle de la valeur (en terme de travail social intérieur) de ces produits : seule une analyse de l'évolution du prix à l'import relativement au niveau général des prix permet de situer l'évolution de la valeur de tel produit importé relativement à l'évolution moyenne de la productivité sociale.

Dès lors, si l'estimation des catégories de volume et de productivité ne pose pas de problème (prix constants $\approx$ valeurs constantes), il n'en va pas de même lorsque l'on utilise les indications relatives à la productivité intérieure pour passer des volumes aux valeurs courantes; lorsqu'on en reste à une analyse très globale, cette utilisation revient à supposer implicitement que la valeur (en terme de travail social intérieur) du panel de produits importés complémentaires a évolué comme la productivité sociale moyenne intérieure, soit encore à ignorer les variations dans les termes de l'échange. C'est pourtant ce que nous ferons dans la suite.

. Un survol général sous l'hypothèse de complète uniformité

Considérons d'abord les quatre économies nationales à un niveau très global.

. La hausse de la composition en volume

Les statistiques portant sur le stock de capital aux prix d'une année de référence et sur les effectifs, permettent de construire l'indicateur $k(t) = K(t)/N(t)$ (1) pour :

- l'ensemble du secteur privé (2) (U.S.A., Japon, R.F.A.)
- l'ensemble des entreprises non financières (France).

C'est à ce seul niveau global que peut être effectuée une analyse portant sur les quatre économies; on ne dispose, en effet, d'aucune

-
- (1) Notons qu'il diffère de l'indicateur $K(t)/L(t)$, où $L(t)$ retrace l'activité de la main-d'oeuvre (effectif $\times$ durée du travail).
- (2) Donc, non compris le secteur des administrations publiques, mais y compris les entreprises financières (banques, institutions financières, assurances...).

décontraction (à notre connaissance) du volume du stock de capital pour la R.F.A. (1).

TABLEAU 1 - Rythme moyen annuel de croissance de l'indicateur relatif à la composition-travail engagé en volume

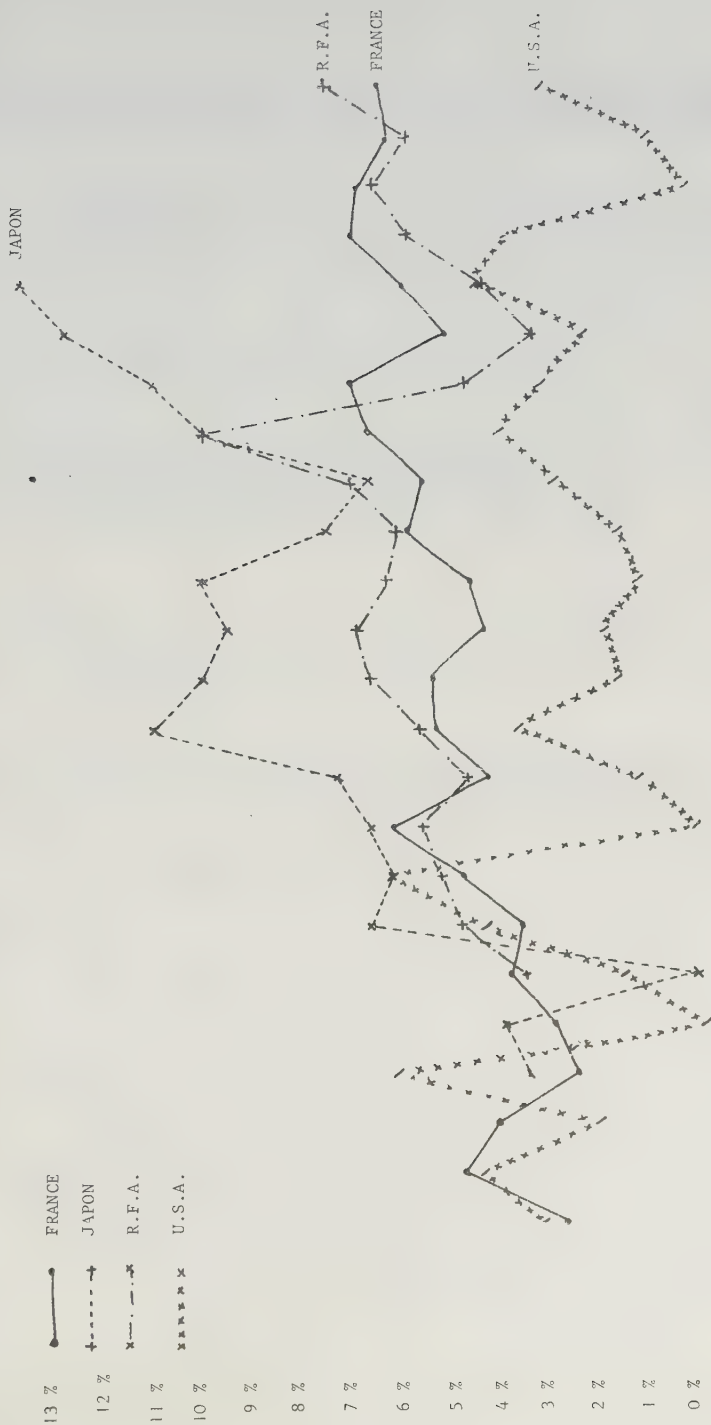
		(périodes)
! U. S. A. !	+ 2,6 %	(50-73) !
! R. F. A. !	+ 5,5 %	(55-74) !
! JAPON !	+ 7,7 %	(53-70) !
! FRANCE !	+ 5,3 %	(50-74) !

Malgré les limites rencontrées dans l'utilisation d'un tel indicateur (non prise en compte de l'évolution de l'intensité du travail, - des seuls effectifs "productifs" - de l'évolution de la durée annuelle moyenne du travail, des variations touchant les durées de vie effectives des installations fixes et leur taux d'utilisation, imprécision de la mesure de l'évolution des prix, champ trop étendu, puisqu'y sont insérés des secteurs non-productifs, etc...). Ce tableau permet de conclure à une croissance générale de la composition du capital en volume.

Si l'on se reporte au graphique n° 1 ci-joint,⁽²⁾ on pourra constater que cette hausse a été continue.

(1) Il existe d'ailleurs une différence importante d'évolution entre la série établie par l'Office Fédéral de Statistique - que nous reprenons - et celle retenue par le professeur KRELLE pour l'établissement de son modèle de prévisions pour l'Allemagne Fédérale (Mathematical system in Economics n° 12, 1974). Cette question est notamment étudiée par B. LOISEAU, J. MAZIER et M. B. WINTER dans "Répartition, Accumulation et Rentabilité du Capital : un essai de comparaisons internationales". Article à paraître dans la revue Statistiques et Etudes Financières (série orange : Direction de la Prévision/Ministère des Finances - France). Nous avons utilisé - pour les économies autres que la France - les données statistiques qu'ils ont présentées et qui ont été rassemblées avec l'aide de la division des économies étrangères de la Direction de la Prévision (B. BUFFET et M. FOUET notamment).

(2) Cf. p. 269.



La première dimension de la loi marxienne s'avère donc tout à fait confirmée.

Ce même graphique 1 permet d'autre part d'étudier comment les moyennes présentées au tableau 1 recouvrent, en fait, certaines modulations. Ainsi :

- les écarts constatés en moyenne se retrouvent quasi-régulièrement :
 - + progression plus faible pour les U.S.A.
 - + progression plus élevée pour le Japon
 - + progressions proches pour R.F.A. et France;

- il y a une tendance générale à l'accélération dans le temps du rythme annuel de hausse : du moins celle-ci est imposée par les trois économies R.F.A./Japon/France; pour les U.S.A., on doit plutôt parler de simples fluctuations.

- comme on pouvait s'y attendre, ces quatre indicateurs enregistrent les effets des sous-utilisations de capacités qui ont lieu à l'occasion des récessions (la hausse annuelle est, de ce fait, plus forte).

Malgré les problèmes soulevés par ce dernier aspect, on peut mettre en évidence les phases suivantes pour chaque économie nationale :

a) U.S.A.

Hausse moyenne annuelle

1950 - 1953	3,2 %
1953 - 1958	3,5 %
1958 - 1966	1,8 %
1966 - 1970	3,5 %
1970 - 1973	1,7 %
1973 - 1974	3,2 %

La période 1958-1966 a donc été caractérisée par un rythme moyen très limité de hausse de la composition en volume : si l'on note que sur cette période l'indicateur relatif à la seule industrie fait état d'une absence complète de hausse, alors que sur l'ensemble de la période 1950-1973, la hausse moyenne qu'il fournit n'a été que légèrement inférieure à celle du secteur privé (1), cette

(1) De 1950 à 1973, on a pour $k = K/N$

+ ensemble du secteur privé	+ 81 % au total
+ ensemble de l'industrie	+ 70 % au total
+ agriculture	+ 171 % au total
+ secteur privé non agricole	+ 69 % au total

stabilité doit être mise en rapport avec l'extension du travail par équipes et la régression relative des industries à forte composition organique (énergie, transports, sidérurgie).

Au contraire, la période 1966-1970 est caractérisée par un rythme rapide de hausse : nous verrons - en analysant l'évolution de l'indicateur de productivité - qu'une telle accélération ne s'est aucunement traduite par des gains plus importants.

Quant au fléchissement observé au cours de la période 1970-1973, il s'explique, pour partie, par la baisse de la durée du travail qui a eu lieu (et l'extension du travail partiel⁽¹⁾). D'ailleurs, on observe une nouvelle accélération en 1974/1973, mais elle est difficilement interprétable du fait de la récession : toutefois, elle éclaire quelque peu la faible progression antérieure dans la mesure où celle-ci s'expliquerait alors principalement par une élévation du taux d'utilisation des capacités en place.

b) R.F.A.

1955 - 1963	+ 5,4 %
1963 - 1967	+ 7,4 %
1967 - 1970	+ 4,2 %
1970 - 1974	+ 6,4 %

Le rythme de hausse est beaucoup plus régulier que pour les U.S.A. Cependant, la récession de 1967 s'inscrit à la fin d'une phase d'accélération et il en est de même pour celle de 1974/1975.

c) JAPON

1953 - 1961	+ 5,6 %
1961 - 1965	+ 9,3 %
1965 - 1970	+ 10,8 %

On observe une accélération quasi-continue du pourcentage de hausse initiale de la composition du capital.

(1) Notons toutefois que ces deux facteurs ont surtout joué au niveau des activités non productives (commerce, banques, etc...) alors que la hausse de l'indicateur relatif à la seule industrie n'est, aussi, que de 1,4 % par an.

d) FRANCE

1950 - 1960	+ 3,9 %
1960 - 1966	+ 5,1 %
1966 - 1970	+ 6,1 %
1970 - 1974	+ 6,4 %

Le même constat s'impose pour l'économie française, bien qu'il s'agisse d'une accélération plus limitée que pour le Japon. (Nous revenons en détail sur cette évolution dans la sous-section suivante).

. La hausse de la productivité

Considérons maintenant l'indicateur de la productivité apparente du travail : $q(t) = Q(t)/N(t)$ (1).

Pour les mêmes champs que ceux retenus pour l'indicateur $k(t)$, on obtient les résultats suivants :

TABLEAU 2 : Rythme moyen annuel de croissance de l'indicateur relatif à la productivité apparente du travail

(Périodes)			
!	!	!	!
! U.S.A.	!	+ 2,6 %	1950 - 1973 !
! R.F.A.	!	+ 4,8 %	1955 - 1974 !
! JAPON	!	+ 8,1 %	1953 - 1970 !
! FRANCE	!	+ 5,3 %	1950 - 1974 !

En retenant les mêmes phases que précédemment, on observe :

a) U.S.A.

1950 - 1953	+ 3,5 %
1953 - 1958	+ 1,6 %
1958 - 1966	+ 3,5 %
1966 - 1970	+ 0,7 %
1970 - 1973	+ 3,2 %
1973 - 1974	- 3,4 %

(1) Nous avons retenu l'indicateur basé sur le volume de valeur ajoutée brute, et non sur un indicateur calculé à partir du volume de valeur ajoutée nette.

Les périodes (1953-1958) et (1966-1970) ont donc été marquées par un rythme très limité de progression. Ceci est particulièrement le cas pour l'industrie, puisque l'indicateur relatif à celle-ci conduit à une progression moyenne de + 1,3 % seulement de 1966 à 1970, alors que sur l'ensemble de la période 1950-1973 la progression y est plus vive (1). Cette stagnation s'explique par les deux reculs de la production industrielle qui ont eu lieu en 1967 et 1970. Par le fait même, l'accélération que l'on observe sur la dernière période (1973/1970) relève beaucoup plus du retour à un niveau plus normal d'utilisation des capacités en place que d'un mouvement de fond relatif à l'efficacité des transformations apportées aux procès de travail : la chute de la productivité de 1973 à 1974 en est la manifestation (2).

b) R.F.A.

1955 - 1963	+ 4,7 %
1963 - 1967	+ 4,9 %
1967 - 1970	+ 6,6 %
1970 - 1974	+ 3,8 %

On observe deux phases pendant lesquelles il y a eu une décélération des gains de productivité (et d'intensité) : d'une part, la période 1964-1967; d'autre part, et surtout, la période 1970-1974. Cela traduit globalement un épuisement progressif des moyens mis en oeuvre par les directions d'entreprises que l'on ne peut manquer de mettre en rapport :

- d'une part avec l'extinction progressive des branches dans lesquelles les méthodes dites "scientifiques" d'organisation du travail n'avaient été que partiellement introduites dans un premier temps;
- d'autre part, avec le développement de "grèves sauvages" provoquées par la détérioration des conditions de travail qui avait eu lieu précédemment.

(1) De 1950 à 1973, on a, pour $q'(t) = Q/N$:

+ ensemble du secteur privé	+ 79,6 % au total
+ ensemble de l'industrie	+ 95,3 % au total
+ agriculture	+ 93,4 % au total
+ secteur privé non agricole	+ 67,8 % au total.

(2) Cf., à ce propos, l'article, déjà cité, de M. FOUET (Direction de la Prévision).

Cette décélération doit donc recouvrir plutôt un blocage des gains d'intensité qu'une réduction relative des gains de productivité proprement dits.

c) JAPON

1953 - 1961	+ 8,0 %
1961 - 1965	+ 7,4 %
1965 - 1970	+ 10,3 %
1970 - 1972	+ 5,4 %.

La décélération observée pour l'économie fédérale allemande est beaucoup plus marquée pour l'économie japonaise : elle fait d'ailleurs suite à une longue phase d'accélération continue qui s'est prolongée jusqu'à la fin des années 1960,

Certes, on doit remarquer que de 1970 à 1972, la valeur ajoutée industrielle en volume est restée quasiment stable (et de même pour l'indicateur de productivité apparente) : cette décélération est donc en partie conjoncturelle. Son ampleur est cependant telle (notamment pour la seule industrie) que l'on peut aussi parler d'un épuisement progressif relevant des mêmes causes (décalées) que pour la R.F.A.

d) FRANCE

1950 - 1960	+ 5,5 %
1960 - 1966	+ 5,5 %
1966 - 1970	+ 5,3 %
1970 - 1974	+ 4,4 %

L'économie française est celle pour laquelle la décélération des gains de productivité (et d'intensité) apparaît de la façon la plus évidente : cependant, la moindre croissance sur la dernière période (1970-1974) s'explique surtout par l'évolution 73/74. On a, en effet :

1971/1970	+ 5,4 %
1972/1971	+ 5,6 %
1973/1972	+ 4,5 %
1974/1973	+ 2,6 %

On doit plutôt parler d'une accélération relative de 1968 à 1972 suivie d'un fléchissement.

. L'évolution de la composition courante du capital

limitant - du moins dans cette sous-section consacrée à la : en parallèle des quatre économies nationales étudiées - à niveau global d'analyse, nous devons faire l'hypothèse d'une plète homogénéité - tant des gains apparents de productivité de la composition-travail engagée - pour pouvoir utiliser l'indicateur global de productivité apparente comme indicateur de l'évolution de la productivité globale de la seule Section I₄ des is d'équipement (1).

cette hypothèse, nous obtenons un indicateur de la composition du capital (fixe avancé) en valeur courante selon $k(t)/q(t) = /Q(t)$.

évolution, pour les quatre économies étudiées, est retracée le graphique n° 3 (2).

Rappelons que, dans ce seul cas, $\varphi_{gi} = \varphi_g = \varphi_a$.

Il est possible de se rendre compte du caractère, ou non, acceptable d'une telle hypothèse - qui concerne surtout l'uniformité des gains de productivité - en comparant l'indice du prix du PNB à l'indice du prix des seuls investissements fixes : si leurs progressions respectives sont proches, cette hypothèse n'est sans doute pas très éloignée de la réalité. De ce point de vue, on a :

USA	: prix FBCF	1974/1950	: + 113,7 %	
	: prix GNP	1974/1950	: + 100,6 %	(secteur privé)
RFA	: prix FBCF	1974/1955	: + 108,2 %	
	: prix GNP	1974/1955	: + 95,8 %	(secteur privé)
JAPON	: prix FBCF	1972/1952	: + 53 %	
	: prix FBCF	1972/1952	: + 132 %	(secteur privé)
FRANCE	: prix FBCF	1974/1950	: + 232 %	
	: prix PIB	1974/1950	: + 230 %	(secteur privé)

Mis à part le cas du Japon, cette hypothèse est donc - en première analyse - acceptable; notons toutefois que cet écart pour le Japon ne s'explique pas par une progression plus rapide de la productivité apparente dans l'industrie : sur les quatre périodes retenues, cette dernière progresse en effet de 7,2 %; 3,6 %; 10,6 %; 0,1 %; il s'agit bien de taux comparables à ceux de l'ensemble du secteur privé.

f. page suivante.

Il en ressort les constats suivants :

- En moyenne, sur l'ensemble de la période d'après guerre, la composition courante du capital serait restée stable : faible hausse pour la R.F.A., faible baisse pour la France et le Japon, quasi-stabilité pour les U.S.A.
- Son évolution, aux U.S.A., est assez différente de celles que l'on observe pour les trois autres économies nationales. Alors que jusqu'en 1960 la composition courante baisse pour la France, le Japon et la R.F.A. (dans une moindre mesure cependant), elle progresse régulièrement aux U.S.A. (1); et, à l'inverse, on assiste à une baisse sensible de celle-ci sur la période 1960-1966, tandis que se fait jour un retournement de tendance pour France, Japon et surtout R.F.A.
- Au cours de la période allant de la fin des années 1960 jusqu'à la crise de 1974/1975, on assiste à un mouvement général de hausse de la composition du capital.

Si l'on entend expliquer quelque peu ces mouvements, il faut revenir à la comparaison des deux indicateurs, $k(t)$ et $q(t)$, dont le rapport nous a fourni l'indicateur de composition courante.

Etudions rapidement chaque économie nationale successivement.

a) U.S.A.

	$\dot{k}(t)$	$\dot{q}(t)$	$\dot{(k/q)}$
1950 - 1953	3,2 %	3,5 %	- 0,3 %
1953 - 1958	3,5 %	1,6 %	+ 1,9 %
1958 - 1966	1,8 %	3,5 %	- 1,7 %
1966 - 1970	3,5 %	0,7 %	+ 2,8 %
1970 - 1973	1,7 %	3,2 %	- 1,4 %
1973 - 1974	3,2 %	- 3,4 %	+ 6,7 %

(1) Si on fait abstraction des pointes résultant des conjonctures récessionnistes.

L'évolution de la composition courante apparaît strictement liée aux cycles de l'économie américaine.

Mais si l'on fait abstraction des récessions de 1953 et 1970, on dégage mieux la tendance sous-jacente d'évolution, soit :

1950 - 1958	3,3 %	2,3 %	+ 1,0 %
1958 - 1966	1,8 %	3,5 %	- 1,7 %
1966 - 1974	2,8 %	1,1 %	+ 1,7 %

Ainsi, la baisse de la composition courante durant la phase 1958/1966 s'explique à la fois par la progression limitée de la composition volume et par des gains plus importants de productivité (et d'intensité).

Si l'on note que la remise en cause du "collective bargaining" (à savoir le rejet par les travailleurs des contrats salariaux signés par les directions syndicales) débute en 1965 et qu'à partir de cette époque des mouvements nombreux (mais non reliés) ont eu pour terrain les conditions de travail (absentéisme, ralentissement concerté des cadences, etc...), on est conduit à deux hypothèses :

- La phase d'accumulation rapide de 1958-1966 s'est accompagnée d'une détérioration des conditions de travail qui explique l'importance des gains apparents de productivité.
- Au contraire, la résistance, que l'approfondissement des méthodes précédemment employées a provoqué de la part des travailleurs, a mis un terme à celui-ci en sorte que, non seulement les gains apparents ont été plus limités, mais encore leur obtention a nécessité de la part des directions de firmes une accélération de la hausse initiale de la composition du capital.

b) R.F.A.

	$\dot{k}(t)$	$\dot{q}(t)$	$\dot{(k/q)}$
1955 - 1963	+ 5,4 %	+ 4,7 %	+ 0,7 %
1963 - 1967	+ 7,4 %	+ 4,9 %	+ 2,4 %
1967 - 1970	+ 4,2 %	+ 6,6 %	- 2,3 %
1970 - 1974	+ 6,4 %	+ 3,8 %	+ 2,5 %
	(+ 6,1 %)	(+ 5,0 %)	(+ 1,0 %)

Si on laisse de côté la récession de 1967 (même si elle peut être mise en rapport avec la hausse accélérée antérieure de la composition courante), pour ne s'intéresser qu'au mouvement de fond, on constate que l'obtention de mêmes gains de productivité a nécessité

une élévation toujours plus forte de la composition volume. Nous avons déjà avancé quelques hypothèses permettant d'expliquer cet épuisement progressif.

c) JAPON

	$\dot{k}(t)$	$\dot{q}(t)$	$\dot{(k/q)}$
1953 - 1961	+ 4,9 %	+ 8,0 %	- 2,9 %
1961 - 1965	+ 9,3 %	+ 7,4 %	+ 1,8 %
1965 - 1970	+ 10,8 %	+ 10,3 %	+ 0,6 %

Le découpage retenu (notamment le fait que l'année 1965 soit marquée par une récession) masque quelque peu le même épuisement progressif que celui noté pour l'économie de la R.F.A. Il s'inscrit cependant à la suite d'une longue période de baisse qui trouve son origine dans le "retard" relatif de l'industrialisation au Japon, soit un retard quant à l'importation des méthodes de production mises au point aux U.S.A. (travail à l' chaîne, chronométrage des postes, réduction des temps morts, etc...).

d) FRANCE

	$\dot{k}(t)$	$\dot{q}(t)$	$\dot{(k/q)}$
1950 - 1960	+ 3,9 %	+ 5,5 %	- 1,5 %
1960 - 1966	+ 5,1 %	+ 5,5 %	- 0,4 %
1966 - 1970	+ 6,1 %	+ 5,3 %	+ 0,6 %
1970 - 1974	+ 6,4 %	+ 4,4 %	+ 1,9 %

L'évolution, pour l'économie française, ressort à mi-chemin entre celle de la R.F.A. et celle du Japon. Le retournement progressif y apparaît de façon tout à fait claire (Nous allons chercher à en situer l'origine, de façon plus précise, dans la section suivante).

Au terme de cette analyse comparative, réalisée à un niveau très global, nous pouvons avancer trois propositions:

- La croissance quasi-continue d'après guerre ne peut pas ne pas être mise en rapport avec l'absence de hausse finale de la composition du capital;
- La crise actuelle peut, à l'inverse, être rapprochée du mouvement général de hausse constaté dès la fin des années 1960;

- Dans le cadre d'une croissance très soutenue, les trois économies (R.F.A., France, Japon) ont réduit le décalage de développement qu'elles avaient avec l'économie américaine; mais, cette réduction n'a pas simplement consisté en un rattrapage du niveau atteint par celle-ci au cours même de la guerre de 1940-1945 (1) : un développement très efficace des forces productives (entendons bien "efficace " pour la classe dirigeante avant tout) s'est en effet poursuivi aux U.S.A.

Nous chercherons à les approfondir à la fin de notre quatrième chapitre après avoir établi le lien qui unit la poursuite d'une croissance sans crise (grave) à la stabilité tendancielle de la composition du capital.

Mais, le caractère très global de cette analyse nécessite qu'elle soit approfondie, au moins pour l'une des économies concernées. Nous avons retenu le cas de l'économie française.

. Une analyse plus détaillée de l'évolution de la composition du capital pour l'économie française

L'essentiel des données statistiques a été rassemblé et commenté dans la "Fresque historique du système productif" établie par l'I.N.S.E.E. à l'occasion de la préparation du VIIe Plan (2). De plus, cette étude a été complétée par une seconde publication "La mutation industrielle de la France", réalisée sous la responsabilité de B. GUIBERT (3). Nous pouvons donc nous limiter aux seuls apports (critiques) résultant de notre propre problématique, soit:

- une estimation des gains globaux de productivité au niveau des vingt-neuf branches de la comptabilité nationale française, selon la méthode présentée dans la précédente section;
- une réappréciation, en conséquence, de l'évolution de la composition du capital (composition-travail avancé et

(1) M. AGLIETTA a montré que, pendant cette période, la composition du capital avait fortement baissée aux U.S.A. (thèse citée).

(2) Collection de l'I.N.S.E.E. E. 27/1974, plus annexes (dossier statistique et tomes I à VI des données essentielles).

(3) Les collections de l'I.N.S.E.E. E. 31/32/1975.

composition-travail engagé) et des facteurs qui ont déterminé cette évolution.

Notons seulement que, pour ce qui concerne la période récente (1970-1974), nous avons complété les informations figurant dans les deux publications citées, à l'aide des comptes de la nation (1) et de données que nous nous sommes procurées auprès de la division "Etude des entreprises" de l'I.N.S.E.E. (2).

. De la productivité apparente à la productivité globale : analyse en 27 branches C.N.

On ne dispose de séries relatives au stock de capital fixe brut en volume (3) qu'au niveau des vingt-neuf "branches" de la comptabilité nationale française. Sans discuter ici du sens particulier de ce terme relativement à la définition théorique donnée au début de ce chapitre, nous devons constater que chacune de ces branches C.N. recouvre, le plus souvent, un ensemble d'industries (4). Les calculs que nous allons maintenant présenter sont donc relatifs à des évolutions moyennes pour ces divers ensembles.

-
- (1) Rapport sur les comptes de la nation de l'année 1974. Collection de l'I.N.S.E.E., C 33-34/1975.
 - (2) Série de Capital en 29 branches, en francs 1970
Séries d'effectifs et de productivité horaire.
 - (3) Pour la méthode utilisée, cf. J. MAIRESSE : L'évaluation du capital fixe productif. Collection de l'I.N.S.E.E., G. 18-19, 1972.
 - (4) Du moins est-ce vrai pour vingt-sept d'entre elles - à l'exclusion des branches 15 "Service du logement" et 19 "Commerces", dont nous avons déjà noté le caractère "improductif". En ce qui concerne cette dernière "branche C.N.", il aurait été nécessaire d'éclater les éléments qui la concernent (stock de capital, effectifs, etc...) entre les autres branches au prorata de la part de l'activité commerciale liée à chacune de ces "branches C.N." (en l'occurrence, on pourrait retenir la structure des marges commerciales), puisque, pour ces autres branches, nous ne pouvons en distinguer la seule activité productive (i.e. : le stock de capital inclut les bâtiments administratifs, etc..., et les effectifs contiennent le personnel des services, etc...). Mais nous n'avons pas effectué un tel éclatement.

La méthode de passage consiste à comparer dans un premier temps le gain de productivité apparente d'une branche (donné par l'indicateur $Q(t)/L(t)$ (1)) au gain moyen relatif aux moyens de production utilisés par cette branche (consommations intermédiaires et amortissements), celui-ci étant estimé au départ à l'aide des indicateurs de productivité apparente.

Ayant par ailleurs déterminé une estimation de la composition-travail engagé (η), on peut calculer une première notion de productivité globale selon :

$$\varphi_g^1 = \varphi_a \frac{1 + \eta / \varphi_a}{1 + \eta / \tilde{\varphi}_{aj}}$$

En reportant ensuite celle-ci au niveau de ces formules, on remplace φ_{aj} par φ_{gj}^1 ; d'où une seconde série φ_g^2 etc... jusqu'à convergence.

N'ayant pu effectuer ce processus itératif sur ordinateur, nous nous sommes limités à un calcul approximatif.

Les résultats de ce calcul figurent dans le tableau 4. Nous l'avons effectué pour les deux périodes 1970/1960 et 1974/1970, en retenant :

- la structure des consommations intermédiaires de 1970;
- la structure des compositions-travail engagé (ou du moins de leurs estimateurs) calculées pour l'année 1970.

(1) A ce niveau, nous avons retenu l'activité - et non les seuls effectifs - pour toutes les branches, sauf l'agriculture.

TABLEAU 3 - Passage de la productivité apparente du travail à la productivité globale (résultats obtenus)

	Période 60-70		Période 70-74	
	$\varphi_a^{(1)}$	$\varphi_g^{(1)}$	φ_a	φ_g
01. Produits de l'agriculture et de la sylviculture	5,7	5,9	6	5,7
02. Produits des industries agricoles et alimentaires	5,7	5,9	4,7	5,3
03A. Combustibles minéraux solides..	2,2	4,0	-0,4	2
03B. Gaz distribué	8,1	7,7	10,4	7,8
04. Electricité, eau et divers	6,8	6,6	4,0	4,5
05. Gaz naturel et produits pétroliers	6,8	6,5	9,0	7,5
06A. Matériaux de construction et céramique	5,1	5,4	8,5	7,2
06B. Verre	5,8	5,5	5,0	5,1
07. Minerai de fer et produits de la sidérurgie	4,7	4,9	7,0	6,6
08. Minerais et métaux non ferreux.	5,5	5,6	4,2	4,8
09A. Produits de la première transformation et du travail des métaux	7,6	6,9	4,8	5,0
09B. Machines et appareils mécaniques	6,5	6,4	6,6	5,7
09C. Machines et appareils électriques	6,6	6,4	5,3	5,3
09D. Automobiles, motocycles et cycles.....	4,8	5,4	4,8	4,9
09E. Produits des constructions navales et aéronautique, et armement	6,8	6,7	6,5	5,8
10. Produits chimiques et caoutchouc	5,1	5,4	6,0	5,7
11A. Textiles	5,6	5,5	6,0	5,9
11B. Habillement	3,6	4,2	6,6	6,3
11C. Cuir	6,7	6,5	7,5	7,0
12A. Produits de l'industrie du bois	5,5	5,6	6,5	5,7
12B. Pâtes, papiers et cartons	1,3	3,0	3,9	4,5
12C. Produits de la presse et de l'édition	5,5	5,6	7,1	6,0
12D. Produits des industries diverses	4,7	5,2	5,5	5,5
13. Bâtiment et travaux publics ...	4,1	4,7	7,0	5,9
14A. Transports	5,3	5,6	9,3	8,2
14B. Services de télécommunications	3,1	3,9	2,5	3,4
16. Autres services	6,0	5,9	5,25	5,4
Moyenne				

(1) Croissance moyenne annuelle de la productivité apparente (horaire) sur la période (en %) (déduite des statistiques disponibles).

(2) Croissance moyenne annuelle de la productivité globale sur la période (en %) (calculée).

L'estimateur retenu pour la composition-travail engagé d'une branche C.N a été calculé de la façon suivante (1) :

$$\text{estimateur de } \eta = \frac{\text{consommations inter.} + \text{amortissements}}{\text{valeur ajoutée brute} - \text{amortissements}}$$

Nous avons préféré cet estimateur à celui que l'on peut obtenir en estimant d'une autre façon la valeur ajoutée nette, à savoir : calculer une valeur ajoutée nette globale par tête et, en multipliant celle-ci par le nombre de personnes employées dans une branche, obtenir un indicateur de la valeur créée (aux valeurs de 1970) (2).

Bien que le premier estimateur soit basé sur la valeur "accaparée" dans chaque branche C.N. et qu'il enregistre ainsi les distorsions entre prix de marché et valeur d'échange, il tient cependant mieux compte des effets de la réduction (3).

Nous avons fait figurer, dans le Tableau 4 ci-joint, les montants de valeur ajoutée nette obtenus selon les deux méthodes : les écarts sont en effet assez significatifs (4) (cf. Agriculture, Habillement, etc...).

L'analyse des résultats consignés dans le Tableau 3 permet de constater la relative homogénéité des gains apparents de productivité : celle-ci explique la faiblesse des écarts entre productivité globale et productivité apparente.

(1) *Consommations intermédiaires et valeurs ajoutées brutes en fr 1970 sont tirées du T.E.I. de cette année (T.E.I. à diagonale nulle). Les montants des amortissements en fr 1970 sont tirés des documents établissant les séries de capital (cf. J. MAIRESSE op. cit.).*

(2) Valeur ajoutée brute : 698 780 millions
Amortissements : 69 098 millions

Valeur ajoutée nette 629 682 millions
Effectif total : 17 121 milliers de personnes
Valeur ajoutée par tête: 36 778 fr/tête.

(3) *Compte tenu de l'absence d'éclatement de la branche C.N. "Commerces", certains problèmes spécifiques se posent pour les branches industrielles incluant la distribution (Gaz, Electricité et surtout produits pétroliers). Nous ne les avons pas réglés.*

(4) *Si l'on excepte les branches 03-04-05, pour la raison indiquée dans la note ci-dessus.*

TABLEAU 4 - Estimation de la composition-travail engagé (1970)

	Méthode de	Valeur ajoutée nette (1)	
		Première méthode	Deuxième méthode
01. Produits de l'agriculture et de la sylviculture	0,68	43 766	100 330
02. Produits des industries agricoles et alimentaires	1,50	35 299	24 089
03A. Combustibles minéraux solides	0,95	2 585	4 119
03B. Gaz distribué	2,33	10 016	4 954
04. Electricité, eau et divers	1,12		
05. Gaz naturel et produits pétroliers ..	0,38	24 808	3 604
06A. Matériaux de construction et céramique	0,88	8 831	8 495
06B. Verre	0,73	2 176	2 758
07. Minerai de fer et produits de la sidérurgie	1,17	9 792	6 480
08. Minerais et métaux non ferreux	0,38	4 064	1 118
09A. Produits de la première transformation et du travail des métaux	1,38	17 893	18 389
09B. Machines et appareils mécaniques ...	1,01	39 197	31 680
09C. Machines et appareils électriques ..	1,3	13 974	14 748
09D. Automobiles, motocycles et cycles ..	2,1	13 486	13 092
09E. Produits des constructions navale et aéronautique, et armement	1,82	3 647	5 627
10. Produits chimiques et caoutchouc ..	1,32	16 143	15 355
11A. Textiles	0,6	13 544	16 587
11B. Habillement	1,34	6 906	12 431
11C. Cuirs	0,76	3 642	5 848
12A. Produits de l'industrie du bois	0,60	8 662	10 450
12B. Pâtes, papiers et cartons	0,95	5 852	5 259
12C. Produits de la presse et de l'édition	0,81	9 503	9 121
12D. Produits des industries diverses ...	1,25	7 623	8 349
13. Bâtiment et Travaux Publics	1,04	73 032	76 314
14A. Transports	1,03	22 298	22 668
14B. Services de télécommunications	0,35	9 429	13 402
16. Autres services	0,55	105 623	100 441
TOTAL	0,82	511 791	538 109

(1) millions de francs 1970

Remarque : Le montant total obtenu selon la deuxième méthode est différent de celui obtenu par la première méthode pour raison suivante;
on a :

$$\left. \begin{array}{l} \text{Total 2e méthode} + 88\,651 \text{ (commerce)} + 2\,922 \text{ (logement)} \\ \text{Total 1e méthode} + 81\,924 \text{ (commerce)} + 35\,967 \text{ (logement)} \end{array} \right\} = 629\,682$$

. Productivité globale moyenne par sections

L'intérêt du calcul précédent réside dans le fait que l'on peut ainsi déterminer des estimateurs de la productivité globale moyenne :

- de l'ensemble des branches C.N. (ou fractions de branche C.N.) incluses dans la sous-section I₁ des biens d'équipement;
- de l'ensemble des branches C.N. (ou fractions de branches) incluses dans la sous-section I₂ des moyens de production intermédiaires;
- de l'ensemble des branches C.N. (ou fraction de branches) fournissant la consommation ouvrière : sous-section II₁.

a) Pour obtenir les gains de productivité moyens des branches d'équipement, nous avons utilisé la structure de la F.B.C.F. productivité (hors logement) par grands produits en 1970, soit :

Construction mécanique	50 %
Construction électrique	8 %
Construction automobile	9 %
Construction navale et aéronautique	2 %
B.T.P.	31 %
Total	100 %

b) Pour obtenir les gains de productivité moyens relatifs à l'ensemble des moyens de production intermédiaires, nous avons retenu la structure des consommations intermédiaires de 1970.

c) Pour obtenir enfin les gains de productivité (globale) moyens relatifs à l'ensemble des branches fournissant la consommation ouvrière (ou du moins des salariés), nous avons retenu une structure déduite de la structure par produits de la consommation de l'ensemble des ménages en 1970 (1).

(1) Le problème le plus important est posé par le logement : nous avons retenu un pourcentage de 21 % au titre de la branche B.T.P.; les autres étant : agriculture, 10%; I.A.A., 25%; Textile, Habillement, Cuir, 15%; Services, 10%; etc...

Remarque : Un calcul beaucoup plus approché (parce que nous ne disposions que de la décomposition en 11 secteurs de la "Fresque") a été effectué pour la période 1960/1950.

Les résultats obtenus sont rassemblés dans le tableau 5.

TABLEAU 5 - Gains moyens de productivité globale

!	!	!	!	!
!	1950-1960	1960-1970	1970-1974	!
! Sous-Section I ₁	4,8	6,3	5,2	!
! Sous-Section I ₂	6,5	5,6	5,3	!
! Sous-Section II ₁	5,8	5,8	5,5	!
! Total (1)	5,8	5,9	5,4	!

(% moyen annuel)

On peut constater que :

- la première période a été marquée par un développement rapide des secteurs de base (sous-section I₂), dans le même temps où celui du secteur des biens d'équipement était assez réduit;
- à l'inverse, la baisse de valeur moyenne des biens d'équipement est plus importante, sur la période 1960-1970, que celle des biens intermédiaires;
- c'est finalement au niveau de la consommation que les gains les plus importants sont observés sur la période 1970-1974 (cf. poursuite de gains élevés dans l'agriculture et développement accéléré dans Textile-Habille-ment-Cuir et B.T.P.) (2).

(1) Y compris sous-section II₂.

(2) Notons cependant qu'il s'agit ici d'une moyenne sur la période 1970-1974, comme nous l'avons indiqué précédemment lors de l'étude de la seule productivité apparente (calculée avec les effectifs employés).

- dans l'ensemble, les écarts sont assez limités.

. Evolution de la composition du capital

Nous devons d'abord étudier comment les diverses branches ont contribué à l'élévation moyenne de la composition en volume du capital (fixe avancé).

Les résultats - qui relèvent, pour la période 1960-1974, de la prise en compte de l'activité (nombre d'heures travaillées) - sont consignés dans les Tableaux 6 et 7.

TABLEAU 6 - cf. page suivante

TABLEAU 7 -

	<u>1960/1950</u>
Agriculture	6,1
I.A.A.	1,8
Energie	7,3
Industries intermédiaires	3,9
Industries d'équipements	2,7
Industries de consommation	4,2
Transports et Télécommunic.	3,8
B.T.P.	0,7
Services	0,7
Total (y compris commerce)	<u>4,4</u>

Il en ressort les constats suivants :

- Les progressions sont très diverses pour la période 1950-1960 alors qu'elles tendent à se rapprocher au cours des deux périodes ultérieures.
- L'accélération observée au niveau de la composition globale moyenne se retrouve pour presque toutes les branches C.N. : on ne doit donc pas rechercher son origine dans un effet de structure.

La progression moyenne de la productivité globale de la sous-section I₁ des biens d'équipement ayant été obtenue, nous pouvons en déduire une meilleure estimation (que celle avancée dans la première sous-section) de l'évolution de la composition-travail en valeur courante.

TABLEAU 6 - Hausse de la composition-travail engagé en volume
(estimation)

(% moyen annuel)

	1970/1960	1974/1970!
! 01. Produits de l'agriculture et de la		
! sylviculture	9,0	+ 10,2
! 02. Produits des industries agricoles et		
! alimentaires	4,6	+ 8,7
! 03A. Combustibles minéraux solides	4,3	+ 8,1
! 03B. Gaz distribué	5,0	+ 4,9
! 04. Electricité, eau et divers		
! 05. Gaz naturel et produits pétroliers	6,2	+ 2,3
! 06A. Matériaux de construction et céramique..	8,5	+ 10,1
! 06B. Verre	3,1	+ 7,6
! 07. Minerai de fer et produits de la sidérurg	6,7	+ 9,9
! 08. Minéraux et métaux non ferreux	3,7	+ 7,5
! 09A. Produits de la première transformation et		
! du travail des métaux	5,8	+ 6,8
! 09B. Machines et appareils mécaniques	6,3	+ 5,7
! 09C. Machines et appareils électriques	6,5	+ 8,3
! 09D. Automobiles, motocycles et cycles	5,6	+ 11,0
! 09E. Produits des constructions navale et aéro-		
! nautique, et armement	1,8	+ 7,8
! 10. Produits chimiques et caoutchouc	7,5	+ 9,7
! 11A. Textiles	6,6	+ 8,6
! 11B. Habillement	5,1	+ 9,1
! 11C. Cuirs	4,6	+ 5,7
! 12A. Produits de l'industrie du bois	4,0	+ 5,7
! 12B. Pâtes, papiers et cartons	6,5	+ 8,7
! 12C. Produits de la presse et de l'édition ..	5,7	+ 8,4
! 12D. Produits des industries diverses	7,7	+ 8,5
! 13. Bâtiment et Travaux Publics	7,2	+ 9,1
! 14A. Transports	2,4	+ 4,4
! 14B. Télécommunications	5,2	+ 10,1
! 16. Autres services	5,2	+ 7,7
! TOTAL (non compris commerce)	6,0	+ 7,1

On a :

estimateur de l'évolution de $\xi' = \frac{CF}{VA}$

1950-1960 : - 0,4 % par an
 1960-1970 : - 0,3 % par an
 1970-1974 : + 1,8 % par an

(ces chiffres ne contiennent pas le commerce).

L'estimation présentée précédemment doit donc être très légèrement révisée :

- baisse moins marquée de 1950 à 1960
- poursuite de la baisse au-delà de l'année 1966
- hausse à peine plus réduite au-delà de 1970.

On peut, enfin, étudier l'évolution de la composition-travail engagé en volume et en valeur.

Sur la période 1970-1974 d'abord : le volume des consommations intermédiaires progresse de + 24,2 % au total (1). L'activité baissant très légèrement (- 0,3 %), on a donc eu une progression de 24,5 % au total de la composante : $\overline{CI}/L$; et comme la productivité globale moyenne au niveau de la sous-section I_2 progresse au total de + 23 %, on peut conclure à une légère élévation de la composante ξ en valeur : + 1,5 %, soit de 0,4 % par an.

En admettant une invariance de la durée de vie physique moyenne, et comme $\eta = \frac{\xi'}{T} + \xi$, la composition-travail engagé en valeur courante (η) aurait donc légèrement progressé : + 1,8 % au total sur la période, soit 0,45 % par an (2).

Sur la période 1960-1970 on a :

Volume des consommations intermédiaires	+92 %
Volume d'activité	+ 0,0 %
d'où progression de $\overline{CI}/L$	+92,0 %
Progression de la productivité globale au niveau de la sous-section I_2	+73 %
d'où progression de ξ	+11,0 %

soit : 1,1 % par an.

(1) Contre 21,6 % pour la valeur ajoutée.

(2) Nous avons retenu $\frac{\xi}{T} = 0,15 \cdot \eta$ et $\xi = 0,85 \cdot \eta$ d'où
 $\dot{\eta} = + 7,3 \times 0,15 + 1,5 \times 0,85 = 1,8$

Il en est résulté une progression de la composition-travail engagé en valeur courante (η), malgré la baisse de la seule composition-travail avancé :

η aurait augmenté de 0,9 % par an.

On est donc conduit à constater une progression constante de la composition-travail engagé en valeur courante.

Une telle évolution conduit à rechercher la principale explication de la hausse très limitée en volume de la composition-travail avancé (ξ') (relativement à celle de (ξ)), au niveau des transformations ayant affecté les conditions de travail, à savoir :
intensité du travail et travail par équipes successives.

. Evolution de la composition-travail avancé et extension du travail en continu

L'information statistique disponible décrivant la progression du travail en continu (ou par équipes) est la suivante :

a) Pourcentage des ouvriers travaillant en équipes

	1957	1959	1963	1970	1974
Production des métaux	28,0	54,6	64,0	66,6	77,2
1ère transformation des métaux	14,7	17,3	21,1	24,6	29,7
Mécanique générale	9,9	8,2	13,5	15,3	17,6
Construction de machines	7,7	14,7	20,4	29,1	39,3
Construction électrique	8,6	9,4	11,2	15,9	21,6
Industrie textile	34,0	37,4	44,6	47,0	50,2
Mat. de construction - verre	15,3	19,9	25,5	31,2	38,4
Chimie - Caoutchouc	14,5	26,4	35,4	?	40,2
I.A.A.	10,5	11,1	15,0	17,2	21,6
Papier-Carton	22,2	28,3	36,8	45,4	52,6
Industrie polygraphique	7,8	15,9	24,5	26,1	33,8
Industries de transformation (non compris Bâtiment)	14,3	20,1	25,0	25,5	31,3
Toutes activités	10,3	14,2	18,7	16,0	21,9

Source : Ministère du Travail

Division de la Statistique et des Etudes.

b) Répartition du travail par équipes (en 1974)

Travail en deux équipes : 60,9 %

Travail en trois équipes: 27,5 %

Travail en quatre ou plus: 11,7 %

(même source).

La progression du travail posté a donc été un fait marquant de la période que nous étudions.

Malgré le caractère très approximatif des éléments statistiques ci-dessus avancés (1), il nous semble possible de les utiliser afin de mettre en évidence que l'on a là le principal facteur expliquant la progression limitée de la composition-travail avancé en volume, au regard des gains de productivité dégagés, sur toute la période.

La méthode consiste à déterminer quelle aurait dû être la progression de celle-ci au cas où il n'y aurait pas eu d'extension du travail par équipes successives (2).

Plus précisément, il est possible de calculer le stock de capital qui aurait dû être mis en place, à mêmes conditions moyennes de production, pour que le personnel effectivement employé le soit sans travail par équipes.

Le stock de capital supplémentaire dont devrait disposer une entreprise ayant déjà introduit le travail par équipe (selon les propositions générales de 1974 quant à la répartition entre 2, 3 ou 4 équipes) est : $\Delta K = 0,6 \times K + 0,4 \times 2K + 0,10 \times K \times 2/5$

$$= 1,52 \times K$$

où K est le stock effectivement utilisé (3).

(1) On doit noter que des changements ont eu lieu entre 1963 et 1970 tant en ce qui concerne le champ de l'enquête que le questionnaire soumis.

(2) Nous avons adopté une méthode proche de celle retenue par M. BERTRAND (note interne à la Direction de la Prévision).

(3) Si 60% du travail s'effectue en 2 équipes, cela nécessite $0,6(2K-K)$ d'équipement supplémentaire;

Si 40% du travail s'effectue en 3 équipes, cela nécessite $0,4(3K-K)$ d'équipement supplémentaire

Si 10% de ces 40% s'effectuent en quatre équipes ou plus, cela nécessite encore en plus $0,10 \times (3K-K) \times 2/5$.

En retenant une même proportion dans le temps et dans l'espace des branches, on obtient le stock K^* qui devrait être en place dans une branche, selon :

$$K^* = K [1 + \alpha \times 1,52]$$

où α est la proportion des ouvriers travaillant en équipes dans la branche considérée (cf. tableau ci-dessus).

On obtient ainsi :

Capital fixe supplémentaire (en millions de fr 1970)

	1957	1963	1970	1974
02. I.A.A.	6 328	10 392	16 634	27 542
06A et 06B. Matériaux de construction et verre	3 043	6 924	15 417	26 840
07. Sidérurgie	9 692	32 429	41 015	65 768
09A. 1ère transformation des métaux	1 571	3 626	6 157	9 476
09B. Construction mécanique	2 221	6 896	21 812	23 380
09C. Construction électrique	848	1 846	4 684	9 536
09D et 09E. Construction automobile et navale et aéronautique	2 506	8 187	17 237	34 414
08. Non ferreux	1 604	5 449	7 037	10 192
10. Chimie	4 370	16 994	30 685	47 277
11A. Textile	6 753	16 611	23 593	47 277
12B. Papier-Carton	1 680	4 262	8 981	13 782
Total (ΔK)	27 960	113 616	193 252	299 330
Capital effectivement installé des industries ci-dessus (K)	179 169	247 288	371 790	502 629
Capital qui aurait dû être installé (K^*)	207 129	360 904	565 042	801 959

Pour l'ensemble des industries étudiées on a donc :

! % moyen annuel !	! 1963/1957 !	! 1970/1963 !	! 1974/1970 !
! Croissance effective du !	!	!	!
! stock de capital !	! 5,5 !	! 6,0 !	! 7,9 !
! Croissance qui aurait dû !	!	!	!
! avoir lieu sans travail !	!	!	!
! par équipes !	! 9,7 !	! 6,6 !	! 9,1 !
! Ecart !	! + 4 !	! + 0,6 !	! + 1,2 !

L'extension du travail par équipes expliquerait donc ainsi, pour 2% par an en moyenne sur toute la période, le faible rythme de hausse de la composition-travail engagée en volume, pour ces industries.

Sans une telle extension, la composition en valeur courante se serait élevée durant toute la période (1).

En retenant comme mesure de cet effet pour l'ensemble de l'économie

+ 1,5 % sur 1950-1960
+ 0,6 % sur 1960-1970
+ 0,3 % sur 1970-1974.

On aurait eu :

! !	! 1960/1950 !	! 1970/1960 !	! 1974/1970 !
! Hausse en volume !	! 5,9 !	! 6,6 !	! 7,4 !
! Gain de productivité (I ₁) !	! 4,8 !	! 6,3 !	! 5,2 !
! Hausse en valeur !	! + 1,1 !	! + 0,3 !	! + 2,1 !

(1) Il conviendrait cependant de prendre en compte le fait que du travail de nuit crée plus de valeur que du travail de jour. Mais, à l'inverse, la méthode retenue revient à considérer que les procès de travail où a été introduit le travail posté relèvent d'une situation moyenne de productivité, alors que le plus souvent celle-ci est plus élevée.

. Conclusion

Nous pouvons maintenant construire un indicateur de la composition du capital au cas où la durée du travail, l'intensité du travail et le type de travail (i.e. : par équipes) n'auraient pas changé : il s'agit de $k(t) = K(t)/N(t)$ - où $N(t)$ est le nombre de personnes employées - corrigé de l'effet que l'on vient de calculer. Son évolution est celle-ci :

1960/1950	1970/1960	1974/1970
5,9	6,1	6,8

Mais l'indicateur de productivité apparente horaire dont l'évolution a été :

1960/1950	1970/1960	1974/1970
4,4	6,0	5,25

ne recouvre pas les seuls "vrais" gains de productivité (à conditions de travail inchangées) : il enregistre aussi les variations de l'intensité du travail.

Abstraction faite de ce facteur, on peut déjà constater que la "correction liée au travail par équipes" conduit à une fonction globale de production plus régulière.

Mais on constate toujours une accélération relative des gains de productivité (et d'intensité) au cours des années 1960 - relativement à la hausse moyenne de la composition en volume du capital - et un épuisement relatif au cours de la dernière période. Une telle évolution, rapprochée des informations qualitatives dont on dispose sur l'évolution de l'absentéisme et surtout sur les conflits du travail, conduit à formuler l'hypothèse suivante : l'intensité du travail a été progressivement poussée au cours des années 1960; mais cette politique des directions de firmes a rencontré vers la fin des années 1960, et surtout durant la période récente (cf. notamment les conflits à Renault), une résistance marquée des travailleurs, qu'elle se manifeste de façon individualiste (absentéisme, coulage des cadences, ...), simplement concertée à la base au niveau des ateliers (réduction concertée des cadences) ou pleinement organisée par les syndicats.

Sous cette hypothèse (en chiffrant, par exemple, à 1 % par an l'effet différentiel de progression de l'intensité du travail au cours de la période 1960-1970), le lien ci-dessus évoqué apparaît comme très régulier.

Ainsi, l'épuisement progressif de "l'efficacité du progrès technique" que l'on constate de façon apparente à l'aide des indicateurs bruts (capital /tête, production/tête) s'expliquerait - non par un ralentissement des effets induits de la recherche scientifique et technique, mais par :

- la baisse de la durée moyenne du travail;
- l'épuisement des effets de l'extension du travail par équipes dès lors qu'il est acquis au maximum dans de nombreuses branches (1);
- les limites mises par les travailleurs à l'élévation de l'intensité du travail.

(1) Ce maximum est d'abord un "maximum social" avant d'être un "maximum technique", en ce sens que la dégradation des conditions de vie qu'entraîne le travail par équipe n'est plus acceptée aujourd'hui par les travailleurs en échange de la "petite joie" de la consommation (cf. J. BAUDRILLARD, *La société de consommation*. Denoël 1970).

CHAPITRE III

LA DIMENSION MONETAIRE DE LA REPRODUCTION :
FORMATION DYNAMIQUE DES PRIX ET DU PROFIT

INTRODUCTION A L'ANALYSE DE L'EVOLUTION DU
DEGRE GENERAL D' EXPLOITATION ET DU TAUX DE PROFIT

CHAPITRE III

LA DIMENSION MONETAIRE DE LA REPRODUCTION :

FORMATION DYNAMIQUE DES PRIX ET DU PROFIT

INTRODUCTION A L'ANALYSE DE L'EVOLUTION DU

DEGRE GENERAL D'EXPLOITATION ET DU TAUX DE PROFIT

Ce chapitre est consacré à l'approfondissement d'un certain nombre de problèmes théoriques concernant la dimension monétaire de la reproduction du capital, en sorte d'éclairer deux questions :

1°/ Quel rôle jouent les revendications ouvrières quant à l'alimentation de l'inflation et à l'élargissement de la consommation ouvrière ?

2°/ La logique qui préside aux mouvements de capitaux d'une industrie à l'autre permet-elle, au stade actuel du capital financier, d'assurer une extension différenciée des sections (et sous-sections) de l'économie.

Comme le chapitre précédent, celui-ci s'inscrit en préalable à l'analyse globale de la reproduction intensive, abordée au chapitre suivant (IV). Mais, en tant que tel, il permet déjà de déboucher sur une appréhension statistique de la façon dont le degré général d'exploitation et, partant, le taux de profit (en reprenant à ce niveau les conclusions dégagées à la fin du chapitre précédent) ont évolué au cours de la période d'après guerre.

Dans une première section, nous étudions les conditions de formation du taux général de profit et du système des prix de production qui lui est associé, en tant qu'elles se déduisent du système des valeurs actuelles/tendancielles défini dans le chapitre précédent.

Puis nous traitons de la question du niveau général des prix selon les transformations qui ont affecté le numéraire : l'éviction progressive de l'or par la monnaie bancaire comme numéraire universel. Ainsi, pourrions-nous montrer comment cette évolution, nécessitée par le développement du capitalisme, a rendu possible une hausse continue des prix. L'analyse du contenu de classe d'une telle inflation des prix nous permettra de définir la notion d'érosion de la monnaie bancaire.

La troisième section est consacrée à l'étude du concept de réalisation. Nous distinguerons les notions d'écoulement de la production et de réalisation de la valeur de celle-ci; et nous étudierons les conditions de cette réalisation selon les prix de marché qui se forment concrètement dans le temps. Nous en déduirons les concepts de "masse de plus-value produite" et de "masse de plus-value réalisée", en sorte que la formation du degré général d'exploitation (ex-post) apparaîtra bien dépendre de la pression ouvrière. Cela nous amènera de plus à préciser le lien qui unit le développement inégal et combiné, analysé dans le chapitre précédent, à la différenciation des taux de profit au sein d'une branche et entre branches.

Dans une quatrième section nous développons les conclusions qui résultent de ces trois premières sections en ce qui concerne la logique présidant aux mouvements de capitaux : le lien entre le montant relatif de capital-argent qui est transformé en capital-productif dans une branche particulière et le niveau/évolution du taux de profit dans cette branche.

Dans une cinquième section enfin nous utilisons les statistiques relatives aux quatre économies étudiées, pour appréhender l'évolution du degré d'exploitation (et du taux général de profit) : la question relative aux indicateurs qu'il convient de construire est traitée au sein de cette section.

1. SYSTEME DES VALEURS, TAUX GENERAL DE PROFIT ET SYSTEME DES PRIX
DE PRODUCTION

La séparation des travailleurs de leurs moyens de production, et la domination du capital sur le travail, qui en est issue et la reproduit dans le temps, conduit à ce que, sur le marché, s'affrontent des capitalistes porteurs de capitaux-marchandises à réaliser, et non les producteurs directs de ces marchandises. Dès lors, la loi qui tend à régler les rapports d'échange n'est plus "à travail égal, revenu égal", mais "à capital égal, profit égal", en sorte que la forme que prend la valeur dans le cadre des rapports de production capitalistes est "le prix de production" ou "transformé" de la valeur d'échange. C'est ce que nous avons déjà dégagé, dans le cours du premier chapitre, en étudiant l'apport critique de MARX.

Et, à cette occasion, nous avons indiqué, d'une part, que la solution formelle de ce problème de la transformation telle qu'elle ressort, chez MARX, des schémas qu'il construit dans le Livre III du Capital, reposait sur un certain nombre de simplifications, d'autre part que les travaux critiques ultérieurs avaient permis de déboucher sur une solution "mathématiquement exacte".

Ce problème formel consiste, en effet, à montrer :

1°/ comment le taux général de profit - ou taux que chaque capitaliste est en droit d'attendre comme rentabilité des capitaux investis sous sa direction - se déduit du système des valeurs, c'est-à-dire des conditions sociales de production et d'exploitation d'un moment donné;

2°/ comment l'application de ce taux uniforme aux capitaux engagés permet de produire la notion de "prix de production".

Nous entendons, dans cette section, présenter simplement la solution de ce problème qui a finalement été formulée, en nous appuyant notamment sur l'article synthétique de A. MEDIO (1).

(1) Cf. note page suivante.

Deux remarques préalables s'imposent cependant :

Note (1) de la page précédente

Ce débat a été ouvert par les critiques de BOHM-BAVEY et les travaux de Von BORTKIEWICZ (Essai de rectification de la construction fondamentale dans le 3ème Livre du Capital - 1907 - Traduction Française, Cahiers de l'ISEA, Série S, n° 1, 1959). En 1948, J. WINTERNITZ (Valeur and Prices : a solution of the so called transformation problem. Economic Journal - Juin 1948) d'une part, R.L. MEEK d'autre part (Some notes on the transformation problem. Economic Journal, 1956) croient apporter une solution à ce problème dans la logique des réponses de Von BORTKIEWICZ. Puis l'école cambridgienne relance la controverse sur des bases un peu différentes dans la mesure où P. SRAFFA (Production de marchandises par des marchandises - 1959, Traduction Française, chez Dunod 1970) et J. ROBINSON, notamment, tendent à considérer le problème de la valeur comme une question métaphysique et concluent qu'il convient d'en rester au niveau des formes économiques (prix, salaires, taux de profit). Cela permet alors à un certain nombre d'économistes, MORISHIMA, SETON (The transformation problem. Rev. Eco. Stud., Juin 1957) et J.T. SCHWARTZ (Lectures on the mathematical method in analytical economics, 1961, Gordon et Breach) d'abandonner tout choix arbitraire d'une égalité posée au départ entre somme des prix et somme des valeurs (ou somme des profits et somme des plus-values) et donc de critiquer les solutions que WINTERNITZ et MEEK avaient données : avec ces travaux, on peut légitimement avancer que l'aspect formel du problème de la transformation est réglé, entendant par "aspect formel" la solution mathématique du passage de la valeur aux prix de production, solution incluant une définition exacte du taux général de profit. A MEDIO, dans un article assez récent (Profits and Surplus-value : Appearance and Reality, in Capitalist Production, article n° 13 de "A critique of economic theory; Penguin Education) en donne une présentation synthétique, tout en justifiant dans un premier temps l'intérêt d'avoir dégagé une telle solution formelle, en ce qu'elle permet d'assurer le caractère scientifique de l'analyse de MARX. Nous sommes en accord sur ce point avec A. MEDIO et entendons bien réaffirmer que la valeur est de l'ordre de la mesure, face à ceux qui - dans ce débat - considèrent qu'il y a une sorte de "no bridge" entre valeur et prix et qui rejettent, nous semble-t-il, donc toute signification au terme de "grandeur de la valeur" employé par MARX (cf. notamment C. BENETTI et J. CARTELIER "Profit et exploitation : le problème de la transformation des valeurs en prix. Annales de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques, Lyon II, 1973.2).

- Première remarque :

Le problème du numéraire n'est jamais explicitement posé dans les travaux sur lesquels nous nous appuyons. Il convient en effet de remarquer que l'adoption par MARX du terme "prix" dans la catégorie "prix de production" est ambiguë puisque ceux-ci ne sont pas, à proprement parler, des prix exprimés en numéraire mais simplement des nombres ; seuls les rapports entre ces nombres, pris deux à deux, ont un sens : ils définissent les rapports d'échange entre marchandises qui tendent à s'établir dans le capitalisme. Les niveaux absolus du schéma marxiste n'ont pas de signification précise et, en tout cas, aucune en terme de temps de travail; ce n'est pas, en effet, la valeur qui se transforme en prix de production mais la valeur d'échange; et les valeurs continuent bien à régler en dernière analyse la formation des prix. Pourtant, si ces schémas ont pour objet de formaliser les conditions de formation du profit en tant que réalisation en argent de la plus-value, ils doivent nécessairement être exprimés en argent. Deux interprétations sont alors possibles. La première consiste à admettre que MARX se contente de définir des niveaux, dans la mesure où l'on peut directement en déduire les prix de production en argent : il suffit, en effet, de calculer les rapports respectifs à l'un d'entre eux, en l'occurrence celui qui correspond à la branche de production de la marchandise particulière qui s'est imposée comme équivalent-général; une telle interprétation est adéquate à une situation historique où l'or - ou l'argent-métal - fonctionne effectivement comme numéraire. La seconde interprétation revient au contraire à admettre que, si MARX ne développe pas, comme indiqué ci-dessus, la définition du prix de production, cela tient au fait qu'il admet déjà l'existence de signes qui ont remplacé l'or comme numéraire (moyen de circulation) et comme moyen de paiement: dans un tel cadre, l'or a aussi un "prix" exprimé dans cette sorte de monnaie, comme chacune des autres marchandises; dès lors, les n "prix de production" définis par les schémas marxistes, s'il y a n branches, sont bien des prix exprimés dans la monnaie courante (i.e. : en monnaie bancaire aujourd'hui). Nous retenons, pour notre part, cette deuxième interprétation. L'inconnue est alors de comprendre comment l'unité monétaire en laquelle s'expriment tous les prix est l'expression d'un certain quantum de travail. Nous traitons de ce problème dans la seconde section de ce chapitre, nous contentant ici d'admettre que tous les prix sont exprimés en un signe d'or et d'ignorer que la nature du système monétaire puisse imposer une certaine contrainte à la formation des niveaux absolus des "prix de production en monnaie courante" (1).

(1) Ainsi nous nous écartons d'A. MEDIO qui se contente de résoudre le pseudo-problème de la transformation en définissant des "price, per unit of labour embodied" ou rapport entre le prix d'une unité de la marchandise concernée et sa valeur.

- Seconde remarque :

La solution du problème formel de la transformation que nous repreneons à notre compte n'a été développée que dans le cadre hypothétique simple que nous avons nous-mêmes retenu pour définir "le système des valeurs simples" (1), à savoir : conditions données de production et d'exploitation, unicité de la force de travail, unicité des temps de rotation du capital (2). Il importe pourtant d'en fournir une présentation générale : définir le taux général de profit et le système des prix de production correspondant au système des valeurs actuelles/tendancielles que nous avons produit au chapitre précédent. Pour ce faire, nous retenons la même démarche progressive que dans ce chapitre :

1°/ à conditions données de production et de reproduction, solution du problème en complexifiant le cadre hypothétique simple;

2°/ solution de ce problème relativement au système des valeurs actuelles/tendancielles.

. Taux général de profit et prix de production à conditions données de production et d'exploitation

. Un cadre hypothétique simple :unicité des temps de rotation, unicité de la force de travail

Nous nous plaçons donc, en un premier temps, dans le cadre schématique simple défini Chapitre II, Section 2, p. 140. Précisons de plus que nous retenons :

- une durée unique de production pour les divers procès de travail représentatifs de chaque industrie;
- l'absence de tout temps mort de circulation;
- la réalité marchande du produit de chaque industrie.

(1) Cf. Chapitre II, Section 2, p. 140.

(2) A. MEDIO produit lui-même une solution tenant compte du capital fixe : nous ne la reprenons pas à notre compte car, selon ce que nous précisons ci-après, elle repose sur une erreur d'analyse.

Aux notations précédemment introduites, il convient d'ajouter :

+ p_i , le prix de production unitaire en monnaie bancaire de la marchandise i , d'où $\vec{p}$ le vecteur des prix;

- r , le taux général de profit.

Le système des prix de production, défini à une constante près, et le taux général de profit sont donnés par l'ensemble des relations suivantes :

$$\left\{ p_i = \left[\sum_j a_{ij} \cdot p_j + n_i \sum_j b_j \cdot p_j \right] (1 + r) \right\}$$

soit en notation matricielle :

$$\vec{p} = \left[A\vec{p} + \vec{n} (\vec{b} \cdot \vec{p}) \right] (1 + r)$$

Pour chaque procès de travail le capital avancé, exprimé aux prix de production, est égal au capital engagé : c'est donc le prix de revient égal à la somme du coût d'achat des moyens de production et de la masse salariale (1). Le taux de profit unique r s'applique donc à ce prix de revient pour obtenir le prix de production (2).

On sait que ce système matriciel a une solution ($\lambda \vec{p}, r$) sous certaines conditions que l'on peut supposer vérifiées dès lors qu'il s'agit de conditions réelles de production et d'exploitation (i.e. :

(1) Le salaire nominal pour une heure de travail, supposé unique, est $w = \sum_j b_j \cdot p_j$ puisque $(b_1 \dots b_n)$ est la norme de consommation.

(2) Nous faisons abstraction du fait que les salaires peuvent être versés à la fin de chaque semaine ou quinzaine de travail : nous supposons donc qu'ils sont globalement versés au début de la période de production et pour toute sa durée. Remarquons de plus que le taux r est relatif à la durée (unique) de cette période de production : ce n'est un taux en terme annuel que si cette durée est d'une année.

laissant place à un degré positif d'exploitation).

Il importe maintenant de voir comment le taux général de profit peut être défini à partir du système des valeurs.

Parler d'un taux général de profit revient à considérer que l'ensemble des capitaux constituent le capital social de toute la classe bourgeoise; celle-ci doit avancer un certain capital pour obtenir une certaine plus-value globale tirée du seul travail vivant fourni par la classe ouvrière d'où le taux général de profit en tant que rapport entre cette plus-value et le capital. Ou encore : pour obtenir un certain degré général d'exploitation, la classe bourgeoise doit avancer/engager un capital ayant une certaine composition organique (la composition organique moyenne des divers capitaux) : le taux général de profit est dès lors :

$$r = \frac{\tau}{\omega^* + 1}$$

où ω^* est cette composition organique "moyenne" (1).

La question se résume dès lors en la suivante : comment doit être définie cette composition organique moyenne, à partir des compositions organiques $\{\omega_i\}$ relatives aux diverses branches de production (tous les capitaux engagés dans une branche ayant, dans le cadre retenu ici, la même composition).

Pour un vecteur $\vec{q}$ quelconque de production des diverses branches sur une période de production, la plus-value globale qui est alors produite, ⁽²⁾ rapportée au capital global qui est engagé pour ce faire, conduit à un taux ρ , tel que :

$$\rho = \frac{PV(q)}{C(q) + V(q)} = \frac{\tau}{\omega(q) + 1}$$

Si la composition organique n'est pas la même dans toutes les branches, la composition organique moyenne relative à ce vecteur $\vec{q}$ de production variera avec tout changement de cette production.

(1) Cette formulation simple n'est évidemment valable que dans le cas où capital avancé et capital engagé sont identiques.

(2) Nous faisons l'hypothèse que "plus-value produite" et "plus-value réalisée" sont identiques.

Comme, d'autre part, le degré général d'exploitation et le système des valeurs sont indépendants de ce niveau $\bar{q}$ de production, on parvient à la conclusion que ρ varie en fonction de $\bar{q}$.

Or, le taux général de profit r est, parallèlement à ce qu'il en est pour le degré d'exploitation, indépendant de $\bar{q}$.

La composition organique moyenne, ω^* , qui caractérise le capital social - pour les conditions de production et d'exploitation retenues - est donc celle qui correspond à une structure particulière de la production $\lambda \bar{q}^*$, pour laquelle on aura :

$$\rho^* = r = \frac{\tau}{\omega (\lambda \bar{q}^*) + 1} = \frac{\tau}{\omega^* + 1}$$

Les travaux auxquels nous nous référons ont permis de montrer qu'une telle "proportion étalon" existait bien et qu'elle correspondait à celle permettant une reproduction élargie du capital lorsque toute la plus-value est accumulée et que, dans le temps, restent inchangées les conditions de production et les conditions de reproduction de la force de travail.

En l'occurrence :

- $q_i^* = 0$ pour toutes les branches non fondamentales (ce qui correspond au fait que la consommation improductive de la classe bourgeoise est nulle);
- pour l'ensemble des autres branches, le niveau q_i^* de chaque branche est tel que la proportion entre cette quantité et le total de ce qui est consommé de cette marchandise par l'ensemble des branches (au titre des moyens de production et/ou au titre des moyens de subsistance des travailleurs) soit la même pour toutes les branches (1).

(1) cf. page suivante

Note (1) de la page précédente :

(1) Si α est cette proportion, on doit donc avoir :

$$q_i^* = \alpha \cdot \sum_j (a_{ji} q_j^* + m_j \cdot b_i q_j^*) \quad \text{quel que soit } i = (1, \dots, n')$$

soit, s'il n'existe aucune branche qui soit à cheval sur les deux grandes sections de l'économie :

$$q_i^* = \alpha \cdot \sum_j a_{ji} q_j^* \quad \text{pour } i = \text{branches de la Section I}$$

$$q_i^* = \alpha \cdot \sum_j m_j \cdot b_i q_j^* \quad \text{pour } i = \text{branches de la Section II}$$

les sommes par rapport à j s'effectuant, dans chaque cas, sur toutes les branches fondamentales.

En posant G , la matrice carrée de terme g_{ij} tel que

$$g_{ij} = \frac{c_{ij} + v_{ij}}{m_i}$$

où : $c_{ij} = a_{ij} \cdot m_j$ et $v_{ij} = n_i \cdot b_j \cdot m_j$.

Le système linéaire donnant $(\alpha, \lambda \vec{q}^*)$ s'écrit :

$$G \cdot \vec{q}^* = \frac{1}{\alpha} \cdot \vec{q}^*$$

Alors $\vec{q}^*$ est vecteur propre de la matrice G , pour la valeur propre $1/\alpha$. De plus, comme le système des prix peut s'écrire :

$$(A + NB) \vec{p} = 1/1+r \cdot \vec{p}$$

soit encore $G \cdot \vec{\pi} = 1/1+r \cdot \vec{\pi}$ où $\pi_i = p_i / m_i$.

On constate que : $\frac{1}{1+r} = \frac{1}{\alpha}$

Enfin, $M^* = \sum_i m_i q_i^*$ est tel que :

$$M^* = \alpha \cdot \sum_i \sum_j (a_{ji} m_i q_j^* + n_j b_i m_i q_j^*) = \alpha \cdot (C^* + V^*)$$

comme $M^* = C^* + V^* + PV^*$, il en résulte que :

$$\rho^* = \frac{PV^*}{C^* + V^*} = \frac{M^* - C^* - V^*}{C^* + V^*} = \alpha - 1 = r$$

soit $\rho^* = r$ (C.Q.F.D.)

Cette proportion unique est telle que $\alpha = 1 + r$, ce qui correspond bien au fait que l'on peut avoir une reproduction élargie équilibrée au rythme $g = \alpha - 1 = r$.

Ainsi le taux général de profit se déduit bien des conditions de valorisation du capital.

On a :

$$r = \frac{\tau}{\omega^* + 1}$$

$$\text{avec : } \omega^* = \sum_i x_i^* \cdot \omega_i \quad \text{et} \quad x_i^* = \frac{q_i^* v_i}{\sum_i q_i^* v_i} = \frac{q_i^* m_i}{\sum_i q_i^* n_i}$$

(Notons bien que la composition organique moyenne ω^* dépend de la structure de la consommation ouvrière : lorsque, à valeur donnée de la force de travail, celle-ci change, la proportion q^* se modifie. Et, à l'inverse, lorsque le degré d'exploitation change à structure donnée de la consommation ouvrière, cette composition organique moyenne n'évolue pas parallèlement à l'évolution uniforme des ω_i : la proportion q^* est aussi modifiée. La "marchandise-composité" de valeur $M^* = \sum_i q_i^* m_i$ n'est donc pas invariante lorsque, toutes choses égales, le salaire nominal varie (1)).

Quant à la formation des prix de production, relativement aux valeurs, elle peut s'analyser en décomposant le procès de transformation en deux temps :

- Premier temps : des écarts relatifs se creusent du seul fait que, dans chaque branche, la composition organique est différente de la composition organique moyenne;
- Deuxième temps : ces écarts relatifs sont accentués par le jeu des effets induits de la transformation sur la valorisation du capital engagé (i.e. : le fait que le capital avancé aux prix de production n'est plus proportionnel au capital avancé en valeur, lorsque les prix de

(1) P. SRAFFA, dans "Production de marchandises avec des marchandises" op. cit., ne parvient à la conclusion inverse que parce qu'il n'inclut pas les salaires dans le capital avancé : cette façon de procéder, pour définir le taux de profit, est contradictoire avec la logique même du capitalisme (i.e. : la valorisation du capital : de $c+v$ à $c+v+pv$), comme nous l'avons montré dans notre premier chapitre.

production dans les branches amont, et dans les branches fournissant les moyens de subsistance, s'écartent relativement des valeurs).

La "marchandise-composite" produite avec la composition organique moyenne ω^* peut, en effet, servir de base de référence; pour chaque branche on comparera : p_i / p^* relativement à m_i / M^* .

- Dans un premier temps, on définit un "prix de production intermédiaire" de la branche i selon :

$$p_i^l = p^* \cdot \frac{(c_i + v_i) (1 + r)}{(C^* + V^*) (1 + r)}$$

où prix de production, au cas où le capital avancé n'est pas transformé (1). On a donc :

$$p_i^l = p^* \cdot \frac{v_i (\omega_i + 1)}{V^* (\omega^* + 1)} = \frac{\omega_i + 1}{\omega^* + 1} \cdot \frac{\omega^* + 1 + \tau}{\omega_i + 1 + \tau} \cdot \frac{m_i}{M^*}$$

Ainsi, ce "prix de production" ne dépend, en ce qui concerne son écart relatif à la valeur, que de la composition organique particulière ω_i , relativement à la composition organique moyenne (2).

- (1) Le prix de production intermédiaire de la marchandise-composite est égal à son prix de production courant puisque l'on a :

$$\frac{PV^*}{C^* + V^*} = \frac{P_f^*}{Q^* + W^*}, \text{ ce qui entraîne que : } \frac{M^*}{C^* + V^*} = \frac{P^*}{Q^* + W^*}. \text{ Si}$$

$$P^* = \lambda n^*, \text{ on a } Q^* + W^* = \lambda (C^* + V^*),$$

- (2) Ainsi : lorsque $\omega_i = \omega^*$, on a $p_i^l / p^* = m_i / M^*$

$$\omega_i > \omega^* \text{ on a } p_i^l / p^* > m_i / M^*$$

$$\omega_i < \omega^* \text{ on a } p_i^l / p^* < m_i / M^*$$

- Et dans un deuxième temps on analyse l'écart entre ce prix de production intermédiaire et le prix de production final $(Q_i + W_i) (1 + r)$, comme provenant de la transformation de $(c_i + v_i) \frac{P^*}{M^*}$ en $(Q_i + W_i)$.

(Notons bien qu'à aucun moment nous ne retenons d'égalités en niveaux absolus du type $P^* = M^*$, ou, ce qui revient au même : $Pf^* = PV^* (1)$).

La proposition de K. MARX selon laquelle les prix de production ne s'écartent relativement des valeurs que si les compositions organiques ne sont pas égales est ainsi confirmée.

. Taux général de profit prix de production et structure complexe de la classe ouvrière

Si l'on tient compte de la diversité des qualifications, aucun problème spécifiquement nouveau ne se pose. On peut, comme dans le cas simple précédent, "déduire" le taux général de profit et le système des prix de production du système des valeurs produit dans le chapitre précédent (Chapitre II, Section 2, p. 157); soit, à une constante près :

$$Am^{\rightarrow} + (1 + r) N.B.m^{\rightarrow} = \overrightarrow{m}$$

Chaque branche relève d'une certaine composition organique ω_i ; et l'on définit comme précédemment la proportion $\overrightarrow{q}^*$ et la composition organique moyenne ω^* .

$$\text{On aura : } r = \frac{r}{\omega^* + 1}$$

$$\text{et : } (A \overrightarrow{p} + N.B.\overrightarrow{p}) (1 + r) = \overrightarrow{p}$$

- (1) Le schéma des prix de production est, en effet, défini à une constante près et il n'y a aucune raison pour que le niveau général des prix soit tel qu'une telle égalité soit vérifiée.

De façon générale, d'ailleurs, la "valeur du numéraire", qui pourrait être définie en retenant que le profit global serait égal à la plus-value globale, est dépendante de la proportion $\overrightarrow{q}^*$ dont résultent ces montants globaux.

Le non-sens que représente toute tentative de rapprocher des niveaux absolus en valeur d'une part, en prix de production d'autre part, ressort clairement dans ce cas plus général : on sait, en effet, que le système des valeurs est alors, lui-aussi, défini à une constante près.

. Taux général de profit, prix de production et capital fixe (1)

Nous prenons maintenant en compte la diversité des durées de rotation du capital :

- d'une part, l'existence de durées différentes pour les procès de production des diverses branches;
- d'autre part, la présence, dans chaque branche, de capitaux fixes qui tournent moins vite que le capital circulant.

Ayant défini, dans le chapitre précédent, le système des valeurs correspondant à ce cas général (cf. Chapitre II, Section 2, p. 148), soit :

$$\left\{ \sum_h a_{ih}^1 m_h / T_{ih} + \sum_j a_{ij}^2 m_j + n_i = m_i \right\}$$

il nous faut maintenant analyser comment s'en déduit le taux général de profit et le système des prix de production. Et le terme "déduit" doit être très nettement souligné car il n'est plus possible, dans ce cadre général, de déterminer directement le taux général de profit comme solution du système des prix; du moins c'est ce que nous allons constater.

Considérons une branche particulière et définissons les transformés des catégories retenues en valeur, soit :

(1) Le contenu de cette sous-section a déjà fait l'objet, de notre part, d'une présentation dans : "valeur et prix en théorie marxiste", mémoire pour l'obtention du D.E.S., Mai 1973 (document ronéoté). Comme celui-ci n'a pas été publié nous nous permettons de le reprendre.

- QF_{ih} , le coût d'achat aux prix de production de l'outil de production h utilisé dans la branche i;
- $QF_i = \sum_h QF_{ih}$, est alors le coût d'achat aux prix de production du capital fixe avancé dans cette branche i;
- $QC_i = \vartheta_i (QI_i + W_i)$, le coût d'achat du capital circulant avancé (1), avec : ϑ_i , durée du procès de production; QI_i , coût d'achat des moyens de production intermédiaires engagés sur la période de unité et W_i , masse salariale correspondant au capital variable engagé sur cette période (2).

Pour un niveau inchangé de production dans le temps et des prix inchangés, ce capital circulant ne doit pas être augmenté : il est avancé une fois, au départ, et continuellement réintroduit par prélèvement sur les ventes. Et si le prix de celles-ci reste inchangé, le procès de travail considéré produira un reflux de profit brut constant : soit pfb_i le flux de profit brut sur la période unité.

On peut dès lors associer à ce procès de travail, et à ce prix de vente, un taux unique de rentabilité ou taux qui annule le bilan, actualisé à ce taux, de cette opération productive.

Si les durées de vie physique des divers moyens de travail étaient identiques (soit : $T_{ih} = T_i$ quel que soit h), ce taux de rentabilité

(1) Pour simplifier la présentation, nous avons admis que les temps morts de circulation à l'entrée et à la sortie étaient nuls.

(2) Nous admettons donc, aussi pour simplifier, que les salaires sont versés au début de la période de travail qu'ils sont sensés rémunérer.

r_i serait tel que (1) :

$$QF_i + QC_i = pfb_i \cdot \sum_{t=1}^{t_i} \frac{1}{(1+r_i)^t} + \frac{QC_i}{(1+r_i)^{T_i}}$$

Le bilan considéré s'apprécie, en effet, de la façon suivante :

- Argent avancé au départ : $QF_i + QC_i$;
- Reflux constant de profit brut, jusqu'à la date T_i ;
- Récupération, à cette date, du capital circulant.

(Pour $T_i = v_i = 1$, on retrouve la formule simple : $r_i = \frac{pfb_i - QF_i}{QF_i + QC_i + W_i}$).

Si les durées de vie ne sont pas égales, le bilan doit être établi sur une période telle qu'elle contienne un nombre entier de fois chaque durée particulière : cette durée $\hat{T}_i$ est le p.p.c.m. des T_{ih} . Pour chaque moyen de travail, leur remplacement s'accompagne d'une dépense en argent, d'où le bilan actualisé donnant le taux r_i de rentabilité :

(1) La formulation suivante est approchée concernant le traitement du capital circulant. Elle suppose en effet que celui-ci est entièrement avancé au début de la première période et recouvré au cours de la dernière période (T_i) : ceci n'est vérifié que si $v_i = 1$. Si v_i est supérieure à 1 (la période unité à laquelle fait référence le taux r_i en particulier), il convient en fait de compter :

- dans les entrées : $(QI_i + W_i) \left(1 + \frac{1}{1+r} + \dots + \frac{1}{(1+r)^{v_i-1}} \right)$
- dans les sorties : $(QI_i + W_i) \left(\frac{1}{(1+r)^{T_i-(v_i-1)}} + \dots + \frac{1}{(1+r)^{T_i}} \right)$

et non $v_i(QI_i + W_i) = QC_i$ d'une part,

$QC_i / (1+r)^{T_i}$ d'autre part,

comme on l'a retenu.

$$\sum_h \left[QF_{ih} + \frac{QF_{ih}}{(1+r_i)^{T_{ih}}} + \dots + \frac{QF_{ih}}{(1+r_i)^{d_{ih-1}}} \right] + QC_i =$$

$$\sum_{t=1}^{\hat{T}_i} \left[\frac{pfb_i}{(1+r_i)^t} \right] + \frac{QC_i}{(1+r_i)^{\hat{T}_i}} \quad [1]$$

$$\text{où : } \hat{T}_i = d_{ih} \cdot T_{ih}$$

Le système des prix de production, correspondant aux conditions données de production et d'exploitation, est celui qui se forme lorsque les taux de rentabilité r_i sont égaux.

Si l'on retranscrit les relations [1] précédentes sur une durée unique $\hat{T}$, p.p.c.m. de tous les T_{ih} , et pour un taux unique de profit r , et si l'on note que, dans chaque branche, le reflux de profit brut est tel que :

$$pfb_i = p_i - QI_i - W_i$$

on parvient au système de relations suivantes dont les prix de production et le taux général de profit sont solutions (1).

$$r \cdot \sum_h \frac{a_{ih}^1 \cdot p_h}{g(r, r_{ih})} + (1 + v_i \cdot r) \left[\sum_j a_{ij}^2 \cdot p_j + m_i \sum_l b_l \cdot p_l \right] = p_i$$

$$\text{pour } i = \{1 \dots n\}$$

$$\text{où : } g(r, T_{ih}) = 1 - \frac{1}{(1+r)^{T_{ih}}} = r \cdot \sum_{t=1}^{T_{ih}} \frac{1}{(1+r)^t}$$

(1) Si l'on ne retient pas la simplification, indiquée dans la note précédente et concernant le capital circulant, le terme $(1+v_i \cdot r)$ doit être remplacé par :

$$\frac{r}{v_i \cdot g(r, v_i)}$$

Ce système ne peut pas s'écrire sous la forme : $f(r) \vec{p} = G \cdot \vec{p}$ où G serait une matrice indépendante de r . On ne peut donc lui appliquer le théorème de FROBENIUS, qui fournirait $f(r)$ comme valeur propre de G (1).

Il nous faut, au contraire, montrer que le taux général de profit, r , peut être déduit du système des normes de valorisation du capital : le système des prix de production en résulte alors selon les relations précédentes.

(1) Dans l'article déjà cité, A. MEDIO parvient à un système qui ne présente pas cette difficulté. S'il en est ainsi, c'est qu'il commet une erreur.

Il se place dans le cas particulier où $v_i = c^t = 1$ et où $T_{ih} = T_h$ quelle que soit la branche où cet outil de production est utilisé.

Il appelle "prix de location", la somme en argent que paierait tout utilisateur d'un outil de production sur la période unité, au cas où la branche productrice les louerait.

Le système des prix de production, tel que nous l'avons écrit, peut alors s'exprimer ainsi : $(1+r) (A^1 + A^2 + NB) \vec{p}' = G^{-1} \vec{p}'$

où G est la matrice diagonale du terme $\frac{1}{g(r, T_h)} \cdot \frac{r}{1+r}$ telle que $\vec{p}' = G \cdot \vec{p}$ (avec p'_h : le prix de location).

Or, sur la base de nos notations, A. MEDIO parvient au système suivant : $(1+r) (A^1 + A^2 + NB) \vec{p}' = \vec{p}'$ ce qui lui permet d'y appliquer le théorème de FROBENIUS.

L'origine de cette différence, et par suite l'erreur de A. MEDIO, réside en ceci : il considère que le produit de la branche i par unité produite est p'_i ; or si cela est bien vérifié pour les biens non-durables - puisque, pour ceux-ci, $p'_i = p_i$ - ce produit, pour une branche produisant un bien durable, n'est pas le prix de location sur une seule période, mais bien le produit de cette location sur toute la durée de vie de l'outil. Et sa détermination s'effectue à l'aide du taux d'escompte r , d'où l'expression $G^{-1} \cdot \vec{p}'$ que nous avons, pour notre part, obtenue.

On peut démontrer que, pour une proportion particulière q^* , le taux de rentabilité p^* relatif au capital social est égal au taux général de profit.

L'ensemble des branches peut, en effet, être considéré, pour un vecteur $\vec{q}$ de production, comme équivalent à un capital unique valorisé par l'ensemble des travailleurs ainsi utilisés. Ce capital unique est ainsi composé :

$$\text{Capital fixe : } CF = \sum_i CF_i \quad (1)$$

$$\begin{array}{l} \text{Capital circulant} \\ \text{avancé} \end{array} : CC = \sum_i CC_i \quad (2)$$

$$\begin{array}{l} \text{Force de travail globale} \\ \text{utilisée : (ou capital} \\ \text{variable engagé) : } \end{array} \quad V = \sum_i V_i$$

$$\begin{array}{l} \text{Plus-value globale} \\ \text{produite : } \end{array} \quad PV = \tau \cdot V = \tau \cdot \sum_i V_i$$

(1) Le temps de rotation de ce capital fixe équivalent - ou temps sur lequel est transmise sa valeur - est :

$$T = \frac{\sum_i CF_i}{\sum_i CF_i / T_i} = \sum_i T_i \cdot \frac{CF_i}{CF}$$

(2) Le capital circulant tourne, dès lors, en un temps $\mathcal{E}$, tel que :

$$\mathcal{E} = \frac{CC}{V + CI} = \hat{\alpha} \cdot \frac{\sum_i (CI v_i + V v_i)}{\sum_i \alpha_i (CI v_i + V v_i)}$$

où $\hat{\alpha}$ est le p.p.c.m. des v_i , soit $\hat{\alpha} = \alpha_i \cdot v_i$

On en déduit que : la partie constante du capital circulant est :

$$CI_m = \left[\sum_i \alpha_i \cdot CI v_i / \sum_i \alpha_i (CI v_i + V v_i) \right] \cdot CC$$

: la partie variable du capital circulant est :

$$V_m = \left[\sum_i \alpha_i V v_i / \sum_i \alpha_i (CI v_i + V v_i) \right] \cdot CC$$

Le taux de rentabilité de ce capital unique ρ est donné par l'annulation du bilan actualisé, soit :

$$CF + CC = \left(\frac{CF}{T} + PV \right) \cdot \sum_{t=1}^{t=T} \frac{1}{(1+\rho)^t} + \frac{CC}{(1+\rho)^T}$$

Il est aisé de constater que ce taux varie en fonction de la proportion $\bar{q}^*$ retenue (ne serait-ce que parce que la durée de rotation du capital fixe, T , en dépend).

Comme le taux général de profit, r , est indépendant de la structure concrète en laquelle se trouve l'économie, il est clair que, pour une structure $\bar{q}^*$ quelconque, on aura $\rho \neq r$. Mais, pour une structure $\bar{q}^*$ particulière, on aura $r = \rho^*$.

Il s'agit de la même proportion que celle définie dans le cas simple d'une durée unique de rotation; à savoir qu'elle est ordonnée à une reproduction élargie extensive où toute la plus-value est accumulée en accroissement de capital fixe et de capital circulant.

En d'autres termes :

- la production des branches non-fondamentales est nulle;
- pour les autres, la production de chaque branche pendant la période unité est égale au total des consommations de ce produit par toutes les branches pendant la même période et la production de chaque branche correspondant à ces consommations progresse au même rythme pour toutes les branches.

(Démonstration de cette proposition) (1)

Ecrivons les relations qui résultent de ces contraintes, en distinguant biens intermédiaires, moyens de subsistance et moyens de travail.

a) Biens intermédiaires

Dans la branche i , la consommation du produit intermédiaire j pendant la période unité $(t-1, t)$ est :

$$a_{ij}^2 \cdot q_i (t + v_i)$$

(1) Fin de celle-ci p. 320.

En effet a_{ij}^2 est le montant consommé par unité produite de i et ce qui est consommé pendant la période $(t-1, t)$ permet la production qui sortira pendant la période $(t-1 + v_i, t + v_i)$, puisque v_i est la durée du procès de production.

La première condition que doit vérifier le système étalon est donc

$$q_j(t) = \sum_i a_{ij}^2 \cdot q_i(t + v_i)$$

La seconde condition (croissance de chaque q_i au même rythme α) conduit à ce que (1) :

$$q_i(t + v_i) = (1 + \alpha v_i) q_i(t)$$

On doit donc avoir :

$$\left\{ q_j^* = \sum_i a_{ij}^2 (1 + \alpha v_i) \cdot q_i^* \right\} \text{ pour } \{j\} : \text{ bien intermédiaire}$$

Si l'on note P_I^{2*} la valorisation aux prix de production de la production des branches produisant les biens intermédiaires lorsque le niveau de production est q^* , on a :

$$P_I^{2*} = \sum_j q_j^* p_j = \sum_j \sum_i (1 + \alpha v_i) a_{ij}^2 q_i^* p_j$$

Comme : $QI_i^* = \sum_j a_{ij}^2 q_i^* p_j$ et $QI^* = \sum_i QI_i^*$, on en déduit que :

$$P_I^{2*} = QI^* + \alpha \cdot \sum_i v_i QI_i^*$$

(1) Nous retenons une expression simplifiée $(1 + \alpha v_i)$; il s'agit de la même simplification que celle indiquée note (1) page 311.

b) Biens salaires

En procédant de la même façon qu'au point a) précédent, on parvient à la relation suivante :

$$P_{II}^* = W^* + \alpha \sum_i v_i \cdot W_i^*$$

c) Outils de production (durables)

Le stock des machines de type h, en fonctionnement dans la branche i, doit croître au rythme α . D'autre part, si $k_{ih}(t)$ est le nombre de machines h constituant ce stock, il a résulté des quantités $I_{ih}(t-\theta)$ achetées au cours des périodes $(t-\theta-1, t-\theta)$, pour :

$0 \leq \theta \leq T_{ih}-1$; on a donc : $k_{ih}(t) = I_{ih}(t) + \dots + I_{ih}(t-T_{ih}+1)$.

La croissance au rythme α de ce stock nécessite que I_{ih} croisse aussi au rythme α ; on aura donc :

$$k_{ih}(t) = \frac{1}{\alpha} \left[1 - \frac{1}{(1+\alpha)^{T_{ih}}} \right] I_{ih}(t) = \frac{1}{\alpha} g(\alpha, T_{ih}) I_{ih}(t)$$

On en tire $I_{ih}(t)$ en fonction de $k_{ih}(t)$.

La quantité totale d'outils de production h achetés par toutes les branches pendant la période $(t-1, t)$ est donc :

$$I_h(t) = \sum_i I_{ih}(t) = \alpha \cdot \sum_i \frac{k_{ih}(t)}{g(\alpha, T_{ih})}$$

L'égalité entre la production de la branche h et cette consommation conduit à ce que : $q_h^*(t) = I_h^*(t)$

$$\text{ou encore : } q_h^* \cdot p_h = \alpha \cdot \sum_i \frac{k_{ih}^* \cdot p_h}{g(\alpha, T_{ih})}$$

or nous avons : $k_{ih}^* p_h = QF_{ih}^*$

$$\text{d'où } P_I^* = \alpha \sum_i \sum_h \frac{QF_{ih}^*}{g(\alpha, T_{ih})}$$

d) Synthèse

Le système étalon est donc défini par :

$$q_h^* = \sum_i a_{ih}^2 (1 + \alpha v_i) q_i^*, \text{ pour } \{h\} = \text{biens intermédiaires}$$

$$q_h^* = \sum_i n_i (1 + \alpha v_i) q_i^* b_h, \text{ pour } \{h\} = \text{biens-salaires}$$

$$q_h^* = d \cdot \sum_i \frac{a_{ih} q_i^*}{g(\alpha, T_{ih})}, \text{ pour } \{h\} = \text{outils de production.}$$

Comme pour le système de prix, on ne peut appliquer le théorème de FROBENIUS; mais ce système-ci est séparable; en effet, on a :

$$q_h^* = \lambda \cdot b_h, \text{ avec } \lambda = \sum_i n_i (1 + \alpha v_i) q_i^*, \text{ pour les biens-salaires.}$$

Il en ressort en particulier que, à une proportion (*) correspond un α et un seul et que, si cette proportion est économiquement possible (i.e. : tous les q_i^* sont positifs), α est alors réel positif.

Puisque les conditions sociales de production retenues sont nécessairement des conditions économiquement possibles, nous pouvons admettre l'existence d'une telle solution q^* .

Il nous reste alors à montrer que $\rho^* = r$.

Des relations produites en a/, b/ et c/ on tire :

$$P^* = P_I^{1*} + P_I^{2*} + P_{II}^* = \sum_i (1 + \alpha v_i) (w_i^* + Q I_i^*) + \alpha \cdot \sum_{ih} \frac{Q F_{ih}}{g(\alpha, T_{ih})}$$

On sait d'autre part que le taux général de profit r vérifie la relation (1) :

(1) Il suffit d'écrire $P^* = \sum_i q_i^* p_i$ où les p_i sont tirés des relations [1] précédentes.

$$P^* = r \sum_{ih} \frac{QF_{ih}}{g(r, T_{ih})} + \sum_i (1 + r.v_i) (W_i^* + QI_i^*)$$

Comme $g(r, T)$ est une fonction monotone en r , pour $r > 0$, on peut conclure, en comparant ces deux dernières relations, que le taux α est égal à r .

Il nous suffit donc que le taux de rentabilité ρ^* relatif au capital global du système étalon π^* soit aussi égal à α .

Or, pour ce système, on a :

$$M_I^* = \alpha \cdot \sum_{ih} \frac{CF_{ih}^*}{g(\alpha, T_{ih})}$$

$$M_I^{2*} = \sum_i (1 + \alpha v_i) CI_i^*$$

$$M_{II}^* = \sum_i (1 + \alpha v_i) V_i^*$$

$$\text{Soit : } M^* = (1 + \alpha \cdot \varepsilon^*) (CI^* + V^*) + \alpha \sum_{ih} \frac{CF_{ih}^*}{g(\alpha, T_{ih})} \quad (i)$$

où : ε^* est le temps de rotation du capital circulant global (cf. sa définition note (2) page 314).

Quant à ρ^* , il vérifie la relation (1) :

$$\rho^* \sum_{ih} \frac{CF_{ih}^*}{g(\rho^*, T_{ih})} + (1 + \rho^* \varepsilon^*) (CI^* + V^*) = M^* \quad (ii)$$

(1) On a :

$$\begin{aligned} - \text{d'une part : } \sum_{ih} CF_{ih}^* + \sum_i CC_i^* &= \left[\sum_{ih} \frac{CF_{ih}^*}{T_{ih}} + PV^* \right] \cdot \\ &\quad \frac{T^*}{\sum_i \frac{1}{(1 + \rho^*)^t}} + \frac{\sum_i CC_i^*}{(1 + \rho^*)^{T^*}} \end{aligned}$$

$$- \text{d'autre part : } PV^* = M^* - CI^* - V^* - \sum_{ih} \frac{CF_{ih}^*}{T_{ih}}$$

d'où l'expression indiquée lorsque l'on reporte dans la première la valeur de la plus-value globale donnée par la seconde.

La comparaison entre ces deux relations (i) et (ii) permet de conclure à l'égalité entre le rythme α de croissance et le taux de rentabilité ρ^* .

Le système étalon $\vec{p}^*$ est donc bien tel que $\rho^* = r$.

(Fin de la démonstration)

Le taux général de profit se déduit bien du système des normes $(\omega_i, T_i, v_i, \pi_i)$ des diverses branches et du degré général d'exploitation.

Si l'on pose : ω^* , la composition organique moyenne du capital engagé, telle que :

$$\omega^* = \frac{CF^* / T^* + CI^*}{V^*}$$

T^* , la durée de rotation moyenne du capital fixe;

ε^* , la durée moyenne de rotation du capital circulant;

π^* , la structure du capital avancé : CF^* / CC^*

on a :

$$\omega^* = \sum_i \omega_i \cdot \frac{V_i^*}{V^*}$$

$$T^* = \sum_i T_i \cdot \frac{CF_i^*}{CF^*}$$

$$\varepsilon^* = \sum_i v_i \cdot \frac{CI_i^* + V_i^*}{C^* + V^*}$$

$$\pi^* = \sum_i \pi_i \cdot \frac{CC_i^*}{CC^*}$$

et le taux général de profit est solution de :

$$(1 + r + \omega^*) \frac{1 + \pi^* \cdot \varepsilon^* / T^*}{1 + \omega^*} = 1 + r \cdot \varepsilon^* + r \frac{\varepsilon^* \cdot \pi^*}{g(r, T^*)}$$

Telle est la relation générale que l'on doit substituer à l'expression simple : $r = \tau / \omega^* + 1$, lorsque l'on tient compte du capital fixe.

On peut en déduire l'ensemble des facteurs qui concourent à la différenciation relative prix de production-valeurs : les écarts touchant la composition organique ne sont qu'un de ces facteurs, à côté des écarts sur les durées de rotation (fixe et circulant) et sur la structure du capital avancé.

Une remarque finale s'impose : le taux général de profit est ainsi défini sans aucune référence aux durées de vie effectives (si ce n'est que dans le cadre hypothétique retenu les durées de vie économiques sont égales aux durées de vie physiques) et surtout à quelque méthode particulière d'amortissement.

Chaque prix de production s'écrit, en effet :

$$p_i = \underbrace{QI_i + W_i}_{\text{prix de revient courant}} + r \cdot \left\{ QC_i + \sum_h \frac{QF_{ih}}{g(r, T_{ih})} \right\}$$

capital circulant +
capital fixe initial
"corrigé"

Il n'y figure aucun amortissement du capital fixe.

Certes, celui-ci peut encore s'écrire :

$$p_i = QI_i + W_i + Am_i + r [QC_i + QFn_i]$$

avec : $Am_i = \sum_h \frac{QF_{ih}}{T_{ih}}$, dotation aux amortissements ;

et : $QFn_i = \sum_h \left[\frac{QF_{ih}}{g(r, T_{ih})} - \frac{I}{r \cdot T_{ih}} \right]$, ou capital fixe net,

ce qui permet de parvenir à un profit net :

$$pf_i = p_i - \text{prix de revient global} = pfb_i - Am_i.$$

Mais, si l'on prend un procès de travail particulier, pour lequel les remplacements ont lieu à l'identique, et si, à chaque date t , on calcule un capital fixe net global égal à la somme des montants après un amortissement linéaire, on constatera que celui-ci fluctue en fonction de l'âge des installations (1). Pourtant, une telle méthode d'amortissement conduit à une dotation aux amortissements constante et, par voie de conséquence, à une chronique constante de profit net.

Si l'on définit au contraire la valeur en argent résiduelle à la date t d'un outil de production installé à la date θ , comme étant égale au bénéfice brut actualisé qu'il permet d'obtenir sur le reste de sa durée de vie, soit :

$$QF'_{n_{ih}}(\theta, t) = \int_0^{\theta + T_{ih} - t} pfb_{ih} e^{-ru} du$$

(où pfb_{ih} est le reflux constant de profit brut qu'il permet d'obtenir (2)) on parvient à un capital fixe net, comme somme à chaque date t de ces valeurs résiduelles, tel que :

$r \cdot QF'_{n_i}(t) = pf_i(t)$, où $pf_i(t)$ est le flux de profit net résultant de la dotation globale aux amortissements liée à cette notion de valeur résiduelle.

Pour un outil particulier, cette dotation $A'_{m_{ih}}(t, \theta)$ est telle que :

(1) Le montant non encore amorti d'un outil h investi à la date θ est, à la date t ultérieure :

$$QF''_{n_{ih}}(\theta, t) = \frac{T_{ih} + \theta - t}{T_{ih}} QF_{ih}$$

(2) Celui-ci est une fraction du profit brut global obtenu dans le procès de travail où cet outil particulier est inséré. Si l'on ignore le capital circulant on a : - d'une part :

$$r \cdot \sum_h \frac{QF_{ih}}{g(r, T_{ih})} = pfb_i ;$$

- d'autre part :

$$r \cdot \frac{QF_i}{g(r, T_i)} = pfb_i .$$

On en déduit que cette fraction α_h vaut : $\frac{g(r, T_i)}{g(r, T_{ih})} \cdot \frac{QF_{ih}}{QF_i}$

$$A'_{m_{ih}}(\theta, t) = - \frac{d}{dt} QF'_{n_{ih}}(\theta, t)$$

soit :
$$A'_{m_{ih}}(\theta, t) = r \cdot QF_{ih} \frac{e^{-r(T_{ih} + \theta - t)}}{1 - e^{-rT_{ih}}} \quad (1)$$

Elle n'est donc pas constante; la dotation globale n'est donc pas, elle aussi, constante; et elle diffère de :

$$Am = \sum_h \frac{QF_{ih}}{T_{ih}}$$

En d'autres termes :

- Avec une méthode d'amortissement linéaire, on obtient bien un profit net constant, mais le taux de profit ne peut être obtenu en rapportant à chaque moment ce profit net au capital net obtenu à partir de cette méthode d'amortissement; en fait ce taux $r(t)$ oscille dans le temps au rythme des remplacements (2).
- Avec une méthode d'amortissement économique, le profit net et le capital fixe net obtenus fluctuent dans le temps, mais ils sont tels que le taux obtenu en rapportant l'un à l'autre est constant et égal au taux de profit r (3).

(1) On a en effet :
$$QF_{ih} = \int_0^{T_{ih}} pfb_{ih} \cdot e^{-ru} du = pfb_{ih} \cdot \frac{1 - e^{-rT_{ih}}}{r}$$

d'où :
$$QF'_{n_{ih}}(\theta, t) = QF_{ih} \frac{1 - e^{-r(T_{ih} + \theta - t)}}{A - e^{-rT_{ih}}}$$
, et donc sa dérivée.

- (2) Si tous les outils ont la même durée de vie et ont été installés à la même date, il passe de pfc/QF_i à l'infini (pour $t - \theta = T$).
- (3) Si tous les outils ont la même durée de vie et ont été installés à la même date, la dotation aux amortissements augmente et tend vers le profit brut lorsque $t - \theta \rightarrow T$.

Ainsi,, il n'existe pas "une bonne" méthode d'amortissement, ce qui manifeste :

- d'une part, que la notion de taux de profit d'un procès de travail n'est relatif qu'au montant initial d'investissement fixe, à la durée de rotation moyenne et au reflux de profit brut;
- d'autre part, que le procès de transmission de valeur du capital fixe s'applique à la formation de la valeur (et non à celle du prix de production) en sorte que la valeur résiduelle en argent d'un moyen de travail usagé ne correspond pas à la fraction transformée de sa valeur initiale non encore transmise.

Cette contradiction - dont on retrouvera la manifestation lorsque l'on abordera en fin de chapitre le problème de la mesure du taux de profit - ne traduit que le caractère contradictoire du capital : elle ne conduit à un "problème insoluble" que pour ceux qui réduisent celui-ci à un stock de machines.

. Taux général de profit et prix de production liés au système des valeurs actuelles/tendancielles

Si nous nous plaçons maintenant dans le cadre réel des conditions sociales de production et d'exploitation continuellement détruites et reproduites sur de nouvelles bases, nous pouvons encore associer au système des valeurs actuelles/tendancielles, défini à un moment donné, un taux général de profit tendanciel et un système associé de prix de production.

Ce système des valeurs actuelles/tendancielles ayant été construit sur la base d'une demande séparable, cela a un sens de lui associer un système de prix de production où le même taux de profit s'applique dans toutes les branches.

On sait que ce système des valeurs s'articule sur des normes moyennes de production valorisées ($\omega_i(t)$, $T_i(t)$, $v_i(t)$, $\pi_i(t)$) pour chaque branche : on peut leur associer une proportion $q_i^*(t)$ et obtenir ainsi les composantes moyennes du capital social à la date t de même que le taux général de profit $\bar{r}(t)$.

Il s'agit, en l'occurrence, d'un taux tendanciel correspondant au degré tendanciel d'exploitation $\tilde{r}(t)$.

A partir de là, et pour des conditions normales de fonctionnement des divers procès de travail, on peut dégager les "prix auxquels devraient être vendues les marchandises issues des branches exclues (branches dominées et branches en instance d'être dominantes); ceux-ci sont différents des "prix de production individuels" qui résulteraient, dans ces branches, de l'application du taux général de profit tendanciel : ainsi, pour une branche dominée ce prix de production individuel est supérieur au prix normal imposé par la branche qui la domine, et l'on a la situation inverse (profit extra) pour les branches qui sont en instance d'être dominantes.

Si l'on analyse maintenant ce qu'il en est au sein de chaque branche, caractérisée à la date considérée par un empilement de procès de travail différenciés, on peut associer à chaque procès un taux de profit propre, ou taux de rentabilité correspondant à la vente au prix de production de la branche lorsque les achats sont évalués aux prix de production courants, soit :

$$r_i^P(t) = \frac{p_i(t) - \text{prix de revient global } i^P}{QF_n^P + QC_i^P}$$

où : le prix de revient global, le capital net (cf. définition dans la sous-section précédente) et le capital circulant sont mesurés aux prix de production courants (1), tandis que $p_i(t)$ est le

(1) Et non à leur prix de production au moment de leur achat. Tout ce que nous avons avancé, dans le chapitre précédent, concernant les outils qui ne sont plus actuellement produits, s'applique ici pour les prix de production.

prix de production de la branche considérée (1).

(Notons bien que la dotation aux amortissements et le capital net sont définis sur la base des durées de vie physiques, même si les durées de vie effectives leur sont inférieures).

Ainsi les divers procès peuvent être classés selon leur rentabilité, le taux moyen de rentabilité étant évidemment le taux général de profit $r(t)$. Le classement ainsi obtenu peut différer du classement selon les valeurs individuelles dans la mesure où :

1°/ une productivité relativement plus élevée peut avoir nécessité une élévation de la composition-travail avancé telle que finalement le taux de profit ne suive pas (2);

2°/ une rentabilité plus élevée peut résulter directement d'une plus-value extra produite (par exemple : intensité plus forte), situation qui ne correspond pas à une valeur individuelle plus faible, toutes choses égales par ailleurs.

L'égalisation des taux de profit moyens de branche, sur laquelle est fondé le système actuel des prix de production, ne doit donc aucunement être étendue à l'ensemble des capitaux : elle s'articule au contraire

(1) Le capital net QFn_i^P est, rappelons le, fonction du taux de rentabilité $r_i^P(t)$. Il convient donc de ne pas lire la formule ci-dessus comme si elle conduisait à déterminer simplement ce taux. On peut d'ailleurs définir celui-ci à partir de l'expression où ne figure pas d'amortissement, soit :

$$r_i^P(t) \left[\frac{QF_i^P}{g(r, T_i^P)} + QC_i \right] = p_i(t) - \text{prix de revient courant}_i^P$$

Ce taux est celui qui annule le bilan actualisé de l'opération productive considérée au cas où les conditions prévalant à la date t seraient inchangées dans le temps.

(2) Il convient cependant de remarquer que le procès qui, pour une productivité plus élevée, conduit à une rentabilité plus faible a de grandes chances d'être abandonné dans l'avenir (si le taux général de profit ne change pas de façon sensible).

sur une inégalité fondamentale des taux de profit relatifs aux procès de travail différenciés composant chaque branche. C'est en ce sens que le taux général de profit est bien un taux moyen de rentabilité, lorsque l'on considère, sans distinction de branche, tous les capitaux engagés : il existe même si les taux moyens de branche ne sont pas égaux.

Tout moyen de travail d'un certain âge, qui fonctionne dans un procès de travail particulier, a un prix résiduel à la date considérée. On peut le définir par :

$$QF'_{n_h}(t, \theta) = \int_t^{T_h + \theta - t} pfb_h(t) \cdot e^{-r(t)u} du$$

où : θ fut sa date de mise en place,

T_j sa durée de vie physique,

$t' = T_h + \theta - t$ la durée pendant laquelle il peut encore servir,

$pfb_h(t)$ est la fraction du profit brut dégagé à la date t dans le procès de travail considéré, qui peut être affectée à l'outil h (une fois rentabilisé le capital circulant au taux r),

$r(t)$ le taux général de profit.

Mais l'appréciation de cette fraction pose problème dans la mesure où tous les outils de production utilisés dans un procès donné ne subissent pas la même obsolescence, liée à la sortie de modèles plus perfectionnés au niveau de la branche fournisseuse (ou d'un produit de remplacement en provenance d'une nouvelle branche). Lorsqu'un nouveau modèle est sorti depuis un certain temps, il fonctionne déjà comme moyen de travail dans des procès de la branche où l'ancien est encore utilisé : en admettant que, dans le temps, les prix de production de cette branche et des branches fournisseuses ne changent pas, et que le taux général de profit reste stable, il en résultera une baisse du profit brut pour les procès de travail utilisant l'ancien modèle, et donc une baisse de rentabilité (1). Tel est le lien que l'on peut

(1) Ces hypothèses - lorsqu'on y ajoute celle d'une uniformité des hausses moyennes de composition-travail en volume et des gains de productivité - correspondent en effet à une hausse du salaire nominal (si non le taux général de profit s'élève).

établir entre l'obsolescence et la baisse de rentabilité d'un procès : plus l'obsolescence d'un outil particulier est rapide, plus il pèse dans la baisse du reflux de profit brut et donc plus est faible la fraction $\text{pfb}_h(t)$ qui doit lui être affectée. En d'autres termes, le taux $r_h^P(t)$ est une moyenne, et l'on peut affecter à chaque outil un taux $r_h^i(t)$, tel que (1) :

$$QF_h(t) = \int_0^{T_j} \text{pfb}_h(t) \cdot e^{-r_h u} du$$

La valeur résiduelle s'écrit alors :

$$QF'_h(t, \theta) = QF_h(t) \cdot \frac{1 - e^{-r(t)t'}}{1 - e^{-r_h(t)T_h}} \cdot \frac{r_h(t)}{r(t)}$$

où : $QF_h(t)$ est le prix de production courant de l'outil h.

Ainsi, la valeur résiduelle peut s'annuler avant que la durée de vie physique ne soit atteinte (lorsque $r_h(t) = 0$) : d'où l'intérêt d'un remplacement avant usure physique.

Lorsqu'une méthode d'amortissement linéaire sur la durée de vie est utilisée - ce qui revient à prendre comme dotation $QF_h(t)/T_h$ - la direction capitaliste qui met au rebus un outil évaluera la perte en capital qu'elle subit alors (2), soit :

$$QF_h(t) \cdot \frac{t'}{T_h}, \text{ si } t' \text{ est la durée de vie restant à courir.}$$

(1) Si le procès de travail n'utilise qu'un outil de production on a : $r_h(t)$ soit en fait $r_{ih}^P(t) = r_i^P(t)$; lorsqu'il en met en oeuvre tout un ensemble on aura :

$$\frac{1 - e^{-r_i^P(t) \cdot T_i^P}}{r_i^P(t)} = \sum_h \frac{1 - e^{-r_{ih}^P T_h}}{r_{ih}^P} \cdot \frac{\text{pfb}_{ih}^P}{\text{pfb}_i^P} \quad \text{où } \sum_h \text{pfb}_h = \text{pfb}_i^P$$

Pour simplifier l'écriture, on a supprimé les indices i et p dans le corps du texte.

(2) Nous ignorons dans tout ce développement le prix de vente possible à la casse.

Lorsqu'une méthode d'amortissement économique est utilisée - telle qu'elle conduise à la valeur résiduelle - cela revient à compter en diminution du profit net, étalée dans le temps, cette perte en capital.

Ceci nous permet de situer déjà quelque peu comment vont avoir tendance à se former les prix de marché relativement aux prix de production. A une date t nous avons défini les prix de production (à mêmes conditions de production) d'un nouveau et d'un ancien modèle: c'est ceux-ci qui nous servent à définir les $Q_{Fh}(t)$. Il est clair que les prix de marché diffèrent de ces prix de production: le nouveau modèle pourra être vendu plus cher (avec partage du gain que permet son utilisation entre le producteur et l'utilisateur: le taux de rentabilité effectif du procès qui l'utilise - en admettant pour simplifier que ce soit le seul moyen de travail utilisé - sera inférieur à celui que l'on a précédemment défini sur la base du prix de production courant); quant à l'ancien modèle, il devra être vendu moins cher (toute la perte, ou rentabilité inférieure à la moyenne, étant à la charge de la branche fournisseuse puisque les remplacements ne pourront être réalisés avec l'ancien modèle que si son prix de marché permet d'en attendre - sur la base des données actuelles - une rentabilité moyenne). Mais progressivement c'est le prix de production du nouveau modèle qui s'imposera pour son prix de marché avec l'élimination de la production de l'ancien modèle: c'est donc bien, en dernière analyse, la loi de la valeur qui régule la formation des prix.

Remarquons que seule une telle approche définissant le taux général de profit à partir des conditions actuelles de valorisation du capital permet de comprendre les processus d'obsolescence de façon non-tautologique: du moins permet-elle d'éclaircir le contenu social du terme "taux d'actualisation" qui est utilisé dans le cadre de la théorie dominante du Capital. La prétendue "préférence du présent sur le futur" qu'il est censé prendre en compte n'est autre que ceci: à un moment donné, l'exploitation du travail salarié permet d'obtenir en moyenne, pour toute somme d'argent investie productivement, un certain taux de profit. Et l'on comprend, du même coup, pour quelles raisons ce "taux d'actualisation" évolue dans le temps (1).

Tout un pan de l'analyse de la formation du profit ne peut cependant être développée à cette étape dans la mesure où la notion de niveau général des prix de production - et donc d'évolution dans le temps de ce niveau - n'a pas encore été explicitée. Tel est l'objet de la section suivante.

(1) Nous ne pouvons développer ici la critique qui peut ainsi être faite des travaux courants sur cette question et notamment: "Calcul économique et planification", document du Commissariat Général du Plan, Mars 1973. Notons simplement que l'utilisation d'un taux d'actualisation servant de point d'ancrage aux choix d'investissements du secteur public et du secteur privé ressort bien - à la lumière de notre analyse - d'une politique étatique de régulation du procès d'accumulation, tout en masquant fondamentalement la réalité des rapports sociaux antagoniques qui conduisent au niveau retenu.

2. NIVEAU GENERAL DES PRIX ET NUMERAIRE : LA POSSIBILITE DE L'INFLATION SOUS LE REGNE DE LA MONNAIE BANCAIRE

Jusqu'à maintenant le "système des prix de production" défini - dans le cas simple comme dans le cas général prenant en compte la diversité des temps de rotation - n'a été utilisé que pour mettre en évidence les rapports de prix qui tendent à se former dans le capitalisme pour les diverses marchandises prises deux à deux (une unité de la marchandise issue de la branche i tendra à s'échanger contre p_i/p_j unités de la marchandise j).

Il nous faut maintenant nous interroger sur la signification des niveaux absolus, définis justement à une constante près.

. Niveau général des prix de production avec l'or comme seul numéraire

S'il avait existé une période de l'histoire du capitalisme pendant laquelle la seule monnaie utilisée fut une marchandise particulière - et en l'occurrence des pièces d'or ou d'argent - métal non falsifiées (1) - on pourrait simplement dire que ce système permet de définir (n-1) prix absolus exprimés en quantité de valeur d'usage de la marchandise particulière que l'échange a fait "monnaie" (2) :

(1) Chacune parle évidemment la langue du pays où elle est frappée; mais cela ne pose aucun problème dès lors que telle pièce française, par exemple, peut strictement se comparer à telle pièce anglaise, selon leurs poids respectif. Nous laissons ici de côté le problème posé par le bi-métallisme, renvoyant à l'étude qu'en fait K. MARX dans les *Fondements à la critique de l'économie politique*. op. cit., p. 119 et 120.

(2) Cf. K. MARX, *Fondements...* op. cit., p. 147 : "la marchandise exprimant la valeur d'échange d'une autre n'est jamais valeur d'échange, ni rapport, mais quantité déterminée d'une substance naturelle".

si $\lambda \cdot p_k$ est la solution du système des prix pour une unité physique de la marchandise k qui s'est imposée comme monnaie (par exemple un gramme d'or), les prix de production absolus en or de toutes les autres marchandises - en nombre $n-1$ s'il y a au total n marchandises - sont donnés par :

$$p_{or j} = \frac{\lambda \cdot p_j}{\lambda \cdot p_k} \quad \text{pour } j = \{1, \dots, n\} \text{ sauf } k ;$$

(soit si $\lambda p_j / \lambda p_k = 3$, on aura : $p_{or j} = 3$ gr d'or).

On constate dès lors que ces "prix de production en or" sont différents des "valeurs d'échange contre de l'or" qui sont données par les rapports m_j/m_k , encore exprimés en gramme d'or; mais ils sont "en dernière instance" dépendants de ces rapports. En particulier, si toutes les valeurs baissent dans des conditions de complète évolution homogène, ces "prix de production en or" ne changent pas : avec x grammes d'or on pourrait obtenir, dans le temps et en tendance, la même quantité de valeurs d'usages de n'importe quelle autre marchandise, quoique par ailleurs ces x grammes d'or représentent de moins en moins de valeur. Si un tel cadre avait existé, il n'aurait jamais pu y avoir de hausse continue et permanente de l'ensemble des "prix de marché en or" : du moins celle-ci n'aurait pu avoir lieu que si les valeurs de la plus grande part des autres marchandises avaient baissé relativement à celle de l'or.

. De l'or à la monnaie bancaire

Mais une telle situation n'a jamais existé sous le capitalisme. L'introduction de la monnaie métallique falsifiée date du Moyen-Age (1). La mise en circulation du papier monnaie d'Etat - d'abord librement convertible en or, puis à cours forcé - a lieu au moment même où s'affirme le mode capitaliste de production; et parallèlement l'argent-crédit (en l'occurrence les traites commerciales qui naissent de la séparation entre la vente des marchandises et les paiements en argent, or ou papier-monnaie d'Etat) est utilisé dans des cercles

(1) Falsifier la monnaie métallique a consisté, pour un monarque qui avait imposé son monopole de la frappe de la monnaie, à mettre en circulation, par le biais de ses dépenses, des pièces d'un moindre poids en or tout en les imposant comme ayant le même "pouvoir d'achat" que les anciennes (en disant somme toute : c'est toujours un "Louis", par exemple). La conséquence d'une telle pratique est nécessairement une hausse à terme de tous les prix parlant la langue du pays. Cf. K. MARX - Fondements... op. cit., p. 155 : "Lorsque l'on falsifie la monnaie métallique, l'or, l'argent, en y adjoignant du métal vulgaire, la monnaie se déprécie et les prix montent".

privés comme moyen de paiement; les banques lui donnent son plein développement, au-delà de ces cercles restreints, en se substituant comme créanciers (par l'escompte d'une traite contre un billet de banque) aux capitalistes industriels qui ont accepté initialement les traites. La circulation des billets de banque (ou monnaie bancaire créée par les banques) prenant de plus en plus d'importance, la libre convertibilité de ceux-ci pose des problèmes : d'où l'établissement, dès le début du XIXe siècle dans tous les Etats, des systèmes bancaires que nous connaissons aujourd'hui. Une seule banque - la Banque Centrale - a le monopole de l'émission des billets proprement dit; celle-ci est placée sous le contrôle de l'Etat; le papier monnaie d'Etat disparaît purement et simplement, car la Banque Centrale devient le créancier de l'Etat dans le même temps où les billets de la Banque Centrale acquièrent un statut social défini par la loi. Les autres banques sont placées sous la dépendance de cette Banque Centrale et ne peuvent émettre que de la "monnaie scripturale", c'est-à-dire ouvrir des dépôts sous forme d'écritures dans leurs livres en escomptant des traites. Dans un tel cadre, l'or va disparaître complètement comme moyen effectif de paiement à l'intérieur des frontières de chaque Etat (1) : la monnaie bancaire y prend toute la place, qu'il s'agisse en l'occurrence des billets de la Banque Centrale ou des dépôts monétaires sous forme d'écritures dans les banques de second rang, monnaie dont l'utilisation grâce aux carnets de chèques se répand de plus en plus largement (sa convertibilité en monnaie de la Banque Centrale étant garantie par les structures mêmes du système bancaire). Chaque "monnaie banque centrale nationale" est rattachée à un certain poids d'or et pendant toute une période l'or (et/ou l'argent métal) continue à servir dans les paiements internationaux : seules les "monnaies banques centrales" librement convertibles en or y prennent une place. Cependant, cette libre convertibilité est mise en cause, dans la période d'entre deux-guerres (1914/18-1940/45), par des dévaluations successives, consistant à modifier le montant d'or dont cette monnaie bancaire est le signe. Un nouveau système monétaire international voit le jour à la fin de la deuxième guerre mondiale dans le cadre de la domination des U.S.A. : le "gold exchange standard". Le dollar (ou monnaie Banque Centrale des U.S.A.) remplace complètement l'or dans les paiements internationaux autres que les règlements des soldes entre banques centrales: la Banque Centrale des U.S. ne s'engage en effet que vis-à-vis de celles-ci à assurer la libre convertibilité en or de leurs excédents de dollar. Cette possibilité n'est en fait que peu utilisée car les banques centrales des impérialismes secondaires conservent des avoirs en dollar sur la banque fédérale U.S. Parallèlement fonctionne un marché de l'or

(1) Il ne figure plus que comme une des contreparties de la monnaie bancaire créée par l'ensemble du système bancaire, à l'actif du bilan des banques, en plus évidemment de celui qui est conservé par les particuliers ou même les entreprises comme "réserve de valeur" ou moyen de paiement international.

sur lequel cette dernière peut intervenir pour maintenir le cours du dollar à sa parité initiale (fixée à 35 \$ l'once d'or fin).

La dernière étape est franchie lorsque le président NIXON, en 1971, supprime la possibilité de conversion des dollars en or pour les autres banques centrales et décide, en 1973, une dévaluation importante du dollar.

Telle est la présentation (1) extrêmement succincte que l'on peut faire de la façon dont s'est modifiée historiquement la forme monnaie, ou plus précisément le numéraire couramment utilisé - entendant par numéraire ce qui fait fonction d'argent comme moyen de circulation et/ou de paiement des marchandises et des titres (2). Elle montre à l'évidence que le numéraire du capitalisme est la monnaie bancaire.

L'analyse de MARX sur l'argent permet d'ailleurs de comprendre pourquoi l'or a pu être remplacé finalement par la monnaie bancaire. Dans chacune de ses deux premières fonctions l'argent n'est l'autre : comme étalon des valeurs (mesureur des prix) "il suffit qu'il soit posé idéalement (...); il fournit le point de comparaison, l'unité et l'étalon de par la simple quantité de sa substance naturelle et le poids déterminé d'or ou d'argent qu'on a pris pour unité" (3); mais "pour agir comme moyen d'échange et réaliser les prix, (... la monnaie) doit exister en une certaine quantité" (4); "on peut dire que l'argent - simple moyen de circulation - cesse d'être une marchandise (marchandise particulière) puisqu'il est indifférent à sa matière" (5). Et ces deux fonctions contradictoires créent la troisième : être le représentant universel de la richesse : "lorsque la troisième fonction de l'argent est entièrement développée, elle englobe les deux précédentes et représente leur unité" (6); "lorsque l'argent, représentant matériel et universel de la richesse, sort de la circulation dont il est le produit (...), il lui fait face sous sa troisième forme" (7). MARX conclut : "la notion de l'argent est particulièrement

(1) Nous nous sommes appuyés à titre essentiel sur le chapitre de l'argent (Cahier I) des "Fondements à la critique de l'économie politique" de K. MARX et sur les premiers chapitres du "Capital financier" d'HILFERDING (Trad. Franc. Editions de Minuit).

(2) Cf. K. MARX, *Fondements...* op. cit., p. 167 : "Lorsqu'il sert de moyen de circulation, l'argent devient numéraire".

(3) *Fondements...* op. cit., p. 150.

(4) *Fondements...* op. cit., p. 150.

(5) op. cit., p. 156.

(6) op. cit., p. 158.

(7) op. cit., p. 159.

difficile à saisir lorsqu'il assume toutes ses fonctions; c'est un rapport social et une relation déterminée entre les hommes, alors qu'il se présente sous la forme d'un métal, d'une pierre (...) : rien, sous sa forme naturelle apparente, ne laisse deviner cette fonction sociale" (1). Ainsi comme étalon et moyen de circulation, l'or (ou l'argent métal) a pu être remplacé par un signe d'or dont le statut social est garanti par l'Etat. D'abord par de la monnaie falsifiée ("dans l'ensemble de la circulation, une livre sterling remplit les mêmes services, qu'elle soit authentique ou fausse" (2)) puis par le papier monnaie d'Etat, enfin par la monnaie bancaire.

. Niveau général des prix et valeur dont la monnaie
bancaire est le signe

Nous pensons avoir justifié le fait que, dans le système des prix, ceux-ci peuvent être considérés comme exprimés en quantité de monnaie bancaire (3).

Comment dès lors définir leurs niveaux absolus, puisqu'il ne suffit pas de se donner les conditions sociales de production et d'exploitation pour y parvenir ?

Nous entendons d'abord montrer qu'on ne peut le faire simplement sur la base du rattachement de la monnaie banque centrale à l'or : on pourrait, en effet, avancer que le niveau absolu du prix de l'or en monnaie bancaire est égal à la quantité d'or que l'Etat a fixé officiellement (une unité de monnaie banque centrale est signe officiel de x grammes d'or); ainsi serait définie la variable λ de la solution ($\lambda \bar{p}, r$) et donc finalement tous les prix absolus.

Mais ce serait, en fait, oublier que ce rattachement est essentiellement nominal et à la limite purement formel.

(1) *op. cit.* p. 185.

(2) *op. cit.* p. 152.

(3) Et comme nous nous situons au-dessus du fractionnement en capitaux sociaux nationaux, nous devons considérer qu'il s'agit de la monnaie banque centrale d'un système bancaire unique.

C'est du moins ce qu'il nous faut mettre en évidence à partir d'une étude historique des contradictions nées de ce remplacement de l'or par la monnaie bancaire, et qui viennent s'ajouter à celles du système marchand nécessitant l'émergence d'un équivalent général.

Nous prenons comme point de départ les apports de K. MARX et de R. HILFERDING sur cette question : comme ceux-ci discutent d'abord du papier-monnaie d'Etat - et que nous aurons l'occasion d'étendre certaines conclusions de l'analyse faite à ce niveau au cas de la monnaie bancaire - la première étape de notre étude portera sur les contradictions liées à l'introduction du papier-monnaie d'Etat.

(Nous laissons donc de côté celles qui sont liées au bimétallisme-maintien d'un taux d'échange fixe entre l'or et l'argent alors que leurs valeurs n'évoluent pas parallèlement - comme celles qui surgissent avec les monnaies métalliques falsifiées : autrement dit, nous considérons au niveau d'abstraction où nous nous situons que les pièces d'or, ou encore l'or monayé parlant la langue du pays, ont un poids d'or correspondant à ce que socialement elles sont sensées contenir).

. Papier-monnaie d'Etat et monnaie métallique

Dans une première étape nous considérons la situation dans laquelle le papier-monnaie d'Etat est utilisé conjointement à la monnaie métallique, en ignorant le fait que l'argent-crédit puisse déjà servir de moyen de paiement.

K. MARX et à sa suite R. HILFERDING distinguent bien le papier-monnaie d'Etat de l'argent-crédit. Le papier-monnaie d'Etat n'était pas de l'argent-crédit (ou encore une dette de l'Etat); il s'agissait simplement de signes que l'Etat avait imposés comme représentants de l'argent (or ou argent métal); les billets de banque étaient par contre des créances créées par des particuliers, cet argent-crédit était né "en raison des achats et des ventes des capitalistes entre eux, (...), à l'intérieur et en raison de la circulation" (1).

Quelle est pour K. MARX et R. HILFERDING la "valeur du papier-monnaie d'Etat" ? Ou plus précisément : de quelle quantité d'or est-il le signe ? K. MARX consacre un cours développement sur cette question

(1) *Le Capital financier*, op. cit., p. 106.

dans le premier livre du Capital (1), il se contente d'indiquer que, si la masse de papier-monnaie jetée par l'Etat dans la circulation dépasse le minimum nécessaire à la circulation (ce qu'il appelle ensuite sa "proportion légitime"), un billet représentera moins d'or que sa valeur nominale en or, en proportion de ce dépassement; et comme "le papier-monnaie n'est signe de valeur qu'autant qu'il représente des quantités d'or" (2), il sera alors signe d'une valeur inférieure.

MARX rompt donc très nettement avec la théorie quantitative de la monnaie (3) : le minimum de circulation dépend des prix et non l'inverse, à savoir que les prix dépendraient de la masse de papier-monnaie en circulation (4). Mais il s'écarte aussi de RICARDO puisqu'il considère que la masse de papier-monnaie émise peut dépasser sa couverture or (dans les caisses de l'Etat) sans que pour autant il soit le signe d'une moins grande quantité d'or.

Cependant, sa définition du minimum de circulation reste trop imprécise. R. HILFERDING a tenté de préciser cette notion; mais il s'écarte, selon nous, des premiers éléments de réponse apportés par MARX et, ce faisant, il produit un raisonnement circulaire. Il revient en effet, in fine, que "la vitesse de circulation restant la même, la valeur du papier-monnaie est déterminée par la somme des prix des marchandises mises en circulation" (5), ce qu'il exprime en précisant que la valeur du papier-monnaie en circulation plus l'or, non compris la contrepartie-or du papier-monnaie, est égale à :

$$\frac{\text{somme totale des marchandises}}{\text{vitesse de circulation de l'argent}}$$

(1) *op. cit.*, p. 668, 669 et 670 (Editions Pléiade)

(2) *op. cit.*, p. 670.

(3) Dans les *Fondements* il écrivait déjà : "les prix ne sont pas hauts ou bas, parce qu'il y a beaucoup ou peu d'argent en circulation. Au contraire, il circule plus ou moins d'argent parce que les prix sont hauts ou bas", *op. cit.*, p. 135.

(4) Un tout autre problème est celui de savoir si les dépenses étatiques - qui ont pu être financées par la création de monnaie-papier - jouent un rôle dans la formation du mouvement général des prix.

(5) *op. cit.*, p. 77.

Ainsi "le cours de l'argent est déterminé par ce que j'appellerai sa valeur de circulation socialement nécessaire" (1). Cela le conduit à conclure :

"Dans la détermination de la valeur du papier-monnaie par la valeur de la somme des marchandises en circulation, le caractère purement social de la valeur se manifeste en ceci qu'une chose sans grande valeur en soi comme le papier, du fait qu'elle remplit une fonction purement sociale, la circulation, acquiert une valeur qui est déterminée, non par sa valeur propre, infime, mais par celle de la masse des marchandises, qui se reflète sur les billets" (2).

On pourrait considérer, au premier abord, que cette conclusion est cohérente avec le raisonnement de MARX à partir du minimum de circulation. Nous considérons qu'il n'en est rien : en fait, R. HILFERDING ne donne là aucune définition de "la valeur du papier-monnaie". Non seulement il "contredit la thèse courante selon laquelle un florin d'argent n'est en toute circonstance qu'une pierre d'argent de 1/45 de livre et doit par conséquent avoir la même valeur" (3) - thèse qui n'est pas remise en cause par MARX (4) - mais surtout il produit un raisonnement circulaire : sa définition suppose connue la vitesse de circulation alors même que celle-ci ne peut être définie qu'une fois connue "la valeur du papier-monnaie". Ou alors, on doit admettre qu'HILFERDING pense obtenir celle-ci en établissant le rapport entre le montant aux prix courants du flux total de marchandises échangées sur une période donnée et la masse de pièces d'or et de papier-monnaie existant à un moment de cette période, la masse de papier-monnaie étant évaluée d'après sa valeur nominale en or; mais alors la "valeur du papier-monnaie" qu'il définit n'est autre que cette valeur nominale. De quelque façon que l'on tourne le raisonnement, on reste enfermé dans un cercle vicieux avec une telle approche.

(1) *op. cit.*, p. 87.

(2) *op. cit.*, p. 78.

(3) *op. cit.*, p. 80.

(4) Précisons bien ; MARX ne nie pas deux choses : premièrement que dans le temps une pièce peut diminuer de valeur si le temps de travail social dans la production de sa matière diminue; deuxièmement que, si les prix montent conjoncturellement (i.e. : si ce mouvement ne correspond pas à une baisse de valeur de l'or relativement au niveau général des valeurs de toutes les autres marchandises), une pièce d'or assure la circulation des marchandises d'une moindre valeur que la sienne; par contre, il nie que, du seul fait du mouvement des prix des autres marchandises, la valeur des pièces puisse changer.

C'est d'une autre manière qu'il convient, à notre avis, de développer les propos succincts de K. MARX. On a, d'une part, la valeur nominale du papier-monnaie exprimée dans l'unité monétaire du pays, c'est-à-dire en fait dans un certain poids d'or; on a, d'autre part, le "cours du papier-monnaie" fixé sur le marché où l'or s'échange contre du papier-monnaie (et vice-versa); enfin, tous les prix des autres marchandises sont exprimés dans l'unité monétaire du pays, soit encore en un certain poids d'or. Dès lors, trois évolutions peuvent se produire :

- Le cours du papier-monnaie d'Etat, dont la circulation est strictement limitée aux frontières nationales, est maintenu finalement à sa valeur nominale sans interventions continues de l'Etat sur le marché (or/papier-monnaie). On peut alors conclure à l'absence de dépréciation du papier-monnaie : la valeur dont il est le signe est celle, variable, de l'or. Même si conjoncturellement tous les prix des marchandises autres que l'or augmentent, il n'y a aucune modification de cette valeur dont le papier-monnaie est le signe. HILFERDING a tout à fait raison d'indiquer, à la suite de MARX, que l'on se trouvera obligatoirement dans une telle situation si la masse nominale de papier-monnaie d'Etat en circulation reste inscrite dans ce qu'il appelle "le minimum de circulation" : la circulation des marchandises - ou plus précisément leur paiement - nécessite, selon leur prix, le volume des échanges et les habitudes d'encaisses, une masse monétaire variable (papier-monnaie plus or non détenu par l'Etat), mais cette masse reste cependant toujours supérieure à un minimum; si la masse de papier-monnaie en circulation reste inférieure à ce minimum - c'est-à-dire si l'Etat n'utilise pas trop la "planche à billets" pour financer ses dépenses - le cours du papier-monnaie ne peut s'écarter de sa valeur nominale : celui-ci ne fait que changer de mains sur le marché (or/papier-monnaie), tandis que l'or est mis dans la circulation, ou en est retiré, avec les variations de la circulation des marchandises. La valeur dont le papier-monnaie est le signe n'est donc aucunement réduite par un excès de sa masse nominale sur les réserves d'or de l'Etat qui en sont des contreparties : cet excès peut être durable et augmenter avec le minimum de circulation sans que ce signe de valeur soit modifié. On a là, comme indiqué ci-dessus, une critique de la conception classique de la valeur du papier-monnaie, telle qu'elle est notamment développée par D. RICARDO dans la deuxième partie de son oeuvre (1).

(1) Cf. *Principes... op. cit.*

- Le cours du papier-monnaie d'Etat n'est maintenu à sa valeur nominale que par des interventions quasi-permanentes de l'Etat sur le marché (or/papier-monnaie). On doit alors conclure à une tendance à la dépréciation du papier-monnaie. On se trouve dans ce cas lorsque la masse nominale du papier-monnaie d'Etat émise a dépassé de façon permanente le minimum de circulation. Nous parlons bien de "tendance à", car celle-ci ne se matérialise pas dans les faits tant que les réserves d'or de l'Etat peuvent couvrir ses nécessaires interventions sur le marché : mais comme nous supposons qu'elles se poursuivent, il arrive nécessairement un moment où le cours descendra durablement au-dessous de sa valeur nominale.
- Troisième évolution possible enfin : le cours du papier-monnaie n'est plus en moyenne égal à sa valeur nominale. Il y a dépréciation du papier-monnaie selon l'écart entre le cours et la valeur nominale.

Nous parvenons dès lors aux conclusions suivantes.

Première conclusion : le papier-monnaie d'Etat n'entrant que comme complément à l'or dans la circulation, la notion de "valeur du papier-monnaie" ne peut signifier immédiatement qu'il serait le signe d'une certaine valeur; elle ne peut exprimer qu'une chose : telle coupure de papier-monnaie est le signe de tant de grammes d'or, et ce n'est qu'en tant que tel qu'il est finalement signe de valeur, selon l'évolution effective de la valeur de l'or (Cette notion de "valeur du papier-monnaie" est une notion ambiguë qu'il nous semble préférable de ne jamais utiliser).

Deuxième conclusion : la quantité d'or dont le papier-monnaie est le signe n'est fixée, ni par le rapport entre la masse de papier-monnaie en circulation et le montant des réserves d'or de l'Etat, ni par une quelconque référence à la masse des prix des marchandises dont il permet la circulation, comme l'affirme HILFERDING; on ne peut rendre compte que de l'évolution de la quantité d'or dont il est le signe, à partir du moment où l'Etat en fixe initialement la valeur nominale et selon l'évolution tendancielle du cours.

HILFERDING retombe en fait dans l'ornière de la théorie quantitative; il manifeste ainsi son incompréhension de la théorie de l'argent chez MARX, sans doute parce qu'il se refuse à situer les contradictions liées à l'introduction du papier-monnaie d'Etat, à savoir : si elle permet de résoudre en partie la contradiction entre la nécessité d'une masse toujours plus importante d'argent pour permettre la reproduction élargie du capital et le fait que sa production, lorsqu'il s'agit de l'or, nécessite du travail social, elle en développe

une nouvelle : le papier-monnaie peut se déprécier (relativement à l'or) quand son émission dépasse sa "proportion légitime". Bien plus, le caractère immédiatement social conféré par l'Etat au papier-monnaie ne supprime aucunement le fait que, dans le système marchand, la valeur n'apparaît que sous la forme de la valeur d'échange (ou plutôt du prix de production) et plus précisément dans la forme relative pleinement développée qu'est la marchandise "équivalent général" : les mouvements de la valeur de l'or relativement à celles des autres marchandises continuent à réguler "en dernière instance" les prix, avec toutes les contradictions inhérentes à un tel cadre, d'autant plus que l'émission de papier-monnaie peut accompagner un temps une hausse des prix de marché : leur nécessaire chute n'en sera que plus brutale.

. Monnaie bancaire et or comme numéraires

Nous abordons maintenant la seconde étape : celle caractérisée par le fonctionnement conjoint de la monnaie bancaire et de l'or comme numéraires, le papier-monnaie d'Etat ayant été totalement éliminé (1).

Nous avons indiqué comment la monnaie de crédit est née de la dissociation entre la vente - la circulation de la marchandise - et son paiement et comment elle a reçu son plein essor comme moyen de paiement avec le système bancaire.

Si les banques ont pu imposer leurs billets, nés de l'escompte des traites, comme moyens de paiement, cela tient d'abord au rôle qu'elles jouaient déjà dans le cadre des échanges. Dans ce cadre, l'argent effectue des mouvements purement techniques : ainsi chaque capitaliste verse constamment de l'argent à un grand nombre de personnes en même temps qu'il en reçoit d'un grand nombre d'autres; cela nécessite un travail particulier de paiement, d'encaissement, d'écritures; s'y ajoute aussi la garde de l'argent, la mise à disposition de monnaie étrangère contre monnaie intérieure pour les échanges avec l'extérieur. Les banquiers (ou encore le capital bancaire), avec un capital propre

(1) Cette étape correspond à la période historique pendant laquelle l'or a continué à être utilisé comme monnaie universelle dans les échanges internationaux. Même si, à l'intérieur des frontières de chaque Etat, la monnaie bancaire a pris toute la place dans les paiements, nous devons traduire une telle situation au niveau d'abstraction où nous nous situons (au-dessus du fractionnement en Etats) comme étant caractérisée par le "fonctionnement conjoint" dont nous parlons.

restant toujours sous forme d'argent, se sont chargés de ces fonctions pour l'ensemble de la classe capitaliste et les ont concentrées dans leurs mains; ainsi, une lettre de change (émise contre versement d'or) n'est pas de l'argent-crédit. Celui-ci ne peut être saisi que dans le cadre du fonctionnement de l'argent comme capital, et du système de crédit qui se développe alors.

La deuxième raison, en effet, pour laquelle la monnaie bancaire s'est imposée comme numéraire tient au rôle que les banques ont joué au sein de l'édification de ce système de crédit. Mais du même coup il ne faut pas confondre l'argent-crédit avec un crédit de capital. Un crédit de capital consiste en un transfert d'argent d'un capitaliste à un autre, que ce transfert soit direct (comme, par exemple, avec la souscription à un emprunt obligataire ou à une émission d'action d'un agent non bancaire) ou qu'il passe par un intermédiaire (qui utilise l'argent placé chez lui). MARX définit très clairement cette notion générale de capital de prêt rapportant intérêt dans les premiers chapitres du tome II du Livre III (Partage du profit en intérêt et profit d'entreprise). Par contre lorsqu'il aborde, dans le chapitre XXV le thème "crédit et capital fictif", nous considérons qu'il fait preuve d'une certaine confusion dans son analyse (1).

Certes, il indique bien à propos des traites "Tout comme ces avances réciproques entre producteurs et commerçants constituent la base véritable du système de crédit, leur instrument de circulation, la traite, constitue la base de la monnaie de crédit proprement dite, billets de banques, etc..." (2).

Et ensuite que "se développe l'autre aspect du système de crédit : la gérance du capital porteur d'intérêt ou du capital argent, en tant que fonction particulière des banquiers. Emprunter et prêter de l'argent devient leur affaire particulière" (3).

(1) *Il ne faut pas oublier à ce titre qu'il s'agit des documents rassemblés par ENGELS et que ce chapitre commence par cette phrase : "L'analyse approfondie du système de crédit et des instruments qu'il se forge (monnaie de crédit, etc...) n'entre pas dans notre plan". Trad. Franc. E.S., p. 64.*

(2) *op. cit., p. 64.*

(3) *op. cit., p. 66*

Dans ce cadre, il précise les diverses manières par lesquelles parvient aux banques le capital de prêt dont elles disposent, celui qu'elles peuvent prêter : on peut suivre MARX, ici, en considérant bien que lorsqu'il emploie le terme d'argent - ou de capital-argent - il s'agit de monnaie métallique (ou de papier-monnaie d'Etat).

Mais, nous ne pouvons plus le suivre lorsqu'il dit juste après : "le prêt (nous n'envisageons ici que le crédit commercial à proprement parler) se fait en escomptant des traites - conversion de celles-ci en argent avant leur échéance - et en consentant des avances sous des formes diverses : avance directe sur du crédit personnel, (etc...)" (1). Passons sur le deuxième membre de cette phrase et arrêtons-nous au premier : une telle formulation laisse entendre que, lorsqu'il escompte une traite, le banquier prêterait de l'argent placé chez lui. MARX est ici victime de l'illusion créée par le fait que les banques interviennent aussi dans ce qu'il a nommé lui-même l'autre aspect du système de crédit. Il n'y a pas en effet "conversion de la traite en argent" (or ou papier-monnaie) mais conversion en monnaie bancaire (fiduciaire ou scripturale) de celle-ci : en sorte qu'à ce moment, il y a création de monnaie bancaire, venant s'ajouter à celle qui existe déjà, ainsi qu'à l'argent proprement dit (or et papier-monnaie d'Etat). Chaque banque commerciale - chaque banque dont les billets ou les dépôts sont utilisés couramment comme numéraire - ne consent pas un crédit d'escompte avec de l'argent, quelle que soit sa forme, mis à sa disposition par d'autres, et en l'occurrence par ceux qui disposent d'avoirs dans les livres de la banque (ses déposants); au contraire, elle crée de nouvelles créances utilisables comme moyen de paiement et ceci pour la simple raison que, dans le même temps où ce crédit d'escompte est accordé, le montant total des billets et des dépôts (ou monnaie bancaire scripturale) est augmenté du montant de ce crédit d'escompte. Et il en est de même s'il s'agit, non de l'escompte d'une traite, mais d'une simple avance. C'est ce que l'on constate avec les écritures qui sont portées dans les livres de compte de la banque (2).

Cependant, dans la suite du tome II du Livre III, K. MARX revient sur cette question et il indique notamment : "Si la banque émet des billets qui ne soient pas couverts par l'encaisse métallique entreposée dans

(1) *op. cit.*, p. 67 (souligné par nous).

(2) Comme l'indique J. DENIZET dans son livre "Monnaie et financement" Editions Dunod, Paris, 1967. Chapitre 1, p. 17 : "Elle consent un crédit qu'elle inscrit à son actif. Simultanément, elle crédite à son passif le compte de l'intéressé" (souligné par nous).

ses caves, elle crée des signes de valeur qui ne constituent pas seulement un moyen de circulation, mais aussi un capital supplémentaire - fictif il est vrai - dont le montant nominal est celui des billets de banque émis sans couverture" (1).

Ainsi, malgré certains passages contradictoires, peut-on dire que, pour MARX, "le système bancaire n'est pas seulement un intermédiaire entre déposants et emprunteurs : il crée lui-même des dépôts par les crédits qu'il accorde; la complémentarité de ces deux actions se manifeste par un véritable enchevêtrement d'éléments composites, qui correspondent tantôt à une offre sociale de capital de prêt, tantôt à une offre purement bancaire de crédit" (2).

Il est clair qu'il fut beaucoup plus facile de parvenir à une telle conclusion (les crédits bancaires créent les dépôts bancaires, pour ce qui concerne les seules banques dont le passif sert de moyens de paiement) lorsque la monnaie bancaire se fut imposée comme seul numéraire à l'intérieur des frontières nationales, et surtout depuis que l'autorisation de découverts accordés par les banques aux entreprises a permis de faire disparaître en quelque sorte la gangue qui l'entourait - gangue qui tenait à la forme particulière de sa création par escompte de la traite commerciale. Cette opération pouvait laisser supposer que la banque se limitait à transformer un crédit commercial déjà existant (une créance sur telle entreprise) en une créance à vue sur elle-même : certes, dans les premiers temps, les billets ou les dépôts pouvaient être transformés à vue en argent proprement dit (or ou papier-monnaie d'Etat); ils représentaient bien un droit, à vue, à recevoir de la monnaie. Mais, en fait, l'aspect essentiel de cette opération de la banque, lorsque la monnaie bancaire fiduciaire et scripturale se fut imposée comme numéraire, réside en ceci : la création, avec celle de cette créance à vue, d'un nouveau moyen de paiement. C'est une telle création de nouveaux moyens de paiement, de nouvelles créances sur toute marchandise mise sur le marché, qui apparaît dans toute sa pureté avec l'octroi des découverts bancaires - et plus généralement de tout crédit bancaire à court, moyen et long terme qui ne passe pas par le rachat de créances (3).

(1) *op. cit.*, p. 202 (souligné par nous).

(2) S. DE BRUNHOFF - *La monnaie chez MARX*. Editions Sociales, Paris, 1973, p. 138.

(3) On peut établir un parallèle entre ceci et l'analyse de MARX sur le "travail abstrait" telle qu'elle figure dans l'introduction aux *Fondements* (*op. cit.*, p. 35-36) et notamment : "Ainsi les abstractions les plus générales ne surgissent qu'avec le développement concret le plus riche, et c'est alors que la grande masse, ou la totalité des éléments, se réduisent à une même unité. C'est alors seulement qu'on cesse de le concevoir sous une forme particulière".

A partir du moment où la monnaie bancaire remplace complètement l'or comme moyen de paiement à l'intérieur des frontières, elle se nie en tant que créance, c'est-à-dire en tant que droit à recevoir de la monnaie; tout paiement intérieur devient un simple transfert de créances. Elle ne reste créance qu'en tant qu'elle commande un certain poids d'or sur le marché des changes. Et cette négation devient complète lorsque la monnaie bancaire du (ou des) pays dominants a aussi remplacé l'or dans les paiements internationaux. Certes, toute détention de monnaie bancaire (toute conservation de billets d'une banque) revenait, avant l'édification des systèmes bancaires, à ne pas demander à celle-ci leur conversion en argent et consistait donc en un prêt à cette banque (1).

Mais après cette édification, c'est-à-dire lorsque la monnaie bancaire s'est imposée comme seul numéraire, tout agent est obligé de conserver la monnaie bancaire : il y a alors, en quelque sorte, négation de cette notion de prêt. Le système bancaire pris dans sa globalité - en l'occurrence l'ensemble lié des systèmes bancaires nationaux - est assuré de conserver les nouveaux prêteurs qui naissent de la création monétaire qu'il effectue : les contradictions liées à la nécessité de la convertibilité en or de la monnaie bancaire ne réapparaissent qu'avec la spéculation sur le marché de l'or.

Une telle analyse du "capital bancaire" est développée par R. HILFERDING. Il indique très clairement à la fin du chapitre qu'il consacre à la transformation, par le crédit, du capital-argent inactif en capital productif (Chapitre IV) : "Mais le crédit qui s'édifie sur la libération du capital-argent se distingue essentiellement du crédit de paiement, lequel, sur la base de la simple circulation des marchandises, ne découvre que du changement de fonction de l'argent. C'est là un point qui nécessite de plus amples explications".⁽²⁾ Ces explications, il les donne dans le chapitre suivant : "Le billet de banque n'est en réalité qu'une traite sur le banquier, traite qu'on accepte plus volontiers que celle de l'industriel ou du commerçant..." Comme le banquier remplace la traite par son propre crédit, il a, lui aussi, besoin de crédit, mais seulement d'un petit capital propre sous forme d'argent en tant que fonds de garantie pour sa solvabilité"⁽³⁾.. Et

(1) Plus précisément : toute entreprise qui obtenait des billets (ou un dépôt) par l'escompte de traites ne le faisant que pour effectuer elle-même des paiements; ceux qui recevaient alors ces billets en paiement (ou disposaient d'un dépôt accru en banque) et qui les conservaient, étaient ceux qui "prêtaient", en tant que créanciers de la banque.

(2) *op. cit.* p. 126.

(3) *Ibid.* p. 130 et 134; notons que, dans cette dernière phrase, le terme argent s'entend comme : or ou papier-monnaie d'Etat.

plus loin : "(Mais) le crédit de circulation en tant que tel n'opère ni transfert de capital-argent d'un capitaliste productif à un autre, ni afflux d'argent d'autres classes (improductives) à la classe capitaliste pour être transformée par elle en capital... Si le crédit de circulation remplace par conséquent l'argent liquide, nous appelons crédit de capital le crédit dans sa fonction, laquelle consiste à transformer de l'argent, sous quelque forme que ce soit - argent liquide ou argent crédit - d'argent inactif en capital-argent actif" (1).

Ceci met clairement en évidence que, lorsque la monnaie bancaire est conservée de façon permanente (tout en changeant de mains) pour les besoins de la circulation et même comme réserve, tout crédit de capital reviendra à transférer de la monnaie bancaire de ceux qui prêtent aux capitalistes industriels qui vont l'utiliser pour l'achat des éléments du capital productif (ils emploient alors cet argent en tant que capital-argent); mais l'opération d'escompte des traites ne revient aucunement à un tel transfert; même si elle revêt la forme d'un crédit et peut, à juste titre, être considérée par le capitaliste industriel comme équivalent à un véritable crédit de capital (et en tant que telle la somme d'argent dont il dispose est du capital-argent qui ne se distingue en rien de celui qu'il obtient, par exemple, grâce à un emprunt obligataire) : l'escompte entraîne, en fait, la création d'une masse supplémentaire de numéraire/argent-crédit.

Même si l'Etat a revêtu la monnaie bancaire d'un cachet social et tend à en contrôler l'émission, celle-ci reste fondamentalement le résultat d'une décision des particuliers - et en l'occurrence des entreprises qui demandent des crédits à leurs banquiers. De nouvelles contradictions - liées à cette forme prise par la monnaie - vont en résulter. Celles-ci tiennent en particulier au fait que la monnaie bancaire est détruite lorsque, la traite arrivant à échéance, l'entrepr
prise qui a bénéficié du crédit initial (celle qui a reçu les marchandises sans les payer tout de suite) règle ce qu'elle doit. Il est clair en effet que, si ce règlement s'effectue en monnaie bancaire (monnaie banque centrale ou monnaie de la banque x ou y), il y a annulation, à l'actif du système bancaire pris dans son ensemble, du crédit d'escompte accordé précédemment et diminution corrélative du dépôt de l'entreprise concernée : aucun autre agent non-bancaire ne

(1) *op. cit.*, p. 135.

reçoit cet argent (1) (2).

La contradiction dont il est question peut s'exprimer ainsi : ce règlement ne peut être effectué par l'entreprise concernée que si elle dispose d'un dépôt suffisant - ou encore si elle a accru son encours de crédits clients; il faut donc que, globalement, la réalisation finale des marchandises n'ait pas été retardée - à moins que les banques accordent de nouveaux crédits simplement pour rembourser les anciens; mais cela ne fera que retarder la crise financière, et en accentuer l'ampleur, si la crise de réalisation se prolonge. Si l'apparence des choses est que la monnaie bancaire est créée, par l'escompte de traites, en contrepartie de marchandises déjà vendues, cette création n'est en fait qu'une anticipation sur la réalisation future de marchandises.

Il doit être clair à notre lecteur que le fait de raisonner sur le système bancaire pris dans son ensemble (i.e. : à la limite en faisant comme s'il n'y avait qu'une seule banque) est indispensable dans un premier temps pour saisir la nature de la monnaie bancaire (qu'elle soit fiduciaire ou scripturale et, dans ce dernier cas, émise par la banque x ou y); et que la prise en compte de la structure interne du système bancaire permet simplement de saisir :

- comment les opérations des déposants (transformation de billets de la Banque Centrale en monnaie scripturale de la banque x et l'inverse, remise d'un chèque tiré sur un dépôt à la banque y à un autre agent possédant un compte à la banque z, règlement de la banque z d'une traite escomptée arrivant à échéance à l'aide d'un ordre de prélèvement sur un dépôt à la banque x, etc...)

(1) Lorsque ce règlement pouvait encore s'effectuer en argent liquide (or ou papier-monnaie d'Etat), celui-ci quittait les caisses de l'entreprise et parvenait dans celles de la banque, augmentant ainsi son capital propre. La masse de monnaie bancaire en circulation ne diminuait pas pour autant; mais cela diminuait l'encours de monnaie bancaire n'ayant pas de contrepartie en argent liquide à l'actif du système bancaire. On pouvait donc déjà parler de "destruction de monnaie bancaire".

(2) Ajoutons une remarque concernant la différence fondamentale entre le paiement d'une traite (ou encore le règlement d'un crédit bancaire "pur") et le remboursement d'un emprunt par une entreprise industrielle à un intermédiaire financier : dans ce dernier cas l'argent reste à l'actif de cet intermédiaire et ne fait que changer de lieu d'inscription dans les livres des banques (à leur passif).

contribuent à transformer continuellement la monnaie bancaire d'une telle sorte (Banque Centrale, par exemple) en une autre (monnaie banque x, par exemple) et à créer du même coup des avoirs/dettes entre toutes les banques;

- pourquoi cette relative atomisation du système bancaire crée à chaque banque des contraintes vis-à-vis de ses propres possibilités de création de monnaie bancaire : elle n'est jamais assurée de conserver dans les dépôts, dont elle bénéficie, le surcroît de monnaie (et donc de dépôts) qu'elle crée en accordant un nouveau crédit; dès lors, si les demandes de transformation de sa monnaie en une autre monnaie bancaire l'emportent sur les mouvements inverses, elle se trouvera dans l'obligation d'emprunter à la Banque Centrale et/ou à d'autres banques, et cela risque de lui coûter plus cher que l'intérêt qu'elle retire des crédits qu'elle accorde (sans envisager l'étape ultime d'une cessation de paiements ou banqueroute). Et l'on sait que la politique de contrôle de la Banque Centrale sur la création nette des banques de second rang vise justement à renforcer ces contraintes.

Ayant ainsi précisé les mécanismes de création/destruction de la monnaie bancaire, nous pouvons nous appuyer sur cette analyse pour tenter de répondre à la question qui nous occupe, à savoir : que représente la monnaie bancaire en tant que signe d'argent, à l'étape historique retenue où l'or continue encore à servir dans les paiements internationaux ?

Cette analyse conduit aux constats suivants :

- Si une fraction de la monnaie bancaire émise l'a été en contrepartie de l'or se trouvant dans les caisses des banques, cette fraction est cependant très limitée : la majeure partie a comme contrepartie, à un moment donné, l'encours des crédits bancaires à l'économie et celui des avances à l'Etat;
- Les agents non bancaires conservent encore de l'or, monnayé ou non; ils peuvent s'en servir pour les paiements internationaux qui continuent à s'effectuer en or; mais ils peuvent aussi en acheter, et en vendre, sur le marché or/monnaie bancaire (c'est même la seule solution qu'ils ont s'il n'y a plus libre convertibilité aux guichets de la Banque Centrale);
- Sur ce marché se forme un cours de l'or; celui-ci est le "prix de l'or en monnaie Banque Centrale"; il peut diverger de la valeur nominale en or de cette monnaie Banque Centrale - cette valeur nominale en or ayant été définie par l'Etat à une date donnée (par exemple, après une dévaluation) et s'exprimant en un certain poids d'or.

Si nous faisons le parallèle entre ces constats et ceux qui correspondaient au papier-monnaie d'Etat, nous observons qu'ils n'en diffèrent en rien, du moins formellement. Rien ne s'oppose donc à ce que nous reprenions nos précédentes conclusions, à savoir :

- On ne parvient à aucune définition (non circulaire) de la "valeur de la monnaie bancaire" en cherchant à établir un rapport entre la masse des prix des marchandises qui circulent et la masse de monnaie bancaire qui sert de moyen de paiement.
- Une unité de monnaie bancaire est signe d'or, donc signe d'une certaine valeur, selon l'évolution effective de la valeur de l'or.
- On ne peut analyser que l'évolution dans le temps de la grandeur de ce signe, à partir de moment où l'Etat en a fixé la valeur nominale et selon la tendance d'évolution du cours :
- * Si le cours reste égal à la valeur nominale en or sans interventions, constantes et dans le même sens, de l'Etat sur le marché de l'or, la monnaie bancaire ne se déprécie pas : elle est signe de valeur selon la

valeur évolutive de l'or (1).

- * Si l'Etat est contraint d'intervenir de façon quasi-continue pour maintenir le cours à sa valeur nominale, il y a tendance à la dépréciation de la monnaie bancaire : elle sera finalement constatée par une dévaluation.
- * Si le cours descend durablement au-dessous de la valeur nominale, il y a une dépréciation correspondante.

. Monnaie bancaire comme seul numéraire

Et si l'on envisage maintenant la dernière étape historique, celle où les paiements internationaux, et même les règlements des soldes entre banques centrales, ont lieu en monnaie banque centrale (d'un pays), nous sommes conduits à des conclusions identiques. Et pour cause, il ne suffit pas de décréter la démonétisation de l'or - c'est-à-dire en fait sa "dénumérisation" - pour supprimer le fait que, tant que le capitalisme continue à exister sur la base de la division du travail et de la production de marchandises, la loi de la valeur régle toujours le fonctionnement du système.

Si la monnaie bancaire, en prenant toute la place comme argent, nie l'or comme équivalent général, cela ne supprime pas pour autant le fait qu'elle n'est argent qu'en tant qu'elle remplace celui-ci.

. L'inversion de la loi de la valeur et la possibilité de l'inflation

Mais nous n'aurions somme toute pas avancé beaucoup sur le chemin de la réponse que nous cherchons, si nous ne prenons pas en compte un lien possible entre la tendance à la dépréciation de la monnaie

(1) *Cela n'est donc pas lié à l'absence d'une libre convertibilité, comme l'indique bien MARX dans les Fondements (op. cit., p. 66) : "La convertibilité se constate, non pas aux guichets de la banque, mais dans l'échange quotidien des billets contre le métal". Il y a dépréciation si la valeur réelle descend en-dessous de la valeur nominale.*

bancaire et l'évolution de la valeur de l'or, à mesure que reflue la fonction de l'or comme numéraire. N'y a-t-il pas eu un retournement complet, tel que finalement la dépréciation de la monnaie bancaire s'apprécie directement à partir de l'évolution du niveau général des prix (exprimés en monnaie bancaire), la conséquence en étant - dans le cadre des lois économiques que nous avons mises en évidence et qui restent valables - une nécessaire évolution inverse de la valeur de l'or ? Ne peut-on pas parler d'une inversion du fonctionnement de la loi de la valeur régulant la formation des prix telle qu'aucun obstacle ne s'oppose à une montée permanente du niveau général des prix (hormis celui de l'or) ?

Si tel est bien le cas - et nous entendons le montrer ci-dessous - nous aurions là une explication centrale de la possibilité de l'inflation sur longue période avec maintien d'une parité fixe avec l'or (1).

Cela nous oblige aussi à reformuler notre problème : si la monnaie bancaire revient en fait à la création "ex-nihilo" de droits acquis (ou créances) sur la production - et non plus directement de signes d'or - l'évolution de "la valeur dont la monnaie bancaire est le signe" doit s'apprécier directement à partir de l'évolution du niveau général des prix (pour toutes les marchandises) relativement à celle du niveau général des valeurs (de celles-ci), la question étant alors de définir l'agrégat à partir duquel ces niveaux peuvent être appréciés. Et encore convient-il de préciser que la monnaie bancaire ne peut être immédiatement prise comme signe de valeur, mais comme signe de l'équivalent général, donc signe d'un agrégat de poids de toutes les marchandises; la dépréciation - l'érosion du signe monnaie bancaire - ne peut dès lors provenir que d'une hausse du niveau général des prix et non d'une baisse possible du niveau général des valeurs.

-
- (1) Cette conclusion relative au niveau d'abstraction où nous nous sommes situés se traduit en remontant vers le concret d'économies nationales articulées selon des rapports de dominance : il y a possibilité d'une hausse généralisée des prix sur longue période - ceux-ci étant exprimés dans la monnaie Banque Centrale de l'économie dominante - sans que la parité en l'or de cette monnaie soit remise en cause; les monnaies banques centrales des économies de second rang se mesurent dans celle de l'économie dominante : leur "parité" n'est tenue que si l'érosion interne à laquelle elles sont soumises, du fait de la hausse des prix intérieurs, n'est pas différente de celle à laquelle la monnaie banque centrale dominante est soumise. Et encore conviendrait-il de préciser ce qu'il advient quand le rapport principal de dominance tend à être remis en cause par la montée d'une ou plusieurs économies de second rang.

(Cette dernière renvoie à la contradiction qui gît déjà au coeur d'un système marchand fonctionnant avec une marchandise particulière comme équivalent général et qui s'apprécie à partir de la remarque suivante : une pièce d'or de x grammes est toujours dans le temps une pièce d'or de x grammes, qu'elle soit faite avec de l'or extrait il y a vingt ans ou avec la production actuelle d'or, alors que la valeur des pièces d'or change dans le temps selon l'évolution des normes sociales de production de l'or).

Ce retournement dans la façon d'apprécier l'érosion de la monnaie bancaire ne peut absolument pas nous conduire à un résultat différent de celui auquel nous sommes parvenus ci-dessus sur la base du rattachement existant entre la monnaie bancaire et l'or : il s'agira nécessairement du même, puisque la valeur de l'or tend à évoluer - c'est du moins ce que nous entendons montrer - en raison inverse de cette érosion de la monnaie bancaire. Mais cette évolution de la valeur de l'or étant une conséquence de cette érosion, elle ne peut aucunement servir de base à son appréciation.

La démonstration qu'une telle inversion s'est bien produite peut être faite de la façon suivante : montrer dans un premier temps qu'elle est pleinement acquise lorsque l'or n'intervient plus que dans les règlements des soldes entre banques centrales (et donc à fortiori quand il n'en est même plus ainsi); constater dans un deuxième temps que cette inversion a eu tendance à s'affirmer dès que les systèmes bancaires, consacrant le rôle exclusif de la monnaie bancaire au sein des frontières nationales, ont été établis.

La première étape de notre démonstration concerne donc la période du "gold exchange standard (1945-1968)". Elle se traduit - au niveau d'abstraction où nous devons nous situer - par l'existence d'une monnaie banque centrale servant à tous les règlements, la Banque Centrale réussissant à conserver la parité initiale or/monnaie bancaire sans intervention systématique venant à épuiser ses réserves d'or.

Nous savons bien que les prix de marché en monnaie bancaire - ou plus précisément leurs rapports - ne sont pas à tout moment égaux aux prix de production - ou du moins à leurs rapports; mais nous pouvons avancer que les déplacements de capitaux en fonction des écarts de rentabilité tendent à les y ramener. C'est la raison pour laquelle on a pu poser le système de prix de production dans lequel les taux de profit sont égaux.

Il en est de la production de l'or comme de celle des autres branches : les capitalistes qui y investissent entendent bien réaliser le taux de profit moyen; mais à la différence des autres, il se trouvent dans l'obligation de vendre à un prix fixe en monnaie bancaire (du moins

dans notre hypothèse où cours = valeur nominale).

Si l'on fait abstraction, dans un premier temps, de la demande d'or au titre de son usage industriel - c'est-à-dire si l'on considère que cette marchandise n'est demandée que comme refuge de valeur - le fonctionnement de la loi de la valeur peut très bien s'effectuer de la façon suivante : les prix de toutes les autres marchandises augmentant alors que leurs valeurs baissent (1), les capitalistes producteurs d'or sont contraint, pour maintenir leur profit, de diminuer leur production (fermeture des mines moins rentables) et d'obtenir des gains élevés de productivité dans celles qui restent ouvertes; ils sont en effet "coïncés" entre un prix de vente fixe et des coûts qui s'élèvent; de la sorte la valeur de l'or diminue fortement et son évolution tend à s'ajuster sur l'écart entre l'évolution générale des prix des autres marchandises et l'évolution générale des valeurs de celles-ci (2). Une telle évolution suppose évidemment une forte plasticité des conditions sociales de production dans la branche d'extraction et de production de l'or : elle ne nous semble pas impossible; c'est même à notre avis celle qui s'est produite au cours de la période 1955-1968 (3). Elle suppose aussi que la demande d'or ne provoque pas un épuisement des réserves de la Banque Centrale : or, comme tous les prix (sauf celui de l'or) augmentent, l'or n'apparaît pas comme un bon refuge de valeur - du moins tant que la confiance règne vis-à-vis de l'économie dominante (4) - et sa demande est

-
- (1) Notre objet n'est pas ici de rendre compte des raisons pour lesquelles il en sera ainsi : nous retenons simplement que cette hausse des prix n'est pas la conséquence d'une création "trop importante" de monnaie bancaire, ce qui ne veut pas dire que certaines causes de cette hausse des prix n'ont pas entraîné une telle création monétaire bancaire.
 - (2) Du moins si l'on fait abstraction de l'inégale évolution des compositions organiques (entre celle de la branche or et la moyenne des autres).
 - (3) Nous en voulons pour preuve le fait que les mines d'or ont continué à rapporter un certain taux de profit.
 - (4) C'est à cette notion de "confiance", qu'il faut rattacher tous les aspects plus concrets qui naissent de la prise en compte du caractère diversifié du système bancaire mondial, et notamment les demandes possibles de conversion en or de leurs avoirs en monnaie dominante par les banques centrales de second rang, lorsque leurs balances des paiements sont excédentaires. Autant dire que cette confiance dépend à titre principal de la façon dont l'économie dominante parvient ou non à maintenir son hégémonie.

découragée. Rien ne s'oppose donc à un tel fonctionnement inverse de la loi de la valeur.

La seule contradiction qui s'approfondit - en dehors donc de celles qui touchent à la "confiance" - tient à la progression de la demande d'or pour l'industrie, face à une production d'or qui tend à fléchir. Et l'accuité de cette contradiction dépend du degré de dépréciation de la monnaie bancaire.

Mais il n'y a dans le cadre envisagé aucune "force de rappel" interne au fonctionnement du système marchand, telle que cette dépréciation puisse se trouver limitée (i.e. : qui contraint le niveau général des prix à baisser après une période de hausse).

Une telle force de rappel existait-elle lorsque l'or fonctionnait encore comme monnaie universelle ? Avec cette question, nous abordons la deuxième étape de notre démonstration. Tant que l'or fut demandé pour son utilisation comme moyen de paiement dans les relations internationales, sa demande augmentait avec l'extension des échanges; de la sorte, lorsque tous les prix augmentaient au cours d'une période d'expansion, le besoin d'or était renforcé, mais sa production était freinée par son prix stable. Même si la circulation de l'or s'accélérait, et quel que soit par ailleurs le cours de l'or, celui-ci tendait à manquer pour les paiements : il s'en suivait nécessairement un effet dépressif sur certains marchés qui tendait à y infléchir à la baisse les prix. Il existait donc une "force de rappel" (1).

(1) Nous parlons ici d'une force de rappel induite directement par l'utilisation de l'or comme numéraire universel; elle doit être fondamentalement distinguée :

- d'une part de celle qui peut s'apprécier lorsque l'on remonte vers le concret de l'articulation de nombreuses économies nationales, et qui a été théorisée par l'école classique, à savoir que toute phase d'expansion avec hausse des prix pour une économie nationale entraîne des difficultés pour vendre (concurrence plus vive des produits importés) au sein de cette économie, ce qui fait pression sur les prix. Une telle force de rappel existe bien, mais elle n'existe que d'un point de vue relatif, en ce sens qu'elle ne joue que pour freiner une hausse des prix plus rapide dans l'économie concernée que dans les autres économies;

- d'autre part de celle qui correspond à une action délibérée de l'Etat pour empêcher un épuisement de ses réserves d'or liée à son intervention sur le marché de l'or pour éviter une montée trop vive du cours de l'or, soit une politique économique dépressive. (Et, à ce niveau, nous nous plaçons encore au-dessus du fractionnement en économies nationales, car une telle intervention ne recouvre pas une autre dimension de l'action de chaque Etat, à savoir : la politique dépressive qu'il engagera lorsque le déficit extérieur se creuse vis-à-vis d'autres économies nationales).

Mais cette force de rappel a perdu rapidement de son intensité avec le fonctionnement de certaines monnaies bancaires nationales comme moyens de paiement dans les échanges internationaux, cette extension étant la "solution" à la contradiction sus-nommée, produite par le capitalisme. Et, comme toujours, une telle "solution" apparente n'a correspondu qu'à un déplacement du lieu de la contradiction : car, à travers cette négation de l'or comme monnaie universelle, une hausse permanente des prix a été rendue possible, soit une dépréciation continue de la monnaie bancaire.

Ce renversement dialectique - que nous avons caractérisé comme une inversion du fonctionnement de la loi de la valeur en ce qui concerne la branche or - rend compte alors des difficultés rencontrées par les diverses économies nationales à maintenir la parité or de leurs "monnaies banques centrales" jusqu'à la seconde guerre mondiale, et des dévaluations qui se sont succédées. Car il ne tend plus à exister d'autre force de rappel que celle qui provient de l'action directe de l'Etat, ce qui suppose la mise en oeuvre de tout l'arsenal des moyens de l'intervention étatique - moyens qui n'ont été vraiment développés qu'à la suite de la grande crise de 1929-1933.

Avec le "gold exchange standard", né de la suprématie incontestée des U.S.A., la "contradiction" semble avoir une nouvelle fois été surmontée : l'Etat U.S. n'éprouve pas de difficultés à maintenir le cours de l'or à 35 dollars l'once parce que l'or tend à être nié comme refuge de valeur. La seule contradiction qui s'approfondit est celle que nous avons indiquée ci-dessus : l'or continue à être demandé comme marchandise industrielle alors que sa production ne progresse que très faiblement; c'est dans une certaine mesure sur cette base réduite, étriquée, que la contradiction centrale (liée à la dépréciation continue du dollar) va faire irruption à l'occasion de la crise du printemps 1968 : car il suffit que l'on puisse envisager une dévaluation ultérieure du dollar pour que, du même coup, l'or redevienne un "bon" refuge de valeur (et même le plus sûr à terme !). La "perte de confiance dans le dollar" qui s'est manifestée alors a conduit l'Etat U.S. à laisser l'or monter sur "le marché libre de l'or", franchissant ainsi une des dernières étapes dans la tendance à le "démonétiser".

Dans une telle situation, la contradiction précédente semble de nouveau avoir été levée : a priori rien ne distingue plus la branche "mines d'or" des autres branches. La monnaie bancaire apparaît dans toute sa pureté : elle est signe d'équivalent général n'ayant elle-même aucune valeur, droit acquis, dans les mains de celui qui la possède, sur l'ensemble des marchandises (or compris); mais droit acquis qui se déprécie au rythme de la hausse des prix de celles-ci.

Si cette "pureté" est encore quelque peu masquée par le rattachement qui existe encore aujourd'hui entre l'or et la monnaie bancaire (par exemple celui qui a été fixé à la suite de la dévaluation du dollar en 1973), il faut bien comprendre que celui-ci est désormais purement formel : la loi de la valeur fonctionne sur la base du prix qui se fixe sur le marché libre de l'or et plus sur celle de ce rattachement; certes le marché de l'or n'est pas entièrement libre : l'Etat (concrètement l'Etat central U.S. et ceux qui lui sont liées dans la survie du système dominant) est contraint d'y intervenir pour éviter qu'un écart trop important se creuse entre le cours de l'or et la valeur nominale en or de la monnaie bancaire (dominante); mais cette contrainte qui pèse sur la politique économique étatique est maintenant beaucoup moins pressante.

Nous pouvons donc conclure que, s'il apparaît clairement aujourd'hui que la monnaie bancaire est directement signe d'équivalent général au regard de toutes les marchandises (or compris)-le passage par le fait qu'elle est signe d'or étant une conséquence formelle de ce lien direct - il en fût de même quasiment depuis l'établissement définitif de la monnaie bancaire comme numéraire.

C'est cette conclusion qui nous permet de dire que, dans le système des prix de production, les variables p_i sont les prix des diverses marchandises exprimés en monnaie bancaire, sans que l'on ait à faire une place particulière à la branche or dans ce système.

Ainsi, la question que nous avons posée concernant le lien entre système des prix et système des valeurs ne trouve pas de réponse sur la base du rattachement de la monnaie bancaire à l'or.

Il ne s'agit pas non plus, comme le fait P. SRAFFA dans "Production de marchandises par des marchandises", de définir un "étalon" ou marchandise composite ayant certaines propriétés. Cet introuvable étalon, le capitalisme l'a d'une certaine façon déjà produit : c'est la monnaie bancaire. Celle-ci étant signe d'équivalent général, elle est signe d'un agrégat de quantités de valeurs d'usages incluant tout ou partie des marchandises, la question étant alors de savoir quel est l'agrégat significatif. D'un autre point de vue, on peut dire : chaque jour se forment des prix de marché pour toutes les marchandises; à ceux-ci correspond un système de prix de production absolus; les mouvements dans le temps des prix de marché s'apprécient, dès lors, selon une triple dimension : une première dimension, identique pour tous, correspond à l'érosion générale de la monnaie bancaire (ou hausse du niveau général des prix); une seconde dimension relève de l'évolution du prix de production considéré relativement à l'évolution générale; la troisième dimension correspond enfin à l'évolution relative du prix de marché par rapport au prix de production (l'écart va-t-il en se réduisant ou en s'accroissant ?); et l'on retrouve encore la question : sur quelle base définir cette érosion monétaire ?

Et si nous trouvons une réponse à cette question nous pourrons alors dire : la monnaie bancaire étant signe d'un agrégat spécifique de marchandises, elle est dès lors signe de valeur selon la valeur de cet agrégat; nous obtenons ainsi le lien recherché entre système des prix et système des valeurs, à un moment donné.

. Erosion de la monnaie bancaire et dépréciation
des droits acquis remis aux salariés

La solution définitive de notre problème nécessite donc :

1°/ que nous montrions comment à tout système concret de prix de marché courants peut être associé un niveau général des prix de production courants;

2°/ que nous justifions le choix d'un agrégat spécifique.

En ce qui concerne le premier point, nous pouvons définir le niveau général des prix de production courants associé à un vecteur $\vec{p}(t)$ des prix de marché (absolus) d'une date donnée, comme celui qui assure l'égalité entre l'offre globale aux prix de marché et l'offre globale aux prix de production, les niveaux de la production des diverses branches étant ceux qui correspondent aux prix courants de marché. Autrement dit, si $\vec{q}(t)$ est la production offerte qui est vendue aux prix de marché $\vec{p}(t)$, le niveau général des prix de production (i.e. : la variable λ) est défini par : $\lambda \cdot \sum_i p_i(t) \cdot q_i(t) = \sum_i p_i(t) \cdot q_i(t)$

où : $\{\lambda \hat{p}_i\}$ est le système des prix de production courants, déduit de celui des prix de production actuels/tendanciels comme indiqué dans la section précédente (i.e. : en ajoutant les branches dominées et celles en instance d'être dominantes) (1).

Il est clair que le niveau général ainsi obtenu dépend de la composition de la production vendue : si celle-ci était différente pour des mêmes prix de marché, le niveau des prix de production ne serait pas le même. Mais, justement, il convient de remarquer que les prix de marché dépendent des quantités écoulées; en d'autres termes, et selon un raisonnement inverse, on constate que, pour des prix de production donnés (en niveau absolu), une demande en argent spécifiée par branches égale à une offre globale aux prix de production conduit à des prix de marché variables selon la composition de cette offre globale (2). Il est donc nécessaire d'associer à tout ensemble lié $\{p_i(t), q_i(t)\}$ un niveau général des prix de production : des prix de marché courants tels que les taux de profit ne soient pas égaux entre branches (ceux-ci étant définis à partir des coûts évalués aux prix de production courants) sont bien la conséquence d'une structure particulière de la production et réciproquement (3).

(1) (2) (3) cf. page suivante.

Notes de la page précédente

(1) On peut donner l'exemple pédagogique suivant.

L'économie contient deux branches indépendantes (telles que $T_i = U_i = 1$) :

- Les prix de marché à la date t sont : $p_1 = 11, 25 \text{ F}$
 $p_2 = 0,875 \text{ F}$

- Les quantités produites sur une période unité ($t-1, t$)
 et vendues à la date t sont : $q_1 = 20 \text{ unités}$
 $q_2 = 120 \text{ unités.}$

Les conditions sociales de production, pour cette période, sont :

$c \quad v \quad pv \quad M$

(1) $100 + 50 + 50 = 200$ (pour les 20 unités)

(2) $60 + 30 + 30 = 120$ (pour les 120 unités)

soit un système des valeurs $\vec{m} = \begin{Bmatrix} 10 \text{ ht} \\ 1 \text{ ht} \end{Bmatrix}$

La composition organique étant, dans notre exemple, la même on en déduit facilement que le taux général de profit est 33,3 % et les prix de production $\hat{p} = \begin{Bmatrix} \lambda \cdot 10 \text{ F} \\ \lambda \cdot 1 \text{ F} \end{Bmatrix}$

Notre définition du niveau général des prix de production conduit à ce que celui-ci soit tel que :

$$\lambda \cdot (20 \times 10 \text{ F} + 120 \times 1 \text{ F}) = 225 \text{ F} + 105 \text{ F}$$

$$\text{soit : } \hat{\lambda} = 1,03125$$

ce qui donne : $\hat{p}_1 = 10,3125 \text{ F}$

$$\hat{p}_2 = 1,03125 \text{ F}$$

(2) Soit $D(t) = \sum_i D_i(t)$, cette demande globale. Pour des prix de production donnés en niveaux absolus, on peut lui associer un ensemble d'offres globales $\{\hat{O}(t)\}$ telles que :

$$\sum_i \hat{p}_i \cdot q_i = D(t).$$

Pour chaque composition $\{q_i\}$ on aura un système des prix de marché tel que : $p_i(t) \cdot q_i(t) = D_i(t)$; et chacun de ces systèmes conduit au même niveau général des prix de production.

(3) Dans notre exemple pédagogique les taux de profit ainsi définis sont :

$$r_1 = \frac{225 - (100+50) \cdot 1,03125}{(100+50) \times 1,03125} = 45,4 \%$$

$$r_2 = \frac{105 - (60+30) \cdot 1,03125}{(60+30) \times 1,03125} = 13,1 \%$$

(en admettant que les temps morts de circulation sont nuls).

Abordons maintenant le deuxième aspect.

S'il n'y avait pas de processus de domination/substitution et si, à tout moment, les composantes des processus productifs représentatifs des diverses branches étaient égales, la question qui nous occupe trouverait une réponse simple; on aurait en effet, d'une part, une structure des prix de production égale à tout moment à celle des valeurs, d'autre part une évolution homogène des diverses valeurs : tous les prix de production variant de façon homogène, l'érosion de la monnaie bancaire s'apprécierait immédiatement par cette évolution générale de tous les prix de production. Et l'unité monétaire serait finalement signe variable de valeur selon l'évolution unique de toutes les valeurs.

Mais, la reproduction du capital produit le développement inégal des branches (même si celui-ci induit son contraire : le développement combiné); et la lutte des classes n'a aucune raison de conduire à un degré d'exploitation inchangé.

Les "compositions" des branches sont donc différentes à un moment donné et elles n'évoluent pas parallèlement : en conséquence, les valeurs sont transformées dans le temps de façon différenciée, et la structure des prix de production change par rapport à celle des valeurs. De plus, même si les conditions de production n'étaient pas modifiées (i.e. : si les valeurs restaient les mêmes) la structure des prix de production changerait avec la variation du degré général d'exploitation auquel la classe ouvrière est soumise.

On apprécie dès lors différemment l'érosion monétaire, selon l'agrégat de quantités de valeurs d'usages de marchandises retenu pour mesurer l'évolution de son prix de production courant (global), soit :

$$\begin{array}{l} \text{érosion monétaire} \\ \text{(ou évolution du niveau} \\ \text{général des prix de} \\ \text{o à t)} \end{array} = \frac{\sum_i \hat{p}_i(t) \cdot q_i}{\sum_i \hat{p}_i(o) \cdot q_i} \quad \text{pour un agrégat } \{q_i\}$$

Le problème est d'en choisir un et de justifier un tel choix, si du moins on considère que la notion d'érosion de la monnaie bancaire doit être définie en grandeur, et non simplement en substance.

Nous entendons justifier le choix d'un agrégat précis - celui de la consommation ouvrière - en avançant que la monnaie bancaire est dépréciée si, et seulement si, sont dépréciés les droits acquis remis à la classe ouvrière.

Si l'on considère bien ce qu'il en est de la monnaie bancaire - en tant que forme spécifique prise par l'argent - dans les rapports de production capitalistes ou encore dans l'opposition Capital/Travail qui les caractérise, on peut parvenir, somme toute, aux conclusions suivantes : le système bancaire crée au profit de l'ensemble des capitalistes des signes; ceux-ci sont créés "à partir de rien" : non seulement l'accroissement de l'encours des crédits bancaires (flux de monnaie créée moins flux de monnaie détruite) ne correspond aucunement à un transfert de monnaie déjà existante au profit de ceux qui reçoivent ces crédits nets. Mais encore ces signes supplémentaires créés ne tirent pas leur "valeur" d'une production préexistante; globalement les capitalistes remettent à leurs ouvriers ces signes selon le résultat des négociations sur les salaires nominaux; et ces ouvriers constateront qu'ils représentent certains droits acquis sur la production selon les prix effectifs auxquels ils devront payés leurs moyens de subsistance. Pour eux, le pouvoir d'achat de ces signes sera maintenu si les prix n'augmentent pas. Mais justement la création monétaire bancaire, correspondant à l'augmentation du flux de masse salariale, n'est pas dictée par un quelconque lien avec la progression du volume de biens de subsistance produits : c'est même - en termes globaux de classe - l'inverse qui se produit en ce sens que tout se passe comme si la classe bourgeoise dépréciait les droits acquis qu'elle remet à la classe ouvrière parce qu'elle n'accepte pas en fait que celle-ci ait une consommation en rapport avec ce qu'elle accorde théoriquement au niveau des salaires nominaux (i.e. : elle décide dans le même temps d'investir plus et/ou de consommer plus). Avec la monnaie bancaire, la bourgeoisie a trouvé le moyen de ne rien remettre finalement aux ouvriers avant que ceux-ci n'achètent les marchandises qu'ils peuvent acheter avec les signes qu'ils reçoivent (le stock de monnaie bancaire détenu par les ouvriers n'étant que la contrepartie de crédits à l'économie) et d'ajuster constamment par la hausse des prix ce qu'elle leur accorde effectivement aux nécessités du maintien du profit. Avec le travail salarié l'argent est fondamentalement le moyen de l'exploitation de la classe ouvrière et s'il en est aussi le produit, sa "valeur" (donc le degré d'érosion auquel il est soumis dans sa forme monnaie bancaire) dépendra des nécessités du maintien de cette exploitation.

Certes, la hausse du niveau général des prix à la consommation ouvrière sera nécessairement accompagnée d'une hausse générale des prix des moyens de production et de ceux des marchandises correspondant à la consommation improductive de la classe bourgeoise; il n'y a en effet aucune raison d'envisager que :

1°/ le niveau général des valeurs des biens de subsistance évolue très différemment de celui des moyens de production et des objets de la consommation improductive;

2°/ que la tendance à la péréquation des taux de profit entre toutes les branches ne se fraye pas finalement un chemin malgré les obstacles qui s'y opposent (et d'ailleurs ces obstacles concernent

spécifiquement les branches et non les situations relatives des deux grandes sections de l'économie).

Chaque capitaliste pris individuellement subit donc cette hausse des prix : ses moyens de production coûtent plus cher, et ainsi le stock de monnaie bancaire dont il dispose perd de son "pouvoir d'achat"; mais il en bénéficie aussi : la part de profit qu'il peut espérer obtenir est accrue par l'élévation du degré global d'exploitation liée à la hausse générale des prix à la consommation.

Nous en concluons que la monnaie bancaire est dépréciée lorsque les droits acquis remis aux salariés perdent de leur pouvoir d'achat, soit encore si ceux-ci ne peuvent pas obtenir sur le marché une augmentation du volume de leur consommation correspondant à la progression des salaires nominaux.

. La quantification de l'érosion de la monnaie bancaire

Pour parvenir à une quantification de l'érosion monétaire à partir de cette conclusion qualitative, un double raisonnement progressif est nécessaire; les difficultés à surmonter relèvent en effet :

- d'une part, des mouvements relatifs des prix de production qui sont liés aux changements du taux d'exploitation, de la structure de la consommation ouvrière et aux transformations qui touchent les procès de production;
- d'autre part, de l'existence d'un ensemble de qualifications auxquelles correspondent des normes différentes de consommation et bien évidemment des niveaux de salaires nominaux différents - cet ensemble étant continuellement nié et recréé sur de nouvelles bases par la révolution des forces productives au niveau des diverses branches.

Il importe de les aborder séparément.

Le premier type de difficultés doit dès lors être appréhendé en supposant que l'échelle des qualifications se réduit à une catégorie - un seul type de force de travail fonctionnant à la même intensité dans toutes les branches - et que celle-ci est inchangée dans le temps.

Et, dans ce cadre, nous devons progresser par étapes :

- Erosion de la monnaie bancaire lorsque les conditions de production, d'exploitation et la structure de la consommation ouvrière ne sont pas modifiées.

- Erosion de la monnaie bancaire lorsque, les conditions de production restant inchangées, le taux général d'exploitation change avec une structure inchangée de la consommation ouvrière.
- Erosion de la monnaie bancaire lorsque, par rapport au point précédent, cette structure change.
- Erosion de la monnaie bancaire lorsque les conditions de production sont modifiées dans le temps.

. Erosion de la monnaie bancaire sous l'hypothèse
d'une force unique de travail

A une date donnée, nous pouvons définir :

- $v(t)$, la valeur de cette force de travail
- $\{b_i(t)\}$, sa norme tendancielle de consommation
- $\hat{w}(t)$, le salaire nominal aux prix de production courants, qui correspond à cette norme de consommation.

Ceux-ci constituent un ensemble lié.

La lutte des classes qui se manifeste au niveau des mouvements incessants des salaires, des prix de marché et des conditions de production (c'est-à-dire finalement des valeurs) s'articule autour de trois éléments (1) :

- les salariés considèrent comme acquis une certaine norme de consommation et tendent à l'élargir grâce à des augmentations nominales de salaires obtenues ici et là;
- les dirigeants tendent à abaisser la valeur de la force de travail, correspondant à cette norme acquise de consommation, en élevant la productivité sociale;

(1) Rappelons, qu'à cette étape, nous raisonnons à usage inchangé (durée, intensité) de la force de travail.

- ils cherchent aussi par la hausse des prix à réduire le pouvoir d'achat des salaires nominaux.

L'unité dialectique de ces contraires est constituée, à tout moment, par l'existence d'un taux général d'exploitation $\tau(t)$ qui laisse finalement la place à une certaine structure de consommation, étant donné les valeurs des biens de subsistance qui existent à ce moment; $v(t)$ et $\hat{w}(t)$ s'en déduisent alors. Nous l'avons déjà indiqué dans le chapitre précédent : la nécessité du renouvellement de la force de travail (soit une certaine norme de consommation) n'est qu'aspect secondaire, face à l'aspect dominant que constitue l'extraction du surtravail pour la classe bourgeoise; dans l'unité "salaire - panier de marchandises qu'il permet d'acheter selon leurs prix" c'est le pouvoir d'achat global du salaire qui prévaut, et non telle transformation du contenu du panier.

La démarche progressive dont nous avons fixé ci-dessus les étapes est en quelque sorte un moyen pour disséquer les divers moments de ce processus dialectique.

Considérant comme donnés $v(t)$, $\vec{b}(t)$ et $\hat{w}(t)$, nous entendons étayer les propositions suivantes :

1°/ A la date t , la quantité $\hat{w}(t)$ de monnaie bancaire est le signe de la quantité $v(t)$ de valeur, en tant qu'elle est signe de l'agrégat de marchandises $\vec{b}(t)$ qui a cette valeur.

2°/ Il y a érosion de la monnaie bancaire dans le temps si le salaire nominal aux prix de production courants progresse plus rapidement que le volume de la force de travail, entendant par volume le montant en valeur estimé avec la norme courante de consommation et le système des valeurs initiales.

3°/ La révolution des forces productives qui entraîne la négation de l'ancienne échelle des valeurs et la formation d'une nouvelle échelle (processus dialectique toujours poursuivi qui s'accompagne finalement d'une baisse générale des valeurs) a pour conséquence que l'unité de monnaie bancaire sera, indépendamment de l'érosion qu'elle peut par ailleurs subir (cf. 2°/ ci-dessus), le signe d'un montant toujours réduit de valeur. Il convient, en effet, de distinguer nettement ce que nous appelons "l'érosion de la monnaie bancaire" - et qui renvoie à la hausse des prix - de sa "dévalorisation" proprement dite, qui relève de l'élévation de la productivité sociale : du moins sa "dévalorisation globale" est-elle le résultat de la conjugaison de ces deux éléments.

Pour étayer ces propositions, dans le cadre de la démarche progressive indiquée, il est utile de définir un schéma étalon - c'est-à-dire une proportion particulière de la production des diverses branches - qui présente la caractéristique suivante : la somme totale des profits relative à ce schéma étalon, rapportée à la somme totale des salaires correspondants, est égale au taux général d'exploitation.

Nous définissons cette proportion $\vec{q}^{**}$ particulière de la façon suivante (1) :

- la production de chaque branche produisant des moyens de production est égale au total des consommations de la marchandise concernée par toutes les branches;
- la production de chaque branche fournissant un moyen de subsistance des travailleurs est, dans un rapport donné, égale pour toutes les marchandises concernées avec le total de ce qui en est consommé par toutes les branches au titre des travailleurs qu'elles emploient;
- la production des branches non fondamentales est nulle.

Le rapport commun à toutes les branches produisant des biens de subsistance est égal à $(1 + r)$.

En effet, si la structure de la production est celle que l'on vient de définir (2), et si on retient des agrégations semi-globales au niveau des sections (I) et (II), on aura :

$$\text{en valeur : } \begin{cases} M_I = C_I + C_{II} & (1) \\ M_{II} = 1 \cdot (V_I + V_{II}) & (2) \end{cases}$$

(1) Nous le faisons ici dans le cas simple où $T_i = v_i = 1$; nous indiquons, in fine, qu'il est possible de le faire dans le cas général où ces temps de rotation sont diversifiés.

(2) Nous ne reprenons pas la démonstration de l'unicité de la solution $\vec{q}^{**}$ (à une constante près) puisqu'elle fait appel aux mêmes considérants que pour la proportion (*).

$$\begin{aligned} \text{en prix de production : } \left\{ \begin{array}{l} P_I = Q_I + Q_{II} \\ P_{II} = \alpha \cdot (W_I + W_{II}) \end{array} \right. \quad (3) \end{aligned}$$

$$\text{(à une constante près)} \quad (4)$$

A partir des relations (1) et (2) on tire :

$$\tau = \frac{PV}{V} = \frac{PV_I + PV_{II}}{V_I + V_{II}} = \frac{M_I + M_{II} - C_I - C_{II} - V_I - V_{II}}{(V_I + V_{II})} = \alpha - 1$$

Des relations (3) et (4) on tire :

$$\frac{Pf}{W} = \frac{P_I + P_{II} - Q_I - Q_{II} - W_I - W_{II}}{W_I + W_{II}} = (\alpha - 1)$$

d'où :

$$\boxed{\frac{PV^{**}}{V^{**}} = \frac{Pf^{**}}{W^{**}} = \tau}$$

C'est d'ailleurs la seule proportion pour laquelle on ait une telle relation, lorsque les compositions organiques ne sont pas égales. Il s'agit d'une proportion différente de celle (*) qui a été retenue précédemment pour définir r . La signification économique de cette proportion (**) est la suivante : elle peut servir de base à une reproduction simple du capital.

L'intérêt d'une telle proportion, pour le problème qui nous occupe, est de plus le suivant :

- La valeur ajoutée globale est égale à la valeur de l'ensemble de la production des branches de la section des moyens de subsistance ($VA^{**} = M_{II}^{**}$).
- La structure de cette production de la seule Section II est celle de la consommation ouvrière.

On peut donc établir un lien direct entre cette valeur ajoutée globale (**) et la valeur de la force de travail $v(t)$. Le montant de valeur dont une unité de monnaie bancaire est le signe peut s'obtenir selon :

$$x(t) = \frac{VA^{**}(t)}{(W + pf)^{**}(t)} = \frac{v(t)}{\bar{w}(t)} \quad (1)$$

soit comme le rapport entre cette valeur ajoutée globale et le montant total des salaires et des profits aux prix de production courants correspondant à la même production $\frac{v^{**}}{q}$

Exemple (fin de l'exemple p. 369)

Nous reprenons le même exemple que dans le chapitre précédent (cf. p. 197), mais en supposant qu'il n'existe qu'un seul type de force de travail. Et l'on admet de plus que $T_i = \vartheta_i = 1$: un temps unique de rotation.

Les conditions sociales de production étant, à un moment donné :

- br. 1 : 2 machines + 100 heures de travail $\longrightarrow$ 3 machines
- br. 2 : 1 machine + 400 heures de travail $\longrightarrow$ 500Kg de blé
- br. 3 : 1 machine + 200 heures de travail $\longrightarrow$ 10 habits.

et la consommation, pour une heure de travail, étant 2/5 Kg de blé et 1/150 d'habit, on en déduit (2) :

$$\begin{aligned} m_1 &= 100 \text{ ht} \\ m_2 &= 1 \text{ ht} \\ m_3 &= 30 \text{ ht} \\ \tau &= 2/3 \\ v &= 3/5 \text{ ht ou valeur de la force de travail pour sa reproduction sur une heure de travail fourni.} \end{aligned}$$

(1) On a : $\begin{cases} W^{**} = n^{**} \cdot \bar{w} \\ V^{**} = n^{**} \cdot v \end{cases}$ et $\begin{cases} (W + pf)^{**} = (1 + \tau) W^{**} \\ VA^{**} = (1 + \tau) \cdot V^{**} \end{cases}$ d'où l'égalité indiquée.

(2) Nous admettons que la réalisation s'effectue en sorte que l'on a valeur de marché = valeur ex-ante (de production).

a) Détermination de la proportion (*) et de la structure des prix de production

Le système définissant $\lambda \vec{q}^*$ s'écrit ici :

$$\begin{cases} 2q_1 + q_2 + q_3 = 3 \lambda' q_1 \\ 2(20q_1 + 80q_2 + 40q_3) = 500 \lambda' q_2 \\ 1/30(20q_1 + 80q_2 + 40q_3) = 10 \lambda' q_3 \end{cases}$$

Il admet comme solution :

$$\lambda \left[q_1 = 52,81 ; q_2 = 12 ; q_3 = 10 \right], \quad \lambda' = 0,805$$

d'où le taux général de profit $r = \underline{24,14\%}$

Le système des prix de production est alors :

$$\lambda' \left[p_1 = 100 \text{ F} ; p_2 = 0,662 \text{ F} ; p_3 = 22,757 \text{ F} \right]$$

avec comme salaire horaire nominal $w = \lambda' \cdot 0,416 \text{ F}$

Le schéma en valeur (*) pour $\lambda = 1$, est donc :

	C	V	PV	M (en ht)
(1)	10.562,0	+ 3.168,6	+ 2.112,4	= 15.843,0
(2)	1.200	+ 2.880	+ 1.920	= 6.000
(3)	1.000	+ 1.200	+ 800	= 3.000
Total	12.762,0	7.248,6	4.832,4	24.843

Le schéma en prix de production (*), pour $\lambda = 1$ et $\lambda' = 1$, est d'autre part :

	Q	W	pf	L (en Fr)
(1)	10.562,0	+ 2.199,5	+ 3.081,5	= 15.843,0 ($p_1 = 100 \text{ Fr}$)
(2)	1.200,0	+ 1.999,6	+ 772,4	= 3.972,0 ($p_2 = 0,662 \text{ Fr}$)
(3)	1.000,0	833,2	+ 442,5	= 2.275,7 ($p_3 = 22,757 \text{ Fr}$)
Total	12.762,0	5.032,3	4.296,4	= 22.090,7

On constate bien que le taux général de profit r est tel que :

$$r = \rho = \frac{PV^*}{(C+V)^*} = \frac{4\,832,4}{12\,762,0 + 7\,248,6} = 24,14 \%$$

b) Détermination de la proportion (**)

Le système définissant $\lambda \xrightarrow{**} q$ s'écrit ici :

$$\begin{cases} 2q_1 + q_2 + q_3 = 3q_1 \\ 2(20q_1 + 80q_2 + 40q_3) = 500 \lambda' q_2 \\ 1/30(20q_1 + 80q_2 + 40q_3) = 10 \lambda' q_3 \end{cases}$$

Il a comme solution :

$$\lambda (q_1 = 22 ; q_2 = 12 ; q_3 = 10) , \lambda' = 3/5 = 1/1+\tau$$

Le schéma en valeur (**), pour $\lambda = 1$, est donc :

	C	V	PV	M	(en ht)
(1)	4.400	+ 1.320	+ 880	=	6.600
(2)	1.200	+ 2.880	+ 1.920	=	6.000
(3)	1.000	+ 1.200	+ 800	=	3.000
Total	6.600	5.400	3.600		15.600

Le schéma en prix de production (**), pour $\lambda = 1$ et le niveau antérieurement retenu des prix de production ($\lambda' = 1$), est :

	Q	W	pf	L	(en Fr)
(1)	4.400	+ 916,5	+ 1.283,5	=	6.600,0
(2)	1.200	+ 1.999,6	+ 772,4	=	3.972,0
(3)	1.000	+ 833,2	+ 442,5	=	2.275,7
Total	6.600	+ 3.749,3	+ 2.498,4	=	12.847,7

On constate que :

$$PV^{**}/V^{**} = \frac{3.600}{5.400} = \frac{\sum p_i^{**}}{\sum w_i^{**}} = \frac{2.498,4}{3.749,3} = 2/3 = \tau$$

(alors que $\rho = \frac{3.600}{12.000} = 30 \%$ est différent de $r = 24,14 \%$).

c) Relation entre monnaie bancaire et valeur créée par le travail

Admettons qu'à la date t les prix de marché sont de ($p_1 = 123,6$ F, $p_2 = 0,72$ F, $p_3 = 28,91$ F) prix correspondant aux quantités suivantes vendues (30 x 3 machines, 13 x 500 Kg de blé, 10 x 10 habits).

Les prix de production courants qui leur correspondent s'obtiennent, selon la méthode indiquée précédemment (1); ce sont :

$$\begin{cases} \hat{p}_1 = 120 \text{ F} \\ \hat{p}_2 = 0,794 \text{ F} \\ \hat{p}_3 = 27,31 \text{ F} \end{cases} \quad \text{avec } \hat{w} = 0,50 \text{ F}$$

Pour ces prix on a : $(w + pf)^{**}(t) = 7\,497,2 \text{ F}$

Comme d'autre part : $VA^{**}(t) = 9\,000 \text{ ht}$

On en déduit : 1 F correspond à 1,2004 ht

Pour que l'on ait 1 F $\Leftrightarrow$ 1ht, il faudrait que le niveau absolu des prix de production soit :

$$\begin{cases} \hat{p}_1 = 144,05 \text{ F} \\ \hat{p}_2 = 0,9536 \text{ F} \\ \hat{p}_3 = 32,781 \text{ F} \end{cases}$$

ce qui donne : $\hat{w} = 3/5 \text{ F}$; et l'on trouve bien $\hat{w} = v$

(1) On a :

$$\left. \begin{aligned} & \cdot \text{offre globale aux prix de production} = \lambda' \cdot 15\,579 \text{ F} \\ & \cdot \text{offre globale aux prix de marché} = 18\,698 \text{ F} \end{aligned} \right\} \text{ d'où } \lambda' = 1,2$$

(On peut comparer ces niveaux aux montants m_1 des valeurs :

$m_1 = 100$ ht, $m_2 = 1$ ht, $m_3 = 30$ ht) et constater que les écarts sont liés aux différences entre les compositions organiques des trois branches ($\omega_1 = 3,33$, $\omega_2 = 0,42$, $\omega_3 = 0,83$, $\omega^* = 1,222$)).

(Enfin, il est possible de constater que le schéma (*) donnerait une autre valeur de x : 12081 ht $\longleftrightarrow$ 11 217,2 F soit : 1 F $\longleftrightarrow$ 1,077 ht).

(fin de l'exemple)

Ce schéma étalon (**) étant ainsi défini, et précisé par cet exemple, nous abordons les étapes de la progression proposée. (Nous poursuivons à chaque étape l'illustration de notre propos par l'utilisation de ce même exemple).

1ère étape : érosion monétaire à conditions de production, degré d'exploitation et norme de consommation ouvrière inchangés.

Si la lutte des classes se développe en sorte que, tandanciellement, ni le taux général d'exploitation, ni la norme de consommation ouvrière ne se modifient (et en nous inscrivant dans un cadre où il n'y a aucune révolution des forces productives) cela traduit un processus dans lequel l'action de la classe ouvrière pour l'augmentation des salaires nominaux et l'action de la classe bourgeoise pour réduire le pouvoir d'achat des droits acquis remis aux salariés s'équilibrent finalement. Les salaires n'augmentent pas ici et là de la même façon; les prix de marché n'évoluent pas parallèlement à court terme; en conséquence, la consommation ouvrière (en structure comme en niveau) fluctue à court terme : mais en tendance c'est la même norme qui s'impose. Et cela correspond au fait que, dans de telles conditions, la structure des prix de production reste inchangée.

Les mouvements des prix de marché ont pour traduction une évolution générale des prix de production courants; ceux-ci évoluent parallèlement.

L'érosion de la monnaie bancaire est directement en rapport avec cette évolution générale et unique; elle est donc mesurée par l'évolution de n'importe quel prix de production courant; elle l'est aussi par l'évolution du salaire nominal tendanciel - qui n'est autre que le salaire nominal aux prix de production courants pour la norme inchangée de consommation.

Dans un tel contexte, on constate que la proportion (**) reste inchangée.

Exemple (suite)

Considérons que à la date t_0 les prix de marché conduisaient à des prix de production courants tels que l'on ait à cette date $x(t) = 1$ (1 F $\Leftrightarrow$ 1 ht). Il peut s'agir, par exemple, des prix de marché suivants (148,32 F; 0,864 F; 34,69 F). Nous avons vu qu'ils avaient pour correspondants le système des prix de production suivant :

$$\begin{cases} \hat{p}_1(t_0) = 144,05 \text{ F} \\ \hat{p}_2(t_0) = 0,9536 \text{ F} \\ \hat{p}_3(t_0) = 32,781 \text{ F} \end{cases} \quad \text{avec} \quad \hat{w}(t_0) = 3/5 \text{ F}$$

Admettons maintenant qu'à une date t_1 ultérieure les prix de marché soient passés à : (162,50 F; 1,105 F; 39,13 F) et qu'ils correspondent à une production de (34 x 3 machines, 15 x 500 Kg de blé, 11 x 10 habits). Il leur correspond les prix de production courants suivants :

$$\begin{cases} \hat{p}_1(t_1) = 165,07 \text{ F} \\ \hat{p}_2(t_1) = 1,092 \text{ F} \\ \hat{p}_3(t_1) = 37,57 \text{ F} \end{cases} \quad \text{avec} \quad \hat{w}(t_1) = 3,44/5 \text{ F}$$

L'évolution de chaque prix de production est la même (soit + 14,6 %). Il s'agit en l'occurrence du degré d'érosion monétaire.

2ème étape : érosion monétaire à conditions de production et structure de consommation ouvrière inchangées, seul le taux d'exploitation étant modifié.

La lutte des classes se traduit, en tendance, par un avantage pour l'une des deux et il en résulte une modification de la structure des prix de production. L'érosion monétaire n'en ressort plus, comme dans le cas précédent, de façon simple.

Mais comme la structure de la consommation ouvrière reste inchangée, on peut évaluer simplement la variation en volume de cette consommation

(elle est la même pour chaque bien d'usage particulier, donc aussi pour son volume global - qu'on l'estime aux valeurs d'une date de référence ou aux prix de production courants d'une date de référence).

L'érosion monétaire s'apprécie dès lors comme la différence entre la variation du salaire nominal aux prix de production courants et la variation effective de la consommation.

$$\text{Erosion monétaire de } t_0 \text{ à } t_2 = \frac{\hat{w}(t_2) / \hat{w}(t_0)}{v(t_2) / v(t_0)}$$

$$\text{sachant que : } v(t_2)/v(t_0) = b_1(t_2)/b_1(t_0) = \dots = \frac{\sum_1 b_1(t_2) \cdot \hat{p}_1(t_0)}{\sum_1 b_1(t_0) \cdot \hat{p}_1(t_0)}$$

Cette constance de la structure de la consommation a aussi pour conséquence que la proportion (**) ne change pas : il n'y aura dès lors pas d'érosion monétaire de t_0 à t_2 si l'on a : $(W+pf)^{**}(t_2) = (W+pf)^{**}(t_0)$ pour un même niveau q^{**} tel que $VA^{**}(t_2) = VA^{**}(t_0)$; comme seul le taux d'exploitation varie, seul le partage entre salaires et profits est modifié : leur total reste inchangé.

Exemple (suite)

Admettons que le degré d'exploitation passe de 2/3 (date t_0) à 0,428 (date t_1). A structure de consommation inchangée, cette évolution correspond à une progression de la consommation ouvrière de 16,6 %.

Celle-ci est donc de : $\left\{ \begin{array}{l} 2,33/5 \text{ Kg de blé} \\ 0,0388/5 \text{ habit} \end{array} \right.$

La valeur de la force de travail est de :

$$v(t_1) = \frac{2,33}{5} x 1 + \frac{0,0388}{5} x 30 = \frac{3,50}{5} \text{ ht} \quad \text{ce qui correspond bien}$$

à un taux d'exploitation de $\tau(t_1) = \frac{5-3,5}{3,5} = 0,428$.

Cette baisse du degré d'exploitation, consacrant un avantage acquis par la classe ouvrière, a pour conséquence une baisse du taux général de profit : il passe de 24,14 % à 18,15 %.

La structure correspondante des prix de production est alors à la date date t_1 de $\lambda' [p_1 = 100 \text{ F}, p_2 = 0,7459 \text{ F}, p_3 = 24,554 \text{ F}]$ avec $\hat{w} = \lambda' \times 2,6954/5 \text{ F}$.

Les prix de production à la date t_0 étant les mêmes que ceux retenus à l'étape précédente, admettons que les prix de marché à une date t_2 conduisent à des niveaux absolus des prix de production courants de :

$$\begin{cases} \hat{p}_1(t_2) = 148,89 \text{ F} \\ \hat{p}_2(t_2) = 1,1106 \text{ F} \\ \hat{p}_3(t_2) = 36,558 \text{ F} \end{cases}$$

ce qui donne $= \hat{w}(t_2) = 4,01/5 \text{ F}$ et $(W+pf)^{**}(t_2) = 10\,319 \text{ F}$, pour

$$VA^{**}(t_2) = 9\,000 \text{ ht}$$

Selon notre définition de la hausse générale des prix à la consommation ouvrière (ou encore de l'érosion de la monnaie bancaire), celle-ci a été, de t_0 à t_2 , de :

$$\frac{(W + pf)^{**}(t_2)}{(W + pf)^{**}(t_0)} = \frac{10\,319 \text{ F}}{9\,000 \text{ F}} \quad \text{soit de : } 14,6 \%$$

Le salaire nominal est passé de 3,00/5 F à 4,01/5 F : il a progressé de 33,7 %.

On retrouve bien que 14,6 % ont été repris par la hausse des prix en sorte qu'il ne reste que 16,66 % de progression du volume de la consommation.

Comme nous avons retenu, de t_0 à t_2 , une érosion monétaire égale à celle de t_0 à t_1 (cf. première étape), il est possible d'analyser le passage de t_0 à t_2 comme la superposition de t_0 à t_1 et de t_1 à t_2 . Il en ressort nettement que la modification du degré d'exploitation en l'absence d'érosion monétaire (passage de t_1 à t_2) s'accompagne de mouvements des prix de production courants consécutifs à la baisse du taux général de profit : le prix du blé s'élève (de 1,092 à 1,11 F), le prix de l'habitat baisse (de 37,57 F à 36,558 F) et celui de la machine aussi - mais dans une proportion beaucoup plus importante (de 165,07 F à 148,89 F).

3ème étape : érosion de la monnaie bancaire à conditions de production inchangées, la structure de la consommation ouvrière et le taux d'exploitation se modifiant.

La modification de la structure de la consommation ouvrière conduit, par rapport à l'étape précédente, à ce que :

- d'une part, le taux général de profit soit modifié, même si le taux d'exploitation reste inchangé (lorsque les compositions organiques sont différentes);
- d'autre part, la variation effective du volume de la consommation ouvrière ne s'apprécie plus simplement.

C'est ce deuxième aspect qui pose problème. En fait, on a une progression du volume de celle-ci, apprécié "à valeurs inchangées", qui diffère du volume, apprécié "aux prix de production courants initiaux"

$$v(t_3)/v(t_0) = \sum_1 b_1(t_3).m_1 / \sum_1 b_1(t_0).m_1 \neq \sum_1 b_1(t_3). \hat{p}_1(t_0) / \sum_1 b_1(t_0).\hat{p}_1(t_0)$$

Notre définition du lien entre schéma en valeur et schéma en prix de production courants (à la date t_1 , comme à la date t_0) revient à ne considérer comme significatif que le seul volume apprécié aux valeurs inchangées.

On n'aura pas d'érosion monétaire si le montant en valeur de la consommation ouvrière (soit la valeur de la force de travail) évolue comme le salaire nominal.

Ou encore, si l'on retient à une date t_3 un niveau $\bar{q}^{**}(t_3)$ tel que $VA^{**}(t_3) = VA^{**}(t_0)$, l'érosion monétaire de t_0 à t_3 sera quantifiée par le rapport $(W+pf)^{**}(t_3) / (W+pf)^{**}(t_0) = \hat{w}(t_3) / \hat{w}(t_0)$.

Cette définition est indépendante de la modification particulière qui affecte la structure de la consommation : elle s'appuie sur la seule valeur globale de la force de travail; elle est cohérente avec le fait que le rapport de force entre classes s'exprime d'abord en une modification du pouvoir d'achat du salaire global, avant de se matérialiser dans une évolution précise de tel ou tel poste de consommation.

En considérant cette troisième étape comme obtenue en deux temps - le premier temps étant celui décrit à la deuxième étape et le deuxième temps correspondant simplement à la modification de la structure de consommation (à taux d'exploitation et signe monétaire inchangés) on constate que ce deuxième temps entraîne un changement du taux général de profit et de la structure des prix de production; mais "le point fixe", l'invariant à partir duquel peut s'apprécier telle hausse (ou baisse) relative de tel prix courant de production, est le salaire nominal correspondant à la valeur inchangée de la force de travail.

Exemple (suite)

Admettons que le taux d'exploitation passe encore de 0,666 à 0,428 mais que seule la consommation d'habit augmente. Elle passe alors de 1/50 à 1/100 d'habit :

$$v = 2/5 \times 1 + 1/100 \times 30 = 3,50/5 \text{ ht}$$

$$\tau = 1,5\text{ht}/3,50\text{ht} = 0,428$$

Dans ce cas, on trouve que le taux général de profit s'abaisse de 24,14 % à 17,785 %.

La structure des prix de production est la suivante :

$$\lambda'(\hat{p}_1 = 100 \text{ F}, \hat{p}_2 = 0,75104 \text{ F}, \hat{p}_3 = 24,665 \text{ F}), \text{ soit } \hat{w} = \lambda'x = 2,734/5$$

La proportion (**) change : elle passe à $\lambda(q_1 = 18, q_2 = 8, q_3 = 12)$ et l'on a $VA^{**} = 9\,000 \text{ ht}$ pour $\lambda = 9/7$.

$$\text{Aussi obtient-on, pour } x(t_3) : x(t_3) = \frac{9\,000 \text{ ht}}{\lambda'x = 7033,71 \text{ F}} = \frac{1}{\lambda'} \cdot 1,2796.$$

Admettons qu'à la date t_3 les prix de marché conduisent au même niveau général des prix de production qu'à la date t_2 , c'est-à-dire que l'on ait $x(t_3) = 0,872$ (soit encore un salaire nominal de 4,01/5 F); les prix de production courants sont alors :

$$\begin{cases} \hat{p}_1 = 146,64 \text{ F} \\ \hat{p}_2 = 1,101 \text{ F} \\ \hat{p}_3 = 36,169 \text{ F} \end{cases} \quad \text{avec : } \hat{w} = 4,01/5 \text{ F}$$

L'érosion monétaire de t_0 à t_3 est donc la même que celle de t_0 à t_2 , soit de 14,6 %.

Le salaire nominal a progressé de 3,0/5 F à 4,01/5 F (+ 33,7 %). La valeur de la force de travail (ou volume de la consommation ouvrière) est passée de 3/5 ht à 3,5/5 ht (+ 16,66 %). Mais la consommation ouvrière "à prix constants" est passée de 3,00/5 F à 3,546/5 F, soit une augmentation un peu plus rapide.

$$(On a \quad 3,00 = 2 \cdot 0,9556 + 1/30 \cdot 32,781$$

$$3,546 = 2 \cdot 0,9556 + 1/20 \cdot 32,781)$$

L'indice des prix à la consommation ouvrière n'est donc pas un indicateur exact de l'érosion monétaire lorsque la structure de cette consommation se modifie : mais c'est un outil statistique qui en constitue sans doute le meilleur estimateur.

Le passage de t_2 à t_3 , qui correspond uniquement à la modification de la structure de consommation, s'apprécie ainsi :

- invariance du salaire nominal;
- baisse légère du taux général de profit (parce que la composition organique dans la production d'habit dont la consommation augmente est supérieure à celle que l'on a dans la production de blé);
- baisse de tous les prix de production absolus (le prix de la machine passe de 148,9 F à 146,6 F, celui du Kg de blé de 1,11 F à 1,10 F, celui de l'habit de 36,56 F à 36,17 F).

Cette baisse de tous les prix de production courants ne correspond pourtant à aucune érosion de la monnaie bancaire : on voit dès lors le lien qui existe entre la définition que nous avons retenue pour celle-ci et la place qu'occupe la norme de consommation ouvrière dans le processus de la lutte des classes, à savoir que l'on a : norme initiale plus lutte pour l'augmentation du salaire nominal moins érosion monétaire $\longrightarrow$ nouveau degré d'exploitation (et donc "pouvoir d'achat du nouveau salaire nominal") $\longrightarrow$ nouvelle structure de consommation $\longrightarrow$ une nouvelle structure des prix de production, etc...

4ème étape : érosion de la monnaie bancaire lorsque les conditions sociales de production sont modifiées.

A cette dernière étape nous prenons en compte le second moyen dont dispose la classe bourgeoise pour élever le degré d'exploitation : la méthode de la plus-value relative.

La mise en oeuvre dans les diverses branches de nouveaux procès de travail a pour conséquences la négation de l'ancienne structure des valeurs et l'émergence d'une nouvelle structure : en admettant que cette révolution ne transforme pas la force de travail unique on peut comparer les nouvelles valeurs aux anciennes (le point de jonction est donné par la valeur créée par cette force de travail en activité (1)). On aura, en règle générale, une baisse des valeurs sociales. A panier de consommation ouvrière inchangé, la valeur de la force de travail est réduite : le taux d'exploitation s'en trouve relevé.

Cette révolution des conditions de production transforme la structure des prix de production.

Notre définition générale de l'érosion proprement dite de la monnaie bancaire nous conduit à avancer que celle-ci sera nulle dans le temps lorsque le volume de la force de travail augmente comme le salaire nominal. Mais dans le même temps, la baisse de la valeur de la force de travail relativement à son volume implique une dévalorisation de l'unité de monnaie bancaire.

On peut encore présenter les choses ainsi :

- définir à la date t_4 le montant de valeur $x(t_4)$ dont une unité de monnaie bancaire est le signe; on a :

$$x(t_4) = \frac{VA^{**}(t_4)}{(W+pf)^{**}(t_4)} = \frac{v(t_4)}{\hat{w}(t_4)}$$

(1) L'intensité à laquelle elle fonctionne peut varier en sorte qu'en une heure de travail le quantum de valeur créé soit plus élevé après qu'avant; mais la jonction est encore possible.

- comparer celui-ci à son montant $x(t_0)$ à la date t_0 précédant cette révolution des forces productives;
- tirer de cette comparaison le degré global de dévalorisation;
- estimer celle qui revient en propre à la révolution des valeurs, par comparaison entre le volume et la valeur de la force de travail;
- en déduire finalement le degré propre de l'érosion monétaire.

Il est même possible de décomposer le passage de t_0 à t_4 en plusieurs temps distincts :

1er temps : On atteint la structure finale de consommation et son niveau sans prendre en compte de révolution des valeurs et sans érosion monétaire.

2ème temps : On atteint le niveau final du salaire nominal.

3ème temps : On prend en compte la seule révolution des valeurs qui conduit à porter le degré d'exploitation à son niveau final : elle ne s'accompagne d'aucune modification de la consommation ouvrière et s'effectue en l'absence d'érosion monétaire.

Cela permet de spécifier l'érosion monétaire au niveau du seul deuxième temps et la dévalorisation proprement dite au niveau du seul troisième temps. Cette décomposition fait ressortir ce qui dans le mouvement des prix courants de production relève de ces divers aspects.

Exemple (suite)

Admettons que l'on ait le processus suivant de révolution des conditions sociales de production :

- dans la branche 1 est produite une nouvelle machine m' selon : $2 m + 125 ht \rightarrow 3 m'$ (sans changement des temps de rotation);

- cette nouvelle machine est alors utilisée dans les trois branches (sans cht des temps de rotation considérés tous jours égaux) selon :

$$2m' + 100 \text{ ht} \longrightarrow 3 m'$$

$$1m' + 300 \text{ ht} \longrightarrow 440 \text{ Kg de blé}$$

$$1m' + 150 \text{ ht} \longrightarrow 10 \text{ habits}$$

et admettons pour l'instant qu'il s'agit de la même force de travail simple fonctionnant à la même durée et à la même intensité; une heure de travail de [o] est alors équivalente à une heure de travail [4] : elles créent la même valeur.

A l'état [4] on trouve facilement que (1) :

$$\begin{cases} m'_1 (4) = 100 \text{ ht} / \text{machine } m' \\ m'_2 (4) = 0,909 \text{ ht} / \text{Kg de blé} \\ m'_3 (4) = 25 \text{ ht} / \text{habit.} \end{cases}$$

Admettons enfin qu'il s'agit (du point de vue de leurs valeurs d'usage) du même blé et du même habit.

On constate une élévation de la productivité sociale pour la production du blé et de l'habit grâce à la mise en oeuvre de ces nouvelles conditions de production.

Mais il en est aussi de même dans la branche 1 puisque une machine m' est "équivalente" à 1,083 machine m : en effet, dans un premier temps ($2 m + 125 \text{ ht} \longrightarrow 3 m'$), la valeur d'une machine m' est $\frac{200 + 125}{3} = \frac{325}{3} = 108,3 \text{ ht.}$

Nous avons vu que la seule comparaison possible, sous le capitalisme où la valeur (d'échange) domine la valeur d'usage, entre la machine m' et la machine m est le rapport $108,3/100$.

(1) Sous l'hypothèse de valeurs de marché égales aux valeurs ex-ante.

L'utilisation de la machine m' pour sa propre production permet de ramener sa valeur de 108,3 à 100 ht.

On peut d'ailleurs constater sur cet exemple que le passage $m \rightarrow m'$ permet une élévation plus importante de la productivité globale (ou sociale) dans la branche 3 que dans la branche 2 et la branche 1 ($30/25 > 1/0,909 > 108,3/100$).

Admettons enfin que, dans le cadre des nouvelles conditions de production, le taux d'exploitation soit de 0,629, laissant la possibilité d'une consommation ouvrière unitaire de 2/5 Kg de blé et 1/100 d'habit (soit la même que dans l'état [3]) (1).

On a : $v = 3,07/\text{ht}$

$$\tau = \frac{5 - 3,07}{3,07} = 0,629$$

On trouve que :

- la proportion (*) est : $\lambda (q_1 = 44,25; q_2 = 10; q_3 = 11)$

d'où : $r(4) = 21,2 \%$

$$\lambda' (p_1' = 120; p_2 = 0,802; p_3 = 24,91)$$

$$w = \lambda' \cdot 2,85/5 \text{ Fr}$$

- la proportion (**) est : $\hat{\lambda} (q_1 = 21; q_2 = 10; q_3 = 11)$

d'où, pour $\lambda = 1$:

$$\left. \begin{aligned} \sum VA_i^{**} &= 6\,750 \text{ ht} \\ \sum (w_i + pf_i)^{**} &= \lambda' \cdot 6\,270 \text{ F} \end{aligned} \right\} \text{IF} \Leftrightarrow \frac{1,0761 \text{ ht}}{\lambda'}$$

(1) Ainsi, l'élévation de la productivité sociale, à pouvoir d'achat ouvrier inchangé, permet une augmentation sensible du taux d'exploitation (mécanisme de la plus-value relative) : celui-ci passe de $\tau(3) \approx 0,428$ à $\tau(4) = 0,629$.

Admettons, enfin, qu'à la date t_4 le niveau absolu des prix de production est tel que le salaire nominal soit de 4,01/5 F, soit :

$$\left\{ \begin{array}{l} \hat{p}_1(4) = 168,77 \text{ F} \\ \hat{p}_2(4) = 1,128 \text{ F} \\ \hat{p}_3(4) = 35,041 \text{ F} \end{array} \right. \quad \hat{w}(4) = 4,01/5 \text{ F}$$

A cette date, on a donc : 1 F $\Leftrightarrow$ 0,765 ht

La dévalorisation globale de 30,7 % (1 F est signe de 1 ht à t_1 et de 0,765 ht à t_4) correspond en fait à une érosion monétaire de 14,6 % et à une dévalorisation proprement dite de 14 % (le volume de la force de travail est à t_4 de 3,5/5 ht, sa valeur étant de 3,07/5 ht).

Mais produisons cet état (4) en passant par les temps successifs indiqués ci-dessus.

1er temps

Atteindre la structure finale de consommation et son niveau revient ici à une baisse du degré d'exploitation. Nous avons indiqué qu'il doit être de 0,428.

Pour que cette évolution s'effectue sans érosion monétaire, cela implique que les prix de production courants à (1') correspondent à un salaire nominal de 3,5/5 F (égal à la valeur de la force de travail 3,5/5 ht).

$$\text{soit } \left\{ \begin{array}{l} \hat{p}_1 = 144,05 \text{ F} \\ \hat{p}_2 = 0,954 \text{ F} \\ \hat{p}_3 = 32,781 \text{ F} \\ \hat{w} = 3,0/5 \text{ F} \end{array} \right. \quad (o) \qquad \left\{ \begin{array}{l} \hat{p}_1 = 127,96 \text{ F} \\ \hat{p}_2 = 0,961 \text{ F} \\ \hat{p}_3 = 31,561 \text{ F} \\ \hat{w} = 3,5/5 \text{ F} \end{array} \right. \quad (1')$$

Nous avons déjà indiqué de quoi relevaient ces mouvements des prix de production.

2ème temps

On atteint le salaire nominal final avec uniquement érosion monétaire.

Les prix de production à (2') sont donc obtenus à partir de (1') en les multipliant par 4,01/3,5 F qui est le degré d'érosion monétaire :

$$\text{soit: } \left\{ \begin{array}{l} \hat{p}_1 = 127,96 \text{ F} \\ \hat{p}_2 = 0,961 \text{ F} \\ \hat{p}_3 = 31,561 \text{ F} \\ \hat{w} = 3,5/5 \text{ F} \end{array} \right. \quad (1') \qquad \left\{ \begin{array}{l} \hat{p}_1 = 146,64 \text{ F} \\ \hat{p}_2 = 1,101 \text{ F} \\ \hat{p}_3 = 36,169 \text{ F} \\ \hat{w} = 4,01/5 \text{ F} \end{array} \right. \quad (2')$$

Il s'agit de l'état $t_{(3)}$ définit à la troisième étape.

3ème temps

La révolution des valeurs, sans érosion monétaire, entraîne un relèvement du degré d'exploitation qui modifie la structure des prix de production courants, le salaire nominal restant inchangé.

On passe de (2') = (3) à (4)

$$\left\{ \begin{array}{l} \hat{p}_1 = 146,64 \text{ F} \\ \hat{p}_2 = 1,101 \text{ F} \\ \hat{p}_3 = 36,169 \text{ F} \\ \hat{w} = 4,01/5 \text{ F} \end{array} \right. \quad (2') = (3) \qquad \left\{ \begin{array}{l} \hat{p}'_1 = 168,77 \text{ F} \\ \hat{p}'_2 = 1,128 \text{ F} \\ \hat{p}'_3 = 35,041 \text{ F} \\ \hat{w} = 4,01/5 \text{ F} \end{array} \right. \quad (4)$$

On ne peut comparer directement le prix $\hat{p}'_1(4)$ au prix $\hat{p}_1(3)$ puisqu'il ne s'agit pas de la même valeur d'usage. Mais, sur la base de la comparaison de leurs valeurs (avant modification des forces productives), soit 8,3 %, on peut dire que 146,64 F peut se comparer à 155,83 F (= 168,77/1,083).

(fin de l'exemple)

. Erosion de la monnaie bancaire dans le cas
général d'une structure complexe des forces de
travail, modifiée dans le temps

Dans un tel cadre, nous savons que le système des valeurs à un moment donné dépend, en ce qui concerne leur niveau général, de la force de travail prise comme référence.

Or, nous avons précédemment retenu la "force de travail moyenne" qui correspond à la proportion (**).

En d'autres termes, à chaque date t peut être associée une structure de la production $\vec{q}^{**}(t)$ telle que la valeur ajoutée globale soit égale à l'unité.

Soit donc $\vec{q}(1)^{**}$ et $\vec{q}(2)^{**}$ à deux dates successives : elles définissent les forces de travail moyennes à ces deux dates, telles que :

$$VA^{**}(1) = v(1) [1 + \tau(1)] = VA^{**}(2) = v(2) [1 + \tau(2)] = 1$$

$$\text{où : } v(1) = \sum_1 \beta_1(1) \cdot m_1(1)$$

$$v(2) = \sum_1 \beta_1(2) \cdot m_1(2)$$

sont les valeurs courantes des forces de travail moyennes, pour les niveaux absolus retenus.

La somme de l'érosion et de la dévalorisation (1) de la monnaie bancaire est alors donnée par :

$$\frac{(W + pf)^{**}(2)}{(W + pf)^{**}(1)}$$

ou encore, si $w(1)$ et $w(2)$ sont les salaires nominaux moyens aux prix de production courants, par :

(1) Cette "dévalorisation" est ici relative aux niveaux absolus des valeurs retenus aux deux dates successives.

$$\frac{w(2)}{w(1)} \cdot \frac{v(1)}{v(2)}$$

La seule érosion de la monnaie bancaire peut être appréciée quantitativement selon :

$$x_1^2 = \frac{w(2)}{w(1)} \cdot \frac{v(1)}{\bar{v}(2)}, \text{ où } \bar{v}(2) \text{ est le volume de la force de travail moyenne à la date [2] (aux valeurs de la date [1])}.$$

Si l'on note $\bar{w}(2)$, le salaire nominal correspondant à la norme de consommation moyenne de la date [2] et aux prix de production de la date [1], on peut écrire :

$$x_1^2 = \frac{w(2)}{\bar{w}(2)} \cdot \frac{\bar{w}(2)}{\bar{v}(2)} \cdot \frac{v(1)}{w(1)}$$

où $\bar{w}(2)/\bar{v}(2)$ est l'évolution du niveau général des prix à la consommation ouvrière entre [1] et [2] estimé avec la norme de consommation de la date [2] (1).

Erosion monétaire et évolution du niveau général des prix à la consommation ouvrière sont donc des notions synonymes et quantitativement égales à la transformation près (2).

$$(1) \text{ On a : } \frac{w(2)}{\bar{w}(2)} = \frac{\sum \beta_l(2) \cdot p_l(2)}{\sum \beta_l(2) \cdot p_l(1)}$$

(2) On peut écrire :

$$\left. \begin{aligned} \frac{\bar{w}(2)}{w(1)} &= \sum \alpha_l \cdot p_l / \lambda \\ \frac{\bar{v}(2)}{v(1)} &= \sum \alpha_l \cdot m_l \end{aligned} \right\} \text{ avec } \alpha_l = \frac{\beta_l(2)}{\sum \beta_l(1) \cdot m_l(1)} \text{ et } w(1) = \lambda \cdot v(1)$$

$$\text{d'où : } \frac{\bar{w}(2)}{w(1)} \times \frac{v(1)}{\bar{v}(2)} = 1 \text{ pour } p_l = \lambda \cdot m_l$$

Si donc on se place dans le cas particulier où la composition organique et les gains de productivité sont uniformes, on aura :

$$x_1^2 = \frac{w(2)}{\bar{w}(2)}.$$

Mais si tel est bien le rapport que l'on peut établir entre ces deux notions, on ne peut mesurer ni l'une ni l'autre : la catégorie "volume de la force de travail moyenne" n'est pas plus mesurable que la catégorie "niveau général des prix à la consommation ouvrière", et ceci - nous l'avons indiqué dans le chapitre précédent - pour les mêmes raisons.

3. PRODUCTION DE PLUS-VALUE, REALISATION DE PROFIT ET FORMATION DYNAMIQUE DES PRIX DE MARCHE

Dans les deux sections précédentes, nous avons montré :

- que l'on peut associer aux conditions effectives de valorisation du capital à un moment donné un taux général de profit et un système des prix de production, dont le niveau général se déduit des prix de marché;
- que l'accumulation du capital peut s'accompagner d'une érosion des signes monétaires - la monnaie bancaire - qui ont remplacé l'or comme numéraire, soit encore d'une évolution du niveau général des prix de production.

Elles ne constituent en quelque sorte qu'une introduction à la présente : nous nous proposons en effet d'y étudier le déroulement du procès production/réalisation en sorte de saisir, en dynamique, la formation des prix de marché et, par voie de conséquence, du profit.

A partir du moment où le profit en argent est conçu comme la forme monétaire de réalisation de la plus-value, il importe de répondre aux questions suivantes :

- Qu'entend-on par valeur du capital-marchandise mis sur le marché et par "plus-value produite" contenue dans ce flux ?
- Dans quelle mesure cette valeur et cette plus-value seront-elles ou non réalisées lors de la vente de ce capital-marchandise ?

Ces questions se posent déjà lorsqu'on en reste à une analyse fondée sur l'utilisation de l'or comme seul équivalent-général : mais les réponses que l'on peut leur apporter se trouvent simplifiées par le fait que le profit est alors réalisé en or et que tout prix de marché peut être comparé à un prix de production en niveau absolu qui ne dépend pas de l'ensemble des prix de marché. Par contre, lorsque l'on envisage la situation créée par le renversement de la loi de la valeur pour la branche-or (qui résulte de la place prise par la monnaie bancaire), le profit se trouve réalisé en une unité monétaire qui peut s'éroder - ce qui renvoie au fait que chaque prix de marché ne peut plus être comparé à un prix de production absolu, celui-ci étant fonction de l'évolution générale des prix de marché.

Faut-il, dès lors, abandonner toute référence à une notion de "plus-value produite" (ou encore de "profit normalement réalisable") et se limiter à une analyse en termes réels de la seule répartition des revenus résultant de la vente ? Cela revient en fait à focaliser le processus production/réalisation et à considérer que le profit réalisé est toujours la forme de réalisation de la plus-value, celle-ci étant définie à partir des conditions d'exploitation qui ressortent finalement des salaires et prix de marché du même moment. On sait que telle fut, somme toute, l'approche retenue par l'école classique, approche que KEYNES n'a finalement pas rejetée, face à l'incapacité dans laquelle il s'est trouvé de fonder ses catégories "ex-ante". Nous entendons, au contraire, approfondir la rupture marxiste sur ce point, et montrer que l'on peut apporter une réponse aux deux questions posées : celles-ci résument en effet toute une part des interrogations que nous avons dégagées en analysant les limites de la théorie marxiste des crises.

Qu'en est-il donc du procès "production de plus-value/réalisation de profit" ?

Une première remarque s'impose : il s'agit du problème éliminé a priori dans les schémas marxistes de la reproduction, puisque - nous l'avons vu au premier chapitre - hypothèse y est faite que les prix de marché sont égaux aux valeurs d'échange en or; c'est cette hypothèse qu'il convient de lever maintenant. Nous nous limitons cependant au seul procès production/réalisation et non au procès d'ensemble production/réalisation/reproduction, en ce sens que nous ne prédisons pas à ce niveau l'origine de la demande en argent qui permet la réalisation, ni le lien qui unit cette demande aux conditions mêmes de la réalisation : une telle approche globale n'est retenue que dans le chapitre suivant.

L'étude de ce procès doit être menée en considérant l'ensemble du Capital Social : telle est bien l'approche retenue par MARX lorsqu'il s'y attache (cf. Le Capital, Livre III, Sect. 2, Chap. X). Nous entendons simplement la systématiser, en prenant en compte la difficulté que nous avons mise en lumière dans l'étude des schémas à savoir : la diversité des industries face à la question de la réalisation de leur production.

Si nous considérons en effet les industries/branches pour lesquelles la production a lieu nécessairement pendant une période donnée de l'année (cf. par exemple la production du blé), la vente de cette production a lieu aussi nécessairement à la suite de la période de production : elle s'effectue pendant un certain laps de temps - une campagne - et l'on est en droit de considérer le prix moyen de marché relatif à cette campagne. Pour ces industries, le problème de la réalisation recouvre la double dimension suivante : l'une concerne le degré d'écoulement de la production (i.e. : toute la

production sera-t-elle, ou non, vendue pendant la campagne?), l'autre renvoie au niveau du prix de marché auquel s'effectue la vente de la fraction écoulee, relativement aux coûts passés et actuels de production.

Si l'on considère, au contraire, toutes les autres industries pour lesquelles la mise en oeuvre de la production ne subit pas d'autres contraintes que celles tenant à la disponibilité sur le marché des moyens de production et des forces de travail nécessaires, le problème de la réalisation se pose en d'autres termes. La production finie est mise sur le marché sous forme d'un flux quasi-continu (1), en sorte que la réalisation concerne, d'une part, la rapidité d'écoulement de la production (i.e. : le délai de circulation à la sortie sera-t-il inférieur, égal ou supérieur à la normale ?), d'autre part, l'évolution du prix de marché relativement à celle des coûts de production.

Et pourtant, la formation du profit ne peut s'analyser qu'en considérant l'ensemble du capital social, donc l'ensemble des industries.

Face à une telle difficulté nous nous contentons d'analyser le procès production/réalisation dans deux cadres schématiques particuliers : en supposant d'abord que toutes les branches sont du premier type, puis, à l'inverse, qu'elles sont toutes du second type. Nous ne traiterons donc pas du procès complexe qui naît de l'articulation des premières (qui sont en nombre limité) aux secondes (qui sont la grande majorité).

De plus, afin de ne pas compliquer cette analyse, nous retenons l'existence d'un seul type de force de travail.

(1) Si cela est évident pour les industries mettant en oeuvre des procès de travail à production en continue, c'est somme toute aussi le cas pour les industries mettant en oeuvre des procès de travail à productions successives, dès lors que le nombre de procès de travail est important et que ceux-ci ne sont pas mis en oeuvre aux mêmes dates. Encore ignorons-nous alors les problèmes posés par les industries à ventes saisonnières (habillement, articles chaussants, etc...).

. Le procès production/réalisation en cas de périodes successives de production

En admettant que toutes les branches sont du premier type, nous pouvons retenir le cadre simplifié où, pour chaque branche, la durée du procès de production est d'une année, où tous les procès de travail commencent au même moment et où l'ensemble de la circulation se réalise - de façon focalisée - à chaque date qui sépare deux périodes de production (1). Une telle schématisation conduit aussi à focaliser la formation des salaires à chacune de ces dates, en sorte que la norme de consommation, qui résulte finalement de la confrontation entre salaires nominaux et prix de marché des moyens de subsistance, peut être considérée comme la norme tendancielle.

Nous laissons dans un premier temps de côté les processus de domination/substitution qui naissent de l'apparition de nouvelles branches.

Envisageons, dès lors, la production mise en oeuvre au cours d'une période $(t-1, t)$ et portée sur le marché à la date t pour y être réalisée.

. Valeur et plus-value produites

Cette production s'est effectuée dans certaines conditions; celles-ci permettent de définir :

- un système des valeurs ex-ante (ou valeurs liées à la seule production) relatif à la structure effective de chaque branche : les valeurs individuelles, correspondant au sein de chacune de celle-ci aux divers procès de travail ne relevant pas des mêmes forces productives, se résolvent en une valeur unique selon le poids respectif de chacun de ces procès - soit encore selon la part de la production totale de la branche qu'il contribue à fournir. On a donc :

(1) Il s'agit donc de la schématisation déjà retenue, à l'exception suivante près : les outils de production peuvent servir sur plusieurs périodes de production.

$$m_{ai} = \sum_p y^p \cdot m_{ai}^p$$

$$\text{où } y^p = q_i^p / q_i$$

Ainsi, la valeur produite dans une branche, ou valeur ex-ante du capital-marchandises mis sur le marché, est :

$$M_{ai} = q_i \cdot m_{ai} = \sum_p q_i^p \cdot m_{ai}^p$$

Il s'agit bien du travail effectivement fourni pendant la période pour produire ces marchandises, lorsque la valeur des moyens de production est elle-même définie dans ce cadre (et non grâce à une remontée dans le temps).

- La plus-value produite au cours de la période (t-1,t), relative à la norme de consommation qui s'est formée à la date (t-1), à ce système des valeurs ex-ante et au travail vivant fourni pendant la période (t-1, t). Autrement dit, on peut définir un degré général d'exploitation ex-ante, tel que :

$$[1 + \tau_a(t)] \sum_1 b_1(t-1) \cdot m_{a1}(t) = 1$$

Celui-ci tient compte déjà du mécanisme de la plus-value relative, en ce sens que, si la productivité sociale s'est élevée, les valeurs ex-ante relatives à la période (t-1,t) sont inférieures aux valeurs de marché de la date t-1, et donc que $\tau_a(t)$ est supérieur au degré d'exploitation ex-post $\tau_a(t-1)$, relatif à la norme de consommation de la date (t-1) et aux valeurs de marché de cette date.

- Le taux général de profit ex-ante et le système des prix de production ex-ante (à une constante près) associé à ces conditions ex-ante de valorisation du capital (1).

(1) Leurs définitions ne posent aucun problème puisque nous nous sommes situés dans le cadre où aucune nouvelle branche n'apparaît.

- le niveau général de ces prix de production tel que, de (t-1) à t il n'y ait pas d'érosion de la monnaie bancaire; il est donc tel que :

$$\hat{w}_a(t) = \hat{p}_a(t) \cdot \bar{b}(t-1) = w(t-1)$$

où $w(t-1)$ est le salaire nominal à la date t-1 (1).

L'ensemble de ces données ex-ante permettent donc de définir le profit nominal que chaque direction capitaliste est en droit d'attendre pour chacun des procès de travail qu'elle met en oeuvre, ou encore le taux de profit qu'elle peut normalement escompter.

Notons bien que ce profit nominal ne s'obtient pas en retranchant du montant des ventes au prix de production ex-ante, le montant effectivement engagé en argent pour l'achat des moyens de production et des forces de travail, mais en retranchant de ce montant des ventes potentielles la somme des coûts des moyens de production et des forces de travail utilisées, évalués aux prix de production ex-ante.

En retenant le cas simple où la durée de rotation du capital fixe serait unique et égale à l'année, le coût de production initial ($\bar{Q}(t) + \bar{W}(t)$) est en effet différent du coût ex-ante de production ($Q_a(t) + W_a(t)$), lorsque les conditions sociales de production changent. Même en admettant que tous les ouvriers ont été embauchés au même salaire à la date t-1, ce qui assure que $W_a(t) = \bar{W}(t)$, la révolution des forces productives se manifeste dans le fait que $Q_a(t)$ est différent de $\bar{Q}(t)$. Ainsi se trouve concrétisé un des aspects du fait que la valeur n'est pas conservée comme conséquence du caractère contradictoire de la reproduction intensive du capital étudiée au chapitre précédent (2).

- (1) Comme le volume de la force de travail ex-ante est égal à sa valeur à la date t-1, soit $\bar{v}_a(t) = v(t-1)$, on est assuré que l'absence d'évolution du niveau général des prix à la consommation est synonyme d'absence d'érosion de la monnaie bancaire.
- (2) On peut en effet constater que $Q_a(t)$ n'est égal à $\bar{Q}(t)$, quel que soit le procès de travail considéré, que si :

1°/ le système des valeurs ex-ante est le même que le système des valeurs de marché de la date t-1 (ce qui assure bien que la valeur des moyens de production, aux valeurs ex-ante, est égale à leur valeur initiale, aux valeurs de marché de la date t-1;

2°/ les prix de marché à la date t-1 ont été égaux aux prix de production ex-post relatifs aux valeurs de marché de la date (t-1) et au degré d'exploitation ex-post.

Ceci étant, la question qui se trouve posée est la suivante : dans quelle mesure cette plus-value produite sera-t-elle réalisée à l'occasion des ventes qui ont lieu à la date t ?

. Valeur et plus-value réalisées

La réalisation à la date t naît des décisions des divers capitalistes de reprendre la production et de consommer de façon improductive. Notre objet n'étant pas encore de relier de telles décisions aux conditions de la réalisation, mais de caractériser simplement ces conditions, il nous suffit d'abord d'analyser les résultats ex-post - soit après circulation - et de les comparer ensuite aux données ex-ante.

Les résultats ex-post sont caractérisés par :

- les diverses fractions de la production de chaque branche qui ont effectivement été écoulées (les fractions non-écoulées, si elles existent, et ne sont pas périssables ou totalement démodées, ne pourront alors l'être qu'à la date suivante, $t+1$, de circulation);
- les prix de marché auxquels ont été vendues les fractions écoulées (et aussi tout ou partie des stocks reportés des périodes précédentes);
- le niveau du salaire nominal et la norme de consommation $\bar{b}(t)$.

Plaçons-nous d'abord dans l'hypothèse où l'écoulement de la production de chaque branche est total.

On peut alors déterminer, pour chaque branche, un taux moyen de profit ex-post $r_i(t)$, le coût total de production étant évalué aux prix courants (prix de marché de la date t et salaire nominal de la date t). Dans le cas simple d'une durée de rotation du capital fixe égale à l'année, celui-ci s'écrit (1) :

(1) On peut aussi le définir dans le cas général, selon la formule avancée dans la première section de ce chapitre.

$$r_i(t) = \frac{L_i(t) - [Q_i(t) + W_i(t)]}{Q_i(t) + W_i(t)}$$

Et de même, un taux moyen global de profit pour l'ensemble des branches,

$$\text{soit : } r(t) = \frac{L(t) - [Q(t) + W(t)]}{Q(t) + W(t)} \quad \text{dans le cas simple.}$$

Lorsque la réalisation est telle que l'ensemble des taux moyens de profit sont égaux ($r_i = r$ quel que soit i), on peut parler d'une réalisation équilibrée. Les prix de marché sont alors des prix de production ex-post et le marché a finalement validé comme valeurs sociales, ou valeurs de marché, les valeurs ex-ante (de production) : autrement dit, le travail effectivement fourni se manifeste avoir été du travail socialement nécessaire. Dans ce cas la valeur produite est réalisée. Mais il n'en est pas nécessairement de même pour la plus-value dans la mesure où la norme de consommation a pu se modifier, une telle modification de $t-1$ à t ne pouvant être qu'un élargissement ($b_1(t) \geq b_1(t-1)$ quel que soit l) ou une diminution ($b_1(t) \leq b_1(t-1)$ quel que soit l) :

- Si la norme de consommation est restée inchangée [$\vec{b}(t) = \vec{b}(t-1)$], on est assuré que le taux unique de profit $r(t)$ est égal au taux général de profit ex-ante ($r(t) = r(t)$) : la plus-value réalisée est alors égale à la plus-value produite. Mais une telle réalisation équilibrée et pleine peut s'être accompagnée d'une montée générale des prix, ou à l'inverse d'une baisse générale (on aura de toutes façons des prix de marché proportionnels aux prix de production ex-ante). Dans le premier cas, on pourra parler d'une réalisation inflationniste, et dans le second d'une réalisation déflationniste (1).
- Si la norme de consommation s'est élargie, on est assuré que le taux unique de profit ex-post est inférieur au taux général de profit ex-ante : la plus-value réalisée est alors inférieure à la plus-value produite. On parlera alors d'une réalisation partielle qui peut être neutre

(1) Nous ne préjugeons pas ici des chances de voir se réaliser effectivement la conjonction "équilibrée-inflationniste" ou "équilibrée-déflationniste", ni des raisons qui peuvent amener une telle évolution.

(sans érosion monétaire), inflationniste ou déflationniste. Une telle réalisation signifie que la classe ouvrière obtient finalement une part de la valeur ajoutée qu'elle a fournie pendant la période $(t-1, t)$ supérieure à celle qui correspondait au capital variable engagé sur cette période (1).

- Si la norme de consommation est réduite, on est assuré que le taux de profit ex-post est supérieur au taux général ex-ante : la plus-value réalisée est alors supérieure à la plus-value produite. On parlera alors d'une sur-réalisation, qui ne pourra en règle générale qu'être inflationniste.

Lorsque la réalisation est telle que les taux moyens de profit ex-post des diverses branches ne sont pas égaux, on devra parler d'une réalisation déséquilibrée : les valeurs ex-ante ne sont pas validées comme valeurs sociales; le travail effectivement fourni dans les diverses branches ne s'avère pas socialement nécessaire. Dans les branches où le taux moyen de profit est supérieur à la moyenne, le travail fourni a été insuffisant, tandis que dans les branches où le taux moyen de profit est inférieur à la moyenne, le travail fourni s'avère trop important.

Dans le premier cas, la valeur de marché est supérieure à la valeur ex-ante; plus précisément :

a) s'il existe au moins un procès de travail pour lequel le taux propre de profit ex-post est inférieur au taux général moyen, la valeur de marché est alors relative, soit au procès de travail particulier tel que $r_1^p(t) = r(t)$, soit plutôt - car un tel procès n'existe pas si l'on admet l'existence d'un empilement continu - à une pondération des procès existants qui donne une place plus importante (que pour la valeur ex-ante) aux procès les moins rentables et qui assure que le taux moyen de profit relatif à cet ensemble nouvellement pondéré est égal au taux général moyen (2);

-
- (1) Le fait que le taux de profit dépende finalement du degré d'exploitation ex-post permet de comprendre comment naît l'illusion d'un partage ex-post entre ouvriers et entrepreneurs, illusion qui conduit les économistes non-marxistes à considérer que les salaires ne sont pas avancés. C'est notamment le cas de P. SRAFFA.
 - (2) Tout se passe en effet comme si le marché révélait qu'un travail plus important - et relevant nécessairement de procès de travail aux techniques avancées - aurait dû être fourni.

b) si tous les procès de travail rapportent un taux propre ex-post supérieur au taux général, la valeur de marché est alors relative aux seuls procès de travail marginaux.

Dans le second cas, la valeur de marché est inférieure à la valeur ex-ante ; plus précisément :

a) s'il existe au moins un procès dont le taux de profit ex-post est supérieur au taux général moyen, la valeur de marché est alors relative à une pondération des procès de travail existants qui donne une place plus importante (que pour la valeur ex-ante) aux procès les plus rentables et qui assure que le taux moyen de profit relatif à cet ensemble nouvellement pondéré est égal au taux général de profit (1);

b) si aucun procès de travail ne rapporte au moins le taux général de profit, la valeur de marché est alors relative aux seuls procès de travail mettant en oeuvre les meilleures conditions (capitalistes) de production.

Si pour toutes les branches on se trouve dans le cas a), le système des prix de production qui se déduit du système des valeurs de marché est identique aux prix de marché : autrement dit, les prix de production ex-post sont égaux aux prix de marché (2).

Si pour une part au moins des branches (fondamentales) on se trouve dans le cas b) ci-dessus, les prix de marché de ces branches s'écartent alors des prix de production ex-post relatifs au système des valeurs de marché : le prix de marché est supérieur au prix de production (ex-post) lorsque même les procès marginaux rapportent plus que le taux moyen général; le prix de marché est inférieur au prix de production (ex-post) lorsque les procès les plus efficaces ne sont

(1) Le marché révèle en effet que trop de travail a été fourni, et donc que certains procès marginaux n'auraient pas dû être utilisés.

(2) Les normes qui correspondent aux valeurs de marché étant telles que le taux de profit aux prix de marché soit égal au taux moyen, il en résulte bien que les prix de marché sont des prix de production relatifs à ces normes.

même pas rentabilisés au taux général moyen (1).

Qu'en est-il dans ce cas de la réalisation de la plus-value ? La plus-value produite (ex-ante) a été définie sur la base des valeurs ex-ante et de la norme de consommation de la date $t-1$. La plus-value réalisée dépend des valeurs de marché et de la norme de consommation ex-post (à la date t) :

- Si la norme de consommation est restée inchangée, la plus-value réalisée peut différer de la plus-value produite dans la mesure où les valeurs de marché sont différentes des valeurs ex-ante; l'une et l'autre sont cependant l'expression en valeur du même sur-produit (en valeurs d'usages). En d'autres termes, le degré d'exploitation ex-post et le taux général de profit ex-post peuvent différer de leurs montants ex-ante; et ces écarts (en plus ou en moins) sont relatifs à la direction que prend l'accumulation, bien que, dans tous les cas, l'ensemble des moyens de production produits soient vendus et transformés en capital productif (puisqu'on nous avons admis un plein écoulement de la production). C'est finalement dans le seul cas particulier où la reproduction n'est déséquilibrée que pour les branches non fondamentales que l'on aura identité des taux généraux de profit ex-ante et ex-post.

On ne peut donc conclure à une réalisation de la plus-value produite, comme dans le cas d'une réalisation équilibrée; si les valeurs de marché de tout ou partie des branches fournissant la consommation ouvrière sont finalement inférieures aux valeurs ex-ante, la plus-

(1) Telle nous semble être la façon dont il convient d'interpréter le passage suivant de MARX : "Par contre, si la quantité est plus ou moins grande que la demande, des écarts entre prix de marché et valeur de marché se produisent. Le premier écart est celui-ci : lorsque la quantité est insuffisante, c'est toujours la marchandise produite dans les plus mauvaises conditions qui règle la valeur de marché; inversement, lorsque la quantité est trop importante, c'est toujours la marchandise produite dans les meilleures conditions qui règle cette valeur. C'est donc l'un des cas extrêmes qui détermine la valeur de marché, bien qu'il en doivent être autrement d'après le simple rapport des masses produites dans des conditions diverses. Si l'écart entre demande et masse de produits croît, le prix de marché diffèrera également d'une façon plus importante, en plus ou en moins de la valeur de marché". Le Capital, Livre III, Tome I (E.S.), p. 201.

value réalisée est supérieure : une telle situation peut notamment s'observer dans une phase de forte accumulation intensive où la réalisation est inflationniste, les prix de la Section I augmentant plus vite que ceux de la Section II et les salariés réussissant à maintenir leur pouvoir d'achat. A l'inverse, si les valeurs de marché de tout ou partie des branches fournissant la consommation ouvrière sont supérieures aux valeurs ex-ante, la plus-value réalisée est inférieure : une telle situation peut notamment s'observer dans une phase faisant suite à une forte expansion de la Section I.

- Si la norme de consommation augmente - que ceci résulte d'une élévation supérieure du salaire nominal que des prix à la consommation ou d'une baisse de ceux-ci non accompagnée d'une réduction du salaire nominal - il y a de grandes chances pour que le degré général d'exploitation s'abaisse, bien que cette baisse puisse être en partie compensée en cas de déséquilibre global de la réalisation entre les deux grandes sections de l'économie et lorsque celui-ci a lieu au détriment de la Section II.
- Si la norme de consommation est réduite, il y a, à l'inverse, de fortes chances pour que le degré d'exploitation ex-post soit supérieur au degré ex-ante.

On est donc conduit à noter l'importance que revêt le déséquilibre de la réalisation analysé au seul niveau des deux grandes sections de l'économie, ou plus précisément des trois sections (moyens de production, moyens de subsistance, moyens de consommation de la classe dominante), lorsque l'on suppose que l'on peut séparer les deux dernières. En ce qui concerne la réalisation de la plus-value produite, les déséquilibres au sein de chacune des sections sont secondaires par rapport à ceux qui ont lieu entre sections : si la réalisation est équilibrée entre les deux premières sections, le degré de réalisation de la plus-value produite ne dépend alors que de l'évolution du pouvoir d'achat ouvrier ; une hausse ou une baisse relative des prix dans la troisième section ne modifie en rien cette réalisation, car le profit en argent (plus élevé ou plus faible) qui y est réalisé renvoie nécessairement à un même volume de consommation improductive (dans l'hypothèse où toute la production est écoulée) : la classe dirigeante peut bien, en apparence, croire qu'elle dégage un taux moyen de profit plus élevé (ou plus faible) alors même que le taux général de profit est le même. C'est une autre façon de justifier le fait que celui-ci se forme indépendamment des branches non-fondamentales.

Il nous faut maintenant revenir sur l'hypothèse faite initialement d'un écoulement total de la production des diverses branches. Admettons qu'aucun stock n'est reporté sur le marché au titre des périodes antérieures de production; l'écoulement de la production d'une période, et pour une branche particulière, pourra finalement être partiel si la demande en argent ne permet un écoulement total qu'à un prix d'offre jugé insuffisant par les capitalistes disposant des meilleures conditions de production (en cas de faible concentration du capital dans cette branche) ou par les firmes dominantes (en cas de degré élevé de concentration); en d'autres termes ceux-ci ont intérêt à décider de maintenir un prix d'offre leur assurant un profit suffisant sur la production vendue plutôt que de baisser encore (relativement) leur prix, notamment lorsque la demande est faiblement élastique. Si un écoulement partiel peut se manifester dans toutes les branches à la fois, lors d'une crise récessionniste, le cas le plus fréquent est cependant celui dans lequel l'écoulement est partiel dans une partie des branches seulement : et cet écoulement partiel sera alors nécessairement couplé avec un prix de marché inférieur au prix de production ex-post, soit avec une valeur de marché relevant des meilleures conditions de production. Du moins est-ce le cas lorsque le degré de concentration dans la branche concernée est faible; car si celle-ci est dominée par quelques grandes firmes, ces dernières peuvent avoir intérêt à s'entendre pour garantir un profit moyen de branche suffisant et à reporter des stocks sur une période ultérieure.

Le cadre schématique de périodes successives de production ne nous permet pas de pousser plus loin cette analyse : elle ne trouve en effet tout son sens que dans le cadre continu. Nous pouvons nous contenter de remarquer que tout écoulement partiel conduit à la non-réalisation d'une fraction du capital marchandise produit, et finalement à la perte de ce capital si l'écoulement s'avère impossible ultérieurement. Le taux de profit s'apprécie alors en rapportant le profit net réel courant sur la seule production vendue au capital avancé globalement et recalculé aux prix courants, soit dans le cas simple :

$$r(t) = \frac{L(t) - a \cdot [Q(t) + W(t)]}{Q(t) + W(t)}$$

qui s'écrit encore :

$$r = \frac{L(t) + (1 - a) [Q(t) + W(t)] - [Q(t) + W(t)]}{Q(t) + W(t)}$$

où : a est la fraction écoulée de la production.

Le caractère déséquilibré de la réalisation s'observe avec les taux moyens de profit de branches ainsi déterminées : il ressort donc aussi des écarts qui touchent le degré d'écoulement, bien qu'il

faillie noter que le prix de marché de la production vendue est inversement lié à ce degré d'écoulement.

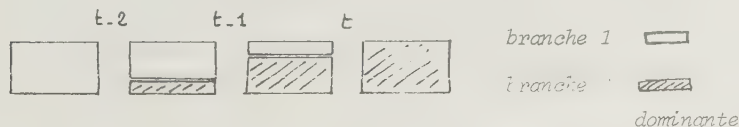
Mais l'écoulement partiel de la production d'une branche s'observe surtout lorsqu'il s'agit d'une branche dominée : aussi nous faut-il maintenant prendre en compte les processus de domination/substitution ignorés jusqu'alors.

On peut toujours définir, pour toutes les branches, un ensemble de valeurs ex-ante (de production) et un ensemble de prix de production ex-ante sur la base d'un taux général de profit estimé sans prendre en compte les nouvelles branches en instance d'être dominantes et les branches déjà dominées.

Au niveau de la réalisation l'écart entre les prix de marché de deux branches dont la demande n'est pas séparable tend à se former en fonction du taux de substitution (i.e. : telle quantité de i est jugée équivalente à telle quantité de j d'où la tendance à ce que les prix de ces deux quantités soient égaux). On ne peut donc jamais avoir de réalisation équilibrée même si l'offre de la branche dominée régresse dans le même temps où s'élargit celle de la nouvelle branche dominante.

Nous avons vu dans le chapitre précédent (Section 3) ce qu'il en était de la formation des valeurs de marché. En ce qui concerne la réalisation de la plus-value - soit encore la formation du profit de toute la classe capitaliste - elle s'apprécie en considérant comment se situe le degré d'exploitation ex-post, relativement à celui ex-ante : or le degré ex-ante est relatif à la norme de consommation de la date ($t-1$) qui se situe à un certain stade des procès de substitution en cours et aux valeurs ex-ante, alors que le degré ex-post est relatif à la norme de la date t et aux valeurs de marché qui se situent à un stade ultérieur de ceux-ci, et le plus souvent après qu'ait été renversée la situation relative des deux branches quant à celle qui fixe la valeur de marché (1).

(1) Il est possible de visualiser ce processus à l'aide du schéma suivant



à $t-1$, c'est la branche 1 qui fixe la valeur de marché alors qu'à la date t il s'agit de la branche 2 : tel est le renversement dont nous parlons.

En d'autres termes, le passage ex-ante/ex-post inclut les effets de ce renversement, qui vont toujours dans le sens d'une élévation du degré d'exploitation. Mais il convient, à l'inverse, de tenir compte du fait qu'une fraction de la production de la branche dominée pourra ne pas être écoulee si l'offre globale des deux branches à la date t , pour un prix d'offre normal de la branche dominante, dépasse sensiblement la demande en argent qui s'adresse indistinctement à ces deux branches.

. Le procès production/réalisation en cas de production continue

Nous considérons maintenant la situation abstraite où toutes les branches fournissent continuellement le marché.

Laissons, dans un premier temps, de côté les procès de domination/substitution, et envisageons d'abord le cas particulier où la production de chaque branche est normalement écoulee : le délai de circulation à la sortie reste donc constant dans le temps.

Le flux de valeur produite et mise sur le marché sur la courte période $(t, t+dt)$ est défini à partir des conditions effectives de production (taux d'utilisation des capacités en place, cadences de travail, etc...); quant à la plus-value produite elle est relative à la norme tendancielle de consommation $\bar{b}(t-dt)$, relative à la réalisation sur $(t-dt, t)$.

Une telle définition de la plus-value produite revient à considérer que, si le travail vivant fourni et le capital variable engagé le sont bien sous forme de flux pendant toute la durée de chaque procès de production des marchandises mises sur le marché, la plus-value créée n'est pas, pour autant, égale au total de la différence de ces flux; elle correspond au contraire au capital variable total relatif aux valeurs ex-ante et aux conditions immédiatement antérieures d'exploitation (i.e. : la norme tendancielle de consommation $\bar{b}(t-dt)$). En d'autres termes, lorsqu'au cours de la durée du procès de production, la valeur courante de la force de travail se trouve transformée (négation de l'ancienne valeur basée sur une certaine norme de consommation et un certain système de valeurs et émergence d'une nouvelle basée sur une nouvelle norme et un nouveau système des valeurs relatif à des conditions transformées de production), tout se passe comme si le capital variable qui a été engagé pour la production des marchandises mises sur le marché ne relève finalement que des conditions immédiates, en tant qu'elles ont nié les conditions passées. Cette non-conservation du capital variable que nous retenons

est donc le corollaire de la non-conservation du capital constant (1).

A partir de là peuvent être définis un taux général de profit ex-ante et un système des prix de production ex-ante, ainsi qu'un niveau absolu de ceux-ci, tel que l'on n'ait pas d'érosion de la monnaie bancaire entre la période $(t-dt, t)$ et la période $(t, t+dt)$ (2).

Lorsque la réalisation sur la période $(t, t+dt)$ s'effectue en sorte que les taux de profit ex-post dans toutes les branches (relatifs au système des prix de marché et des salaires qui se forment alors) sont tous égaux, alors la réalisation est équilibrée : la valeur produite a été réalisée et les valeurs de marché (ex-post) sont égales aux valeurs ex-ante. Tout le travail effectivement fourni s'avère socialement nécessaire. Notons bien qu'une telle situation n'est concevable que dans le cadre d'une dynamique où elle se perpétue et donc pour des valeurs ex-ante (de production) relatives à des conditions normales d'utilisation des capacités en place.

En ce qui concerne la réalisation de la plus-value, dans ce cas, tout dépend de l'évolution du pouvoir d'achat ouvrier :

- si la norme de consommation tendancielle reste inchangée - soit $\vec{b}(t) = \vec{b}(t-dt)$ - le système des prix de marché (et de production) ex-post est proportionnel au système des prix de production ex-ante, et le taux unique de profit ex-post est égal au taux général ex-ante : la plus-value réalisée est égale à la plus value produite même si tous les prix se sont élevés $[p(t) > \hat{p}_a(t)]$ ou ont baissés : le flux global de profit en argent n'est pas le même

(1) Cette contradiction (i.e. : la non-conservation du capital globalement engagé) se manifeste notamment au niveau des problèmes posés, à une firme, par l'estimation du prix de revient courant des marchandises qu'elle met sur le marché : la logique économique conduit à retenir pour ce faire les prix courants (y compris salaires horaires nominaux), ce qui est contradictoire à une estimation cohérente avec le mode de comptabilisation des achats courants et des salaires. Il n'existe pas, en conséquence, une bonne méthode de comptabilisation des stocks.

(2) Le système $\hat{p}_a(t)$ s'apprécie donc, en niveau absolu, relativement aux prix de production courants ex-post de la période $(t-dt, t)$.

mais cela correspond à une unité monétaire qui n'est pas signe d'une même valeur (1);

- si la norme de consommation s'élève, la plus-value réalisée est inférieure à la plus-value produite; et à l'inverse, si elle s'abaisse, la plus-value réalisée est supérieure.

Mais, en règle générale, les taux de profit moyens ex-post des diverses branches seront différents. La réalisation est alors déséquilibrée. Dans les branches où $r_i < r$, la valeur de marché sera inférieure à la valeur ex-ante : certains procès marginaux doivent être exclus de la norme; et à l'inverse, dans les branches où $r_i > r$, la valeur de marché sera supérieure à la valeur ex-ante.

On peut alors comprendre la dynamique qui a lieu. Si dans une branche l'utilisation normale des capacités en place conduit à un taux de profit plus faible, certains procès marginaux vont être mis au rebus et d'autres sous-utilisés, ce qui tend à un ajustement de la valeur ex-ante sur la valeur de marché. Et de même, dans une branche où le taux de profit est supérieur, les mises au rebus vont être ralenties : la valeur ex-ante tend encore à s'ajuster sur la valeur de marché.

Une telle approche conduit à considérer que les valeurs de marché sont définies relativement à l'évolution tendancielle des prix de marché (et donc à l'évolution tendancielle de la demande) et pour des conditions normales d'utilisation des capacités en place; autrement dit, elles ne fluctuent pas au rythme des fluctuations conjoncturelles des prix de marché. Ainsi, si dans une branche le taux de profit tendanciel courant (ex-post) reste inférieur au taux général de profit, la valeur de marché tend continuellement à être inférieure à la valeur ex-ante : elle est fixée par un empilement de procès n'incluant pas les marginaux pourtant utilisés; et si même les procès les plus rentables ne rapportent pas tendanciellement le taux de profit moyen la valeur de marché est fixée à partir de ces seuls procès et le prix de marché tendanciel est inférieur au prix de production courant (ex-post). A l'inverse, dans une branche où le taux moyen de profit tendanciel courant (ex-post) reste supérieur au taux général de profit, la valeur

(1) Dans le chapitre suivant, nous aurons l'occasion de constater qu'une telle situation ne peut avoir lieu lorsque les conditions de production sont transformées au cours de la période étudiée : l'absence d'élévation du pouvoir d'achat ouvrier conduit, en effet, nécessairement à une disproportion de la demande qui est incompatible avec une réalisation équilibrée. Notons cependant qu'une telle dynamique signifierait une augmentation du degré d'exploitation courant (ex-post), puisque $\tau_a(t)$ est supérieur à $\tau(t-dt)$ ex-post, selon le mécanisme de la plus-value relative.

de marché est continuellement supérieure à la valeur ex-ante : elle est fixée à partir d'un empilement de procès où les procès marginaux ont plus de poids; et si même les procès marginaux rapportent tendanciellement un taux courant de profit supérieur au taux moyen, la valeur de marché est fixée par ces seuls procès marginaux et le prix de marché tendanciel est supérieur au prix de production courant.

Dans le cas de branches indépendantes et si les barrières à l'entrée de capitaux dans les branches les plus rentables ne sont pas trop élevées (ce qui a pour conséquence que les capitaux pourront quitter sans trop de difficultés les branches où le taux moyen de profit est faible), on aura un enroulement conjoint entre valeur ex-ante et valeur de marché, donc un enroulement conjoint du prix de marché et du prix de production : ce qui montre bien que, en tendance, les prix de marché ne sont pas fixés par la loi de l'offre et de la demande, mais bien par la loi de la valeur.

Si les barrières sont importantes - et si par le fait même certains capitalistes industriels à capitaux peu concentrés n'ont d'autre ressource que de chercher à se maintenir dans l'industrie où ils valorisent jusqu'alors leurs capitaux - la tendance à l'ajustement des valeurs ex-ante sur les valeurs de marché (et inversement) demeure, mais elle laisse place à un écart qui peut se maintenir sur une longue période avec le même signe.

Qu'en est-il maintenant de la réalisation de la plus-value produite par toute la classe, une fois étudiées les distorsions qui ont lieu dans la répartition, entre tous les capitaux, du profit global réalisé ? Le degré de réalisation de la plus-value produite dépend essentiellement de l'évolution du pouvoir d'achat ouvrier; ainsi lorsque celui-ci augmente la plus-value réalisée tend continuellement à être inférieure à la plus-value produite, et inversement; mais les mêmes remarques que celles faites dans le cas précédemment étudié s'appliquent ici. Nous ne considérons pas utile de les développer de nouveau.

Levons maintenant l'hypothèse faite selon laquelle l'écoulement de la production s'effectue normalement dans toutes les branches; car, dans la réalité, les diverses entreprises n'ont aucun intérêt à ajuster strictement leurs prix d'offre à la demande à court-terme pour parvenir à un écoulement régulier. L'acceptation d'un certain retard à la réalisation constitue au contraire un moyen essentiel d'ajustement utilisé préalablement à une sous-utilisation des capacités en place et à des mises au rebus accélérées; et de même, à l'inverse, une poussée conjoncturelle de la demande sera d'abord amortie par une accélération de la vitesse d'écoulement. Un retard de l'écoulement aura pour conséquence un gonflement du capital circulant, qui pèsera sur le taux de profit courant; et une accélération s'accompagnera au contraire

d'une réduction du capital circulant à même de relever, toutes choses égales par ailleurs, le taux de profit courant. Ainsi, sommes-nous conduits à ajouter une nouvelle dimension relative à la vitesse de réalisation : elle peut être uniforme (uniformément normale, retardée, ou accélérée) pour toutes les branches ou au contraire disparate.

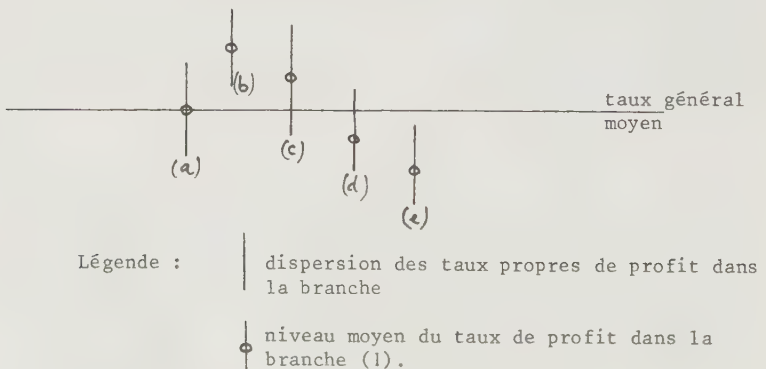
Si nous prenons en compte, enfin, les processus de domination/substitution, cela exclut toute possibilité de réalisation équilibrée; et le même type d'analyse que celui fait dans le premier cas schématique étudié peut être étendu au régime continu.

. Conclusion : développement inégal et combiné, concentration du capital et différenciation des taux de profit

Quelles conclusions pouvons-nous tirer de cette analyse concernant d'abord le lien qui unit la différenciation des taux de profit au développement inégal et combiné des forces productives, en raisonnant toujours dans le cadre où nous nous sommes jusqu'à maintenant situés : celui où chaque industrie est une branche.

Nous avons vu comment pouvait être associé à chaque industrie un taux moyen tendanciel de profit et, à chaque procès de travail au sein de chacune de celles-ci, un taux propre tendanciel de profit.

A un moment donné, la différenciation des taux de profit peut être représentée à l'aide du graphique suivant, dans lequel toutes les industries/branches sont regroupées selon cinq situations possibles.



(1) Pour simplifier la présentation, nous ne décrivons pas comment celui-ci dépend des places tenues par les divers procès au niveau de la couverture du marché; en d'autres termes, nous retenons une typologie simple revenant à ignorer les différences qui peuvent exister entre branches d'un même type quant à la place du taux moyen relativement à l'ampleur de la dispersion des taux propres.

- Type (a) : le taux moyen de branche est égal au taux général : valeur de marché et valeur de production sont confondues et le prix de marché (1) est égal au prix de production (ex-post).
- Type (b) : le taux moyen de branche est nettement supérieur au taux général et aucun procès ne réalise le taux moyen : la valeur de marché est fixée par les procès marginaux et le prix de marché est supérieur au prix de production (ex-post) (2).
- Type (c) : le taux moyen de branche est supérieur au taux général et certains procès ne réalisent pas celui-ci : la valeur de marché est supérieure à la valeur de production et le prix de marché est égal au prix de production (ex-post).
- Type (d) : le taux moyen de branche est inférieur au taux général et certains procès réalisent au moins celui-ci : la valeur de marché est inférieure à la valeur de production et le prix de marché est égal au prix de production (ex-post).
- Type (e) : le taux moyen de branche est nettement inférieur au taux général et aucun procès ne réalise le taux moyen : la valeur de marché est fixée par les meilleures conditions de production et le prix de marché est inférieur au prix de production (ex-post).

Si le fait que toutes les branches ne relèvent pas du type (a) s'explique en dernière analyse par le caractère anarchique de la production capitaliste, encore convient-il de distinguer ce qui tient à la simple extension distordue de l'offre des branches, de ce qui relève du développement inégal des diverses branches.

N'y aurait-il aucun développement, le caractère séparé des décisions prises par les capitaux autonomes conduirait déjà à des disparités entre taux moyens de branches (pour des disparités faibles au sein de chacune); mais il est clair que le développement inégal des industries/branches explique le principal des disparités : d'une part, les disparités au sein d'une branche sont d'autant plus accentuées que la révolution des forces productives y est rapide; d'autre

(1) Il s'agit ici, rappelons-le, du prix de marché tendanciel.

(2) Pour une branche nouvellement dominante, il s'agit du prix de production individuel de branche.

part, les disparités entre branches - au niveau des taux moyens - relèvent principalement des processus de domination/substitution en cours, et secondairement des inégalités de développement entre branches indépendantes :

- des inégalités de développement entre branches indépendantes dans la mesure où toute baisse relative du prix de production (ex-ante) d'une branche par rapport à une autre autorise, à rapport de prix de marché inchangé, un profit plus élevé dans la première que dans la seconde (et s'il y a baisse relative du prix de marché, cela favorisera une extension plus rapide de la demande s'adressant à la première branche);
- des processus de domination/substitution liés à l'apparition de nouvelles industries, comme nous l'avons déjà expliqué.

Mais, à contrario, l'inégalité de développement produit son contraire - à savoir le développement combiné - dans la mesure où, au niveau des branches qui se trouvent dans la situation (e) et aussi (d), les mises au rebus sont accélérées et la pression à la recherche de gains de productivité y est renforcée.

Notons d'ailleurs que les disparités de taux de profit ont aussi pour cause des disparités dans le degré d'exploitation (intensité supérieure ou inférieure à la moyenne; salaire nominal supérieur ou inférieur à la moyenne), et qu'à l'inverse les inégalités de développement conduisent à de telles disparités dans le degré d'exploitation - qui tendent à réduire les disparités de taux de profit qu'elles provoquent; ainsi la résistance à la hausse des salaires nominaux sera plus forte de la part des directions capitalistes se trouvant dans les situations (d) et (e), et de même la recherche d'une élévation de l'intensité du travail y sera plus particulièrement développée.

Pour autant nous n'avons là qu'une face de l'explication des disparités de taux de profit. Car il faut aussi prendre en compte le degré de concentration du capital et, par là-même, lever l'hypothèse selon laquelle chaque industrie est une branche. Dans la première section du chapitre II, nous avons en effet montré comment certains capitaux déjà concentrés tendaient à détruire la réalité de branche de certaines industries et à reproduire celle-ci à un niveau mettant en jeu une combinaison d'industries (et, dans le même temps, ou à la suite, à intégrer, sous forme d'une nouvelle industrie, cet ensemble d'industries antérieurement distinctes) : il en résulte toujours un abaissement du taux de profit pour certains des capitaux indépendants qui continuent à se valoriser dans les industries recomposées par les capitaux dominants, tandis que la notion de taux de profit relatifs aux procès de travail que ceux-ci dirigent tend à n'avoir de sens

qu'au niveau de l'ensemble des procès qui constituent la nouvelle branche en formation.

Par ailleurs, nous avons vu, dans cette section, comment une firme tenant une part notable du marché (ou un ensemble de firmes ayant passé entente sur une certaine période) pouvait ajuster en dynamique son offre à la demande (1) en sorte de maintenir la branche où elle s'insère dans une situation (c). Plus précisément, il convient de dire que, dans une branche où la concentration du capital est déjà élevée, le prix de marché pourra être maintenu à un niveau supérieur au prix de production ex-ante, alors que, dans une branche où la concentration du capital est faible, la concurrence poussera en dynamique à une baisse relative du prix de marché (et tout particulièrement dans les phases de surproduction relative).

Mais il ne faut pas pour autant en déduire que l'on aurait en permanence une distorsion entre un taux de profit du "capital monopoliste" et un taux de profit du "capital concurrentiel" et ceci pour quatre raisons :

1°/ Le degré de concentration ne correspond pas strictement au rythme différentiel de développement des forces productives;

2°/ La concurrence inter-monopoliste est toujours présente et relancée sur de nouvelles bases en sorte que certaines branches où règne déjà le capital monopoliste pourront se trouver dans une situation (d) ou (e);

3°/ La pratique permettant de tenir en permanence un prix d'offre supérieur au prix de production ex-ante entre en contradiction, pour la firme qui s'y livre, avec l'obtention d'une plus grande masse de profit : or, la garantie ultérieure d'un taux de profit suffisant passe souvent par l'effet de masse (prise de contrôle d'une autre firme, dépenses de recherche, création d'unités à grande échelle de production, etc...)

4°/ L'utilisation importante - et en permanence - du crédit, par les firmes monopolistes, les autorise à accepter un taux de profit global (avant paiement des intérêts et des dividendes aux

(1) Cet ajustement se fait beaucoup plus par destruction de capital productif avant usure physique (pour partie au sein même de cette firme) que par limitation des nouveaux investissements.

actionnaires minoritaires) plus limité dans la mesure même où le taux d'intérêt est sensiblement inférieur au taux général de profit.

Une chose est certaine, par contre : l'insertion dans de nombreuses branches du capital monopoliste, c'est-à-dire de directions capitalistes ayant concentré sous leur direction des capitaux productifs qui font masse dans ces branches, autorise une hausse initiale du prix d'offre apte à garantir les taux de profit indépendamment de toute situation permissive créée par la demande (et donc même si l'écoulement de la production tend à être de plus en plus retardé), alors qu'en cas de faible degré de concentration, une firme isolée ne pourra pas décider une hausse initiale de son prix d'offre sans prendre un grand risque de voir ses ventes chuter. Mais précisons comment se pose le problème de la fixation d'un prix d'offre par une firme monopoliste.

En règle générale le taux de profit ex-ante est supérieure au taux de profit ex-post antérieur, entendant par taux de profit ex-ante celui qui correspond à des ventes au prix de marché antérieur et à un prix de revient relatif aux conditions actuelles de production et aux prix de marché antérieurs (y compris salaires nominaux) : les marchandises mises sur le marché relèvent certes d'une nouvelle composition-travail avancé moyenne mais, en règle générale, les nouveaux procès de travail qui fournissent une partie de ces marchandises ont été mis en oeuvre sur la base d'une rentabilité supérieure. Il se peut cependant que cette rentabilité prévisionnelle ait été sur-estimée, et dans ce cas le taux de profit ex-ante peut être inférieur au taux ex-post immédiatement antérieur : une hausse du prix d'offre s'avère alors, en tout état de cause, nécessaire. Cependant, il ne suffit pas que le taux ex-ante soit au moins égal au taux ex-post antérieur : encore faut-il que le taux ex-post n'ait pas baissé dans le passé récent. Si une telle baisse a été observée (soit parce que la rentabilité escomptée pour les nouveaux procès, à composition organique du capital (QF/W) plus élevée, a - toutes choses égales d'ailleurs - été sur-estimée, soit parce que le pouvoir d'achat ouvrier a augmenté), le prix d'offre sera relevé afin de parvenir à un taux réel ex-post supérieur. Bien plus, chaque firme monopoliste peut tendre à anticiper une hausse de ses coûts de production - et notamment une hausse des salaires nominaux - lorsque la réalisation s'est déjà effectuée dans le passé récent de façon inflationniste : elle décidera encore, dans ce cas, une hausse initiale de son prix d'offre. Et si les travailleurs réussissent ex-post à maintenir - et même à élever leur pouvoir d'achat grâce à une hausse des salaires nominaux, le processus inflationniste se trouve relancé sur de nouvelles bases, d'où une spirale prix/salaires/profits qui ne rencontre aucune force de rappel s'opposant

à son développement, au niveau même du système monétaire (1). Notons, enfin, que le raisonnement précédent est construit sur la base de taux de profit (ex-ante et ex-post) appréciés relativement au seul capital restant en place : or, la politique des firmes monopolistes visant à ajuster leur offre à la demande conduit à des mises au rebus en leur sein même - et donc à des pertes propres en capital qu'elles pourront chercher à compenser en élevant leurs prix d'offre : tel est le dernier facteur à prendre en compte pour expliquer une telle hausse initiale.

Un tel mouvement général à la hausse des prix d'offre au niveau des firmes monopolistes ne modifiera pas sensiblement la différenciation générale des taux de profit : elle conduira seulement à limiter l'amplitude des mouvements de leur taux de profit, face aux variations souvent fortes qui affecteront les taux de profit des firmes concentrant peu de capitaux productifs sous leur direction.

Telles sont les quelques considérations générales - résultant de notre propre approche de la formation du profit - auxquelles nous nous limitons, relativement à une question déjà étudiée en détail par R. BORELLY et M. AGLIETTA (2) selon une même problématique générale (les branches comme lieux de formation des prix; les prix de monopole comme prix de marché liés aux prix de production) (3).

Elles nous conduisent à la conclusion suivante. La hausse continue des prix trouve son origine dans la politique des grandes firmes cherchant à compenser les pertes en capital résultant de la dévalorisation du capital qu'elles provoquent elles-mêmes; elle est rigidifiée par la progression des salaires nominaux que la pression ouvrière permet d'atteindre, en ce sens que les firmes anticipent ces hausses au niveau de leurs prix d'offre; mais, si l'on a là l'aspect principal de l'inflation, il est clair aussi qu'en arrière plan de cette course salaires/prix/profits se joue l'évolution effective du degré général d'exploitation : l'élargissement de la

(1) Nous analyserons d'ailleurs, dans le chapitre suivant, comment la demande se trouve elle-même gonflée nominalement par une telle anticipation de profits nominaux plus élevés, même en faisant abstraction de l'illusion que crée la hausse générale des prix, c'est-à-dire celle d'un taux apparent de profit en hausse lors même que le taux réel n'augmente pas (Rappelons que nous entendons par taux "apparent" de profit celui qui s'obtient en rapportant les ventes actuelles aux dépenses effectivement réalisées aux prix du moment; et par taux "réel" celui qui correspond aux coûts de production évalués aux prix actuels).

(2) Cf. thèses citées.

(3) Cette problématique générale diffère de celle retenue par G. DELEPLACE dans sa thèse :

consommation marchande ouvrière en est l'enjeu du point de vue des travailleurs; dès lors, à partir du moment où les gains de productivité et d'intensité ne sont plus suffisants (au regard du coût de leur obtention en terme d'élévation initiale de la composition du capital) pour assurer un tel élargissement sans baisse du taux de profit, la hausse des prix d'offre va être accélérée et ceci d'autant plus que les travailleurs réussissent à imposer des hausses nominales suffisantes pour, non seulement garantir la norme de consommation antérieurement acquise, mais encore l'élargir. Un tel processus se poursuivra, même si l'on se trouve en situation de surproduction générale; en effet, les revendications nominales posées par les travailleurs se réfèrent avant tout à l'évolution antérieure des prix, tandis que les politiques des directions de firmes relèvent d'une anticipation des hausses futures, dans une période où les facteurs conjoncturels de baisse du taux de profit masquent à leurs yeux un possible redressement du taux tendanciel. L'inflation est donc toujours le signe d'une exacerbation de l'antagonisme de classes, et l'on comprend pourquoi la "lutte contre l'inflation" passe toujours - pour des majorités politiques liées à la grande bourgeoisie - par la recherche d'une "police des salaires".

4. DIFFERENTIATION DES TAUX DE PROFIT ET MOUVEMENTS DE CAPITAUX

Le fonctionnement de la loi de la valeur repose fondamentalement sur le jeu des mouvements de capitaux : orientation différenciée selon les branches des nouvelles transformations de capital argent en capital productif d'une part, destruction différenciée de capitaux fixes productifs antérieurement installés et non encore usés (ou de capitaux marchands) d'autre part (1). Et ces mouvements de capitaux sont dictés par les disparités de taux de profit.

Cette section est consacrée à l'étude très succincte des modalités selon lesquelles ce lien s'affirme, en sorte de répondre aux questions suivantes :

- quelle ampleur peut prendre la distorsion de la réalisation ?
- les mouvements de capitaux conduisent-ils à résorber cette distorsion (processus convergent) ou à la relancer à un niveau plus ample (processus divergent) ? ...
- et si ces deux tendances sont en jeu, quelle est celle qui l'emportera ?

Deux remarques préliminaires s'imposent.

D'une part, cette analyse doit être nécessairement menée en mettant l'ensemble des branches sur le même plan, même si l'aspect principal de la distorsion générale relève de la disproportion entre les deux grandes sections de l'économie, c'est-à-dire de l'évolution différente de la demande qui s'adresse, d'une part, à l'ensemble des branches de la Section I, d'autre part à l'ensemble des branches de la Section II. Il importe en effet de ne pas commettre l'erreur suivante : considérer chaque section comme étant une branche et admettre, en conséquence, que l'accumulation différenciée entre les deux sections serait directement liée à l'écart entre les taux de profit moyens relatifs à chacune d'elles. S'il en est bien ainsi, en dernière analyse, il n'en reste pas moins que ceci se réalise à travers

(1) Il suppose aussi l'existence d'une armée de réserve de travailleurs mobilisables de façon différenciée, dont le volant de chômage ne constitue qu'une faible part; mais nous n'étudions pas cet aspect des choses.

le lien qui unit les mouvements de capitaux en direction des diverses branches à la différenciation générale destaux de profit (y compris dans sa dimension interne de branche).

D'autre part, le cadre général/abstrait dans lequel nous nous situons (i.e. : la notion générale de "loi de la valeur" en deçà de son fonctionnement concret dans le contexte d'économies nationales en affrontement) limite fortement le champ d'une telle étude ; il est clair, en effet, que le lien entre différenciation des taux de profit et mouvements de capitaux s'affirme au travers de mécanismes qui ne mettent pas seulement en jeu la logique pure de la recherche du profit : dès lors que le capital se reproduit concrètement au sein d'économies nationales caractérisées par l'existence d'un rapport de classes spécifique à chacune (Etat national, monnaie bancaire nationale), les mouvements de capitaux relèvent à la fois de la différenciation des taux de profit interne à chacune de celles-ci et de la différenciation générale au niveau mondial ; et, de plus, la politique de financement public propre à chaque Etat introduit de nouvelles modalités. Comme nous n'entendons pas effectuer ce temps de remontée vers le concret, nous ne pouvons qu'en rester à des considérations très générales (1).

Leur développement nécessite cependant l'adoption d'une démarche progressive, interne au cadre général retenu :

- Nous ignorons dans un premier temps la séparation entre sociétés de capitalistes et rentiers personnes physiques et la possibilité de prêts/emprunts entre capitalistes ;

(1) Nous nous refusons, en tout cas, à traiter de cette question comme si chaque économie nationale (et il ne peut s'agir que des seules économies dominantes) était une économie fermée. Si cela a un sens de parler d'une différenciation interne des taux de profit - et d'un taux général de profit relatif à l'ensemble des capitaux qui sont valorisés au sein des frontières d'un Etat particulier - il est clair, par contre, que cette différenciation interne ne relève pas uniquement du fonctionnement d'une loi de la valeur intérieure : dans le cadre du processus qui conduit à la formation du taux de change d'une monnaie nationale dans les autres, et qui revient à annuler, en termes monétaires, les inégalités moyennes de développement entre économies dominantes, certaines branches intérieures sont favorisées (celles qui disposent relativement d'une avance de productivité) et d'autres défavorisées (celles qui ont un retard relatif) : la différenciation interne destaux de profit est donc largement le résultat de l'insertion de l'économie nationale concernée dans le champ international, et les mouvements internes de capitaux s'inscrivent dans le cadre du renforcement de spécialisations (division mondiale du travail).

- Nous remontons ensuite vers le concret, caractérisé par l'existence d'une telle séparation et d'un tel marché de l'argent, sans toutefois inclure à ce stade le remplacement de l'or par la monnaie bancaire;
- Nous intégrons enfin l'ouverture du marché de l'argent qui naît de ce remplacement.

Cette démarche théorique recouvre d'ailleurs pour partie le processus historique, soit encore l'évolution historique des conditions dans lesquelles le lien sus-nommé se manifeste.

. Différentiation des taux de profit et mouvements de capitaux dans le cadre abstrait de capitalistes indépendants

Un tel cadre est caractérisé par l'existence d'un ensemble de capitalistes indépendants qui dirigent les entreprises dont ils sont propriétaires et qui n'effectuent entre eux aucune opération de prêt/emprunt (y compris délais de paiement) : l'or est alors le seul numéraire possible.

L'orientation différenciée de l'accumulation selon les diverses branches relève alors du triple constat classique suivant :

1°/ Toute baisse relative du reflux de profit brut (réel courant) obtenu par un capitaliste réduit ses possibilités d'accumulation, alors que toute hausse relative les accroît : en l'absence de tout investissement réalisé par un capitaliste dans une autre branche que celle où est réalisé l'argent nécessaire pour celui-ci, et en admettant que le nombre de procès de travail dans chaque branche est important, il en résulte une progression différenciée selon les écarts entre les taux de profit moyens du volume de capital accumulé (fixe plus circulant) au niveau des diverses branches.

2°/ On assistera à des déplacements de capitaux des branches où même le taux de profit des procès les plus rentables est limité vers des branches où le taux de profit moyen est élevé : autrement dit certains capitalistes vont investir l'argent qu'ils réalisent par la vente de marchandises dans une autre branche que celle dont sont issues ces marchandises.

3°/ Certains procès déjà installés pourront être mis au rebus, ou momentanément arrêtés, dans les branches à faible taux de profit, ce qui libère du même coup le capital circulant qui y était

continuellement reconverti (1).

Ce triple mouvement réduit donc la distorsion générale entre l'offre et la demande; mais il tend aussi à la relancer sur de nouvelles bases dans la mesure où l'offre potentielle des branches, qui profitent d'une forte accumulation dans une période où le taux moyen de profit y est élevé, risque de dépasser la demande dans une phase ultérieure. On ne peut donc, a priori, exclure le maintien et même l'amplification dans le temps des distorsions, même si elles changent de sens : les obstacles à un déplacement des nouveaux capitaux investis (cf. 2° ci-dessus) apparaissent même, de ce point de vue, comme limitant les risques d'un processus divergent. Les changements de sens rapides des distorsions sont sans nul doute réduits à mesure que se développe la concentration du capital et, avec elle, les études de marché, la programmation des investissements fixes, la fixation de la demande selon l'offre par le biais de la publicité, les obstacles à l'entrée dans une nouvelle branche et les destructions internes de capital fixe; ces distorsions auront, au contraire, tendance à conserver le même signe sur toute une période pour nombre de branches.

. Le jeu du marché de l'argent

Si l'on continue à s'inscrire dans un cadre où seul l'or fonctionne comme monnaie et où la socialisation du capital n'est pas encore prise en compte, le marché de l'argent est un marché simple, fermé, sur lequel se trouvent confrontés, d'une part, les capitalistes qui n'envisagent pas une utilisation immédiate de leur reflux de profit brut et préfèrent le placer plutôt que de le thésauriser, d'autre part les capitalistes qui cherchent, pour investir, à rassembler sous leur direction des capitaux qu'ils s'engagent à rembourser ultérieurement, ceux qu'ils ont pu réaliser en propre n'étant pas suffisants. Quant au taux d'intérêt qui se forme sur ce marché - en ignorant les compartiments qui naissent de la durée des emprunts - il sera en moyenne inférieur au taux général (et réel) de profit (2).

Le développement de tels prêts/emprunts entre capitalistes privés, grâce à l'édification de ce marché, rend possible des transferts

(1) S'y ajoute aussi des possibilités de reconversion (utilisation de tout ou partie du capital fixe pour de nouvelles productions).

(2) cf. page suivante.

de capitaux de branches à branches qui n'aient pas pour condition le déplacement des capitalistes, et autorise la réalisation d'investissements qui n'auraient pu autrement avoir lieu qu'au bout d'un temps beaucoup plus long. Ainsi, se trouve accélérée la tendance à une réduction des distorsions.

La différenciation des taux de profit à laquelle se trouve lié le mouvement différencié de l'accumulation est toujours celle qui s'observe aux niveaux des taux réels et globaux de profit, même si, par ailleurs, le crédit permet aux capitalistes qui l'utilisent de dégager un taux de profit propre différent (1).

Note (2) de la page précédente

Une telle affirmation, reprise de l'analyse marxiste précisée par HILFENDING (cf. *Le capital financier*, op. cit., Chap. VI, pp. 150-152), peut être justifiée par le raisonnement suivant. Dès lors que :

- les capitalistes qui empruntent escomptent un taux (global) de profit supérieur au taux d'intérêt (y compris marge de sécurité);

- une élévation du taux d'intérêt réduit la demande et accroît l'offre;

- une part des investissements est effectuée sans emprunts, notamment par les capitalistes qui réalisent un taux de profit élevé;

- le taux général de profit qui se formera dans l'avenir est relatif aux seuls investissements réalisés,

alors le taux d'intérêt restera inférieur au taux général de profit lorsque la moyenne des taux anticipés n'est pas supérieure au taux général ultérieur; ce n'est que dans une période d'anticipations trop favorables de la part de nombreux capitalistes que le taux d'intérêt peut être supérieur au taux de profit : en l'occurrence cela peut arriver lorsqu'une forte inflation est anticipée, certains capitalistes qui empruntent acceptant alors de le faire pourvu que le taux apparent de profit anticipé (calculé avec les dépenses actuelles et les ventes futures) soit supérieur au taux d'intérêt. Notons bien cependant que ce raisonnement s'applique au cas abstrait d'un marché fermé de l'argent : nous constaterons au point suivant que l'ouverture de celui-ci, qui résulte de la place prise par la monnaie bancaire, conduit à abaisser sensiblement le taux d'intérêt.

- (1) On entend par taux de profit propre celui qui est obtenu en rapportant le profit après paiement des intérêts au seul capital avancé en propre : il s'agit d'un taux apparent de profit.

Si nous prenons maintenant en compte le processus de socialisation du capital qui a trouvé sa forme juridique principale dans la société anonyme par actions, nous devons introduire de nouveaux acteurs : d'une part, les rentiers (dont certains restent, par ailleurs, capitalistes industriels en tant qu'actionnaires majoritaires de certaines sociétés); d'autre part, les banques d'affaires qui empruntent auprès des rentiers (dépôts rémunérés, émissions d'actions) et participent à la constitution et au financement ultérieur de nouvelles sociétés. Et parallèlement sont introduites de nouvelles formes économiques : le dividende, le cours d'une action en bourse, et le bénéfice de fondateur.

La réalisation d'une émission d'actions auprès du public par les fondateurs d'une société n'est qu'une forme particulière d'obtention de capital de prêt, soit encore un compartiment particulier du marché de l'argent : en effet, le cours en bourse d'une action tend à se former en sorte que le dividende par action rapporte le taux d'intérêt et donc que les émissions d'actions se fassent auprès des simples rentiers à des niveaux supérieurs à la valeur nominale lorsque le taux de profit global de la firme concernée est supérieur au taux d'intérêt (1). Les disparités de taux de profit auront donc tendance à ne se manifester que sous la forme de disparités cours/valeur nominale.

(1) En admettant que : $\frac{\text{dividende par actions}}{\text{cours}} \rightarrow i$, et donc que : cours $>$ valeur nominale pour $r > i$, nous faisons abstraction de la politique des actionnaires majoritaires consistant à ne pas verser en dividendes l'ensemble du profit dégagé. Une telle politique conduit en effet à un taux de rendement inférieur au taux d'intérêt, le cours étant soutenu par la perspective d'une distribution d'actions gratuites à l'occasion de l'intégration de réserves au capital. De plus, nous ne précisons pas les formes concrètes que revêt une émission à un niveau plus élevé que la valeur nominale : prime d'émission, rachat du droit de souscription d'un ancien actionnaire.

Le développement des sociétés par actions ne supprime donc pas la loi de tendance à l'égalisation des taux de profit (1) : il entraîne au contraire la centralisation de capitaux importants qui ont été réalisés dans un grand nombre de branches (et qui ont revêtu la forme d'intérêts, de dividendes ou de remboursement d'emprunts aux rentiers et banques d'affaires) pour leur transformation en capital productif dans une branche spécifique. Bien plus, la concentration du capital sous une même direction, opérée au sein d'une société anonyme, autorise l'insertion de celle-ci dans plusieurs industries en sorte que progressivement une part importante des transferts de capitaux d'industrie à industrie va s'effectuer à l'intérieur même de chacune de ces sociétés. La tendance à la réduction des distorsions - ou du moins à la réduction des mouvements de celles-ci - se trouve donc renforcée. Les banques d'affaires, qui cherchent avant tout à dégager un taux moyen de rentabilité sur toutes leurs prises de participation (ou prêts) le moins oscillant possible, sont d'ailleurs des agents essentiels de ces transferts.

A l'inverse cependant, les possibilités de centralisation de capitaux qui sont offertes aux grandes firmes, tant par des émissions d'actions des émissions d'obligations que par des prêts des banques d'affaires jouant ainsi le rôle d'intermédiaire, ouvrent la porte à des investissements massifs qui accroissent l'offre dans des proportions importantes (et par sauts) : lors d'une période conjoncturelle de montée du taux moyen de profit, l'ensemble des grandes firmes implantées dans une même branche risquent de décider, dans le même temps, de forts

(1) Nous nous écartons donc du passage suivant de MARX : "Comme le profit prend ici purement la forme de l'intérêt, de telles entreprises demeurent possibles si elles rapportent simplement l'intérêt, et c'est une des raisons qui empêche la chute du taux général de profit, parce que ces entreprises où le capital constant est immense par rapport au capital variable n'interviennent pas nécessairement dans l'égalisation du taux général de profit" (Livre III, Tome II, E.S., p. 103). La notion de taux général de profit n'a de sens, selon nous, qu'au niveau global (i.e. : avant toute prise en compte des formes : intérêts, dividende, profit conservé) en sorte qu'une extension du crédit ne peut en empêcher la baisse - sauf à prendre en compte, l'épargne des couches salariées moyennes, et celle des couches pré-capitalistes dominées; quant aux décisions des dirigeants d'une société anonyme, elles sont toujours dictées par la recherche d'un taux global de profit suffisant dans la mesure même où elles s'approprient toujours la différence entre ce taux et le taux d'intérêt : réalisation du bénéfice de fondateur s'ils revendent une partie de leurs actions, primes d'émissions élevées, "salaires" élevés des dirigeants employés dans la société, etc... Ces dirigeants - actionnaires majoritaires, banques d'affaires - chercheront toujours à déplacer l'insertion industrielle de leurs capitaux s'ils ne dégagent qu'un taux de profit global inférieur au taux général.

investissements en sorte que l'on débouchera ultérieurement sur une phase de concurrence accrue et de sur-capacités - celle-ci n'étant alors résolue que par une série de restructurations (prises de contrôle, fermetures d'usines, investissements de productivité) (1). La concentration croissante du capital développe donc à la fois la tendance à réduire les distorsions et la contre-tendance à les amplifier : d'où la nécessité ressentie par le capital monopoliste d'une planification indicative servant de cadre général aux études de marché et de lieu de concertation.

A ceci il convient d'ajouter que la connaissance effective des taux réels de profit dégagés par une firme dans telle ou telle production échappe totalement aux rentiers, et à ses concurrents directs (2) et que la spéculation, la main-mise des banques sur les journaux financiers, comme les politiques de faibles dividendes, ôtent à l'évolution des cours en bourse le rôle de révélateur des disparités de taux de profit (de firmes) qu'elle est sensée jouer en théorie.

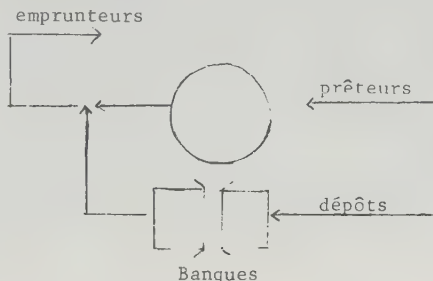
. Le rôle de la création monétaire

Jusqu'à ce point nous avons ignoré le remplacement de l'or par la monnaie bancaire. Toute opération de crédit était alors un transfert d'argent conduisant à la transformation en capital-productif de capital-argent en un lieu différent de celui où il avait été réalisé (on peut, en effet, considérer que chaque rentier - ou chaque société - qui prête puise dans une masse d'avoirs monétaires qui est alimentée par des flux d'origines bien spécifiées).

(1) *Tel fut le cas, en France, dans la sidérurgie à la suite de la dévaluation de 1958, et dans une moindre mesure dans certaines des industries chimiques, à la suite des investissements élevés de la période 1963-1964 (engrais notamment). cf. : Etude et Conjoncture (I.N.S.E.E., n° 9, Septembre 1967) : Les comptes des sociétés et quelques grands secteurs industriels 1955-1964 (B. BILLAUDOT).*

(2) *Non seulement les comptes globaux, qui sont publiés, sont difficilement interprétables du fait des effets de l'inflation, mais ceux des filiales ne sont pas disponibles.*

Par contre, l'octroi d'un crédit par une banque dont le passif sert de numéraire (1) n'est pas un transfert dans la mesure où il conduit - nous l'avons vu - à la création de nouveaux signes monétaires. Le marché de l'argent, lorsque la monnaie bancaire a pris toute la place de l'or comme moyen de paiement, est alors un marché "ouvert" que l'on peut décrire à l'aide du schéma suivant :



Toute entreprise a le choix entre un emprunt sur le marché de l'argent proprement dit, et un emprunt auprès du système bancaire (2).

-
- (1) Nous raisonnons donc sur la coupure abstraite entre banques d'affaires et banques de dépôts monétaires.
- (2) Même si l'on tient compte des conditions différentes de ces prêts (durée, garanties), il est clair que le taux d'intérêt auquel les banques prêtent est le taux directeur du marché de l'argent. La Banque Centrale est donc, en dernière analyse, celle qui fixe celui-ci. Peut-elle le fixer à un niveau quelconque, c'est-à-dire indépendamment de l'offre de capital de prêt proprement dit (cf. la flèche prêteurs sur notre schéma) ? A priori, rien ne l'interdit. Seule la prise en compte des contradictions qui naissent d'un taux faible ou d'un taux élevé (relativement au taux général de profit) permet de répondre à cette question : d'une part, le capital monopoliste tend à imposer un taux le moins élevé possible; d'autre part, un taux très faible décourage les prêteurs et favorise les investissements en sorte que si les déposants (rentiers, salariés) ne décident pas d'accroître leurs dépôts dans la même proportion, toutes les conditions d'un processus inflationniste sont réunies. Si l'on tient compte du fait que, face à une montée des prix, les salariés, les rentiers et les P.M.E. seront conduits à maintenir le pouvoir d'achat de leurs dépôts et que toutes les banques centrales se trouvent inscrites dans le même jeu de contradictions, on peut avancer que le taux d'intérêt sera toujours sensiblement inférieur au taux général de profit.

Tout crédit bancaire contribue donc à l'orientation de l'accumulation. Cependant, cette contribution est limitée lorsqu'il s'agit d'un simple crédit d'escompte; en effet, l'entreprise qui escompte une traite ne fait que recevoir de l'argent correspondant à des marchandises déjà vendues - et, pour elle, c'est le prix de vente qui constitue le principal facteur de l'orientation de l'accumulation; quant à celle qui devra payer la traite à l'échéance, elle assure simplement par ce biais le financement d'une part de son capital circulant courant; ainsi, la variation, au niveau de chaque firme, du pourcentage d'effets clients escomptés permet surtout une certaine plasticité dans l'ajustement à court terme de la production à la demande (1). Cette contribution est par contre beaucoup plus importante en cas de crédits bancaires à court terme et surtout à moyen terme; et comme les banques tiennent largement compte de la rentabilité des opérations qu'elles financent, on a là un nouvel aspect du lien qui unit la différenciation des taux de profit aux mouvements de capitaux.

. Conclusion

Ainsi, le développement du système de crédit renforce les possibilités d'extension différenciée de l'offre auxquelles conduit déjà le simple jeu des différences entre prix de production ex-ante et prix de vente effectif; mais dans le même temps où ces mouvements tendent à réduire les différenciations qui les ont provoqués, ils produisent de nouvelles bases pour de nouvelles différenciations. Ces nouvelles bases revêtent d'ailleurs une double dimension puisque l'on doit considérer d'une part le volume de l'offre de chaque branche qui résultera des capitaux investis dans celle-ci, d'autre part l'évolution relative d'une branche à l'autre de la productivité des nouveaux procès de travail mis en oeuvre par rapport à la productivité moyenne antérieure (et plus précisément l'évolution relative de leur rentabilité, si l'on tient compte de l'élévation possible de la composition organique). En d'autres termes, elles dépendent de la combinaison, dans chaque branche, entre investissements de capacité et investissements de productivité. Si l'on admet que les premiers seront favorisés dans les branches où le taux moyen de profit s'élève en rapport avec un déplacement favorable de la demande et qu'à l'inverse les seconds seront surtout réalisés dans les branches où le taux moyen de profit s'abaisse en rapport avec une flexion relative de la demande, on est en droit de conclure à la préhégémonie d'une tendance à ce que les taux moyens de branche restent inscrits dans un champ borné, tout en ayant, dans le même temps, des évolutions très

(1) *Notons bien que nous ne discutons ici que de l'orientation différentielle de l'accumulation et non des conditions de formation de la demande monétaire globale.*

différenciées du volume de l'offre potentielle des diverses branches (récession pour certaines branches dominées où seuls les procès les plus rentables tendent à être maintenus, extension rapide de nouvelles branches, etc...).

Ainsi lorsque l'accumulation s'effectue dans le cadre d'une élévation en valeurs courantes de la composition organique, c'est-à-dire si le volume de la demande s'adressant à l'ensemble des branches de la Section (I) des moyens de production croît plus rapidement que le volume de la demande s'adressant à la Section (II) des moyens de subsistance, rien ne s'oppose donc à ce que, en tendance, l'offre de la Section I progresse plus rapidement que celle de la Section II; mais une telle évolution disproportionnée de l'offre ne peut être que le résultat d'une distorsion tendancielle entre les taux moyens de profit relatifs à chacun de ces ensembles de branches, c'est-à-dire telle que l'axe autour duquel oscille chacun de ces taux n'est pas le taux général de profit; les phases de réalisation partielle de la valeur produite et de destructions accélérées de capital seront donc plus fréquentes au niveau de l'ensemble des branches de la Section II. Mais - et c'est là le point essentiel - il n'en résulte pas nécessairement un processus conduisant à une surproduction générale : cette situation propre à la Section II est en effet contrebalancée par une dynamique inverse au niveau de la Section I, à savoir une tendance permanente à la surréalisation et au maintien de longues durées de vie effectives; encore faut-il, bien sûr, que la dynamique globale d'accumulation ne soit pas touchée, c'est-à-dire que le taux général de profit ne baisse pas.

Cette conclusion justifie, à notre avis, que l'on puisse étudier - à titre principal - le procès d'ensemble de reproduction du capital à l'aide de seuls schémas "en valeur" ne distinguant que les deux principales sections de l'économie, les déplacements de forces productives étant supposés (implicitement) permis par le système de crédit (et la fusion du capital industriel et du capital bancaire) sur la base des différenciations de taux de profit que la disproportion de la demande provoque.

5. EVOLUTION DU DEGRE GENERAL D'EXPLOITATION ET DU TAUX GENERAL DE PROFIT SUR LA PERIODE D'APRES GUERRE (U.S.A., R.F.A., JAPON, FRANCE)

Le degré général d'exploitation qui se forme au travers des mouvements affectant la productivité sociale, les salaires nominaux, les prix de marché et la consommation moyenne ouvrière, apparaît bien comme une variable centrale du procès de reproduction du capital.

Tenter d'estimer l'évolution qu'il a connu durant la période que nous étudions, et pour les économies nationales retenues, s'impose comme une nécessité, même si le passage du cadre abstrait dans lequel nous l'avons défini à la réalité complexe de l'économie actuelle pose de nombreux problèmes.

Une telle estimation doit être d'ailleurs préalable à celle du taux général de profit dans la mesure même où ce dernier peut être exprimé en fonction de ce degré d'exploitation et de la composition du capital.

. L'évolution du degré général d'exploitation

Au niveau abstrait, nous avons constaté que le rapport Profits totaux/Salaires totaux n'était égal au degré général d'exploitation que pour une proportion particulière des branches : comme il s'agit d'une proportion adaptée à la reproduction simple du capital, nous pouvons en conclure qu'il n'y a pas lieu de rechercher un indicateur de l'évolution du degré général d'exploitation au niveau de la "répartition de la valeur ajoutée" en prix courants (1).

Nous devons, au contraire, partir de l'expression liant le degré d'exploitation à la valeur de la force de travail. On a :

$$[1 + \tau(t)] v(t) = \delta(t)$$

où $v(t)$ est la valeur de la force de travail moyenne

$\delta(t)$ est le niveau moyen de l'intensité du travail.

(1) On doit de plus constater que le processus de salarisation croissante (lié à la destruction progressive des secteurs pré-capitalistes), l'existence des prélèvements étatiques et les problèmes posés par le calcul d'une dotation annuelle aux amortissements, rendent très problématique le passage au concret. De plus, nous rappelons la principale conclusion de la Section I du premier chapitre, à savoir que le terme de "répartition de la valeur ajoutée" est contestable.

Si l'on note que $\bar{v}(t) \cdot \varphi_{\mathbf{M}_1}(t) = v(t)$

où : $\bar{v}(t)$ est le volume de la force de travail moyenne

$\varphi_{\mathbf{M}_1}$, le niveau de la productivité globale moyenne pour l'ensemble des branches fournissant la consommation ouvrière,

alors le degré général d'exploitation est tel que :

$$1 + \tau(t) = \frac{\mathcal{S}(t) \cdot \varphi_{\mathbf{M}_1}(t)}{\bar{v}(t)}.$$

L'estimation de l'évolution du degré général d'exploitation se ramène donc à celles, d'une part, du volume de la force de travail moyenne, d'autre part de l'ensemble productivité/intensité du travail.

Sous l'hypothèse de complète homogénéité, le second terme peut être, nous l'avons vu, estimé par l'indicateur $q(t) = Q(t)/N(t)$. Du moins serait-il préférable de retenir l'activité - et non les seuls effectifs - au dénominateur : nous ne l'avons pas fait.

Il nous reste donc à définir un estimateur de l'évolution du volume de la force de travail moyenne.

On pourrait penser que l'indicateur :

taux de salaire horaire moyen / prix P.I.B.

est un estimateur acceptable (1).

Mais ce serait négliger les problèmes ci-dessus évoqués. Ceux-ci trouvent en effet leur origine :

(1) Retenant l'indicateur global $q(t)$ - et non celui qui peut s'en déduire, en terme de productivité globale, pour la seule sous-section $\mathbf{II}_1$ (notamment parce que l'intensité $\mathcal{S}(t)$ est relative à toutes les branches et non aux seules branches inscrites dans cette section) - il est clair que nous devons, de même, retenir comme indicateur de l'évolution des prix celui du P.N.B. et non celui de la seule consommation des ménages. Tout écart entre ces deux derniers indices peut être en effet considéré - en première approximation - comme résultant d'un écart sur les gains de productivité.

- d'une part, dans les écarts qui existent entre le taux de salaire horaire et les rémunérations effectives : primes, travail de nuit, etc...
- d'autre part, dans le processus de socialisation de la reproduction des forces de travail que traduit l'utilisation par certains du terme d' "Etat providence".

Le premier aspect ne créerait aucune difficulté particulière si l'on pouvait admettre, qu'en évolution, l'écart entre salaire de base (1) et rémunération effective ne se creuse pas : or, tel n'est pas le cas, ne serait-ce que sous l'effet de l'extension du travail par équipes. Il est donc préférable de prendre comme indicateur premier la masse salariale par tête (2). Celui-ci présente aussi l'avantage de prendre en compte, dans le sens recherché, les effets d'une réduction négociée de la durée hebdomadaire (et annuelle) de la durée du travail. A l'inverse cependant, cet indicateur prend en compte l'évolution moyenne des rémunérations de l'ensemble des salariés, et non des seuls travailleurs productifs comme nous le recherchons. Nous supposons donc - en retenant cet indicateur - que les conséquences liées à ce dernier point sont négligeables par rapport aux premières indiquées.

Le second aspect conduit à des difficultés tout aussi importantes ; car, si le salaire reste le principal moyen par lequel chaque famille ouvrière assure sa propre vie matérielle, celle-ci résulte aussi, et de façon lentement croissante, des prestations sociales et de nombre d'interventions étatiques (écoles, équipements sociaux etc...). Et l'on doit de plus noter qu'une fraction de ces dépenses socialisées (même si elle est faible) est financée par des prélèvements directs sur les salaires (cotisations sociales ouvrières, impôt sur le revenu des personnes physiques).

- (1) Remarquons que les indicateurs de l'évolution du salaire horaire dont on peut disposer sont très difficiles à interpréter dans la mesure où l'on ne peut savoir exactement ce qu'ils intègrent. Ainsi, la statistique du Ministère du Travail, pour la France, retrace une progression très rapide au cours de la période 1972-1974 - ce qui a obligé les comptables nationaux à inverser le sens de ce qu'ils nomment "incidences des modifications de structures professionnelles et des primes" pour déterminer l'évolution de la masse salariale (cf. Rapport sur les comptes de l'année 1974, Vol. II, p. 103).
- (2) Ainsi, si l'on se réfère au cas des U.S.A., on peut constater que, de 1966 à 1970, le salaire de base réel par semaine n'a progressé que de 1,0 % en moyenne par an, alors que la masse salariale par tête réelle (pour le secteur privé) a progressé de 6,0 % par an (en retenant dans les deux cas le même indice de prix).

Faut-il, dès lors, estimer l'évolution du volume de la force de travail ouvrière moyenne en y incluant une fraction des dépenses étatiques (y compris prestations sociales) ? En dehors des problèmes d'imputation que cela poserait, il nous semble préférable de considérer ces dépenses comme une fraction de la "consommation improductive de la classe bourgeoise", l'aspect principal étant leur financement indifférencié par l'impôt. La seule exception que l'on peut faire concerne les cotisations/prestations sociales, du moins pour les pays dans lesquels une telle socialisation a été pleinement développée; si l'on fait abstraction des déficits (ou excédents) possibles des divers régimes des transferts de charges opérés par l'Etat, on peut en effet considérer que les cotisations sociales payées par les employeurs, et calculées selon des pourcentages appliqués aux salaires, doivent être incluses dans l'indicateur recherché.

Aussi retiendrons-nous comme indicateur :

$$\frac{\text{Masse salariale + cotisations sociales}}{\text{Effectifs salariés}} \times \frac{\text{Indice prix P.N.B.}}{\text{Indice prix P.N.B.}}$$

En reprenant les résultats dégagés au niveau de la dernière section du précédent chapitre, on dégage les évolutions retracées au graphique n° 4 (cf. p. 423 bis).

a) U.S.A.

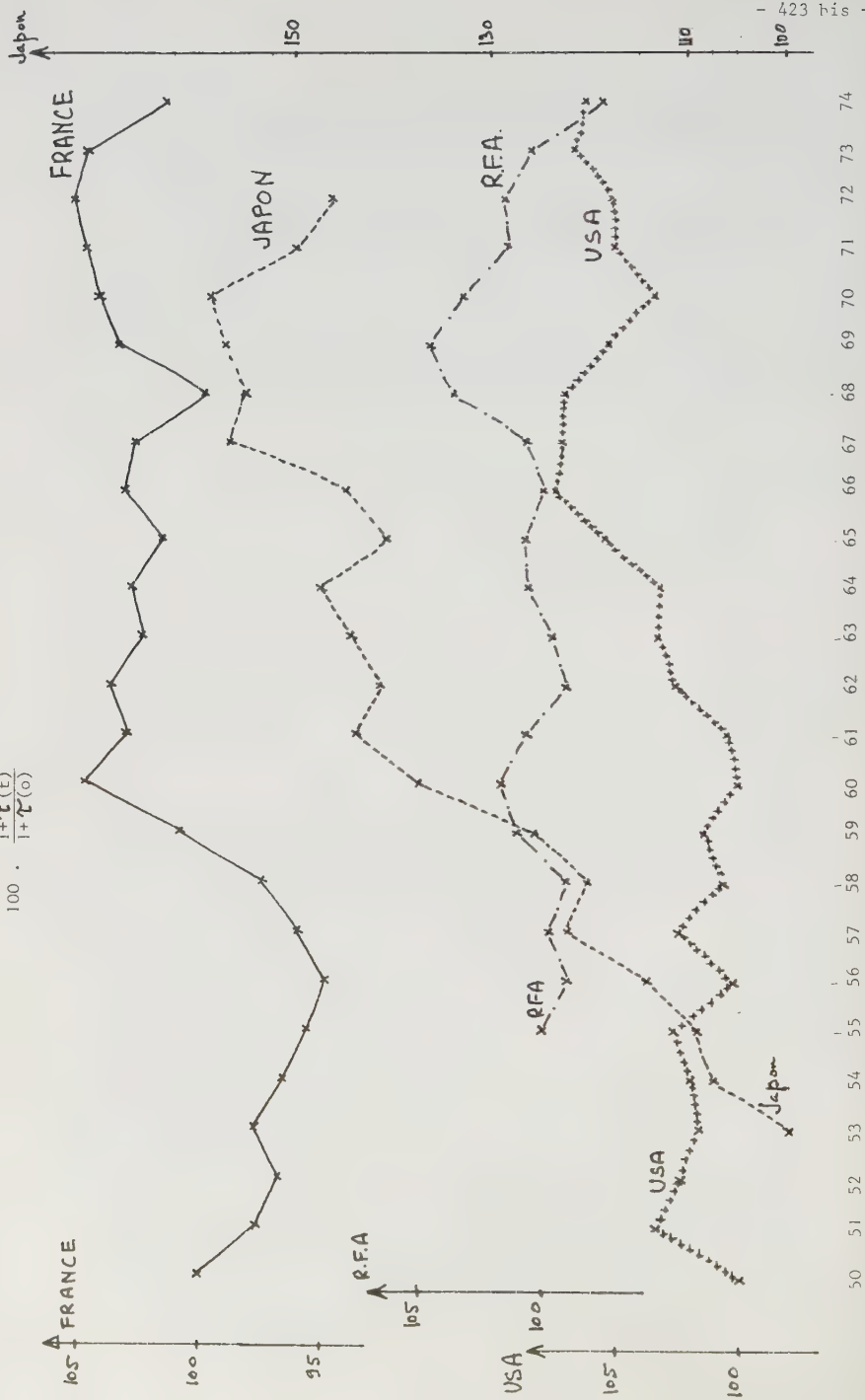
(% moyen annuel)

	τ (1)	$\delta \cdot \psi$ (2)	$1 + \tau$ (3)	p (4)	$\tau \cdot p$ (5)
1950-1953	2,9	3,5	+ 0,6	3,2	6,3
1953-1958	1,9	1,6	- 0,3	2,2	4,1
1958-1966	2,7	3,5	+ 0,8	1,4	4,1
1966-1970	1,6	0,7	- 1,0	3,9	5,6
1970-1973	2,1	3,2	+ 1,0	4,3	6,5
1973-1974	- 3,0	-3,4	- 0,4	10,6	7,3

- (1) Indicateur d'évolution du volume de la force de travail moyenne = Coûts salariaux / Effectifs x prix P.I.B.
- (2) Indicateur d'évolution de la productivité/intensité = $q(t)$ défini précédemment.
- (3) Ecart entre les deux précédents, fournissant un indicateur de l'évolution de $1+\tau$, où τ est le degré général d'exploitation.
- (4) Indice de prix du G.N.P. (ou P.I.B.)
- (5) Augmentation du coût salarial nominal par tête.

GRAPHIQUE n° 4 - Indicateurs de l'évolution du degré général d'exploitation

$$100 \cdot \frac{1 + \tau(t)}{1 + \tau(0)}$$



Sur l'ensemble de la période 1950-1974 le degré général d'exploitation aurait augmenté. Mais il ne s'agit pas d'une évolution régulière.

Jusqu'en 1960 "progression du pouvoir d'achat" et "gains de productivité" se suivent (aux décalages près); par contre, de 1960 à 1966, le degré général peut être élevé régulièrement par la classe dirigeante américaine, cette hausse s'expliquant à titre principal par l'accélération des gains de productivité/intensité.

L'épuisement de ces gains de 1966 à 1970, dans une période où les travailleurs américains n'entendent pas le payer, conduit à une baisse; mais celle-ci est stoppée et l'on assiste même à un redressement lié à des gains sensibles de productivité/intensité.

On peut constater de plus que l'accélération de la hausse des prix à partir de 1965 correspond à une période où la progression de la productivité/intensité est faible et que cette accélération se prolonge ensuite, bien que le degré d'exploitation soit progressivement élevé : autant dire qu'elle fut alors un moyen essentiel de le relever.

b) P.F.A.

!	!	!	!	!	!	!
!	τ	$\delta \times \psi$	$1 + \tau$	p	τ, p	!
!	!	!	!	!	!	!
!	1955 - 1966	4,9	4,9	+ 0,0	2,9	7,9
!	1966 - 1969	4,5	6,0	+ 1,5	1,8	6,4
!	1969 - 1971	6,6	4,0	- 1,5	7,0	14,0
!	1971 - 1972	3,8	4,0	+ 0,2	5,7	9,9
!	1972 - 1973	6,8	5,5	- 1,3	5,4	12,6
!	1973 - 1974	5,6	2,7	- 2,8	5,6	11,5
!	!	!	!	!	!	!

Le degré général d'exploitation aurait eu très légèrement tendance à augmenter en longue période (du moins si l'on excepte les toutes dernières années).

Il subit cependant des fluctuations s'inscrivant sur plusieurs années consécutives.

Jusqu'en 1966 l'amplitude de ces fluctuations est limitée; par contre - à la suite de la récession de 1967 - on assiste à une forte progression, celle-ci s'expliquant par le fléchissement des hausses salariales et par l'accélération des gains de productivité/intensité.

Mais, à cette phase très favorable pour la bourgeoisie allemande, fait suite une longue période de baisse dont on rend compte surtout par la croissance de pouvoir d'achat acquise par les travailleurs malgré l'accélération de la hausse des prix.

On a là l'exemple typique du processus que nous avons présenté en conclusion de la Section III de ce chapitre : la hausse des prix s'accélère au moment où les gains de productivité fléchissent et elle se trouve amplifiée par le renforcement de la pression ouvrière dans la mesure où celle-ci s'avère suffisante pour conserver un rythme élevé de progression de la consommation en volume.

c) JAPON

	τ	$\delta \times \psi$	$1 + \tau$	p	$\tau \times p$
1953 - 1961	3,2	8,0	+ 4,5	3,5	6,8
1961 - 1965	7,8	7,4	- 0,4	4,5	12,6
1965 - 1970	7,8	10,6	+ 2,4	4,7	12,8
1970 - 1971	8,5	3,3	- 5,0	5,4	14,4
1971 - 1972	10,1	7,6	- 2,3	4,2	14,7

Pendant une première longue période (1953-1961), les revendications salariales ont été contenues : le degré d'exploitation s'est notablement élevé. On assiste ensuite à une phase de relative stabilisation, qui s'explique par des hausses nominales de salaires plus importantes. Puis, grâce à une accélération des gains de productivité (dont on a vu qu'elle avait nécessité une élévation de la composition du capital (avancé) en valeur courante), la bourgeoisie japonaise réussit de nouveau à élever le degré d'exploitation. Mais, à partir de 1970, le relatif épuisement des gains de productivité dans une période où les travailleurs japonais entendent mieux bénéficier de la formidable croissance antérieure, on assiste à une chute du degré général d'exploitation. Nous avons déjà noté (cf. introduction) l'accélération très nette de la hausse des prix qui en a découlé au cours de la période de 1973-1974.

d) FRANCE

	π	$\delta \times \psi$	$1 + \tau$	p	$\pi \times p$
1950 - 1956	6,2	5,2	- 1,0	5,9	12,5
1956 - 1960	3,4	5,8	+ 2,3	6,5	10,1
1960 - 1966	5,7	5,5	- 0,2	3,4	9,3
1966 - 1968	6,7	5,3	- 1,3	3,5	10,4
1968 - 1972	4,0	5,4	+ 1,3	6,2	10,5
1972 - 1973	4,9	4,5	- 0,4	7,2	12,5
1973 - 1974	5,9	2,6	- 3,1	11,2	17,8
(1)					

Après une première phase pendant laquelle le degré d'exploitation baisse (la politique d'austérité menée par A. PINAY n'ayant bloqué cette baisse qu'un moment), on assiste à une montée spectaculaire de celui-ci jusqu'en 1960 : le changement politique intervenu alors - qui consacrait un net recul de la classe ouvrière - explique la progression limitée du pouvoir d'achat, tandis que la reprise rapide qui s'affirme à la suite de la dévaluation s'accompagne de gains élevés de productivité.

On assiste ensuite à une longue phase pendant laquelle le jeu de la hausse des prix tend à égaliser la progression du pouvoir d'achat et celle des gains de productivité/intensité.

Le vaste mouvement de Mai 1968 se traduit par une baisse sensible, mais la hausse des prix et la poursuite de gains élevés de productivité/intensité permet à la bourgeoisie française un rétablissement

(1) On assiste en 1974/1973 à un écart sensible entre l'évolution générale des prix (P.I.B.) et l'évolution des prix à la consommation : ceux-ci progressent en effet de 13,5 % (prix à la consommation des ménages C.N.). La progression du volume de la force de travail moyenne ressort plus alors qu'à + 3,6 %, d'où une baisse beaucoup moins marquée du degré d'exploitation.

spectaculaire de la situation à son profit : ainsi, le niveau atteint en 1972 est supérieur à celui de 1960.

Mais, les travailleurs réussissent ensuite à imposer des hausses nominales très importantes en sorte que le fléchissement des gains de productivité et d'intensité s'est alors traduit par une baisse marquée du degré général d'exploitation.

Nous devons nous limiter à ces quelques remarques pour chacun des pays : seule la prise en compte parallèle de l'évolution de la composition du capital et partant du taux de profit - peut permettre en effet de saisir l'ensemble des déterminants de la hausse des prix (cf. notamment l'accélération des destructions de capital productif).

Quelques conclusions partielles s'imposent cependant :

- En tendance longue et en moyenne pour les quatre économies étudiées, les indicateurs retracent une élévation du degré général d'exploitation jusqu'à la fin des années 1960;
- Par contre, celui-ci fléchit au cours de la dernière période, ce fléchissement apparaît d'abord aux U.S.A., puis en R.F.A., puis au Japon et enfin en France. Il s'inscrit dans chaque cas à la suite d'une période de hausse assez rapide, et il relève finalement des mêmes explications. Au regard des propositions, précédemment avancées, concernant le partage productivité/intensité et compte tenu du mouvement général de la durée négociée du travail, ce fléchissement serait dû principalement aux limites mises par les travailleurs à un approfondissement des méthodes liées à la recherche de la plus-value absolue (durée du travail, intensité du travail, déqualification, etc...), dans une période où ceux-ci entendaient mieux profiter des fruits de leur travail. Et, de ce point de vue, il faut accorder une place toute particulière aux mouvements sociaux qui ont eu pour acteurs des travailleurs immigrés (ou "de couleur" aux U.S.A.) : l'appel à l'immigration a été, en effet, le principal moyen utilisé par les diverses bourgeoisies pour continuer à obtenir une plus-value absolue croissante, tout en développant par ailleurs le processus de la plus-value relative (élévation de la productivité proprement dite) permettant des tentatives d'intégration de larges fractions des classes ouvrières nationales.

L'évolution du taux général de profit

Au niveau d'abstraction où nous nous sommes situés, nous avons dégagé que le taux général de profit était solution de la relation suivante (1) :

$$r \left[\frac{1}{g} + \frac{1}{\pi} \right] = \frac{\tau}{(1+\tau) \sum'} + \frac{1}{T}$$

$$\text{où : } g = g(r, T) = 1 - \frac{1}{(1+r)^T}$$

$$\pi = \frac{CF}{CC}, \text{ structure du capital avancé}$$

T, durée moyenne de rotation du capital fixe

$$\sum' = \frac{CF}{VA}, \text{ la composition-travail avancé}$$

(toutes ces grandeurs sont relatives à la proportion $\vec{q}^*$ définie dans la première section).

Comme la durée moyenne de rotation est assez élevée ($T > 10$ ans) et que nous le verrons - r se situe autour de 30% et n'a pas varié sensiblement sur la période, on peut retenir que $g \simeq 1$.

On parvient alors à l'expression simplifiée suivante :

$$r = \frac{\tau}{(1+\tau) \cdot \sum' \cdot (1 + \frac{1}{\pi})} + \frac{1}{T \left(1 + \frac{1}{\pi} \right)}$$

La durée moyenne de rotation T est la durée moyenne physique - et non la durée effective résultant de l'obsolescence : il est donc possible de retenir $T = c_{ste}$ sur toute la période sur laquelle on cherche à estimer l'évolution du taux général de profit.

(1) Rappelons qu'elle s'obtient en annulant le bilan actualisé relatif au capital global (*), à savoir :

$$CF + CC = \left[PV + \frac{CV}{T} \right] \cdot \sum \frac{1}{(1+r)^t} + \frac{CC}{(1+r)^T}$$

Par contre, si l'on considère bien que le montant total des stocks marchands (matières, encours et produits finis) recouvre à peu près la notion de capital circulant (1), on ne peut retenir $\pi = c^{ste}$: toute diminution du temps moyen de rotation du stock total de l'économie (CC/VA) entraîne une élévation de π , quand bien même la composition-travail avancé resterait constante; les transformations qui ont affecté les procès de travail (réduction des temps mort, des temps de production sans activité de travail (2), les moyens de transports et les circuits commerciaux ont sans nul doute conduit à une telle réduction.

On rencontre donc une première difficulté : on ne dispose pas d'indicateurs de l'évolution de ce temps de rotation; les statistiques fiscales ne couvrent qu'une partie du champ économique et l'on sait que le poste "stocks" est d'une évaluation pour le moins discutable aux bilans des entreprises (3).

Mais ce n'est pas la seule. L'évolution du taux de profit ne peut être exprimée simplement en fonction des variations de s' , $(1+\tau)$ et π : il est nécessaire d'évaluer - au moins pour une année - les niveaux absolus de τ et de π .

Existerait-il une autre approche ne présentant pas ces difficultés ?

En se situant toujours au même niveau d'abstraction, mais en considérant cette fois les données en prix, nous avons vu que le taux de profit général était solution de :

$$\text{Profit brut total}^* = r \left[\frac{QF^*}{g} + QC^* \right]$$

soit, pour $g \approx 1$

$$r \approx \frac{pfb}{QF + QC}$$

(1) Il convient que les stocks d'encours et de produits finis soient évalués au prix de revient; il reste cependant un écart lié au décalage dans le versement des salaires.

(2) Cf. temps de séchage, de refroidissement, d'affinage (charcuterie) etc...

(3) Si l'on se réfère aux évaluations faites, pour la France, à l'INSEE - évaluations reprises par J. MAIRESSE (op. cit.) - on obtient:

$$\pi(62) = 2,44$$

$$\pi(66) = 2,67.$$

On peut certes estimer QF par le montant en monnaie courante du stock de capital fixe brut (1).

Mais on retrouve le problème d'une estimation du montant des stocks (en monnaie courante). Et surtout, il faut déterminer un indicateur du montant des profits bruts, compte tenu de la complexité de l'économie concrète.

Cette complexité se manifeste à trois niveaux :

- 1°/ les interventions étatiques (impôts, subventions),
- 2°/ l'existence de secteurs pré (ou para) capitalistes dominés,
- 3°/ les faux-frais privés.

Les problèmes qu'elle soulève doivent - en tout état de cause - être abordés à la lumière de l'objectif poursuivi, à savoir : déterminer un taux général de profit avant faux-frais (généraux et privés). Non pas que la détermination d'un taux général de profit après faux-frais "improductifs" soit inintéressante : mais nous considérons que ces derniers s'inscrivent en tant qu'utilisation d'une fraction de la plus-value globalement réalisée (2) et qu'en conséquence l'ampleur qu'ils peuvent prendre dépend fondamentalement de l'évolution du taux de profit global avant faux-frais (3). L'utilisation de ce terme de "faux-frais" ne doit d'ailleurs pas prêter à confusion : lorsqu'une firme industrielle paye des salaires élevés à ses cadres, il s'agit bien pour elle de frais réels; mais ils doivent être fondamentalement distingués des frais résultant de la mise en oeuvre de la production elle-même : c'est en ce sens qu'ils peuvent être dénommés "faux-frais".

Dès lors, le premier problème rencontré (cf. les interventions étatiques) peut être réglé en retenant comme "profits bruts" : valeur ajoutée brute moins salaires et cotisations sociales, ou encore : "résultat brut d'exploitation plus impôts indirects moins subventions plus intérêts".

(1) Il est essentiel de noter qu'il s'agit bien d'un montant brut et non d'un montant net.

(2) Pour ce qui concerne les salaires versés aux employés et cadres, on peut admettre que seul l'écart séparant ceux-ci des salaires ouvriers relève de ce mode d'utilisation.

(3) On doit de plus remarquer qu'en retenant comme "profit global" un montant après impôts indirects (mais avant intérêts versés), on suppose implicitement que ces impôts servent uniquement à financer des dépenses étatiques : on ignore donc le fait que l'Etat assure par ce biais une fraction du financement des investissements productifs.

Par contre, le troisième soulève toutes les questions posées par l'application du concept de faux-frais (ou de dépense improductive) à la réalité concrète : elles ne peuvent, à notre avis, trouver de réponses. Ces concepts ont pour fonction d'éclairer une réalité contradictoire - et donc d'en situer le pôle dominant; vouloir les utiliser pour constituer des ensembles concrets distincts (les salaires qui sont des "vrais frais" d'un côté, et ceux qui seraient des "faux-frais" de l'autre, par exemple) n'a dès lors aucun sens : l'existence d'un pôle dominant ne supprime pas pour autant l'aspect dominé (1). (Ces difficultés sont, à notre avis, en grande partie contournées dans la première approche présentée - consistant à étudier l'évolution du degré général d'exploitation).

Quant au second, lié au fait que le capital n'a pas complètement détruit les formes pré-capitalistes de production et d'échange - même s'il les a remodelées pour les adapter à sa logique -, il n'a pas non plus de solution : on ne peut considérer le revenu (brut) d'un petit producteur, ou d'un petit commerçant, comme du profit ou comme un salaire (2).

Nous sommes donc renvoyés à la méthode d'estimation résultant de notre première approche. Certes, celle-ci nécessite que l'on estime, une fois, le niveau du degré général d'exploitation; mais cette estimation n'intervient qu'au second degré; et comme il n'a finalement pas connu de mouvements de très forte amplitude (tant à court terme qu'à long terme), l'évolution du taux général de profit que l'on retracera sera peu dépendante du niveau $\tau(0)$ retenu.

(1) Cf. à ce sujet les brèves remarques faites à propos du "commerce" à la fin de la première section du précédent chapitre.

(2) Notons à ce propos que le champ couvert par les "entreprises individuelles" de la comptabilité nationale française est beaucoup plus large que celui dont nous parlons : il inclut nombre de petites entreprises capitalistes.

Pour appliquer cette méthode nous avons retenu les simplifications traduites dans la formule suivante (1) :

$$r(t+1)/r(t) \approx g' \cdot \left[\frac{1+\tau(t+1)}{1+\tau(t)} \right] \cdot \left[\frac{\Sigma'(t)}{\Sigma'(t+1)} \right] - 0,002$$

où : g' est un trend constant ($g' > 1$), retraçant la baisse du temps moyen de rotation du stock total.

Une telle formulation - qui permet d'utiliser directement les résultats déjà dégagés précédemment - ne peut conduire qu'à une chose : estimer l'évolution du taux général de profit au travers des tendances et contre-tendances en jeu; en aucune façon nous ne parvenons à une estimation de son niveau. Nous pensons avoir précédemment justifié le fait que le taux général de profit (abstrait) ne peut être calculé en niveau.

Ce qu'il est possible par contre de faire - ne serait-ce que pour traduire des pourcentages de variation de ce taux en termes visuels - est de définir une base particulière servant à l'estimation du niveau d'une année : ce niveau n'aura alors d'autre sens que celui qui résulte de la base retenue. Il ne s'agira pas du niveau du taux général de profit, mais du niveau d'un taux particulier de profit.

Nous avons retenu une base commune pour les quatre économies, en modulant toutefois le terme π (= CF/CC), à savoir :

(1) Cela revient à admettre que :

$$- \frac{\pi(t+1)}{\pi(t)} \cdot \frac{1+\pi(t)}{1+\pi(t+1)} = g'$$

$$- \frac{\tau(t+1)}{\tau(t)} \cdot \frac{1+\tau(t)}{1+\tau(t+1)} \approx \frac{1+\tau(t+1)}{1+\tau(t)}, \text{ ce qui est acceptable pour } \tau \text{ peu différent de un.}$$

$$- \text{le terme } \frac{1}{T(1+\frac{1}{\pi})} = \mathfrak{E}, \text{ d'où le facteur constant } (-0,002)$$

obtenu en appliquant la méthode des développements limités et en retenant in fine :

$$T = 15 \text{ ans}$$

$$\pi = 3$$

$$r = 30 \text{ \%}$$

- Le calcul est effectué pour l'année de base retenue dans chaque cas, en sorte que

$$\sum' = \frac{\text{Stock de capital brut en monnaie année}(x)}{\text{Valeur ajoutée courante } (x)} \quad (1)$$

- Le terme τ est estimé à partir de

$$\frac{\text{Coûts salariaux}}{\text{Valeur ajoutée brute}} = \frac{1}{1 + \tau} \quad (2)$$

- La durée moyenne de rotation $T = 15$ ans.

- Le terme π : U.S.A.:4 ; R.F.A.:3 ; Japon:2,5 ; France:2,6

d'où (3) : U.S.A. $r(1958) = 30,5 \%$

R.F.A. $r(1962) = 30 \%$

Japon $r(1965) = 32 \%$

France $r(1970) = 28 \%$

Pedisons une nouvelle fois que ces niveaux ne sont pas immédiatement comparables : les différences entre les méthodes statistiques qui ont présidé à l'élaboration des données utilisées justifiant déjà que l'on doive bien s'en garder !

(1) Pour la F.F.A. nous avons retenu le niveau de la série de capital brut -- en DM 1962 -- utilisée par le Professeur KRELLE (op. cit.) ; et non le niveau qui ressort de la série établie par l'Office Fédéral de Statistique (celle-ci conduit à un niveau nettement plus faible pour r).

(2) Il s'agit toujours des données relatives :

- au secteur privé pour U.S.A. R.F.A., Japon
- aux entreprises non financières pour la France.

(3) On a : U.S.A. (1958) $\begin{cases} \tau = 0,894 \\ \sum' = 1,5 \end{cases}$

R.F.A. (1962) $\begin{cases} \tau = 1,2 \\ \sum' = 1,66 \end{cases}$

Japon (1965) $\begin{cases} \tau = 1,32 \\ \sum' = 1,5 \end{cases}$

France (1970) $\begin{cases} \tau = 1,32 \\ \sum' = 1,73 \end{cases}$

En retenant ces divers niveaux comme bases à partir desquelles sont appliqués les pourcentages de variation obtenus par la méthode indiquée, on parvient aux évolutions retracées dans le graphique n° 5 (cf. p. 434 bis).

Il s'agit d'évolutions qui n'intègrent pas encore le facteur "baisse de la durée moyenne de rotation du stock" (soit $\bar{g}$) : ne disposant pas de statistiques adéquates, nous ne pouvons en effet que formuler des hypothèses à ce sujet. Cela revient à faire pivoter chaque ligne brisée autour du point relatif à l'année de base retenue, dans le sens d'un relèvement de la tendance générale d'évolution, l'angle dont on la fait pivoter étant d'autant plus important que l'on admet une hausse plus rapide de la vitesse de rotation.

Afin de faire ressortir comment les évolutions, du degré général d'exploitation d'une part, de la composition du capital avancé d'autre part, ont conduit finalement à celle du taux général de profit, nous complétons le graphique n° 5 par les tableaux suivants :

U.S.A.

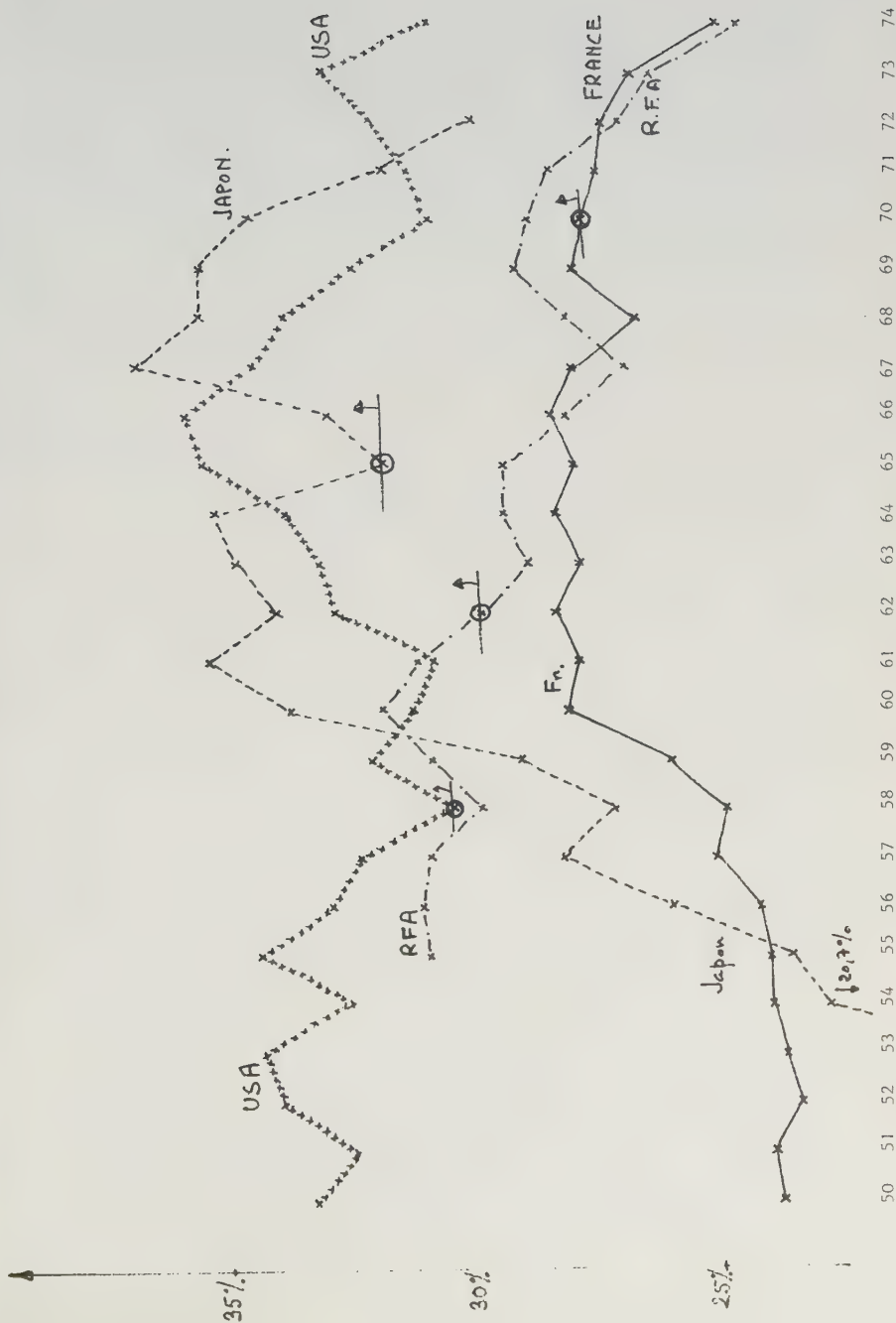
(% annuel de variation)

	$(1+\tau)$	(1)	$\bar{g}'$	(1)	$\dot{r}$
1950-1953	+ 0,6	+	- 0,3	+	+ 0,7
1953-1958	- 0,3	-	+ 1,9	-	- 2,4
1958-1966	+ 0,6	+	- 1,7	+	+ 2,1
1966-1970	- 1,0	-	+ 2,8	-	- 3,9
1970-1973	+ 1,0	+	- 1,4	+	+ 2,2
1973-1974	- 0,4	-	+ 6,5	-	- 6,7

(1) effet sur le taux général (+) effet de hausse
 (-) effet de baisse

R.F.A.

	$(1+\tau)$		$\bar{g}'$		$\dot{r}$
1955-1958	- 0,4	-	0,8	-	- 1,4
1958-1960	+ 1,3	+	- 2,0	+	+ 3,2
1960-1965	- 0,2	-	+ 1,2	-	- 1,6
1965-1967	+ 0,4	+	+ 4,9	-	- 4,5
1967-1969	+ 1,4	+	- 3,0	+	+ 4,2
1969-1974	- 1,4	-	+ 1,8	-	- 3,4



Japon

	$(1+\tau)$		$\dot{S}'$		$\dot{r}$
1953-1961	+ 4,5	+	- 2,9	+	+ 7,2
1961-1965	- 0,4	-	+ 1,8	-	- 2,4
1965-1970	+ 2,4	+	+ 0,6	-	+ 1,6
1970-1971	- 5,0	-	+ 3,0*	-	- 8,0
1971-1972	- 2,3	-	+ 3,0*	-	- 5,5

* Hypothèse

France

	$(1+\tau)$		$\dot{S}'$		$\dot{r}$
1950-1960	+ 0,4	+	- 1,5	+	+ 1,7
1960-1966	- 0,2	-	- 0,5	+	+ 0,2
1966-1968	- 1,2	-	+ 1,2	-	- 3,0
1968-1970	+ 2,2	+	0	0	+ 2,0
1970-1971	+ 0,3	+	+ 1,2	-	- 1,1
1971-1972	+ 0,8	+	+ 1,2	-	- 0,4
1972-1973	- 0,4	-	+ 1,5	-	- 2,0
1973-1974	- 3,1	-	+ 3,6	-	- 6,7

En notant bien que nous n'étudions pas, à cette étape, le lien qu'il convient d'établir entre "rythme d'accumulation", "fraction de la plus-value globale consommée de façon improductive" et "taux général de profit", l'analyse de ce graphique et de ces tableaux conduit aux commentaires suivants :

U.S.A.

Si l'on retient un effet haussier de longue période lié à la réduction du temps de rotation du stock total de l'ordre de 0,5 % par an (soit + 0,15 point de taux de profit par an), on peut conclure à une quasi stabilité du taux général de profit à long terme. Mais, il a subi d'amples fluctuations liées, à chaque fois, à une conjonction des deux

termes contribuant à former son évolution : baisse marquée de 1955 à 1958; très forte montée de 1961 à 1966, suivie d'une chute régulière le ramenant à son niveau de départ; légère remontée ensuite, mais nous avons vu qu'elle résultait principalement d'une meilleure utilisation des capacités en place, en sorte qu'elle ne pouvait se prolonger (bien que l'inflation ait permis de laminar la progression du pouvoir d'achat des travailleurs américains); et, de fait, il chute de nouveau en 1974.

R.F.A.

Les statistiques utilisées pour la R.F.A. feraient ressortir une tendance longue à la baisse, même si l'on retient un effet haussier lié à la réduction relative du capital circulant (1) (2).

Cette tendance à la baisse s'affirme de 1960 à 1967 (avec cependant un palier en 1964-1965) et de nouveau après 1969, tandis que sur les deux périodes 1958-1960 et 1967-1969 on observe un très net redressement. Le jeu des facteurs est plus complexe que pour les U.S.A. Au cours des périodes de redressement, il y a bien conjonction d'une hausse du degré d'exploitation et d'une baisse de la composition valeur, mais si les phases de baisse sont toujours imputables à la hausse de la composition valeur, l'élévation du degré d'exploitation en limite les effets de 1962 à 1967, tandis que ceci n'est observé que de 1971 à 1972 au cours de la dernière période : cela explique l'ampleur de la chute alors enregistrée. Celle-ci résulte donc à la fois d'un épuisement des moyens antérieurement mis en oeuvre pour empêcher une hausse finale de la composition du capital et d'une progression accélérée du pouvoir d'achat des travailleurs.

Japon

L'indicateur construit pour l'économie japonaise fait d'abord ressortir une élévation extrêmement vive du taux général de profit jusqu'en 1961 : le taux de profit calculé serait passé de 20,7 % à plus de 35%

-
- (1) On peut retenir + 0,8 % par an, soit 0,24 point de taux de profit par an.
- (2) Notons toutefois que la méthode retenue revient à ne pas prendre en compte une élévation relative possible des impôts directs payés par les travailleurs : comme en R.F.A. et aussi aux U.S.A. d'ailleurs, la part de l'impôt sur le revenu dans les ressources fiscales totales est assez élevée, il est possible que nous ayons majoré, pour ces deux pays, la progression de la consommation ouvrière par tête relativement à celle qui ressortirait de la prise en compte d'une "masse salariale disponible après impôts".

Mais il convient peut-être de s'interroger sur l'hypothèse faite d'un développement assez uniforme au cours de cette période, en ce sens que la progression de la productivité a pu être inférieure au niveau de la seule sous-section II₁ des moyens de subsistance des travailleurs sans qu'un écart inverse ait lieu entre la sous-section I₁ des biens d'équipements et la moyenne de l'ensemble de l'économie. Toutefois, même si elle n'a pas revêtu l'ampleur décrite, elle a dû être très sensible, et ceci sous le double effet d'une élévation du degré d'exploitation et d'une baisse de la composition du capital.

Au-delà de cette période, l'évolution est beaucoup plus heurtée (1). La baisse enregistrée en 1965 s'explique par une hausse de la composition du capital qui ne peut plus être compensée par une élévation du degré d'exploitation. Par contre, elle provoque des décisions qui induisent de très forts gains de productivité/intensité - d'où une montée du taux d'exploitation et une réduction de la composition du capital qui se traduisent par un nouveau bond en avant du taux général de profit. Mais les travailleurs japonais réussissent alors à faire progresser de façon beaucoup plus rapide leur pouvoir d'achat, tandis que l'obtention de mêmes gains de productivité/intensité nécessite une élévation accélérée de la composition volume du capital: il en résulte une chute du taux général de profit (2).

France

L'évolution générale retracée pour l'économie française peut être rapprochée de celle relative au Japon : phase longue de hausse suivie d'un palier jusqu'en 1966; baisse en 1967-1968, puis nouveau redressement débouchant après 1969 sur une phase longue de baisse. Au décalage dans le temps prêt, on dégage aussi les mêmes facteurs explicatifs : mais la période longue de hausse tendancielle d'après guerre est très nettement moins marquée, tandis que la baisse en fin de période est plus tardive et de moins grande ampleur. Il

(1) Il convient de remarquer que - durant toute la période 1960-1970 - il y a eu une baisse relative du prix de la F.B.C.F. qui n'est qu'en partie compensée par une hausse relative du prix de la consommation des ménages : l'hypothèse d'uniformité retenue pose donc quelques problèmes pour le Japon. Cela devrait nous conduire à corriger en baisse l'indicateur d'évolution de la composition courante du capital, et à l'inverse retenir une progression moins marquée du degré général d'exploitation (mais dans une moindre mesure).

(2) Notons bien que, ne disposant pas des données relatives au stock de capital pour 1971 et 1972, nous avons fait l'hypothèse d'une prolongation de la tendance récente (1968-1970).

apparaît bien, pour l'économie française, que le maintien de gains élevés de productivité/intensité en 1971 et 1972, joints à une accélération de la hausse des prix, a permis d'élever encore le degré d'exploitation, en sorte que s'est trouvée en partie compensée la forte tendance à la baisse du taux de profit résultant de l'accélération de la hausse en volume de la composition du capital. Mais elle ne s'est pas poursuivie au-delà du fait même des blocages créés par les luttes ouvrières.

Si l'on s'attache au seul mouvement de longue période, il nous semble possible de formuler les trois propositions générales suivantes :

- ... Les facteurs jouant à la baisse du taux général de profit ont commencé à peser d'un poids plus lourd à partir de l'année 1965 (environ); ils ont pu être un moment contrés par l'utilisation approfondie de moyens tels que l'accélération des cadences de travail, la déqualification des tâches, etc...; mais ceux-ci ont progressivement produit non seulement leur contraire (luttes pour de meilleures conditions de travail, pour une progression plus rapide des bas salaires, pour des changements dans les grilles de salaires, etc...), mais encore le développement d'une forte pression sur les salaires, l'ensemble des travailleurs (y compris les travailleurs immigrés et de couleur) entendant bénéficier des "fruits de la croissance".
- ... Ces facteurs se sont manifestés d'abord aux U.S.A., puis de façon décalée au Japon, en P.F.A. et enfin en France.
- ... L'accélération généralisée de la hausse des prix en fin de période n'est finalement que la traduction de ces difficultés croissantes, selon les mécanismes que nous avons analysés au plan théorique dans ce chapitre.

CHAPITRE IV

REPRODUCTION INTENSIVE DU CAPITAL :
LUTTE DES CLASSES ET NECESSITE DE LA CRISE
INTRODUCTION A L'ETUDE DE LA REPRODUCTION
INTERNE DU CAPITALISME (1950-1974)

CHAPITRE IV

REPRODUCTION INTENSIVE DU CAPITAL : LUTTE DES CLASSES ET NECESSITE DE LA CRISE INTRODUCTION A L'ETUDE DE LA REPRODUCTION INTERNE DU CAPITALISME (1950-1974)

Munis des outils d'analyse produits dans les deux précédents chapitres, nous abordons maintenant l'étude de la reproduction intensive du capital, de ses contradictions internes, afin de dégager si elles conduisent nécessairement à des phases de surproduction générale.

Cette étude est menée en articulant deux démarches.

La première démarche consiste à passer de la reproduction simplement extensive à la reproduction intensive; c'est-à-dire :

- à étudier d'abord les contradictions internes à la reproduction extensive, pour dégager sur quelles bases s'y développe une nécessité de la crise;
- puis à faire ressortir en quoi le développement des forces productives, et donc de la productivité sociale, supprime en quelque sorte ce qui rend la crise nécessaire en reproduction extensive, tout en produisant d'autres contradictions dont le développement peut provoquer la crise.

La seconde démarche s'appuie sur le constat suivant : au niveau d'abstraction où nous nous situons, la reproduction du capital s'analyse comme un processus dialectique mettant en oeuvre deux classes antagonistes et s'effectuant dans le cadre de forces objectives (les lois de l'accumulation); s'il convient donc de ne pas réduire l'analyse de la reproduction à ces seules forces objectives, il ne faut pas non plus raisonner comme si la lutte des classes - ou encore les forces subjectives - se déroulait en dehors du champ de ces lois; dès lors l'étude de ce processus dialectique peut être menée en dégageant

d'abord ces lois, dans le cadre d'une étude purement formelle de la reproduction et en analysant ensuite comment la lutte des classes spécifie les paramètres (ou plus précisément les forces qui président à leur fixation) qui sont pris en compte dans cette étude formelle.

Cette seconde démarche revient à avancer la double proposition suivante :

- d'une part, une modélisation de la reproduction du capital est nécessaire : elle sert à poser les problèmes, à dégager des lois à partir des relations synthétiques auxquelles conduit tout "modèle" - c'est-à-dire à mettre en lumière des liaisons entre paramètres et des conditions concernant l'évolution de ces paramètres qui doivent être vérifiées pour que la reproduction s'effectue de telle ou telle façon;
- d'autre part, une telle formalisation ne peut prétendre rendre compte de la façon dont se déroulera effectivement la reproduction, en ce sens qu'il n'est pas possible d'endogénéiser tous les paramètres au risque de nier le caractère dialectique du processus; le modèle construit reste un modèle ouvert : il sert simplement d'instrument.

Le déroulement progressif de ce chapitre, en tant qu'il repose sur l'articulation de ces deux démarches, est le suivant.

Dans une première section, nous nous limitons à l'étude de la seule reproduction extensive, comme cas hypothétique simple où aucune révolution des forces productives ne serait possible, en progressant selon les deux temps successifs de la seconde démarche.

Dans une seconde section, nous traitons de la reproduction intensive d'un point de vue strictement formel, soit en nous limitant au premier temps de la seconde démarche. Après avoir présenté les paramètres de la reproduction intensive (et fixé un cadre simple de modélisation), nous dégageons les relations qui doivent lier ces paramètres pour que l'on ait, successivement et/ou conjointement, plein écoulement de la production des deux sections de l'économie, croissance régulière de l'emploi total, croissance équilibrée de l'emploi, constance du taux général de profit et, enfin, absence de transferts de capitaux entre sections.

Le second temps de la deuxième démarche - en l'occurrence la prise en compte de la lutte des classes - est effectué dans une troisième section, à partir du constat selon lequel les contradictions internes à la reproduction extensive sont déplacées - niées et reproduites à

un autre niveau - dès lors que le développement des forces productives autorise un rythme d'accumulation déconnecté du rythme de croissance des disponibilités en main-d'oeuvre. C'est donc au niveau de cette troisième section qu'est réalisée la jonction entre les deux démarches, et que peut être, grâce à elle, produite une théorie de la nécessité de la crise.

La quatrième section de ce chapitre a pour objet une remontée vers le concret d'une reproduction du capitalisme s'effectuant dans le cadre d'un ensemble hiérarchisé d'économies nationales (soit le second temps de la démarche avancée en introduction). C'est à ce niveau que réapparaîtront les contraintes qui naissent d'une érosion monétaire accélérée, celles-ci étant ignorées au niveau abstrait retenu dans les trois premières sections (comme l'autorise, nous semble-t-il, l'analyse menée au Chapitre III, Section 2).

Enfin, munis de cet ensemble de moyens théoriques d'analyse nous appréhenderons la reproduction interne du capitalisme au cours des vingt-cinq dernières années, en articulant une approche éclatée et une approche globale.

1. A PARTIR DE LA REPRODUCTION EXTENSIVE

Nous nous plaçons dans le cadre hypothétique où aucune révolution des forces productives n'aurait lieu.

Mener d'abord l'étude des contradictions internes à la reproduction du capital dans un tel cadre ne constitue évidemment qu'une étape pédagogique : son utilité résulte des simplifications qu'il permet d'opérer en sorte que nombre de contradictions y reçoivent un premier éclairage, celui-ci n'étant pas remis en cause - mais au contraire approfondi - lorsque l'on prend ultérieurement en compte la révolution des forces productives.

Conformément à la seconde démarche qui vient d'être présentée dans l'introduction générale à ce chapitre, nous nous livrons d'abord à une étude formelle de la reproduction extensive; en l'occurrence nous nous fixons en premier lieu comme une contrainte, un écoulement complet de la production réalisée, en sorte de déterminer le type de reproduction qui en résulte selon les paramètres principaux que sont le degré général d'exploitation, le pourcentage de la plus-value globale consommée de façon improductive, et la répartition du travail social entre les deux grandes sections de l'économie; nous définissons ensuite les conditions qui doivent être réalisées, c'est-à-dire les relations qui doivent lier ces paramètres, pour que l'on ait une reproduction élargie équilibrée à rythme constant; en introduisant enfin les éléments d'une modélisation de la demande monétaire globale, de sa répartition et de son orientation, nous en déduirons qu'une telle reproduction n'est pas théoriquement impossible.

Mais une telle reproduction n'est pas celle qui est sous-jacente au déroulement concret - c'est-à-dire cyclique - de l'accumulation capitaliste; c'est ce qui ressortira d'une analyse des forces de rappel en jeu lorsque l'on prend en compte le mobile du capital : produire de la plus-value.

Nous déboucherons ainsi sur une théorie de la nécessité de la crise en reproduction simplement extensive, tout en faisant ressortir que cette nécessité peut être repoussée dans le temps grâce à une mobilisation toujours accrue de main-d'oeuvre jusque là "externe" à la reproduction du capital.

. Types de reproduction possibles avec écoulement complet de la production

Nous posons comme hypothèse de départ que l'ensemble de la production, pouvant être réalisée avec les équipements installés et non usés se trouve pleinement écoulé. Nous ne nous préoccupons donc aucunement, à ce stade, des prix de marché auxquels cet écoulement a lieu et donc de la possibilité de réalisation d'un tel écoulement total : nous admettons que la demande le permet.

Nous nous limitons de plus à une analyse semi-globale ne prenant en compte que les deux grandes sections de l'économie (Section I des moyens de production et Section II des moyens de subsistance) - ce qui implique de retenir l'hypothèse d'une homogénéité de la composition-travail au sein des branches inscrites dans chacune de ces sections. Nous formalisons le procès de reproduction dans le cadre schématique simple de périodes successives de production, l'ensemble du capital constant avancé en début de période étant détruit, en tant que valeur d'usage, pendant la période de production; et nous faisons abstraction de l'échelle des qualifications.

Le cadre retenu - à savoir l'invariance des forces productives mises en oeuvre - permet d'admettre que, dans chaque branche, un seul type de procès de travail est mis en oeuvre et qu'en conséquence le système des valeurs sociales est strictement défini indépendamment des conditions de la réalisation (valeurs de marché = valeurs ex-ante de production) et inchangé dans le temps.

Considérons donc la valeur marchande produite au cours de la période $(t-1, t)$; elle s'écrit :

$$M_I(t) = C_I(t) + V_I(t) + PV_I(t)$$

$$M_{II}(t) = C_{II}(t) + V_{II}(t) + PV_{II}(t)$$

La plus-value globale produite, $PV(t) = PV_I(t) + PV_{II}(t)$, est relative au capital variable avancé à la date $(t-1)$, $V(t) = V_I(t) + V_{II}(t)$, et au travail vivant fourni pendant la période $(t-1, t)$. Le degré général d'exploitation ex-ante $\tau_a(t)$ est donc lié à la norme de consommation qui s'est formée à la date $(t-1)$: il est ici égal au taux d'exploitation ex-post $\tau(t-1)$.

Comme :

1°/ l'écoulement du capital-marchandises de la Section I est permis par les achats en moyens de production des capitalistes de l'une

et l'autre section, au titre des moyens de production mis en oeuvre pour réaliser la production de la période $(t, t+1)$,

2°/ l'écoulement du capital-marchandise de la Section II est permis, d'une part par les achats en moyens de subsistance des travailleurs embauchés à la date t avec les salaires qui leur sont alors versés, d'autre part par les dépenses improductives de la classe bourgeoise (1),

l'hypothèse faite d'un plein écoulement de la production implique que l'on ait :

$$C_I(t+1) + C_{II}(t+1) = M_I(t) \quad (i)$$

$$V_I(t+1) + V_{II}(t+1) + CL(t) = M_{II}(t) \quad (ii)$$

Nous pouvons poser que le montant en valeur de la consommation improductive de la classe bourgeoise est un certain pourcentage, $s(t)$, de la plus-value globale produite, soit $CL(t) = s(t) \cdot PV(t)$ (2)

Ces deux relations fournissent alors la suivante :

$$C(t+1) - C(t) + V(t+1) - V(t) = [1 - s(t)] PV(t) \quad (iii)$$

où $[1-s(t)]$ apparaît comme étant le pourcentage de la plus-value produite qui est accumulé.

Appelons : $x(t) = \frac{VA(t+1)}{VA(t)} - 1$, le pourcentage d'augmentation du produit net, qui est aussi le pourcentage d'augmentation de la main-d'oeuvre employée (à durée du travail inchangée)

(1) On peut admettre, dans un premier temps, qu'il s'agit seulement des dépenses de consommation individuelle des capitalistes (patrons); mais nous aurons l'occasion d'inclure ultérieurement dans ce poste la consommation des fonctionnaires salariés du capital (cadres), ainsi que les dépenses collectives étatiques directes (armement, équipements) et indirectes (consommation du personnel employé) et même la consommation de l'ensemble des salariés improductifs.

(2) Rappelons que cela n'a aucun sens de définir un pourcentage particulier à chaque section : nous avons déjà eu l'occasion de critiquer une telle approche, pourtant retenue par O. LANGE (Leçons d'économétrie; PWN, Varsovie et Gauthier-Villars, Paris, 1970).

$q(t) = VA_I(t) / VA(t)$, la part prise par la Section I
dans le produit net total de la
période $(t-1, t)$;

$\tau(t)$, le degré général d'exploitation ex-post, relatif
à la norme de consommation qui se forme à la date
 t ;

η_I , la composition-travail (uniforme) de la Section I

η_{II} , la composition-travail (uniforme) de la Section II.

Les relations (i) et (ii) s'écrivent alors :

$$1 + x(t) = \frac{(1 + \eta_I) q(t)}{\eta_I \cdot q(t-1) + \eta_{II} [1 - q(t+1)]} \quad (j)$$

$$\frac{1 + x(t)}{1 + \tau(t)} + \frac{s(t) \cdot \tau_a(t)}{1 + \tau_a(t)} = [1 - q(t)] (1 + \eta_{II}) \quad (jj)$$

Les conditions propres à la période $(t-1, t)$ de production étant données - soit les paramètres $\tau_a(t) = \tau(t-1)$ et $q(t)$ - il résulte de ces relations que, à tout couple $\{\tau(t), s(t)\}$, est associé, à écoulement complet, un mode précis de reproduction caractérisé par le couple $\{x(t), q(t+1)\}$, soit encore par les indices de progression de l'emploi dans chacune des sections :

$$x_I(t) = \frac{q(t+1)}{q(t)} x(t)$$

$$x_{II}(t) = \frac{1 - q(t+1)}{1 - q(t)} x(t)$$

Ainsi, la croissance potentielle est d'autant plus élevée que :

- la répartition initiale des forces productives est favorable à la Section I,
- le degré d'exploitation antérieur est important,
- le degré d'exploitation final est important,
- le pourcentage de plus-value consommée est faible.

Dans le cas particulier où la composition-travail est la même ($\eta_I = \eta_{II}$), on constate que, $q(t+1)$ disparaissant de la première relation, on aura toujours : $1 + x(t) = \frac{1+\eta}{\eta} q(t)$ et que du même coup $s(t)$ doit, pour toute valeur de $\tau(t)$, avoir un montant particulier, à savoir :

$$s(t) = \left\{ [1 - q(t)] (1+\eta) - \frac{1+\eta}{\eta} \frac{q(t)}{1+\tau(t)} \right\} \frac{1+\tau_a(t)}{\tau_a(t)} ;$$

sinon il n'y a pas d'écoulement total.

La répartition des forces productives pour la période $(t, t+1)$ - en l'occurrence le paramètre $q(t+1)$ - est, par contre, indéterminée : elle peut être quelconque.

Cette remarque nous conduit donc à préciser que seuls les couples $\{\tau(t), s(t)\}$ qui conduisent à une valeur de $q(t+1)$ comprise entre 0 et 1 sont envisageables (dans le cas général où $\eta_I \neq \eta_{II}$). Autrement dit, à toute valeur de $\tau(t)$ ne correspond qu'un champ limité de variation de $s(t)$ qui soit adéquat à un écoulement complet (1). Et toute contrainte fixée pour $q(t+1)$ implique que $s(t)$ ait un montant particulier, à $\tau(t)$ donné.

. Les conditions pour une reproduction élargie équilibrée à rythme constant

Définissons maintenant les relations qui doivent nécessairement être vérifiées pour que cette reproduction, à écoulement total, s'effectue de façon équilibrée ($q(t+1) = q(t)$) et à un rythme constant ($x(t) = c^{ste}$).

La relation (j) nous indique d'abord que si la reproduction s'effectue de façon équilibrée ($q(t+1) = q(t) = q$), le rythme de croissance sera nécessairement constant.

D'où la relation qui doit lier $s(t)$ et $\tau(t)$, à q donné, lorsque l'on remplace x , dans (jj), par sa valeur tirée de (j).

(1) Ce champ est d'autant plus grand que l'écart entre η_I et η_{II} est important.

Dans le cas particulier où le degré d'exploitation reste finalement inchangé, soit lorsque la plus-value réalisée est égale à la plus-value produite, il est nécessaire que le pourcentage de plus-value consommée reste constant.

On a alors :

$$x = \frac{\tau (1 - s)}{1 + \eta (1 + \tau)} \quad (h)$$

avec : $\eta = \eta_I q + \eta_{II} (1 - q)$

sous la condition que les trois paramètres constants (q , τ et s) vérifient la relation :

$$\frac{(1 + \eta_I) q}{\eta_I q + \eta_{II} (1 - q)} = 1 + \frac{\tau (1 - s)}{1 + [\eta_I q + \eta_{II} (1 - q)] (1 + \tau)} \quad (hh)$$

Lorsque le degré d'exploitation varie, le pourcentage $s(t)$ doit être modifié en conséquence, en l'occurrence être élevé lorsque $\tau(t)$ s'élève et inversement.

Pour un taux d'exploitation donné, et inchangé, la croissance équilibrée maximum est obtenue pour $s = 0$: la proportion q doit alors avoir une valeur particulière donnée par la relation (hh) où $s = 0$, soit q^* .

Le taux général de profit, ex-post, étant égal à :

$$r(t) = \frac{\tau(t)}{1 + \eta^* [1 + \tau(t)]}$$

on constate que celui-ci reste constant lorsque le degré général d'exploitation demeure inchangé dans le temps.

La reproduction élargie équilibrée à rythme constant, qui est physiquement possible avec plein écoulement lorsque τ et s demeurent inchangés, s'effectue donc à taux général de profit inchangé, et l'on a :

$$x = r (1 - s')$$

où : s' est le pourcentage du profit global qui est consommé de façon improductive (1).

. Possibilité théorique et impossibilité pratique d'une reproduction équilibrée à rythme constant

Il importe maintenant d'analyser dans quelle mesure une telle reproduction est possible lorsque l'on prend en compte la logique de formation de la demande monétaire et le facteur objectif qui influence la formation du taux général d'exploitation, à savoir le taux de sous-emploi.

A ce stade nous pouvons considérer que le rythme de croissance de la population ouvrière disponible est indépendant des conditions de l'accumulation : nous admettons qu'il est constant dans le temps (n).

Dès lors, indépendamment de toute autre influence (i.e. : la pression revendicative des travailleurs; l'appel à une main-d'oeuvre moins rémunérée : femmes, enfants, immigrés; etc...), le degré général d'exploitation ne peut demeurer constant que si la croissance de la population ouvrière occupée (x) est égale à la croissance de l'emploi disponible (n).

Parmi l'ensemble des reproductions à rythme constant que l'on pouvait envisager au niveau de la sous-section précédente, une seule est donc possible : celle pour laquelle $x = n$; il faut donc que la répartition des forces productives (q) ait un niveau bien précis (2), et que

(1) Dans le cas particulier où la composition-travail est uniforme, ce pourcentage est égal au pourcentage s. Et dans le cas général, on

$$\alpha : \frac{1-s'}{1-s} = \frac{1+\gamma^*(1+\tau)}{1+\gamma(1+\tau)}$$

(2) En admettant que la croissance maximum à τ donné et $s=0$ soit telle que $x > n$. Dans le cas inverse, cette contrainte ne joue pas, ou du moins ne jouera-t-elle qu'à partir du moment où τ s'est suffisamment élevé en rapport avec l'élévation du taux de sous-emploi.

le pourcentage constant s soit adapté au degré d'exploitation τ (1),

Cette reproduction particulière est-elle possible compte tenu de la logique qui préside à la formation de la demande monétaire, sachant que le salaire nominal reste inchangé ?

Pour répondre à une telle question nous raisonnons ainsi : étant donné les conditions finales de la réalisation qui correspondent à ce type particulier de reproduction, nous pouvons en déduire le comportement moyen d'un capitaliste qui est ordonné à une telle réalisation et discuter de la logique d'un tel comportement.

Les conditions finales de la réalisation sont les suivantes :

- Le taux général de profit ex-post est égal au taux ex-ante.
- Le taux de salaire nominal n'a pas varié.
- Les prix de marché sont égaux au prix de production ex-ante : ils demeurent donc inchangés dans le temps et chaque capitaliste réalise un taux de profit (apparent = réel) égal au taux général de profit.

(1) Nous retrouvons ici - au plan formel - les conditions dégagées par HARROD. On sait que celui-ci considère v le coefficient de capital ($\Delta K / \Delta Y$), rapport de l'investissement net à l'augmentation du produit net et σ le taux d'épargne, où fraction du produit net Y qui n'est pas consommé. Et il parvient à une possible croissance équilibrée au rythme n de l'emploi pour

$$\frac{\sigma}{v} = n. \text{ On a alors } v = \frac{\Delta K}{\Delta Y} = \frac{K}{Y}.$$

Or, pour une uniformité de la composition-travail entre branches (dont nous avons vu qu'elle "correspondait" à l'hypothèse de malléabilité du capital retenue par HARROD) et dans le cadre de notre schématisation en périodes successives, on a :

$$v = \frac{C+V}{VA} = \eta + \frac{1}{1+\tau}$$

Quant à σ , le taux d'épargne, il est égal à $\frac{(1-s)PV}{VA} = (1-s) \frac{\tau}{1+\tau}$.

$$\text{On a donc bien : } x = n = r(1-s) = \frac{(1-s)\tau}{\eta(1+\tau) + 1} = \frac{\sigma}{v}$$

Si chaque capitaliste anticipe un profit nominal déduit du prix de vente antérieur (date $t-1$), décide d'en consommer une fraction égale à celle du passé et d'accumuler le reste en vue d'élargir sa propre affaire (sans emprunter ni prêter) si ce pourcentage du profit anticipé destiné à être dépensé en achats de consommation est identique pour tous les capitalistes, et si chaque ouvrier embauché (ou réembauché) dépense le salaire nominal global qu'il reçoit sans changement de la structure de sa consommation, l'offre de chaque branche au prix antérieur est égale à la demande monétaire qui s'y adresse en conséquence de ces comportements. Les prix d'offre sont bien des prix d'équilibre : profit réalisé et profit escompté sont égaux pour chaque capitaliste.

Exemple

Admettons qu'il n'y ait qu'une branche/industrie dans chaque section et que les conditions données de production soient les suivantes :

(I) 1 machine + 20 travailleurs $\longrightarrow$ 2 machines

(II) 1 machine + 100 travailleurs $\longrightarrow$ 200 Kg de blé.

La consommation ouvrière, pour une période de production, est d'autre part de 1 Kg de blé.

Si chaque ouvrier fournit 500 heures de travail pendant une période de production, on constate facilement que :

- valeur d'une machine = 10 000 ht
- valeur d'un kilo de blé = 300 ht
- degré général d'exploitation = $2/3$
- taux général de profit = 38% (1)
- prix de production de la machine : 45 F (1)
prix de production du kilo de blé : 1 Fr
pour un salaire nominal (sur toute la période de production) égal à 1 Fr.

(1) Il s'agit de chiffres arrondis.

Pour un pourcentage de plus-value globale consommée de façon impro-
ductive égal à $3/8 = 37,5 \%$, il est nécessaire que la répartition
de l'emploi soit $q = 1/3$, pour que l'on ait une reproduction élargie
équilibrée avec plein écoulement. Le rythme de croissance est alors
de 25 %.

Ainsi, la production au cours d'une période (t-1, t) sera la suivante :

(I) 20 machines + 400 tr $\longrightarrow$ 40 machines

(II) 12 machines + 1 200 tr $\longrightarrow$ 2 400 Kg de blé,

soit un capital-marchandise produit :

	(M)	(C)	(V)	(PV)
(I)	400 000	= 200 000	+ 120 000	+ 80 000
(II)	720 000	= 120 000	+ 360 000	+ 240 000

Quant à l'accumulation, elle s'effectue de la façon suivante :

- 5 machines supplémentaires sont investies dans la
Section I et 100 travailleurs supplémentaires y sont
embauchés.
- 3 machines supplémentaires sont investies dans la Section
II et 300 travailleurs supplémentaires y sont embauchés.
- 400 Kg de blé sont achetés par la classe bourgeoise
(soit 120 000 ht :

$$s = \frac{120\ 000}{320\ 000} = 37,5 \%$$

Si, dans le passé, les prix de marché sont restés stables à 45 Fr et
1 Fr, le profit prévu par chaque capitaliste, pour un prix d'offre
inchangé, est tel que :

- 500 Fr (= 1 800 - 900 - 400) de profit est globalement
prévu dans la Section I.
- 660 Fr (= 2 400 - 540 - 1 200) de profit est globalement
prévu dans la Section II.

Si chaque capitaliste décide de consommer 34,5 % du profit qu'il
escompte (1) et d'accumuler le reste dans la branche où il était déjà

(1) On rappelle que s' est différent de s , pour $\eta_I \neq \eta_{II}$.

inscrit (la répartition entre achats supplémentaires de moyens de production et versement supplémentaire de salaires étant fonction de celle-ci), il en résultera la demande monétaire suivante :

- demande monétaire à la Section I (branche machine)
 - de la part des capitalistes de cette section :
900 Fr + 225 Fr
 - de la part des capitalistes de la Section II :
540 Fr + 135 Fr
-
- Total : 1 800 Fr

- demande monétaire à la Section II (branche blé)
 - de la part des ouvriers embauchés dans la Section I :
400 Fr + 100 Fr
 - de la part des ouvriers embauchés dans la Section II :
1 200 Fr + 300 Fr
 - de la part des capitalistes de la Section I : 175 Fr
 - de la part des capitalistes de la Section II : 225 Fr
-
- Total : 2 400 Fr

Ainsi le prix d'offre de 45 Fr au niveau de la première branche (machine) est un prix d'équilibre. Et il en est de même pour le prix d'offre de 1 Fr au niveau de la seconde branche (blé).

Dans le cadre schématique retenu, ce type de comportement n'est pas en contradiction avec la logique capitaliste; en effet :

- Dès lors qu'il n'y a aucune disparité passée et prévue entre les taux de profit, il n'y a pas lieu de prévoir de transferts de capitaux d'une branche à l'autre ;
- Comme, pour chaque direction capitaliste, le taux de profit n'a pas chuté dans le passé, que le taux ex-ante est égal au taux ex-post antérieur, et qu'aucune élévation du salaire nominal n'est prévisible, les prix d'offre n'ont pas de raison d'être différents des prix antérieurs;
- Comme chaque direction ne s'attend ni à une accélération ni à un fléchissement de la demande s'adressant sur le marché de la branche où elle s'inscrit et qu'elle est en droit d'anticiper des prix inchangés (y compris salaire nominal), la demande monétaire au titre du capital productif qu'elle crée (achats de moyens de production et salaires versés) n'a aucune raison d'être différente de celle indiquée;

- Quant à la demande monétaire des capitalistes au titre de leur consommation propre, elle ne s'écartera pas de la différence entre les ventes prévues et les dépenses productives engagées : de fait, il n'y a aucune demande, et donc aucun prêt, sur le marché de l'argent. (Seuls ont lieu des crédits d'escomptes, accordés par le système bancaire, qui permettent d'assurer les paiements (1)).

La logique du prix de production en ressort tout à fait clairement : à conditions données de production, et pour des compositions-travail différentes d'une branche à l'autre, il permet une extension parallèle des diverses branches lorsque la consommation improductive correspond à un même pourcentage du profit réalisé.

De plus, les prix de marché ne seront égaux aux prix de production que si la structure de l'offre est adaptée aux conditions d'une reproduction élargie équilibrée, l'aspect principal de cette adaptation concernant la répartition semi-globale de l'emploi entre les deux grandes sections de l'économie et celle-ci devant correspondre au degré constant d'exploitation et au pourcentage unique de profit consommé.

Une telle reproduction n'est donc pas théoriquement impossible, la péréquation des taux de profit assurant les transferts de plus-value en sorte qu'il n'y ait pas de transferts de capitaux sur la base des profits dégagés. En ne prenant pas en compte le mode de formation du profit, R. LUXEMBOURG a pu considérer qu'une telle reproduction était impossible : elle aurait eu raison de ne pas trouver d'explication aux transferts de plus-value qui doivent avoir lieu si le profit de chaque direction capitaliste était en rapport direct avec la plus-value qu'elle fait produire; mais, justement, nous avons bien montré que la plus-value créée dans une entreprise, une branche ou une section, n'était pas la propriété des capitalistes concernés.

Cependant, si elle n'est pas théoriquement impossible, une telle reproduction est pratiquement impossible; même si l'on fait abstraction des aléas touchant la production agricole et les durées effectives de vie des équipements fixes, même si l'on admet une croissance régulière des disponibilités de main-d'oeuvre et une liaison stricte entre le

(1) Nous supposons que la monnaie bancaire a pris toute la place et que l'or n'est plus utilisé que comme marchandise industrielle : dès lors, dans le cadre schématique retenu, la masse de monnaie bancaire est nulle avant et après la date de réalisation.

niveau réel du salaire par tête et le degré de sous-emploi, le caractère éclaté des décisions prises par les directions d'entreprises, les rentiers, l'Etat, etc... rend tout à fait hypothétique la réalisation des conditions dégagées.

La question qui se pose est plutôt la suivante : dans quelle mesure existe-t-il des forces de rappel internes à la logique capitaliste telles que l'on puisse assister à une reproduction tendanciuellement équilibrée ?

. Forces de rappel, fluctuations et crises de surproduction

Laissons d'abord de côté l'action de la classe bourgeoise en vue de mobiliser une force de travail plus importante (allongement de la durée du travail, travail féminin, immigration en provenance du secteur précapitaliste de subsistance, etc...). Autrement dit, conservons, dans un premier temps, les hypothèses d'une progression régulière des disponibilités en main-d'oeuvre et d'un lien strict entre le degré d'exploitation et le taux de sous-emploi.

Nous avons vu, qu'à n donné, et pour un niveau donné des forces productives, la croissance équilibrée théoriquement possible nécessitait une répartition donnée $\bar{q}(n)$ des forces productives entre les deux grandes sections de l'économie. Nous pouvons, dès lors, analyser si des forces de rappel se développent et tendent à rapprocher la répartition effective $q(t)$ de cette répartition normale, lorsque l'évolution antérieure a provoqué un tel écart :

- Si la proportion effective $q(t)$ est inférieure à la proportion normative $\bar{q}$, sans stock de moyens de production transmis du passé, l'offre de moyens de production conduit nécessairement à une croissance potentielle de l'emploi total inférieure à n (1). Une contradiction se fait donc

(1) Dans le cas où la composition du capital est uniforme, il en est bien ainsi quelle que soit l'orientation de l'accumulation entre les deux sections; par contre, si $\eta_I \neq \eta_{II}$, la croissance potentielle de l'emploi total en dépend. Cependant - nous situant au seul niveau des deux grandes sections de l'économie - nous ne prenons pas en compte le lien qui existe entre la composition - en terme de valeurs d'usages - de l'offre de la Section I et les lieux où celle-ci peut être utilisée. Même plus, nous admettons de fait implicitement que de nombreux moyens de production (fixes ou intermédiaires) sont utilisables dans l'une et l'autre section lorsque nous ignorons les contraintes qui naissent d'un tel lien. Dès lors, cela revient aussi à admettre que la composition-travail diffère peu d'une section à l'autre et que la disproportion générale entre branches est toujours limitée : nous pouvons donc ignorer les problèmes seconds qui naissent de la différence entre η_I et

jour à s donné : l'élévation du degré d'exploitation ex-post au-dessus du degré ex-ante, en lien avec l'élévation du taux de sous-emploi, crée les conditions d'une réalisation disproportionnée au détriment de la Section II. Il en résultera nécessairement, par le jeu de la différenciation des taux de profit, un déplacement des forces productives vers la Section I et donc une élévation de $q(t)$, et ceci quelle que soit la dynamique globale d'accumulation. On peut même avancer que $q(t)$ dépassera très rapidement $\bar{q}$ car aucune autre force ne joue en sens inverse et - nous allons le voir - lorsque $q(t) > \bar{q}$ il y a tendance à ce que l'écart soit maintenu et même accru.

Le contexte dans lequel s'effectue ce transfert ne peut être précisé à ce niveau; car si l'on peut constater que, pour un écoulement total de la production, le taux général (et réel) de profit ex-post sera supérieur au taux ex-ante, cela n'a pas pour conséquence automatique de provoquer une accélération de la demande globale.

- Lorsque la proportion effective $q(t)$ est inférieure à $\bar{q}$ dans une phase où un stock excédentaire de moyens de production a été accumulé antérieurement (1), il n'y a plus de contrainte objective à une croissance de l'emploi global supérieure à l'accroissement de population disponible : encore faut-il cependant que la dynamique d'accumulation soit suffisante pour provoquer une extension de la production mise en oeuvre apte à résorber une partie du stock; si non la progression effective de l'emploi sera inférieure à n et l'on se trouve dans la situation précédemment analysée.

(1) Dans le cadre schématisé de périodes successives où nous nous sommes situés, nous admettons que les installations mises en place à une date t sont utilisées à plein pendant la période $(t, t+1)$ de production : d'où l'existence de stocks reportables d'une période à l'autre si, antérieurement, l'écoulement a été partiel. Il est possible d'étendre ces considérations au régime continu en interprétant le stock reportable comme recouvrant pour partie une sous-utilisation des capacités mises en place (pour la seule fraction des moyens fixes de production).

- Si la proportion effective $q(t)$ est supérieure à la proportion normative $\bar{q}(n)$, la croissance potentielle de l'emploi total est supérieure à n . Deux éventualités sont à priori possible : ou bien la dynamique d'accumulation est suffisante pour provoquer un écoulement quasi-complet de la production de la Section I, et la croissance de l'emploi total est supérieure à n . Ou bien cette dynamique est très limitée et l'on assiste à une croissance effective inférieure (ou égale) à n . Dans le premier cas, la réduction du taux de sous-emploi permet une élévation des salaires nominaux supérieure aux prix à la consommation (degré d'exploitation ex-post inférieur au degré ex-ante) : de ce seul fait, la Section II voit s'élargir son marché; la tendance immédiate qui en résulte est donc à une réduction de $q(t)$; mais les capitalistes inscrits dans la Section II vont accélérer leur demande à la Section I et provoquer du même coup un auto-développement interne à celle-ci qui l'emporte sur la première tendance citée. Au total, dans un contexte de demande globalement soutenue et de hausse généralisée des prix, la tendance à l'élévation de $q(t)$ l'emporte sur la tendance à sa réduction : l'écart initial entre $q(t)$ et $\bar{q}$ ne se réduit pas; il tend même à s'accroître. On fait ainsi clairement apparaître le caractère dissymétrique de l'accumulation. Notons de plus que l'élévation de $q(t)$ est soutenue par une flexion ex-ante du pourcentage s de plus-value consommée de façon improductive : cette flexion doit même nécessairement avoir lieu ex-post pour que la tendance à l'abaissement du taux d'exploitation se matérialise réellement sous forme d'une croissance du volume de la consommation ouvrière par tête; et le rythme d'inflation sera d'autant plus rapide qu'une baisse ex-ante de s n'a pas lieu. Dans le second cas évoqué ci-dessus, soit avec une croissance effective inférieure ou égale à n , la tendance à l'élévation du degré d'exploitation qui en résulte a pour conséquence de réduire relativement les débouchés de la Section II et donc d'empêcher l'alignement de $q(t)$ sur $\bar{q}$. L'écart tend donc à se maintenir et l'on a globalement une surproduction (tendance à un écoulement partiel au niveau des deux sections, ce qui se traduit en régime continu par un sous-emploi des capacités productives dans l'ensemble de l'économie). Pour que $q(t)$ descende en dessous de $\bar{q}$ il faut que l'on soit dans une phase de forte récession où le taux s s'élève (ex-ante et surtout ex-post) dans la mesure où il vient buter sur un minimum de dépenses improductives incompressibles (maintien d'un certain niveau de vie des couches bourgeoises, non-licenciement du personnel d'encadrement et de bureau au rythme du personnel ouvrier, indemnisation du chômage, maintien de dépenses collectives - fonction publique, école, santé, armée, police, etc... - nécessaires au maintien de la domination générale du Capital, sans tenir compte ici d'une

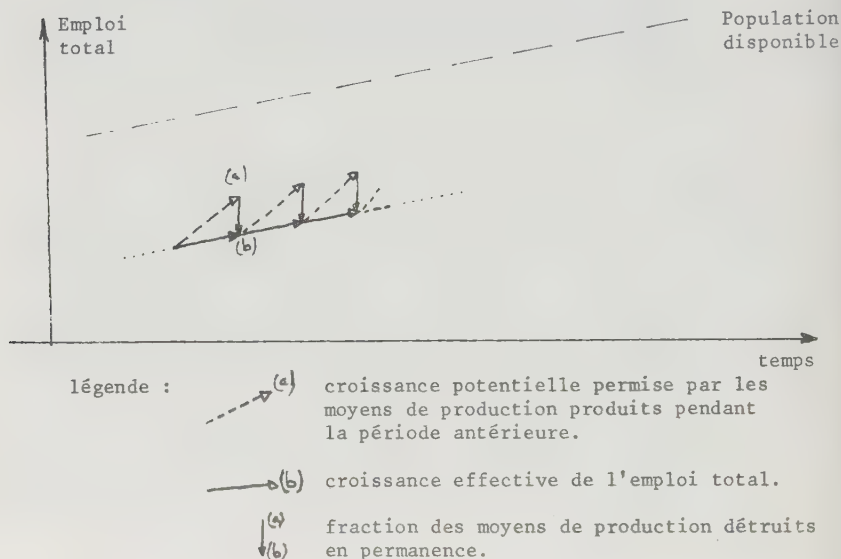
possible politique de "relance" à l'aide des dépenses d'infrastructure); cette élévation du taux s soutient tout ou partie des marchés de la Section II alors que la demande productive de moyens de production est en baisse : cela crée les conditions pour que le taux de profit de court terme (c'est-à-dire y compris effet du poids des invendus) soit plus faible au niveau de la Section I qu'au niveau de la Section II, d'où un déplacement relatif des forces productives vers la Section II, pouvant aller jusqu'à une baisse de $q(t)$ au-dessous de $\bar{q}$.

Ces premiers éléments d'analyse (1) permettent déjà de parvenir à une conclusion importante : il y a une profonde dissymétrie dans les forces de rappel qui se développent; si, pour $\bar{q} < \bar{q}$ s'engage très rapidement un processus qui conduit à $q > \bar{q}$, il n'en est pas de même dans la situation inverse, en ce sens que l'écart ($q > \bar{q}$) tend à s'accroître sauf dans le cours du développement d'un processus de crise. En conséquence, la reproduction s'effectue, sauf sur de courtes périodes, dans le cadre d'une sur-accumulation ($q > \bar{q}$) : le terme de "sur-accumulation" signifie que la production des moyens de production est en quasi-permanence supérieure à ce qu'il serait suffisant qu'elle soit pour assurer la croissance maximum possible avec les disponibilités de main-d'oeuvre. Autrement dit, le rythme tendanciel de croissance qui sera, en tout état de cause, au mieux égal à n , est obtenu avec une affectation des forces productives telle que trop de moyens de production sont produits - ce qui implique du même coup leur destruction avant usage complet (qu'elle ait lieu en permanence et/ou à l'occasion de phases précises de surproduction, comme nous allons le voir).

Il n'y a donc aucunement un enroulement de la reproduction effective autour de la reproduction équilibrée définie précédemment : $q(t)$ n'oscille pas autour de $\bar{q}$.

(1) Notons bien que ceux-ci mettent en oeuvre un aspect non pris en compte dans l'approche keynésienne de HARROD qui parvient à une notion de croissance équilibrée "au fil du rasoir". Nous avons déjà indiqué en quoi une analyse menée au niveau de la seule demande globale masque la réalité de classe de la société et empêche de déboucher sur une explication des "retournements".

Nous pouvons dès lors aborder la question de l'enchaînement général, dans le cadre des hypothèses retenues, la situation de base dont il convient de partir étant une surproduction permanente, avec une croissance effective au rythme n . Nous pouvons la représenter à l'aide du graphique suivant :



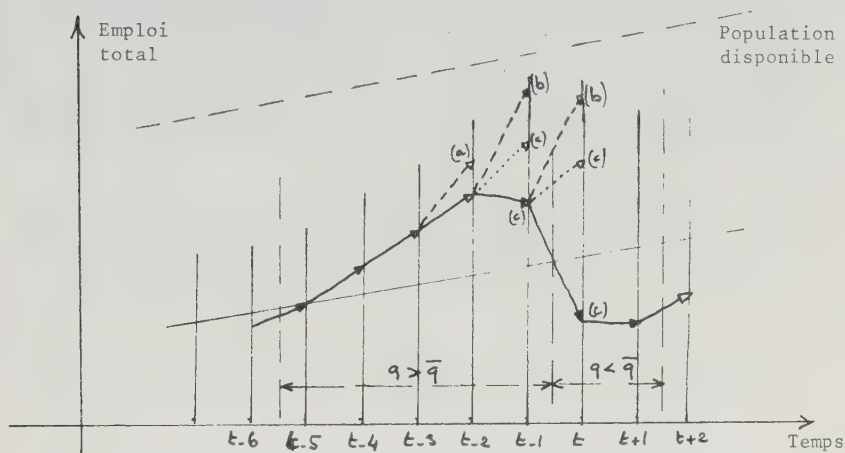
Le degré d'exploitation reste constant, ainsi que le taux général de profit (qu'il s'agisse du taux calculé sur la seule production vendue, ou du taux incluant les pertes en capital).

Une telle reproduction est théoriquement possible si l'on envisage une égalité des taux de profit entre les deux sections dans le cadre d'une surproduction permanente aussi au niveau de la Section II, le pourcentage s (calculé, rappelons le, sur la plus-value produite) étant alors inférieur à celui qui serait nécessaire pour que toute la production de la Section II soit écoulée (1).

(1) On peut aussi l'interpréter de la façon suivante : le degré d'exploitation est supérieur à ce qu'il est dans la reproduction tendancielle équilibrée définie ci-dessus, à s donné. On peut alors parler d'une sous-consommation ouvrière structurelle.

Comment, dès lors, peut s'enrouler la reproduction effective autour de cette reproduction tendancielle théorique ?

On peut retenir, dans un premier temps, le schéma suivant :



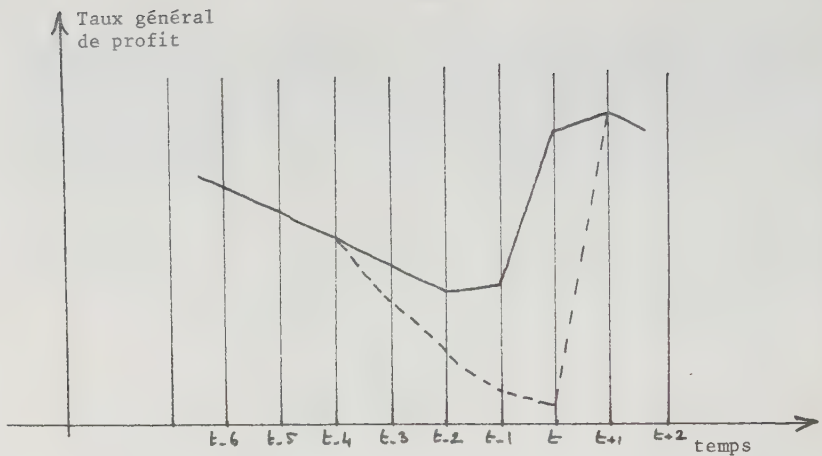
Légende :

.....(a) croissance possible sur la base des moyens de production produits durant la période antérieure

----->(b) croissance possible y compris stocks accumulés (avant destruction) (1)

————>(c) croissance effective

(1) en $t-1$ et t destruction de capital



Légende : ———— taux tendanciel (et réel) de profit
 - - - - - taux de court terme (et réel) : y
 compris stocks d'inventus, avant
 destruction.

Celui-ci est construit sur la base des phases successives suivantes :

- Une première phase (de $t-6$ à $t-3$) d'accumulation rapide marquée par une élévation de q et une pleine réalisation, s s'abaissant;
- Une seconde phase de retournement, ou encore d'enclenchement d'une crise de surproduction (de $t-3$ à $t-1$);
- Une phase de récession proprement dite, pendant laquelle s l'élève et conduit à $q < \bar{q}$;
- Une phase de reprise enfin (de t à $t+2$).

Ainsi se trouve réalisée durant une période particulière du cycle une surproduction générale qui est l'expression de la surproduction structurelle dégagée tendanciellement.

Celle-ci revêt un caractère inéluctable, dès lors que la phase précédente d'accumulation rapide (et de plus en plus inflationniste) a lieu, non pas parce que la baisse du taux réel de profit entraînerait directement une flexion de la demande (on doit au contraire constater que pendant la première phase celui-ci baisse dans le même temps où la

dynamique de la demande est forte)(1), non pas parce que l'on viendrait buter sur la barrière du plein-emploi (un taux de sous-emploi encore élevé existe encore), non pas parce que la demande serait insuffisante, mais bien parce que la mise en oeuvre productive de tous les moyens de production produits conduirait à une plus-value ex-ante inférieure en masse à celle qui peut être produite avec une moindre accumulation (ce qui est bien la définition stricte du terme de "sur-accumulation" chez MARX).

La crise apparaît dès lors comme une nécessité pour la classe bourgeoise, face à une classe ouvrière qui a été renforcée durant la phase antérieure d'accumulation rapide.

L'enclenchement même du retournement ne trouve donc pas son origine dans une sous-consommation ouvrière, même si le pendant de la sur-accumulation structurelle que l'on a mise en évidence peut être considéré comme une sous-consommation structurelle.

Cette sous-consommation se manifeste au contraire pendant la phase de chute de la production, par le biais des licenciements, des réductions d'horaires et de la baisse de pouvoir d'achat qui l'accompagnent.

Mais comment cette nécessité objective de la crise (ou, au moins, de la récession) s'impose-t-elle à la bourgeoisie divisée en capitaux autonomes et **recomposée** de façon complexe au niveau de l'Etat ?

Si l'on fait abstraction des contradictions qui naissent d'une part de la séparation entre capital industriel et capital commercial (à savoir : l'avance que prend progressivement la production industrielle sur le rythme de réalisation finale au niveau du commerce, dans une phase de rapide accumulation), d'autre part de la séparation entre sociétés de capitalistes et rentiers (à savoir : la spéculation ouvrière qui se développe dans une période où le taux réel de profit baisse), il y a finalement deux canaux principaux par lesquels s'affirme cette nécessité : les contraintes qu'imposent la conjoncture aux décisions d'investissement des firmes d'une part, la politique économique de l'Etat d'autre part.

Nous avons vu que le plein écoulement de la production nécessitait, dans une phase où π baisse, une diminution du pourcentage s , et que tout frein à la baisse (ex-ante) de s s'accompagnait de fortes tensions inflationnistes..

La baisse du taux réel de profit se trouve donc en partie masquée par la hausse des prix et comme il n'existe pas de taux minimum de

(1) Cf. graphique joint.

profit au-dessous duquel les directions capitalistes ne jugeraient plus intéressant d'investir, la dynamique d'accumulation peut se poursuivre. Autrement dit, nous rejetons l'analyse selon laquelle la progression de la demande, résultant de la poursuite de la production, serait liée à l'évolution antérieure du taux de profit. Par contre, chaque direction est amenée à constater qu'il lui est préférable d'investir moins et de hausser ses prix, plutôt que de se lancer dans de vastes programmes d'investissements à faible rentabilité prévisible. Et du même coup la dynamique de la demande sera touchée. La sur-accumulation globale qui tend à se développer à mesure que diminue le taux de sous-emploi est donc perçue, immédiatement si non avec un certain retard, au niveau même des diverses firmes. Ce n'est donc pas la baisse du taux de profit, mais le fait qu'un taux supérieur peut être obtenu en limitant l'investissement qui provoque la flexion de la demande productive globale (1).

Cependant, bien que la contradiction qui s'approfondit entre une dynamique de la demande favorable à des anticipations d'extension des marchés et la réduction de rentabilité des investissements actuels est perçue par chaque direction, chacune est continuellement tentée par une "fuite en avant" dans la hausse des prix et un endettement accru (dont le poids nominal, au niveau des remboursements, se trouve continuellement réduit par l'érosion monétaire).

Le rôle de l'Etat apparaît dès lors essentiel, comme lieu où se cristallise la prise de conscience des intérêts collectifs de la classe bourgeoise : c'est à ce niveau, en effet, que la contradiction indiquée ci-dessus est progressivement perçue dans sa dimension globale de classe, et que se fait jour la nécessité d'une pause dans le rythme d'accumulation, puisque la plus-value créée tend à évoluer à l'inverse de ce rythme (2). Les moyens d'une politique économique de stabilisation seront alors employés, l'aspect principal d'une telle action

-
- (1) Le caractère inéluctable du débouché d'une phase de croissance à rythme supérieur à celui des disponibilités en main-d'oeuvre sur une phase de sur-accumulation est lié au fait que la relation entre le degré d'exploitation et le taux de sous-emploi n'est pas une relation linéaire, mais une fonction dont la dérivée croît à mesure que le sous-emploi diminue; autrement dit, la réduction du degré d'exploitation est d'autant plus forte que le niveau de sous-emploi atteint est plus faible, soit :

$$d\tau = a \cdot \frac{dx}{x - dx} \quad \text{où } x = \text{taux de sous-emploi.}$$

- (2) Au niveau auquel nous nous situons, nous n'avons pas à prendre en compte une dimension spécifique à chaque Etat national, à savoir : le déficit de la balance commercial qui se creuse lorsque le processus interne d'accumulation s'effectue de façon plus rapide - et surtout de façon plus inflationniste - que dans d'autres économies nationales au même moment.

étant de conduire chaque direction à revoir en baisse ses anticipations de demande. La politique économique de l'Etat tend donc à accélérer les facteurs de retournement en sorte de réduire à une simple récession ce qui, en l'absence d'une telle intervention, aurait conduit plus tard à une crise de surproduction beaucoup plus marquée.

Mais le schéma de déroulement d'un cycle que nous avons produit au départ - et qui nous a permis de dégager la nécessité de la crise - suppose l'enclenchement d'une phase d'accumulation rapide, pendant laquelle l'emploi progresse plus rapidement que la population disponible en rapport avec un plein écoulement de la production de moyens de production, un déplacement des forces productives vers la Section I (et une pleine utilisation des capacités installées, si l'on se place en régime continu).

Il nous reste donc à répondre à la question suivante : a-t-on nécessairement une telle phase ?

Il existe certes des facteurs objectifs favorables à son développement : le rétablissement de conditions favorables d'exploitation des travailleurs (γ_a élevé) et les destructions de capitaux, qui ont eu lieu dans la phase de crise, ont permis de revenir à un taux potentiel de profit élevé; mais s'ils sont suffisants pour permettre une reprise ils ne le sont pas pour assurer une poursuite prolongée de celle-ci. La question d'une dynamique suffisante des débouchés reste posée; rien n'empêche que l'accumulation se déroule en fait, non pas selon la phase rapide envisagée dans notre schéma, mais sous la forme de la reproduction tendancielle (de surproduction générale - sur-accumulation/ sous-consommation - permanente) qui nous a servi de base à la construction de ce schéma.

Si la loi coercitive de la concurrence est un moteur suffisant pour assurer au minimum cette reproduction tendancielle (en l'occurrence favoriser une reprise chaque fois que la croissance a fléchi), elle ne peut permettre à elle seule de provoquer l'enclenchement d'une spirale de croissance fondée en partie sur l'élévation du pouvoir d'achat des travailleurs. Du moins ne peut-on l'envisager lorsqu'on en reste au cas d'une reproduction simplement extensive. Il est clair, en effet, qu'une nouvelle phase possible d'accumulation rapide

repose sur la mise en oeuvre de nouvelles forces productives, et donc sur le développement de nouvelles industries (y compris processus de transformation interne à d'anciennes).

Nous mettons donc en évidence, à travers cela, les limites de cette première approche des conditions de l'accumulations du capital : celles-ci ne peuvent être pleinement développées qu'en incluant l'aspect intensif qu'elle recouvre pour partie.

Il n'en reste pas moins que l'ensemble des contradictions que nous venons de mettre en lumière demeureront; du moins, elles servent de base à la compréhension du principal moyen mis en oeuvre par la bourgeoisie pour les surmonter, à savoir : trouver par le biais de la révolution continue des forces productives (mécanisme de la plus-value relative) le moyen de dépasser les limites auxquelles se heurte la production de plus-value absolue, du seul fait de la croissance limitée des disponibilités en main-d'oeuvre.

Mais avant de voir quelles nouvelles contradictions vont en résulter, il nous reste à prendre en compte le fait que la bourgeoisie peut repousser cette limite par le biais d'une mobilisation accrue de forces de travail au cours des phases d'accumulation rapide.

L'hypothèse d'une croissance régulière - au rythme n - des disponibilités en forces de travail s'avère en effet une hypothèse utile à partir du moment où on n'avance pas qu'elle pourrait recouvrir strictement la réalité : on masquerait alors le fait que toute phase d'accumulation qui tend à réduire le taux de sous-emploi - et par là même à créer un terrain objectivement favorable à une réduction du degré général d'exploitation - s'accompagne :

1°/ d'un allongement des horaires de travail : les directions d'entreprises préfèrent faire travailler plus longtemps la main-d'oeuvre déjà employée que d'accroître l'embauche (1);

2°/ de l'utilisation d'une main-d'oeuvre féminine qui est "renvoyée au foyer" en période de récession (2);

-
- (1) Toute embauche supplémentaire nécessite la mise en oeuvre parallèle d'outils de production supplémentaires, tandis qu'un allongement de la durée du travail - pour une même production - a seulement comme conséquence une réduction de la durée de vie physique des équipements fixes, et donc, seulement à terme, un renouvellement plus rapide.
- (2) C'est le phénomène analysé par les démographes sous le terme de "flexion conjoncturelle des taux d'activité de la population féminine".

3°/ de l'abaissement de l'âge d'entrée au travail des jeunes;

4°/ de l'appel à une main-d'oeuvre en provenance des secteurs pré-capitalistes de subsistance (1).

La bourgeoisie réussit ainsi à reculer les limites qui naissent d'une croissance plus rapide de l'emploi que de la population ouvrière, telle qu'elle résulte de la démographie propre à celle qui était antérieurement employée comme telle. Elle parvient donc à empêcher la baisse du degré général d'exploitation qui tend à accompagner toute phase d'accumulation rapide tout en freinant d'ailleurs un des moteurs d'une telle accumulation, à savoir : l'élargissement de la consommation ouvrière au-delà de la seule population employée (2). La nécessité de la crise est alors repoussée dans le temps; cela

(1) Par secteurs pré-capitalistes de subsistance nous entendons toutes les formes de production, dominées par le Capital, qui ne sont pas tournées vers le marché; nous n'y incluons donc pas les secteurs de la petite production marchande (dans l'agriculture et l'artisanat) dont les produits s'inscrivent dans la reproduction du Capital, à titre de moyens de subsistance des travailleurs salariés ou de moyens de consommation de luxe de la classe bourgeoise et dont les artisans se fournissent, en moyens de production et moyens de subsistance, sur le marché capitaliste. On ne peut donc strictement considérer l'exode rural comme une source de main-d'oeuvre "externe" : il faut plutôt l'analyser, à l'étape actuelle, comme un transfert lié au développement et à l'extension inégale des branches au sein même de la reproduction du Capital. Pour autant, pendant toute une période historique, une part importante du secteur de la petite production marchande était faiblement insérée dans le cycle du Capital, sa production étant achetée par les couches bourgeoises rurales dont le développement était lié à ce secteur (notaires, commerçants, etc...) et non au capital industriel et ses achats à l'industrie étaient quasiment nuls : sa destruction progressive-accélérée par l'appel de main-d'oeuvre au niveau des villes industrielles dans les phases de forte accumulation - a donc constitué une source de main-d'oeuvre externe, au même titre que l'immigration en provenance des pays du tiers monde vers le centre impérialiste ou la constitution d'un prolétariat industriel urbain (et dans les plantations) dans le tiers monde, aujourd'hui.

(2) On peut de plus tenir compte du fait qu'une phase de forte accumulation extensive s'accompagnera d'une croissance plus rapide de l'emploi ouvrier que des emplois salariés improductifs (employés de l'Etat, du commerce, des banques et de l'industrie, personnel d'encadrement, etc...), donc d'une demande globale de main-d'oeuvre salariée inférieure à la seule population ouvrière occupée.

ne veut pas dire que la possibilité de son déclenchement soit supprimé : celui-ci peut en effet toujours se produire sur la base du caractère anarchique de la production capitaliste, mais ce dernier peut ne se manifester que sous la forme de crises sectorielles diversément réparties, selon les branches, dans le temps.

La nécessité de la crise, sur les bases que nous avons retenues, ne se manifestera qu'à partir du moment où la mobilisation d'une main-d'oeuvre externe rencontrera ses propres limites (1).

Ces limites sont certes objectives; mais on doit aussi prendre en compte les limites subjectives qui résultent de la pression revendicative des travailleurs sur les divers terrains en question : réduction de la durée légale du travail (en sorte que toute durée effective supérieure donne lieu à un taux horaire majoré), réduction de la durée effective sans perte de salaire, abaissement du plafond limite légal, refus des heures supplémentaires, allongement de la durée des études, abaissement de l'âge de la retraite, adaptation des conditions d'emploi des femmes à leur rôle biologique (congès maternité), obtention d'allocations familiales etc... Cette pression revendicative qui s'affirme notamment à l'occasion de luttes ouvertes (grèves, débrayages coordonnés, etc...), trouve progressivement une traduction au plan contractuel et aussi législatif.

Ce sont finalement ces limites subjectives qui conduisent à la nécessité de la crise pour la classe bourgeoise, dès lors que l'accumulation du capital s'est engagée antérieurement dans une phase de pleine réalisation. Si cette nécessité apparaît comme produite par le cycle lui-même (ce que la formulation "dès lors que" tend à accréditer), il ne s'agit pour autant que d'une apparence, en ce sens que la crise générale de surproduction est la façon dont se résoud finalement - i.e: dans le cycle - la contradiction structurelle à partir de laquelle une compréhension de celui-ci peut être produite. Et cette contradiction, qui se manifeste dans le caractère dissymétrique de la reproduction, renvoie au fait que les moyens de production sont mis en oeuvre, sous le capitalisme, pour faire produire de la plus-value et non pour permettre, à la sortie du système industriel, une consommation finale en terme de valeurs d'usages produites. La nécessité de

(1) Un aspect de ces limites, dont nous ne développons pas ici l'analyse, renvoie à l'inadéquation possible entre la structure par qualifications de la demande de main-d'oeuvre liée aux forces productives (constantes) mises en oeuvre, et celle des nouvelles forces de travail mobilisée selon les quatre canaux évoqués ci-dessus.

la crise se construit donc sur le terrain même de ce qui la rend possible.

Telle est la première conclusion partielle à laquelle nous parvenons dans le cadre hypothétique d'une reproduction "à forces productives données" (1).

Ce cadre justifie, par ailleurs, le fait que nous n'ayions pas pris en compte jusqu'alors la pression revendicative des travailleurs pour une augmentation des salaires nominaux dans la mesure où cette prise en compte n'a de sens que si l'on inclut dans le même temps la révolution des forces productives qu'elle pousse les diverses directions capitalistes à réaliser. En d'autres termes, l'hypothèse faite d'une évolution du degré général d'exploitation à l'inverse du taux de sous-emploi renvoie uniquement à la concurrence que se livrent, entre eux, les divers capitalistes et non à une pression initiale des travailleurs organisés : si une telle pression initiale avait été prise en compte, nous n'aurions pas pu avancer que le degré d'exploitation ex-post dépend, relativement au degré ex-ante, des seules conditions dans lesquelles s'affirme la demande de forces de travail à l'occasion des décisions prises pour reprendre, voire étendre, la production.

Cette pression revendicative, qui s'affirme à mesure que la concentration du capital se développe - donc avec le bouleversement des conditions matérielles de production - sera la force subjective essentielle que nous allons introduire maintenant que nous abordons la reproduction intensive.

(1) Nous fournissons en annexe n° 5 un exemple à l'appui de cette analyse du cycle et de son nécessaire débouché sur une phase de surproduction générale, en cas de reproduction simplement extensive.

2. ETUDE FORMELLE DE LA REPRODUCTION INTENSIVE DU CAPITAL

Cette section, consacrée à l'analyse de la reproduction intensive du capital, revêt un caractère purement formel (1). Nous nous limitons, en effet, à l'étude des liens qui unissent les divers paramètres de cette reproduction sans aucunement faire intervenir les forces contradictoires à l'oeuvre. Il s'agit d'un temps de modélisation dont nous utiliserons les résultats dans la section suivante.

Comme dans la section précédente consacrée à la reproduction purement extensive, nous effectuons cette formalisation dans le cadre schématique de périodes successives de production et en nous limitant à un niveau semi-global, en l'occurrence un découpage en deux sections (2) ; nous considérons que dans chaque branche un seul type de procès de travail est mis en oeuvre à chaque période (ce qui assure une identité entre valeur ex-ante et valeur de marché) et nous admettons de plus que le développement des forces productives au sein de chaque section est homogène, c'est-à-dire que l'on a une même composition-travail, une même élévation en volume de celle-ci et des gains propres de productivités égaux pour toutes les branches/industries qui sont inscrites dans une même section; une telle hypothèse ne préjuge pas, par contre, de l'extension relative des diverses branches : certaines peuvent régresser, disparaître, et de nouvelles apparaître; enfin, nous faisons abstraction de la diversité des forces de travail et nous retenons une évolution homogène de l'intensité du travail dans le temps.

-
- (1) Rappelons que l'on parle de reproduction intensive dès lors que dans une brnche au moins la composition-travail en volume est élevée dans le cadre de la mise en oeuvre de forces productives transformées. Celle-ci peut s'accompagner d'une élévation ou d'une régression de l'emploi total. La reproduction est d'autant plus intensive que l'élévation en volume est plus importante. Nous rejetons donc les analyses qui parlent de reproduction intensive dans le seul cas où l'emploi global reste inchangé ou diminue, comme le fait A. EMMANUEL (op. cit., p. 158).
- (2) Il serait possible de retenir un second découpage revenant à distinguer au sein de la Section I des moyens de production, la sous-section I_1 des moyens de production fixes (biens d'équipement) et la sous-section I_2 des moyens de production intermédiaires; du moins un tel découpage doit être articulé à une analyse en régime continu qui, seule, permet de distinguer capital fixe et capital constant circulant et donc de faire apparaître le rôle spécifique des gains de productivité dans la sous-section I_1 , relativement à ceux qui sont dégagés dans la sous-section I_2 . Nous avons préféré reporter en annexe une telle analyse, dans la mesure où elle conduit simplement à préciser les conclusions tirées de la modélisation simple retenue, sans la modifier essentiellement.

Un tel cadre simplifié ne permet pas de traiter d'une série de problèmes analysés dans notre second chapitre, et notamment des deux suivants : la variation de la durée effective d'emploi des équipements en fonction du rythme de transformation des forces productives d'une part, (puisque l'on retient des périodes successives de production pendant lesquelles l'ensemble des outils de production mis en oeuvre en début de période sont utilisés), le processus de dévalorisation / diversification des forces de travail accompagnant l'approfondissement de la division capitaliste du travail d'autre part. Mais nous les prendrons en compte de façon qualitative, à la fin de cette section, en marge de cette formalisation.

Dans le champ formel ainsi défini, les paramètres de la reproduction intensive du capital sont les suivants :

- $\overline{\eta}_I(t)$ et $\overline{\eta}_{II}(t)$, les compositions-travail en volume (relatives aux valeurs d'une période de base) caractérisant les forces productives mises en oeuvre dans la Section I et la Section II sur la période de production $(t-1, t)$;

- $\mu_I(t)$ et $\mu_{II}(t)$, les indices d'augmentation de ces compositions-travail en volume de la période $(t-1, t)$ à la période $(t, t+1)$, soit :

$$\mu_I(t) = \frac{\overline{\eta}_I(t+1)}{\overline{\eta}_I(t)}$$

$$\mu_{II}(t) = \frac{\overline{\eta}_{II}(t+1)}{\overline{\eta}_{II}(t)}$$

- $\varphi_I(t)$ et $\varphi_{II}(t)$, les niveaux de productivité propre (relatifs à la période de base) correspondant aux forces productives mises en oeuvre dans la Section I et la Section II sur la période de production $(t-1, t)$; il en résulte, pour cette même période, des niveaux relatifs de productivité apparente $\varphi_{a_I}(t)$ et $\varphi_{a_{II}}(t)$ et des niveaux relatifs de productivité globale $\varphi_{g_I}(t)$ et $\varphi_{g_{II}}(t)$ (1);

(1) Nous rappelons (cf. Chapitre II, page 229) que l'on a :

$$\begin{aligned} \varphi_{g_I}(t) &= \varphi_{a_I}(t) = [\overline{\eta}_I(t) + 1] \frac{\varphi_{I}(t) - \overline{\eta}_I(t)}{\varphi_{g_I}(t)} \\ \varphi_{g_{II}}(t) &= [\overline{\eta}_{II}(t) + 1] \varphi_{II}(t) \cdot \frac{\varphi_{g_I}(t)}{\varphi_{g_I}(t) + \overline{\eta}_{II}(t)} = \end{aligned}$$

$$\varphi_{a_{II}}(t) \frac{\varphi_{a_{II}}(t) + \overline{\eta}_{II}(t)}{\varphi_{a_I}(t) + \overline{\eta}_I(t)} \quad \text{soit : } \varphi_g = \varphi_a \text{ et}$$

$\varphi_a = (\overline{\eta} + 1) - \overline{\eta}$, si l'on a complète uniformité, c'est-à-dire si : $\overline{\eta}_I = \overline{\eta}_{II}$ et $\varphi_I = \varphi_{II}$.

- $\Psi_I(t)$ et $\Psi_{II}(t)$, les gains de productivité globale qui sont dégagés de la période $(t-1, t)$ à la période $(t, t+1)$ sous l'effet de la transformation des forces productives déjà caractérisée par les paramètres $\mu_I(t)$ et $\mu_{II}(t)$; soit (1) :

$$\Psi_I(t) = \frac{\varphi_{g_I}(t+1)}{\varphi_{g_I}(t)}$$

$$\Psi_{II}(t) = \frac{\varphi_{g_{II}}(t+1)}{\varphi_{g_{II}}(t)}$$

- $q(t)$, la répartition de l'emploi entre les deux sections de l'économie pour la période de production $(t-1, t)$, soit :

$$q(t) = \frac{VA_I(t)}{VA(t)}$$

$$1-q(t) = \frac{VA_{II}(t)}{VA(t)}$$

- $\tau_a(t)$, le degré d'exploitation ex-ante relatif aux forces productives mises en oeuvre sur la période $(t-1, t)$ et à la norme de consommation ouvrière qui s'est formée à la date $t-1$; soit :

$$[1 + \tau_a(t)] \vec{b}(t-1) \cdot \vec{m}(t) = \Delta(t)$$

où : $\Delta(t)$ représente le niveau de l'intensité du travail sur la période $(t-1, t)$;

$\vec{b}(t-1)$ est la norme de consommation pour une heure de travail qui s'est formée à la date $t-1$;

$\vec{m}(t)$ est le vecteur des valeurs courantes de la période de production $(t-1, t)$

- $\delta(t)$, l'augmentation de l'intensité du travail de la période $(t-1, t)$ à la période de production $(t, t+1)$; soit :

$$\delta(t) = \frac{\Delta(t+1)}{\Delta(t)}$$

(1) Ces gains globaux de productivité se déduisent des gains propres de productivité $\varphi_I(t+1) / \varphi_I(t)$ et $\varphi_{II}(t+1) / \varphi_{II}(t)$ selon les formules indiquées ci-dessus.

- $\bar{z}(t)$, l'augmentation du pouvoir d'achat ouvrier de la date $t-1$ à la date t , ou encore l'évolution du volume de la force de travail unique retenue; soit :

$$\bar{z}(t) = \frac{\vec{b}(t) \cdot \vec{m}(o)}{\vec{b}(t-1) \cdot \vec{m}(o)} = \frac{\bar{v}(t)}{\bar{v}(t-1)}$$

- $\tau(t)$, le degré général d'exploitation ex-post relatif aux forces productives mises en oeuvre pendant la période de production $(t-1, t)$ et à la norme de consommation qui se forme à la date t de circulation; soit :

$$[1 + \tau(t)] \vec{b}(t) \cdot \vec{m}(t) = \Delta(t)$$

On a donc (1) : $\frac{1 + \tau(t)}{1 + \tau_a(t)} = \frac{1}{\bar{z}(t)}$; si le pouvoir d'achat ouvrier augmente, le taux ex-post est inférieur au taux ex-ante;

- $s(t)$, la fraction de la plus-value globale produite pendant la période de production $(t-1, t)$ - c'est-à-dire relative à $\tau_a(t)$ - qui est consommée de façon improductive à la date t ; soit :

$$CL(t) = s(t) \cdot PV(t) = s(t) \cdot \frac{\tau_a(t)}{1 + \tau_a(t)} \cdot VA(t)$$

où $VA(t)$ est la valeur ajoutée globale courante pendant la période de production $(t-1, t)$;

- $y(t)$, l'indice d'augmentation de la valeur globale; soit :

$$y(t) = \frac{VA(t+1)}{VA(t)}$$

Si $l(t)$ est l'indice d'augmentation de l'activité (nombre d'heures de travail fournies par l'ensemble des ouvriers employés), on a :

$$y(t) = l(t) \cdot \delta(t)$$

(1) On a en effet : $\vec{b}(t-1) \cdot \vec{m}(t) = \frac{\bar{v}(t-1)}{\varphi_{g_{II}}(t)}$ et $\vec{b}(t) \cdot \vec{m}(t) = \frac{\bar{v}(t)}{\varphi_{g_{II}}(t)}$

dès lors que la productivité est retenue uniforme au sein de la Section II.

Cette évolution globale recouvre des évolutions spécifiques à chaque section, $y_I(t)$ et $y_{II}(t)$, telles que :

$$y_I(t) = \frac{q(t+1)}{q(t)} y(t)$$

$$y_{II}(t) = \frac{1-q(t+1)}{1-q(t)} y(t)$$

- $\bar{y}(t)$, l'indice d'évolution du volume du produit net global de la période $(t-1, t)$ à la période $(t, t+1)$; soit :

$$\bar{y}(t) = \frac{\bar{VA}(t+1)}{\bar{VA}(t)}$$

avec : $\bar{VA}(t) = \bar{M}(t) - \bar{C}(t)$, ou différence entre le volume de la production globale et le volume des moyens de production utilisés pour réaliser cette production.

On a de même $\bar{y}_I$ et $\bar{y}_{II}$ pour chaque section, indices d'augmentation qui peuvent être rattachés :

- d'une part, aux indices d'augmentation du volume de la production de chacune des sections (1) :

$$\bar{x}_I(t) = \frac{\bar{M}_I(t+1)}{\bar{M}_I(t)} \quad \bar{x}_{II}(t) = \frac{\bar{M}_{II}(t+1)}{\bar{M}_{II}(t)}$$

- d'autre part, aux indices d'augmentation de volume de capital accumulé dans chacune des sections (2) :

$$\bar{x}'_I(t) = \frac{\bar{C}_I(t+1) + \bar{V}_I(t+1)}{\bar{C}_I(t) + \bar{V}_I(t)}$$

$$(1) \text{ On a : } \bar{x}_I(t) = \frac{\bar{\eta}_I(t+1) + \varphi_{a_I}(t+1)}{\bar{\eta}_I(t) + \varphi_{a_I}(t)} \cdot \frac{\varphi_{a_I}(t)}{\varphi_{a_I}(t+1)} \cdot \bar{y}_I(t) =$$

$$y_I(t) \frac{\psi_I(t) + \mu_I(t) \cdot \eta_I(t)}{1 + \eta_I(t)} \text{ et de même pour } \bar{x}_{II}(t).$$

$$(2) \text{ On a : } \bar{x}'_I(t) = \frac{\bar{\eta}_I(t+1) \cdot [1 + \tau a(t)] + \varphi_{g_{II}}(t) \cdot z(t) / s(t)}{\bar{\eta}_I(t) \cdot [1 + \tau a(t)] + \varphi_{g_{II}}(t)} \cdot$$

$$\frac{\varphi_{a_I}(t)}{\varphi_{a_I}(t+1)} \cdot \bar{y}_I(t) \text{ et de même pour } \bar{x}'_{II}(t)$$

$$\bar{x}_{II}(t) = \frac{\bar{C}_{II}(t+1) + \bar{V}_{II}(t+1)}{\bar{C}_{II}(t) + \bar{V}_{II}(t)}$$

sachant qu'en tout état de cause on a :

$$\bar{y}_I(t) = \frac{\varphi_{a_I}(t+1)}{\varphi_{a_I}(t)} y_I(t)$$

$$\bar{y}_{II}(t) = \frac{\varphi_{a_{II}}(t+1)}{\varphi_{a_{II}}(t)} y_{II}(t)$$

Notre objet est de définir les relations qui doivent lier ces paramètres pour que la reproduction vérifie certaines conditions; en l'occurrence nous retenons les conditions successives suivantes :

- plein écoulement de la production de chaque section;
- reproduction à croissance régulière de l'emploi total;
- reproduction régulière et équilibrée;
- reproduction à taux général de profit stable;
- reproduction sans transferts de capitaux d'une section à l'autre.

. Les relations entre paramètres de la reproduction sous la contrainte d'un plein écoulement de la production marchande

Soient $\bar{M}_I(t)$ et $\bar{M}_{II}(t)$ les volumes (valeurs aux valeurs individuelles d'une période de base) de capital-marchandises mis sur le marché à la date t ; on a :

$$\begin{cases} \bar{M}_I(t) = \bar{C}_I(t) + \bar{VA}_I(t) \\ \bar{M}_{II}(t) = \bar{C}_{II}(t) + \bar{VA}_{II}(t) \end{cases}$$

Ces mêmes agrégats marchands ont des montants en valeurs courantes (relatives aux forces productives mises en oeuvre sur la période $(t-1, t)$) qui se composent ainsi :

$$\begin{cases} M_I(t) = C_I(t) + VA_I(t) = C_I(t) + V_I(t) + PV_I(t) \\ M_{II}(t) = C_{II}(t) + VA_{II}(t) = C_{II}(t) + V_{II}(t) + PV_{II}(t) \end{cases}$$

avec :
$$\frac{PV_I(t)}{V_I(t)} = \frac{PV_{II}(t)}{V_{II}(t)} = \tau_a(t)$$

Les conditions d'un plein écoulement de la production marchande de chaque section à la date t s'obtiennent en considérant les seuls volumes, à savoir :

- condition de plein écoulement au niveau de la Section I :

$$\bar{C}_I(t+1) + \bar{C}_{II}(t+1) = \bar{M}_I(t) \quad (i)$$

- condition de plein écoulement du niveau de la Section II:

$$\bar{V}_I(t+1) + \bar{V}_{II}(t+1) + \bar{CL}(t) = \bar{M}_{II}(t) \quad (ii)$$

Si l'on note :

- que volumes et valeurs courantes sont liés par les niveaux (relatifs à l'état de base) de productivité globale, soit :

$$\bar{M}_I(t) = \varphi_{g_I}(t) \cdot M_I(t)$$

$$\bar{M}_{II}(t) = \varphi_{g_{II}}(t) \cdot M_{II}(t)$$

- que l'uniformité des gains de productivité au sein de chacune des sections permet d'écrire :

$$\begin{cases} \bar{C}_I(t+1) = \varphi_{g_I}(t+1) \cdot C_I(t+1) \\ \bar{C}_{II}(t+1) = \varphi_{g_I}(t+1) \cdot C_{II}(t+1) \end{cases}$$

$$\begin{cases} \bar{V}_I(t+1) = \varphi_{g_{II}}(t+1) \cdot V_I(t+1) \\ \bar{V}_{II}(t+1) = \varphi_{g_{II}}(t+1) \cdot V_{II}(t+1) \\ \bar{CL}(t) = \varphi_{g_{II}}(t) \cdot CL(t) = \varphi_{g_{II}}(t) \cdot s(t) \cdot PV(t) \end{cases}$$

on constate que les deux relations (i) et (ii) peuvent s'écrire :

$$M_I(t) = \psi_I(t) [C_I(t+1) + C_{II}(t+1)] \quad (i)'$$

$$M_{II}(t) = \psi_{II}(t) \cdot [V_I(t+1) + V_{II}(t+1)] + s(t) \cdot PV(t) \quad (ii)'$$

Sachant que :

$$M_I(t) = [1 + \gamma_I(t)] VA_I(t)$$

$$C_I(t+1) = \gamma_I(t+1) \cdot VA_I(t+1)$$

$$C_{II}(t+1) = \gamma_{II}(t+1) \cdot VA_{II}(t+1)$$

$$\gamma_I(t+1) = \gamma_I(t) \cdot \mu_I(t) / \psi_I(t)$$

$$\gamma_{II}(t+1) = \gamma_{II}(t) \cdot \mu_{II}(t) / \psi_{II}(t)$$

$$VA_I(t+1) / VA(t+1) = q(t+1)$$

$$VA_I(t) / VA(t) = q(t)$$

la relation (i)' s'écrit finalement :

$$y(t) = \frac{q(t) [\gamma_I(t) + 1]}{[\mu_I(t) \cdot \gamma_I(t) - \mu_{II}(t) \cdot \gamma_{II}(t)] q(t+1) + \mu_{II}(t) \cdot \gamma_{II}(t)} \quad (i)''$$

Dans le cas particulier de complète uniformité de la composition-travail (en volume et en valeur courante, soit : $\gamma_I(t) = \gamma_{II}(t) = \gamma(t)$,

$\psi_I(t) = \psi_{II}(t) = \psi(t)$, $\mu_I(t) = \mu_{II}(t) = \mu(t)$ d'où $\gamma_I(t+1) = \gamma_{II}(t+1) = \gamma(t+1)$) cette relation s'écrit plus simplement. On a :

$$y(t) = \frac{q(t) [1 + \gamma(t)]}{\mu(t) \cdot \gamma(t)}$$

soit une croissance du produit net qui ne dépend pas de l'orientation que prend l'accumulation (i.e : qui ne dépend pas de $q(t+1)$).

En ce qui concerne la seconde relation (ii)', sachant que :

$$PV(t) = \frac{\tau_a(t)}{1 + \tau_a(t)} VA(t)$$

$$V(t+1) = VA(t+1) / (1 + \tau_a(t+1))$$

$$M_{II}(t) = [1 + \gamma_{II}(t)] VA_{II}(t)$$

$$VA_{II}(t) = [1 - q(t)] VA(t)$$

$$\frac{1 + \tau_a(t+1)}{1 + \tau_a(t)} = \delta(t) \cdot \frac{\psi_{II}(t)}{z(t)}$$

elle s'écrit finalement :

$$y(t) \cdot \frac{z(t)}{\delta(t)} + s(t) \cdot \tau_a(t) = [1 + \gamma_{II}(t)] [1 - q(t)] [1 + \tau_a(t)] \quad (ii)''$$

En reportant dans la relation (ii)'' la valeur de $y(t)$ tirée de la relation (ii), on parvient finalement aux deux relations suivantes :

$$(j) \quad y(t) = [1 + \gamma_{II}(t)] [1 - q(t)] A(t) - B(t)$$

$$(jj) \quad q(t+1) = \frac{[1 + \gamma_I(t)] q(t) - \mu_{II}(t) \cdot \gamma_{II}(t) \{ [1 + \gamma_{II}(t)] [1 - q(t)] A(t) - B(t) \}}{[\mu_I(t) \gamma_I(t) - \mu_{II}(t) \cdot \gamma_{II}(t)] \{ [1 + \gamma_{II}(t)] [1 - q(t)] A(t) - B(t) \}}$$

$$\text{avec : } A(t) = [1 + \tau_a(t)] \delta(t) / z(t)$$

$$B(t) = s(t) \cdot \tau_a(t) \cdot \delta(t) / z(t)$$

La première relation (j) indique quel sera le rythme de croissance de la valeur ajoutée courante - ou encore de l'emploi total, puisque : $y(t) = l(t) \cdot \delta(t)$ - selon la répartition initiale des forces productives entre les deux sections ($q(t)$), le degré d'exploitation ex-ante, la croissance du pouvoir d'achat ouvrier, l'élévation de l'intensité du travail et le pourcentage de plus-value consommée de façon improductive. Il convient de noter que celui-ci est indépendant des augmentations de la composition-travail en volume qui ont lieu pour chacune des sections (soient $\mu_I(t)$ et $\mu_{II}(t)$), ainsi que des gains de productivité induits par la transformation des forces productives que reflètent ces élévations de la composition-travail en volume. Ainsi, à $\gamma_{II}(t)$, $\tau_a(t)$ et $q(t)$ donnés, la croissance du volume global de l'activité ouvrière ne dépend que du pourcentage $s(t)$ et de la croissance du pouvoir d'achat $z(t)$, sous la contrainte d'un plein écoulement de la production.

La seconde relation (88) indique, sous cette même contrainte, quelle est l'orientation que doit prendre l'accumulation : pour $q(t+1) > q(t)$, l'emploi (en nombre d'heures de travail) doit progresser plus rapidement dans la Section I que dans la Section II; et à l'inverse pour $q(t+1) < q(t)$. On constate que le sens de ce déplacement dépend - en plus des paramètres qui influent sur le rythme global $y(t)$ - des taux d'augmentation de la composition-travail en volume dans l'une et l'autre section, mais qu'il n'est pas influencé par l'ampleur des gains de productivité.

Ce double constat constitue une première conclusion d'importance : les gains propres de productivité dégagés au niveau de chaque section grâce à la révolution des forces productives - et donc les gains globaux de productivité qui en résultent - n'influencent aucunement le rythme de croissance de l'emploi total (à durée du travail inchangée) et l'orientation différentielle de celui-ci en direction des deux grandes sections de l'économie qui sont adéquates à un plein écoulement de la production marchande. Ceci peut s'exprimer à contrario de la façon suivante : l'évolution finale de la composition-travail en valeur courante dépendra uniquement du rapport qui existe entre $\mu_I(t)$ et $\psi_I(t)$ d'une part, entre $\mu_{II}(t)$ et $\psi_{II}(t)$ d'autre part, indépendamment de toute contrainte pouvant s'imposer à la progression de la population ouvrière occupée (1).

Dans le cas particulier de complète uniformité, ces relations se simplifient dans la mesure où il n'existe aucune contrainte sur l'orientation de l'accumulation (i.e : $q(t+1)$ peut être quelconque); on doit avoir conjointement :

$$\begin{cases} y(t) = \frac{[1 + \eta(t)] q(t)}{\mu(t) \cdot \eta(t)} \\ y(t) = [1 + \eta(t)] [1 - q(t)] A(t) - B(t) \end{cases}$$

Les divers paramètres de la reproduction doivent donc être tels que :

$$q(t) = \frac{\mu(t) \cdot \eta(t)}{1 + \eta(t)} \cdot \frac{A(t)[1 + \eta(t)] - B(t)}{1 + A(t) \cdot \mu(t) \cdot \eta(t)} \quad (k)$$

(1) Ainsi se trouve pleinement étayée l'affirmation que nous avançons avancée au début de la Section 6 du Chapitre II. cf. p. 251).

Si cette relation est vérifiée, le rythme de croissance de la valeur ajoutée globale courante est alors :

$$y(t) = \frac{[1 + \eta(t)][1 + \tau_a(t)] - s(t) \cdot \tau_a(t)}{\tau(t) / \delta(t) + \mu(t) \cdot \eta(t) \cdot [1 + \tau_a(t)]}$$

Il dépend alors de l'augmentation unique de la composition-travail en volume ($\mu(t)$); si cette dépendance n'était pas apparue dans le cas plus général cela tient au fait que la possible différenciation du développement des forces productives entre les deux sections ($\mu_I(t) \cdot \eta_I(t) \neq \mu_{II}(t) \cdot \eta_{II}(t)$) (1) autorisait une adaptation de la répartition ultérieure des forces productives à cet écart. Cependant, comme nous l'avons déjà remarqué lors de l'étude de la reproduction purement extensive, il convient de tenir compte du fait que, pour que la reproduction soit possible, il faut que la variable $q(t+1)$, donnée par la relation (11), soit comprise entre 0 et 1. Cette contrainte doit donc être ajoutée aux deux relations (1) et (11), dans l'expression complète des relations devant lier les paramètres de la reproduction dans le cas d'un plein écoulement.

Si dans le cas particulier de complète uniformité on débouche sur une contrainte stricte (la relation (k) ci-dessus), il lui correspond, dans le cas général, une contrainte définissant un champ; en l'occurrence, pour $\mu_I(t)$, $\mu_{II}(t)$, $q(t)$, $\tau_a(t)$ et $\tau(t) / \delta(t)$ donnés, il n'existe qu'une plage réduite de variation du paramètre $s(t)$ qui permet d'obtenir un écoulement global réalisable - c'est-à-dire tel que $q(t+1)$ soit compris entre 0 et 1; etc... si l'on considère successivement tous les paramètres.

Dès lors, le rythme global $y(t)$ qui résulte d'un plein écoulement est finalement dépendant - quoique de façon non stricte - des conditions dans lesquelles croît la composition-travail en volume dans chacune des sections. Mais il reste indépendant des gains de productivité induits par cette révolution des forces productives.

Ces relations ayant ainsi été précisées, il est possible d'en déduire les valeurs des autres paramètres, à savoir :

- la croissance de la valeur ajoutée courante dans chaque section :

$$y_I(t) = \frac{q(t+1)}{q(t)} y(t)$$

(1) On a $\mu_I \cdot \eta_I - \mu_{II} \cdot \eta_{II} = [\bar{\eta}_I(t+1) - \bar{\eta}_{II}(t+1)] / \varphi_{g_I}(t)$

$$y_2(t) = \frac{1 - q(t+1)}{1 - q(t)} y(t)$$

- la croissance du volume du produit net global et de chaque section :

$$\bar{y}(t) = \frac{q(t+1) \varphi_{a_I}(t+1) + [1 - q(t+1)] \varphi_{a_{II}}(t+1)}{q(t) \varphi_{a_I}(t) + [1 - q(t)] \varphi_{a_{II}}(t)} : y(t)$$

$$\bar{y}_I(t) = \frac{\varphi_{a_I}(t+1)}{\varphi_{a_I}(t)} \cdot y_I(t) \equiv \psi_I(t) \cdot y_I(t)$$

$$\bar{y}_{II}(t) = \frac{\varphi_{a_{II}}(t+1)}{\varphi_{a_{II}}(t)} \cdot y_{II}(t)$$

qui ne s'exprime pas simplement en fonction de $\psi_{II}(t)$:

- la croissance du volume de la production marchande de chaque branche, $\bar{x}_I(t)$ et $\bar{x}_2(t)$.

. Conditions pour une reproduction à croissance régulière de l'activité ouvrière

Nous déterminons maintenant les relations supplémentaires que doivent vérifier les paramètres de la reproduction pour, qu'en cas de plein écoulement, le rythme de croissance de l'activité ouvrière soit constant de périodes en périodes.

Nous devons donc poser au départ $l(t) = c^{ste}$, soit $y(t)/\delta(t) = c^{ste}$.

La chronique des relations (1), où l'on porte $y(t)/\delta(t) = c^{ste}$, fait d'abord apparaître qu'à chaque date t , pour laquelle se trouvent fixés par les conditions passées de l'accumulation les paramètres $\gamma_{II}(t)$, $\tau_a(t)$ et $q(t)$, il est nécessaire que le pourcentage de plus-value consommée $s(t)$ soit adapté à la progression du pouvoir d'achat ouvrier $z(t)$, et réciproquement (sous la contrainte $0 < s < 1$).

De plus, à la date t , la relation (1) conduit à une relation $f[\mu_I(t), \mu_{II}(t), q(t+1), \delta(t)] = 0$. Les paramètres $\mu_I(t), \mu_{II}(t)$

et $\delta(t)$ peuvent donc être fixés sans contrainte, si ce n'est que $q(t+1)$ doit être compris entre 0 et 1.

La répartition des forces productives étant donnée pour la période $t+1$, les paramètres de productivité liés à $\mu_I(t)$ et $\mu_{II}(t)$ vont fixer les compositions organiques courantes $\gamma_I(t+1)$ et $\gamma_{II}(t+1)$ et le degré d'exploitation $\tau_a(t+1)$ (qui dépend aussi de $\delta(t)$ et $z(t)$); cela fixe les bases de la relation qui doit lier $z(t+1)$ et $s(t+1)$, etc...

Ainsi, tout un ensemble de reproductions peuvent s'accomplir avec le même rythme régulier de croissance de l'activité ouvrière.

Si l'on se fixe de plus comme contrainte une progression uniforme de l'activité ouvrière entre les deux sections (soit $y_I(t) = y_{II}(t)$), cela implique la constance de $q(t)$ dans le temps. Dès lors $\mu_I(t)$ et $\mu_{II}(t)$ ne peuvent plus être quelconques. A $\delta(t) = c^{ste}$, on doit avoir, à chaque date t , un couple $\{\mu_I(t), \mu_{II}(t)\}$ bien défini, soit $g[\mu_I(t), \mu_{II}(t)] = q(t)$, avec un degré de liberté quant à la détermination de chacun des termes du couple.

On débouche encore sur un ensemble de reproductions concrètes possibles sous ces contraintes.

Au sein de cet ensemble, un premier sous-ensemble revêt un caractère particulier : celui qui est caractérisé par une progression uniforme de la composition-travail en volume ($\mu_I(t) = \mu_{II}(t)$) et par un développement des forces productives globalement neutre, c'est-à-dire tel que le gain de productivité globale dans la Section I compense exactement la hausse uniforme de la composition-travail en volume (soit $\psi_I(t) = \mu(t)$); s'il en est ainsi, en effet, la composition-travail en valeur courante de chacune des sections reste inchangée dans le temps ($\gamma_I(t) = c^{ste}$, $\gamma_{II}(t) = c^{ste}$). Dès lors, à $\delta(t) = c^{ste}$, cela implique que $\mu(t)$ soit constant dans le temps et ait une valeur précise liée à q ; quant à la progression du pouvoir d'achat de périodes en périodes, elle doit être adaptée au pourcentage $s(t)$. Dans le cas plus particulier où l'on retient un pourcentage constant dans le temps (soit $s(t) = s$) et une progression régulière du pouvoir d'achat, on constate que cette progression doit être telle que le degré d'exploitation reste inchangé dans le temps : le pouvoir d'achat doit donc croître au rythme régulier des gains globaux de productivité dégagés au niveau de la Section II (1), augmentés des gains d'intensité, soit :

$$z = \delta \cdot \psi_{II}$$

(1) Cf. page suivante.

Nous définissons donc un sous-ensemble particulier de reproductions à plein écoulement et à croissance régulière et équilibrée de l'activité ouvrière : celles pour lesquelles, à pourcentage de plus-value consommée constant,

- la transformation des forces productives s'effectue de façon uniforme entre les deux sections

$$\mu_I(t) = \mu_{II}(t) = \mu(q) = c^{ste}$$

- cette transformation produit des gains de productivité suffisants - au niveau de la Section I - pour contrebalancer la hausse initiale (ou en volume) de la composition-travail, en sorte que celle-ci reste constante, dans chaque section, en valeur courante

$$\Psi_I(t) = \Psi_I = \mu(q)$$

(1) note de la page précédente

Cette constance des gains globaux de productivité au niveau de la Section II suppose une fonction de production particulière et différente de celle de la Section I.

Pour la Section I, le type de fonction de production, φ_I , qui est tel que $\Psi_I = \mu$ est donné par la relation suivante :

$$\mu^t = \varphi_{g_I}(t) = \varphi_{a_I}(t) = [\mu^t \eta_I(0) + 1] \varphi_I - \mu^t \eta_I(0)$$

$$\text{soit : } \varphi_I = \mu^t \frac{1 + \eta_I(0)}{1 + \mu^t \eta_I(0)} = \frac{\mu^t + \bar{\eta}_I(t)}{1 + \bar{\eta}_I(t)}$$

On peut constater que l'on n'a pas une progression constante des gains propres de productivité.

Pour la Section II, le type de fonction de production φ_{II} s'obtient de la façon suivante :

$$\text{On a - d'une part : } \varphi_{g_{II}}(t) = \Psi_{II}^t$$

$$\text{- d'autre part : } \varphi_{g_{II}}(t) = [\bar{\eta}_{II}(t) + 1] \varphi_{II}(t) \cdot \frac{\varphi_{g_I}(t)}{\varphi_{g_I}(t) + \bar{\eta}_{II}(t)} =$$

$$\varphi_{a_{II}}(t) \frac{\varphi_{a_{II}}(t) + \bar{\eta}_{II}(t)}{\varphi_{a_I}(t) + \bar{\eta}_{II}(t)}$$

$$\text{d'où } \varphi_{II} = \Psi_{II}^t \frac{1 + \eta_{II}(0)}{1 + \mu^t \eta_{II}(0)} = \left(\frac{\Psi_{II}}{\mu} \right)^t \frac{\mu^t + \bar{\eta}_{II}(t)}{1 + \bar{\eta}_{II}(t)}$$

On constate ainsi que l'on n'a pas une progression constante des gains propres de productivité et que la fonction de production de la Section II diffère de la fonction de production de la Section I, sauf pour $\Psi_{II} = \mu$.

- la progression du pouvoir d'achat est constante et conduit à une constance dans le temps du degré général d'exploitation :

$$\begin{cases} z(t) = z = \delta \cdot \Psi_{II} \\ \tau_a(t) = c^{ste} \end{cases}$$

Il s'agit bien d'un sous-ensemble dans lequel chacune est caractérisée par un groupe $\{q, s, \tau_a\}$ particulier (1).

On doit cependant noter que, si la croissance de l'activité ouvrière est uniforme, il n'en est pas de même de la progression du volume de produit net : cela n'est le cas que si les gains globaux de productivité sont uniformes, soit si $\Psi_{II} = \Psi_I$ (2). On a alors $\bar{y}_1 = \bar{y}_2 = \Psi \cdot y$.

- (1) Si l'on retient, dans la Section II, une fonction de production telle que Ψ_{II} croisse avec μ , il en résulte que Ψ_{II} est fonction de μ ; $z = \delta \cdot \Psi_{II}$ est alors, à δ unique pour le sous-ensemble envisagé, fonction de μ et donc finalement de q . Chaque reproduction particulière de ce sous-ensemble est donc caractérisée par un groupe spécifique des trois paramètres constants q, s et τ_a .

- (2) On a vu

1°/ que $\bar{y}_I(t) = \Psi_I(t) \cdot y_I(t)$; la progression du volume du produit net de la Section I est donc constante.

$$2^\circ/ \text{ que } \bar{y}_{II}(t) = \frac{\varphi_{a_{II}}(t+1)}{\varphi_{a_{II}}(t)} y_{II}(t).$$

Or, pour $\Psi_I(t)$ et $\Psi_{II}(t)$ constants, on a :

$$\varphi_{a_{II}}(t+1) = \mu^{t+1} \left[\frac{\Psi_{II}^{t+1}}{\Psi_I^{t+1}} - 1 \right] + \Psi_{II}^{t+1}$$

et de même pour $\varphi_{a_{II}}(t)$.

Les gains de productivité apparente dans la Section II ne sont donc constants dans le temps que si $\Psi_{II} = \Psi_I$. Et l'on a alors : $\bar{y}_{II} = \Psi \cdot y_{II} = \bar{y}_I$.

Notons d'ailleurs qu'une telle uniformité des gains globaux de productivité (et aussi des gains apparents) nécessite à contrario une diversité des gains propres dès lors que, antérieurement à cette période de développement égal des forces productives, la reproduction s'est effectuée jusqu'à conduire à un niveau différencié des compositions-travail, soit $\gamma_I \neq \gamma_{II}$, tout en ayant le même type de fonction de production $\varphi[\bar{\gamma}(t), t]$ dans les deux sections (cf. note (1) p. 237).

Dans le cas particulier de complète uniformité, nous avons vu qu'en tout état de cause les paramètres devaient vérifier la relation (k), soit : $h[\mu(t), z(t), s(t), \delta(t)] = 0$, à $q(t)$ donné. Si de plus le rythme de croissance de l'activité ouvrière doit être constant, il en résulte, à la date t , une seconde relation $h'[\mu(t), z(t), s(t), \delta(t)] = 0$; ces deux relations fixent les contraintes recherchées. Ainsi, à $s(t) = s$ et $\delta(t) = c^{ste}$, la croissance en volume de la composition-travail et la croissance du pouvoir d'achat doivent avoir des montants bien définis. Notons qu'ici la contrainte d'une extension équilibrée de l'activité entre les deux sections ne débouche sur aucune relation supplémentaire puisque $q(t+1)$ peut être quelconque.

Le sous-ensemble des reproductions envisagées dans le cas général est, dans ce cas particulier, caractérisé par les paramètres suivants :

$$\begin{cases} \psi = \mu & (\text{d'où } \eta = c^{ste}) \\ z = \delta \cdot \psi & (\text{d'où } \tau_a = c^{ste}) \\ s = c^{ste} \end{cases}$$

chaque reproduction de ce sous-ensemble étant relative à un panel particulier (q, τ_a, s) , avec $\mu = \mu(q)$ (1).

Il est clair que, dans ce cas particulier de développement égal s'appuyant au départ sur des compositions-travail égales, la progression du volume du produit net est uniforme.

- . Conditions devant être vérifiées par les paramètres de la reproduction pour que le taux général de profit (ex-post) reste inchangé en cas de plein écoulement

Etudions maintenant dans quels cas le taux général de profit ex-post reste inchangé dans le temps lorsque l'on se fixe comme contrainte un plein écoulement.

On sait que le taux général de profit ex-post qui résulte de la réalisation à la date t a pour valeur :

(1) On doit avoir $\mu = \frac{1+\eta}{\eta \cdot y} \cdot q$.

$$r(t) = \frac{\tau(t)}{\gamma^*(t) [1 + \tau(t)] + 1}$$

où : $\tau(t)$ est le degré d'exploitation ex-post, inférieur au degré ex-ante si le pouvoir d'achat ouvrier augmente ($z(t) > 1$);

γ^* est la composition-travail moyenne relative à une répartition $q^*(t)$, telle que sur cette base - et pour $s = 0$, puisse se développer une reproduction régulière équilibrée simplement extensive (pour le niveau des forces productives de la période $(t-1, t)$ et le degré d'exploitation ex-post $\tau(t)$ (1); on a :

$$\gamma^*(t) = \gamma_I(t) \cdot q^*(t) + \gamma_{II}(t) [1 - q^*(t)]$$

La contrainte $r(t) = r(t-1)$ conduit à fixer une relation :

$$f[z(t), \psi_I(t-1), \psi_{II}(t-1), \mu_I(t-1), \mu_{II}(t-1), \delta(t-1)] = 0$$

à $\tau_a(t)$ donné. Autrement dit, le développement des forces productives de la période $(t-2, t-1)$ à la période $(t-1, t)$ ayant tous les paramètres saufs $z(t)$, il faut et il suffit que l'évolution du pouvoir d'achat à la date t ait une valeur bien définie, pour que le taux général de profit reste inchangé.

Si les forces productives mises en oeuvre sur la période $(t-1, t)$ l'ont été en sorte que le taux général de profit ex-ante, $r_a(t)$, soit supérieur au taux de profit ex-post antérieur, l'évolution du pouvoir d'achat peut être positive sans que le taux de profit final ne baisse (2). Sa hausse possible sans obérer le taux de profit ex-post, est d'autant plus forte que l'écart initial ($r_a(t) > r(t-1)$) est élevé. Et cet écart dépend en premier lieu (si l'on fait abstraction de la variation de $q^*(t)$) de l'importance des gains propres de productivité

(1) $q^*(t)$ est donc fixée par la relation (kk) définie dans la Section I de ce chapitre, pour $s=0$, $\gamma_I = \gamma_I(t)$, $\gamma_{II} = \gamma_{II}(t)$ et $\tau = \tau(t)$ cf. p.

$$(2) \text{ On a : } r_a(t) = \frac{\tau_a(t)}{\gamma^*(t) [1 + \tau_a(t)] + 1}$$

$$\text{et : } \frac{1 + \tau_a(t)}{1 + \tau(t)} = z(t)$$

Donc: si $r_a(t) > r(t-1)$, $r(t) = r(t-1)$ pour $z > 1$.

dégagés dans l'une et l'autre section, relativement aux augmentations des compositions-travail en volume qui ont lieu, ainsi que de la progression de l'intensité du travail. Mais il est clair que cet écart peut être négatif si les prévisions de rentabilité faites par les divers capitalistes ont été surestimées, et notamment s'ils ont escompté une plus grande intensité du travail que celle qui s'avère possible.

Dans le cas particulier de complète homogénéité, on peut expliciter la fonction f ci-dessus. On a :

$$r(t) - r(t-1) = 0 \quad \text{pour } \mathfrak{z}(t) = \mathfrak{s}(t-1) \cdot \Psi(t-1) + \delta(t-1)$$

$$\left[\Psi(t-1) - \mu(t-1) \right] \frac{\gamma(t-1) \cdot \mathfrak{z}(t-1)}{1 + \gamma(t-1)}$$

Cette expression fait clairement ressortir que $\mathfrak{z}(t)$ varie avec l'écart existant entre Ψ et μ .

Si l'on considère l'ensemble des reproductions à croissance constante de l'emploi, il en existe un sous-ensemble qui vérifie la relation $r(t) = c^{\text{ste}}$. Ce sous-ensemble englobe en particulier celui défini au point précédent : $\gamma_I, \gamma_{II}, q^*$ et $\mathfrak{z}_a$ (donc $\mathfrak{z}$) restent en effet inchangés dans le temps.

Mais on peut aussi noter qu'il inclut le cas particulier où la croissance du pouvoir d'achat est constamment nulle, dans la mesure où les contraintes fixées (croissance régulière de l'emploi global, constance du taux de profit) laissent encore la possibilité de choisir $\mathfrak{z}(t)$ à priori. Ainsi nous retenons ci-après un exemple pédagogique montrant qu'une reproduction sans aucune progression de la consommation ouvrière totale ($l(t) = 0, \mathfrak{z}(t) = 0$) est physiquement possible avec plein écoulement et constance du taux de profit, pour peu que le développement des forces productives recouvre une certaine forme (1).

- (1) E. EMMANUEL, dans "Profit et crise" op. cit., avance cette proposition contre LENINE (cf. p. 159), mais le schéma de reproduction qu'il produit à l'appui de celle-ci ne répond pas aux contraintes qu'il est sensé vérifier. Même en faisant abstraction de ce que nous avons précédemment analysé comme une erreur de LENINE, et à sa suite d'EMMANUEL, soit le fait de définir la valeur courante de la production d'une période $(t-1, t)$ par : $M(t) = \bar{C}(t) + VA(t)$, où $\bar{C}(t)$ est la valeur courante, relative à la période précédente, du capital constant engagé, et la plus-value produite par $PV(t) = VA(t) - \bar{V}(t)$ - le fait qu'A. EMMANUEL retienne un taux d'exploitation constant dans le temps entraîne a contrario que le pouvoir d'achat ouvrier augmente : pour $VA(t) = c^{\text{ste}}$ (soit un nombre identique de travailleurs employés) et pour $V(t) = c^{\text{ste}}$ (soit un degré d'exploitation constant), les gains de productivité dégagés entraînent en effet que $\bar{V} = c^{\text{ste}}$ recouvre un volume de moyens de subsistance croissant dans le temps. Nous retenons donc aussi cet exemple pédagogique pour redresser cette erreur de A. EMMANUEL, tout en confirmant la proposition qu'il admet.

Exemple

Reproduction à croissance nulle de la consommation ouvrière et à taux de profit constant.

Nous nous plaçons, pour simplifier, dans le cas particulier de complète homogénéité.

Nous retenons les contraintes suivantes :

- $y(t) = 1$, pour une durée du travail et une intensité du travail inchangées dans le temps, soit une croissance nulle de l'emploi total;
- $z(t) = 1$, soit une croissance nulle du pouvoir d'achat ouvrier (d'où : $\tau(t) = \tau_a(t)$);
- $r(t) = c^{ste}$, soit un taux général de profit inchangé;
- $s = c^{ste}$
- plein écoulement de la production.

Pour $\gamma(0) = 1$, $\tau_a(0) = 100\%$, $s = 50\%$, il convient d'abord que la répartition de l'emploi soit : $q(0) = 0,625$ (1).

La croissance en volume de la composition-travail, dont nous avons vu qu'elle était fonction de q , doit être $\mu(0) = 1,25$.

Et pour que le taux général de profit reste inchangé, il est nécessaire que le gain de productivité globale soit $\psi(0) = 1,0833$.

(1) Un plein écoulement (ajouté à $y=1$, $z=1$) conduit à ce que l'on doit avoir :

$$q(t) = \frac{[1 + \gamma(t)][1 + \tau(t)] - s(t) \cdot \tau(t) - 1}{[1 + \tau(t)][1 + \gamma(t)]}$$

Dès lors on a : $\eta(1) = 1,15$ et $\tau(1) = 1,17$; ceci implique que l'on ait eu un déplacement des forces productives vers la Section I puisque $q(1)$ adapté à la poursuite d'une croissance régulière de l'emploi avec plein écoulement doit être alors égal à 0,66 ($> 0,625$).

Et l'on trouve de même : $\left\{ \begin{array}{l} \mu(1) = 1,23 \\ \psi(1) = 1,08 \end{array} \right. , \left\{ \begin{array}{l} \mu(2) = 1,22 \\ \psi(2) = 1,094 \end{array} \right.$

d'où : $\left\{ \begin{array}{l} \eta(2) = 1,31 \\ \tau(2) = 1,34 \\ q(2) = 0,69 \end{array} \right. , \left\{ \begin{array}{l} \eta(3) = 1,46 \\ \tau(3) = 1,56 \\ q(3) = \end{array} \right.$

On peut représenter cette reproduction particulière à l'aide des schémas successifs suivants :

Période (-1, 0)

	C	V	PV	M	(VA)
I	100	50	50	= 200	100
II	60	30	30	= 120	60
	160	80	80	= 320	160

Période (0, 1) en volume (aux valeurs de la période précédente)

	$\bar{C}$	$\bar{V}$	$\bar{PV}$	$\bar{M}$	$\bar{VA}$
I	132	52,8	61,5	= 246,2	114,3
II	68	27,2	31,7	= 126,9	58,9
	200	80,0	93,2	= 373,1	173,2

en valeur courante

	C	V	PV	M	VA
I	121,84	48,73	56,86	= 227,43	105,59
II	62,76	25,11	29,30	= 117,17	54,41
	184,6	73,84	86,16	= 344,60	160,00

Période (1, 2) en volume (aux valeurs de la période de base)

	$\bar{C}$	$\bar{V}$	
I	169,88	55,20	avec $\bar{CL} = 46,9$
II	76,30	24,80	(soit 50% de $\bar{PV} = 93,2$)
	246,2	80,0	

en volume (aux valeurs de la période précédente)

	$\bar{C}$	$\bar{V}$	
I	156,90	+ 50,94	
II	70,53	+ 22,90	
	227,43 + 73,84		

avec $\bar{CL} = 43,3$
(soit 50% de PV = 86,2)

	en valeur courante				
	C	V	PV	M	VA
I	145,30	+ 47,17	+ 63,23	= 255,70	110,40
II	65,28	+ 21,20	+ 28,40	= 114,88	49,60
	210,58	+ 68,37	+ 91,63	= 370,58	160,0
	160,00				

On constate bien que : $r(0) = r(1) = r(2) = 33,3\%$, pour une valeur ajoutée globale qui reste identique de périodes en périodes (VA = 160 ht) et un capital variable de volume (aux valeurs de la période de base) inchangé ($\bar{V} = 80$).

Le développement (uniforme ici) des forces productives qui doit avoir lieu présente les caractéristiques suivantes :

- croissance progressivement ralentie de la composition-travail en volume;
- croissance progressivement accélérée des gains globaux de productivité;
- développement coûteux ($\mu > \psi$), mais dont le coût doit diminuer dans le temps compte tenu des deux points précédents.

Il ne s'agit donc pas d'un développement régulier. Et le fait qu'il doive tendre à devenir neutre ($\psi = \mu$) s'explique par le fait que la composition-travail en valeur courante augmente. On a pour $t \rightarrow \infty$ $\mu \rightarrow 1$ et $\psi \rightarrow 1$ avec $\psi < \mu$ (1).

(1) On a en effet :
$$\mu = \frac{(1+\eta)(1+\tau) - s \cdot \tau - 1}{(1+\tau)}$$
et :
$$\psi \left[1 + \frac{\eta \cdot \tau}{1+\eta} \right] = 1 + \frac{\mu \eta \tau}{1+\eta}$$

. Reproduction intensive et transferts de capitaux entre sections

Le dernier aspect formel de la reproduction intensive que nous nous proposons maintenant d'étudier concerne les transferts de capitaux entre les deux sections qui doivent, ou non, accompagner telle ou telle reproduction particulière. Parler d'un nécessaire transfert c'est avancer que le capital-argent accumulé dans une section est différent du profit dégagé au même moment dans cette section, ou du moins - pour être plus précis - qu'il est différent de la fraction du profit dégagé, pour un même pourcentage de profit consommé appliqué dans chaque section; si l'on note $[\bar{Q}_i(t+1) + \bar{W}_i(t+1)]$ le capital-argent accumulé dans la section i à la date $t+1$ (achats de moyens de production et salaires étant exprimés aux prix de production à la date t) et $pf_i(t)$ le profit normal dégagé dans cette section compte tenu des prix de production à cette date, il y aura nécessité d'un transfert de capital-argent d'une section à l'autre si : $[\bar{Q}_i(t+1) + \bar{W}_i(t+1)] \neq s' . pf_i(t)$. Il s'agit en l'occurrence du profit net réel et non du profit net apparent; le profit net réel vaut $pf_i(t) = L_i(t) - \bar{Q}_i(t) - \bar{W}_i(t)$ où $\bar{Q}_i(t)$ et $\bar{W}_i(t)$ sont estimés aux prix de production courants de la date t (1), tandis que le profit net apparent vaut $pf_i^a(t) = L_i(t) - \bar{Q}_i(t) - \bar{W}_i(t)$ où $\bar{Q}_i(t)$ et $\bar{W}_i(t)$ sont estimés aux prix de production courants de la date $t-1$ (2).

Pour répondre à la question posée, nous définissons d'abord les relations que doivent vérifier les paramètres de la reproduction pour qu'il n'y ait aucun transfert nécessaire; cela nous permettra ensuite de déterminer l'ampleur de ce transfert lorsque les paramètres ne vérifient pas ces relations ainsi définies.

Les conditions pour qu'il n'y ait aucun transfert, dans le cas d'un écoulement total de la production, s'écrivent :

$$\begin{cases} \bar{Q}_I(t+1) + \bar{W}_I(t+1) + s' . pf_I(t) = L_I(t) \\ \bar{Q}_{II}(t+1) + \bar{W}_{II}(t+1) + s' . pf_{II}(t) = L_{II}(t) \end{cases}$$

(1) Plus précisément, $\bar{W}_i(t)$ correspond à la norme de consommation de la date t et au système des prix de production courants.

(2) Plus précisément, $\bar{W}_i(t)$ correspond à la norme de consommation de la date $t-1$ et au système des prix de production courants de la date $t-1$.

où :

$$\begin{cases} pf_I(t) = L_I(t) - Q_I(t) - W_I(t) = r(t) [Q_I(t) + W_I(t)] \\ pf_{II}(t) = L_{II}(t) - Q_{II}(t) - W_{II}(t) = r(t) [Q_{II}(t) + W_{II}(t)] \end{cases}$$

Soient $\pi_I = \frac{p_I}{m_I}$ et $\pi_{II} = \frac{p_{II}}{m_{II}}$ les rapports - définis à une constante près - entre prix de production moyens ex-post et valeurs moyennes à la date t , pour chacune des sections.

On a donc en vertu de l'hypothèse de complète uniformité au sein de chaque section :

$$Q_I(t) = \pi_I(t) \cdot C_I(t)$$

$$Q_{II}(t) = \pi_{II}(t) \cdot C_{II}(t)$$

$$W_I(t) = \pi_I(t) \cdot v_I(t)$$

$$W_{II}(t) = \pi_{II}(t) \cdot v_{II}(t)$$

$$\bar{Q}_I(t+1) = \pi_I(t) \cdot \bar{C}_I(t+1)$$

$$\bar{Q}_{II}(t+1) = \pi_{II}(t) \cdot \bar{C}_{II}(t+1)$$

$$\bar{W}_I(t+1) = \pi_I(t) \cdot \bar{v}_I(t+1)$$

$$\bar{W}_{II}(t+1) = \pi_{II}(t) \cdot \bar{v}_{II}(t+1)$$

sachant que $\pi(t) = \frac{\pi_I(t)}{\pi_{II}(t)}$ est solution de :

$$\frac{L_I(t)}{Q_I(t) + W_I(t)} = \frac{L_{II}(t)}{Q_{II}(t) + W_{II}(t)} = 1 + r(t)$$

$$\text{soit : } \frac{\pi(t) [1 + \gamma_I(t)]}{\pi(t) \cdot \gamma_I(t) + \frac{1}{1 + r(t)}} = \frac{1 + \gamma_{II}(t)}{\pi(t) \cdot \gamma_{II}(t) + \frac{1}{1 + r(t)}}$$

Les contraintes d'absence de transfert s'écrivent :

$$y(t) \frac{q(t+1)}{q(t)} \left\{ \pi(t) \cdot \mu_I(t) \cdot \gamma_I(t) + \frac{1}{s(t) [1 + \tau(t)]} \right\} + s'(t) \\ \left[\pi(t) - \frac{1}{1 + \tau(t)} \right] = \pi(t) [1 + \gamma_I(t)]$$

$$y(t) \frac{1-q(t+1)}{1-q(t)} \cdot \left\{ \pi(t) \cdot \mu_{II}(t) \cdot \gamma_{II}(t) + \frac{1}{s(t) [1 + \tau(t)]} \right\} + s'(t) \\ \left[1 + \gamma_{II}(t) - \pi(t) \cdot \gamma_{II}(t) - \frac{1}{1 + \tau(t)} \right] = 1 + \gamma_{II}(t).$$

Ces deux relations, jointes à celle qui définit $\pi(t)$, imposent donc des contraintes aux paramètres de la reproduction qui s'ajoutent à celles résultant d'un plein écoulement.

On définit ainsi globalement un ensemble de reproductions possibles; la principale question qui se pose est dès lors la suivante : dans quelle mesure cet ensemble inclut, ou non, certaines reproductions qui répondent à la contrainte d'une croissance régulière de l'emploi total.

Le nombre de paramètres étant supérieur au nombre de relations qui doivent lier ces paramètres (1), il existe un champ commun à ces deux ensembles. Et cela reste vrai lorsque l'on ajoute la contrainte d'une croissance équilibrée de l'emploi.

De même, il existe des reproductions sans transferts, telles que le taux général de profit reste constant.

Il existe même certaines reproductions telles qu'on ait à la fois plein écoulement, absence de transferts, croissance régulière de l'emploi total et constance du taux général de profit, si ce n'est qu'elles supposent une variation dans le temps du pourcentage $s(t)$ lors même que celui-ci ne peut varier que dans certaines limites :

(1) Notons bien que si l'une des relations résultant de l'absence de transfert est vérifiée, l'autre l'est nécessairement lorsque l'on a plein écoulement.

elles ne peuvent donc avoir lieu que sur un nombre fini de périodes (1).

Mais il est clair que ces reproductions nécessitent une variation dans le temps des paramètres $z(t)$, $\delta(t)$, $\mu_I(t)$ et $\mu_{II}(t)$ et surtout $s(t)$. [Pour $\Psi_I(t)$ et $\Psi_{II}(t)$ on peut admettre qu'ils sont liés à $\mu_I(t)$ et $\mu_{II}(t)$ selon des fonctions de production données]. Or il importe, dans le cadre de cette étape formelle, d'étudier tout particulièrement dans quelle mesure certaines reproductions tendanciellles construites sur la base d'une constance dans le temps de tout ou partie des paramètres sont possibles.

(1) Justifions ceci.

Pour $\eta_I(t)$, $\eta_{II}(t)$ et $\tau_a(t)$ donnés, les contraintes envisagées conduisent à déterminer les paramètres de la reproduction de la façon suivante.

1°/ La contrainte de constance du taux de profit fixe $z(t)$ une fois connus $\mu_I(t-1)$, $\mu_{II}(t-1)$, $\delta(t-1)$ et donc $\Psi_I(t-1) = f_1(\mu_I)$ et $\Psi_{II}(t-1) = f_2(\mu_I, \mu_{II})$.

2°/ La contrainte de reproduction à croissance régulière de l'emploi conduit, à $q(t)$ donné par le passé, à une relation $f_3(z(t), s(t)) = 0$, d'où la détermination de $s(t)$ qui en résulte, $z(t)$ étant fixé comme indiqué ci-dessus.

3°/ La seconde contrainte de plein écoulement conduit à ce que l'on doive avoir $f_4(q(t+1), \mu_I(t), \mu_{II}(t), \delta(t)) = 0$ sous la contrainte $0 < q(t+1) < 1$. Quant à la contrainte d'absence de transfert elle conduit à une autre relation du même type une fois connue $z(t)$.

On a deux relations (plus une contrainte) pour fixer quatre paramètres. D'où un ensemble possible.

4°/ Pour les valeurs $\mu_I(t)$ et $\mu_{II}(t)$ retenues, il en résulte des gains $\Psi_I(t)$ et $\Psi_{II}(t)$ selon les fonctions de production f_1 et f_2 .

Le seul problème posé concerne donc la détermination de $s(t)$ (cf. 2°) : comme il ne sera pas constant et qu'il ne peut varier qu'entre certaines limites, il arrivera toujours un moment où une de ces limites est franchie.

Remarquons de plus que, si l'on ajoute la contrainte d'une croissance équilibrée de l'emploi ($q(t+1) = q(t)$) et celle d'une progression égale de la composition-travail ($\mu_I(t) = \mu_{II}(t)$), on trouve encore (selon 3°) une solution sous la réserve précédente.

Nous avons vu déjà qu'étaient formellement possibles des reproductions à :

$$\begin{aligned} y &= c^{ste} \\ r &= c^{ste} \\ z &= c^{ste} \\ \delta &= c^{ste} \\ s &= c^{ste} \end{aligned}$$

mais qu'en règle générale elles nécessitaient :

- une évolution différenciée de l'emploi ($y_I(t) \neq y_{II}(t)$);
- une variation dans le temps de $\mu_I(t)$ et $\mu_{II}(t)$ comme des liens unissant les gains globaux de productivité à ces variations.

Le seul sous-ensemble de reproduction tels que l'on ait aussi croissance équilibrée de l'emploi et constance des paramètres fixant la transformation des forces productives relevait des contraintes supplémentaires suivantes :

$$\left| \begin{aligned} \mu_I &= \mu_{II} = \mu \\ \psi_I &= \mu \\ z &= \delta \cdot \psi_{II} \end{aligned} \right.$$

On est alors conduit à constater que ce sous-ensemble de reproductions tendancielles à paramètres constants ne vérifie pas la contrainte d'absence de transfert.

Elles s'accompagnent nécessairement d'un transfert de capital-argent de la section où la composition-travail est la plus faible vers la section où elle est la plus élevée (1).

(1) On peut justifier directement cette assertion en déterminant quels doivent être les pourcentages s'_I et s'_{II} pour que le capital-argent accumulé dans chaque section relève du profit qui y est réalisé.

$$\text{Pour : } \begin{cases} \bar{Q}_I(t+1) + \bar{W}_I(t+1) = L_I(t) - s'_I \cdot pf_I(t) \\ \bar{Q}_{II}(t+1) + \bar{W}_{II}(t+1) = L_{II}(t) - s'_{II} \cdot pf_{II}(t) \end{cases}$$

on trouve :

$$s'_I = \frac{1+r}{r} - \frac{y \{ \pi \cdot \mu \cdot \eta_I + 1/\delta (1+\tau) \}}{\pi \cdot \eta_I + 1/1+\tau}$$

$$s'_{II} = \frac{1+r}{r} - \frac{y \{ \pi \cdot \mu \cdot \eta_{II} + 1/\delta (1+\tau) \}}{\pi \cdot \eta_{II} + 1/1+\tau}$$

On a : $s'_I = s'_{II} = s'$ que pour $\eta_I = \eta_{II}$

Pour $\eta_I > \eta_{II}$, on a : $s'_I < s'_{II}$.

Exemple

Considérons la reproduction régulière équilibrée caractérisée par les paramètres suivants :

$$\eta_I = 2,5$$

$$\eta_{II} = 0,9091$$

$$\tau = 100 \%$$

$$s = 0 \%$$

$$\delta = 1$$

$$\mu_I = \mu_{II} = \psi_I = 1,2$$

$$z = \psi_{II} = 1,1$$

Cela nécessite que la répartition de l'emploi entre les deux sections soit $q = 0,7308$.

Le rythme uniforme de progression de l'emploi est alors de $y = 1,029$ soit de 2,9 % de période en période .

Le taux général de profit (ex-post) est de 20%, tandis que le rapport $\pi = \pi_I / \pi_{II}$ vaut 1,2.

Admettons que sur une période (t-1,t) la production marchande en valeur courante soit (ex-post) (1) :

	C	V_r	PV_r	M	VA	<u>en ht</u>
I	6 775 + 1	355 + 1	355 =	9 485	2 710	
II	909 +	500 +	500 =	1 909	1 000	
	7 684 + 1	855 + 1	855 =	11 394	3 710	

(1) Nous retenons des chiffres arrondis à l'unité.

Admettons, d'autre part, que les prix de production absolus à la date t soient tels que le montant de la production de la Section II aux prix de production soit de 1 909 Fr et que le salaire horaire (aux prix de production) soit de 0,5 Fr.

Le profit réel ex-post relatif à ces prix de production est alors :

	$\hat{L}$	$\hat{Q}$	$\hat{W}$	$\hat{p}\hat{f}$ (en Fr)	r
I	11 382 - 8 130	- 1 355	= 1 897		20 %
II	1 909 - 1 091	- 500	= 318		20 %

A la date t , l'accumulation réalisée se caractérise par :

$$\left\{ \begin{array}{l} \bar{C}_I(t+1) = 8\,364 \\ \bar{C}_{II}(t+1) = 1\,121 \end{array} \right\} = 9\,485 = M_I(t)$$

$$\left\{ \begin{array}{l} \bar{V}_I(t+1) = 1\,394 \\ \bar{V}_{II}(t+1) = 515 \end{array} \right\} = 1\,909 = M_{II}(t) \quad (\text{pour } s=0)$$

$$\left\{ \begin{array}{l} VA_I(t+1) = 2\,789 \\ VA_{II}(t+1) = 1\,029 \end{array} \right\} \text{ soit : } y_I = y_{II} = 1,029$$

La production marchande en valeur courante sur la période $(t, t+1)$ est alors (ex-ante) :

	C	V	PV _a	M	VA
I	6 971 + 1 267	+ 1 522	=	9 760	2 789
II	934 + 468	+ 561	=	1 963	1 029

Quant aux volumes de production et de produit, on a :

$$\left\{ \begin{array}{l} \bar{M}_I(t+1) = 11\,712 \\ \bar{M}_{II}(t+1) = 2\,159 \end{array} \right. \quad \begin{array}{l} \text{soit : } \bar{x}_I(t) = 1,235 \quad (1) \\ \text{soit : } \bar{x}_{II}(t) = 1,13 \end{array}$$

(1) On trouve bien que $\bar{x}_I = \bar{y}_I = \psi_I \cdot y$

$$\begin{array}{ll} \overline{VA}_I(t+1) = 3\,348 & \text{soit : } \overline{y}_I(t) = 1,235 \quad (1) \\ \overline{VA}_{II}(t+1) = 1\,038 & \text{soit : } \overline{y}_{II}(t) = 1,038 \\ \hline \overline{VA}(t+1) = 4\,386 & \text{soit : } \overline{y}(t) = 1,18 \quad (2) \end{array}$$

Quels sont par ailleurs les mouvements de capitaux-argent qui correspondent à cette accumulation, sous l'hypothèse de prix égaux aux prix de production ?

$$\begin{array}{l} \text{On a : } \left\{ \begin{array}{l} \overline{Q}_I(t+1) = 10\,037 \text{ Fr} \\ \overline{W}_I(t+1) = 1\,394 \text{ Fr} \end{array} \right\} \text{ soit au total : } 11\,431 \text{ Fr dans la Section I.} \\ \\ \left\{ \begin{array}{l} \overline{Q}_{II}(t+1) = 1\,345 \text{ Fr} \\ \overline{W}_{II}(t+1) = 515 \text{ Fr} \end{array} \right\} \text{ soit autotal : } 1\,860 \text{ Fr dans la Section II.} \end{array}$$

On constate bien que, pour $s' = 0$, il y a nécessité d'un transfert net de 49 Fr de la Section II vers la Section I :

$$\overline{Q}_I(t+1) + \overline{W}_I(t+1) - L_I(t) = 49 \text{ Fr.}$$

Nous pouvons poursuivre cet exemple pour expliciter les notions ex-ante/ex-post.

Pour ces prix d'offre à la date $(t+1)$ égaux aux prix de production de la date t , le profit ex-ante est :

	L_a	Q	W	pf_a	r_a
I	14 054 -	10 037 -	1 394 =	2 623	22,9 %
II	2 159 -	1 345 -	515 =	299	16,1 %
	16 213 -	11 382 -	1 909 =	2 922	22,0 %

(1) On trouve bien que $\overline{x}_I = \overline{y}_I = \Psi_I \cdot y$.

(2) Le volume du produit net global croît moins vite que le taux de profit (soit : $\overline{y} < 1+r$) dans la mesure où $\Psi_I > \Psi_{II}$; pour $\Psi_I = \Psi_{II}$ on aurait : $1+r = \overline{y} = \Psi \cdot y$.

On constate que les prix de production antérieurs ne sont pas des prix de production ex-ante.

On a en fait, pour $\hat{w}_a(t+1) = 0,5$ Fr et donc $\hat{p}_{a_{II}}(t+1) = \hat{p}_{II}(t)$,

$\hat{p}_{a_I}(t+1) = 0,935 \cdot \hat{p}_I(t)$, soit un profit normal ex-ante donné par :

	$\hat{L}_a$	$\hat{Q}$	$\hat{W}$	$\hat{p}f_a$	r_a
I	13 108 - 9 364 - 1 394			= 2 350	21,9 %
II	2 159 - 1 255 -		515	= 389	21,9 %

Si la réalisation à la date $t+1$ s'effectue sans érosion de la monnaie bancaire, cela implique que le salaire horaire passe de 0,5 Fr à 0,55 Fr (augmentation de 10% du pouvoir d'achat), d'où un rythme de prix de production ex-post tel que $\pi(t+1) = \pi(t) = 1,2$, soit, comme les gains globaux de productivité n'ont pas été identiques dans les deux sections, des niveaux absolus : $\hat{p}_{II}(t+1) = \hat{p}_{II}(t)$ et $\hat{p}_I(t+1) =$

$$\hat{p}_I(t) \cdot \frac{\psi_{II}}{\psi_I} = 0,9166 \hat{p}_I(t).$$

Le profit réel ex-post est alors :

	$\hat{L}_r$	$\hat{Q}$	$\hat{W}_r$	$\hat{p}f_r$	r
I	12 882 - 9 200 - 1 533			= 2 149	20,0 %
II	2 159 - 1 232 -		566	= 361	20,0 %

Celui-ci est relatif à la plus-value réalisée

	M	C	V_r	PV_r	γ
I	9 760 - 6 971 - 1 394			= 1 394	100 %
II	1 963 -	934 -	515	= 515	100 %

Le taux général de profit ex-post est bien de 20 %; il est égal au taux ex-post antérieur et inférieur au taux ex-ante $r_a(t+1) = 21,9$ %.

A la date $(t+1)$ l'accumulation est fixée par :

$$\begin{array}{ll}
 \bar{C}_I(t+2) = 8\ 607 & \bar{Q}_I(t+2) = 11\ 361\ \text{Fr} \quad (1) \\
 \bar{C}_{II}(t+2) = 1\ 153 & \bar{Q}_{II}(t+2) = 1\ 521\ \text{Fr} \quad (1) \\
 \bar{V}_I(t+2) = 1\ 434 & \bar{W}_I(t+2) = 1\ 576\ \text{Fr} \quad (1) \\
 \bar{V}_{II}(t+2) = 530 & \bar{W}_{II}(t+2) = 583\ \text{Fr} \quad (1)
 \end{array}$$

Le transfert qui doit avoir lieu est alors de :

$$11\ 361 + 1\ 576 - 12\ 882 = 55\ \text{Fr.}$$

En conservant l'hypothèse que les prix de marché sont égaux aux prix de production sans érosion monétaire, on peut constater que :

1°/ le profit apparent réalisé dans la Section I est réduit par la baisse relative des prix au niveau de cette section :

$$\begin{aligned}
 \text{profit apparent}_I &= 12\ 882 - 11\ 431 = 1\ 451\ \text{Fr} \\
 &\quad (\text{pour un profit réel de } 2\ 149\ \text{Fr});
 \end{aligned}$$

2°/ le profit apparent réalisé dans la Section II se trouve aussi réduit du fait de la baisse relative du prix des moyens de production :

$$\begin{aligned}
 \text{profit apparent}_{II} &= 2\ 159 - 1\ 860 = 299\ \text{F} \quad (\text{pour un} \\
 &\quad \text{profit réel de } 361\ \text{Fr}).
 \end{aligned}$$

Dès lors, si les diverses directions capitalistes établissent leur prix d'offre sur une base apparente, tout en anticipant une hausse des salaires nominaux, cela conduit à des prix d'offre supérieurs :

$$\text{prix d'offre}_I(t+1) = (10\ 037 + 1\ 533) (1,2) = 13\ 884 \quad (+5,9\%)$$

$$\text{prix d'offre}_{II}(t+1) = (1\ 345 + 566) (1,2) = 2\ 293 \quad (+6,2\%)$$

et ceux-ci ne permettent une augmentation du pouvoir d'achat ouvrier que si le salaire nominal progresse plus (de 10% + 6,2%) que ce qui est retenu par les capitalistes dans la fixation de ces prix d'offre (soit seulement 10%). D'où une reproduction nécessairement inflationniste.

(1) $\bar{Q}$, etc... signifie : aux prix de production de la date $t+1$.

Seule une vive concurrence au niveau de la Section I - qui conduirait certaines directions à baisser de façon absolue leurs prix et obligerait les autres à s'aligner dessus - peut empêcher une telle reproduction inflationniste.

Notons bien que tout ceci résulte directement de l'hypothèse faite initialement selon laquelle les gains globaux de productivité au niveau de la Section I sont supérieurs à ceux qui sont dégagés au niveau de la Section II.

Si ces gains sont égaux ($\Psi_I = \Psi_{II}$), la baisse relative des prix de production de la Section I n'a plus lieu : le système des prix de production reste inchangé et les prix d'offre ci-dessus définis ne sont pas supérieurs aux prix de production courants sans érosion monétaire. Il n'en reste pas moins que le même transfert que celui défini ci-dessus reste nécessaire (il ne dépend pas de Ψ_{II} dès lors que l'on ajuste $\mathfrak{z}$ à Ψ_{II}).

Si, à l'inverse, les gains globaux de productivité au niveau de la Section II sont supérieurs aux gains globaux de productivité de la Section I, les prix de production de la Section I doivent s'élever relativement sans érosion monétaire.

Par exemple si $\Psi_{II} = \mathfrak{z} = 1,3$ on devra avoir : $\hat{p}_I(t+1) = 1,083 \hat{p}_I(t)$.
Le profit réel ex-post relatif à ces prix de production est alors (1):

	$\hat{L}_r$	$\hat{Q}$	$\hat{W}_r$	$\hat{p}f_r$	(en Fr)	r
I	15 221 - 10 870	- 1 812	=	2 539		20 %
II	2 552 - 1 457	- 669	=	426		20 %

Le profit apparent est alors gonflé au niveau de la Section I :

soit : 15 221 - 11 431 = 3 790 Fr

et de même pour la Section II

soit : 2 552 - 1 860 = 692 Fr.

(1) En notant bien que la production en volume de la Section II croît de 30% (et non comme précédemment de 10%) de t à $t+1$.

Si les diverses directions établissent leur prix d'offre sur une base apparente, tout en anticipant une hausse des salaires nominaux (soit ici de + 30%), les prix d'offre seront :

$$\text{Section I : } (10\ 037 + 1\ 812) (1,2) = 14\ 219 \text{ Fr } (- 7\%)$$

$$\text{Section II : } (1\ 345 + 669) (1,2) = 2\ 417 \text{ Fr } (- 5,3\%)$$

et ceux-ci permettent une augmentation supérieure du pouvoir d'achat que celle initialement anticipée.

Si l'on considère comme donnée la constance du degré d'exploitation on doit dès lors s'attendre à une baisse absolue des prix de la Section II et à une progression des salaires nominaux inférieure à 30%. Mais cela suppose un certain degré de concurrence au niveau des firmes inscrites dans la Section II : si celles-ci entendent simplement conserver leur niveau de prix antérieur, les capitalistes inscrits dans la Section I vont subir une baisse de leur taux de profit s'ils n'élèvent pas les leurs. Bien qu'il n'y ait pas d'érosion de la monnaie bancaire - selon la définition que nous en avons donnée - il y aura cependant une hausse assez générale des prix des moyens de production.

On mesure dès lors l'importance qu'ont le sens et l'ampleur du développement inégal, observé au niveau global des deux grandes sections de l'économie, sur l'instabilité de la reproduction.

(fin de l'exemple)

La nécessité d'un transfert existe encore lorsque la progression de la productivité globale est uniforme, mais dans ce cas particulier aucune contradiction ne se développe du fait d'un profit apparent différent du profit réel. Lorsque $\Psi_I \neq \Psi_{II}$, le rapport π reste certes constant, mais la structure des prix moyens de production $\hat{P}_I(t) / \hat{P}_{II}(t)$ se modifie dans le temps et il en résulte une tendance à la conservation, par la section bénéficiaire, des gains relatifs de productivité globale qui y sont réalisés et donc - toutes choses égales d'ailleurs - à une distorsion des taux de profit. Cette contradiction tend à se résoudre sous forme d'une reproduction inflationniste (avec érosion monétaire) lorsque les gains globaux de productivité sont supérieurs dans la Section I que dans la Section II. Lorsque $\Psi_I = \Psi_{II}$ cette contradiction disparaît.

Le seul cas de reproduction à paramètres constants telle qu'il n'y ait aucune nécessité de transfert de capital-argent d'une section à

l'autre est celui où l'on a complète uniformité, soit $\eta_{I-I} = \eta_{II} = c^{ste}$.

Il est alors possible d'appliquer à ce type particulier de reproduction l'analyse développée en cas de reproduction simplement extensive c'est-à-dire qu'en tenant compte du lien qui unit les mouvements de capitaux aux écarts sur les taux de profit, on peut avancer qu'une telle reproduction régulière équilibrée est théoriquement possible - sachant que, par ailleurs, on a un développement inégal des branches au sein de chacune des sections et donc des transferts internes de capitaux.

Et, du coup, la nécessité des transferts de capitaux peut s'apprécier à partir de ce cas formel, ce qui revient à avancer que - pour avoir lieu - ces transferts doivent correspondre à une distorsion effective des taux moyens de profit des deux sections et donc à des conditions différenciées de réalisation.

De ce point de vue, il est utile pour la suite de dégager quels sont les transferts qui doivent avoir lieu lorsque - dans le cas particulier de complète homogénéité - le développement des forces productives est régulièrement coûteux ($\mu = c^{ste}$, $\psi = c^{ste}$, $\mu > \psi$) et lorsqu'il est régulièrement efficace ($\mu = c^{ste}$, $\psi = c^{ste}$, $\mu < \psi$).

. Cas $\mu = c^{ste}$, $\psi = c^{ste}$, $\psi < \mu$ (développement coûteux)

Sous l'hypothèse d'un pourcentage constant de plus-value consommée de façon improductive, nous avons vu que certaines des reproductions caractérisées par les paramètres ci-dessus pouvaient s'effectuer à taux général de profit constant : il suffit que $z(t) < S \cdot \psi$ et qu'il décroisse dans le temps. La hausse du degré d'exploitation compense alors exactement la hausse de la composition organique courante.

Ces reproductions s'effectuent avec une diminution dans le temps du rythme de progression du produit net en volume et en valeur courante (i), sous la contrainte de plein écoulement, et avec un déplacement continu de l'emploi vers la Section I,

soit : $q(t)$ augmente et $y(t)$ diminue.

Ce déplacement des forces productives vers la Section I nécessite un transfert de capitaux de II vers I.

Exemple

Prenons le cas où $\gamma(t) = 2$
 $\tau(t) = 100\%$ } d'où $r = 20\%$
 $\mu = 1,2$
 $\psi = 1,1$
 $\delta = 1$
 $s = 0$

On trouve que, pour un plein écoulement : $\begin{cases} q(t) = 0,827 \\ y(t) = 1,034. \end{cases}$

A la date $t+1$, pour un taux général de profit constant, on doit avoir :

$$z(t+1) = 1,0334$$

$$\text{et : } \begin{cases} y(t+1) = 1,0304 \\ q(t+1) = 0,847 \end{cases}$$

soit une élévation de q et une baisse de y .

Quant aux transferts de capitaux, si l'on se donne :

		C	V_r	PV_r	M
en valeur (ex-post)	I	2 000	+ 500	+ 500	= 3000
sur $(t-1, t)$	II	418	+ 104	+ 104	= 626

et si l'on retient $\hat{p}_I(t) = m_I(t)$, $\hat{p}_{II}(t) = m_{II}(t)$:

- d'une part, le produit des ventes à la date t vaut

Section I : 3 000 Fr
 Section II : 626 Fr;

- d'autre part, les dépenses au titre de l'accumulation (avec $s = 0$) sont :

Section I $\begin{cases} \bar{Q}_I(t+1) = 2\,541 \text{ Fr} \\ \bar{W}_I(t+1) = 529 \text{ Fr} \end{cases}$ } Total : 3 070 Fr

$$\text{Section II} \left\{ \begin{array}{l} \bar{Q}_{II}(t+1) = 459 \text{ Fr} \\ \bar{W}_{II}(t+1) = 97 \text{ Fr} \end{array} \right\} \quad \text{Total : 556 Fr.}$$

Il y a donc nécessité d'un transfert de 70 Fr de II vers I.

Si, à la date t , l'accumulation s'effectue sans transferts (pour des prix égaux aux prix de production), cela conduit à une proportion inchangée des forces productives, c'est-à-dire à une répartition qui ne peut permettre un plein écoulement à la date $t+1$, lorsque la progression du pouvoir d'achat à cette date permet une constance du taux de profit.

On a nécessairement excès de demande au niveau de la Section I et défaut de demande au niveau de la Section II. Il y a donc bien disproportion. Une telle reproduction ne peut avoir lieu à prix de marché = prix de production, même tendanciuellement : le déplacement permanent de capitaux qui doit avoir lieu pour qu'il y ait plein écoulement ne peut résulter que d'un écart structurel entre les taux moyens de profit des deux sections; et cet écart ne peut provenir que des effets de la disproportion elle-même. Autant dire que, sauf à admettre que cette contradiction puisse être résolue uniquement par une flexion structurelle des prix de marché, on n'aura pas de plein écoulement.

Notons de plus que, si le pouvoir d'achat progresse plus rapidement, on peut parvenir à la même reproduction ($y(t)$, $q(t)$) que ci-dessus grâce à une flexion à la baisse du pourcentage de plus-value consommée sous forme de faux-frais; certes, le taux général de profit baisse, mais le taux après faux-frais, lui, reste constant.

$$\text{Cas } \mu = c^{\text{ste}}, \psi = c^{\text{ste}}, \psi > \mu \text{ (développement efficace)}$$

En retenant toujours $s = c^{\text{ste}}$, il existe certaines reproductions dont les paramètres vérifient les relations ci-dessus et s'effectuant à taux général de profit constant : il suffit que $\bar{r}(t) > s$. ψ et qu'il croisse dans le temps. La baisse du degré d'exploitation compense alors la baisse de la composition-travail.

Ces reproductions s'effectuent avec une accélération du rythme de croissance - sous contrainte de plein écoulement - et avec un déplacement continu des forces productives vers la Section II : celui-ci nécessite un transfert parallèle de capital-argent. On a donc une disproportion inverse de la précédente.

Celle-ci demeure, même si l'on envisage le cas où la progression du pouvoir d'achat serait inférieure, avec une élévation dans le temps du pourcentage de plus-value consommée sous forme de faux-frais : le taux général de profit s'élève, mais le taux après faux-frais demeure inchangé, pour la même reproduction $\{ y(t), q(t) \}$.

L'étude de ces deux cas particuliers permet de dégager une conclusion importante : l'essentiel des contradictions internes à la reproduction intensive du capital peut être analysé avec le modèle simple d'un développement uniforme; la contradiction centrale se résume en effet ainsi : dès lors que le développement des forces productives n'est pas neutre, on ne peut avoir à la fois absence de disproportion et constance du taux général de profit.

La prise en compte du caractère inégal du développement n'amène à dégager que des contradictions finalement secondaires par rapport à la précédente.

. Un dépassement du cadre simple de formalisation retenu

En nous appuyant sur l'analyse quantitative que nous venons de mener dans un cadre d'hypothèses simplificatrices, nous pouvons avancer quelques considérations qualitatives concernant l'étude formelle de la reproduction intensive lorsque l'on lève certaines de ces hypothèses.

- En conservant la schématisation de périodes successives, nous pouvons prendre en compte le processus de dévalorisation/diversification des forces de travail.

Il suffit de nous référer à l'analyse faite au chapitre II, Section 5 (p. 242 à 247). Dans le cas particulier où l'usage fait de chaque qualification est identique dans le temps, où la progression du pouvoir d'achat est uniforme entre toutes les qualifications et où les gains globaux de productivité sont uniformes, nous avons vu que :

- $y(t) = l(t) \cdot \mu(t)$, où $\mu(t)$ tient compte de la déformation de la structure des qualifications ($\mu(t) < 1$, si l'on a globalement un processus de déqualification);

- le degré général d'exploitation varie selon le rapport qui existe entre $\Xi(t)$ et $\Psi(t)$, où $\Xi(t)$ est la progression uniforme du pouvoir d'achat.

Nous pouvons donc étendre les résultats formels antérieurs en reconsidérant seulement l'expression des relations qui ressortent d'une contrainte de croissance régulière de l'emploi (à durée inchangée du travail). A intensité du travail inchangée dans le temps - ce qui est l'hypothèse faite ici - la contrainte $l(t) = 1$ ne se traduit plus par $y(t) = y = 1$, mais par $y(t) = 1, \mu$ sous l'hypothèse d'un processus régulier de déqualification/diversification.

Dès lors, si la révolution des forces productives s'accompagne d'un processus global de déqualification ($\mu < 1$), on aura une croissance plus faible du produit net pour la même progression de la population occupée, ou encore une croissance plus rapide de l'emploi pour une même reproduction (en valeur).

Dans le cas plus général où l'intensité du travail et l'échelle de réduction se modifient, on débouche sur une conclusion identique, $\Xi(t)$ étant l'évolution moyenne du pouvoir d'achat.

- En abandonnant le schématisme des périodes successives, nous pouvons prendre en compte le processus de dévalorisation/mise au rebus du capital fixe. Si nous nous reportons à l'analyse menée chapitre II, Section 5 p. 231 à 242, (complétée par celle qui figure annexe n° 4), nous constatons :

. qu'avant prise en compte de mises au rebus avant usure physique, et pour un développement complètement homogène, il y a une reproduction à croissance constante de l'emploi et taux de profit inchangé possible pour :

+ $\alpha = \beta$, c'est-à-dire une croissance de la composition-travail avancée (unique) en volume égale à la croissance de la composante en volume relative aux moyens de production intermédiaires;

+ $\gamma = \alpha (= \beta)$, c'est-à-dire une progression de la productivité globale égale à la progression de la composition-travail en volume.

Cette reproduction s'effectue, en volume, au rythme x lié à la progression de l'emploi selon $x = y + \alpha$.

. qu'après prise en compte du processus possible de mises au rebus avant usure physique, il existe encore une reproduction équilibrée à rythme constant possible qui est identique à la précédente, si ce n'est que la durée de vie effective est inférieure à la durée de vie physique (si γ atteint un certain niveau) et que - pour un même flux d'investissement fixe en volume - le stock de capital fixe brut et l'emploi total sont inférieurs, tout en progressant aux mêmes rythmes x et $y - \delta$. Le taux général de profit - estimé avant prise en compte de ces pertes en capital - reste inchangé; il en est de même pour le taux général prenant en compte ces pertes : il reste constamment inférieur au précédent, pour un pouvoir d'achat ouvrier donné. Il lui est égal si celui-ci est inférieur; autrement dit, la dévalorisation continue du capital qui provoque les mises au rebus avant usure physique conduit à ce que l'on ait en permanence une consommation ouvrière (par personne employée) inférieure à ce qu'elle pourrait être sans celles-ci.

Les derniers résultats formels obtenus dans le cadre schématique de périodes successives peuvent donc être étendus au cas général d'une reproduction continue, à savoir :

+ en cas de développement uniformément neutre des forces productives, il existe une reproduction élargie équilibrée à taux de profit constant possible sans transfert de capital-argent entre sections: pour un taux s constant, il suffit que le pouvoir d'achat progresse comme les gains de productivité et d'intensité : $\pi = \gamma + \delta$; la répartition des forces productives $q(t)$ est alors constante et doit être adaptée à s et π ;

+ si le développement est uniformément coûteux ou efficace ($\alpha = \beta \neq \gamma$), il y a contradiction entre l'équilibre de la reproduction (donc l'absence de disproportion) et la constance du taux général de profit; de même il y a contradiction entre la constance du rythme de progression de l'emploi total et le plein écoulement de la production.

+ si le développement des forces productives - tout en étant uniforme et régulier - s'effectue selon une progression différenciée des compositions en volume

($\alpha \neq \beta$), il n'y a plus de reproduction régulière possible à écoulement complet (sauf à faire abstraction du capital circulant). Autrement dit, on ne peut avoir à la fois progression régulière du volume de l'investissement fixe brut, progression régulière de l'emploi total et progression régulière du pouvoir d'achat sous contrainte d'un plein écoulement (1).

Ces quelques éléments qualitatifs d'analyse de la reproduction en régime continu font ressortir, comme déjà indiqué dans la dernière section du chapitre précédent, l'importance de l'écart qui peut exister entre la hausse de la composition-travail avancé en volume, en moyenne pour toutes les branches, et les gains propres de productivité dans la seule section des biens d'équipement (Section I₁) quant à l'ampleur des contradictions internes à la reproduction intensive du capital.

- (1) Pour une croissance uniforme x du volume de l'investissement brut, on a $y = x - \alpha$, $\bar{y} = x - \alpha + \gamma$, progression du volume des consommations intermédiaires $= x - \alpha + \beta$.

Si le rythme de croissance du pouvoir d'achat est z , la progression du volume de la force globale de travail $= x - \alpha + z$.

Même en admettant :

1°/ que $z = \gamma$ ce qui conduit à une constance dans le temps du degré d'exploitation,

2°/ que $\alpha = \gamma$, ce qui conduit à une constance du volume du produit net et du volume de la force de travail au rythme x , il est clair que les contraintes de plein écoulement ne peuvent être vérifiées. Celles-ci impliquent notamment que l'on ait :

$$(1-s) \overline{PV}(t) = \overline{I}(t) - \frac{\overline{CF}(t)}{T} + \underbrace{\overline{CI}(t) (e^{xT} - 1) + \overline{V}(t) (e^{xT} - 1)}_{d[\overline{CC}(t)]}$$

Comme (seul) $\overline{CI}(t)$ ne croît pas au taux x , cette relation ne peut être vérifiée. Elle est par contre vérifiée si l'on fait abstraction de la variation du capital circulant. Mais dans ce cas, la seconde relation implique que $q(t+1) \neq q(t)$, c'est-à-dire que la reproduction n'est pas équilibrée : il y a nécessité de transferts de capitaux entre les trois sections.

3. LA NECESSITE DE LA CRISE EN REPRODUCTION INTENSIVE

En utilisant les instruments fournis par l'analyse formelle précédente, nous pouvons enfin tenter de répondre à l'interrogation sur laquelle avait débouché notre analyse de la théorie marxiste des crises, à savoir : si la conjugaison de la baisse du taux général de profit et de la disproportion fournit une explication des crises, doit-on pour autant considérer qu'elle se réalisera nécessairement dans le cours de l'accumulation du capital ?

Selon la démarche indiquée dans l'introduction de ce chapitre, nous partons des contradictions internes à la reproduction extensive et nous analysons comment celles-ci sont modifiées lorsque l'on intègre la réalité même du mode de production capitaliste, c'est-à-dire la transformation permanente des forces productives à laquelle conduit la loi coercitive de la concurrence.

Nous avons vu que la nécessité de la crise en reproduction extensive est directement liée à la contrainte qu'impose la croissance des disponibilités en main-d'oeuvre : le caractère inéluctable du débouché d'une phase d'accumulation avec pleine réalisation sur une phase de suraccumulation enclanchant la surproduction générale est, en effet, lié au fait que le degré d'exploitation baisse à mesure que le sous-emploi se réduit (et d'autant plus que le taux de sous-emploi est faible), cette réduction du sous-emploi étant elle-même la conséquence d'un plein écoulement et de la tendance à l'extension plus rapide de la Section I qui l'accompagne. En d'autres termes, cette nécessité de la crise est liée aux effets de la concurrence entre capitalistes sur la formation des salaires réels.

Il s'agit bien de nécessité et non de simple possibilité : l'enclenchement d'une phase de surproduction générale peut toujours résulter du caractère anarchique de la production capitaliste; bien plus, elle peut toujours provenir d'un auto-développement interne à la Section I, puisque l'ensemble des capitalistes de cette section peuvent être engagés dans une dynamique où ils se créent à eux-mêmes leurs propres débouchés) ce qui est concrétisé par la formule "faire des machines pour faire de l'acier et de l'acier pour faire des machines"; mais cet auto-développement n'a pas lieu nécessairement. Il n'a sûrement lieu que dans le cas où il est en permanence soutenu par une demande dynamique en provenance de la Section II. Et cet élargissement de la demande de la Section II ne peut provenir - sauf à s'enfermer dans un cercle vicieux - que d'une cause supplémentaire, à savoir l'élargissement de la consommation ouvrière par tête, s'ajoutant à celui de la main-d'oeuvre employée.

Mais qu'en est-il de cette nécessité de la surproduction générale lorsque la révolution des forces productives est prise en compte ?

Pour répondre à cette question, nous nous plaçons d'abord dans le cadre simplificateur d'un développement uniforme : il nous est apparu en effet que l'essentiel des contradictions internes à la reproduction intensive pouvait être traité dans ce cadre. Et nous poursuivons l'analyse en périodes successives, ignorant donc le processus de dévalorisation/destruction de capital productif qui accompagne la reproduction intensive.

. Le déplacement des contradictions internes à la reproduction extensive en cas de développement uniforme, sans pression revendicative des travailleurs

Nous laissons dans un premier temps de côté la pression revendicative des travailleurs qui naît de leur organisation collective, elle-même produite en creu par la concentration industrielle. Autrement dit, nous continuons à admettre, comme ce fut le cas dans notre analyse de la reproduction extensive, que le pouvoir d'achat ouvrier n'évolue qu'en conséquence de la variation du sous-emploi.

Nous ne prenons pas en compte non plus l'élévation possible de l'intensité du travail, de la durée du travail et une mobilisation de forces de travail supplémentaires.

En l'absence de révolution des forces productives, il existe une reproduction régulière équilibrée théoriquement possible : elle est définie par $x = n$, $q = \bar{q}(n)$, $s = \bar{s}(n, \tau)$; l'anticipation d'une extension des marchés au rythme n (qui entraîne une demande productive croissant à ce rythme), articulée au choix d'une demande improductive telle que $s = \bar{s}$, conduit en effet à une demande proportionnée, c'est-à-dire à une demande dont la répartition entre les deux sections permet une réalisation normale de leurs productions respectives.

A partir du moment où la concurrence produit une révolution des forces productives - soit à partir du moment où $\mu > 1$ - et lorsque le pouvoir d'achat ne progresse que si le taux de sous-emploi s'abaisse, une telle reproduction n'existe plus. Même si l'on se place dans le cas particulier où la révolution des forces productives serait continuellement neutre ($\psi = \mu$ quelle que soit l'ampleur de μ), nous avons vu qu'une reproduction à $y = n$ et $\mu = c^{ste}$ ne pouvait avoir lieu, avec plein écoulement, que si le pourcentage s s'élevait dans

le temps (1). Cette élévation de s permet en effet à la demande globale d'être proportionnée; mais comme s est borné dans sa progression, une telle reproduction ne peut se poursuivre longtemps sans que l'on débouche sur une surproduction au niveau de la Section II

On ne peut, d'autre part, envisager une reproduction s'effectuant à un rythme régulier de progression de l'emploi global plus rapide ($\gamma > n$) - ce qui assurerait une progression du pouvoir d'achat - dans la mesure où celle-ci ne peut être alors constante : elle s'accélère à mesure que se réduit le taux de sous-emploi; et l'on doit alors envisager une accélération de la substitution travail mort/travail vivant apte à recréer une surpopulation relative ; on ne peut donc non plus considérer comme possible une élévation régulière ($\mu = cste$) de la composition-travail en volume.

Une telle impossibilité théorique empêche que l'on puisse produire le cycle à partir d'une reproduction tendancielle équilibrée, mais en surproduction permanente, comme nous l'avons fait pour la reproduction extensive.

Cette transformation des conditions de l'analyse est significative du déplacement des contradictions qui s'opère. L'élévation de la composition-travail en volume introduit un hiatus entre la progression de la demande productive en volume et celle de l'emploi total : de la sorte le taux de sous-emploi ne s'abaisse plus nécessairement en cas de pleine réalisation du produit de la Section I pour $q > \bar{q}$. L'inéluctable débouché sur une suraccumulation - qui était la forme d'apparition de la contradiction structurelle liée au caractère dissymétrique de la reproduction - ou encore le moment où se manifestait dans le cycle la surproduction permanente caractérisant la reproduction tendancielle sous-jacente - disparaît; ou du moins sa cause est éliminée par la

(1) La répartition q est alors : $q = \frac{\eta}{1+\eta} \mu . m = c^{ste}$

q est supérieur à $\bar{q}(n)$, relative au cas extensif.

Quant à $s(t)$ il vaut : $\frac{(1+\eta)(1-q)[1+\tau(t)]}{\tau(t)} - n$

avec : $\frac{1+\tau(t)}{1+\tau(t-1)} = \psi = \mu$; $s(t)$ s'élève parce que : $n > (1+\eta)(1-q)$

pour $\mu > 1$ et $m > 1$.

capacité dont dispose la bourgeoisie de créer en permanence une sur-population relative. Mais l'utilisation de ce moyen développe une nouvelle contradiction : avec le maintien du sous-emploi antérieur (ou le retour à un sous-emploi plus important) la progression du pouvoir d'achat ouvrier n'est plus là pour soutenir la dynamique d'accumulation; seule une progression suffisante de la demande improductive peut y suppléer et permettre un écoulement total de la production de la Section II.

Mais cette contradiction - si elle est suffisante pour rendre possible l'apparition d'une surproduction générale - ne produit pas sa nécessité. En cas de progression insuffisante de la demande improductive, la dynamique interne à la Section I peut se poursuivre avec, du même coup, un déplacement des forces productives au profit de la Section I (1).

Dès lors la nécessité de la crise, si nécessité il y a, ne peut être dégagée qu'en analysant les nouvelles contradictions qui se développent dans le cadre d'une telle dynamique.

Si q s'élève, le plein écoulement de la production de la Section I sans baisse du taux de sous-emploi nécessite une élévation de la composition-travail en volume d'autant plus importante que le développement des forces productives s'effectue de façon peu coûteuse :

- Si ce développement est neutre ($\Psi(t) = \mu(t)$ même si $\mu(t)$ est élevé) la composition-travail en valeur courante reste inchangée; $\mu(t)$ doit donc s'élever avec $q(t)$ pour $y(t) = n$. Une telle accélération, à la fois de la substitution travail mort/travail vivant et des gains globaux de productivité, approfondit toujours plus la première

(1) Ce déplacement des forces productives a lieu aussi - bien que de façon plus lente - lorsque la demande improductive est suffisante: se développe en effet à ce moment la même dynamique que celle analysée en reproduction extensive, à savoir que les capitalistes de la Section II relancent à un plus haut niveau la dynamique interne à la Section I. Et, dans le cas où l'élévation choisie de la composition en volume ne permet pas d'absorber l'ensemble des moyens de production produits sans maintien du taux de sous-emploi à son niveau antérieur, la progression du pouvoir d'achat ouvrier qui en résulte élargit les débouchés de la Section II, ce qui a aussi pour conséquence de relancer la dynamique interne à la Section I. La tendance à l'élévation de $q(t)$ - tant qu'il n'y a pas surproduction globale - demeure donc en tout état de cause.

contradiction indiquée, en ce sens que la progression de la demande improductive doit s'accélérer toujours plus pour permettre un plein écoulement au niveau de la Section II (par contre le taux s peut baisser);

- si ce développement est coûteux ($\Psi(t) < \mu(t)$), la composition-travail en valeur courante s'élève; un plein écoulement de la production de la Section I peut donc, a priori, s'effectuer dans le cadre d'une hausse continue de $q(t)$, sans que pour autant $\mu(t)$ doive augmenter; mais il convient de remarquer que, comparativement au cas précédent, le volume de l'accumulation doit être supérieur pour obtenir la même croissance du produit net en volume à $q(t)$ donné : il en résulte donc, à prévision donnée de la progression des marchés, une demande plus forte en direction de la Section I; à l'inverse cependant la progression du volume de la demande improductive nécessaire pour assurer un plein écoulement de la production de la Section II doit être plus faible : il n'en reste pas moins que cette progression du volume de la demande improductive doit être d'autant plus importante que le déplacement des forces productives vers la Section I est plus limitée; on peut donc conclure dans le sens d'une élévation tendancielle de $q(t)$ obligeant finalement à une élévation dans le temps de $\mu(t)$; autrement dit, l'extension plus rapide de la Section I sera telle que l'écoulement total de sa production sans réduction du sous-emploi nécessitera une élévation continue de $\mu(t)$, toute extension moins rapide conduisant finalement à relancer l'élévation de $q(t)$ par suite des difficultés d'écoulement qui se font alors jour au niveau de la Section II du fait même de l'ampleur de la progression ex-ante de la consommation improductive qui devrait avoir lieu pour qu'il n'en soit pas ainsi.

Ainsi, dans l'un et l'autre cas - bien que de façon différente - la nécessité de l'accélération de la substitution travail mort/travail vivant ($\mu(t)$ augmente) se manifeste pour que le sous-emploi reste inchangé.

D'un point de vue formel - c'est-à-dire sans prendre en compte les conditions effectives dans lesquelles la révolution des forces productives s'effectue - on parvient donc aux conclusions suivantes :

- S'il n'y a aucune limité à l'élévation de la composition-travail en volume et que le développement des forces productives peut être maintenu continuellement neutre ($\Psi(t) = \mu(t)$) aucune nécessité de la crise ne s'affirme. Aucun processus de sur-accumulation absolue ne peut se produire (la plus-value produite ex-ante est maximum pour un plein écoulement).

Par le fait même, d'ailleurs, aucun processus de suraccumulation relative ne peut avoir lieu, si l'on entend par "suraccumulation relative" le fait que le taux de profit ex-ante serait inférieur à ce qu'il pourrait être si l'on n'avait pas une pleine utilisation des moyens de production produits : en effet, le taux général de profit (avant faux-frais) s'élève. Mais il est clair que la possibilité d'enclenchement d'une phase de surproduction générale se trouve toujours plus renforcée si la progression de la consommation improductive n'est pas accélérée, ce qui est une des conditions pour que l'ensemble des capitalistes anticipent globalement une croissance toujours accélérée des marchés (en volume).

- S'il n'y a aucune limite à l'élévation de la composition-travail en volume, avec cependant un développement coûteux des forces productives ($\psi(t) < \mu(t)$), il ne se développe encore aucun processus de suraccumulation absolue. Par contre, le taux général de profit peut baisser à partir du moment où l'écart entre ψ et μ s'accroît lorsque μ augmente. S'il en est ainsi, on débouche toujours sur une suraccumulation relative : le taux général de profit ex-ante, qui résulte de l'élévation de $\mu(t)$ permettant un plein écoulement de la production de la Section I et une progression de l'emploi total égal à n , sera inférieur au taux ex-ante relevant d'une progression plus faible de $\mu(t)$ - et donc relatif à un écoulement incomplet du produit de la Section I pour une progression de l'emploi total au rythme n . Une telle sur-accumulation relative ne conduit pourtant pas nécessairement à la crise de surproduction : elle accroît cependant les potentiabilités de crise au point que l'on peut alors parler d'une quasi-nécessité.

- Si, par contre, les applications industrielles de la recherche scientifique et technique ne permettent pas de dégager des possibilités toujours croissantes de hausse de la composition-travail en volume, il arrivera un moment où la hausse $\mu(t, n)$, assurant $y = n$, ne pourra être atteinte (non pas sur une période, mais en permanence). On débouche alors nécessairement sur une phase de sur-accumulation absolue, en ce sens que la masse de plus-value produite pour $\mu = \mu_{\max}(t)$ inférieur à $\mu(t, n)$ en cas de plein écoulement de la production de la Section I sera inférieure à celle qui peut être produite pour $\mu = \mu_{\max}$ et un volume de demande productive plus faible. On retrouve donc, dans ce cas, la contradiction qui rend la crise nécessaire en reproduction extensive : une surpopulation relative ne peut être recréée par la bourgeoisie que si tous les moyens de production produits ne sont pas investis.

Exemple

Nous retenons, comme dans l'exemple précédent :

$$n = 10\%$$

$$\eta(1) = 1$$

$$\tau(1) = 100\%$$

On sait alors que $\bar{q} = 0,55$.

a/ Admettons que $q(1) = 0,58$; et considérons d'abord le cas où le développement des forces productives est continuellement neutre, sans limite à l'élévation de μ .

Si l'on fait abstraction des oscillations de y autour de n , et si l'on admet que la demande improductive assure un plein écoulement de la production de la Section II, on peut avoir la reproduction suivante :

Période	1	2	3	4	5
$\mu(t) = \psi(t)$	1,036	1,054	1,073	1,091	1,109
$\tau(t) = \tau_a(t)$	1,0	1,072	1,184	1,343	1,556
$z(t)$	1	1	1	1	
$y(t)$	+10 %	+10 %	+10 %	+10 %	+10 %
$\bar{y}(t)$	+14 %	+16 %	+18 %	+20 %	+22 %
$\bar{y}_I(t)$	+16 %	+18 %	+20 %	+22 %	
$\bar{y}_{II}(t)$	+11,4 %	+13,3 %	+15,2 %	+17 %	
$\overline{CL}(t)/\overline{CL}(t-1)$		+13,8 %	+18,6 %	+23,2 %	+26,8 %
$s(t)$	0,62	0,597	0,583	0,577	0,574
$q(t)$	0,57	0,58	0,59	0,60	0,61
$r(t)$	33,3 %	34,9 %	37,2 %	40,2 %	43,7 %
Transferts de capitaux de II vers I (en % de la valeur ajoutée globale)	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	

Cette reproduction n'est possible que si en permanence les prévisions d'extension future des marchés faites par les directions sont en hausse et différenciées entre les deux sections. Cette différenciation a pour cause l'évolution antérieure : elle s'articule sur une distorsion tendancielle des prix de marché causée principalement par le fait qu'ex-ante la consommation improductive n'atteint pas un niveau suffisant pour équilibrer la réalisation, et elle explique les transferts de capitaux retenus.

(Nous ne jugeons pas nécessaire de présenter en détail les conditions de formation des prix de marché).

Ce tableau conduit bien à constater l'accélération que doivent subir dans le temps l'élévation de la composition-travail en volume et la consommation improductive, en rapport avec l'élévation de la part prise par la Section I dans la production totale.

b/ Nous nous plaçons maintenant dans le cas où à partir de la mise en oeuvre de la quatrième période le développement des forces productives devient coûteux. On peut envisager la reproduction (en tendance) suivante :

Période	3	4	5	6
$\mu(t)$	1,073	1,097	1,105	1,109
$\psi(t)$	1,05	1,06	1,06	
$y(t)$	+10 %	+10 %	+10 %	
$\bar{y}(t)$	+15,5 %	+16,6 %	+16,6 %	
$\bar{y}_I(t)$	+19,4 %	+19,5 %	+19,4 %	
$\bar{y}_{II}(t)$	+ 9,9 %	+12,1 %	+12,2 %	
$\bar{x}(t)$	+16,8 %	+18,7 %	+19,1 %	
$\overline{CL}(t)/\overline{CL}(t-1)$	+18,6 %	+13,0 %	+20,4 %	+20,6 %
$q(t)$	0,59	0,61	0,625	0,64
$r(t)$	37,2 %	38,7 %	40,1 %	41,0 %
$\tau(t)$	1,184	1,293	1,431	1,577
$\eta(t)$	1,0	1,022	1,058	1,103

On constate bien que $\mu(t)$ s'élève dans le temps et que la progression nécessaire de la consommation improductive est inversement proportionnelle à l'élévation de $q(t)$ = cf. 5e période/4e période (c'est pour mettre en évidence ceci que nous n'avons pas retenu une progression régulière de $q(t)$).

Pour mettre en évidence la notion de sur-accumulation relative admettons qu'à la fin de la troisième période il soit possible de mettre en oeuvre sur la quatrième $\{ \mu(3) = 1,05, \psi(3) = 1,045 \}$, soit des forces productives relevant d'une moindre substitution travail mort/travail vivant et s'accompagnant d'un coût plus faible. Pour que la progression de l'emploi soit limitée à 10%, on ne peut avoir un plein écoulement de la production de la Section I. La masse de plus-value produite est alors plus faible parce que les gains de productivité sont inférieurs ($1,045 < 1,05$) : il n'y a pas de sur-accumulation absolue. Par contre, le taux de profit ex-ante est supérieur dans ce cas d'écoulement partiel de la production de la Section I ($38,9 \% > 38,4 \%$), parce que l'écart entre μ et ψ (le coût) est plus limité.

c/ Si de la troisième à la quatrième période (et de même pour l'avenir) $\mu(t)$ ne peut atteindre que 1,05 ($< \mu(n,3) = 1,073$), le plein écoulement des moyens de production produits conduit à une croissance de l'emploi total égal à +12,4 %. Le pouvoir d'achat ouvrier s'accroît. Admettons que ce soit de 5 %; alors :

- degré d'exploitation ex-post : $\tau(3) = 1,08$, inférieur à $\tau_a(3) = 1,184$;
- degré d'exploitation ex-ante : $\tau_a(4) = 1,184$ (pour $\psi(3) = \mu(3) = 1,05$).

La plus-value produite pendant la quatrième période est alors égale à 60,9 % de la valeur ajoutée pendant la troisième période.

Une accumulation inférieure conduisant à $y = 10\%$ permet de maintenir le degré d'exploitation ex-post à son niveau ex-ante ($\tau(3) = \tau_a(3)$) et conduit du même coup à un degré ex-ante supérieur pour la quatrième période : $\tau_a(4) = 1,293$.

La plus value produite dans ces conditions pendant la quatrième période représente alors 62 % de la valeur ajoutée de la troisième période.

Il y a bien sur-accumulation absolue.

Ainsi, lorsque l'on considère comme impossible une action collective des travailleurs apte à provoquer une hausse initiale des salaires nominaux et à garantir le pouvoir d'achat lorsque le taux de sous-emploi s'élève, la contrainte qui rendait la crise nécessaire en reproduction extensive est encore celle qui la rend nécessaire en reproduction intensive lorsque la classe bourgeoise ne réussit pas à mettre en oeuvre une dynamique suffisante de révolution des forces productives. La course à l'élévation de la composition-travail en volume pour recréer continuellement une surpopulation relative peut-elle être gagnée en tendance par la bourgeoisie ? (1) Si l'on peut envisager qu'elle le soit un moment dans le contexte de l'émergence et de l'extension rapide de nouvelles industries, il n'y a aucunes chances pour qu'elle le soit sur longue période, dans la mesure même où la poursuite de l'accumulation élève toujours la "barre" qui doit être franchie. On peut donc conclure que la crise est inéluctable. D'ailleurs, elle aura lieu le plus souvent avant que les conditions qui la rendent certaine soient réunies : sans pression ouvrière, l'objectif d'un développement le plus efficace possible n'est pas poursuivi à titre principal par les directions d'entreprises et les banquiers n'y attachent pas non plus une importance primordiale; le principal objectif recherché est d'atteindre la hausse en volume la plus élevée possible de la composition-travail, quitte à ce que le développement soit alors assez coûteux; on peut donc conclure que la quasi-nécessité de la crise liée à la sur-accumulation relative se matérialisera effectivement avant que l'on atteigne la période de sur-accumulation absolue - et ceci d'autant plus que les moyens qui auront pu être utilisés un temps pour élever la demande improductive (et créer ainsi des débouchés à la Section II aptes à soutenir la dynamique globale d'accumulation) auront tendance à

(1) Nous disons bien "en tendance", car on ne peut admettre une complète plasticité à court-terme de $\mu(t)$: les possibilités de mise en oeuvre de nouvelles forces productives à composition-travail en volume plus élevée sont en effet liées à la nature (valeur d'usage) des moyens de production fixes qui sont mis sur le marché. On assistera donc à des phases pendant lesquelles le sous-emploi s'abaisse, et qui provoquent du même coup la recherche de nouvelles méthodes de production économisant du travail vivant et la croissance accélérée des industries qui fournissent les moyens de travail nécessaires : on débouchera alors sur une phase où sera recréé un sous-emploi plus important ... du moins si dans le même temps la nécessité d'une composition encore plus élevée ne s'est pas imposée. Telle est bien la "course" dont nous parlons.

s'épuiser (1).

Comme K. MARX se place à l'évidence dans le cas que nous avons retenu (invariance tendancielle du volume de la force de travail), l'analyse que nous venons de mener revient donc à confirmer sa conclusion : hausse de la composition organique en valeur courante, développement de la disproportion, baisse du taux de profit et débouché inéluctable sur une crise de surproduction.

Chaque crise s'accompagne d'une destruction de capital (marchand et productif), d'une réduction de $q(t)$ et d'une élévation du taux de sous-emploi : ainsi sont recréées des conditions favorables d'extraction de plus-value. Mais l'on constate aussi que les crises seront d'autant plus rapprochées que la baisse de $q(t)$ aura été limitée et que s'épuiseront les possibilités d'apparition de nouvelles industries - ou de transformation d'anciennes.

(1) Parmi ces moyens, on peut citer les suivants :

- les dépenses militaires
- les dépenses d'infrastructure (routes, canaux, ports..)
- les faux-frais commerciaux (luxes des boutiques, personnel..)
- le gonflement des structures bureaucratiques (aussi bien dans l'industrie que dans les banques, les assurances et l'appareil d'Etat)
- le versement de salaires élevés aux cadres et dirigeants.

On peut saisir l'origine de l'épuisement de ces moyens (c'est-à-dire l'impossibilité progressive d'en étendre toujours plus l'ampleur) en constatant :

1°/ que le profit est obtenu par chaque entreprise après déduction des faux-frais propres et des impôts.

2°/ que le partage du profit global entre capital industriel/capital commercial/capital bancaire est dépendant de l'ampleur des faux-frais commerciaux et bancaires, en sorte qu'un gonflement de ceux-ci pèse finalement sur le profit industriel.

Si l'on abandonne le cadre schématique de périodes successives de production, les mêmes conclusions s'imposent : on peut, en effet, considérer que la dévalorisation du capital fixe installé qui résulte des gains de productivité n'entraînera pas un processus permanent de mises au rebut avant usure physique, non seulement parce que le rythme des gains de productivité est faible mais encore parce que ces destructions auront lieu à l'occasion des crises, dès lors que celles-ci ponctuent assez régulièrement le cours de l'accumulation du capital.

On peut donc encore parler de sur-accumulation/sous-consommation structurelle, en ce sens que la croissance à long terme qui s'observe finalement aurait pu être obtenue avec un niveau plus faible des moyens de production produits et un niveau plus élevé de la consommation finale (des travailleurs et/ou de la classe dirigeante).

. Nouveau déplacement des contradictions internes à la reproduction en cas de pression revendicative des travailleurs

Cette pression revendicative naît de leur action collective qui tend à dépasser la concurrence dans laquelle ils se trouvent placés les uns vis-à-vis des autres. Elle est permanente avec le développement des syndicats.

Elle porte à la fois sur les salaires et les conditions de travail.
Cette pression :

- conduit à des hausses initiales de salaires nominaux, dont l'ampleur tient compte de la façon dont les hausses nominales antérieurement obtenues ont pu être épuisées par des hausses de prix;
- empêche la baisse des salaires nominaux en cas d'élévation du degré de sous-emploi et, de façon plus précise, rend quasi-indépendants le niveau du sous-emploi et le taux de progression du pouvoir d'achat : du moins doit-on envisager une possible modulation à court terme de la progression du pouvoir d'achat en rapport avec la variation du sous-emploi, et non un lien strict et inéluctable (comme nous l'avons fait jusqu'à cette étape de notre étude);
- tend à freiner, si ce n'est à bloquer, l'approfondissement de certaines transformations sur les conditions du travail (cf : augmentation des cadences, déqualification des tâches, travail de nuit, etc...); ou bien à imposer aux directions

des formes nouvelles de rétribution afin de compenser quelque peu les conséquences de ces transformations (cf : primes diverses, révision des grilles de salaires, relèvement des minimas garantis, etc...);

- conduit au développement des assurances sociales, ce qui veut dire à la fois demande non liée à l'emploi et au salaire (cf : prestations médicales, achats des médicaments, etc...) et pression à la hausse des taux de cotisations sociales;
- impose le développement d'un certain nombre de services collectifs non-marchands (notamment au niveau communal) qui sont un des postes de ce que nous avons appelé "consommation improductive de la classe dirigeante" (1).

Lorsque nous utilisons les termes "conduit à", "empêche", "tend à freiner", "impose", nous voulons dire que la classe dirigeante est contrainte de répondre quelque peu aux revendications posées en sorte de maintenir la lutte économique dans les limites de l'ordre social, c'est-à-dire qu'elle ne débouche pas majoritairement au niveau politique.

La conséquence essentielle de l'existence d'une telle pression des travailleurs, en ce qui concerne le déplacement des contradictions internes à la reproduction du capital qu'elle peut opérer, est de créer un facteur autonome de progression de la demande monétaire adressée à la Section II, quel que soit par ailleurs le volume de l'emploi relatif au mode d'accumulation brute décidé et à son ampleur. On peut parler, en l'occurrence, d'un "second moteur" de la dynamique d'accumulation s'ajoutant à celui déjà analysé, à savoir : la mise en oeuvre de moyens de production pour faire produire de la plus-value. Alors qu'avec ce dernier la Section II se trouve tirée dans son extension et son développement par la Section I, le second moteur résultant de la pression à l'élévation de la consommation ouvrière produit la

(1) Il s'agit d'un des aspects de la contradiction entre la socialisation croissante de la reproduction des forces de travail et le caractère privé du salaire. Si l'on peut conserver le terme de consommation "improductive" c'est en constatant l'aspect principal de celle-ci, à savoir qu'elle est financée par l'impôt.

situation inverse : l'extension des marchés de nombreuses branches de consommation de masse que permet d'anticiper les hausses salariales se répercute en prévision d'extension des marchés de la Section I, par le biais des achats de II à I, et en demande de nouveaux moyens de travail conçus au niveau même des industries de consommation. Ainsi, la Section I se trouve tirée dans son extension et son développement par la Section II, et plus précisément par certaines industries de cette section qui imposent leurs produits au sein de la norme de consommation ouvrière (cf : automobile).

Ce que nous appelons ce "second moteur" de la dynamique d'accumulation ne remplace pas le premier : il vient simplement s'y superposer. Bien plus, nous allons voir qu'il reste soumis à la logique du premier, en ce sens que la classe dirigeante tentera de le casser lorsque les conditions de production de la plus-value seront remises en cause par la poursuite de ce qui en constitue l'origine (la hausse du pouvoir d'achat ouvrier par tête).

Il est clair que ce second moteur n'a un poids comparable au premier qu'à partir du moment où la consommation ouvrière a atteint un certain niveau et donc que la valeur des moyens de subsistance proprement dit a été notablement abaissée : l'insertion de nouvelles valeurs d'usages au sein de la norme de consommation ouvrière ne peut en effet se concevoir que si le taux de plus-value n'est pas affecté. C'est ce qu'a magistralement montré A. GRANOÜ dans son livre "Capitalisme et mode de vie" (1). Notre démarche s'inscrit en terme de prolongement/ approfondissement de la sienne.

Dès lors donc que ce second moteur a acquis une puissance suffisante, le déplacement des contradictions qu'il opère se manifeste en ceci :

1°/ Il n'y a plus de hausse inéluctable de la fraction de l'emploi total engagée dans la Section I des moyens de production (q(t)) au cours d'une phase dynamique d'accumulation. Tant que la pression ouvrière est limitée et que le niveau de la valeur des moyens de subsistance proprement dit n'autorise pas l'insertion de valeurs d'usages issues de nouvelles branches industrielles de consommation au sein de la norme de consommation ouvrière, nous avons vu que le premier moteur conduisait inéluctablement à une extension plus rapide des marchés de la Section I que de ceux de la Section II et que l'on

(1) A. GRANOÜ. Capitalisme et mode de vie. Editions du Cerf, Paris, 1971.

débouchait ainsi sur une phase de sur-accumulation. A partir du moment où le second moteur joue pleinement, cette tendance se trouve continuellement contrée du fait même de l'extension autonome des marchés de la Section II qui a alors lieu (1).

2°/ L'objectif principal poursuivi par les directions capitalistes est d'obtenir les gains d'intensité et de productivité propre les plus élevés possibles pour le plus faible coût possible en terme de hausse de la composition-travail en volume, de façon à compenser les hausses de salaires accordées (2). Nous avons vu précédemment que l'objectif poursuivi en l'absence d'une telle pression consistait principalement à élever la composition-travail en volume pour maintenir une sur-population relative. Cet objectif ne disparaît pas, mais il est soumis à la contrainte de la plus grande efficacité possible des transformations apportées aux procès de travail.

3°/ La hausse des prix, qui revêt alors un caractère permanent, est le moyen essentiel utilisé par les directions des grandes firmes pour tenter d'ajuster la progression du pouvoir d'achat, face aux hausses nominales accordées, à ce qui est nécessaire pour empêcher la baisse du taux de profit (compte tenu des conditions dans lesquelles l'objectif précédent a pu être réalisé) (3).

-
- (1) Il conviendrait aussi de prendre en compte - comme facteur d'élévation de cette demande - l'action des firmes productives en vue de provoquer l'achat de nouveaux produits quand bien même ceux qu'ils peuvent remplacer ne sont pas encore usés (cf : habillement, équipement ménager, automobile, etc...) ainsi que la tendance au raccourcissement des durées de vie de ces produits.
 - (2) Et de façon plus générale les frais de personnel (cotisations sociales, etc...).
 - (3) Nous ne développons pas ici le lien qu'il convient d'établir entre la monopolisation de l'économie, l'extension de l'organisation collective des travailleurs, l'élargissement de la norme de consommation ouvrière en produit des industries à forte concentration du capital, et les conditions permissives qui en résultent au niveau des hausses de prix. Nous avons déjà eu l'occasion (cf. chapitre précédent) de nous situer par rapport à la problématique de BARAN et SWEETZ reposant sur la théorie dominante du "prix de monopole" (cf. le capitalisme monopoliste - Chap. 3(III). Ed. Fr. Maspero, trad. franc.). S'ils ont raison de dire que "la stimulation de la demande par la baisse des prix est impossible dans le cadre du capitalisme monopoliste" (op. cit. p. 110), nous allons voir que la contradiction principale n'est pas, comme ils l'affirment : "Il tend à créer un surplus croissant et pourtant il n'arrive pas à fournir les débouchés de consommation et d'investissement exigés par l'absorption d'un surplus croissant et partant, par le fonctionnement harmonieux du système" (p. 108).

Ces trois déplacements se résument dans la conclusion suivante : il existe une possible reproduction élargie équilibrée (sans transferts entre sections en cas de complète homogénéité), pourvu que le développement des forces productives soit neutre ($\Psi = \mu$) et que les hausses de l'intensité (δ) et de la productivité (ψ) permettent d'équilibrer la hausse du pouvoir d'achat ouvrier (z) - soit, plus précisément, que l'élévation de l'intensité du travail, de la productivité (du travail) et un rythme régulier de hausse des prix compensent la hausse initiale des salaires nominaux accordée sous la pression des travailleurs.

Si n est le rythme de croissance des disponibilités en main-d'oeuvre nous avons vu en effet qu'il existe une série de couples $\{\mu, q\}$ adaptés à une progression de la valeur ajoutée courante à un rythme constant telle que, si l'intensité du travail (δ) croît elle aussi à un rythme constant, la population ouvrière progressera au rythme n . Et si le pouvoir d'achat croît au rythme des gains d'intensité et de productivité ($z = \delta \cdot \psi$), une telle reproduction s'effectue avec plein écoulement équilibrée pour un pourcentage constant de plus-value consommée.

Exemple

$$\begin{aligned}
 \text{Pour : } & n = + 1,03 \% \\
 & \delta = + 0,96 \% \\
 & \mu = \psi = + 4 \% \\
 \text{et pour : } & \eta(1) = 1 \\
 & \tau(1) = 100 \% \\
 \text{on aura : } & y(t) = c^{\text{ste}} = + 2 \% \\
 & \bar{y}(t) = \bar{x}(t) = c^{\text{ste}} = + 6,08 \% \\
 & q(n, \mu) = 53,04 \% \\
 & s(t) = c^{\text{ste}} = 82,86 \% \\
 & r(t) = c^{\text{ste}} = 33,33 \% \quad (\text{pour } \eta = c^{\text{ste}}, \tau = c^{\text{ste}})
 \end{aligned}$$

Certes, une telle reproduction ne peut avoir lieu concrètement, mais l'on peut envisager un enroulement de la reproduction concrète autour de cette reproduction théorique si les conditions précédemment évoquées sont tendanciellement vérifiées.

Les moyens d'ajustement - ou forces de rappel - sont en effet les suivantes :

- S'il y a accélération de l'accumulation, une hausse plus importante de la composition-travail en volume (μ plus élevé) peut avoir lieu pour maintenir le taux de sous-emploi, tandis que la disproportion qui en résulte favorise une élévation parallèle de q (Rappelons qu'il importe que les gains de productivité s'élèvent avec μ).
- Si la pression des travailleurs se manifeste conjonctuellement plus forte (hausses nominales plus fortes) une hausse plus rapide des prix - d'ailleurs permise par l'accélération de la demande monétaire des travailleurs - pourra ramener la hausse du pouvoir d'achat à $z = \delta . \psi$.
- S'il y a ralentissement de la dynamique d'accumulation, une accélération de la consommation improductive permet une relance.

De façon plus générale d'ailleurs, le rôle de la politique économique de l'Etat dans l'accompagnement de l'accumulation est essentiel (modulation de la consommation improductive étatique et/ou des taux d'imposition et/ou du contrôle sur la création monétaire) : elle doit aller à contre-courant des facteurs internes d'accélération ou de ralentissement.

Selon les phases, la poursuite de l'accumulation sera plus tirée par l'un ou l'autre des moteurs précédemment évoqués; mais c'est leur fonctionnement conjoint qui empêche un déplacement continu de $q(t)$ en sorte que l'on ne débouchera sur aucune crise de surproduction générale et globale.

Toute la question de la nécessité de la crise se trouve dès lors reportée au niveau suivant : les conditions ci-dessus indiquées peuvent-elles être garanties en tendance ? Cela revient à se demander :

1°/ si les gains de productivité et d'intensité pourront être maintenus dans le temps sans que ceci nécessite une élévation continue de la hausse de la composition-travail en volume;

2°/ si la pression ouvrière pourra être contenue, en sorte que la recherche d'un degré d'exploitation constant ne nécessite pas une accélération prolongée de la hausse des prix.

Mais, préalablement, il convient d'analyser ce qu'il en ait des conditions effectives de la reproduction :

- d'une part, si la bourgeoisie réussit à obtenir un développement continuellement efficace des forces productives;
- d'autre part, si celui-ci est continuellement coûteux sans que l'écart entre l'élévation de la composition-travail en volume et les gains globaux de productivité ne s'accroisse.

. Existence d'une reproduction tendancielle-
ment régulière en cas de développement efficace des
forces productives

Si une des conditions précédentes n'est pas vérifiée, mais dans un sens favorable à la classe dirigeante, à savoir un développement continuellement efficace des forces productives ($\Psi > \mu$), il existe encore une reproduction tendancielle régulière possible.

Le problème essentiel est alors celui de l'absorption du surproduit;
celui-ci ne peut résulter que d'une forte pression ouvrière et/ou d'une dynamique forte au niveau de la consommation improductive.

Remarquons d'ailleurs que l'obtention de gains de productivité élevés passe principalement par un fort développement donné aux dépenses de recherche et d'éducation (toutes choses que dans notre analyse schématique nous retrouvons dans cette consommation improductive) et que l'élévation tendancielle du taux général de profit autorise une progression rapide des dépenses occasionnées par l'effort pour vendre (publicité, luxe du commerce) sans baisse du taux calculé après faux-frais commerciaux.

A rythme constant de l'élévation de la composition-travail en volume, le plein écoulement de la production nécessite une extension plus rapide de la Section II que de la Section I, soit une élévation de $q(t)$ dans le temps. Le transfert qui doit alors avoir lieu, ne peut résulter que d'une distorsion tendancielle des taux moyens de profit relatifs aux deux sections : on retrouve la nécessité d'une forte progression (exogène) de la demande adressée à la Section II.

Exemple

Pour : $\eta(1) = 1$
 $\tau(1) = 1$
 $n = c^{ste} = + 1,03 \%$

et pour ; $\mu = c^{ste} = + 4 \%$
 $\psi = c^{ste} = + 5 \%$
 $\bar{x} = c^{ste} = + 5 \%$
 $\delta = c^{ste} = + 0,96 \%$

on peut avoir une reproduction tendancielle régulière à :

$$y = + 2 \% \left\{ \begin{array}{l} y_I \simeq + 1,5 \% \\ y_{II} \simeq + 2,6 \% \end{array} \right. \quad \begin{array}{l} \text{(croissance de la valeur} \\ \text{ajoutée courante)} \end{array}$$

$$\bar{y} = + 7,1 \% \left\{ \begin{array}{l} \bar{y}_I \simeq + 6,6 \% \\ \bar{y}_{II} \simeq + 7,7 \% \end{array} \right. \quad \begin{array}{l} \text{(croissance de la valeur} \\ \text{ajoutée en volume)} \end{array}$$

$$\bar{x} \simeq + 6,6 \% \quad \begin{array}{l} \text{(croissance de la production} \\ \text{brute globale en volume)} \end{array}$$

avec les chroniques suivantes :

! Période !	! 1 !	! 2 !	! 3 !	! 4 !	! 5 !
! $\eta(t)$!	! 1 !	! 0,99 !	! 0,981 !	! 0,972 !	! 0,962 !
! $q(t) \text{ } (\%)$!	! 53,04 !	! 52,77 !	! 52,53 !	! 52,29 !	! 52,01 !
! $\tau(t)$!	! 1 !	! 1,02 !	! 1,038 !	! 1,058 !	! 1,078 !
! $\tau_a(t)$!	! 1,1 !	! 1,12 !	! 1,14 !	! 1,16 !	! 1,18 !
! $\overline{CL}(t)/\overline{CL}(t-1)$!	! !	! +8,2 % !	! +8,3 % !	! +8,4 % !	! +8,5 % !
! $s(t)$!	! 82,9 !	! 83,1 !	! 83,5 !	! 83,8 !	! !
! $r(t)$!	! 33,3 !	! 34,0 !	! 34,6 !	! 35,3 !	! 35,9 !

Si la progression de la demande adressée à la Section II est insuffisante, ce qui n'est qu'une possibilité et non une nécessité, le déplacement des forces productives vers la Section II n'aura pas lieu et l'on peut déboucher sur une surproduction au niveau de la Section I; ou du moins, de deux choses l'une :

- ou bien une certaine flexion des prix des moyens de production permet un plein écoulement qui s'accompagne nécessairement d'une baisse du sous-emploi et favorise des hausses nominales de salaires plus importantes, en sorte que les conditions sont réunies pour un déplacement de capitaux vers la Section II;
- ou bien on a effectivement un écoulement partiel de la production de la Section I et un risque important de fléchissement de la dynamique d'accumulation. Mais il ne s'agit encore que d'une possibilité d'enclenchement d'une récession générale et aucunement d'une nécessité.

Ce cas est cependant assez académique : l'étude des conditions effectives de mise en oeuvre des transformations touchant les procès de travail et de développement du processus de substitution accompagnant l'apparition de nouvelles branches montre - nous l'avons vu en analysant les statistiques relatives aux principaux pays industrialisés - qu'un développement efficace des forces productives ne s'est jamais poursuivi sur une longue période (1).

. Existence d'une reproduction tendancielle
régulière en cas de développement coûteux des
forces productives

Envisageons maintenant le cas où, en tendance, le développement des forces productives est coûteux ($\mu > \psi$ sans approfondissement de l'écart).

(1) C'est pourtant le seul type d'évolution que BARAN et SWEETZY donnent l'impression de retenir lorsqu'ils focalisent leur analyse sur la question de l'absorption du surproduit.

La composition-travail en valeur courante s'élève dans le temps, ce qui tend à faire baisser le taux de profit.

Mais, si la pression ouvrière est limitée en sorte que la progression du pouvoir d'achat ouvrier puisse être maintenue à un taux inférieur aux gains de productivité et d'intensité ($\pi < \delta \cdot \psi$), l'élévation du degré d'exploitation qui en résulte peut compenser ce facteur de baisse.

Une reproduction tendancielle régulière peut dès lors avoir lieu, sur la base d'un transfert de capitaux de la Section II vers la Section I : celle-ci est cohérente avec l'extension moins rapide du volume des marchés de la Section II en rapport avec la plus faible pression ouvrière et à condition que la consommation improductive, tout en restant dynamique, croisse à un rythme moins rapide.

Exemple

Pour : $\mu = + 4 \%$, $\psi = + 3 \%$, $\xi = + 0,96 \%$

et : $\pi \approx c^{ste} = + 3,5 \%$

on peut avoir :

$$l = n = + 1,03 \% ; y = + 2 \% ; \bar{y} = + 5,06 \% \left\{ \begin{array}{l} \bar{y}_I + 5,56\% \\ \bar{y}_{II} + 4,5 \%$$

et les chroniques suivantes :

Période	1	2	3	4	5
$\eta(t)$	1	1,01	1,02	1,03	1,04
$q(t) \%$	53,04	53,29	53,55	53,79	
$\tau(t)$	1	1,01	1,02	1,03	1,04
$\overline{CL}(t)/\overline{CL}(t-1)$		+ 5,7%	+ 5,3%	+ 5,5%	
$r(t)$	33,3 %	→			

Si, par contre, la pression ouvrière est continuellement plus forte en sorte que - malgré un rythme d'inflation soutenu - le pouvoir d'achat progresse à $z = \delta \times \psi$, le taux général de profit va baisser.

On peut encore, a priori, envisager une reproduction théorique régulière.

Exemple

Pour : $\mu = + 4 \%$; $\psi = + 3 \%$; $\delta = + 0,96 \%$

et : $z = 4 \%$

il existe formellement :

$$1 = n = + 1,03 \%, \quad y = + 2 \%, \quad \bar{y} = + 5,6 \%$$

avec $\overline{CL}(t)/\overline{CL}(t-1) \simeq + 5,0 \%$

et $r(t) = 33,3 \quad 33,1 \quad 32,9 \quad 32,7 \quad 32,5$

Mais elle ne peut être prise comme base sous-jacente à une reproduction effective, car la baisse du taux de profit pousse à un plus fort rythme de substitution travail mort/travail vivant : si l'on admet que les gains de productivité suivent, alors la progression du pouvoir d'achat devient inférieure à $\delta \cdot \psi$ et l'on est ramené à la reproduction précédente.

Exemple de phase d'ajustement

Admettons que l'on passe à $\mu' = + 4,5 \%$, $\psi' = + 3,5 \%$ de la deuxième à la troisième période de l'exemple précédent (et dans la suite).

Pour le même $z = + 4 \%$, cela permet une élévation du taux d'exploitation apte à maintenir le taux de profit à 33,1 %.

Le fait de passer à $\mu' = + 4,5 \%$ conduit à une progression de l'emploi inférieure à n ($l = + 0,5 \%$) avec plein écoulement de la production de la Section I.

Il y a déséquilibre au niveau de la réalisation au profit de la Section I, en sorte que l'accumulation brute y est relativement plus forte : $q(t)$ s'élève.

Si l'on atteint $q(3) = 53,82 \%$, il s'agit d'une base adéquate à une progression ultérieure $y(3) = + 2 \%$ (soit $l = n$).

Nous concluons donc à la possibilité d'une reproduction tendancielle régulière. Cela tient toujours au fait que l'élévation de la part prise par la Section I est continuellement freinée par la progression initiale de la demande adressée à la Section II. De la sorte $q(t)$ ne l'emportera pas continuellement sur le niveau qui assure que le sous-emploi ne baisse pas (ce niveau s'élève régulièrement). Ce raisonnement n'est cependant valable que si le coût du développement des forces productives est limité : la force de la pression ouvrière et la progression de la consommation improductive adaptées à la reproduction tendancielle envisagée doivent être en effet inversement proportionnelles au coût du développement (μ/ψ), en sorte que plus il est élevé, plus le second moteur qui freine l'élévation de $q(t)$ perd de sa puissance. Les risques de déboucher sur une phase de sur-accumulation et donc sur une crise - comme analysé à la section précédente - se trouvent renforcés.

Cette analyse nous conduit à rechercher l'explication de la nécessité de la crise dans les deux directions précédemment indiquées, à savoir:

- la tendance à l'épuisement dans le temps des moyens mis en oeuvre par la classe dirigeante pour obtenir une progression régulière de l'intensité du travail et une croissance régulière de la productivité globale sans accélération de la hausse de la composition-travail en volume;
- l'accentuation dans le temps de la pression ouvrière, apte à accélérer la progression du pouvoir d'achat.

. Epuisement des moyens mis en oeuvre pour élever
continuellement l'intensité du travail

Si les diverses directions capitalistes se heurtent à une résistance accrue des travailleurs sur le terrain de l'intensité du travail - que cette résistance se manifeste de façon individuelle ("coulage" des cadences) ou collective (revendications en vue d'augmenter les temps de latence, ou temps de non-engagement à la machine) - ou si elles subissent les conséquences d'une élévation continue de celle-ci (absentéisme, congés maladies, etc...), il y aura épuisement progressif des gains d'intensité.

Toutes choses égales d'ailleurs, et notamment μ et ψ , le plein écoulement de la production de la Section I tendra alors à s'effectuer avec une progression supérieure de l'emploi, et une diminution relative du taux de profit.

Les directions chercheront dès lors à accélérer le mécanisme de la plus-value relative pour compenser les moindres gains de plus-value absolue.

S'il est possible à celles-ci d'obtenir des gains de productivité plus élevés sans avoir besoin d'accroître le coût d'obtention de ces gains (soit si l'écart entre ψ et μ peut être maintenu), la reproduction peut se poursuivre sans diminution du sous-emploi avec le même rythme de croissance.

Exemple

Si l'on passe d'une reproduction tendancielle à $\delta = + 0,96 \%$,
 $\mu = \psi = + 4 \%$ à une reproduction caractérisée par : $\delta = + 0 \%$,
 $\mu = \psi = + 5 \%$, on a finalement la même répartition des forces productives ($q(t)$) et la même croissance : $y : 6,08 \%$.

La progression de l'emploi total reste la même ($1 = n = + 1,03 \%$).

Mais la valeur ajoutée courante progresse moins vite dans le second cas que dans le premier ($+ 1,03 \%$ contre $+ 2 \%$).

Si cela ne s'avère pas possible - en l'occurrence si l'obtention de gains de productivité plus élevés passe par une hausse notable de la composition-travail en volume - on est alors renvoyé au second aspect qu'il nous faut analyser.

. Epuisement des moyens mis en oeuvre pour obtenir un développement, constant en coût, des forces productives

Si l'obtention de gains réguliers de productivité nécessite une accélération dans le temps de la hausse de la composition-travail en volume, on se trouve dans le cas d'un développement de plus en plus coûteux des forces productives.

Une telle situation peut résulter de l'épuisement progressif d'un certain nombre de moyens utilisés pendant toute une période :

- Nous avons vu au troisième chapitre comment l'extension du travail de nuit (et de façon plus générale du travail par équipes successives) permettait d'abaisser continuellement la composition-travail en volume, toutes choses égales d'ailleurs; au fur et à mesure que celui-ci s'est installé dans certaines entreprises, il n'est plus possible d'y obtenir quelque gain ultérieur que ce soit. On a donc là un premier facteur d'épuisement; mais la pression ouvrière peut, elle aussi, bloquer une telle extension, dès lors que les prétendues "nécessités techniques" d'un fonctionnement continu des installations ne s'impose plus aussi facilement.
- De même, nous avons vu comment la mise en place de nouvelles formes de division du travail et d'organisation du travail pouvaient permettre d'obtenir des gains de productivité sans nécessiter d'augmentation initiale de la composition-travail en volume (celle-ci ne s'élève qu'en conséquence des transformations apportées) : si de telles transformations (cf. notamment le travail à la chaîne) sont progressivement importées de certaines industries dans d'autres, il en résultera pendant une période relativement longue un développement apparemment efficace des forces productives; mais on a de même un épuisement progressif de cette extension en sorte que l'on verra réapparaître au niveau des grandeurs globales (μ et ψ pour toute l'économie) la réalité coûteuse du développement lié à la transformation des machines et installations.

Un tel épuisement se manifestera donc par un écart croissant entre les gains de productivité globaux obtenus et le rythme d'élévation de la composition-travail en volume : à $\Psi(t) = c^{ste}$, $\mu(t)$ s'élève dans le temps.

La conséquence principale d'une telle évolution est de conduire - à $q(t)$ donné et pour un écoulement complet de la production de la Section I - à une progression effective de l'emploi inférieure à celle de la population disponible; autrement dit, si la part prise par la Section I est celle qui permettait antérieurement une progression tendancielle de l'emploi égale à celle de la population disponible, l'élévation de μ nécessaire pour obtenir les mêmes gains de productivité s'accompagne d'un fléchissement de la progression de l'emploi total, tel que le taux de sous-emploi s'élève.

Deux cas sont alors à envisager :

- ou bien l'élévation du taux de sous-emploi permet à la classe dirigeante de freiner la pression ouvrière en sorte qu'elle peut obtenir une décélération progressive de la croissance du pouvoir d'achat ouvrier apte à compenser - au niveau du taux général de profit - l'élévation toujours accélérée de la composition-travail en valeur courante.
- ou bien l'élévation du taux de sous-emploi ne permet pas une telle décélération.

On ne peut bien évidemment déduire de la seule analyse des forces objectives la branche de l'alternative dans laquelle peut s'engager la reproduction : nous nous trouvons sur le terrain des forces subjectives, et celles-ci sont irréductibles au principe de modélisation.

Comme notre propos est ici d'analyser selon une démarche théorique dans quelle mesure l'accumulation du capital débouche (ou non) nécessairement sur une crise, nous nous devons d'étudier chacune des deux branches indiquées (1).

(1) Si nous cherchions à expliquer une évolution économique concrète, l'objet principal d'une telle étude serait au contraire de qualifier la façon dont s'est développée la lutte des classes; et de même, si nous voulions prévoir le sens dans lequel se poursuivra telle évolution passée, un aspect essentiel de cette prévision porterait sur l'appréciation des forces en présence.

1°/ Si la croissance du pouvoir d'achat peut être ralentie sous l'effet d'une élévation du sous-emploi, on peut envisager une reproduction tendancielle marquée par un fléchissement progressif de la dynamique d'accumulation, sans baisse sensible du taux de profit. La croissance du produit net en volume sera de plus en plus ralentie en sorte que l'on débouche sur une stagnation, et non sur une crise liée à une phase de suraccumulation.

Pour que le taux de profit se maintienne, il faut en effet que $z(t)$ diminue dans le temps, et donc que le sous-emploi continue à s'élever.

Avec la flexion de la pression ouvrière, le second moteur de l'accumulation perd de sa puissance : cela favorise donc un déplacement des forces productives vers la Section I; mais dans le même temps les directions capitalistes ne chercheront pas à élever toujours plus la composition-travail en volume pour obtenir des gains inchangés de productivité (on aura au contraire $\mu(t)$ qui reste sensiblement inchangé et $\psi(t)$ qui baisse en tendance); le caractère disproportionné de la demande est donc limité, et comme la dynamique de la demande s'adressant de façon autonome à la Section II n'est pas cassée (elle est simplement freinée), le déplacement des forces productives vers la Section I s'effectuera de façon lente; on ne peut ainsi déboucher sur une situation où le niveau atteint par $q(t)$ conduirait, pour un plein écoulement de la production de la Section I, à une progression rapide de l'emploi.

Pour justifier une telle évolution tendancielle, on peut encore noter que les perspectives d'élargissement des débouchés des firmes de la Section I - perspectives qui sont nécessaires à l'entretien d'un auto-développement de celle-ci - ne peuvent être envisagées comme favorables puisqu'elles s'inscrivent dans une phase de ralentissement de la croissance.

Exemple

On part d'une reproduction s'effectuant dans le cadre des conditions précédemment fixées ($\mu = \psi = 4\%$, $\delta = 0,96\%$, $z = \delta \cdot \psi = 5\%$), c'est-à-dire adéquates à un équilibre de la reproduction : ainsi se trouvent fixées la réalisation à la fin d'une première période et la mise en oeuvre de la production sur une seconde période.

On suppose que de la seconde à la troisième période il n'est plus possible d'augmenter l'intensité du travail, mais que la transformation des procès de travail peut s'effectuer à $\psi = \mu = 5\%$.

On passe alors au cas envisagé : de la troisième à la quatrième période μ est porté à 6 % pour obtenir un gain de productivité de 5 %.

On suppose que la progression du pouvoir d'achat reste de 5 % à ce moment, malgré une hausse du sous-emploi, mais qu'elle s'inscrit dans le cadre d'une moins forte pression ouvrière (hausse nominale plus faible).

Ultérieurement, les gains de productivité s'abaissent pour une même croissance de la composition-travail en volume, et il en est de même de la progression du pouvoir d'achat, suite à des hausses nominales plus limitées (nous admettons que le taux de profit reste inchangé).

La reproduction peut, dès lors, être décrite par le tableau suivant :

Période	1	2	3	4	5	6
$\mu(t)$	4 %	5 %	6 %	6 %	6 %	
$\psi(t)$	4 %	5 %	5 %	4,5 %	4 %	
$\delta(t)$	0,96 %	0	0	0	0	
$\eta(t)$	1	1	1	1,01	1,024	1,044
$z(t)$	5 %	5 %	5 %	4,5 %	4,2 %	4,0 %
$l(t)$	1,03 %	1,03 %	0 %	0 %	0 %	
$y(t)$	2 %	1,03 %	0 %	0 %	0 %	
$\bar{y}(t)$	6,08 %	6,08 %	5,08 %	4,5 %	4 %	
$\bar{x}(t)$	6,08 %	6,08 %	5,6 %	5,2 %	5 %	
$\overline{CL}(t)/\overline{CL}(t-1)$		6 %	7,3 %	5,6 %	5,2 %	
$q(t)$	53,04	53,04	53,04	53,25	53,63	54,0
$\bar{y}_I(t)$	6,08 %	6,08 %	5,5 %	5,2 %	4,7 %	
$\bar{y}_{II}(t)$	6,08 %	6,08 %	4,6 %	3,6 %	3,2 %	
$\tau(t)$	1	1	1	1,0092	1,024	1,045
$r(t)$	33,3 %					(inchangé)

Ainsi une reproduction tendancielle s'accompagnant d'un plein écoulement et d'une stabilité du taux de profit peut avoir lieu : mais le rythme de croissance s'abaisse parallèlement à celui des gains de productivité, dans la mesure même où la pression ouvrière est progressivement réduite.

Il y a bien tendance à la stagnation.

Si la demande improductive est freinée, pour ne pas peser sur le taux de profit après faux-frais, ce débouché sur une phase de stagnation prolongée s'accompagne d'une décélération de la hausse des prix.

Par contre, si la demande improductive reste vive - notamment dans le cas où l'Etat cherche à "relancer" - une telle décélération n'aura pas lieu, sans que pour autant la tendance stagnationniste soit supprimée. Certes, le maintien d'une certaine dynamique de la demande improductive pousse à un rythme d'accumulation plus élevé; mais les firmes ne décideront pas d'élever plus rapidement la composition en volume (μ), puisqu'il ne s'agit pas, pour elles, de réduire relativement les coûts salariaux; et la tendance à la baisse du taux de profit après faux-frais freine les anticipations favorables qui, seules, pourraient permettre un déplacement des forces productives vers la Section I. On doit alors parler de stagflation prolongée. Et l'on comprend du même coup pourquoi les politiques étatiques de relance, dans un tel contexte, n'ont finalement qu'une conséquence : maintenir un rythme élevé de hausse des prix sans reprise effective de la croissance en volume (en tendance) et donc sans réduction du chômage.

On ne peut donc, dans ce cas, parler de nécessité de la crise : on ne débouche en effet sur aucune surproduction générale. Mais la dynamique d'accumulation s'essoufle progressivement du fait même de l'avantage relatif que la bourgeoisie réussit à obtenir sur la classe des travailleurs. Autrement dit, la classe dirigeante n'a pas besoin d'une crise au sens classique du terme (retournement assez brusque et baisse absolue de la production, montée rapide du sous-emploi), parce que celle-ci ne lui est pas nécessaire pour casser la résistance de la classe ouvrière. Mais le fait d'obtenir lentement et sûrement ce résultat par le biais de l'élévation progressive du chômage a pour conséquence de conduire à une autre forme de crise étendue dans le temps. Car il s'agit encore d'une crise en ce sens que :

- la reproduction sociale s'effectue avec une accumulation de tensions (la montée du chômage et la tendance à la stagnation de la consommation) qui, si elles ne donnent pas lieu à des effets économiques, n'en constituent pas moins les bases objectives d'une contestation de la domination bourgeoise;

- cette domination ne pourra être garantie à terme que si des transformations qualitatives ont lieu pendant une telle période.

2°/ Si la progression du pouvoir d'achat ouvrier ne peut être ralentie par la montée du chômage, il se développe une forte pression à l'obtention de gains de productivité aussi élevés que par le passé; la progression de la composition-travail en volume va donc s'accélérer et avec elle la baisse du taux de profit. Mais cette baisse progressive du taux de profit n'a pas d'effet direct sur la progression de la demande productive : la dynamique d'accumulation tend au contraire à être accélérée, même si elle s'effectue dans le cadre d'une hausse toujours plus rapide des prix. L'élévation de $\mu(t)$ provoque une disproportion de la demande au profit de la Section I et pousse donc à un déplacement des forces productives vers celle-ci : mais ce déplacement se trouve en permanence freiné par le maintien d'une progression régulière du pouvoir d'achat (nous nous plaçons en effet dans le cas où l'accélération de la hausse des prix n'entame pas la progression du pouvoir d'achat ouvrier). On ne peut donc, a priori, conclure que l'on débouchera nécessairement sur une phase de sur-accumulation, c'est-à-dire sur une élévation telle de $q(t)$ que, compte tenu des limites à l'élévation de $\mu(t)$, le plein écoulement des moyens de production produits entraînerait nécessairement une progression de l'emploi supérieure, en tendance, à celle des disponibilités en main-d'oeuvre et donc telle que la progression du pouvoir d'achat ouvrier aille en s'accéléérant; si tel était le cas, une moindre accumulation brute en volume au titre des moyens de production assurerait une masse de plus-value produite supérieure, comme nous avons déjà eu l'occasion de le voir.

Tout dépend en fin de compte de la façon dont évolue la consommation improductive, ou plus précisément de la façon dont s'affirmera la demande monétaire relative aux diverses composantes de cette consommation.

Si l'on est en droit d'envisager qu'au niveau du secteur industriel les diverses directions vont chercher à limiter la progression de leurs faux-frais dans une période où elles réalisent un volume élevé d'accumulation et où le taux de profit baisse, si l'on peut attendre de l'Etat qu'il mène une politique dictée principalement par l'allègement des charges pesant sur les entreprises (réduction de la pression fiscale et parallèlement des dépenses collectives), il n'est pas certain que l'on obtiendra pour autant un fléchissement suffisant de la demande improductive (ex-ante). D'autres forces sociales doivent être prises en compte, à savoir l'ensemble des salairiés exécutants du commerce et des bureaux (dans les entreprises industrielles, la fonction publique, les banques et assurances) d'une part, la nouvelle petite bourgeoisie d'autre part (cadres moyens, ingénieurs, professeurs) : si elles réussissent à maintenir leur situation antérieure relativement à la classe ouvrière - situation qui tient

au niveau de leurs salaires, mais pour une autre part aux dépenses collectives dont elles sont les principales bénéficiaires - une part notable de la demande improductive continuera de progresser sensiblement en volume.

Il convient donc, une nouvelle fois, de retenir une alternative :

- ou bien la progression de la demande improductive est notablement réduite dès que le développement des forces productives s'avère plus coûteux : dans ce cas le déplacement des forces productives vers la Section I s'accélère et l'on assiste au maintien d'une croissance équivalente au passé; la hausse des prix est alors encore plus forte que dans le cas précédent, du fait de la dynamique d'accumulation qui se développe.

A partir du moment où la limite à l'élévation toujours plus vive de la composition-travail en volume se fait sentir, on débouche sur une phase de sur-accumulation : l'écoulement complet des moyens de production produits entraînerait une progression de l'emploi total ouvrier supérieur à la progression des disponibilités en main-d'oeuvre, apte à favoriser une progression plus rapide du pouvoir d'achat. Les directions capitalistes préféreraient finalement limiter le volume de leurs investissements en ne réalisant que les plus rentables : il en résulte une surproduction au niveau de la Section I; celle-ci se répercute sur la Section II dans la mesure même où la progression de la demande improductive est freinée dans cette période.

On débouche donc sur un retournement assez rapide de la conjoncture, soit encore sur une crise au sens classique du terme.

Comme nous avons eu l'occasion de l'analyser dans le cadre de la reproduction extensive, celle-ci apparaît comme une nécessité produite par le cycle lui-même : mais derrière les lois même de l'accumulation se manifeste la nécessité pour la classe dirigeante de provoquer une montée brusque du chômage apte à changer l'état du rapport de force entre classes et donc à rétablir des conditions de production de plus-value plus favorables.

Exemple

Comparativement à l'exemple précédent nous retenons une progression limitée de la consommation improductive de la troisième à la quatrième période et une élévation plus rapide de $q(t)$. Cela donne :

Période	...	3	4	5	6	7 *
$\mu(t)$	...	6 %	7 %	8 %	8 %	8 %
$\psi(t)$	...	5 %	5 %	5 %	4,5 %	4 %
$\delta(t)$	...	0	0	0	0	
$\eta(t)$	...	1	1,01	1,029	1,058	1,094
$z(t)$	...	5 %	5 %	5 %	5 %	6,5 %
$l(t) = y(t)$	...	0,08%	0,12%	0,07%	0,5 %	1,6 %
$\bar{y}(t)$	...	5,08%	5,1 %	5,07%	5,02%	5,7 %
$\bar{x}(t)$	...	5,6 %	6,1 %	6,6 %	6,8 %	7,8 %
$\overline{CL}(t)/\overline{CL}(t-1)$	...	7,3 %	2,4 %	2,3 %	2,0 %	-2 %
$q(t)$	...	53,04%	53,8 %	54,8 %	55,8 %	57,3 %
$\tau(t)$	...	1	1,0	1,0	1,0	0,962
$r(t)$	...	33,33	33,1	32,7	32,1	30,5

En ce qui concerne la réalisation à la fin de la septième période, nous avons fait figurer les paramètres qui sont ordonnés à un plein écoulement de la production. La progression de l'emploi total ouvrier serait alors de + 1,6 %, ce qui nous a conduit à retenir une progression de 6,8 % du pouvoir d'achat, et donc une baisse sensible du taux réel de profit ex-post.

Si le volume des achats en moyens de production est, à ce moment, plus limité - soit une progression de + 7 % contre + 9,7 % - s'accompagnant de gains de productivité de 4,5 % contre 4 % (pour un même μ de 8 %) et que le pouvoir d'achat ouvrier ne progresse que de 4 %, la plus-value produite au cours de la huitième période n'est pas inférieure.

Pour $VA(7) = 1\,038$ ht et $V_a(7) = 497$ ht (1)

(1) Valeur courante (ex-ante) de la force de travail collective.

on a :

- dans le cas où le volume des moyens de production croît de 9,7 % (avec des gains de productivité $\Psi(7) = 4\%$ et une croissance du pouvoir d'achat $\alpha = 6,5\%$):

$$V_r(7) = 529,3 \quad (1)$$

$$y(7) = + 1,57\%$$

$$VA(8) = 1\,054$$

$$\bar{V}(8) = 537,6 \quad (2)$$

$$V_a(8) = 516,9$$

$$PV_a(8) = 537,1$$

- dans le cas où le volume des moyens de production croît de 7 % (avec des gains de productivité $\Psi(7) = 4,5\%$ et une croissance du pouvoir d'achat $\alpha(7) = 7\%$):

$$V_r(7) = 516,9$$

$$y(8) = - 0,5\%$$

$$VA(8) = 1\,028$$

$$\bar{V}(8) = 514,3$$

$$V_a(8) = 492,0$$

$$PV_a(8) = 536,0.$$

Celle-ci est quasiment égale à la précédente. Il s'agit bien de la masse de plus-value produite (le taux de profit ex-ante est par contre supérieur dans le second cas).

- ou bien la progression de la demande improductive reste sensible malgré la hausse des prix : dans ce cas, le déplacement des forces productives est limité; on a à la fois accélération de la hausse des prix et ralentissement rapide de la croissance, sans débouché sur une phase de sur-accumulation. Il s'agit encore de l'approfondissement d'une crise étalée dans le temps, dont la nature se rapproche de celle analysée précédemment.

- (1) Valeur courante (ex-post) de la force collective de travail.
- (2) Montant aux valeurs de la période précédente.

Exemple

A partir des mêmes premières périodes que dans l'exemple précédent, on retient une progression de 7% de μ , de la quatrième à la cinquième période (avec $\Psi = 5\%$), en rapport avec une progression plus rapide des salaires nominaux de la troisième à la quatrième période et le maintien d'une croissance de 5% du pouvoir d'achat de la quatrième à la cinquième période, etc... selon le tableau suivant :

Période	...	3	4	5	6	7
$\mu(t)$	...	6 %	7 %	8 %	8 %	8 %
$\Psi(t)$	...	5 %	5 %	5 %	4,5 %	4 %
$\delta(t)$	...	0	0	0	0	0
$\gamma(t)$	...	1	1,01	1,029	1,058	1,094
$z(t)$	...	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %
$l(t) = y(t)$	...	0,08%	-0,6 %	-1,4 %	-1,5 %	-1,6 %
$\bar{y}(t)$	...	5,08%	4,3 %	3,5 %	2,9 %	2,3 %
$\bar{x}(t)$	...	5,6 %	5,3 %	5,0 %	4,7 %	4,4 %
$\overline{CL}(t)/\overline{CL}(t-1)$	...	7,3 %	5,5 %	4,6 %	2,6 %	1,6 %
$q(t)$	...	53,04%	53,4 %	54,0 %	54,7 %	55,5 %
$\tau(t)$	...	1	1,0	1,0	1,0	0,99
$r(t)$	...	33,33	33,1	32,7	32,1	31,2

La progression du volume de la consommation improductive, bien que continuellement inférieure (ex-post) à celle de la consommation ouvrière totale, empêche un déplacement important des forces productives vers la Section I. Celui-ci est cependant plus rapide que dans l'exemple précédent parce que la dynamique d'accumulation est plus forte.

Il n'en demeure pas moins que le rythme de croissance fléchit.

Remarque : Si l'on avait retenu la chronique suivante de progression du volume de la consommation improductive

4	5	6
6,3 %	5,8 %	5,5 %

en rapport avec le déplacement suivant des forces productives

	4	5	6
q(t)	53,25	53,63	54,0

on aurait trouvé :

	4	5	6
l(t)=y(t)	- 1 %	- 2 %	- 2,8 %
$\bar{y}(t)$	4,1 %	2,8 %	1,6 %

soit une décélération plus rapide de la croissance (on aura aussi un rythme accéléré d'inflation).

. Accentuation dans le temps de la pression ouvrière

Il nous reste à analyser le dernier aspect de la mise en cause progressive des conditions nécessaires à la réalisation d'une reproduction tendanciellement équilibrée : l'accentuation dans le temps de la pression ouvrière apte à faire progresser le pouvoir d'achat de façon accélérée.

Une telle accentuation de la pression ouvrière, qui relève d'une volonté de réduire les inégalités de revenus existantes, se manifeste d'abord au niveau des revendications touchant les salaires nominaux : nous admettons que les moyens d'action employés contraignent les directions à accorder des hausses progressivement plus fortes.

Le second moteur de l'accumulation se trouve renforcé, d'où une dynamique de demande favorable à l'arbitrage de prix en hausse accélérée tant au niveau de la première que de la seconde section de l'économie.

Nous admettons que les travailleurs élèvent toujours plus le niveau de leurs revendications pour tenir compte de la hausse des prix passée et qu'en conséquence la croissance du pouvoir d'achat s'accélère.

Si, dans le même temps, la bourgeoisie peut mettre en oeuvre des transformations de procès de travail et de nouvelles industries sans que le coût de ce développement aille en s'accroissant, et si l'élévation de la composition-travail en volume se trouve objectivement limitée, un déplacement des forces productives vers la Section I aura lieu, mais il sera lent : de la sorte l'emploi ouvrier tendra à croître moins rapidement que les disponibilités, et l'on assistera à la poursuite d'une croissance très inflationniste avec baisse régulière du taux général de profit.

On ne débouche sur aucune phase de sur-accumulation, au sens strict du terme, mais il arrive un moment où la masse de plus-value réalisée baissera d'une période à l'autre : il y a alors nécessité d'une crise pour la classe dirigeante, mais celle-ci n'a pas lieu comme simple conséquence de l'enclanchement de mécanismes économiques s'imposant de façon coercitive à chaque direction capitaliste. Il s'agit d'une nécessité proprement politique : seul l'Etat peut en assurer l'enclanchement par une politique dite "d'austérité" (blocage du crédit, limitation des dépenses publiques, élévation des taux d'imposition directe, etc...).

Exemple

Le développement économique relatif à la situation retenue peut être décrit par le tableau suivant :

Périodes	1	2	3	4	5	6	7
$\mu(t)$	4 %	5 %	6 %	7 %	7 %	7 %	7 %
$\psi(t)$	4 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %
$\delta(t)$	0,96%	0	0	0	0	0	0
$\eta(t)$	1	1	1	1,01	1,029	1,048	1,068
$z(t)$	5 %	5 %	5 %	6 %	7 %	8 %	9 %
$l(t)$	1,03%	1,03%	0,08%	-1%	-1,2%	-1,4%	
$y(t)$	2 %	1,03%	0,08%	-1%	-1,2%	-1,4%	
$\bar{y}(t)$	6,08%	6,08%	5,08%	4 %	3,7 %	3,5 %	
$\overline{CL}(t)/\overline{CL}(t-1)$		6 %	7,3 %	5,1 %	2,6 %	0,5 %	
$q(t) (\%)$	53,04	54,04	53,04	53,25	53,63	54,0	
$\tau(t)$	1	1	1	0,981	0,944	0,890	0,821
$r(t) (\%)$	33,3	33,3	33,3	32,7	31,5	29,8	27,9

Pour un montant absolu de valeur ajoutée $VA(5) = 1\,022\text{ ht}$ on a :

	5	6	7
Plus-value réalisée (en valeur courante)	496,4	475,5	448,9
(aux valeurs de la période 5)	496,4	499,2	494,9

On a bien une baisse absolue de la masse de plus-value produite en volume.

. Conclusion : nécessité de la crise et lutte des classes

Le déplacement des contradictions, que l'on vient de mettre en lumière avec la prise en compte de la pression revendicative des travailleurs, conduit à la typologie suivante :

- Aucune nécessité de la crise ne s'affirme lorsque cette pression ouvrière peut être maintenue dans les limites fixées par la nature du développement des forces productives engagé et lorsque le coût de ce développement ne s'accroît pas.
- Si l'on assiste à un épuisement progressif des moyens mis en oeuvre pour garantir un développement des forces productives à un coût limité et constant - un aspect de cet épuisement renvoyant d'ailleurs à l'action des travailleurs en vue d'obtenir de meilleures conditions de travail - et si la bourgeoisie réussit à contenir la progression du pouvoir d'achat, on débouche nécessairement sur une crise. Mais cette nécessité s'affirme de façon diverse selon l'évolution même du rapport de force principal entre bourgeoisie et classe ouvrière :
 - + crise classique de surproduction, faisant suite à une phase de suraccumulation, lorsque l'élévation progressive du chômage ne permet pas de réduire la progression du pouvoir d'achat ouvrier et que la consommation improductive est freinée (ex-ante);
 - + crise étalée dans le temps (tendance à la stagnation plus ou moins inflationniste) lorsque la progression du pouvoir d'achat ouvrier peut être freinée

par la montée du chômage ou lorsque - ce résultat n'étant pas atteint - la progression de la consommation impro-ductive reste importante.

- Si la classe ouvrière réussit à accélérer la croissance de son pouvoir d'achat sans que, pour autant, le coût du développement des forces productives s'élève, la nécessité de la crise ne s'imposera que comme une nécessité politique prise en charge par l'Etat.

Cette typologie construite à un premier niveau permet déjà d'appréhender telle ou telle reproduction concrète, en ce sens qu'elle conduit à la caractériser par son aspect principal. Mais il est clair que l'on peut avoir aussi conjonction d'une élévation du coût de développement des forces productives (y compris réduction des gains d'intensité) et d'une accélération de la croissance du pouvoir d'achat ouvrier : la nécessité politique de la crise s'affirmera alors dans le même temps où se manifesterait une nette tendance à la suraccumulation.

Cette typologie est cependant tributaire du cadre simplificateur retenu. Faut-il la réviser lorsque l'on prend en compte, d'une part, le caractère inégal du développement des forces productives, d'autre part le processus de dévalorisation du capital qui a lieu dans le contexte concret d'une reproduction continue ?

On ne parvient à aucune conclusion essentiellement différente des précédentes lorsque l'on tient compte du développement inégal (1). Cela conduit simplement à formuler de façon plus complexe les conditions qui doivent être réalisées pour que l'on ait une reproduction sans crise. Celles-ci s'expriment toujours à partir des paramètres relatifs aux seules sections de l'économie -et donc aux évolutions moyennes résultant des caractéristiques propres aux branches inscrites dans chacune d'elles et des changements affectant leurs poids relatifs.

(1) Si l'on entend, par contre, expliciter les formes que prend un possible processus inflationniste - soit descendre à un niveau plus fin d'analyse - on mettrait en évidence des effets propres à cette inégalité de développement entre branches/industries : nous en avons fait état à l'occasion (cf. Section 2, p. 499).

Si $\mu(t)$ est l'augmentation moyenne (pour l'ensemble de l'économie) de la composition-travail en volume, et $\Psi_I(t)$ l'augmentation moyenne de la productivité globale dans la Section I, la première condition dégagée porte sur la constance de l'écart entre $\mu(t)$ et $\Psi_I(t)$ (1).

Quant à la seconde condition, elle revient à mettre en rapport la croissance du volume de la force de travail $\Sigma(t)$ au produit des gains moyens d'intensité (pour toute l'économie) et des gains globaux moyens de productivité au sein de la sous-section II_1 des moyens de subsistance des travailleurs.

Aucune contrainte ne naît du fait que les gains Ψ_I et Ψ_{II_1} peuvent être différents; l'augmentation dans le temps du coût de développement des forces productives que nous avons précédemment considéré comme une notion simple (unique) se diversifie : elle recouvre à la fois l'accentuation de l'écart entre μ et Ψ_I , et entre μ et Ψ_{II_1} .

Et comme les arguments que nous avons avancés pour expliquer une telle augmentation s'avèrent relatifs à l'ensemble des branches industrielles, on peut admettre que les écarts précédents se creuseront de façon assez parallèle.

La prise en compte du caractère continu de la reproduction - et en l'occurrence de l'existence du capital fixe - conduit par contre à introduire le processus de mises au rebus avant usure physique d'outils de production ou d'installations industrielles en conséquence de la dévalorisation du capital : il en résulte un déplacement qualitatif des contradictions.

(1) Si l'on abandonne le cadre schématique de périodes successives de production, il convient alors de distinguer les sous-sections suivantes :

- sous-section des moyens de travail (où les gains moyens de productivité globale sont Ψ_{I_1});
- sous-section des moyens de production intermédiaires (où les gains moyens de productivité globale sont Ψ_{I_2})

et l'on doit comparer, d'une part, la hausse de la composition-travail engagé moyenne ($\bar{\Sigma}'(t+1)/\bar{\Sigma}'(t)$) à Ψ_{I_1} , d'autre part la hausse de la composante moyenne $\bar{\Sigma}(t)$ à Ψ_{I_2} .

A partir du moment où la dynamique d'accumulation s'effectue dans le cadre d'une intégration poussée des deux grandes sections de l'économie et d'une pression systématique à la recherche de gains élevés de productivité, les destructions de capital deviennent permanentes et structurellement incorporées au rythme de la formation du capital; ces mises au rebus avant usure physique ont lieu non seulement au niveau des entreprises qui ne dégagent pas une réduction suffisante de leurs coûts salariaux par unité produite (ce qui conduit à leur fermeture ou à leur rachat) mais aussi - et à la limite surtout - au sein même des grandes firmes.

Dans le cadre de la reproduction équilibrée envisagée, la progression de la productivité est constante : le rythme des mises au rebus sera donc aussi constant en tendance (1).

-
- (1) Faut-il alors parler d'un procès permanent de sur-accumulation, non pas dans le sens marxien classique (i.e.: la masse de plus-value produite ne s'élève pas avec le volume du capital investi), mais dans le sens que nous avons précisé dès l'analyse de la reproduction extensive (i.e. : la même croissance - en niveau et en rythme - de la consommation totale pourrait être obtenue avec des dépenses inférieures de travail dans la production des moyens de production fixes) ? Certes, en l'absence de toute mise au rebus avant usure physique, le niveau de la production, et donc de la consommation finale, serait supérieur: en d'autres termes, le même flux de masse se consommation finale (en terme de valeurs d'usages) pourrait être obtenu avec un flux d'investissement fixe brut en volume constamment inférieur en niveau à ce qu'il est dans la réalité du développement capitaliste. Mais l'on doit tenir compte du fait que la productivité sociale moyenne serait alors plus faible, c'est-à-dire que le temps de travail nécessaire pour produire ce flux en volume de consommation finale serait supérieur : il n'est donc pas certain que le coût social que représentent les mises au rebus avant usure physique soit nettement supérieur à l'avantage social retiré d'une productivité toujours plus élevée en niveau. En d'autres termes, la question des mises au rebus avant usure physique se posera aussi dans le cadre d'un mode de production socialiste dans lequel le pouvoir appartiendrait aux travailleurs : du coup, on ne peut parler sans réserves de gaspillage capitaliste, ou encore de sur-accumulation permanente. Il faut préciser l'analyse en indiquant que les critères qui président aux mises au rebus, en rapport avec le mode capitaliste de transformation des forces productives, sont relatifs à la recherche du profit et non à la meilleure adéquation possible entre le travail social fourni et la masse de valeurs d'usages qu'il permet finalement d'obtenir au niveau final des objets de consommation.

Il y a donc toujours lieu d'envisager comme possible une telle reproduction, tant que les conditions qui la permettent - et qui ont été précédemment définies - sont réunies.

Mais à partir du moment où la reproduction s'engage dans une phase où le maintien du taux de profit nécessiterait des gains plus élevés de productivité, les mises au rebus vont être accélérées : elles permettent d'élever la productivité sociale moyenne.

Cependant, comme elles concernent le plus souvent des procès de travail à composition-travail propre inférieure à la moyenne, la composition-travail moyenne s'en trouve aussi augmentée : cela ne résoud donc aucunement la contradiction qui naît d'une augmentation du coût de développement des forces productives, si l'on note bien que celui-ci est relatif aux nouveaux procès de travail mis en oeuvre et aux transformations apportées au procès déjà installés.

Par contre, ces mises au rebus accélérées réduisent, toutes choses égales par ailleurs, la production potentielle et le niveau de l'emploi ouvrier; et par "toutes choses égales par ailleurs", nous entendons tout particulièrement parler du volume des investissements fixes bruts réalisés.

Il en résulte un déplacement de la contradiction qui naissait - dans un des cas envisagés précédemment - d'une élévation rapide de la part prise par la Section I : le plein écoulement de sa production - et plus particulièrement de la production de la seule sous-section I₁ des biens d'équipements fixes - n'entraînera pas nécessairement une réduction du sous-emploi. On assistera au contraire à une accélération des destructions (fermetures, restructuration, etc...), en sorte que l'on n'aura pas de phase de sur-accumulation au sens classique du terme. Mais la contre-partie d'une telle disparition se retrouve au niveau des pertes en capital qui sont la conséquence de ces mises au rebus : le taux de profit tenant compte de ces pertes (soit encore celui qui peut être obtenu en calculant l'amortissement sur la durée de vie effective) va baisser rapidement.

Et l'on débouche alors sur la seule notion de "nécessité politique" de la crise.

La typologie initialement avancée doit être revue en conséquence, le seul cas de crise "classique" que nous ayons un moment considéré comme une éventualité possible disparaissant.

A partir du moment où un écart se creuse et s'approfondit entre les gains de productivité (et d'intensité) et la hausse en volume de

la composition du capital, la reproduction du capital ne peut s'inscrire que dans l'alternative suivante : tendance à la stagflation ou poursuite d'une croissance inflationniste débouchant sur la "nécessité politique de la crise".

Elle tendra à emprunter la première branche de l'alternative lorsque la pression ouvrière au niveau des salaires pourra être progressivement brisée, sous l'effet notamment de la montée du chômage; et les politiques étatiques de relance qui s'avéraient adaptées au soutien d'un processus de reproduction tendancielllement équilibré n'ont alors d'autre effet que de relancer l'inflation, sans relancer vraiment la croissance.

Elle tendra à emprunter l'autre branche si les travailleurs réussissent à maintenir une progression sensible de leur pouvoir d'achat; et l'Etat, après avoir accompagné un moment le processus en réduisant relativement ses dépenses, devra prendre en charge la nécessité objective qui s'affirme pour la classe dirigeante : provoquer une crise de surproduction générale par une politique d'austérité afin de recréer un volant suffisant de chômage apte à casser la résistance ouvrière.

Dans l'un et l'autre cas, on doit parler d'une crise, dont l'ampleur dépend de la baisse antérieure du taux de profit (y compris pertes en capital).

Au niveau théorique où nous nous situons, la réponse à la question "La reproduction intensive du capital débouche-t-elle nécessairement sur une crise ?" peut donc se formuler dans les termes suivants : la nécessité de la crise ne s'affirme qu'à partir du moment où la bourgeoisie ne réussit plus à négocier avec les organisations syndicales des accords salariaux "raisonnables" (de son point de vue) et à compenser ces hausses par un changement continu des conditions du travail (cadences, organisation du travail, travail de nuit, etc...) et la mise en oeuvre de nouvelles industries (ou la transformation d'anciennes) à un coût limité.

Ce n'est donc qu'en analysant comment la lutte des classes est inscrite au coeur de la loi de baisse tendancielle du taux de profit que l'on débouche sur une explication (non-mécanique) de la nécessité de la crise, à l'étape actuelle du développement capitaliste.

. Quelques remarques à propos de cette conclusion

L'ensemble des développements précédents, et donc cette conclusion à laquelle ils nous ont conduit, reposent sur un certain nombre d'abstractions qu'il nous semble maintenant nécessaire de justifier; cela nous permettra d'ailleurs d'en marquer les limites et d'ouvrir ainsi à un approfondissement nécessaire.

. Reproduction de la classe ouvrière et appel à une main-d'oeuvre externe

Nous avons somme toute considéré que "les travailleurs" constituaient un ensemble assez unifié quant aux revendications posées, aux luttes développées, et à la résistance opposée (ou non) aux transformations des conditions de production opérées par le patronat. Cela nous était permis par la seule prise en compte de la reproduction interne de la classe ouvrière.

Mais on doit aussi faire intervenir la mobilisation constante d'une main-d'oeuvre externe (exode rural, immigration) : une telle mobilisation contribue à la constitution de nouvelles couches ouvrières acceptant des conditions de travail et de rémunération qui n'auraient pu être imposées à la "classe ouvrière interne".

La nécessité de la crise s'en trouve reportée d'autant dans le temps, mais ce report trouve ses propres limites dans l'insertion progressive de ces nouvelles couches.

. Bourgeoisie et Bourgeoisies

Nous avons aussi raisonné avec la seule notion de bourgeoisie, ou encore de classe capitaliste, en faisant abstraction des diverses fractions qui la composent et dont les intérêts peuvent être divergeants. Nous avons refusé de retenir le découpage, classique au sein du courant marxiste, entre bourgeoisie monopoliste et bourgeoisie non monopoliste, parce qu'à notre avis, par rapport au problème qui nous occupait :

1°/ il nous paraissait préférable de faire clairement ressortir l'unité des intérêts de ces deux fractions, même si les intérêts de la première dominant au niveau de l'Etat et marquent de façon prépondérante les transformations des conditions de production et la formation des prix;

2°/ le fractionnement le plus opératoire renvoie aux différentes façons dont les directions de firmes (quelle que soit l'importance du capital qu'elles contrôlent) gèrent leurs relations avec "leurs" travailleurs (acceptation ou non des syndicats ouvriers, politique contractuelle, etc...) et, plus généralement, dont elles envisagent les solutions politiques les mieux adaptées au maintien du capitalisme privé (1). Or, un tel fractionnement traverse aussi bien la bourgeoisie monopoliste que la bourgeoisie non-monopoliste.

Il nous semble d'ailleurs qu'un approfondissement de notre analyse reviendrait plutôt à préciser ce dernier fractionnement.

. Lutte des (deux) classes et luttes de classes

Seul l'aspect principal des luttes de classes - l'opposition bourgeoisie/classe ouvrière - a été pris explicitement en compte.

Ignorant les problèmes posés par la destruction/remodelage des secteurs de la petite production et de l'échange marchand, nous ne pouvions faire une place aux intérêts spécifiques des paysans, artisans et commerçants, et donc aux rapports qui s'établissent entre eux et la bourgeoisie.

Par contre, nous avons adopté un parti-pris discutable pour ce qui concerne les diverses couches de salariées liées à l'approfondissement de la division capitaliste du travail (employés de bureaux, cadres moyens, ingénieurs, chercheurs), à l'extension du règne de la marchandise (employés de commerce) et au développement des interventions étatiques (personnels de l'administration); en l'occurrence, nous avons admis que la hiérarchie des salaires naissant de la place occupée par chaque couche était rigide, et que les intérêts spécifiques qu'elles défendent pesaient d'un poids limité.

Cela nous a conduit à négliger :

- d'une part, le processus de prolétarianisation qui a résulté de l'approfondissement de la division des tâches au sein du grand commerce concentré et des services improductifs (banques, assurances, administration), d'où un alignement progressif des salaires des employés d'exécution sur ceux des ouvriers. Mais il a pour contre-partie une insertion de cette couche au sein de la "classe ouvrière", et une réduction conséquente de l'assise politique bourgeoise;

(1) Cf. le soutien apporté, soit à des partis politiques conservateurs ou libéraux, soit à des partis sociaux démocrates.

- d'autre part, l'enjeu politique que représente la nouvelle petite bourgeoisie (cadres moyens, ingénieurs, professeurs) qui est la principale bénéficiaire de nombre d'interventions étatiques (éducation nationale, équipements collectifs, etc...); obtenir l'adhésion de la majeure partie de cette couche à une majorité politique dirigée par la grande bourgeoisie industrielle/financière est essentiel pour cette dernière - incluant dans celle-ci les "fonctionnaires salariés du capital" que sont les cadres dirigeants des affaires et de l'administration. Si cela justifie notre hypothèse implicite selon laquelle les écarts de salaires tendent à être maintenus, il est clair par contre que l'on doit accorder une place beaucoup plus grande, que celle faite par nous, à la pression qui en résulte au niveau des dites interventions étatiques.

4. EN REMONTANT VERS LE CONCRET D'UN ENSEMBLE HIERARCHISE D'ECONOMIES NATIONALES

Nous ne prétendons aucunement développer une analyse de fond concernant ce second temps (théorique) de la démarche générale présentée en introduction. Nous avançons seulement quelques éléments nécessaires à l'appréhension ultérieure de la croissance économique d'après guerre, dans la suite logique de nos précédents développements; et nous le faisons de façon extrêmement schématique.

Nous nous situons au niveau abstrait suivant : l'accumulation interne du capital s'effectue dans le cadre d'un ensemble hiérarchisé d'économies nationales. En l'occurrence :

- il existe une économie nationale dominante et un certain nombre d'économies de second rang;
- la monnaie internationale est la monnaie bancaire de l'économie dominante (i.e. : les échanges se payent avec cette monnaie et chaque banque centrale d'une économie de second rang la conserve en réserves lorsqu'il y a un excédent de la balance des paiements nationale);
- le système monétaire international en place est un système à taux de changes fixes : tant que cela lui est possible, chaque banque centrale d'une économie de second rang intervient sur le marché des changes pour garantir le taux de change initialement fixé par rapport à la monnaie bancaire dominante;
- chaque économie nationale est le lieu d'un rapport spécifique de classes se matérialisant par l'existence d'un Etat et d'une monnaie bancaire nationale fonctionnant à l'intérieur des frontières de celle-ci;
- chacune de ces économies recouvre un ensemble industriel/commercial/financier relativement centré (i.e. : le système industriel intérieur est assez complet, une grande part des cycles des capitaux s'y bouclent) et le contrôle sur une part importante des capitaux mis en valeur au sein de cette économie est assuré par une bourgeoisie nationale.

Et nous ne traitons que de la question suivante : dans quelle mesure l'insertion internationale d'une économie nationale modifie-t-elle les conditions de l'accumulation intérieure, relativement à l'analyse abstraite que nous avons développée dans la précédente section, selon

qu'il s'agit de l'économie dominante ou d'une économie de second rang ?

La réponse à une telle question nécessite préalablement que l'on situe la notion de taux de change entre monnaies bancaires.

. Taux de change et imbrication des lois de la valeur nationales

Pour traiter de ce problème de façon tout à fait générale, nous considérons seulement deux économies nationales et faisons abstraction de la transformation valeurs d'échange/prix de production. De plus, nous ignorons dans un premier temps les mouvements de capitaux.

Il est possible de comparer les valeurs intérieures des marchandises issues d'une même industrie/branche : on a ainsi un ensemble de nombres exprimant ces rapports; soit :

$$a_i(1, 2) = \frac{m_i^2}{m_i^1} \quad \text{pour l'industrie } i$$

avec m_i^1 , la valeur (de production) de la marchandise qui en sort dans la première économie, en temps de travail social intérieur;

m_i^2 , pour la seconde économie.

D'autre part, pour chaque économie, on a :

$$\left. \begin{array}{l} 1ht^1 = x^1 \\ 1ht^2 = x^2 \end{array} \right\} \text{unités de monnaie bancaire nationale } \left. \begin{array}{l} 1 \\ 2 \end{array} \right\}$$

selon la définition donnée au chapitre III.

Si l'on avait : $a_i(1, 2) = 1$ pour toutes les branches, soit un niveau uniformément égal de développement, le taux de change $t x(1, 2)$ serait nécessairement égal à : $x^2/x^1(1)$.

(1) On note : $\frac{1 \text{ unité monnaie de la première économie}}{1 \text{ unité monnaie de la seconde économie}} = t x(1, 2)$

Si l'on avait : $a_i(1,2) = y$ pour toutes les branches, soit un écart uniforme de développement, le taux de change serait alors égal à : $y \cdot x^2/x^1$.

Dans le premier cas, les échanges qui ont lieu conduisent à un échange globalement égal : une heure de travail s'échange contre une heure de travail.

Dans le second cas, l'échange entre les deux économies est globalement inégal : la bourgeoisie de la première économie, si son niveau de développement est supérieur ($y > 1$), obtient plus d'une heure de travail de la seconde contre une heure de travail fournie par la classe ouvrière qu'elle emploie.

Mais en règle générale, et pour les seules industries dont les marchandises peuvent être importées/exportées (cf. coûts de transports), on aura une échelle $\{ a_i(1,2) \}$, ce qui traduit des différences relatives de développement - même si le jeu des échanges commerciaux a pour effet (en l'absence de protections douanières différenciées selon les industries) de tendre à égaliser les écarts relatifs de développement, c'est-à-dire à comprimer l'échelle ci-dessus (1).

Le taux de change, qui se forme relativement à une échelle peu modifiée sur une certaine période, est relatif aux industries qui se trouvent au milieu de l'échelle. Si y_i est le niveau correspondant, on aura : $t x(1,2) = y_i \cdot x^2/x^1$.

Le taux de change "articule" donc bien les deux lois de la valeur nationale; mais celles-ci ne fonctionnent absolument pas indépendamment

-
- (1) Les valeurs sociales m_i^1 et m_i^2 dont nous avons parlé sont en effet des valeurs (ex-ante) de production : dès lors, une industrie de la seconde économie qui se trouve au haut de l'échelle est défavorisée par le taux de change en vigueur; la concurrence des produits étrangers a pour conséquence que le taux de profit moyen dans cette industrie est inférieur à la moyenne nationale; la valeur de marché est alors inférieure à la valeur (ex-ante) de production; et la dynamique qui en résulte conduit, soit à une disparition de cette industrie dans le pays considéré, soit à un rattrapage du retard (par élimination des unités les moins productives); d'où la tendance à l'égalisation des $a_i(1,2)$ que nous retenons.

l'une de l'autre, en ce sens que l'ouverture des frontières entre ces deux économies tend à égaliser les rapports en valeurs de marché; ainsi, si y_i est supérieur à 1 - ce qui implique que la première économie a une avance moyenne de développement sur la seconde - la concurrence étrangère pousse à un alignement de la valeur de production intérieure d'une industrie de la seconde économie située au haut de l'échelle, sur un niveau tel que le taux y_i relatif à cette industrie soit égal à y_1 , tandis qu'elle autorise des profits plus élevés à l'industrie équivalente de la première économie - d'où une valeur de marché supérieure.

Le terme d'articulation est donc impropre; il convient mieux de parler d'une imbrication des lois de la valeur nationales opérée par le taux de change.

Il en résulte un double processus : développement combiné et spécialisations relatives; toute industrie relativement défavorisée par le taux de change en vigueur est poussée à s'aligner sur les conditions de productivité de l'industrie correspondante de l'autre pays (nonobstant l'écart moyen de développement), si non elle tend à disparaître.

Si l'on tient compte du fait qu'un écart initial de développement moyen se trouve consacré (et égalisé) par le taux de change qui se forme à cette époque, si l'on remarque aussi que les techniques de production utilisées par l'économie la plus avancée sont utilisables par les industriels de l'économie en retard, ceux-ci vont pouvoir combler ce retard à l'abri du taux de change en vigueur... Encore faut-il que dans le même temps les industries de l'économie "en avance au départ" ne poussent pas leur propre développement de façon rapide et surtout que la dynamique d'accumulation au sein de l'économie "en retard" ne s'accompagne pas d'une hausse trop rapide des prix/salaires intérieurs.

Mais nous entrons alors de plein pied sur le terrain que nous nous sommes fixés d'éclaircir.

Avant de le faire, il convient que nous prenions en compte les mouvements de capitaux; puis que nous étendions les conclusions tirées d'une telle analyse à deux économies au cas général d'un ensemble hiérarchisé.

Chaque économie nationale est le cadre d'un rapport spécifique d'exploitation; autrement dit, les degrés d'exploitation peuvent être différents, dès lors :

- si l'on a un même niveau de développement moyen entre les deux économies et un même degré d'exploitation, les prix des forces de travail (moyennes) sont égaux, lorsqu'on les exprime dans la monnaie d'un des deux pays à l'aide du taux de change;

- si, à même niveau de développement, le degré d'exploitation est plus élevé dans la première économie que dans la seconde, le prix de la force de travail y est alors (relativement au taux de change) plus élevé : les capitalistes de la seconde économie ont intérêt à investir dans la première plutôt qu'à y exporter;
- si la première économie a un niveau de développement plus élevé et si le degré d'exploitation y est aussi plus élevé en proportion (ce qui renvoie à des normes de consommation équivalentes), les prix des forces de travail sont équilibrés par le taux de change : aucune pression particulière aux mouvements de capitaux ne se fait jour (1);
- mais si la première économie a un niveau moyen de développement plus élevé et si les degrés d'exploitation sont égaux, le prix de la force de travail dans la seconde économie est alors moins élevé, au taux de change en vigueur, que le prix de la force de travail intérieure à la première économie - en sorte que le même intérêt que ci-dessus se fait jour. A l'inverse d'ailleurs les industriels de la seconde économie n'ont pas intérêt à investir à l'étranger.

Comme le dernier cas est celui qui se rencontrera généralement (parce que la dynamique interne d'accumulation "nécessite" une progression du pouvoir d'achat des travailleurs ne s'écartant pas trop de celle des gains de productivité/intensité), on a là le principal fondement des mouvements de capitaux qui vont se développer.

Encore faut-il, bien évidemment, que l'érosion monétaire ne soit pas plus rapide dans l'économie "en retard"; mais c'est la question que nous étudions ci-après.

Sans doute faudrait-il, dans cette analyse, tenir compte des conséquences sur le taux de change de ces mouvements de capitaux s'ajoutant à la balance commerciale, en ce sens qu'ils contribuent à le fixer à un niveau inférieur (2). Mais de toutes façons l'essentiel de la balance des paiements est constitué par la balance commerciale, en sorte que cet effet induit peut être négligé en première analyse.

(1) Encore faisons-nous ici abstraction du poids relatif des impôts, et des écarts touchant les hiérarchies des salaires.

(2) La balance des paiements est équilibrée avec une balance commerciale négative.

Si l'on passe à un ensemble hiérarchisé d'économies nationales, il est clair que les conditions de formation du taux de change sont plus complexes; mais l'essentiel des conclusions précédentes s'applique.

. Dynamique intérieure d'accumulation, gestion de l'opposition d'intérêts entre classes et contrainte monétaire pour une économie de second rang

Munis de ces éléments, nous pouvons maintenant répondre à la question posée initialement, pour ce qui concerne une économie de second rang d'abord.

Notons d'abord que les types de reproduction définis dans la section précédente sont relatifs à l'évolution des conditions de production de la plus-value et non à de simples contraintes d'écoulement (1); dès lors, si l'on applique cette typologie à la reproduction d'une économie nationale particulière, il est clair que l'exportation et l'importation de marchandises ne modifient nos conclusions que si elles ont un effet sur ces conditions de production de la plus-value. Si l'on fait abstraction des inégalités relatives de développement entre industries (y compris agriculture) - et en considérant toujours la seule reproduction interne du capital - il ne peut en résulter aucun effet : ceux-ci ne naissent que de ces inégalités relatives; mais les processus de spécialisation qu'elles entraînent ont pour conséquence, nous venons de le voir, de peser sur le fonctionnement même de la loi de la valeur intérieure de l'économie concernée. Ils n'ajoutent donc rien de spécifiquement nouveau.

L'aspect principal qu'il nous faut étudier relève des conditions dans lesquelles la bourgeoisie nationale d'une économie de second rang réussit à limiter la progression du pouvoir d'achat des travailleurs.

Au niveau d'abstraction où nous nous étions situés, nous n'avons pas à considérer une quelconque contrainte provenant de l'érosion de la monnaie bancaire, selon ce que nous avons analysé au cours du troisième chapitre.

(1) Ceci résulte notamment du fait que nous avons considéré des reproductions tendanciennes : le jeu du commerce extérieur devrait être, par contre, pris en compte dans le cadre de l'analyse des fluctuations marquant la reproduction, en ce que celles-ci ne sont pas liées à un changement des conditions de production de la plus-value.

Par contre celle-ci réapparaît avec force lorsque l'on applique notre typologie à une économie nationale de second rang, du moins de façon différencielle.

Envisageons d'abord le cas où les conditions d'une reproduction tendancielle régulière sont réunies; nous savons que l'une d'entre elles (celle qui concerne le lien pouvoir d'achat/gains de productivité/intensité) n'est obtenue qu'au prix d'un certain rythme d'érosion monétaire. Dès lors plusieurs cas doivent être envisagés :

- si l'évolution moyenne de la productivité est parallèle à celle des autres économies (1), et si le rythme d'érosion monétaire est lui aussi équivalent, le taux de change initial peut être maintenu sans déficit commercial. L'économie de second rang concernée tend à bénéficier des avantages dégagés ci-dessus;
- si l'évolution moyenne de la productivité est plus rapide sans que, pour autant, la dynamique intensive d'accumulation qui l'induit ne s'accompagne d'une hausse des prix (rigidifiée et amplifiée par des hausses salariales) plus rapide que dans les autres pays, le taux de change initial protège de plus en plus cette économie et lui permet ainsi d'équilibrer sa balance commerciale malgré une croissance plus rapide entraînant les importations avec elle;
- par contre, si la progression de la productivité moyenne est de l'ordre de celle observée pour l'ensemble des autres économies et si l'érosion monétaire s'accélère dans l'économie concernée relativement aux autres, une tendance au déficit commercial se manifeste : les industriels étrangers qui y vendent peuvent hausser leurs prix et/ou accroître leur part de marché, tandis que les marges à l'exportation se réduisent pour les industriels intérieurs. Les effets induits sur la dynamique intérieure sont connus; s'y ajoute le fait que la politique économique étatique adopte toujours un tour restrictif dans un tel contexte et qu'elle est justifiée par la "défense de la monnaie" au nom de l'intérêt général de la Nation (France, R.F.A., etc... peu importe; le discours est toujours le même). C'est sans nul doute sur ce terrain que l'idée que l'Etat serait neutre, situé au-dessus des intérêts de classe et les arbitrant, est la plus développée et utilisée par la classe dirigeante. Car il s'agit bien d'utilisation.

(1) Notons bien que ce parallélisme peut s'accompagner d'un rattrapage généralisé des économies de second rang, vis-à-vis de l'économie dominante.

Son objectif est de réduire ce faisant la pression ouvrière, en sorte de garder son rang dans le cortège des nations impérialistes; une dévaluation a en effet comme aspect principal d'accroître les possibilités de prise de contrôle des capitaux étrangers sur les firmes nationales : certaines fractions de la bourgeoisie nationale risquent alors de quitter le camp de ceux qui dirigent et touchent le profit, pour rejoindre celui des rentiers réduits au modique intérêt et subissant l'érosion monétaire.

Ainsi, la nécessité politique de la stabilisation se fera jour lorsque les conditions favorables à une croissance tendancielle régulière ne sont réunies qu'au prix d'une inflation intérieure accélérée et non compensée par un rythme plus rapide des gains de productivité/intensité.

Mais, il faut tenir compte aussi de l'aspect secondaire d'une possible dévaluation relative de la monnaie nationale : c'est un moyen essentiel de relever le taux général de profit et de recréer une marge à l'abri de laquelle l'accumulation intérieure pourra reprendre en bénéficiant des effets du développement combiné.

Dévaluer pour ne pas freiner durablement la croissance ou briser la croissance pour ne pas dévaluer : tel est le choix devant lequel se trouve la classe dirigeante (1).

Lorsque les conditions intérieures d'une reproduction tendancielle régulière ne sont plus réunies dans l'économie considérée alors qu'elles sont moins détériorisées au niveau des autres économies, la même nécessité politique de la stabilisation se fait jour. Et lorsque cette remise en cause résulte principalement d'une baisse du degré d'exploitation, les investissements à l'étrangers tendent à s'accélérer.

. Pour l'économie dominante

Si celle-ci tend à subir les effets du développement combiné, il n'en reste pas moins qu'un double mouvement se fait jour :

(1) Notons bien que ce choix est fait implicitement, si ce n'est explicitement, par le patronat, non pas quand tout est déjà joué - c'est-à-dire quand seul le moment où il faudra dévaluer reste encore objet de choix pour le gouvernement (cf. pour la France : Novembre 1968 ou Août 1969 ?) - mais avant.

- d'une part, le développement intérieur se poursuit, relançant toujours l'écart de développement moyen déjà acquis;
- d'autre part, s'accroît l'internationalisation des firmes nationales, avec les processus de spécialisation qui en résultent.

Ces exportations de capitaux - qui ne donnent lieu que pour une faible part à des rappatriement de bénéfices puisque les profits bruts sont réinvestis sur place - tendent à créer un déficit de la balance des paiements de cette économie; mais, dans la mesure même où sa monnaie nationale fonctionne comme monnaie internationale, cela ne crée aucune contrainte particulière : les bourgeoisies de second rang en assurent le financement par un accroissement de leurs réserves de change.

Tant que la balance commerciale est excédentaire - c'est-à-dire tant que le développement inégal est maintenu (au moins pour une fraction des industries) et que l'érosion monétaire intérieure ne dépasse pas celle des autres économies - il n'y a pas de contrainte naissant de cette érosion absolue.

Par contre, celle-ci réapparaît lorsqu'un déficit commercial tend à s'établir structurellement : d'autres monnaies nationales prennent progressivement une place comme monnaie internationale, consacrant ainsi la remontée de ces puissances. Les pressions orientées à une réévaluation de ces monnaies se précisent; mais cela n'empêche pas la nécessité politique d'une stabilisation de s'affirmer au sein de l'économie dominante, relançant ainsi le processus d'internationalisation et le développement combiné qui l'accompagne.

5. CROISSANCE ECONOMIQUE D'APRES GUERRE ET CRISE ACTUELLE

Nous pouvons maintenant utiliser les conclusions théoriques dégagées au niveau des deux précédentes sections, pour appréhender les conditions concrètes dans lesquelles le capitalisme s'est reproduit au cours des vingt-cinq dernières années.

En d'autres termes nous entendons, ici, répondre à la question posée en introduction : "Comment expliquer dans un même mouvement la croissance quasi-continue d'après guerre et la crise actuelle ?" sachant que nous nous sommes limités à la seule dimension interne de la reproduction du capital, en laissant de côté l'extension impérialiste, et qu'en conséquence les explications que nous pourrions avancer seront partielles.

S'agira-t-il d'explications pleinement fondées ? Les termes mêmes de "propositions" ou "d'hypothèses" que nous avons utilisés en conclusion des deux précédents chapitres montrent à l'évidence qu'il n'en sera pas ainsi : nous entendons simplement avancer des premiers éléments d'analyse en délimitant le champ qui devrait, selon nous, faire l'objet d'études plus approfondies.

Dans l'introduction générale nous avons présenté la méthode qu'il nous paraissait nécessaire d'employer pour cette "appréhension" des conditions concrètes de la reproduction du capitalisme, à l'aide des outils théoriques produits : lier une approche relative à chaque économie nationale à une approche globale. Nous commencerons par la première approche.

Quelques considérations préliminaires, portant sur la façon dont les schémas théoriques produits peuvent être reliés aux données statistiques disponibles sont cependant nécessaires.

. Procès global de reproduction et observations statistiques

Nous traitons :

1°/ des effets pervers liés aux fluctuations de la reproduction, quant à l'appréhension de l'évolution tendancielle du coût moyen de développement des forces productives;

2°/ des indicateurs disponibles pour observer le rythme d'accumulation et la répartition des forces productives entre sections.

. Evolution tendancielle du coût moyen de
développement des forces productives et
indicateurs statistiques

L'analyse théorique de la reproduction intensive du capital fait apparaître le rôle central joué par l'évolution de l'écart entre le rythme moyen de hausse en volume de la composition-travail et l'ampleur des gains moyens de productivité globale résultant des transformations apportées aux forces productives mises en oeuvre. C'est cet écart (positif, négatif ou nul) que nous avons dénommé "coût moyen de développement des forces productives". Dans le contexte d'une reproduction continue, ce coût se rapporte principalement à la seule composition-travail avancé (fixe: $\dot{S}' = CF/VA$) et secondairement à la fraction circulante du capital avancé (1). Nous ne considérons d'ailleurs que la première, en notant bien qu'il s'agit de la composition moyenne relative au stock d'équipements en place au début d'une année et non celle relative aux investissements fixes bruts réalisés pendant cette année, dans la mesure même où une part de ceux-ci correspond à la transformation de procès déjà installés.

Nous avons certes déjà construit des indicateurs de la composition volume et de la productivité permettant de suivre l'évolution de ce coût, ou encore de l'écart qu'il recouvre : cette évolution est alors retracée par celle de la composition en valeurs courantes.

Mais, dans l'analyse théorique faite au cours de ce chapitre, nous avons considéré l'évolution tendancielle de ce coût, alors que l'indicateur construit enregistre deux types d'effets "pervers". En effet,

- l'indicateur retraçant l'évolution de la composition-volume est obtenu à partir d'une série de stock de capital fixe brut qui est, elle-même, construite sous l'hypothèse de durées de vie effectives inchangées; or, les sorties (mises au rebut) ne sont pas régulières : elles sont plus rapides au cours des phases de récession/crise, tandis qu'elles se trouvent quelque peu ralenties dans certaines phases de haute conjoncture. En conséquence, l'indicateur retenu, pour lequel le stock de capital calculé à sorties "normales" est rapporté à la main-d'oeuvre effectivement employée, ne peut retracer l'évolution tendancielle de la

(1) Rappelons que la fraction circulante du capital avancé s'exprime en fonction du flux en valeur des moyens de production intermédiaires et du flux en valeur de la force de travail globale : $CC = \dot{V} (CI + V) + \dot{V}_1 \cdot CI$. Il recouvre le montant total des stocks. Comme ceux ne représentent qu'une part limitée du capital total avancé (capital fixe brut + capital circulant) on peut considérer comme secondaire la part du coût de développement des forces productives qui y est liée. (Pour l'économie française, cette part est de 27 % en 1966).

composition moyenne en volume; il doit être corrigé des effets ci-dessus; en d'autres termes, tout en conservant au dénominateur la main-d'oeuvre effectivement employée, on doit retenir au numérateur une série de capital fixe brut corrigée ($K^*(t) = K(t) + \Delta K^*(t)$), la correction étant négative pour une année de récession et celle qui la suit, et très légèrement positive pour les années de haute conjoncture.

- l'indicateur retraçant l'évolution de la productivité enregistre les effets de la politique des directions d'entreprise qui réduisent la durée hebdomadaire du travail en période de récession tout en thésaurisant la main-d'oeuvre qualifiée pour éviter les charges additionnelles dues à l'embauche de nouveaux salariés en période de forte croissance (1); ainsi

(1) Prendre en compte ces effets ne revient aucunement à retenir la notion de "cycle de l'emploi", tel qu'elle est notamment définie dans la présentation du modèle STAR (Direction de la Prévision, Statistiques et Etudes financières, Série Orange n° 15/1974). Une telle caractérisation du lien entre croissance de la production et croissance de l'emploi revient en effet à ne pas distinguer :

- d'une part, les effets que nous prenons en compte, et qui se produisent quand bien même il n'y a aucune élévation du coût de développement des forces productives (nous savons, en effet, qu'une telle stabilité tendancielle n'implique pas une croissance effectivement régulière);

- d'autre part, les changements qui affectent l'évolution de ce coût et dont nous avons vu qu'ils tendaient à produire des retournements.

C'est la raison pour laquelle il est impossible de retrouver, de façon régulière, le "cycle" en quatre temps retenus au plan théorique, même si - par ailleurs - des ajustements économétriques conduisent à dégager un effet positif de la variable $\dot{Q}(t-1)$, dans l'appréciation du lien entre $\dot{N}(t)$ et $\dot{Q}(t)$: il correspond simplement au seul effet pervers que nous avons pris en compte.

les gains tendanciels de productivité liés strictement aux transformations touchant les procès de travail se retrouvent en partie masqués en période de ralentissement (et surtout de récession) et au contraire nettement majorés en période de reprise, si l'on entend les mesurer avec l'indicateur construit (1). Il convient donc de corriger en conséquence l'index $N(t)$ utilisé (2).

La quantification de telles corrections pose problème puisqu'il n'est pas possible de la déterminer directement à partir des grandeurs que l'on entend corriger (3) : il n'est pas possible de faire le partage entre ce qui peut paraître comme une variation "a-normale" à court terme (i.e. : qu'il faudrait corriger) et une variation provenant effectivement d'une modification du coût de développement.

De façon générale, nous n'avons effectué de corrections que pour les seules périodes de récession, et au prorata de son ampleur; nous sommes parvenus aux indicateurs dont les évolutions sont retracées par le graphique n° 6 (4).

-
- (1) Rappelons que cet indicateur enregistre aussi les variations de l'intensité du travail : mais comme l'indicateur permettant de suivre l'évolution de la composition-travail en volume n'en tient pas compte (alors qu'il devrait le faire), les deux effets se trouvent compensés quant à la mesure du coût de développement; et nous pouvons donc ignorer cet aspect.
 - (2) En pratique, il est préférable d'effectuer une correction inverse sur la "valeur ajoutée globale à prix constants", $Q(t)$, bien que celle-ci n'ait pas de signification économique, dans la mesure où l'évolution de l'écart entre hausse en volume et gains de productivité est directement observable à l'aide de l'indicateur $(K(t)/Q(t))$ de la composition aux valeurs courantes, soit finalement à l'aide de l'indicateur corrigé $K^*(t)/Q^*(t)$.
 - (3) En particulier la méthode consistant à utiliser des moyennes mobiles sur deux ou trois ans ne conduit aucunement au but recherché : elle conduit plutôt à masquer les fluctuations tendanciennes de l'écart que nous cherchons à observer.
 - (4) Cf. p. 568 A . En comparant les graphiques 3 et 6, notre lecteur pourra mesurer les corrections apportées (ou du moins leur total).

Elles sont peu nombreuses, et d'ampleurs limitées, pour le Japon (1958/1959; 1965/1966), pour la France (1951, 1958, 1968) et pour la R.F.A. (1958/1959; 1967/1968; 1970/1972). Par contre, elles sont plus nombreuses pour les U.S.A. (1950(K), 1952 (N), 1954/1955; 1958/1959; 1960/1961; 1967; 1970/1971; 1973 (K); 1974).

De toutes façons, les limites propres aux séries de capital fixe brut utilisées obligent à ne retenir que les évolutions tout à fait significatives.

. Rythme d'accumulation, répartition des forces productives et observation statistique

Si l'on fait abstraction de l'accroissement du capital circulant, le meilleur indicateur statistique relatif à l'ampleur de l'accumulation est, sans nul doute, le niveau à prix constants de la formation brute de capital fixe. Certes, en théorie, il conviendrait de prendre l'investissement fixe net; mais l'on se heurte aux problèmes posés par la mesure de la dotation aux amortissements; nous avons vu que celle-ci se définissait à partir du stock d'équipements en place et des durées de vie physiques indépendamment de la structure par âges; à moins de retenir une durée de vie moyenne hypothétique, son calcul s'avère donc impossible (1). Mais comme cette durée est certainement élevée, on ne fait pas une erreur importante en retenant comme indicateur de l'évolution du rythme d'accumulation, l'évolution du volume des investissements fixes (non résidentiels) (cf. graphique n° 7, p. 568B). Remarquons bien que celui-ci ne fournit pas d'indication directe sur l'évolution du pourcentage de plus-value accumulée. Il permet seulement de repérer les phases de forte accumulation, auxquelles font suite des phases de ralentissement ou même de recul.

Pour obtenir un indicateur de l'évolution du pourcentage de plus-value accumulée, on peut partir de la relation résultant d'un plein écoulement de la production (sous l'hypothèse de complète uniformité)

$$\text{soit : } [1 - s(t)] \overline{PV}(t) = \overline{I}(t) - \frac{\overline{CF}}{T}(t) + \Delta \overline{CC}(t) \quad (2)$$

En ignorant la dotation aux amortissements et l'accroissement du capital circulant, on obtient :

$$1 - s(t) = \frac{\overline{I}(t)}{\overline{VA}(t)} \cdot \frac{1 + \tau(t)}{\tau(t)}$$

d'où l'indicateur recherché, en combinant l'indicateur donnant l'évolution du degré général d'exploitation à celui obtenu en calculant la part des investissements dans la valeur ajoutée globale.

(1) Il ne peut être question de retenir les dotations calculées à partir des chroniques d'investissements et des durées de vie effectives (quelle que soit la méthode d'amortissement utilisée - linéaire ou dégressive) : cela reviendrait à réduire fortement l'ampleur de l'accumulation, et par voie de conséquence à minorer la plus-value créée de toutes les pertes en capital résultant des mises au rebut avant usure physique. Que les industriels demandent (et obtiennent) des possibilités accélérées d'amortissement pour ne pas payer d'impôt sur ces profits qui ne font que compenser leurs pertes, ne change rien au fait qu'il s'agit bien d'une fraction (peut-être essentielle) des profits nets totaux !

(2) $\overline{I}(t)$ est le volume de la formation brute de capital fixe.

Mais dans la mesure où cette fraction consommée $s(t)$ nous est apparue comme définie de façon résiduelle dans le procès de reproduction (1) (ce que fait très clairement ressortir cette formule), il ne nous semble pas utile de fournir une estimation de son évolution.

La part des investissements dans la valeur ajoutée est par contre l'indicateur dont nous avons besoin pour suivre une des variables qui nous est apparue comme essentielle : la répartition des forces productives entre sections.

En l'occurrence, sous l'hypothèse de complète homogénéité et en admettant que l'ensemble de la production est écoulee, on a :

$$\frac{\bar{I}(t)}{VA(t)} = q_{I_1}(t) = \frac{VA_{I_1}(t)}{VA(t)}$$

Il s'agit bien de la part prise par la sous-section I_1 des moyens de production fixes (qui est la variable principale en régime continu, relativement à la variable $q_{I_1}(t)$ définie dans le cadre de périodes successives).

Comme il faut supposer que toute la production est normalement écoulee, et notamment celle de cette sous-section I_1 , cet indicateur ne pourra être utilisé qu'au cours des phases où il en a été ainsi : mais comme nous entendons faire apparaître la justesse de notre raisonnement théorique (à savoir qu'un déplacement a lieu surtout dans les phases où la demande s'adressant à la Section II est très dynamique) et caractérisera ainsi la branche de l'alternative (croissance inflationniste / stagflation) dans laquelle tend à s'engager la reproduction lorsque des conditions de crise s'affirment, nous n'aurons finalement à l'utiliser que pour ces phases.

(1) Un aspect, non signalé, de cet ajustement aux décisions d'investissements et aux conditions de formation du taux d'exploitation est l'épargne forcée que doivent réaliser la bourgeoisie libérale et les couches supérieures salariées pour garantir le pouvoir d'achat de leurs placements et encaisses, face à la hausse des prix.

Les indicateurs ainsi calculés pour les quatre économies étudiées sont retracés par le graphique n° 8, p. 568C (1).

Remarque : Trois graphiques ont été ajoutés pour compléter les précédents (cf. Chap. II, Section 6; Chap. III, Section 5).

Le graphique n° 9 donne, pour chaque économie, la chronique des taux annuels de croissance de la valeur ajoutée brute globale en volume.

Le graphique n° 10 donne, pour chaque économie, la chronique des taux annuels de croissance du prix moyen de la force de travail (coût salarial moyen) et du niveau général des prix (prix de la P.I.B. ou G.N.P.) - d'où la croissance du "pouvoir d'achat" par différence entre les deux.

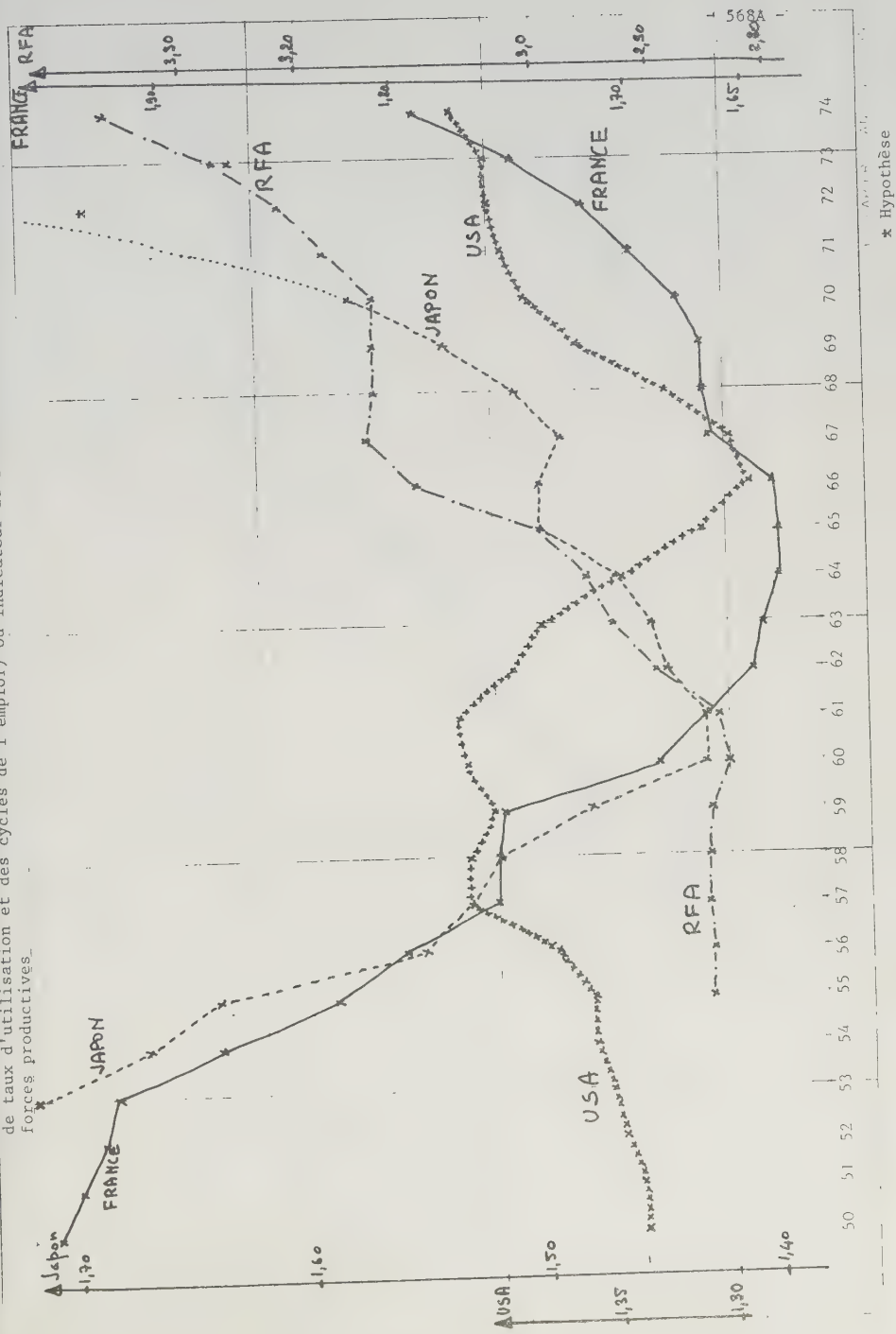
Le graphique n° 11, déduit du graphique n° 4, retrace l'évolution par grandes phases (hausse, stabilité ou baisse) du taux général de profit.

(1) Nous avons cherché à justifier le choix d'un tel indicateur en nous livrant, pour l'économie française, à une ventilation de l'emploi total (hors commerce) selon les trois sections I₁, I₂ et II pour les années 1960-1970 et 1974, en retenant un passage branche/sections estimé à partir du tableau d'échange de 1970. Le détail des calculs figure en annexe (n° 6). Nous en donnons ici les principaux résultats.

		1960	70/60	1970	74/70	1974
Effectifs employés dans :	I ₁	1 563	+ 25,5%	1 987	+ 5,2%	2 090
(en milliers)	I ₂	5 680	- 5,5%	5 365	- 0,5%	5 339
	II	6 910	+ 6,0%	7 325	+ 2,2%	7 429
TOTAL		14 153	+ 3,7%	14 677	+ 1,23	14 858
Sous-total	I	7 243	+ 1,5%	7 352	+ 1,04	7 429

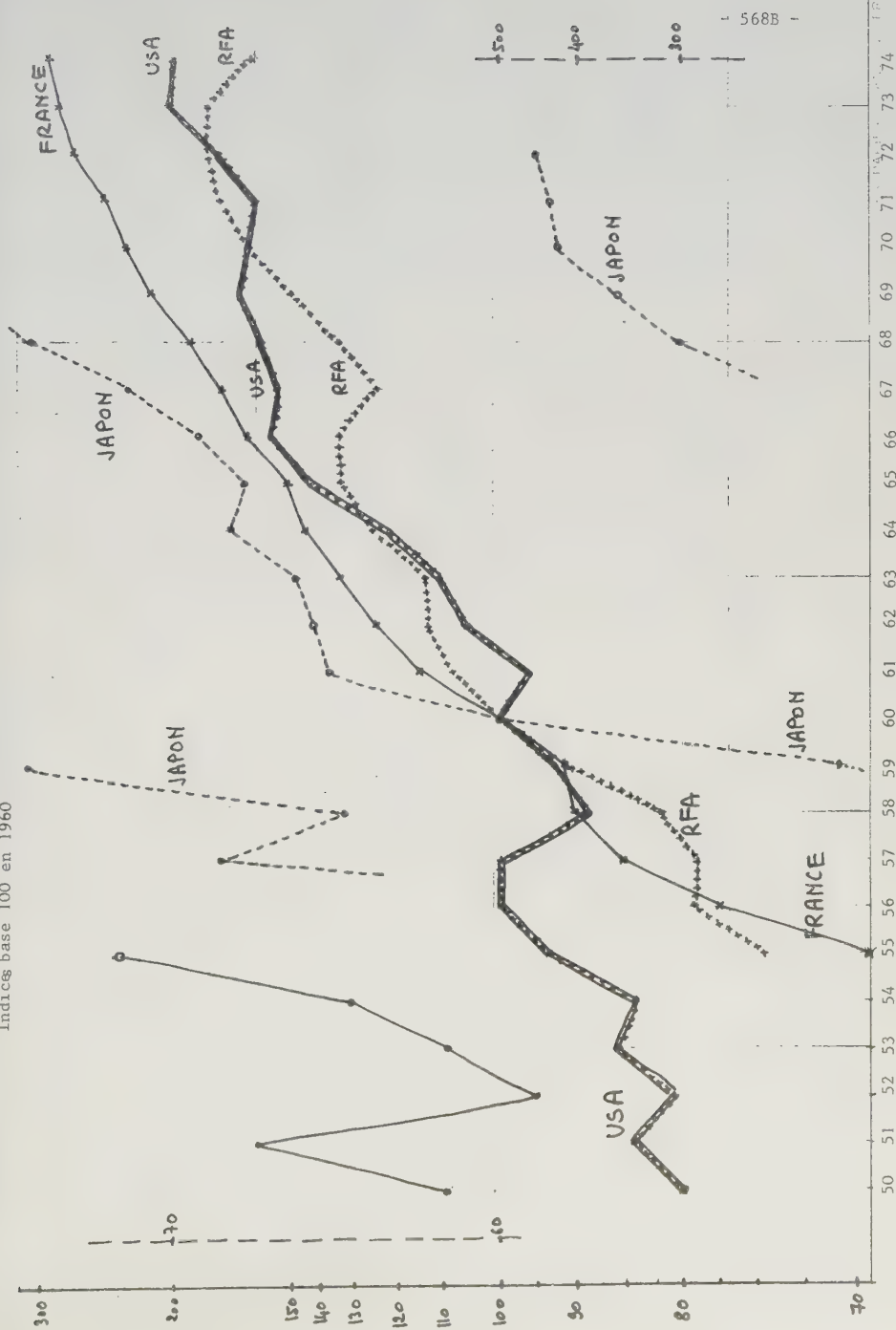
Nous retrouvons bien l'ampleur des déplacements opérés d'une part de 1960 à 1970, d'autre part de 1970 à 1974; rappelons que ces écarts ne s'expliquent pas par des différences marquées de développement (gains de productivité propres).

GRAPHIQUE n° 6 - Indicateurs de l'évolution de la composition-travail avancée aux valeurs courantes (corrigés des variations de taux d'utilisation et des cycles de l'emploi) ou indicateur de l'évolution du coup de développement des forces productives.



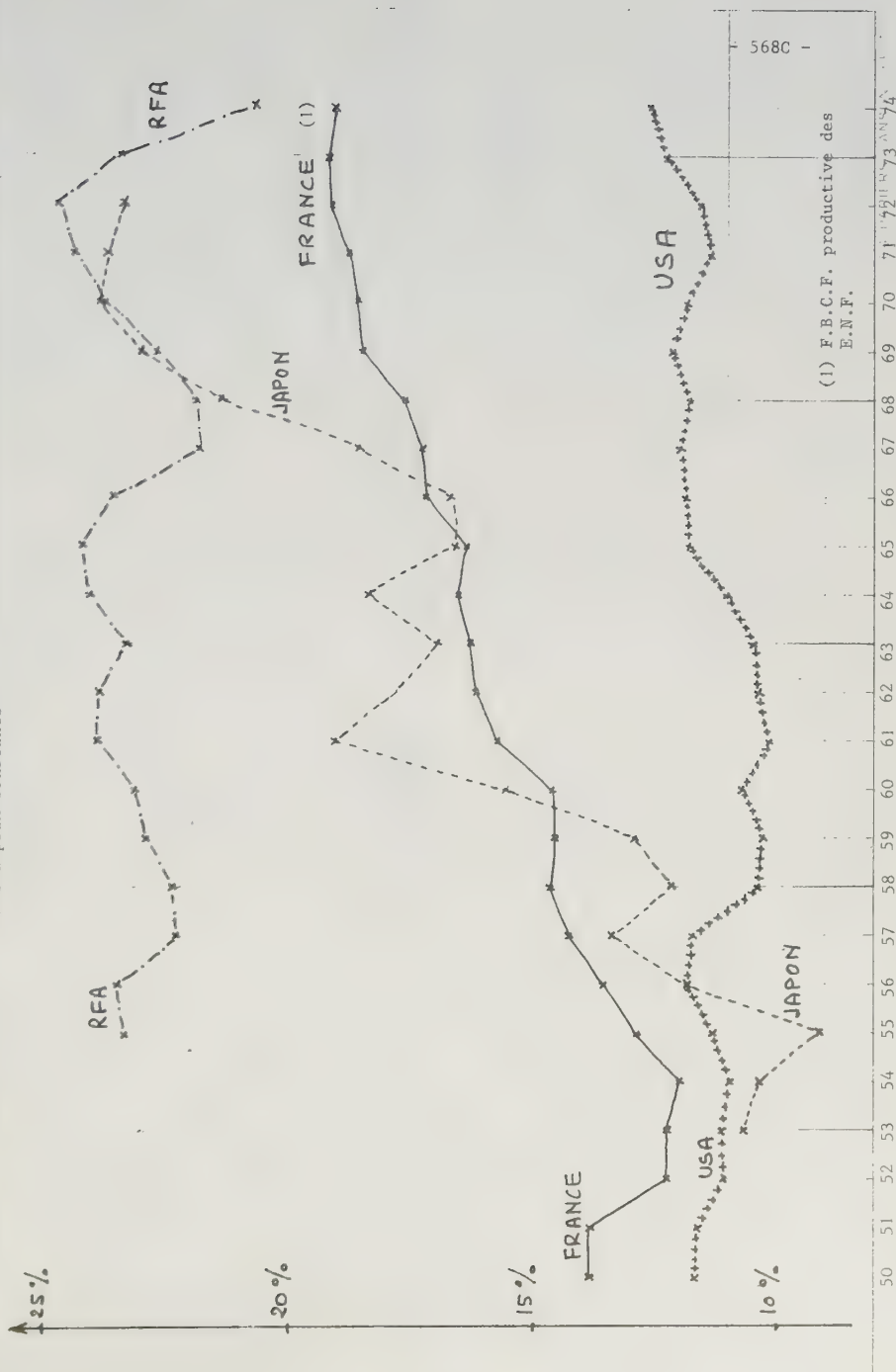
* Hypothèse

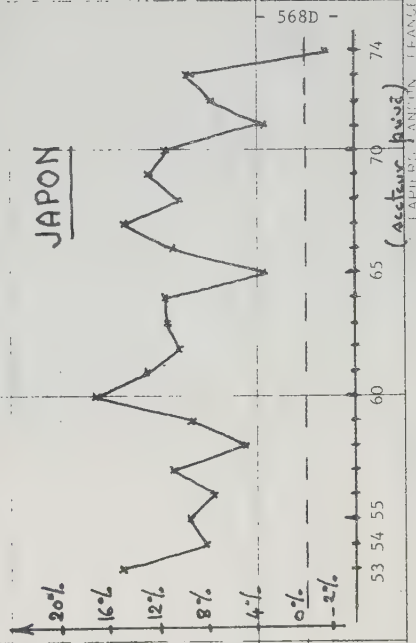
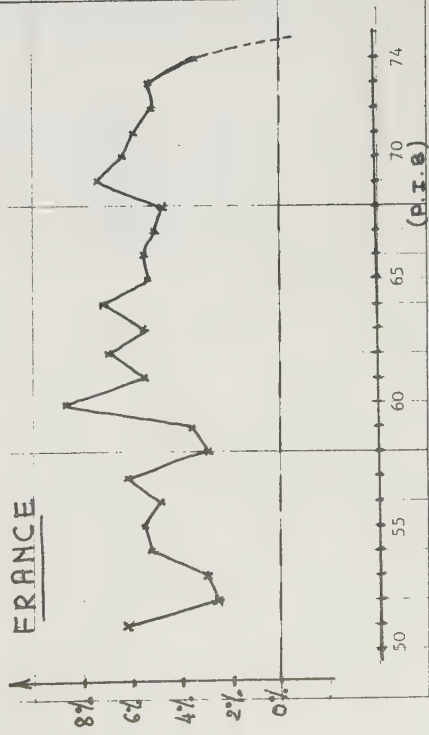
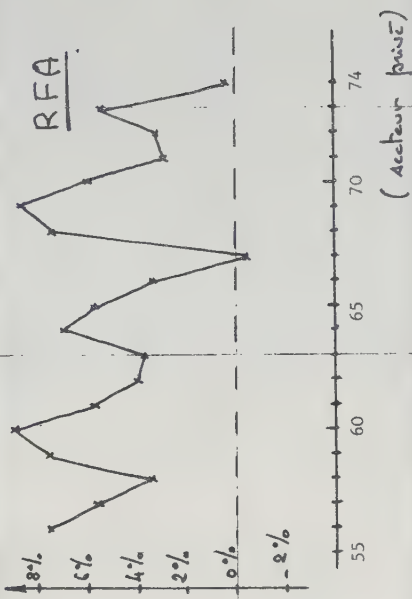
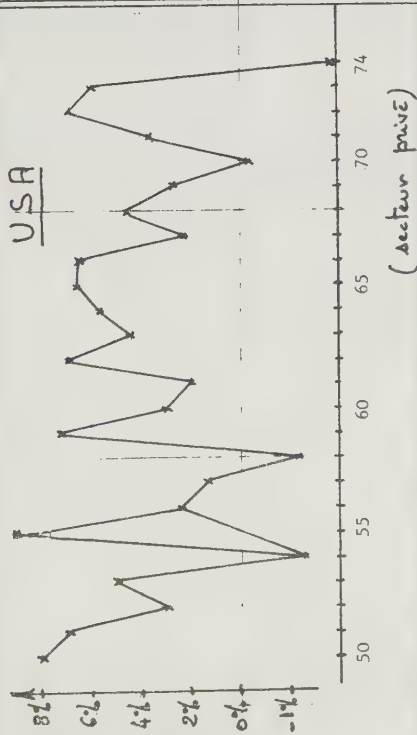
GRAPHIQUE n° 7 - Formation brute de capital fixe (à prix constants)
Indices base 100 en 1960



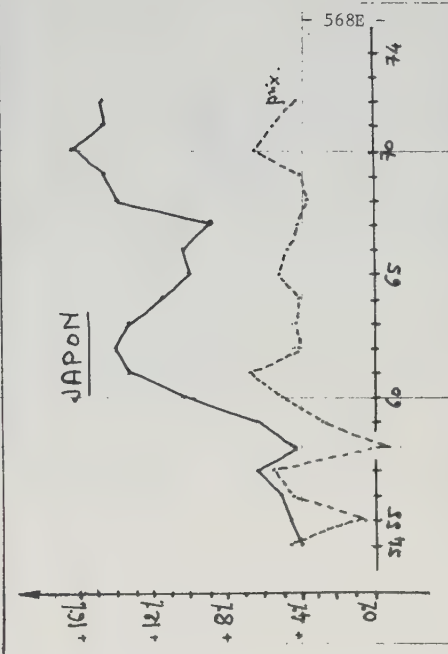
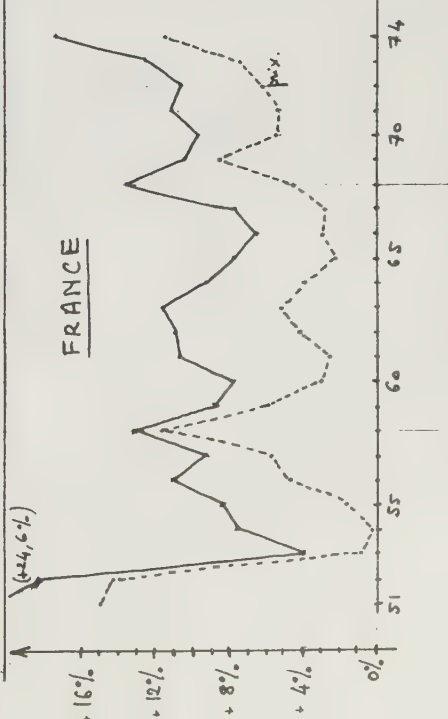
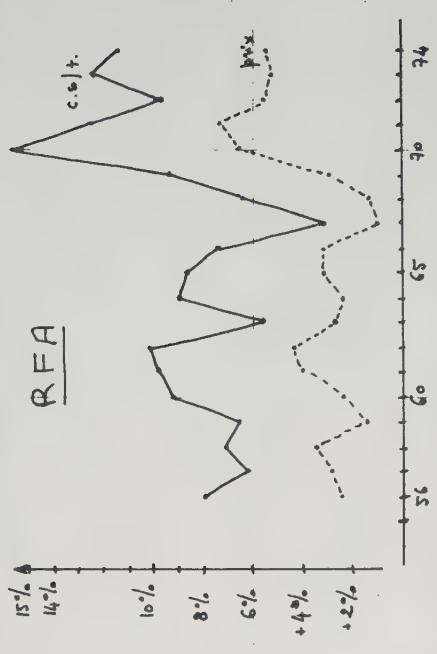
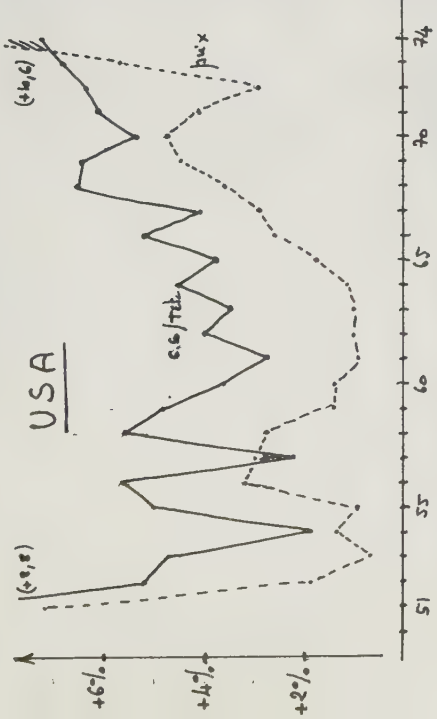
GRAPHIQUE n° 8 - Indicateurs de la part prise par sa sous-section 11 des biens d'équipement dans l'ensemble de l'économie

FBCF à prix constants
PNB à prix constants





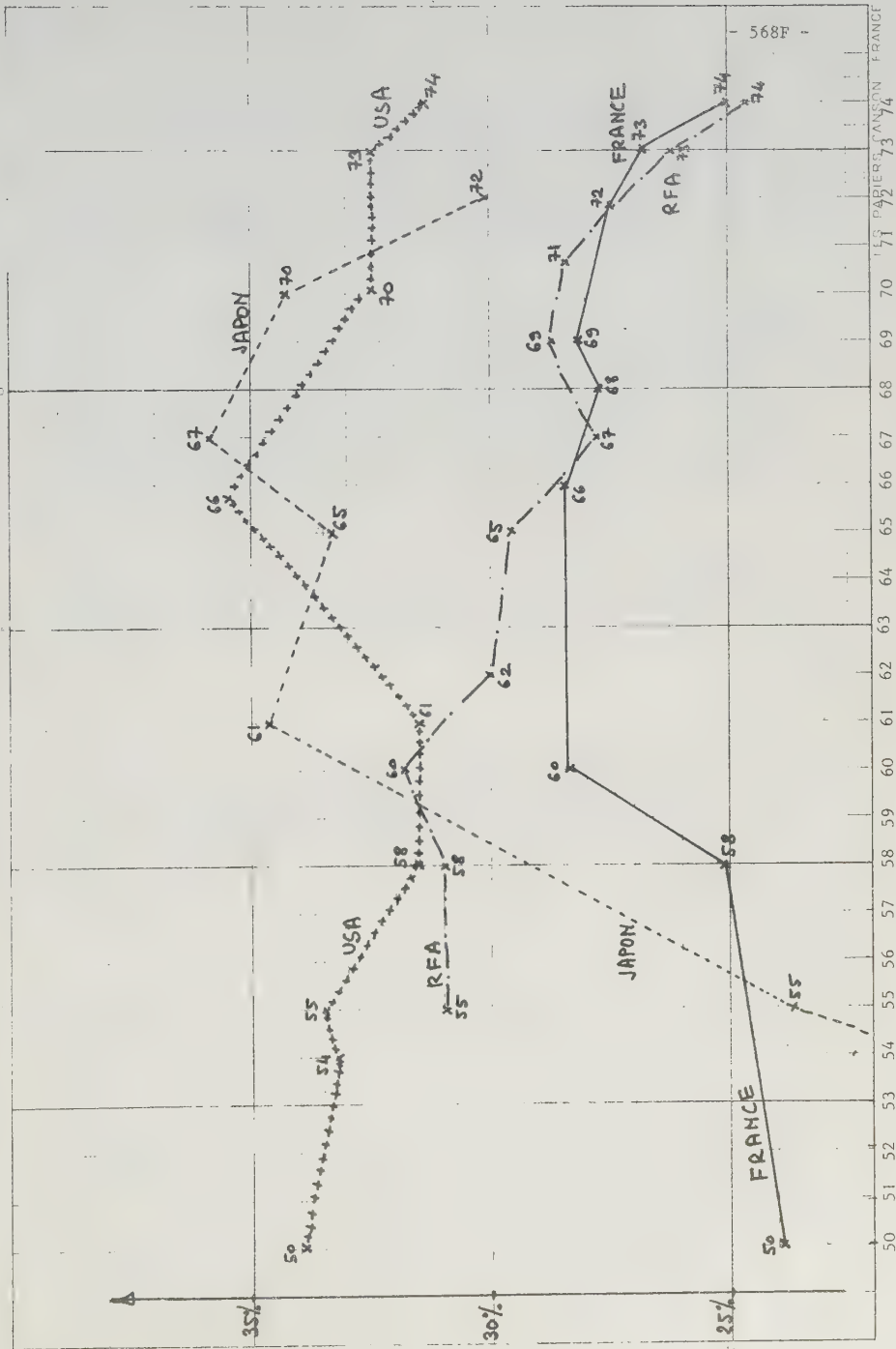
(1) Valeur ajoutée brute à prix constants



(1) coût salarial moyen par personne employée
(2) indice des prix de la P.I.B. (ou G.N.P.)

(Masse des salaires + Charges sociales) / Effectifs salariés

GRAPHIQUE n° 11 - Taux général de profit (évolutions par phases)
(avant prise en compte de la baisse relative du capital circulant)



. Analyse éclatée de la reproduction d'après guerre

Nous tentons d'expliquer la reproduction au cours des vingt dernières années à l'aide des outils théoriques produits, en les utilisant d'abord pour rendre compte de l'évolution propre à chaque économie nationale.

Une telle appréhension passe en premier lieu par une observation des conditions dans lesquelles a évolué le coût moyen de développement des forces productives, et notamment des phases pendant lesquelles l'écart qu'il recouvre s'est approfondi de façon négative : la principale conclusion de notre analyse théorique est en effet que s'ouvre alors une phase de crise marquée par une accélération de la hausse des prix, le sens dans lequel tend la reproduction (stagflation ou croissance inflationniste débouchant sur une surproduction générale) dépendant de la façon dont les travailleurs se défendent.

Il est alors possible de suivre le cours historique en dégagant comment chaque phase de crise interne a pu, ou non, être dépassée et quelles ont été les conséquences de l'insertion de cette économie dans le champ mondial.

+ U.S.A.

L'indicateur retracé au graphique n° 6 (cf. p. 568A) fait clairement ressortir deux périodes au cours desquelles l'écart entre hausse de la composition en volume et gains de productivité se creuse de façon négative (Ψ) :

- 1955-1957
- 1966-1969.

De fait, on assiste à un ralentissement du rythme de croissance (cf. graphique n° 9) et à une accélération de la hausse des prix (cf. graphique n° 10), au cours de chacune de ces périodes : dans chaque cas on débouche sur une phase de récession (1958, 1970).

Avant d'étudier les phases successives qu'a connues la reproduction aux U.S.A., notons que jusqu'en 1970 la balance commerciale a toujours été excédentaire et que les hausses nominales de salaires ont été contenues, jusqu'en 1972, dans des limites très strictes (cf. graphique n° 10).

. 1950-1953

Cette première phase, qui débute par la guerre de Corée, est marquée par une tendance à l'augmentation du coût de développement des forces productives : on n'observe cependant aucune accélération marquée.

Nous avons vu qu'une croissance tendancielle sans crise pouvait encore se produire dans ce cas, mais que sa stabilité nécessitait à la fois une demande régulièrement dynamique en direction de la Section II et une élévation du degré d'exploitation. Ce dernier point est acquis dans le climat de guerre froide et de propagande "anti-communiste" qui l'accompagne (les militants les plus actifs sont exclus du C.I.O., qui se rapproche dès lors de l'A.F.L.) : ainsi le taux de profit ne baisse pas de façon sensible; mais la chute des dépenses militaires à la fin de la guerre de Corée provoque la récession de 1953/1954.

. 1954-1957

Ainsi, cette récession n'intervient pas à la suite d'une baisse marquée du taux général de profit : son principal effet est de casser la progression du pouvoir d'achat des travailleurs (les salaires nominaux ne progressent que de 1,9 %) en sorte que les conditions d'une reprise rapide sont réunies.

De fait, la période 1955-1957 est marquée par une nouvelle vague d'accumulation; celle-ci concerne presque exclusivement les branches de la Section I des moyens de production et celles de la Section II qui lui sont liées (automobile, électronique); son caractère intensif est limité - le "collective bargaining" incluant encore le contrôle des conditions de travail par les syndicats. S'effectuant cependant dans des branches à composition organique plus élevée en moyenne, il en résulte - par un simple effet de structure - une hausse de la composition moyenne en volume qui n'est que faiblement compensée par des gains réduits de productivité/intensité.

Quant au déplacement des forces productives vers la sous-section I₁ qui s'opère alors, il doit être mis en rapport avec l'accélération en début de période de la progression du pouvoir d'achat ouvrier et la montée des prix. La crise qui se prépare est donc encore principalement de type classique : tendance à la suraccumulation (1). Et de fait, on débouche sur un plafonnement des investissements fixes en 1957 et une récession marquée en 1958.

(1) Rappelons que cette notion de "suraccumulation classique" ne signifie pas qu'il a trop d'investissements réalisés relativement à la consommation, mais que la mise en oeuvre de l'ensemble des biens d'équipement produits ne permet pas d'accroître la plus-value globalement produite.

. 1958-1961

Contrairement à la récession de 1954, celle de 1958 s'inscrit donc à la suite d'une baisse notable du taux général de profit. Elle s'accompagne de profondes réorganisations et concentrations. Mais l'enjeu fondamental de cette crise est le type de rapports directions/syndicats ouvriers.

Cette phase est, en effet, marquée par une lutte économique de classe exacerbée; des grèves importantes secouent les principales industries; mais elles se concluent par une défaite centrale des ouvriers américains: l'abandon du contrôle syndical sur les conditions de travail contre des compensations monétaires qui s'avèreront illusoires. Ainsi "le collective bargaining a évolué, quant au contenu des conditions de travail à la programmation des gains monétaires de la production capitaliste et, quant à la forme, d'un niveau de décision décentralisé à un niveau de plus en plus centralisé" (1).

. 1961-1966

Cette défaite étant acquise, s'ouvre alors une longue phase de croissance continue, marquée par un développement efficace des forces productives, dont nous avons précédemment rendu compte : parcellisation/déqualification des tâches, progression du travail posté et, surtout, fixation de normes toujours élevées de rendement se traduisant par un travail de plus en plus intense. La forte progression des gains de productivité/intensité autorise une élévation continue du degré général d'exploitation (2), tout en laissant place à une progression non négligeable du pouvoir d'achat marchand moyen. La part des faux-frais s'élargit sans toucher l'accumulation, car le taux général de profit s'élève rapidement. On assiste, comme le laissait supposer notre analyse théorique, à un déplacement progressif des forces productives vers la Section I. Mais la vague d'investissements et les transformations touchant les procès de travail concernent cette fois l'ensemble des branches.

(1) M. AGLIETTA, *op. cit.*, p. 348.

(2) *Il convient de signaler à ce propos l'appel élargi à une main-d'oeuvre féminine et de couleur inscrite aux bas niveaux de la hiérarchie des salaires, et occupant les postes au travail le plus parcellisé.*

. 1966-1969

Les conséquences de ce type de croissance (plus de marchandises consommées en "échange" d'une dégradation des conditions de travail et de vie) se font sentir dès 1965, tant au niveau des luttes écologiques - ou sur la qualité des biens produits - qu'au niveau encore plus essentiel des pratiques au travail (coulage des cadences, absentéisme etc...) : les directions doivent donc faire face à un épuisement des gains d'intensité, et sont contraintes d'améliorer les conditions de travail, de réduire les pollutions et de modifier les normes de production des produits (toutes choses qui coûtent cher en hausse de la composition du capital en volume). De fait, l'évolution du coût de développement des forces productives s'inverse totalement : un écart négatif se creuse et s'approfondit. La hausse des prix s'accélère et freine la progression du pouvoir d'achat ouvrier. Mais la résistance ouvrière n'est pas complètement cassée - c'est la période de la grande révolte des travailleurs noirs - en sorte que cette phase d'approfondissement de la crise "oscille" entre croissance inflationniste et stagflation (il n'y a pas de baisse du volume des investissements bruts, mais aucun déplacement des forces productives vers la sous-section I₁ ne s'opère). La poursuite d'un niveau élevé d'accumulation, dans une période où le taux général de profit chute et où les dépenses militaires s'accroissent (guerre du Vietnam) est finalement assurée par une forte création monétaire financée par l'étranger (i.e. : ceux qui conservent des dollars). La nécessité politique de la surproduction s'affirme et de fait, dans le cadre d'une politique monétaire restrictive, cette phase débouche sur la récession de 1970.

. 1970-1973

La reprise de la croissance, qui a lieu en 1971, 1972, 1973 est en première analyse paradoxale. La crise de surproduction de 1970 n'a en effet rien réglé au fond. L'endettement des firmes n'est pas réduit et le taux général de profit ne se relève pas. Sur la seule base des données strictement internes, et malgré la politique de relance adoptée par le Président NIXON, l'économie américaine aurait dû s'enfoncer dans la stagflation (selon notre analyse théorique). Mais, dans le même temps, la croissance se poursuit dans le reste du monde : la dévaluation du dollar, qui intervient en 1971, va dès lors permettre une poursuite de la croissance aux U.S.A. (élargissement des profits au niveau des branches exportatrices et des branches concurrencées sur le marché intérieur, etc...).

Celle-ci masque un moment l'absence de toute solution de fond aux contradictions qui se sont antérieurement approfondies. L'intervention directe de l'Etat au niveau des relations syndicats/patrons (cf. tentative de blocage des salaires) ne parvient qu'à limiter les hausses nominales de salaires, sans permettre un redressement spectaculaire du taux général de plus-value. Les effets de la dévaluation du dollar s'épuisent : la nécessité de la crise s'affirme de nouveau avec une

plus grande ampleur, dans la mesure même où les moyens mis en oeuvre après 1960 ne sont plus disponibles. Et l'on débouche sur la profonde récession de 1974/1975.

. R.F.A.

Pour l'économie fédérale allemande les périodes d'accentuation (négative) du coût de développement des forces productives sont :

1963-1966
1970-1973/4

On assiste bien à une accélération de la hausse des prix et à un fléchissement de la croissance (à l'exception toutefois de l'année 1973) au cours de chacune de ces périodes. Et chacune débouche sur une récession (1967 et 1974/75).

Quant à la façon dont a été régulée l'opposition d'intérêts entre patrons et travailleurs sur le plan des salaires, on parvient à la même conclusion que pour les U.S.A. : jusqu'en 1970 les hausses nominales ont été contenues (inférieures à 10% l'an). Le trade-unionisme des syndicats ouest-allemands et l'influence du parti social-démocrate expliquent, à notre avis, une telle régulation. Elle doit d'ailleurs être mise en rapport avec l'excédent permanent de la balance commerciale et donc avec l'absence de toute dévaluation du deutch-mark sur la période étudiée.

Analysons maintenant, un peu plus en détail, les phases qu'a connues la reproduction du capital au sein de l'économie fédérale allemande.

. 1955-1960

Les conditions d'une croissance tendanciuellement équilibrée sont réunies : l'introduction généralisée des méthodes de production mises au point pendant la seconde guerre mondiale aux U.S.A. - et notamment celle du travail posté dans les industries à forte composition organique du capital - permettent un développement neutre des forces productives (stabilité de la composition-travail en valeur courante) et un élargissement progressif de la consommation des travailleurs laissant même place à une légère élévation du taux de plus-value, sans fluctuations importantes de celui-ci. De fait, il n'y a aucun déplacement des forces productives vers la sous-section des biens d'équipements. Le ralentissement de la croissance en 1957/1958 ne s'explique donc par aucune cause interne : il apparaît comme le contre-coup de la récession américaine.

. 1961-1966

Dès l'année 1961, ces conditions favorables ne sont plus réunies : on assiste à un fléchissement des gains de productivité/intensité qui ne trouve son origine ni dans une baisse du taux global d'accumulation, ni dans un ralentissement de la hausse de la composition-travail moyenne en volume. Les causes doivent être comparables à celles dégagées pour la période 1954-1958 aux U.S.A. (1).

Et comme la hausse du pouvoir d'achat reste forte, on assiste à l'évolution typique dégagée au niveau théorique : déplacement des forces productives vers la sous-section I₁, accélération de la hausse des prix et fléchissement du rythme de croissance. Mais elle ne débouche pas sur une récession parce que la rationalisation des conditions de production qui s'opère sous la pression de la baisse antérieure du taux de profit (restructurations, concentrations - notamment dans la sidérurgie et l'industrie chimique) permet un nouveau bond en avant des gains de productivité/intensité (+ 7,4 % en 1964), en sorte que le sens d'évolution du coût de développement des forces productives s'infléchit.

Cependant, ce développement demeure globalement coûteux (Ψ<Υ) et les modalités même de fixation des salaires (avec le relatif statu-quo social qu'elles permettent) autorisent aux travailleurs allemands une progression de leur pouvoir d'achat proche de celle des gains de productivité/intensité. La logique capitaliste classique entre alors en jeu : accélérer la substitution travail-mort/travail vivant; d'où ses conséquences inéluctables sur l'évolution finale de la composition-travail moyenne. Et l'on débouche en 1966-1967 sur une crise assez classique de suraccumulation potentielle; (nous employons l'adjectif "potentiel" pour faire ressortir que le grand patronat a diminué ses investissements bruts avant qu'une telle suraccumulation ne se produise; s'il ne l'avait pas fait, elle aurait eu effectivement lieu, dès lors que l'on considère bien les tensions existantes sur les divers compartiments du marché du travail).

(1) Toutefois, seule une analyse détaillée prenant en compte : 1°/ les effets de structure; 2°/ le rythme de l'extension du travail posté; 3°/ l'épuisement progressif du nombre de branches où les méthodes de production précédemment notées n'ont pas encore été introduites; 3°/ l'évolution de la durée du travail, permettrait d'expliquer pleinement une telle évolution.

. 1967-1970

Les directions des grandes firmes ont donc réagi avec rapidité : elles ne sont pas en effet les principales victimes de cette récession. Elles en profitent au contraire pour accroître leurs prises de contrôle et leur emprise sur les marchés. Mais leur rapidité de réaction a aussi pour contre-partie une certaine réorientation de leur politique de transformation des conditions de production; la stabilité de la composition-travail avancé en valeur courante que l'on observe de 1967 à 1970 (cf. graphique n° 5) ne peut en effet s'expliquer que par une très forte progression de l'intensité du travail liée à une déqualification des tâches et à un appel accéléré à une main-d'oeuvre immigrée . Cette phase doit être selon nous rapprochée de celle qui a eu lieu aux U.S.A. de 1961 à 1965. Ainsi, les gains de productivité/intensité sont élevés (+ 7,4 % en 1968; + 7,1 % en 1969) et la progression du coût salarial moyen décroche très nettement de ceux-ci (cf. graphique n° 10). On assiste dès lors à une croissance rapide, marquée par un nouveau déplacement des forces productives vers la sous-section I₁ et un rythme réduit de hausse des prix.

. 1970-1974

Cette croissance se trouve cependant freinée en 1970 par la récession américaine et par les conséquences de la dévaluation du Franc. De plus, l'accélération de la hausse des prix - que l'on doit considérer dans un premier temps comme largement importée - jointe à la dégradation antérieure des conditions de travail, provoque des mouvements revendicatifs sans précédents; sous la pression de leurs bases, les responsables syndicaux réussissent à négocier des hausses nominales de salaires très importantes : celles-ci relancent la hausse des prix intérieurs mais le coût salarial réel par tête n'en progresse pas moins de 8,4 % de 1969 à 1970. La nécessité politique d'une pause apte à casser quelque peu cette résistance ouvrière s'impose donc : la politique économique s'oriente en ce sens. La montée du chômage permet certes de stopper un moment la baisse du degré d'exploitation (1972); mais la pression ouvrière demeure forte et pousse à une croissance inflationniste (+ 6,8 % de croissance du coût salarial réel par tête de 1972 à 1973), d'autant plus que le patronat recherche dans une accélération de la substitution travail mort/travail vivant une compensation aux limites rencontrées dans la production de plus-value absolue. La production fait un nouveau bond en avant en 1973, dans le même temps où se poursuit à rythme rapide la baisse du taux général de profit. Toutes les conditions de déclanchement d'un processus cumulatif à la baisse sont objectivement réunies : la "crise" pétrolière et la politique étatique qu'elle entraîne donnent le signal de son déclanchement (baisse absolue des investissements bruts intérieurs) dès le début de l'année 1974.

JAPON

Pendant la période allant jusqu'en 1960, la reproduction du capital ne s'effectue pas encore dans le cadre d'un élargissement de la consommation des travailleurs: le pouvoir d'achat reste quasiment stagnant jusqu'en 1958. L'accumulation se concentre sur les secteurs de base et de biens d'équipements : ainsi, la part de la production des biens d'équipement dans la production finale passe de 10% à 19% de 1953 à 1961 (cf. graphique n° 8, p. 568c).

Pour cette première phase, le premier temps de notre analyse théorique de la reproduction intensive s'applique donc : l'utilisation des techniques de production déjà largement accimatées aux U.S.A. permet un développement continuellement efficace des forces productives; et comme le secteur agricole constitue un important réservoir de main-d'oeuvre, aucune phase de suraccumulation n'a lieu. Par contre, l'économie japonaise subit quelque peu le contre-coup de la récession américaine en 1958.

Le "second moteur" de l'accumulation ne fonctionne qu'à partir de 1960 : de fait, les salaires nominaux décolent pour se situer autour d'une progression annuelle de 12%; l'accumulation affecte toutes les branches et s'effectue de façon beaucoup plus intensive.

Au cours de la période qui s'ouvre alors, on observe deux phases pendant lesquelles le coût de développement des forces productives suit une pente ascendante :

- + 1963-1965
- + 1967-1973.

Cependant, le rythme de croissance, même s'il fléchit en 1965 et 1971, n'est vraiment cassé qu'en 1974. Quant à la hausse des prix elle ne s'accélère pas significativement pendant ces phases.

Cela conduit plutôt à considérer la phase 1963-1965 comme une phase d'ajustement (ou encore de simple sur-investissement) (1), le rythme d'évolution du coût de développement des forces productives, sous-jacent à cette évolution, ayant été finalement constant : il ne se serait accéléré qu'en fin de période.

(1) Cette notion de "sur-investissement", ou encore de "sur-capacités" doit être fondamentalement distinguée de la notion de "sur-accumulation" : cette dernière renvoie à des conditions de production élargie de plus-value qui se dégradent.

Nous avons vu qu'un développement régulièrement coûteux des forces productives n'était pas incompatible avec la poursuite d'une croissance rapide, dès lors que le degré général d'exploitation pouvait être régulièrement élevé, tout en laissant place à une croissance sensible du pouvoir d'achat. Or, si nous nous reportons aux graphiques n° 4 (cf. p.423 bis) et n° 10 (cf. p. 568E), et si nous "lissons" la phase d'ajustement 1965-1967, nous constatons que jusqu'en 1970 il en fut bien ainsi.

Les conditions objectivement favorables à une croissance tendanciellement régulière n'ont donc été remise en question qu'à partir de 1970. Il faut sans doute faire appel à deux facteurs principaux pour l'expliquer :

- la remise en cause de la profonde coupure séparant les travailleurs des grandes firmes (jusqu'à 55 ans) embauchés dès leur sortie de l'école et disposant d'avantages relatifs substantiels (garantie de l'emploi, progression du salaire à l'ancienneté, etc...) des autres travailleurs employés dans les petites et moyennes entreprises; la pression de ces derniers expliquerait la progression accélérée du salaire moyen;
- l'épuisement progressif des gains d'intensité au niveau même des grandes firmes et même une baisse de l'engagement au travail, lié au fait que les directions cherchaient à remettre en cause les avantages antérieurement concédés à "leurs" travailleurs dans une période où l'élévation rapide de la composition du capital tirait progressivement leur taux de profit vers le bas.

Et il conviendrait d'ajouter les effets cumulés de la réévaluation du yen et de la dévaluation du dollar qui poussent à une internationalisation du capital nippon.

Mais il ne s'agit là que de quelques propositions : nous ne prétendons pas les avoir étayées.

FRANCE

L'évolution du coût de développement des forces productives ne s'accélère (de façon négative) qu'à partir de 1969/1970. De façon générale, cette évolution doit être rapprochée de celle observée pour l'économie japonaise; mais elle est beaucoup plus régulière et elle s'articule avec un déplacement continu des forces productives vers la sous-section des biens d'équipement (cf. graphique n° 8 p. 568C).

Sans nul doute une telle évolution traduit le fait que le patronat français a eu le champ libre pour transformer les conditions de travail, tant qu'il assurait une certaine sécurité de l'emploi.

Jusqu'en 1970, la reproduction du capital au sein de l'économie française est scandée principalement par les variations du rapport de force entre classes, quant à la formation du prix de la force de travail, avec ses conséquences sur l'évolution du degré d'exploitation et sur la balance commerciale. Par deux fois (1957/1958 et 1969) la bourgeoisie française "choisit" la solution de la dévaluation pour compenser l'accélération antérieure de la hausse des prix qui intervient après de fortes poussées salariales (1955/1957 et 1968), tandis qu'un plan de stabilisation est mis en oeuvre en 1963.

Mais, ces poussées salariales sont de nature différente.

En 1955-1957 elles résultent principalement de la concurrence que se livrent les entreprises afin de s'attirer la main-d'oeuvre dont elles ont besoin et qui - compte tenu des procès de travail mis en oeuvre à cette époque - nécessite encore un certain degré de qualification.

En 1962-1963, on assiste plutôt à un rattrapage des salaires des petites et moyennes entreprises sur ceux des grandes entreprises dans une période de croissance rapide généralisée.

En 1968, ces hausses résultent du fait même que la bourgeoisie française (et notamment sa fraction liée à la grande industrie) accepte de céder sur le terrain qui lui semble le moins désavantageux, face au vaste mouvement de grèves qui se développe alors. Le sentiment d'échec qui préside à la reprise du travail freine la combativité ouvrière au cours de l'année 1969 : le pouvoir d'achat moyen progresse très faiblement et la baisse antérieure du taux général de profit se trouve compensée.

Cependant, une fois ce rétablissement opéré (dont le prix est la dévaluation du Franc), le patronat français ne bénéficie plus des conditions favorables qui avaient présidé à la reprise de 1959 : il lui faut, en effet, maintenir à la hausse le taux d'exploitation pour compenser un coût croissant de révolution des forces productives dont nous avons précédemment situé l'origine. Ce résultat n'est pas obtenu avec l'ampleur nécessaire (1). La reproduction s'engage dès lors

(1) Une analyse plus fine serait nécessaire : nous avons en effet constaté que la composition-travail aux valeurs courantes n'avait pas évolué exactement au même rythme pour les diverses branches sur cette période. Il semble que cette progression ait été moins rapide pour les secteurs tournés vers l'exportation. Il n'en reste pas moins que l'évolution globale est d'abord déterminante.

dans une phase que nous avons caractérisée de "croissance inflationniste débouchant sur la nécessité politique de la crise de surproduction". L'accumulation se poursuit, soutenue par une diminution relative des dépenses étatiques; la hausse des prix s'accélère dans le cadre d'une élévation du pourcentage de hausse de la composition-volume et d'une stabilité des gains de productivité/intensité. Quant aux travailleurs, ils réussissent à maintenir la progression de leur pouvoir d'achat.

L'avantage initial tiré de la dévaluation de 1969 s'épuise progressivement (réduction du solde positif de la balance commerciale). La hausse des prix des produits pétroliers bruts s'ajoute à un tel contexte; et l'on débouche sur une politique économique récessionniste progressivement accentuée.

. Décalages, dynamiques d'entraînement et approche globale

Dans le cours même de cette première approche éclatée de la croissance économique d'après guerre, que nous venons de brosser à très grands traits (1), nous avons déjà fait appel à des dynamiques d'entraînement reposant sur des décalages de développement et de situations. Reprenons les maintenant de façon synthétique afin de déboucher sur une approche globale (2).

De façon générale, la période apparaît marquée par un développement combiné, ayant pour point de départ une avance importante de l'économie américaine (acquise tout particulièrement pendant la seconde guerre mondiale) et se traduisant progressivement par une réduction de cet écart initial.

La première phase de ce développement combiné se termine à la fin des années cinquante :

(1) Rappelons que cette première approche éclatée n'était possible que parce que chaque économie nationale considérée comportait sur son territoire géographique un système industriel relativement complet et centré sur lui-même, même si des processus de spécialisation ont eu tendance à s'affirmer progressivement.

(2) Elle reste cependant limitée à la seule dimension interne analysée.

- Les économies européennes et japonaise se développent en mettant en oeuvre les techniques de production et la mobilisation au travail acquises aux U.S.A. pendant la seconde guerre mondiale (1). Ce processus s'effectue plus lentement au Japon et en France, qu'en R.F.A., du fait même des destructions qui y ont eu lieu et des acquis de la période hitlérienne. Ainsi, la composition-travail en valeur continue en baisse jusqu'en 1960 au Japon et en France, tandis qu'elle reste stable en R.F.A..
- Par contre, l'économie américaine subit les effets de la hausse tendancielle de la composition organique du capital, dans une période où les avantages retirés par le patronat américain du "collective bargaining" (progression régulière, mais modérée, des salaires ouvriers) ont pour contrepartie un certain statu-quo au niveau des conditions de travail.

La crise de 1958 s'inscrit à la fin de cette première phase : elle apparaît clairement comme "made in U.S.A.". Elle permet à la bourgeoisie américaine de remporter une victoire essentielle sur sa propre classe ouvrière et de renverser, à son profit, l'évolution antérieure. C'est en quelque sorte la condition nécessaire pour qu'elle puisse faire face à la montée des économies européennes, consacrée par la formation du marché commun.

La seconde phase de ce développement combiné s'ouvre donc avec la reprise généralisée du début des années 1960.

Elle est d'abord marquée par un renversement complet des situations relatives :

(1) Rappelons que pendant cette période, la composition en volume du capital avancé (stock de capital/personnes employées) a baissé de façon absolue aux U.S.A. : son niveau en 1945 (pour le secteur privé non agricole) est inférieur de 25% à celui de 1938 (qui est égal à celui de 1928). Certes, le volume de production par heure de travail a aussi baissé, mais dans une proportion beaucoup plus faible et le niveau atteint en 1945 est nettement supérieur à celui de 1928. L'extension du travail en continu est sans nul doute le principal facteur explicatif d'une telle évolution de la composition-volume (cf. annexes statistiques à la thèse de M. AGLIETTA, op. cit.).

- La remontée spectaculaire du taux général de profit aux U.S.A., qui trouve son origine dans un processus accéléré de parcellisation/division des tâches et d'élévation conséquente de l'intensité du travail, autorise à la fois une dynamique rapide d'accumulation intérieure et une extension internationale des firmes U.S. (délocalisation de segments de l'appareil productif notamment).
- La baisse du taux de profit en R.F.A. et au Japon, son quasi-plafonnement en France, limitent au contraire les possibilités d'accumulation des grandes firmes au seul plan intérieur. En R.F.A. et au Japon cette baisse s'explique par une accélération du caractère intensif de l'accumulation et (sans doute) par une certaine pause dans la mobilisation au travail; l'économie française accuse au contraire un certain retard, ce qui explique à contrario l'absence de baisse du taux de profit (1).

Mais les moyens mis en oeuvre aux U.S.A. ne pouvaient pas être continuellement approfondis, alors même qu'ils étaient progressivement utilisés en R.F.A. (surtout à partir de 1967), au Japon et en France.

Les inégalités de développement tendent à se réduire rapidement tandis que s'affirme un mouvement général à la hausse de la composition-travail.

C'est partout la même logique capitaliste fondamentale (substitution du capital au travail immédiat pour réduire relativement les coûts salariaux) qui manifeste pleinement ses effets, maintenant que s'épuisent les moyens aptes à élever la plus-value absolue (mobilisation au travail; durée, intensité), la possibilité d'étendre toujours plus le travail posté et les gains retirés de l'inégalité initiale de développement.

(1) Il est significatif de constater que la composition courante du capital pour la France, qui avait évolué parallèlement à celle du Japon jusqu'en 1960, suit alors une évolution proche de celle observée pour la R.F.A. de 1955 à 1960, tandis que celle relative au Japon progresse selon une évolution comparable à celle de la R.F.A., dès 1960. On peut donc parler d'un écart de développement maintenu entre France et R.F.A. et d'un rattrapage accéléré du Japon.

Aucune des bourgeoisies ne peut plus assurer aux travailleurs une progression de leur pouvoir d'achat suffisante au regard des besoins qu'elles ont suscités et qu'elles doivent continuer à entretenir; car, en l'absence d'une remise en cause radicale de la structure des revenus, et d'une réduction importante des faux-frais, seule une élévation du degré d'exploitation apte à compenser la hausse de la composition organique, pouvait empêcher la baisse du taux de profit.

L'accélération généralisée de la hausse des prix, qui a lieu après 1970, trouve son origine dans cette dégradation des conditions de production de la plus-value : elle est rigidifiée et amplifiée, de façon différente selon les formations sociales, par les hausses nominales de salaires que les travailleurs réussissent à imposer.

Tendances à la stagflation et tendances à une croissance toujours plus inflationniste alternent et se conjuguent, dans le cadre de cette phase de crise structurelle générale. Les secondes l'emportent en 1972/1973 en sorte que l'on débouche sur la crise globale de surproduction de 1974/1975. Que l'embargo pétrolier et la hausse des prix du pétrole brut aient ajouté à ce contexte et (apparemment) justifié les politiques économiques restrictives en phase, n'enlève rien au fait que cette crise de surproduction était déjà contenue dans l'évolution antérieure.

Cette profonde récession généralisée n'est donc pas la conséquence de l'inflation antérieure; et celle-ci n'est pas non plus la conséquence de la crise du système monétaire international basé sur le dollar, même si les mouvements spéculatifs qu'elle a contribué à nourrir ont amplifié les distorsions de prix et de taux de profit, et par là même freiné certains mécanismes de régulation.

Si la crise du système monétaire international mis en place à Bretton-Woods doit être rattachée à la remontée des économies allemande et japonaise - et donc au type de développement combiné que nous venons de spécifier - elle s'explique avant tout par la baisse généralisée des taux de profit et les besoins de liquidités qu'elle créait.

La crise du système monétaire international , l'inflation mondiale et la récession générale de 1974/1975 sont, au contraire, des moments particuliers d'une crise structurelle du capitalisme, en ce sens qu'il rencontre de plus en plus de difficultés à se reproduire sur les bases qui avaient permis la croissance économique antérieure. Même si cette crise s'est d'abord manifestée aux U.S.A. elle a touché de façon décalée les autres économies nationales (1). Elle peut, selon nous, se résumer ainsi : "les travailleurs refusent de travailler plus, toujours plus vite, pour avoir seulement un petit peu plus de pouvoir d'achat".

(1) Et à ce titre, il n'est pas complètement faux de dire que l'économie française n'en était pas encore arrivée au même degré d'approfondissement, compte tenu du décalage noté ci-dessus.

ANNEXE I

Analyse du procès continu production/réalisation
avec la monnaie bancaire comme numéraire

(Annexe au second volet de notre étape intermédiaire:
Section I du Chapitre I, p. 59 et suivantes)

Nous retenons l'ensemble des hypothèses faites, à l'exception de celles qui concernent l'argent : nous admettons ici que l'or est une marchandise comme les autres et que le seul numéraire est la monnaie bancaire, créé par le système bancaire à l'occasion des crédits qu'il accorde aux capitalistes et détruite lorsque ces crédits sont remboursés. Nous ignorons cependant les intérêts versés au titre de ces crédits bancaires.

Les notions suivantes sont retenues pour l'ensemble de l'économie :

$L(t)dt$: flux des ventes globales sur la courte période dt

$P(t)dt$: flux de production sortant sur dt

$Q(t)dt$: flux d'achats de moyens de production sur dt

avec $\left\{ \begin{array}{l} QF(t)dt : \text{le flux d'achats de moyens de travail} \\ QI(t)dt : \text{le flux d'achats de biens intermédiaires} \end{array} \right.$

$W(t)dt$: flux de masse salariale versée sur dt

$QS(t)dt$: flux de consommation de la classe ouvrière (dépenses) sur dt

$QC(t)dt$: flux d'achats pour la consommation improductive des capitalistes.

$\overline{M}_s(t)$: masse monétaire détenue par les ouvriers à la date t

$\overline{M}_c(t)$: masse monétaire détenue par les capitalistes

$\overline{Ed}(t)$: encours de l'endettement des capitalistes auprès du système bancaire.

On a toujours : $\overline{Ed}(t) = \overline{M}_s(t) + \overline{M}_c(t)$ comme équilibre du système bancaire.

Les relations qui naissent de l'entrelacement de la reproduction des capitaux individuels au niveau global sont les suivantes :

- échanges sur le marché :

$$QS(t)dt + Q(t)dt + QC(t)dt = L(t)dt$$

- comptes des salariés :

$$W(t)dt = QS(t)dt + d\overline{M}_s(t)$$

- comptes des camitalistes :

$$L(t)dt + \overline{Ed}(t) = Q(t)dt + W(t)dt + QC(t)dt + d\overline{M}_c(t)$$

Ces trois relations conduisent bien à ce que l'on ait :

$$d\overline{Ed}(t) = d\overline{M}_s(t) + d\overline{M}_c(t)$$

Les relations définissant le flux de production et le flux de profit sont les mêmes qu'avec l'or, à savoir :

$$P(t)dt = L(t)dt + d\overline{S}_2(t)$$

$$Pf(t)dt = L(t)dt - \left[W(t-1-\nu_2) + Q(t-1-\nu_2) \right]$$

en nous situant à la seconde étape de notre analyse (écoulement normal de la production).

On parvient à la même critique de l'égalité ($Y = R$).

L'égalité "épargne = investissement" devient ici

- en net :

$$pf(t)dt - QC(t)dt + d\overline{M}_s(t) = d\overline{S}_1(t) + d\overline{S}'_{2n}(t)$$

- en brut :

$$\begin{aligned} pf(t)dt + QF(t-1-\nu_2)dt - QC(t)dt + d\overline{M}_s(t) \\ = QF(t)dt + d\overline{S}'_1(t) + d\overline{S}'_{2n}(t) \end{aligned}$$

où : $d\overline{S}'_1$ est l'accroissement de capital circulant au titre de l'encours de production

$\overline{dS}_{2n}'(t)$ est l'accroissement normal de capital circulant au titre des produits finis non encore vendus (il ne s'agit donc pas de l'augmentation de la valeur du stock de produits finis - cette valeur incluant le capital fixe transmis et la plus-value).

Par rapport à son expression lorsque l'or seul fonctionne comme numéraire, on constate qu'il n'y a plus "d'investissement" au titre de l'augmentation des fonds de réserve ($L_{or}(t)dt$) : l'augmentation de l'encours de la masse de monnaie bancaire globale - soit encore l'augmentation de l'encours des crédits bancaires à l'économie - ne coûte rien à la classe capitaliste.

Cela nous amène à comprendre la spécificité du procès de réalisation lorsque la monnaie bancaire a pris toute la place comme numéraire : les capitalistes industriels au lieu de "puiser dans leurs encaisses or" pour effectuer leurs dépenses, peuvent non seulement utiliser leurs encours de monnaie bancaire mais surtout obtenir de nouveaux crédits (par escompte de traites ou découvert). Le processus est dès lors le suivant : le flux des ventes permet d'abord de rembourser les crédits obtenus antérieurement et qui arrivent à échéance, mais il est supérieur globalement à ce flux de remboursement; et dans le même temps, de nouveaux crédits sont demandés pour parvenir à financer le flux de dépenses engagées. Ainsi s'accroît dans le temps l'encours de crédits, si l'on est en "reproduction élargie régulière". Notons bien que le caractère permanent des opérations ventes/achats entraîne que l'encours des crédits n'a pas à être égal à la valeur de la production à réaliser : aussi le seul escompte d'une fraction de l'encours global des traites clients en portefeuille suffit pour fournir la masse d'argent nécessaire à la circulation.

On mesure ainsi pourquoi ce procès est facilité par rapport à ce qu'il en était avec l'or seul.

Si l'on cherche enfin à étudier comment se pose le problème des inventus, dans les termes de notre troisième temps, on constate aussi qu'ils doivent figurer comme une fraction de "l'investissement" dans l'égalité "épargne = investissement", mais l'on n'a plus la contrainte "variation de l'accroissement de l'encours de monnaie des ouvriers = variation de celui des capitalistes" qui était liée à l'invariance du flux de production d'or ($L_{or}(t)dt$). L'encours de crédits peut être modifié.

Lorsque les difficultés de vente sont liées à une thésaurisation effective des ouvriers - la production étant poursuivie au même rythme - (cf. la première cause analysée), les capitalistes peuvent augmenter relativement leur encours de crédits plutôt que d'accepter une réduction relative de leur encaisse.

Lorsque ces difficultés sont liées à une réduction relative - toutes choses égales par ailleurs - de la consommation propre (cf. la seconde cause), une telle évolution peut s'accompagner d'une moindre progression de l'encours des crédits.

Mais nous ne pouvons en fait pousser plus loin cette analyse, dès lors que nous conservons l'hypothèse selon laquelle la circulation s'effectue à des prix égaux aux valeurs d'échange (et donc inchangés dans le temps).

ANNEXE 2

Quelques éléments d'une critique externe
de la théorie néo-classique des facteurs de production
(Annexe à la Section 5 du Chapitre II, p. 213 et suivantes)

Dans cette annexe nous avançons quelques éléments d'une critique de la théorie néo-classique des facteurs de production, que l'on peut développer en mettant en parallèle la formalisation que nous avons définie (i.e. : la notion marxiste de fonction de production) et celle développée dans le cadre néo-classique.

On sait que la fonction unique de production macro-économique :

$$Q = f(K, L)$$

n'a de sens, dans la théorie néo-classique, que si Q et K sont exprimés en quantités physiques d'un même bien unique, le capital étant "adaptable".

Ces deux hypothèses permettent de définir :

- la notion de "productivité marginale du travail" : Q / L
- la notion de "productivité marginale du capital" : Q / K

Et, dans le cas de rendements d'échelle constants, on sait que la fonction de production ci-dessus s'écrit :

$$Q = g(K/L) \cdot L$$

Or, pour notre part, nous avons dégagé qu'en cas de complète uniformité (i.e. : même composition-travail dans chaque branche et mêmes fonctions de production), il était possible de définir une fonction de production globale (1) :

$$\overline{VA} = \Psi (\overline{CF/L}) \cdot L$$

(1) En faisant abstraction de la diversité d'emploi des forces de travail, et du capital constant circulant.

Le volume de produit net et le volume de capital fixe sont ici exprimés aux valeurs d'une année de base, soit en temps de travail, comme c'est le cas pour L.

Il nous est aussi possible de définir des "productivités marginales" $\partial \bar{VA} / \partial L$ et $\partial \bar{VA} / \partial CF$.

Mais celles-ci recouvrent toutes deux une même notion, celle de "productivité marginale des forces productives" : $\partial \bar{Y} / \partial \bar{X}$. En effet :

- la formulation : "augmentation marginale du produit net en volume lorsque l'on accroît la main-d'oeuvre à stock de capital constant", se ramène à la suivante : "de combien augmente le volume du produit net lorsque l'on diminue la composition-travail en volume en laissant inchangé le volume du capital".
- la formulation : "augmentation marginale du produit net en volume lorsque l'on accroît la volume du capital à main-d'oeuvre constante", se ramène à la suivante : "de combien augmente le volume du produit net lorsque l'on augmente la composition-travail en volume en laissant inchangé le travail vivant fourni".

Dans l'un et l'autre cas, il s'agit de la seule notion suivante : "de combien varie la production par tête lorsque la composition-travail en volume est modifiée à la marge".

La mise en parallèle des deux approches conduit aux conclusions suivantes :

1°/ Les fonctions q et φ sont comparables, ce qui signifie, d'une part, que l'hypothèse d'un bien unique (retenue dans le cadre néo-classique) recouvre l'hypothèse d'une complète homogénéité, d'autre part que l'hypothèse de "malléabilité" du capital recouvre le fait qu'un même volume de capital (en temps de travail d'une année de base) peut recouvrir une variété infinie de valeurs d'usages concrètes.

2°/ Les "productivités marginales" n'ont pas d'existences séparées.

On sait que la conception néo-classique de productivités marginales autonomes fonde le "partage" du produit net en salaires et profits; à l'équilibre, le taux de salaire est égal à la "productivité marginale du travail" et le taux de profit à la "productivité marginale du capital"; le profit est alors maximum.

Nous pouvons mettre en parallèle cette formalisation de l'"équilibre" avec les conditions qui doivent être vérifiées, dans notre problématique, pour que le taux général de profit soit maximum à volume donné de la force de travail.

Etant donné l'hypothèse faite de complète uniformité, et pour une fonction unique φ donnée, il existe en effet un niveau de la composition-travail en volume qui rend maximum le taux général de profit, à volume donné de la force de travail.

On a, pour une durée de vie infinie et en faisant abstraction du capital circulant :

$$r = \frac{PV}{CF}$$

En posant : $\bar{v}$, le volume de la force de travail

$$\text{et : } (1 + \bar{\tau}) \cdot \bar{v} = 1$$

$$\text{on obtient : } r = \frac{1}{\bar{\xi}'} \left(\varphi - \frac{1}{1 + \bar{\tau}} \right) \quad \text{où } \bar{\xi}' = \frac{\overline{CF}}{L} = \frac{\overline{CF}}{\overline{VA}}$$

Le taux général de profit est maximum pour :

$$\frac{d\varphi}{d\bar{\xi}'} = \frac{1}{\bar{\xi}'} \left[\varphi - \frac{1}{1 + \bar{\tau}} \right]$$

$$\text{On a alors : } r = \frac{d\varphi}{d\bar{\xi}'} = \frac{\partial \overline{VA}}{\partial \overline{CF}} \quad (i)$$

$$\text{D'autre part, on a : } \overline{VA} = \varphi \cdot VA$$

$$\text{soit : } \frac{\partial \overline{VA}}{\partial L} = \varphi - \bar{\xi}' \cdot \frac{d\varphi}{d\bar{\xi}'}$$

$$\text{et de plus : } \overline{VA} = \bar{v} \cdot L + r \cdot \bar{\xi}' \cdot L$$

Si le niveau de la composition-travail en volume ($\bar{\xi}'$) est celui qui conduit à maximiser le taux général de profit, on déduit alors des deux relations précédentes :

$$\bar{v} = \frac{\partial \overline{VA}}{\partial L} \quad (ii)$$

La première relation (i) est formellement redevable de la formulation "le taux de profit est égal à la productivité marginale du capital". Quant à la seconde (ii), elle est redevable de la formulation "le taux de salaire est égal à la productivité marginale du travail".

Mais on constate que la seconde se déduit de la première, ceci étant la conséquence de l'interdépendance des deux productivités marginales (ou encore du fait qu'elles se ramènent à une seule notion).

Cette déduction est permise par la théorie de la valeur qui est à la base de notre analyse : il n'existe qu'une dimension de mesure.

Notons de plus qu'à chaque volume de la force de travail est associé un niveau optimum (pour la classe capitaliste) de la composition-travail. Cela ne veut pas dire qu'il existerait une infinité de situations d'équilibre. Certes, si l'on pouvait admettre qu'il existe un champ donné des techniques de production, on pourrait en déduire le lien qui unit la technique choisie au rapport de force qui préside à la formation du volume de la force de travail - ce qui fait d'ailleurs clairement apparaître que celui-ci n'est pas fixé par la simple donnée de ce champ. Mais on ne peut faire une telle supposition, comme nous l'avons indiqué dans le cours même de notre thèse (cf. p. 248/249); même dans le cadre hypothétique de complète uniformité, on a affaire à un processus se déroulant dans le temps, en sorte que la notion même d'équilibre de concurrence pure et parfaite n'a plus de sens.

Qu'en est-il si l'on abandonne, de notre point de vue, l'hypothèse de complète homogénéité ?

Afin d'établir un parallèle avec les modèles néo-classiques à deux secteurs nous retenons le cas simple où chaque section ne serait composée que d'une branche; et nous cherchons à définir, sous l'hypothèse de fonctions de production données pour chaque branche, les niveaux des compositions-travail en volume tels que le taux général de profit soit maximum (à volume donné de la force de travail).

Admettons que, pour la situation de base servant à exprimer les volumes, on ait uniformité des compositions-travail : cela a pour conséquence une proportionnalité entre valeurs et prix de production, soit en posant :

$$p_1/m_1 = \mu_1$$

$$p_2/m_2 = \mu_2$$

$$u_1^* = 1$$

$$u_2^* = 1$$

Le volume du produit net, aux prix de production de la situation de base, est donc :

$$\overline{VP}_1 = \overline{VA}_1$$

$$\overline{VP}_2 = \overline{VA}_2$$

$$\text{et l'on a : } \overline{QF}_1 = \overline{CF}_1, \quad \overline{QF}_2 = \overline{CF}_2$$

Il en résulte que :

$$\frac{\partial \overline{VP}_1}{\partial \overline{QF}_1} = \frac{d \varphi_1}{d \overline{z}_1}, \quad \frac{\partial \overline{VP}_2}{\partial \overline{QF}_2} = \frac{d \varphi_2}{d \overline{z}_2} \quad (1)$$

Sous les mêmes hypothèses que précédemment, le taux général de profit peut s'écrire :

$$r = \frac{PV^*}{CF^*}$$

où la proportion $\star$ est celle définie dans le cours de notre thèse.

On peut démontrer qu'il existe un couple $(\overline{z}_1^*, \overline{z}_2^*)$ tel que le taux général de profit soit maximum. Mais, si le niveau² relatif à la première branche est bien tel que le taux général de profit est alors égal à la "productivité marginale du capital" dans cette branche, il n'en est plus de même dans la seconde branche. Ce couple ne fournit donc pas un "point d'équilibre".

la notation

(1) Pour simplifier/nous retenons $\varphi_a \rightarrow \varphi$ (productivité apparente)
 $\varphi_g \rightarrow \varphi'$ (productivité globale)
 et $\overline{z}' \rightarrow \overline{z}$

Autrement dit, si dans la première branche $\bar{s}_1^*$ est retenu, $\bar{s}_2^*$ ne sera pas retenu dans la seconde, bien que le taux général de profit soit alors maximum pour toute la classe.

D'ailleurs, pour ce couple, il n'y a pas égalisation du salaire à la "productivité marginale du travail" dans l'une et l'autre branche.

On sait, en effet, que l'on a :

$$\frac{\partial \bar{VP}_1}{\partial L_1} = \varphi_1 - \bar{s}_1 \cdot \frac{d\varphi_1}{d\bar{s}_1}$$

$$\frac{\partial \bar{VP}_2}{\partial L_2} = \varphi_2 - \bar{s}_2 \cdot \frac{d\varphi_2}{d\bar{s}_2}$$

$$\bar{v} = q_1^* (\varphi_1 - r \cdot \bar{s}_1) + (1-q_1^*) (\varphi_2 - r \cdot \bar{s}_2) \quad (i)$$

d'où l'impossibilité constatée, sauf pour $\bar{s}_1 = \bar{s}_2$ et $\varphi_1 = \varphi_2$.

D'ailleurs, même si l'on ne considère pas $\bar{v}$ comme donné, on ne peut définir aucun "équilibre".

On devrait avoir, en effet,

$$\text{d'une part : } \frac{d\varphi_1}{d\bar{s}_1} = \frac{d\varphi_2}{d\bar{s}_2} = r \quad (ii)$$

$$\text{d'autre part : } \varphi_1 - \bar{s}_1 \cdot \frac{d\varphi_1}{d\bar{s}_1} = \varphi_2 - \bar{s}_2 \cdot \frac{d\varphi_2}{d\bar{s}_2} = \bar{v} \quad (iii)$$

sous la contrainte (i) ci-dessus.

Si les relations (ii) et (iii) fournissent bien un couple $(\bar{s}_1, \bar{s}_2)$ l'ensemble $(\bar{v}, r)$ qui s'en déduit ne vérifiera pas la relation¹(i), sauf dans le cas de complète homogénéité.

Ceci résulte finalement du fait que l'on a :

$$\bar{VP}_1 \neq \bar{s} \cdot L_1 + r \cdot \bar{QF}_1$$

$$\bar{VP}_2 \neq \bar{s} \cdot L_2 + r \cdot \bar{QF}_2.$$

On parvient donc à la conclusion suivante : même en considérant la fonction de production donnée dans chaque branche, il n'y a pas d'"équilibre" possible, au sens qu'a ce terme dans le cadre de la théorie néo-classique.

Cette conclusion étant contradictoire à celle qui est formulée au niveau des modèles à deux secteurs, il doit nécessairement y avoir une erreur interne au raisonnement effectué dans l'une ou l'autre des deux approches. En l'occurrence, elle nous semble se trouver au sein de l'approche néo-classique en ce sens que celle-ci (cf. la présentation résumée qui en est faite par F.H. HAHN et R.C.O. MATTHEWS dans : *Théorie de la croissance économique*, trad. fr., Economica, Paris, 1972) considère qu'il est possible de déterminer directement, en termes physiques du bien de consommation, le produit net par homme du second secteur.

Or, si le produit global du second secteur produisant le bien de consommation peut être défini en quantités physiques de ce bien, il n'en est pas de même du produit net : celui-ci fait nécessairement intervenir le rapport des prix des produits (ou encore le taux général de profit).

Si nous rejoignons ainsi la position de J. ROBINSON, il nous semble cependant que nous rendons compte, dans le même temps, des raisons pour lesquelles la "fonction de production" néo-classique apparaît justifiée par les travaux économétriques.

ANNEXE 3

Modélisation de la reproduction extensive en régime continu

(Annexe à la Section I du Chapitre IV, p. 442 et suivantes)

Il est possible d'étendre certains des éléments formalisés précédemment dans le cadre de périodes successives de production au cas général d'une reproduction continue.

. Types de reproduction possibles avec pleine utilisation des capacités fixes de production mises en place et écoulement, normal et complet, de la production

Si l'on note :

- v_{1i} , la durée du procès de production dans la branche i ;
- v_{2i} , le temps mort moyen de circulation à l'entrée dans la branche i ;
- v_{3i} , le temps mort moyen de circulation à la sortie dans la branche i ;
- $I(t)dt$, le flux global d'investissements fixes bruts en valeur réalisé sur la période $(t, t+dt)$ par l'ensemble des branches (I) ;
- $AI(t)dt$, le flux en valeur des achats de moyens de production intermédiaires réalisés par toutes les branches au cours de la période $(t, t+dt)$;
- $CS(t)dt$, le flux en valeur des achats de consommation de l'ensemble des travailleurs;
- $CL(t)dt$, le flux en valeur de la consommation de la classe dirigeante;
- $M_I(t)dt = \sum_{i \in \{I\}} M_i(t)dt$, le flux en valeur de capital-marchand produit dans la Section I pendant la période $(t, t+dt)$, et donc mis en stock produit durant cette période;
- $M_{II}(t)dt$, pour la Section II ,

(1) Pour chaque branche, il existe un délai de mise en oeuvre : pour simplifier nous supposons qu'il est nul.

les conditions d'un écoulement normal et complet s'écrivent :

$$\sum_{i \in \{I\}} M_i(t - v_{3i}) dt = I(t) dt + AI(t) dt$$

$$\sum_{i \in \{II\}} M_i(t - v_{3i}) dt = CS(t) dt + CL(t) dt$$

sachant que :

$$AI(t) dt = \sum_i CI_i(t + v_{1i} + v_{2i}) dt$$

$$CS(t) dt : \sum_i v_i(t + v_{1i}) dt \quad (1)$$

$$M_I(t) dt = \frac{CF_I(t)}{T_I} dt + CI_I(t) dt + V_I(t) dt + PV_I(t) dt$$

$$M_{II}(t) dt = \frac{CF_{II}(t)}{T_{II}} dt + CI_{II}(t) dt + V_{II}(t) dt + PV_{II}(t) dt$$

où l'on a :

- $CI_i(t) dt$, le flux de valeur des moyens de production intermédiaires dont la valeur est transmise dans le capital-marchand $M_i(t)$; d'où $CI_I(t)$ et $CI_{II}(t)$;
- $V_i(t) dt$, le flux de valeur de la force collective de travail employée dans la branche i , pour réaliser la production qui sort sur la période $(t, t+dt)$, d'où $V_I(t)$ et $V_{II}(t)$;
- $CF_I(t) = \sum_{i \in \{I\}} CF_i(t)$, la valeur du capital fixe brut installé dans la Section I à la date t , avec $CF_i = \sum_1 CF_{i1}$;
- $CF_{II}(t)$, pour la Section II;
- T_I , la durée de rotation moyenne du capital fixe dans la Section I, telle que :

(1) Ce faisant, nous admettons que les salaires sont dépensés au moment où ils sont reçus et qu'ils sont versés de façon continue au rythme du travail fourni.

$$\frac{CF_I(t)}{T_I} = \sum_{i \in I} \sum_1 \frac{CF_{i1}(t)}{T_{i1}}$$

- T_{II} , pour la Section II;

- $PV_I(t)dt$ et $PV_{II}(t)dt$, les flux de plus-value inclus dans le capital-marchand sortant sur sur la période $(t, t+dt)$.

La diversité des composantes de chaque procès de travail relatif à une industrie/branche conduit à une expression complexe des conditions de plein écoulement. Aussi ne poursuivons-nous la formalisation que dans le cas particulier où les durées de vie, les durées des procès de production et les temps morts sont identiques.

Le stock de capital fixe en valeur disponible à la date t s'obtient alors simplement. On a :

$$CF(t) = \int_{t-T}^t I(\theta) d\theta$$

Les conditions de plein écoulement s'écrivent alors :

$$M_I(t)dt = I(t + v_3)dt + CI(t + v)dt \quad (i)$$

$$M_{II}(t)dt = V(t + v') dt + CL(t + v_3)dt \quad (ii)$$

$$\text{avec : } v = v_1 + v_2 + v_3$$

$$v' = v_1 + v_3$$

En posant : $CL(t + v_3) = s(t) \cdot PV(t)$, et en tenant compte des expressions donnant $M_I(t)$ et $M_{II}(t)$, on tire de ces deux relations celle qui exprime l'utilisation productive de la plus-value, à savoir :

$$\begin{aligned} [1-s(t)] PV(t)dt = & \left[I(t+v_3) - \frac{CF(t)}{T} \right] dt + [CI(t+v) - CI(t)] dt \\ & + [V(t+v') - V(t)] dt \quad (iii) \end{aligned}$$

où flux de plus-value accumulée = flux d'investissement fixe net + accroissement du capital circulant.

. Condition pour une reproduction élargie équilibrée à rythme constant

En nous plaçant dans le cas particulier où le degré d'exploitation et le pourcentage de plus-value consommée restent constants dans le temps, cherchons à déterminer les conditions qui doivent être vérifiées pour que l'on ait une croissance équilibrée à rythme constant.

Si x est ce rythme constant, on aura :

$$CI(t+v) = CI(t) \cdot e^{xv}$$

$$V(t+v') = V(t) \cdot e^{xv'}$$

$$CF(t) = \frac{I(t)}{x} (1 - e^{-xT})$$

Le rythme x est donné par la relation (iii), soit :

$$(1-s) \cdot \frac{\tau}{1+\tau} = T \cdot \sum \left[\frac{x^{exv_3}}{1-e^{-xT}} - \frac{1}{T} \right] + \sum (e^{xv}-1) + \frac{1}{1+\tau} (e^{xv'}-1) \quad (iv)$$

$$\text{où l'on a posé : } \sum = \frac{CF(t)}{T \cdot VA(t)} \quad \text{et} \quad \sum = \frac{CI(t)}{VA(t)}$$

ces compositions restant constantes dès lors que l'extension des diverses branches s'effectue au même rythme x .

Quant à la contrainte sur la répartition des forces productives, elle s'exprime principalement en termes de répartition entre les deux grandes sections, à partir de la relation (ii), soit :

$$(1-q) (1+\eta_{II}) (1+\tau) = e^{xv'} + s\tau \quad (vj)$$

$$\text{où : } 1 + \gamma_{II} = \frac{M_{II}(t)}{VA_{II}(t)}$$

Nous pouvons établir le lien qui existe entre le taux général de profit et ce rythme x .

Pour la proportion ($\star$), le taux général de profit est solution du bilan actualisé suivant :

$$\begin{aligned} e^{rv_3} CF^{\star}(t) + \int_{-v}^0 CI^{\star}(t) e^{-r\theta} d\theta + \int_{-v'}^0 V^{\star}(t) e^{-r\theta} d\theta \\ = \int_0^T \left[PV^{\star}(t) + \frac{CF^{\star}(t)}{T} \right] e^{-r\theta} d\theta + \int_{T-v}^T CI^{\star}(t) e^{-r\theta} d\theta + \\ \int_{T-v'}^T V^{\star}(t) e^{-r\theta} d\theta \end{aligned}$$

soit :

$$\left[\frac{\tau}{1+\tau} = T \cdot \sum^* \left[\frac{r \cdot e^{rv_3}}{1-e^{-rT}} - \frac{1}{T} \right] + \sum^* (e^{rv} - 1) + \frac{1}{1+\tau} (e^{rv'} - 1) \right] \quad (jjj)$$

Pour $s=0$, on a $\sum^* = \sum$ et $\sum^* = \sum$, d'où en comparant (jj) et (jjj) on obtient : $x = r$

Pour $s > 0$, x sera inférieur à r .

Si l'on note s' le pourcentage du profit global qui est consommé de façon improductive, la condition de plein écoulement exprimée en prix de production (la transformée de la relation (ii)) donne :

$$(1-s') Pf(t) = QF(t) \left[\frac{x \cdot e^{xv_3}}{1-e^{-xT}} - \frac{1}{T} \right] + \text{etc...}$$

sachant que l'on a : $Pf(t) = QF(t) \left[\frac{r \cdot e^{rv_3}}{1-e^{-rT}} - \frac{1}{T} \right] + \text{etc...}$

Pour $v = v' = 0$, on en tire :

$$\left[\frac{x}{1-e^{-xT}} - \frac{1}{T} \right] = (1-s') \left[\frac{r}{1-e^{-rT}} - \frac{1}{T} \right]$$

d'où $x \rightarrow r(1-s')$ pour $T \rightarrow \infty$

et $\frac{1-s'}{1-s} \rightarrow \frac{\sum^*}{\sum}$ pour $T \rightarrow \infty$

Si les composantes des divers procès de travail sont uniformes, on sait que les prix de production sont proportionnels aux valeurs et que le taux général de profit s'obtient à partir des données en valeur pour n'importe quel vecteur $\vec{q}$ de production. Dans ce cas particulier, et en supposant de plus que les temps morts de circulation sont nuls, on obtient la relation suivante donnant le rythme x en fonction de r :

$$\pi \left[\frac{re}{1-e^{-rT}} - \frac{1}{T} \right] + x e^{xv} \frac{e^{rv-1}}{e^{xv}-1} = \frac{1}{1-s} \left\{ \left[\frac{x}{1-e^{-xT}} - \frac{1}{T} \right] \pi + x \cdot e^{xv} \right\}$$

où : $\pi = CF/CC$

Remarque :

Dans le cas général où les durées de rotation sont diverses, on peut encore démontrer qu'une reproduction équilibrée à rythme constant est physiquement possible. Mais la durée moyenne de rotation du capital fixe global est alors fonction du rythme x de croissance.

Modélisation de la reproduction intensive
en régime continu

(Annexe à la Section 2 du Chapitre IV, p. 468 et suivantes)

Nous nous plaçons dans le seul cas de complète uniformité (composition-travail, temps de rotation, gains de productivité).

Les conditions d'un plein écoulement de la production doivent s'exprimer en volume.

En cas de complète uniformité, il est possible d'écrire :

$$\begin{aligned}\overline{VA}(t) &= \overline{M}(t) - \frac{\overline{CF}(t)}{T} - \overline{CI}(t) = \varphi(t) \left[M(t) - \frac{CF(t)}{T} - CI(t) \right] \\ &= \varphi(t) [V(t) + PV(t)] = \overline{V}(t) [1 + \tau(t)] = \overline{V}(t) + \overline{PV}(t)\end{aligned}$$

Autrement dit, on définit : $\overline{PV}(t) = \tau(t) \cdot \overline{V}(t)$ (1)

Dès lors, les relations définies en cas de reproduction simplement extensive peuvent être étendues au cas d'une reproduction intensive, et l'on aura notamment, en cas de plein écoulement :

$$\begin{aligned}[1 - s(t)] \overline{PV}(t) dt &= \left[I(t+u_3) - \frac{\overline{CF}(t)}{T} \right] dt + \left[\overline{CI}(t+u) - \overline{CI}(t) \right] dt \\ &\quad + \left[\overline{V}(t+u') - \overline{V}(t) \right] dt\end{aligned}$$

soit : volume de plus-value accumulée = volume d'investissement fixe net plus accroissement en volume du capital circulant.

(1) S'il n'y a pas complète uniformité, on a : $\overline{VA}(t) \neq \overline{V}(t) + \overline{PV}(t)$.

ANNEXE 5

Exemple à l'appui de l'étude de la nécessité
de la crise en reproduction extensive

(Annexe à la Section I du Chapitre IV, p. 467)

Nous retenons le cas simple suivant :

- . Il existe deux branches seulement
- . La composition-travail est la même dans ces deux branches, soient des conditions inchangées de production :

(I) 1 machine + 10 travailleurs —> 2 machines

(II) 1 machine + 10 travailleurs —> 200 Kg de blé.

- . Chaque travailleurs fournit 100 heures de travail par période, d'où le système des valeurs :

m_I (valeur d'une machine) = 100 ht

m_{II} (valeur d'un kilo de blé) = 10 ht

. Sur la première période, le taux de sous-emploi est de 30% et la consommation ouvrière (pour une période) est de 50 Kg de blé; le degré général d'exploitation $\tau_a(1) = 100\%$ et le taux de profit ex-ante $r_a(1) = 33,3\%$.

. La relation entre variation du degré d'exploitation et sous-emploi retenue est :

$$\tau(t) - \tau_a(t) = \frac{tch(t) - tch(t-1)}{tch(t)}$$

où tch : taux de sous-emploi.

. La main-d'oeuvre disponible croît de période en période au taux de 10%.

La répartition normative de l'emploi $\bar{q}(n)$, adaptée à une reproduction régulière au rythme $x = n = 10\%$ vaut :

$$\bar{q} = \frac{\eta(1+x)}{1+\eta} = 0,55.$$

Le pourcentage constant de plus-value consommée de façon improductive qui doit avoir lieu pour obtenir cette reproduction à $\tau = 100\% = c^*t$ vaut : $s = 70\%$.

Le rapport des prix de production est égal au rapport des valeurs puisqu'il y a composition-travail est uniforme. Pour des prix de production absolus de 100 Fr pour une machine et de 1 Fr pour un kilo de blé, le salaire nominal relatif au taux d'exploitation de 100% est de 5 Fr.

Nous présentons d'abord, à l'aide d'un tableau synthétique, un type d'évolution cyclique qui peut se développer sur ces bases. Nous re- prenons ensuite les divers moments de ce cycle, en cherchant à justi- fier les évolutions retenues. (cf. tableau page suivante).

Conditions de réalisation à la fin de la période 1

Nous supposons que la production mise en oeuvre au cours de la première période (qui fait suite à une phase antérieure de récession) l'a été selon la proportion normative $\bar{q}(n) = 0,55$, soit par exemple :

	C	V	PVa	M(1)
(I)	1 000	+ 500	+ 500	= 2 000
(II)	818	+ 409	+ 409	= 1 636
	1 818	909	909	

<u>Evolution d'une période à l'autre</u>	2/1	3/2	4/3	5/4	6/5
Croissance de l'effectif global	10%	12%	13%	10%	-5%
Croissance de la Section I	12%	13%	13%	10%	-9,3%
Croissance potentielle globale	10%	12%	13%	13%	15,8%
Progression du pouvoir d'achat	0%	2%	3,75%	0%	-10%

<u>Situation en cours de période</u>	1	2	3	4	5	6
Répartition de l'emploi (q)	0,55	0,56	0,565	0,565	0,565	0,55
Degré d'exploitation ex-ante	100%	100%	96 %	89 %	89 %	110,2%
Taux de sous-emploi	30 %	30 %	28,7%	26,8%	26,8%	35,1%

<u>Conditions de réalisation en fin de période</u>	0	1	2	3	4	5
Prix de marché machine (fr)	100	102	105	113	120	100
Prix de marché blé (fr)	1,02	1	1,04	1,13	1,20	1,02
Salaire nominal (fr)	5,1	5	5,31	5,98	6,35	4,86
=====						
Taux général de profit tendanciel ex-post (%)		33,3	32,4	30,8	30,7	35,5
Taux général de court terme ex-post réel (%)		33,3	32,4	30,8	29,8	29,8
=====						
Taux réel de profit ex-post Section I (%)		34,2	32,8	30,8	29,8	29,4
Taux réel de profit ex-post Section II (%)		31,6	31,7	30,8	29,8	31,3
=====						
Montant en valeur de la consommation improductive (ht)		636	618	610	662	760
consommation improductive / plus-value produite = s (%)		70,	61,8	55,6	55,6	58,0
consommation improductive en monnaie courante (Fr)		636	643	689	794	775
=====						
Stocks invendus (en % de la production)		0	0	0	3 %	16 %

La croissance potentielle maximum (période 2 / période 1) est de 10% si l'on considère que les stocks antérieurs ont été détruits.

Nous admettons, pour initier le cycle, que l'ensemble des capitalistes veulent engager une production augmentant globalement de 13%.

Au niveau du marché de la Section I, se présente donc une demande monétaire supérieure à l'offre - toutes deux estimées au prix antérieur, soit 2 040 Fr > 2 000 Fr pour $p_I(0) = 100$ Fr. Il y a dès lors tendance à l'augmentation des prix.

Au niveau du marché de la Section II, la demande monétaire adressée par les salariés résulte de l'emploi d'une population ouvrière adaptée au volume des moyens de production disponible (+ 10%) et d'un taux de salaire nominal initialement inchangé, puisque le taux de sous-emploi demeure constant. Quant à la demande monétaire au titre de la consommation improductive, elle est initialement quelque peu réduite en rapport avec la décision d'accumuler à 13%. La demande monétaire est donc inférieure à l'offre, au prix antérieur, soit : offre : 1 669 Fr > demande : 1 020 Fr(W) + 600 Fr (QL), pour un prix antérieur de 1,02 Fr (soit un salaire de 5,1 Fr). Il y a donc une légère tendance à la baisse des prix.

Au total, le taux de profit au niveau de la Section I sera supérieur à celui de la Section II : on doit donc envisager un déplacement des forces productives vers la première.

L'équilibre final peut dès lors être caractérisé par :

$$p_I(1) = 102 \text{ Fr} \quad (+ 2\%)$$

$$p_{II}(1) = 1 \text{ Fr} \quad (- 2\%)$$

$$w(1) = 5 \text{ Fr} \quad (- 2\%)$$

$$q(2) = 0,56 \quad (\text{contre } 0,55) \quad \begin{cases} x_I = + 12 \% \\ x_{II} = + 7,6 \% \end{cases}$$

La consommation improductive est, en valeur, de 636 ht et donc en monnaie de 636 Fr, soit un pourcentage $s = 70\%$ (1).

La production marchande qui va être réalisée sur la seconde période, avec pleine utilisation des capacités, est (en valeur)

	C	V	PV _a	M(2)
(I)	1 120	+ 560	+ 560	= 2 240
(II)	880	+ 440	+ 440	= 1 760
	<u>2 000</u>	<u>1 000</u>	<u>1 000</u>	<u>4 000</u>

Le profit réel réalisé est :

	L(1)	Q	W	pfr(1)	r
(I)	2 040	- 1 020	- 500	= 520 Fr	34,2 %
(II)	1 636	- 834	- 409	= 393 Fr	31,6 %

Conditions de réalisation à la fin de la période 2

La croissance potentielle globale (de 2 à 3) est de 12%.

Si l'ensemble de la production de la Section I est écoulee, cela conduira à une réduction du taux de sous-emploi de 30% à 28,7 %, soit à un degré d'exploitation en baisse (de 1 à 0,96) correspondant à une augmentation du pouvoir d'achat ouvrier de + 2%.

Comme les divers capitalistes peuvent envisager une poursuite de la dynamique d'accumulation et que la hausse du pouvoir d'achat ouvrier élargit les débouchés de la Section II, on peut prévoir que la demande adressée par la Section II à la Section I croîtra de plus de 12% et que, du même coup, la demande interne à la Section I sera liée à une production ultérieure aussi supérieure à la production à écouler de plus de 12%.

(1) Bien que plus limité du départ, le pourcentage se relève avec la baisse des prix sur II.

La demande monétaire adressée à la Section I est donc supérieure à l'offre aux prix antérieurs, et de même pour la Section II, même si la demande improductive fléchit quelque peu en pourcentage. En tenant compte de l'ajustement salaire nominal / prix à la consommation, on peut finalement atteindre l'équilibre suivant :

$$\begin{aligned}
 p_I(2) &= 105 \text{ Fr} & (+ 2,9 \%) \\
 p_{II}(2) &= 1,04 \text{ Fr} & (+ 4 \%) \\
 w(2) &= 5,31 \text{ Fr} & (+ 6,2 \%) \\
 q(3) &= 0,565 & (\text{contre } 0,56) \text{ soit } \begin{cases} x_I = 13 \% \\ x_{II} = 10,7 \% \end{cases}
 \end{aligned}$$

Cette progression plus rapide de la Section I que de la Section II s'explique par la distorsion des taux de profit entre les deux sections.

On a en effet :

	L(2)	Q	W	pfr	r
(I)	2 352	- 1 176	- 594	= 582	32,8 %
(II)	1 831	- 924	- 467	= 440	31,7 %

La consommation improductive est de 643 Fr, soit en valeur de 618 ht.
On a : $s(2) = 61,8 \%$ (rapportée à la plus-value ex-ante).

La réalisation du pouvoir d'achat ouvrier a donc nécessité une baisse, finalement, de la consommation improductive, cohérente avec le fait que les placements financiers sont favorisés.

La production marchande qui va être réalisée pendant la troisième période est dès lors :

	C	V	PVa	M(3)
(I)	1 266	+ 645	+ 620	= 2 531
(II)	974	+ 497	+ 478	= 1 949
	2 240	1 142	1 098	4 480

Conditions de réalisation à la fin de la période 3

La croissance potentielle globale (4/3) est maintenant de 13%, puisque l'on a eu un déplacement des forces productives vers la Section I.

Si l'ensemble de la production de la Section I est écoulee, cela conduira à une nouvelle réduction du sous-emploi (de 28,7 % à 26,8 %) et donc à un degré général d'exploitation $\tau a(4) = \tau(3) = 0,89$, correspondant à une progression du pouvoir d'achat ouvrier de + 3,75 %.

La plus-value (ex-ante) produite pendant la période 4 serait alors de 1 192 ht. Elle est légèrement inférieure à celle qui serait produite si les moyens de production mis en oeuvre ne progressaient que de 10%, soit : 1 206 ht. Donc, si l'ensemble du capital-marchandise produit est accumulé, il y a sur-accumulation au sens strict du terme.

Mais la dynamique d'accumulation n'a pas de raison d'être touchée, d'autant que les hausses de salaires suivent - et non précèdent - la mise en oeuvre de moyens de production supplémentaires.

Le même raisonnement que celui fait lors de la phase précédente de réalisation s'applique encore ici, si ce n'est que :

- la hausse des salaires est plus forte;
- la demande improductive ne peut plus baisser en volume (même si elle doit finalement baisser en pourcentage).

Il faut donc retenir une hausse plus rapide des prix et un certain rattrapage de celui de la Section II, soit l'équilibre suivant :

$$\begin{aligned}
 p_I(3) &= 113 \text{ Fr} & (+ 7,6 \%) \\
 p_{II}(3) &= 1,13 \text{ Fr} & (+ 8,6 \%) \\
 w(3) &= 5,98 \text{ Fr} & (+ 12,7 \%) \\
 q(4) &= 0,565 & (\text{sans changement}) : x_I = x_{II} = 13\%.
 \end{aligned}$$

Cette stabilité est à rapprocher de l'égale des taux de profit qui se réalise à $r = 30,8 \%$.

La consommation improductive est de 689 Fr, soit de 610 ht, d'où $s = 55,6 \%$ (rapporté à la plus-value produite) et de $s_r = 57,8 \%$ (rapporté à la plus-value réalisée).

La production marchande qui sera réalisée sur la période (4) est :

	C	V	PVa	M(4)
(I)	1 430 +	757 +	674 =	2 861
(II)	1 101 +	582 +	518 =	2 201
	<u>2 531</u>	<u>1 339</u>	<u>1 192</u>	<u>5 062</u>

Conditions de réalisation à la fin de la période 4

La croissance potentielle (période 5 / période 4) est toujours de 13%. Si elle était réalisée, le taux de sous-emploi tomberait à 24,8 % et le degré d'exploitation à 0,81; il y aurait une sur-accumulation beaucoup plus forte qu'à l'étape précédente puisque pour 13% la masse de plus-value produite est de 1 279 ht et pour 10% de 1 311 ht.

Une telle perspective est maintenant prise en compte par certaines directions capitalistes.

On peut donc prévoir une progression quelque peu ralentie du volume de la demande productive globale, soit + 10%.

Mais, contrairement à ce qu'il en était au cours des phases antérieures, ce sont les prix d'offre qui sont augmentés par tous les capitalistes avec l'objectif de rétablir quelque peu leur taux de profit; et comme chacun ne sait pas encore que la demande fléchit et que, pour une progression de 10% de l'emploi, le salaire nominal suivra la hausse des prix, on aura finalement une spirale inflationniste cumulative; et il s'avèrera finalement qu'aux prix d'offre proposés la demande ne peut permettre le plein écoulement de la production, tant pour la Section I que pour la Section II.

On peut donc envisager l'équilibre final suivant :

$$p_I(4) = 120 \text{ Fr} \quad (+ 6,2 \%)$$

$$p_{II}(4) = 1,20 \text{ Fr} \quad (+ 6,2 \%)$$

$$w(4) = 6,35 \text{ Fr} \quad (+ 6,2 \%)$$

$$q(5) = 0,565 \text{ (sans changement)} \quad x_I = x_{II} = 10 \%$$

(cette stabilité étant encore à reprocher de l'égalité des taux de profit).

Une fraction du produit de la Section I n'est pas réalisée, soit 77 en valeur; et de même une valeur de 66 au niveau de la Section II, si la consommation improductive est en valeur de 662; ce montant correspond à un pourcentage s égal à celui de la phase précédente, soit $s = 55,6 \%$ (relativement à la plus-value produite) (et $57,2 \%$ relativement à la plus-value réalisée).

Le profit réel réalisé est de :

	Ventes + Stocks(1) -	Q - W =	pf	r
(I)	3 341 + 70	- 1 716 - 908 =	787	29,8
(II)	2 562 + 60	- 1 321 - 698 =	603	29,8

La production mise en oeuvre au cours de la cinquième période est alors :

	C	V	PVa	M(5)
(I)	1 573 +	832 +	741 =	3 146
(II)	1 211 +	641 +	570 =	2 422
	2 784	1 473	1 311	5 568

Conditions de réalisation à la fin de la période 5

La croissance potentielle (période 6 / période 5) est de $15,8 \%$, y compris stocks reportés.

Mais comme la demande a fléchi précédemment, que des stocks se sont constitués (et que le taux de profit a encore baissé), les anticipations des firmes ne peuvent être que défavorables.

La demande monétaire s'avère en tout état de cause inférieure à l'offre aux prix antérieurs et comme l'embauche limitée conduit nécessairement à un taux de sous-emploi en hausse il n'y a aucun soutien provenant de la consommation ouvrière. Il se produit un processus cumulatif de baisse des prix et de la demande (focalisé ici à la date de réalisation) qui n'est freiné que par le maintien d'un certain niveau de demande improductive en argent.

(1) Au prix de revient.

De ce fait, la détérioration du marché de la Section II est moins accusée que celle du marché de la Section I et il se produit un déplacement des forces productives vers la Section II.

On peut envisager une réalisation qui correspond :

- d'une part, à une baisse globale de 5% de l'emploi conduisant à un taux de sous-emploi de 35,1 % et à un degré d'exploitation de 1,102;
- d'autre part à :

$p_I(5)$	= 100 Fr	(- 16,7 %)	
$p_{II}(5)$	= 1,02 Fr	(- 15%)	
$w(5)$	= 4,86 Fr	(- 23,5 %),	soit : - 10% de pouvoir d'achat.,
$q(6)$	= 0,55	(en baisse)	$\left\{ \begin{array}{l} x_I = - 9,3 \% \\ x_{II} = - 1,5 \% \end{array} \right.$
- enfin, à la constitution de stocks supplémentaires pour une valeur de

495 dans la Section I
401 dans la Section II.

La consommation improductive, qui est de 775 Fr, a une valeur de 760, soit un pourcentage $s = 58 \%$ (sur la plus-value produite) et de 65 % (sur la plus-value réalisée).

Le déplacement des forces productives est à mettre en rapport avec la distorsion des taux réels de profit (de court terme) qui s'observe alors, soit :

	Ventes + Stocks -				Q -	W =	pf	r
(I)	2 651	+	371	-	1 573	-	763 = 686	29,4 %
(II)	2 062	+	301	-	1 211	-	588 = 564	31,3 %

Quant à la production marchande qui sera réalisée sur la période 6, elle est de :

	C	V	PVa	M(6)
(I)	1 458 +	693 +	764 =	2 916
(II)	1 193 +	568 +	626 =	2 386
	2 651	1 261	1 390	5 302

Ainsi les conditions de production de la plus-value ont été rétablies, et la destruction des stocks excédentaires autorise une réalisation de cette production à la fin de la sixième période équivalente à celle qui a été définie pour la fin de la première période (si ce n'est que le pourcentage de plus-value consommée doit être plus élevé, en rapport avec un degré d'exploitation aussi plus élevé).

Cet exemple pédagogique fait, à notre avis, clairement ressortir :

- + le fait que la répartition des forces productives est constamment supérieure à la répartition normative (soit une sur-accumulation structurelle);

- + le jeu d'adaptation réciproque entre le pouvoir d'achat ouvrier et la consommation improductive, qui met en jeu à la fois le comportement de placement des rentiers et la politique anti-cyclique de l'Etat;

- + l'origine du retournement dans la sur-accumulation.

ANNEXE 6

Passage branches C.N/sections et déplacement
des forces productives pour l'économie française
(1960 - 1970 - 1974)

(annexe à la Section 5 du Chapitre IV, note p. 568)

Les résultats présentés ont été obtenus en appliquant aux effectifs totaux (salariés + non salariés) de chaque branche/ Comptabilité Nationale la grille de passage, tirée du tableau d'échange de l'année 1970, qui suit.

	I ₁	I ₂	II
01. Agriculture		58 %	42 %
02. I.A.A.		18 %	82 %
03A. C.M.S.		66 %	34 %
03B. Gaz distribué		60 %	40 %
04. Electricité, eau		60 %	40 %
05. Produits pétroliers		70 %	30 %
06A. Matériaux de construction		100 %	
06B. Verre		100 %	
07. Sidérurgie		100 %	
08. Non ferreux		100 %	
09A. Première transformation des métaux .		100 %	
09B. Machines et appareils mécaniques ...	100 %		
09C. Construction électrique	27 %	35 %	38 %
09D. Automobiles	40 %		60 %
09E. Navires, aéronautique, armement	30 %		70 %
10. Produits chimiques et caoutchouc ...		60 %	40 %
11A. Textiles		45 %	55 %
11B. Habillement			100 %
11C. Cuirs			100 %
12A. Bois		50 %	50 %
12B. Pâtes, papiers, cartons		100 %	
12C. Presse, édition			100 %
12D. Industries diverses			100 %
13. Bâtiment et T.P.	40 %		60 %
14A. Transports		75 %	25 %

14B. Services de Télécommunications	50 %	50 %
16. Autres services	30 %	70 %

En l'occurrence, nous avons ignoré les importations et exportations en retenant seulement la structure :

- . F.B.C.F. des entreprises non financières
- . consommations intermédiaires
- . consommations / F.B.C.F. : ménages, administrations et institutions financières,

et dans certains cas (cf. branches 09B, 11B, 11C) nous avons négligé les faibles pourcentages.

BIBLIOGRAPHIE

- AFTALION (A) Les crises périodiques de surproduction.
M. Rivière, Paris, 1913.
- AGLIETTA (M.) Accumulation et régulation du capitalisme en longue période; exemple des Etats-Unis (1870-1970). Thèse, Paris I, 1974.
- AMIN (S.) L'échange inégal et la loi de la valeur : la fin d'un débat. Editions Anthropos, idép, Paris, 1973.
- AMIN (S.), FAIRE (A.), HUSSEIN (M.), MASSIAH (G.) La crise de l'impérialisme. Editions de Minuit, Paris, 1974.
- BANFI (R.) Un pseudo problème - la théorie de la valeur travail comme base des prix d'équilibre. Critica Marxista, Rome n°3, 1975 (trad. fr. doc. interne, Université II, Grenoble).
- BARAN (P.) et SWEETZ (M.) Le capitalisme monopoliste, trad. fr., F. Maspéro, Paris, 1968.
- BAUDRILLARD (J.) La société de consommation. Denoël, Paris, 1970.
- BAREL (Y.) "Des contradictions du capitalisme contemporain". Politique Aujourd'hui, Paris, Novembre 1969.
- BENETTI (C.) et CARTELIER (J.) Profit et exploitation : le problème de la transformation des valeurs en prix. Annales de la Faculté de Droit et des Sciences Économiques Lyon II, n° 2 (1973).
- BENETTI (C.) Valeur et Répartition. Presses Universitaires de Grenoble, F. Maspéro, 1974.
- BETTELHEIM (Ch.) Problèmes théoriques et pratiques de la planification. P.U.F., Paris, 1951.

- BETTELHEIM (Ch.) Variations du taux de profit et accroissement de la productivité du travail. Revue d'Economie Appliquée, Paris, Octobre 1959.
- BETTELHEIM (Ch.) Remarques théoriques à l'échange inégal. F. Maspéro, Paris, 1969.
- BOCCARA P. Etudes sur le capitalisme monopoliste d'Etat, sa crise et son issue. Editions Sociales, Paris, 1973.
- BORRELY (R.) Les disparités sectorielles du taux de profit. Thèse, Université II, Grenoble, 1972.
- BORTKIEVICZ (L.) (von) Essai de rectification de la construction fondamentale dans le troisième Livre du Capital (1907). Trad. fr. Cahiers de l'I.S.E.A., Série S, n° 1, 1959.
- BRUNHOFF (S.) (de) La monnaie chez MARX. Editions Sociales, Paris, 1973.
- DANJOU (F.) Sur la baisse tendancielle du taux de profit. Cahiers du C.E.R.E.L., Université de Lille, n° 3, 1972.
- DELEPLACE (G.) Répartition et accumulation du capital : Essai sur la différenciation des taux de profit. Thèse, Paris, 1972.
- DENIS (H.) Histoire de la pensée économique. P.U.F., 4e édition, Paris, 1974.
- DENIS (H.) Marchés nouveaux et accumulation du capital. L'Homme et la Société, n° 22, Paris, Décembre 1971.
- DENIZET (J.) Monnaie et financement. Dunod, Paris, 1967.
- DESTANNE de BERNIS (G.) Fluctuations et croissance, cours polycopié, Université II, Grenoble, 1969-1970.
- DOMAR (E.D.) Essays in the theory of Growth. Oxford, University Press, Londres, 1957.

- EMMANUEL (A.) Le profit et les crises. Collection Economie et Socialisme 22, F. Maspéro, Paris, 1974.
- EMMANUEL (A.) L'échange inégal. Collection Economie et Socialisme 12, F. Maspéro, Paris, 1969.
- GORZ (A.) Critique de la division du travail (textes choisis et présentés par A. GORZ). Seuil, Paris, 1973.
- GRANOU (A.) Capitalisme et mode de vie. Editions du Cerf, Paris, 1972.
- GRANOU (A.) La nouvelle crise du capitalisme. Les Temps Modernes n° 328/329, Paris, Novembre-Décembre 1973.
- HAHN (F.H.) et MATTHEWS (R.C.O.) Théorie de la croissance économique. Trad. fr. Economica, Paris, 1972.
- HARROD (R.F.) Towards a Dynamic Economics. Macmillan, Londres, 1948.
- HILFERDING (R.) Le capital financier. Trad. fr., Editions de Minuit, Paris, 1970.
- KALECKI (M.) Théorie de la dynamique économique. Trad. fr. Gauthier Villars, Paris, 1965.
- KEYNES (J.M.) Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie. Trad. fr., Payot, Paris, 1959.
- KUZNETS (S.) Croissance et structure économiques. Trad. fr., Calmann-Levy, Paris, 1972.
- LANGE (O.) Leçons d'économétrie. Trad. fr., Gauthier-Villars, Paris, 1970.
- LATOCHE (S.) "A propos de la baisse tendancielle du taux de profit". Revue Economique, Janvier 1973.

- LENINE (V.I.) A propos de la question dite des marchés.
Oeuvres, Tome I, trad. fr., Editions Sociales,
Paris, 1958.
- LENINE (V.I.) Pour caractériser le romantisme économique.
Oeuvres, Tome II, trad. fr., Editions Sociales,
Paris 1958.
- LENINE (V.I.) Le développement du capitalisme en Russie.
Oeuvres, Tome III, trad. fr., Editions Sociales,
Paris, 1958.
- LENINE (V.I.) Remarque sur la question de la théorie des marchés.
Oeuvres, Tome IV, trad. fr., Editions Sociales,
Paris, 1958.
- LENNART (A.) LENINE et la théorie marxiste des crises.
Critique de l'Economie Politique, n° 11-12, 1973.
- LUXEMBURG (R.) L'accumulation du capital. Trad. fr., F. Maspéro,
Paris, 1972.
- MALTHUS (Th. R.) Principes d'économie politique. Trad. fr., Calmann
Lévy, Paris, 1971.
- MARSHALL (A.) Economics of Industry. Mac Millan, Londres, 1879.
- MARSHALL (A.) Pure theory of Domestic Values. Mac Millan, Londres,
1927 (8e édition).
- MARX (K.) Fondements de la critique de l'économie politique
(manuscripts de 1857-1859), trad. fr., Editions
Anthropos, Paris, 1969.
- MARX (K.) Introduction générale à la critique de l'économie
politique. Oeuvres I, trad. fr., La Pleiade, Paris,
1963.
- MARX (K.) Théories sur la plus-value (manuscrit de 1861-
1863), Tome I, trad. fr., Editions Sociales,
Paris, 1974.
- MARX (K.) Le Capital, Livres I, II et III, trad. fr., La
Pleiade, Paris, 1963/1968, et Editions Sociales,
Paris, 1969.

- MEDIO (A.) "Profits and Surplus-value : Appearance and Reality in Capitalist Production", A critique of Economic theory. Penguin Books, 1972.
- MEEK (R.L.) "Some notes on the transformation problem". Economic Journal, 1956.
- MORISHIMA (M.) et SETON (F.) The transformation problem. Review of Economic Studies, Vol. 24, 1957.
- RICARDO (D.) Principes de l'économie politique et de l'impôt. Trad. fr., Calmann-Lévy, Paris, 1970.
- ROBINSON (J.) L'accumulation du capital. Trad. fr., Dunod, Paris, 1972.
- ROSIER (B.) Croissance et crise capitalistes. P.U.F., Paris, 1975.
- SAY (J.B.) Traité d'économie politique. Calmann-Lévy, Paris, 1972.
- SCHUMPETER (J.) Capitalisme, Socialisme et Démocratie. Trad. fr., Payot, Paris, 1951.
- SCHWARTZ (J.T.) Lectures on the mathematical method, analytical economics, Gordon et Breach, 1961.
- SISMONDI (S.) (de) Nouveaux principes d'économie politique. Calmann-Lévy, Paris, 1971.
- SRAFFA (P.) Production de marchandises avec des marchandises. Trad. fr., Dunod, Paris, 1970.
- TOUGAN-BARANOVSKI (M.I.) Theoretische Grundlagen der Marxismus. Duncker et Humblot, Leipzig, 1905.
- WINTERNITZ (J.) Value and Prices : a solution of the so called transformation problem. Economic Journal, 1956.

Traité marxiste d'économie politique. Le capitalisme monopoliste d'Etat.
Editions Sociales, Paris, 1971.

La crise, Economie et Politique, n° 251, 252, 253, Paris, 1975.

L'inflation, Critique de l'économie politique n° 1, 1970.

Crises, Critique de l'économie politique n° 11-12, 1973.

Statistiques et Etudes Financières, Ministère de l'Economie et des Finances,
Série Orange :

n° 1/1971 Le Modèle DECA

n° 15/1974 Le Modèle STAR

n° 23/1976 Pourquoi la récession américaine de
1974-1975 est la plus grave de
l'après-guerre

(à paraître) Répartition, Accumulation et Rentabilité
du Capital : un essai de comparaisons
internationales.

Collections de l'I.N.S.E.E.

E 27/1974 Fresque historique du système productif

E 31-32/1975 La mutation industrielle de la France

C 18-19/1972 L'évaluation du capital fixe productif

Economie et Statistiques (I.N.S.E.E.)

n° 60, Octobre 1974, La rentabilité des entreprises.

Commissariat Général du Plan

Calcul économique et planification, document ronéoté, 1973.

La frappe de cette thèse a été assurée
par Madame Ch. STREMEZ, que je remercie tout
particulièrement, compte tenu de la "mobili-
sation au travail" à laquelle je l'ai soumise.

TOME 1

Introduction

. l'évolution économique d'après guerre et les questions qu'elle pose	p.1
. les deux dimensions de la crise actuelle et notre choix d'étudier seulement l'une d'elles	p.5
. les problèmes posés par la séparation entre économies nationales	p.8
. La nécessité d'une approche théorique et le thème central de notre thèse	p.9
. A partir de la loi des débouchés : les impasses du débat au sein de la théorie dominante	p.10
. La théorie marxiste des crises en débat	p.21
. La problématique théorique et le plan retenus	p.23

CHAPITRE I : LES LIMITES DE LA THEORIE MARXISTE DES CRISES	p.25
--	------

1/ Le dépassement critique du débat autour de la loi des débouchés et la possibilité de la crise chez Marx	p.28
. Premier fondement de la critique de Marx : la valeur préexiste à l'échange	p.28
. Second fondement de la critique de Marx : le capitalisme transforme les conditions de l'échange simple des marchandises	p.29
. Troisième fondement de la critique de Marx : la reproduction du capital social est le produit de l'entrelacement de la reproduction des capitaux individuels et doit s'analyser comme telle	p.34
. La synthèse de ces fondements : les schémas de la reproduction	p.42
. Une étape intermédiaire pour comprendre les schémas marxistes de la reproduction	p.53
. La lecture des schémas marxistes de la reproduction à la lumière des conclusions tirées de cette étape intermédiaire	p.79
. Les limites propres aux schémas de Marx comme moyen d'analyse de la reproduction	p.85
. Conclusion : La surproduction générale est possible	p.88

2/ L'explication marxienne de la nécessité des crises et ses limites	p.92
. Le caractère inéluctable de la crise chez Marx : le conflit entre l'extension de la production et la mise en valeur du capital	p.92
. La critique de l'explication marxienne de la nécessité des crises	p.97
. Conclusion : les limites de la théorie marxienne des crises	p.108
3/ Le dépassement des limites propres à l'explication marxienne des crises chez les théoriciens marxistes : son caractère partiel	p.111
. Le recul de R.Luxembourg	p.111
. Le déplacement opéré par Lénine	p.113
. Le caractère partiel des développements actuels de la théorie marxiste de la reproduction et des crises	p.115
CHAPITRE II - DEVELOPPEMENT CAPITALISTE DES FORCES PRODUCTIVES ET CONTRADICTIONS DE LA LOI DE LA VALEUR. INTRODUCTION A L'ANALYSE DE L'EVOLUTION DE LA COMPOSITION DU CAPITAL	p.126
1/ Le caractère contradictoire de la division capitaliste du travail : la dialectique industrie/branche	p.128
. La notion d'industrie	p.128
. la notion de branche	p.130
2/ Système des valeurs à conditions données de production	p.139
. Système des valeurs simples : force du travail unique et absence du capital fixe	p.140
. Système des valeurs avec prise en compte du capital fixe	p.145
. Système des valeurs avec prise en compte de la diversité des forces de travail	p.150
3/ Développement des forces productives et problèmes posés par la définition d'un système des valeurs à un moment donné	p.162
. conditions sociales moyennes de production dans une branche à un moment donné	p.162
. normes tendanciennes de consommation des travailleurs à un moment donné	p.167
. un système des valeurs actuelles/tendanciennes à partir de ces normes actuelles	p.170
. valeurs actuelles tendanciennes et valeurs actuelles de marché	p.176

4/ Le processus de destruction/reproduction du système des valeurs actuelles tendanciellles dans le temps ; les catégories de volume et de productivité et la négation de leur mesure	p.178
. La notion de volume	p.184
. La notion de productivité sociale	p.193
. La négation de toute mesure possible des catégories volume et productivité sociale	p.203
. Développement du travail général à côté du travail immédiat et nouvelles contradictions de la loi de la valeur	p.206
5/ Une formalisation du procès d'élévation de la productivité sociale : la notion marxiste de fonction de production	p.213
. La notion de fonction de production liée à l'empilement des procès de travail caractérisant une branche à un moment donné	p.214
. Révolution des forces productives dans le temps et déformation de la fonction de production d'une branche	p.217
. De la composition-travail en volume à la composition-travail en valeur courante : analyse formalisée des effets induits de productivité	p.221
. De quelques fonctions de production particulières	p.248
6/ Procès de transformation des forces productives et observations statistiques	p.251
. L'estimation de l'évolution de la composition-travail engagé moyenne en volume	p.252
. L'estimation des gains apparents de productivité	p.256
. L'estimation des gains globaux de productivité et de l'évolution de la composition-travail engagé en valeur courante	p.258
. Du travail fourni à la valeur ajoutée	p.269
7/ L'évolution de la composition-travail avancé sur la période d'après guerre (U.S.A., R.F.A., JAPON, FRANCE)	p.266
. Un survol général sous l'hypothèse de complète uniformité	p.267
. Une analyse plus détaillée de l'évolution de la composition du capital pour l'économie française	p.279

CHAPITRE III - LA DIMENSION MONETAIRE DE LA REPRODUCTION : FORMATION DYNAMIQUE DES PRIX ET DU PROFIT. INTRODUCTION A L'ANALYSE DE L'EVOLUTION DU DEGRE GENERAL D'EXPLOITATION ET DU TAUX GENERAL DE PROFIT	p.296
1/ Système des valeurs, taux général du profit et système des prix de production	p.298
. Taux général de profit et prix de production à conditions données de production et d'exploitation	p.301
. Taux général de profit et prix de production liés au système des valeurs actuelles/tendanciels	p.324
2/ Niveau général des prix et numéraire : la possibilité de l'inflation sous le règne de la monnaie bancaire	p.330
. Niveau général des prix de production avec l'or comme seul numéraire	p.331
. Niveau général des prix et valeur dont la monnaie bancaire est le signe	p.334
. L'inversion de la loi de la valeur et la possibilité de l'inflation	p.349
. Erosion de la monnaie bancaire et dépréciation des droits acquis remis aux salariés	p.356
. La quantification de l'érosion de la monnaie bancaire	p.360
3/ Production de plus-value, réalisation de profit et formation dynamique des prix de marché	p.385
. Le procès de production/réalisation en cas de périodes successives de production	p.388
. valeur et plus-value produites	
. valeur et plus-value réalisée	
. Le procès de production/réalisation en cas de production continue	p.398
. conclusion : développement inégal et combiné, concentration du capital et différenciation des taux de profit	p.402
4/ Différenciation des taux de profit et mouvements de capitaux	p.409
. Différenciation des taux de profit et mouvements de capitaux dans le cadre abstrait de capitalistes indépendants	p.411
. Le jeu du marché de l'argent	p.412
. Le rôle de la création monétaire	p.416

5/ Evolution du degré général d'exploitation et du taux général de profit sur la période d'après guerre (U.S.A., R.F.A., JAPON, FRANCE)	p.420
. L'évolution du degré général d'exploitation	p.420
(graphique)	p.423 bis
. L'évolution du taux général de profit	p.428
(graphique)	p.434 bis

CHAPITRE IV - REPRODUCTION INTENSIVE DU CAPITAL : LUTTE DES CLASSES ET NECESSITE DE LA CRISE. INTRODUCTION A L'ETUDE DE LA REPRODUCTION INTERNE DU CAPITALISME (1950-1974)	p.439
--	-------

1/ A partir de la reproduction extensive	p.442
--	-------

. Types de reproduction possibles avec écoulement complet de la production	p.443
. Les conditions pour une reproduction élargie équilibrée à rythme constant	p.446
. Possibilité théorique et impossibilité pratique d'une reproduction équilibrée à rythme constant	p.448
. Forces de rappel, fluctuation et crises de surproduction	p.454

2/ Etude formelle de la reproduction intensive	p.468
--	-------

. Les relations entre paramètres de la reproduction sous la contrainte d'un plein écoulement de la production marchande	p.473
. Conditions pour une reproduction à croissance régulière de l'activité ouvrière	p.479
. Conditions pour une reproduction à taux général de profit (ex-post) inchangé	p.483
. Reproduction intensive et transferts de capitaux entre sections	p.489
. Un dépassement du cadre simple de formalisation retenu	p.504

3/ La nécessité de la crise en reproduction intensive	p.508
. Le déplacement des contradictions internes à la reproduction extensive en cas de développement uniforme, sans pression ouvrière	p.509
. Nouveau déplacement des contradictions en cas de pression revendicative des travailleurs	p.519
. Conclusion : nécessité de la crise et lutte des classes	p.544
4/ En remontant vers le concret d'un ensemble hiérarchisé d'économies nationales	p.553
. Taux de change et imbrication des lois de la valeur nationales	p.554
. Dynamique interne d'accumulation, gestion de l'opposition d'intérêts entre classes et contrainte monétaire pour une économie de second rang	p.558
. Pour l'économie dominante	p.560
5/ Croissance économique d'après guerre et crise actuelle	p.562
. Procès global de reproduction et observations statistiques	p.562
. Analyse éclatée de la reproduction d'après guerre	p.569
. Décalages, dynamiques d'entraînement et approche globale	p.578
CONCLUSION :	p.583
<u>Annexe 1</u> : Analyse du procès continu production/réalisation avec la monnaie bancaire comme numéraire	
(annexe à la section 1 du Chapitre I p.59 et suiv.)	p.584
<u>Annexe 2</u> : Quelques éléments d'une critique externe de la théorie néoclassique des facteurs de production	p.588
(annexe à la section 5 du chapitre II p.213 et suiv.)	
<u>Annexe 3</u> : Modélisation de la reproduction extensive en régime continu	p.595
(annexe à la section 1 du chapitre IV p.442 et suiv.)	

<u>Annexe 4</u> : Modélisation de la reproduction intensive en régime continu	(annexe à la section 2 du chapitre IV p. 468 et suiv.)	p. 601
<u>Annexe 5</u> : Exemple à l'appui de l'étude de la nécessité de la crise en reproduction extensive	(annexe à la section 1 du chapitre IV p.467)	p. 602
<u>Annexe 6</u> : Passage branches ~~OM~~ /sections et déplacement des forces productives pour l'économie française (1960 - 1970 - 1974)		p. 613
BIBLIOGRAPHIE		p. 615

